ALSACE
Collectivité européenne

Recueil des Actes Administratifs et Informations Officielles

de la Collectivité européenne d'Alsace

Mai 2021

Numéro 7

SOMMAIRE

ARRETÉS

2021-00135-DIF-Nomination mandataires modif FDE argent de poche 2021 10

2021-00136-DIF-Nomination mandataires modif FDE 2021 12

2021-149-DRIM-Règlementation circulation commune de ROUFFACH 14

LISTE DE PRÉSENCE

Liste de présence CP du 10.05.2021 17

DÉLIBÉRATIONS ET ANNEXES

Deliberation : WIHR AU VAL AMENAGEMENT DU CARREFOUR A FEUX DE LA RD 417/RD 43 EN AGGLOMERATION - POINTS D'ARRÊT ROUTIER TER CONVENTION FINANCIERE 18

Convention déf : WIHR AU VAL AMENAGEMENT DU CARREFOUR A FEUX DE LA RD 417/RD 43 EN AGGLOMERATION - POINTS D'ARRÊT ROUTIER TER CONVENTION FINANCIERE 20

Annexe 1-Plan : WIHR AU VAL AMENAGEMENT DU CARREFOUR A FEUX DE LA RD 417/RD 43 EN AGGLOMERATION - POINTS D'ARRÊT ROUTIER TER CONVENTION FINANCIERE 24

Deliberation : OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT RÉALISÉES SUR LE DOMAINE PUBLIC ROUTIER DÉPARTEMENTAL PAR D'AUTRES COLLECTIVITÉS - PROPOSITION D'APPROBATION D'UN PROJET DE CONVENTION DE FINANCEMENT DE LA TVA ENTRE LA CEA ET LA COMMUNAUTE D'AGGLO. DE HAGUENAU 25

Tab_Conv_FCTVA_CP_du_09-04-2021 : OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT RÉALISÉES SUR LE DOMAINE PUBLIC ROUTIER DÉPARTEMENTAL PAR D'AUTRES COLLECTIVITÉS - PROPOSITION D'APPROBATION D'UN PROJET DE CONVENTION DE FINANCEMENT DE LA TVA ENTRE LA CEA ET LA COMMUNAUTE D'A 27

Conv FCTVA-CAH : OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT RÉALISÉES SUR LE DOMAINE PUBLIC ROUTIER DÉPARTEMENTAL PAR D'AUTRES COLLECTIVITÉS - PROPOSITION D'APPROBATION D'UN PROJET DE CONVENTION DE FINANCEMENT DE LA TVA ENTRE LA CEA ET LA COMMUNAUTE D'AGGLO. DE HAGUENAU 28

Deliberation : PDH 68 - POLITIQUE DE L'HABITAT - CONVENTION FINANCIERE DE SUIVI-ANIMATION DU PROGRAMME D'INTERET GENERAL HABITER MIEUX 68 DANS LE HAUT-RHIN POUR L'ANNEE 2021 33

Convention financière CITIVIA 2021 : PDH 68 - POLITIQUE DE L'HABITAT - CONVENTION FINANCIERE DE SUIVI-ANIMATION DU PROGRAMME D'INTERET GENERAL HABITER MIEUX 68 DANS LE HAUT-RHIN POUR L'ANNEE 2021 36

Deliberation : CONVENTION DE COFINANCEMENT DE L'ÉTUDE D'ACCESSIBILITÉ DU HAUT-KOENIGSBOURG 42

2020-10-28_Projet conv cofin Département_BDT_HK_finale : CONVENTION DE COFINANCEMENT DE L'ÉTUDE D'ACCESSIBILITÉ DU HAUT-KOENIGSBOURG 44

Deliberation : CONVENTION TECHNIQUE ET FINANCIÈRE CONCERNANT LE DÉPLACEMENT D'UNE LIGNE ÉLECTRIQUE AÉRIENNE BASSE TENSION ET D'UN COFFRET ÉLECTRIQUE DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE LA DÉVIATION DE CHÂTENOIS (RD1059) 78

RN59_Chatenois-Convention_ENEDIS : CONVENTION TECHNIQUE ET FINANCIÈRE CONCERNANT LE DÉPLACEMENT D'UNE LIGNE ÉLECTRIQUE AÉRIENNE BASSE TENSION ET D'UN COFFRET ÉLECTRIQUE DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE LA DÉVIATION DE CHÂTENOIS (RD1059) 80

RN59_Chatenois-Convention_ENEDIS-Annexe1 : CONVENTION TECHNIQUE ET FINANCIÈRE CONCERNANT LE DÉPLACEMENT D'UNE LIGNE ÉLECTRIQUE AÉRIENNE BASSE TENSION ET D'UN COFFRET ÉLECTRIQUE DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE LA DÉVIATION DE CHÂTENOIS (RD1059) 87

RN59_Chatenois-Convention_ENEDIS-Annexe2 : CONVENTION TECHNIQUE ET FINANCIÈRE CONCERNANT LE DÉPLACEMENT D'UNE LIGNE ÉLECTRIQUE AÉRIENNE BASSE TENSION ET D'UN COFFRET ÉLECTRIQUE DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE LA DÉVIATION DE CHÂTENOIS (RD1059) 96

RN59_Chatenois-Convention_ENEDIS-Annexe3 : CONVENTION TECHNIQUE ET FINANCIÈRE CONCERNANT LE DÉPLACEMENT D'UNE LIGNE ÉLECTRIQUE AÉRIENNE BASSE TENSION ET D'UN COFFRET ÉLECTRIQUE DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE LA DÉVIATION DE CHÂTENOIS (RD1059) 97

RN59_Chatenois-Convention_ENEDIS-Annexe4 : CONVENTION TECHNIQUE ET FINANCIÈRE CONCERNANT LE DÉPLACEMENT D'UNE LIGNE ÉLECTRIQUE AÉRIENNE BASSE TENSION ET D'UN COFFRET ÉLECTRIQUE DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE LA DÉVIATION DE CHÂTENOIS (RD1059) 102

Deliberation : PROPOSITIONS DE PARTENARIATS AVEC LES STRUCTURES NATURALISTES POUR L'ANNÉE 2021 107

2021 convention BUFO : PROPOSITIONS DE PARTENARIATS AVEC LES STRUCTURES NATURALISTES POUR L'ANNÉE 2021 110

2021 convention ODONAT : PROPOSITIONS DE PARTENARIATS AVEC LES STRUCTURES NATURALISTES POUR L'ANNÉE 2021 116

2021 Avenant Conv LPO : PROPOSITIONS DE PARTENARIATS AVEC LES STRUCTURES NATURALISTES POUR L'ANNÉE 2021 122

2021 Avenant Conv Piverts : PROPOSITIONS DE PARTENARIATS AVEC LES STRUCTURES NATURALISTES POUR L'ANNÉE 2021 124

2021 Avenant Conv PCA : PROPOSITIONS DE PARTENARIATS AVEC LES STRUCTURES NATURALISTES POUR L'ANNÉE 2021 126

SUB_ANNEXE A LA DELIBERATION : PROPOSITIONS DE PARTENARIATS AVEC LES STRUCTURES NATURALISTES POUR L'ANNÉE 2021 128

Deliberation : PROPOSITION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'ASSOCIATION " LES JARDINS DE LA MONTAGNE VERTE " POUR L'ANNÉE 2021 131

CONVENTION JMV 2021_màj21 : PROPOSITION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'ASSOCIATION " LES JARDINS DE LA MONTAGNE VERTE " POUR L'ANNÉE 2021 134

Deliberation : PROPOSITION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET D'APPROBATION D'UN PROJET DE CONVENTION FINANCIÈRE POUR 2021 À CONCLURE ENTRE LA COLLECTIVITÉ EUROPÉENNE D'ALSACE ET L'ADEUS. 140

Annexe1-PTP2021_ADEUS_CP_2021_05_10 : PROPOSITION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET D'APPROBATION D'UN PROJET DE CONVENTION FINANCIÈRE POUR 2021 À CONCLURE ENTRE LA COLLECTIVITÉ EUROPÉENNE D'ALSACE ET L'ADEUS. 143

Annexe2-ADEUS-Conv-fin-2021_CP_2021-05-10 : PROPOSITION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET D'APPROBATION D'UN PROJET DE CONVENTION FINANCIÈRE POUR 2021 À CONCLURE ENTRE LA COLLECTIVITÉ EUROPÉENNE D'ALSACE ET L'ADEUS. 167

Deliberation : GARANTIES D'EMPRUNTS - ORGANISMES DIVERS - ET APPROBATION DES TERMES DES PROJETS DE CONVENTION DE GARANTIE À CONCLURE 176

Convention Ariena : GARANTIES D'EMPRUNTS - ORGANISMES DIVERS - ET APPROBATION DES TERMES DES PROJETS DE CONVENTION DE GARANTIE À CONCLURE 180

Convention Transfert St Francois : GARANTIES D'EMPRUNTS - ORGANISMES DIVERS - ET APPROBATION DES TERMES DES PROJETS DE CONVENTION DE GARANTIE À CONCLURE 182

Deliberation : PRÉVENTION DU VIEILLISSEMENT : ADHÉSION À L'INSTITUT RECAPPS (RECHERCHE COLLABORATIVE SUR L'ACTIVITÉ PHYSIQUE ET LA PROMOTION DE LA SANTÉ) 184

pièces annexes CP 10 05 2021 : PRÉVENTION DU VIEILLISSEMENT : ADHÉSION À L'INSTITUT RECAPPS (RECHERCHE COLLABORATIVE SUR L'ACTIVITÉ PHYSIQUE ET LA PROMOTION DE LA SANTÉ) 187

Deliberation : PDH 67 - APPUI DANS LA MISE EN OEUVRE DE DISPOSITIFS D'ACTIONS EN FAVEUR DE LA RÉHABILITATION ET DE LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES LOGEMENTS PRIVÉS SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE SELESTAT 193

Convention PIG Commune Selestat V2 : PDH 67 - APPUI DANS LA MISE EN OEUVRE DE DISPOSITIFS D'ACTIONS EN FAVEUR DE LA RÉHABILITATION ET DE LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES LOGEMENTS PRIVÉS SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE SELESTAT 197

CONVENTION CHATENOIS : PDH 67 - APPUI DANS LA MISE EN OEUVRE DE DISPOSITIFS D'ACTIONS EN FAVEUR DE LA RÉHABILITATION ET DE LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES LOGEMENTS PRIVÉS SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE SELESTAT 209

Deliberation : GARANTIE DEPARTEMENTALE D'EMPRUNT PÔLE HABITAT COLMAR CENTRE ALSACE REHABILITATION THERMIQUE DE 100 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX ROUTE D'INGERSHEIM A COLMAR 220

Contrat CDC_118734 : GARANTIE DEPARTEMENTALE D'EMPRUNT PÔLE HABITAT COLMAR CENTRE ALSACE REHABILITATION THERMIQUE DE 100 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX ROUTE D'INGERSHEIM A COLMAR 223

Deliberation : PDH 68 - POLITIQUE DE L'HABITAT - AIDES DE LA COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE A LA LUTTE CONTRE LA PRECARITE ENERGETIQUE DANS LE PARC PRIVE 249

SUB_ANNEXE_PAR_TERRITOIRES : PDH 68 - POLITIQUE DE L'HABITAT - AIDES DE LA COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE A LA LUTTE CONTRE LA PRECARITE ENERGETIQUE DANS LE PARC PRIVE 252

Deliberation : ASECOHR INDIVIDUALISATION DE LA SUBVENTION AU TITRE DE 2021 APPROBATION DE LA CONVENTION POUR LE VERSEMENT DE LA SUBVENTION 259

convention ASECOHR 2021 : ASECOHR INDIVIDUALISATION DE LA SUBVENTION AU TITRE DE 2021 APPROBATION DE LA CONVENTION POUR LE VERSEMENT DE LA SUBVENTION 262

Deliberation : PROPOSITION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR DES ACTIONS DE PRÉVENTION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE EN 2021 265

2021-04-06_CeA_projet convention LPR 2021pour subvention de FONCTIONNEMENT_actions prévention SR_V3 : PROPOSITION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR DES ACTIONS DE PRÉVENTION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE EN 2021 268

2021-03-30_Convention Vélo Emploi finale : PROPOSITION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR DES ACTIONS DE PRÉVENTION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE EN 2021 274

2021-03-30_Convention CADR67 finale : PROPOSITION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR DES ACTIONS DE PRÉVENTION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE EN 2021 280

2021-03-30_Convention-Maison-du-Velo finale : PROPOSITION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR DES ACTIONS DE PRÉVENTION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE EN 2021 286

2021-03-30_Convention-CADRes Mulhouse-finale : PROPOSITION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR DES ACTIONS DE PRÉVENTION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE EN 2021 292

2021-04-16_CeA_SUB_ANNEXE A LA DELIBERATION avec théma (1er CP de MAI) : PROPOSITION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR DES ACTIONS DE PRÉVENTION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE EN 2021 298

Deliberation : PDH 67 - PROPOSITION D'ATTRIBUTION D'AIDES EN FAVEUR DE L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT PRIVÉ ET DE LA SAUVEGARDE ETVALORISATION DU PATRIMOINE 299

Lot CeA Valorisation Nord Alsace CP 10 : PDH 67 - PROPOSITION D'ATTRIBUTION D'AIDES EN FAVEUR DE L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT PRIVÉ ET DE LA SAUVEGARDE ETVALORISATION DU PATRIMOINE 302

Lot CeA Valorisation Territoire Centre Alsace CP 10 : PDH 67 - PROPOSITION D'ATTRIBUTION D'AIDES EN FAVEUR DE L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT PRIVÉ ET DE LA SAUVEGARDE ETVALORISATION DU PATRIMOINE 303

Lot CeA Valorisation Territoire Eurométropole CP 10 : PDH 67 - PROPOSITION D'ATTRIBUTION D'AIDES EN FAVEUR DE L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT PRIVÉ ET DE LA SAUVEGARDE ETVALORISATION DU PATRIMOINE 304

Lot CeA Valorisation Territoire Ouest Alsace CP 10 : PDH 67 - PROPOSITION D'ATTRIBUTION D'AIDES EN FAVEUR DE L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT PRIVÉ ET DE LA SAUVEGARDE ETVALORISATION DU PATRIMOINE 305

Lot CeA Amélioration Adaptation CP 10 : PDH 67 - PROPOSITION D'ATTRIBUTION D'AIDES EN FAVEUR DE L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT PRIVÉ ET DE LA SAUVEGARDE ETVALORISATION DU PATRIMOINE 306

Lot CeA Amélioration Adaptation CP 10 : PDH 67 - PROPOSITION D'ATTRIBUTION D'AIDES EN FAVEUR DE L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT PRIVÉ ET DE LA SAUVEGARDE ETVALORISATION DU PATRIMOINE 307

Lot CeA Amélioration Adaptation CP 10 : PDH 67 - PROPOSITION D'ATTRIBUTION D'AIDES EN FAVEUR DE L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT PRIVÉ ET DE LA SAUVEGARDE ETVALORISATION DU PATRIMOINE 309

Lot CeA Amélioration Adaptation CP 10 : PDH 67 - PROPOSITION D'ATTRIBUTION D'AIDES EN FAVEUR DE L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT PRIVÉ ET DE LA SAUVEGARDE ETVALORISATION DU PATRIMOINE 311

Deliberation : CONVENTION DE TRANSFERT TEMPORAIRE DE MAITRISE D'OUVRAGE ET DE FINANCEMENT DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE L'OUVRAGE D'ART DE FRANCHISSEMENT DE LA SARRE (RD 623) EN AGGLOMÉRATION DE SARRE-UNION 314

Convention transfert MO : CONVENTION DE TRANSFERT TEMPORAIRE DE MAITRISE D'OUVRAGE ET DE FINANCEMENT DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE L'OUVRAGE D'ART DE FRANCHISSEMENT DE LA SARRE (RD 623) EN AGGLOMÉRATION DE SARRE-UNION 317

Annexes : CONVENTION DE TRANSFERT TEMPORAIRE DE MAITRISE D'OUVRAGE ET DE FINANCEMENT DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE L'OUVRAGE D'ART DE FRANCHISSEMENT DE LA SARRE (RD 623) EN AGGLOMÉRATION DE SARRE-UNION 323

Deliberation : CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA CEA ET L'ASSOCIATION D'ACCUEIL ET D'HÉBERGEMENT POUR LES JEUNES PORTANT SUR L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AU TITRE DU DISPOSITIF DE LOGEMENT POUR LES FAMILLES TRANSITOIRE (LOFT) 326

2021 03 31 Projet convention LOFT : CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA CEA ET L'ASSOCIATION D'ACCUEIL ET D'HÉBERGEMENT POUR LES JEUNES PORTANT SUR L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AU TITRE DU DISPOSITIF DE LOGEMENT POUR LES FAMILLES TRANSI 329

Deliberation : CONVENTION DE COLLABORATION ENTRE LA CEA, L'ADAPEI PAPILLONS BLANCS D'ALSACE ET L'ARS GRAND EST PORTANT SUR L'APPUI AUX PROFESSIONNELS DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE DANS LA PRISE EN CHARGE DES ENFANTS CONFIES EN SITUATION DE HANDICAP 336

2021 03 29 Projet convention Papillons blancs ARS ASE : CONVENTION DE COLLABORATION ENTRE LA CEA, L'ADAPEI PAPILLONS BLANCS D'ALSACE ET L'ARS GRAND EST PORTANT SUR L'APPUI AUX PROFESSIONNELS DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE DANS LA PRISE EN CHARGE DES ENFANT 339

Deliberation : SOLLICITATION DE FONDS FEADER DANS LE CADRE D'OPÉRATIONS CYCLABLES DÉPARTEMENTALES 344

Plan de financement prévisionnel : SOLLICITATION DE FONDS FEADER DANS LE CADRE D'OPÉRATIONS CYCLABLES DÉPARTEMENTALES 346

Convention Région Grand-Est- CEA : SOLLICITATION DE FONDS FEADER DANS LE CADRE D'OPÉRATIONS CYCLABLES DÉPARTEMENTALES 347

Deliberation : PLAN ALSACIEN DE REBOND, DURABLE ET SOLIDAIRE - RENFORCEMENT DU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT CULTUREL 355

6_VoixRR_Conv_fi__2021 : PLAN ALSACIEN DE REBOND, DURABLE ET SOLIDAIRE - RENFORCEMENT DU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT CULTUREL 360

7_Summerlied_conv fi_ 2021 : PLAN ALSACIEN DE REBOND, DURABLE ET SOLIDAIRE - RENFORCEMENT DU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT CULTUREL 365

8_Investissement_equipements_culturels : PLAN ALSACIEN DE REBOND, DURABLE ET SOLIDAIRE - RENFORCEMENT DU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT CULTUREL 370

9_Expressions_artistiques : PLAN ALSACIEN DE REBOND, DURABLE ET SOLIDAIRE - RENFORCEMENT DU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT CULTUREL 373

10_Expression_artistique_pratique_amateur : PLAN ALSACIEN DE REBOND, DURABLE ET SOLIDAIRE - RENFORCEMENT DU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT CULTUREL 377

11_Lieux_diffusion_operateurs_culturels : PLAN ALSACIEN DE REBOND, DURABLE ET SOLIDAIRE - RENFORCEMENT DU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT CULTUREL 378

12_CPO_Opera_2021 : PLAN ALSACIEN DE REBOND, DURABLE ET SOLIDAIRE - RENFORCEMENT DU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT CULTUREL 397

13_Cadence_CPO_2021-2023 : PLAN ALSACIEN DE REBOND, DURABLE ET SOLIDAIRE - RENFORCEMENT DU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT CULTUREL 453

14_Relais_MAC__conv_fi_2021 : PLAN ALSACIEN DE REBOND, DURABLE ET SOLIDAIRE - RENFORCEMENT DU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT CULTUREL 506

15_Relais_Haguenau_conv_fi_2021 : PLAN ALSACIEN DE REBOND, DURABLE ET SOLIDAIRE - RENFORCEMENT DU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT CULTUREL 511

16_Relais_Espace_Athic_conv_fi_2021 : PLAN ALSACIEN DE REBOND, DURABLE ET SOLIDAIRE - RENFORCEMENT DU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT CULTUREL 516

17_Relais_Castine_conv_fi_2021 : PLAN ALSACIEN DE REBOND, DURABLE ET SOLIDAIRE - RENFORCEMENT DU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT CULTUREL 521

18_Relais_Espace_Rohan_conv_fi_2021 : PLAN ALSACIEN DE REBOND, DURABLE ET SOLIDAIRE - RENFORCEMENT DU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT CULTUREL 526

19_CRMA_Zone_51_conv_fi_2021 : PLAN ALSACIEN DE REBOND, DURABLE ET SOLIDAIRE - RENFORCEMENT DU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT CULTUREL 531

20_CRMA_Resau_Jack_conv_fi_2021 : PLAN ALSACIEN DE REBOND, DURABLE ET SOLIDAIRE - RENFORCEMENT DU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT CULTUREL 536

21_CRMA_Artefacts_conv_fi_2021 : PLAN ALSACIEN DE REBOND, DURABLE ET SOLIDAIRE - RENFORCEMENT DU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT CULTUREL 541

22_festival_Décibulles_conv_fi_2021 : PLAN ALSACIEN DE REBOND, DURABLE ET SOLIDAIRE - RENFORCEMENT DU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT CULTUREL 546

23_Quatre4-0_Oso_conv_fi_2021 : PLAN ALSACIEN DE REBOND, DURABLE ET SOLIDAIRE - RENFORCEMENT DU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT CULTUREL 551

24_Jazzdor_conv_financière_2021 : PLAN ALSACIEN DE REBOND, DURABLE ET SOLIDAIRE - RENFORCEMENT DU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT CULTUREL 556

25_Pole_Sud_Conv_financiere_2021 : PLAN ALSACIEN DE REBOND, DURABLE ET SOLIDAIRE - RENFORCEMENT DU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT CULTUREL 561

26_CEAAC_Conv_financiere_2021 : PLAN ALSACIEN DE REBOND, DURABLE ET SOLIDAIRE - RENFORCEMENT DU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT CULTUREL 566

27_TMG_conv_fi_2021 : PLAN ALSACIEN DE REBOND, DURABLE ET SOLIDAIRE - RENFORCEMENT DU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT CULTUREL 571

28_Agence_Culturelle_Grand_Est_CO_2021 : PLAN ALSACIEN DE REBOND, DURABLE ET SOLIDAIRE - RENFORCEMENT DU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT CULTUREL 576

29_Industrie_et_territoires : PLAN ALSACIEN DE REBOND, DURABLE ET SOLIDAIRE - RENFORCEMENT DU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT CULTUREL 608

30_Industrie_Territoires_conv_fi_2021 : PLAN ALSACIEN DE REBOND, DURABLE ET SOLIDAIRE - RENFORCEMENT DU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT CULTUREL 609

1_Centre_Alsace_campagne_sub_67 : PLAN ALSACIEN DE REBOND, DURABLE ET SOLIDAIRE - RENFORCEMENT DU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT CULTUREL 614

2_Eurometropole_campagne_sub_67 : PLAN ALSACIEN DE REBOND, DURABLE ET SOLIDAIRE - RENFORCEMENT DU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT CULTUREL 616

3_Nord_Alsace_campagne_sub_67 : PLAN ALSACIEN DE REBOND, DURABLE ET SOLIDAIRE - RENFORCEMENT DU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT CULTUREL 622

5a_Impact_Departement_campagne_sub_67 : PLAN ALSACIEN DE REBOND, DURABLE ET SOLIDAIRE - RENFORCEMENT DU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT CULTUREL 625

5b_Impact_Departement_campagne_sub_67 : PLAN ALSACIEN DE REBOND, DURABLE ET SOLIDAIRE - RENFORCEMENT DU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT CULTUREL 630

31_Festival_international_Colmar_conv_fi_2021 : PLAN ALSACIEN DE REBOND, DURABLE ET SOLIDAIRE - RENFORCEMENT DU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT CULTUREL 632

4_Ouest_Alsace_campagne_sub_67 : PLAN ALSACIEN DE REBOND, DURABLE ET SOLIDAIRE - RENFORCEMENT DU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT CULTUREL 637

Deliberation : PROPOSITION DE DIVERSES TRANSACTIONS FONCIERES 640

Deliberation : PROJET DE CONVENTION D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE DES FEUX DE SIGNALISATION DU CARREFOUR DE RÉGULATION A ICHTRATZHEIMM (RD83), EN ENTRÉE SUD DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG. 645

2021-03-09_Projet convention Ichtratzheim-EMS : PROJET DE CONVENTION D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE DES FEUX DE SIGNALISATION DU CARREFOUR DE RÉGULATION A ICHTRATZHEIMM (RD83), EN ENTRÉE SUD DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG. 648

2020-07-03_Plan Exe-SV-SH-ind9 : PROJET DE CONVENTION D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE DES FEUX DE SIGNALISATION DU CARREFOUR DE RÉGULATION A ICHTRATZHEIMM (RD83), EN ENTRÉE SUD DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG. 654

2020-08-20_Plan réco EUROVIA RS : PROJET DE CONVENTION D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE DES FEUX DE SIGNALISATION DU CARREFOUR DE RÉGULATION A ICHTRATZHEIMM (RD83), EN ENTRÉE SUD DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG. 655

matériel carrefour 1089 : PROJET DE CONVENTION D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE DES FEUX DE SIGNALISATION DU CARREFOUR DE RÉGULATION A ICHTRATZHEIMM (RD83), EN ENTRÉE SUD DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG. 656

Deliberation : CONVENTION POUR L'ACCUEIL DES ETUDIANTS DE L'IUT DE HAGUENAU AU RESTAURANT SCOLAIRE DU COLLEGE KLEBER 658

conv restauration IUT Collège KLEBER 11 février 2021-1 : CONVENTION POUR L'ACCUEIL DES ETUDIANTS DE L'IUT DE HAGUENAU AU RESTAURANT SCOLAIRE DU COLLEGE KLEBER 660

Deliberation : 3LAND : CONVENTION DE PLANIFICATION TRINATIONALE POUR L'ANNÉE 2021 664

2021-01-18_3Land_Convention2021_v4 : 3LAND : CONVENTION DE PLANIFICATION TRINATIONALE POUR L'ANNÉE 2021 666

2021-01-18_3Land_Plan-de-financement-2021 : 3LAND : CONVENTION DE PLANIFICATION TRINATIONALE POUR L'ANNÉE 2021 686

Deliberation : SUBVENTIONS AUX STRUCTURES D'ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES 690

ANNEXE_1_ECOLES_SDEA : SUBVENTIONS AUX STRUCTURES D'ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES 695

ANNEXE_1bis_REFERENTIEL_PROFILS_A_B : SUBVENTIONS AUX STRUCTURES D'ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES 708

ANNEXE_3_Convention_financière_EM_Sélestat : SUBVENTIONS AUX STRUCTURES D'ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES 712

ANNEXE_4_Avenant n1 GEEM 2021 : SUBVENTIONS AUX STRUCTURES D'ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES 718

ANNEXE_2_ par_territoire : SUBVENTIONS AUX STRUCTURES D'ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES 721

Deliberation : PROPOSITIONS D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À DES ASSOCIATIONS SOCIO-ÉDUCATIVES AGISSANT EN FAVEUR DES JEUNES ALSACIENS POUR L'ANNÉE 2021 736

Convention CeA FDMJC : PROPOSITIONS D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À DES ASSOCIATIONS SOCIO-ÉDUCATIVES AGISSANT EN FAVEUR DES JEUNES ALSACIENS POUR L'ANNÉE 2021 738

Tableau_subventions : PROPOSITIONS D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À DES ASSOCIATIONS SOCIO-ÉDUCATIVES AGISSANT EN FAVEUR DES JEUNES ALSACIENS POUR L'ANNÉE 2021 744

Deliberation : LANDESGARTENSCHAU NEUENBURG 2022 - IMPLICATION DE LA CEA 747

Convention CEA et LGS GmbH V2 20210415 : LANDESGARTENSCHAU NEUENBURG 2022 - IMPLICATION DE LA CEA 749

Deliberation : PORTAGE DE PROJET PAR L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'ALSACE À STRASBOURG 753

2020_09 Convention de portage foncier EMS EPFA enregistrée : PORTAGE DE PROJET PAR L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'ALSACE À STRASBOURG 755

2021 EPFA-EMS-CeA Avenant portage foncier : PORTAGE DE PROJET PAR L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'ALSACE À STRASBOURG 769

Deliberation : PROJET INTERREG "DÉVELOPPEMENT DE L'OFFRE DE SOINS DE PROXIMITÉ DANS L'ESPACE PAMINA" - AVENANT À LA CONVENTION 780

Annexes-Avenant : PROJET INTERREG "DÉVELOPPEMENT DE L'OFFRE DE SOINS DE PROXIMITÉ DANS L'ESPACE PAMINA" - AVENANT À LA CONVENTION 783

Deliberation : SIGNATURE DE LA CONVENTION INTERREG RELATIVE AU PROJET 9.5 RAD SAUER-PECHELBRONN-DAHN, DANS LE CADRE DU CONTRAT DÉPARTEMENTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DU MAILLAGE INTERCOMMUNAL DES ITINÉRAIRES CYCLABLES SUR LE TERRITOIRE DE LA CCSP 804

Deliberation : PROPOSITION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AU TITRE DE LA REUSSITE EDUCATIVE À L'ASSOCIATION ENTREPRENDRE POUR APPRENDRE ET A LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT-FEDERATION DES OEUVRES LAIQUES DU BAS-RHIN 807

Annexe_Tableau subventions : PROPOSITION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AU TITRE DE LA REUSSITE EDUCATIVE À L'ASSOCIATION ENTREPRENDRE POUR APPRENDRE ET A LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT-FEDERATION DES OEUVRES LAIQUES DU BAS-RHIN 810

Deliberation : INSTITUTION D'UNE COMMISSION COMMUNALE OU INTERCOMMUNALE D'AMENAGEMENT FONCIER A GRIES 811

Deliberation : GARANTIE DÉPARTEMENTALE D'EMPRUNT EHPAD LE BEAU REGARD DE MULHOUSE RÉNOVATION DU BÂTIMENT DE L'EHPAD 813

BEAU REGARD 117534 CDC : GARANTIE DÉPARTEMENTALE D'EMPRUNT EHPAD LE BEAU REGARD DE MULHOUSE RÉNOVATION DU BÂTIMENT DE L'EHPAD 816

Deliberation : MISE EN OEUVRE D'ACTIONS DANS LE CADRE DE LA DÉMARCHE GERPLAN 836

20210510 Liste actions gerplan : MISE EN OEUVRE D'ACTIONS DANS LE CADRE DE LA DÉMARCHE GERPLAN 838

Deliberation : AVENANT A LA CONVENTION INTERREG V POUR LE MICRO-PROJET ALTERNA : PROLONGATION DE LA PÉRIODE DE RÉALISATION D'UNE DURÉE DE 4 MOIS 839

12 : AVENANT A LA CONVENTION INTERREG V POUR LE MICRO-PROJET ALTERNA : PROLONGATION DE LA PÉRIODE DE RÉALISATION D'UNE DURÉE DE 4 MOIS 841

Deliberation : PROJET INTERREG GRANDE REGION SENIOR ACTIV - AVENANT AU CONTRAT DE PARTENARIAT 853

SENIOR ACTIV'_Avenant n°1 contrat de partenariat_V2 : PROJET INTERREG GRANDE REGION SENIOR ACTIV - AVENANT AU CONTRAT DE PARTENARIAT 856

Deliberation : TRAVAUX DE MAINTENANCE DES BARRAGES ET DU CANAL DU RHONE AU RHIN MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE À RIVIÈRES DE HAUTE ALSACE RHA 883

ANNEXE 1 : TRAVAUX DE MAINTENANCE DES BARRAGES ET DU CANAL DU RHONE AU RHIN MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE À RIVIÈRES DE HAUTE ALSACE RHA 886

CONV MANDAT MOUV 2021 : TRAVAUX DE MAINTENANCE DES BARRAGES ET DU CANAL DU RHONE AU RHIN MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE À RIVIÈRES DE HAUTE ALSACE RHA 887

Deliberation : CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIF AU DÉPLOIEMENT DU NUMERIQUE EDUCATIF DANS LES CITES SCOLAIRES 895

Projet Convention cites scolaires tice CeA v0 : CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIF AU DÉPLOIEMENT DU NUMERIQUE EDUCATIF DANS LES CITES SCOLAIRES 898

Annexe 1 - cites scolaires CeA v0 : CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIF AU DÉPLOIEMENT DU NUMERIQUE EDUCATIF DANS LES CITES SCOLAIRES 903

Annexe organismes construction Opus Haguenau VII : PROPOSITIONS DE GARANTIES D'EMPRUNTS - ORGANISMES DE CONSTRUCTION - ALSACE HABITAT HAGUENAU VII ET D'APPROBATION DES TERMES DU PROJET DE CONVENTION DE GARANTIE À CONCLURE 906

Convention Opus Haguenau VII : PROPOSITIONS DE GARANTIES D'EMPRUNTS - ORGANISMES DE CONSTRUCTION - ALSACE HABITAT HAGUENAU VII ET D'APPROBATION DES TERMES DU PROJET DE CONVENTION DE GARANTIE À CONCLURE 908

ARRETE N°2021-00135-DIF

portant nomination des mandataires auprès de la régie
d'avances pour le paiement de l'argent de poche
auprès du Foyer Départemental de l'Enfance du Bas-Rhin

LE PRESIDENT DU CONSEIL

VU l'arrêté du 13 janvier 2021 portant création de la régie d'avances pour le paiement de l'argent de poche auprès du Foyer Départemental de l'Enfance du Bas-Rhin ;

VU la délibération n° CD/2020/071 du 30 novembre 2020 fixant le régime indemnitaire des agents départementaux ;

VU la délibération n°CD-2020-8-12-3 du 11 décembre 2020 fixant le régime indemnitaire des agents départementaux ;

VU l'avis conforme du Payeur de la Collectivité européenne d'Alsace en date du 30 avril 2021 ;

VU l'avis conforme du régisseur en date du 28 avril 2021 ;

VU l'avis conforme des mandataires suppléants en date du 28 avril 2021 ;

A R R E T E

Article 1er - L'arrêté du 13 janvier 2021 portant nomination des mandataires auprès de la régie d'avances pour le paiement de l'argent de poche auprès du Foyer Départemental de l'Enfance du Bas-Rhin est modifié comme suit :

« Article 1er - Sont nommés mandataires de la régie d'avances pour le paiement de l'argent de poche auprès du Foyer Départemental de l'Enfance du Bas-Rhin pour le compte et sous la responsabilité du régisseur avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci :

Dans la liste des mandataires :

- *Ajouter : Marie CLAUSS ;*
- *Ajouter : Rhida BEN M'BAREK ;*
- *Supprimer : Marine ZUCHNER ;*
- *Supprimer : Julien HEYDT.*

Le reste sans changement. »

« *Articles 2 à 4* – *Sans changement.* »

Article 2 - Le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace et le Payeur de la Collectivité européenne d'Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Strasbourg, le 3 mai 2021

Le Président du Conseil de la CeA
Pour le Président
Par délégation
Le Directeur des Finances

Vincent BETTER

Signatures précédées de la mention « Vu pour acceptation »

- Le régisseur :
Donatien MANSUY

- Les mandataires suppléants :
Wally SEYE

- Les mandataires :
Marie CLAUSS

Rhida BEN M'BAREK

ARRETE N°2021-00136-DIF

portant nomination des mandataires auprès de la régie
d'avances du Foyer Départemental de l'Enfance du Bas-Rhin

LE PRESIDENT DU CONSEIL

VU l'arrêté du 13 janvier 2021 portant création de la régie d'avances du Foyer Départemental de l'Enfance du Bas-Rhin ;

VU la délibération n° CD/2020/071 du 30 novembre 2020 fixant le régime indemnitaire des agents départementaux ;

VU la délibération n°CD-2020-8-12-3 du 11 décembre 2020 fixant le régime indemnitaire des agents départementaux ;

VU l'avis conforme du Payeur de la Collectivité européenne d'Alsace en date du 30 avril 2021 ;

VU l'avis du régisseur en date du 28 avril 2021 ;

VU l'avis des mandataires suppléants en date du 28 avril 2021 ;

A R R E T E

Article 1er - L'arrêté du 13 janvier 2021 portant nomination des mandataires auprès de la régie d'avances du Foyer Départemental de l'Enfance du Bas-Rhin est modifié comme suit :

« Article 1er - Sont nommés mandataires de la régie d'avances du Foyer Départemental de l'Enfance du Bas-Rhin pour le compte et sous la responsabilité du régisseur avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci :

Dans la liste des mandataires :

- *Ajouter : Marie CLAUSS ;*
- *Ajouter : Rhida BEN M'BAREK ;*
- *Supprimer : Marine ZUCHNER ;*
- *Supprimer : Julien HEYDT.*

Le reste sans changement. »

« Articles 2 à 4 – Sans changement. »

Article 2 - Le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace et le Payeur de la Collectivité européenne d'Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Strasbourg, le 3 mai 2021

Le Président du Conseil de la CeA
Pour le Président
Par délégation
Le Directeur des Finances

Vincent BETTER

Signatures précédées de la mention « Vu pour acceptation »

- Le régisseur :
Donatien MANSUY

- Les mandataires suppléants :
Wally SEYE

- Les mandataires :
Marie CLAUSS

Rhida BEN M'BAREK

PRÉFET
DU HAUT-RHIN
Liberté
Égalité
Fraternité

COPIE

ALSACE
Collectivité européenne

ARRÊTÉ CONJOINT

ARRETE PREFECTORAL du 28 avril 2021 - 0027 - GES

ARRETE DEPARTEMENTAL N° 149 /2021-DRIM

Portant **réglementation permanente** de la circulation sur une bretelle de sortie de la RD 83 (route classée à grande circulation), hors agglomération, sur le territoire de la Commune de ROUFFACH

Le Préfet du Haut-Rhin

Le Président de la Collectivité européenne d'Alsace

VU le code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L 3221-4,

VU le Code de la route et notamment les articles R 411-7 et R 415-10,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

VU l'arrêté du 26 juillet 1974 modifié, approuvant le Livre I - Troisième partie - Intersections et régime de priorité - de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

VU l'arrêté du 7 juin 1977 modifié, approuvant le Livre I – Troisième partie – Intersections et régimes de priorités - sur la signalisation routière,

CONSIDÉRANT qu'afin de permettre aux usagers de la route circulant sur la bretelle de sortie de la route départementale n°83 (route classée à grande circulation) de mieux appréhender les conditions réelles de circulation sur la RD 18 bis, hors agglomeration, sur le territoire de la Commune de ROUFFACH ; il est necessaire de remplacer la signalisation de type "Cédez-le-passage" par un régime de priorité dit "STOP" au débouché de la voie de décélération ;

14

Collectivité européenne d'Alsace
Hôtel du Département
Place du Quartier Blanc 67964 STRASBOURG Cedex 9
Hôtel du Département
100 Avenue d'Alsace 68000 COLMAR
03 69 49 39 29 | www.alsace.eu

La correspondance doit être adressée à M. le Président de la Collectivité européenne d'Alsace.

ARRETENT

ARTICLE 1ER - La signalisation de type "Cédez-le-passage" est remplacée par un régime de priorité dit "STOP" au débouché de la bretelle de sortie Nord/Sud de la RD 83 (route à grande circulation), à son intersection avec la RD 18 bis, hors agglomération, sur le ban communal de ROUFFACH.

Article 2 – Les usagers débouchant de la bretelle de sortie de la route départementale n° 83 (route à grande circulation), dans le sens Nord/Sud, à son intersection avec la RD 18 bis, devront marquer un temps d'arrêt (au droit du P.R. 27+580) et céder le passage aux véhicules circulant sur la route départementale n° 18 bis (au PR 7+486). Ils ne pourront s'y engager qu'après s'être assurés qu'ils peuvent le faire sans danger.

ARTICLE 3 - L'attention des usagers sera attirée sur cette nouvelle réglementation par la mise en place d'une signalisation conforme à celle des routes et autoroutes.

ARTICLE 4 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et textes en vigueur.

ARTICLE 5

M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,
M. le Président de la Collectivité européenne d'Alsace,
M. le Lieutenant-Colonel, commandant le groupement de Gendarmerie du Haut-Rhin,
sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des Actes Administratifs de la Préfecture du Haut-Rhin et des Actes Administratifs et Informations Officielles de la Collectivité européenne d'Alsace et dont copie sera adressée à :
M. le Maire de la Commune de ROUFFACH,
M. le Directeur Départemental des Territoires du Haut-Rhin,
M. le Commandant de la C.R.S. 38,
M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
M. le Secrétaire Général de la Chambre Professionnelle des Transporteurs Routiers du Haut-Rhin.

Fait à Colmar, le 28 AVR. 2021

Le Préfet du Haut-Rhin

Louis LAUGIER

COPIE

Le Président de la Collectivité européenne d'Alsace,

15

Délais et voies de recours :

Sur le fondement des articles R. 421-1, R. 414-1 du Code de Justice Administrative, et de l'article L. 411-2 du Code des Relations entre le Public et l'Administration :

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision :

- *d'un recours gracieux auprès du Préfet du Haut-Rhin,*
- *d'un recours hiérarchique adressé au* ***Ministre des Transitions Ecologique****,*
- *d'un recours gracieux auprès du Président de la CeA*

Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 STRASBOURG CEDEX) :

- *soit directement, en l'absence de recours préalable (recours gracieux ou recours hiérarchique), dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision,*
- *soit à l'issue d'un recours préalable, dans le délai de deux mois :*

  - à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration ou
  - au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

Le Tribunal Administratif de Strasbourg peut également être saisi dans les mêmes délais, par l'application informatique "télérecours citoyens" accessible sur le site internet www.telerecours.fr. Cette voie de saisie est obligatoire pour les avocats, les personnes morales de droit public, les communes de plus de 3 500 habitants ainsi que pour les organismes de droit privé chargés de la gestion permanente d'un service public. Lorsqu'elle est présentée par une commune de moins de 3 500 habitants, la requête peut être adressée au moyen de cette application.

COPIE

16

CONSEIL DE LA COLLECTIVITE EUROPENNE D'ALSACE

COMMISSION PERMANENTE

Réunion du lundi 10 MAI 2021

Présidée par
Monsieur Frédéric BIERRY
Président du Conseil de la Collectivité Européenne d'Alsace

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
BURGER Etienne donne procuration à LEHMANN Marie-Paule
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

EXCUSEE :
HOLDERITH Nadine

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001533-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-13-1
Séance du lundi 10 mai 2021

WIHR AU VAL

AMENAGEMENT DU CARREFOUR A FEUX DE LA RD 417/RD 43 EN AGGLOMERATION - POINTS D'ARRÊT ROUTIER TER

CONVENTION FINANCIERE

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, BURGER Etienne, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
HOLDERITH Nadine donne procuration à BURGER Etienne
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas

VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,
VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-04 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU le rapport du Président de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

- Approuve les termes de la convention financière jointe en annexe à la présente délibération, à conclure avec la Région Grand Est dans le cadre de la création de deux points d'arrêts routier TER en lien avec l'opération d'aménagement global du carrefour à feux de la RD 417/RD 43 de WIHR AU VAL ;

- Autorise le Président à signer cette convention et le cas échéant, à procéder aux modifications mineures qui s'avèreraient nécessaires ;

- Note que la recette correspondante à la participation régionale sera imputée au Programme 078, Opération 003 Tranche 01, Nature analytique°3306-13-1312-843.

Le Président



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001533-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

Collectivité européenne d'Alsace

Région Grand Est

WIHR-AU-VAL

Aménagement du carrefour à feux de la RD 417/RD 43
en agglomération – Points d'arrêts routier TER

Convention financière

CONVENTION N° 00/2021

VU la convention n° 02/2020 du 19 février 2020 relative à la participation financière de la Commune de WIHR-AU-VAL pour la création de trottoirs, dans le cadre de l'aménagement du carrefour à feux des RD 417 – RD 43, hors agglomération de la commune, signée par la Commune de WIHR-AU-VAL et le Département du Haut-Rhin,

VU la délibération de la Commission Permanente du …. autorisant le Président du Conseil Régional du Grand Est à signer la présente convention.

VU la délibération de la Commission Permanente du … autorisant le Président de la Collectivité européenne d'Alsace à signer la présente convention,

Entre les soussignés :

- la Région Grand Est, représentée par Monsieur Jean ROTTNER, Président, dûment autorisé par la délibération de la Commission Permanente susvisée, ci-après désignée par la "**Région Grand Est**",

d'une part,

- La Collectivité européenne d'Alsace (CeA), représentée par Monsieur Frédéric BIERRY, Président, dûment autorisé par la délibération de la Commission Permanente susvisée, ci-après désignée par la "**CeA**",

d'autre part,

par ailleurs, désignés par les **"parties",**

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le Département du Haut-Rhin, auquel la Collectivité européenne d'Alsace s'est substituée à compter du 1er janvier 2021 en vertu de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019, a réalisé l'aménagement du carrefour situé entre la RD 417 et la RD 43 hors agglomération de WIHR-AU-VAL, avec la mise en place de feux tricolores, la création de trottoirs et le réaménagement des deux points d'arrêt routier du réseau TER de WIHR-AU-VAL/ SOULTZBACH-LES-BAINS, situés le long de la RD 417, au « lieu-dit la Nouvelle Auberge ».

Depuis la fin de ces travaux en décembre 2020, la Commune de WIHR-AU-VAL a classé cette section en agglomération.

Dans le cadre de ces travaux, dont la maîtrise d'ouvrage et le préfinancement global relevait du Département du Haut-Rhin, ce dernier a sollicité de la part de la Région Grand Est, une subvention relative au réaménagement des deux points d'arrêt routier du réseau TER.

La présente convention vise ainsi à déterminer le montant de la subvention apporté par la Région Grand Est et les modalités de versement de cette dernière à la Collectivité européenne d'Alsace.

ARTICLE 1ER – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles **la Région Grand Est** apporte à la **CeA** sa participation financière pour la création de deux points d'arrêts routier TER, dans le cadre de l'aménagement global du carrefour à feux de la RD 417/RD 43 de WIHR-AU-VAL.

ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX

L'aménagement des arrêts de cars a été conçu selon le cahier de recommandations pour la mise en accessibilité et en qualité des points d'arrêt routiers du réseau TER et interurbains du référentiel d'aménagement des points d'arrêt routiers de la Région Grand Est (version 1 de janvier 2019). Le niveau de service du point d'arrêt routier de WIHR-AU-VAL / SOULTZBACH-LES-BAINS est de niveau 2 : Lignes structurantes et pôles d'échanges.

Dans le sens MUNSTER – COLMAR, l'arrêt a été installé en ligne sur la RD 417. Par dérogation, l'arrêt situé dans le sens opposé et proche de l'entrée de l'agglomération a été aménagé en encoche afin d'éviter le risque de collision lors de remontée de file durant l'arrêt du car. Cette disposition permet également d'assurer les visibilités en conservant l'implantation du passage piéton devant le car.

La signalétique propre aux arrêts (totem, borne d'information, …) n'étant pas encore définie, ces équipements resteront à réaliser ultérieurement par la Région Grand Est.

Les aménagements réalisés présentent les caractéristiques principales suivantes :

- Quai : longueur 15 mètres et largeur comprise entre 2,60 et 2,80 mètres ;
- Bordure de quai : hauteur 18 cm ;
- Dalle de guidage en béton ;
- Bande contrastante en résine ;

- Marquage au sol de type « zigzag » en jaune;
- Boucle de détection de présence du car en lien avec les feux tricolores (sens MUNSTER- COLMAR) ;
- Garde-corps de protection sur maçonnerie en enrochement devant un fossé routier.

Ces équipements participent à l'aménagement urbain et à la mise en sécurité de ce secteur depuis le classement de cette portion de route en agglomération.

ARTICLE 3 – CONSISTANCE DES TRAVAUX

Le détail des travaux et des quantités figure sur le plan joint à la présente convention (annexe 1).

Le montant total des travaux des deux arrêts de car présentés à l'article 2 est issu du coût réel dépensé dans le cadre d'un marché public pour exécuter l'aménagement du carrefour des RD 417 – RD 43 avec des feux tricolores.

La dépense totale est égale à 25 883,35 € HT soit 31 060,02 € TTC.

LIBELLE	MONTANT DES TRAVAUX en € HT
Terrassements et enrobés bitumineux	11 919,58
Bordures – Assainissement et Divers	13 563,77
Marquage au sol	400,00
TOTAL en € HT	**25 883,35**

La **CeA** assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération d'aménagement sur la voirie départementale.

ARTICLE 4 – MODALITES FINANCIERES

La **CeA** assure le préfinancement de la totalité de l'opération. La contribution de la **Région Grand Est** revêt la forme de subventions versées à la **CeA** à la signature de la présente convention en un versement représentant un montant de 12 941,68 € HT pour les deux points d'arrêt routiers. La somme est calculée sur la base de 50 % du montant réel des travaux précisés à l'article 3, et est plafonnée à 7 500 € HT par arrêt.

Le versement de la participation financière de la **Région Grand Est** sera sollicité par la **CeA** par l'émission d'un titre de recette auprès de la **Région Grand Est** qui devra l'honorer dans un délai de 30 jours. Le paiement sera adressé à l'ordre de Monsieur le Payeur Départemental et la recette sera imputée au budget de la **CeA**, sous la tranche de financement Programme 078, Opération 003 Tranche 01, Nature analytique°3306-13-1312-843.

ARTICLE 5 – DUREE

La convention prendra effet à compter de sa signature par les parties et demeurera en vigueur jusqu'à l'extinction complète des obligations respectives des parties.

ARTICLE 6 – RESILIATION

La convention pourra être résiliée en cas de manquement, par l'une des **parties** à ses obligations, pour lequel le courrier de mise en demeure de l'autre **partie** serait resté sans suite dans le délai de 1 mois.

ARTICLE 7 – LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg mais uniquement après échec d'une tentative de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 1 mois et supérieure à 3 mois.

Fait en double exemplaires, dont un pour chacune des parties

A COLMAR, le

Pour la Collectivité européenne d'Alsace
Le Président

Frédéric BIERRY

A STRABOURG, le

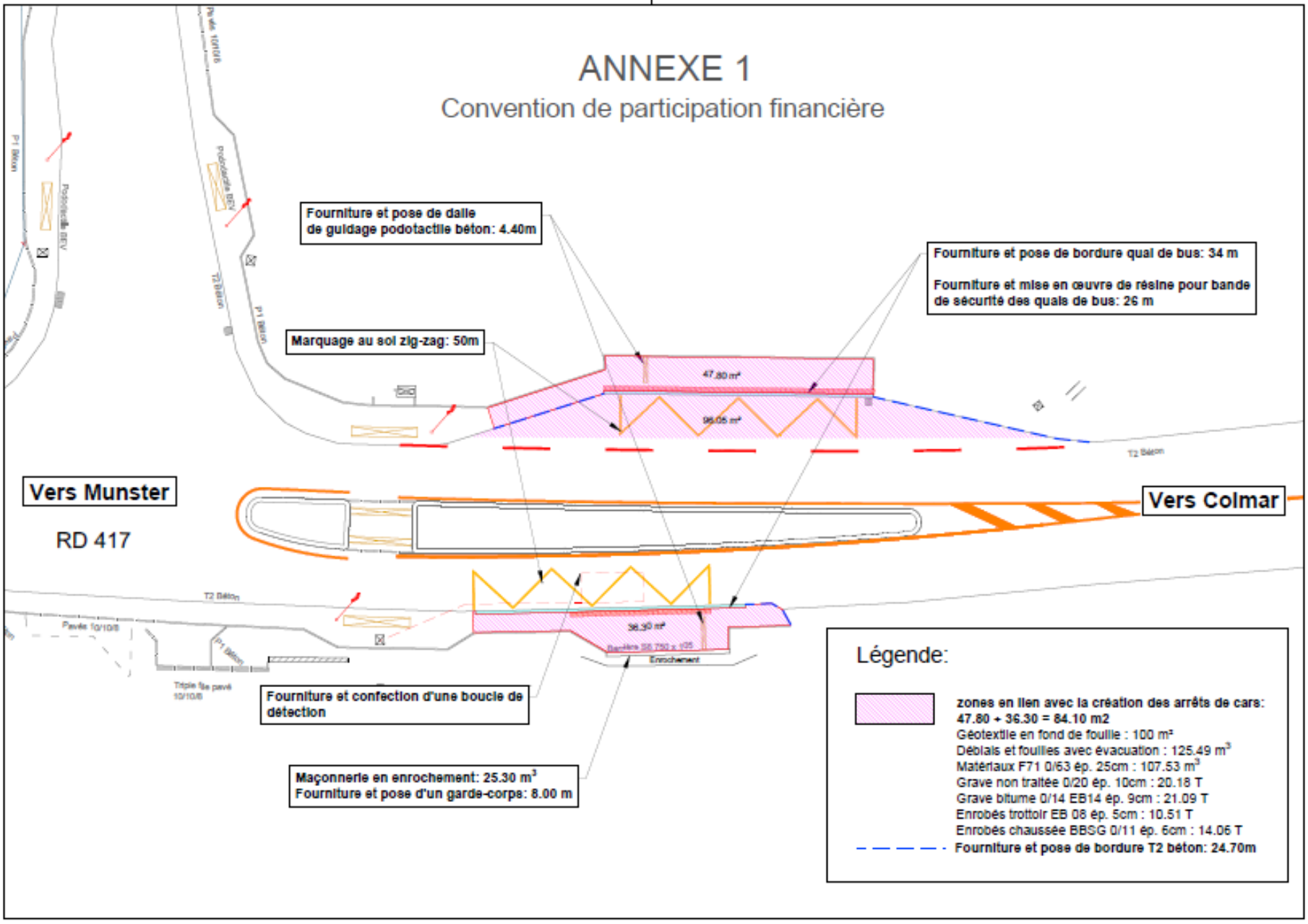
Pour la Région Grand Est

Le Président

Jean ROTTNER

ANNEXE 1

Convention de participation financière



Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001519-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-1-8
Séance du lundi 10 mai 2021

OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT RÉALISÉES SUR LE DOMAINE PUBLIC ROUTIER DÉPARTEMENTAL PAR D'AUTRES COLLECTIVITÉS - PROPOSITION D'APPROBATION D'UN PROJET DE CONVENTION DE FINANCEMENT DE LA TVA ENTRE LA CEA ET LA COMMUNAUTE D'AGGLO. DE HAGUENAU

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
BURGER Etienne donne procuration à LEHMANN Marie-Paule
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

EXCUSEE :
HOLDERITH Nadine

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,
VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-04 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-03 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace au Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU le rapport du Président de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

- approuve les termes de la convention financière ci-jointe, à conclure avec la Communauté d'Agglomération de Haguenau, selon les modalités précisées dans l'annexe jointe à la présente délibération, et selon le modèle de convention approuvé par délibération de la commission permanente du Département du Bas-Rhin n° CP/2011/825 du 7 novembre 2011 ;

- autorise le Président à signer cette convention.

Le Président

Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001519-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

MRI/SER

Opérations d'investissement réalisées sur le domaine public routier départemental par d'autres collectivités
Proposition de convention de financement de la TVA à conclure entre le Département et la collectivité concernée

Convention de financement de la TVA
Réunion de la Commission Permanente du 19 avril 2021

Territoire d'action Nord

RD	Ban communal	Opération	Montants en €			Signataires	
			CeA	Commune	EPCI	Commune	EPCI
RD diverses	Communauté d'Agglomération de Haguenau	Divers aménagements de voirie	Néant	Néant	1 504 170 € HT 1 805 000 € TTC	Néant	Communauté d'Agglomération de Haguenau

Opérations d'investissement réalisées sur le domaine public routier départemental par d'autres collectivités
Proposition de convention de financement de la TVA à conclure entre le Département et la collectivité concernée

Convention de financement de la TVA
Réunion de la Commission Permanente du 19 avril 2021

Convention d'aménagements de voirie sur l'emprise du réseau routier départemental et de financement

Entre les soussignés

- La Collectivité Européenne d'Alsace, représentée par M. Frédéric BIERRY, Président de la Collectivité Européenne d'Alsace, dûment autorisé par la délibération de la Commission Permanente du 19 avril 2021, ci-après désignée « la CEA »

d'une part,

et

- La Communauté d'Agglomération de Haguenau, représentée par son Vice-Président, M. Francis WOLF, dûment autorisé par la délibération du Conseil d'agglomération du 18 mars 2021, ci-après désignée « la CAH » d'autre part.

Vu l'article L. 1615-2 du code général des collectivités territoriales ;

Il est convenu ce qui suit

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Dans le cadre de ses programmes de travaux, la Communauté d'Agglomération de Haguenau (CAH) a décidé de réaliser des travaux d'aménagement de voirie sur l'emprise des routes départementales du territoire de la CAH.

ARTICLE 2 – EQUIPEMENTS A REALISER, PROGRAMME TECHNIQUE DES TRAVAUX, DELAIS

La liste et le montant TTC des opérations à charge de la CAH, qui sont inscrits aux programmes de travaux 2021 (et antérieur pour la Voie de Liaison Sud), correspondent à :

HAGUENAU	
▪ Aménagement d'un carrefour à l'intersection de la Voie de Liaison Sud et de la route de Strasbourg (RD 263).	350 000 €
▪ Aménagement d'un carrefour à l'intersection de la Voie de Liaison Sud et de la route de Marienthal (RD 748). Création d'une liaison cyclable entre le carrefour et la contre allée Sud.	250 000 €
▪ Aménagement d'un carrefour à l'intersection de la Voie de Liaison Sud et de la route de Bischwiller (RD 329), déplacement et mise en accessibilité de deux quais bus et réaménagement de la liaison cyclable.	300 000 €
▪ Suppression de stationnement longitudinal avenue de Wissembourg (RD 263) au droit de la rue de l'Ancienne Tuilerie et	25 000 €

au droit du chemin du Parcage pour dégager la visibilité en amont de ces deux carrefours (création d'espaces verts « bas »).	
▪ Réaménagement du carrefour de la route de Marienthal (RD 748) avec la rue de la Croix de Pierre (en lien avec les travaux de réaménagement de l'école Bildstoeckel).	20 000 €
▪ Réaménagement du carrefour de la rue de la Redoute (RD 329) avec la rue du Colonel Jean de Benoîst.	30 000 €
▪ Travaux en lien avec le renouvellement du revêtement de chaussée par la CEA, de la route de Schweighouse (RD 919) : déplacement/mise en accessibilité de 2 quais bus, raccordement d'une piste cyclable au droit du giratoire « Lerchenberg » (mise en accessibilité et création d'un refuge dans l'ilot existant), reprise de bordures diverses (giratoire rue du Moulin Neuf, chicanes existantes en section courante, affaissements) et mises à niveau diverses.	50 000 €
▪ Travaux en lien avec le renouvellement du revêtement de la route de Wintershouse (RD 160), par la CEA : reprise de bordures et travaux d'assainissement (suppression/reprise divers branchements).	30 000 €
BISCHWILLER	
▪ Aménagement de voirie rue du Rhin - RD 329.	460 000 €
▪ Réfection d'une portion du trottoir rue de Strasbourg (au droit du CHD) – RD 337	25 000 €
NIEDERSCHAEFFOLSHEIM	
▪ Travaux de marquage de stationnement route de Bischwiller (RD 139) et sécurisation des trottoirs au droit de l'écluse route de Batzendorf (RD 139).	15 000 €
UHLWILLER	
▪ Suppression des pavés sur chaussée, rue Principale (RD 927) à Niederaltdorf).	15 000 €
WAHLENHEIM	
▪ Travaux de marquage règlementant le stationnement rue du Général de Gaulle (RD 144)	15 000 €
TRAVAUX LIES A LA POTENTIELLE EVOLUTION DU RESEAU DE TRANSPORT COLLECTIF « RITMO »	
▪ Création de nouveaux arrêts ou mise en accessibilité d'arrêts existants sur RD dans diverses communes	220 000 €

La réalisation des travaux fera l'objet de permissions de voirie détaillant les prescriptions techniques et les modalités de réalisation de chaque opération.

La CAH s'engage à réaliser les travaux dans un délai de 2 ans à compter de la date de notification de la présente convention. Ce délai sera prolongé des arrêts de chantiers que le maître d'œuvre aura notifiés par ordres de service à l'entreprise.

ARTICLE 3 – PERSONNE HABILITEE A ENGAGER LE MAITRE D'OUVRAGE DE L'OPERATION

Pour l'exécution des missions de la CAH, celle-ci sera représentée par son représentant légal tel qu'indiqué en page 1, qui sera seul habilité à engager la responsabilité de la collectivité pour l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 4 – CONTENU DE LA MISSION DU MAITRE D'OUVRAGE DE L'OPERATION

La mission de la CAH porte sur les éléments suivants :

1. Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et réalisé.

2. Désignation du coordonnateur SPS, gestion du contrat y afférent et versement de la rémunération correspondante.

3. Désignation des entreprises dans le cadre de la procédure de dévolution des marchés retenue par la CAH.

4. Signature et gestion des marchés de travaux et de leurs avenants le cas échéant, versement de la rémunération correspondante, réception des travaux.

5. Organisation du contrôle de la qualité de la chaussée départementale et information régulière de la CEA.

6. Gestion financière et comptable de l'opération.

7. Gestion administrative.

8. Exploitation du chantier.

9. Action en justice.

ARTICLE 5 – DISPOSITIONS FINANCIERES

La CAH assurera l'intégralité du financement des dépenses des opérations.

ARTICLE 6 - FONDS DE COMPENSATION DE LA TVA

La CAH, susceptible de bénéficier du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) pour les dépenses d'investissement afférentes aux travaux dont elle a assuré la maîtrise d'ouvrage, se charge d'établir le dossier y afférent, et de solliciter l'attribution du fonds de compensation auprès des services de l'Etat.

ARTICLE 7 – RECEPTION DES OUVRAGES

Les réceptions d'ouvrages seront organisées par la CAH selon les modalités suivantes :

- Lors des opérations préalables à la réception prévue à l'article 41.2 du CCAG Travaux, la CAH organisera une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participera la CEA (ou son représentant), et le maître d'œuvre chargé du suivi des travaux.

- La CAH transmettra ses propositions à la CEA en ce qui concerne la décision de réception. Celle-ci fera connaître son avis à la CAH dans les 15 jours suivant la réception des propositions de cette dernière. Le défaut de décision de la CEA dans ce délai vaudra accord tacite sur les propositions de la CAH.

- La CAH établira ensuite la décision de réception, avec ou sans réserves, ou de refus et la notifiera à l'entreprise. Copie en sera notifiée à la CEA.

- La mission de la CAH comprend la levée des réserves de réception.

- La réception des ouvrages emporte transfert à la CAH de la garde des ouvrages.

ARTICLE 8 - ENTRETIEN DES OUVRAGES

Les modalités de gestion, d'entretien et de surveillance des ouvrages, équipements et aménagements, situés sur le domaine public routier départemental, font l'objet d'une convention spécifique.

ARTICLE 9 – RESILIATION

La convention pourra être résiliée par l'une des parties en cas de :

- non commencement des travaux de l'opération dans les 24 mois de la notification de la convention,

- manquement à ses obligations par l'autre partie, après mise en demeure. Il sera alors procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par la CAH et des travaux réalisés. Le constat contradictoire fera l'objet d'un procès-verbal qui précisera en outre les mesures conservatoires que la CAH devra prendre pour assurer la conservation et la sécurité des travaux effectués. Il indiquera enfin le délai dans lequel la CAH devra remettre l'ensemble des dossiers à la CEA.

ARTICLE 10 – DUREE

La présente convention prendra fin par délivrance des quitus à la CAH.

ARTICLE 11 – CONTRÔLE DE LEGALITE

La CEA et la CAH, cosignataires de la convention, assureront l'envoi de la convention et des délibérations autorisant leur signature à leur contrôle de légalité.

ARTICLE 12 – LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, une voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant le Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait en deux exemplaires, à STRASBOURG, le

Pour la Collectivité Européenne d'Alsace	Pour la Communauté d'Agglomération de Haguenau
Le Président Frédéric BIERRY	Le Vice-Président Francis WOLF

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001526-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-5-4
Séance du lundi 10 mai 2021

PDH 68 - POLITIQUE DE L'HABITAT - CONVENTION FINANCIERE DE SUIVI-ANIMATION DU PROGRAMME D'INTERET GENERAL HABITER MIEUX 68 DANS LE HAUT-RHIN POUR L'ANNEE 2021

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, BURGER Etienne, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
HOLDERITH Nadine donne procuration à BURGER Etienne
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

VU la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du Haut-Rhin n° CP-2018-6-10-7 du 15 juin 2018 relative à la convention de mise en œuvre du Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux 68 » sur le territoire du Haut-Rhin (hors Mulhouse Alsace Agglomération) 2018 – 2023, signée le 2 juillet 2018,

VU la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du Haut-Rhin n° CP-2018-7-10-12 du 6 juillet 2018 relative à la convention de suivi-animation du Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux 68 » dans le Haut-Rhin 2018 - 2023, signée le 23 juillet 2018,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-04 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-3-5-1 du 15 février 2021 relative au rapport budgétaire 2021 - Politique de l'Habitat,

VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'avis favorable de la Commission en charge de l'insertion, de l'habitat et de la lutte contre la pauvreté lors de sa réunion du 29 mars 2021,

VU le rapport du Président de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

- Fixe la rémunération à CITIVIA SPL au montant maximum de 315 000 € TTC pour l'année 2021, comprenant la révision annuelle sur la base de l'indice SYNTEC, au titre de l'accompagnement des ménages assuré par CITIVIA SPL dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux 68 » sur la période 2018/2023 ; les modalités de versement de cette rémunération sont détaillées dans la convention financière annexée à la délibération ;

- Approuve la convention financière de suivi-animation du Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux 68 » dans le Haut-Rhin entre la Collectivité européenne d'Alsace et CITIVIA SPL pour l'année 2021 ;

- Autorise le Président à signer cette convention en annexe de la présente délibération ;

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001526-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

- Impute les dépenses au Programme 037 – Opération 008 – Enveloppe 07 - Chapitre 011 – Nature 6188 – Fonction 552 des dépenses de fonctionnement du budget de la Collectivité européenne d'Alsace.

Le Président



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001526-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

CONVENTION FINANCIERE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'INTERET GENERAL « HABITER MIEUX 68 » DANS LE HAUT-RHIN, CONCLUE ENTRE LA COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE ET CITIVIA SPL
ANNEE 2021

Entre,

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD2021-1-1-03 du 2 janvier 2021,

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « La CeA »,

Et

CITIVIA SPL, représentée par M. Stephan MUZIKA, Directeur Général, habilité par décision du conseil d'administration du 10 décembre 2010,

ci-après dénommée « CITIVIA SPL »,

VU la délibération de la commission permanente du Conseil départemental du Haut-Rhin n° CP-2018-6-10-7 du 15 juin 2018 relative à la convention de mise en œuvre du Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux 68 » sur le territoire du Haut-Rhin (hors Mulhouse Alsace Agglomération) 2018 - 2023, signée le 2 juillet 2018,

VU la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du Haut-Rhin n° CP-2018-7-10-12 du 6 juillet 2018 relative à la convention cadre de suivi-animation du Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux 68 » dans le Haut-Rhin 2018 – 2023, signée le 23 juillet 2018,

VU la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du Haut-Rhin n°CP-2020-3-10-3 du 06 mars 2020 relative à convention financière 2020 entre le Département du Haut Rhin et CITIVIA SPL établie pour la mise en œuvre du Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux 68 » dans le Haut-Rhin, signée le 7 avril 2020,

VU la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du Haut-Rhin n° CP-2020-1-10-5 du 17 janvier 2020 relative à la convention conclue entre le Département du Haut Rhin et PROCIVIS Alsace, au titre de ses missions sociales et du Fonds Habitat Solidaire 2020 – 2021,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-3-5-1 du 15 février 2021 relative au rapport budgétaire 2021 - Politique de l'Habitat,

VU le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

PREAMBULE

La convention financière 2021 porte sur la mission de suivi-animation du Programme d'Intérêt Général (PIG) partenarial « Habiter Mieux 68 » dans le Haut-Rhin 2018-2023 mise en place avec l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah), les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), l'Agence Départementale d'Information sur le Logement du Haut-Rhin (ADIL), PROCIVIS Alsace, la Caisse d'Allocations Familiales du Haut-Rhin (CAF), la Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail Alsace-Moselle (CARSAT) et la Fédération Nationale de l'Immobilier (FNAIM).

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

Conformément aux termes de la convention de suivi-animation du Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux 68 » dans le Haut-Rhin sur la période du 1er juillet 2018 au 30 juin 2023, la CeA apporte son soutien financier à CITIVIA SPL pour réaliser en 2021 les missions de suivi-animation qui lui ont été confiées.

Article 2 : Objectifs et montant de la rémunération

Pour l'année 2021, l'objectif est de 300 logements ventilés de la façon suivante :

- 250 logements propriétaires occupants « lutte contre la précarité énergétique » ;
- 10 logements propriétaires occupants « lutte contre l'habitat indigne » ;
- 40 logements propriétaires bailleurs, toutes rubriques confondues.

Les dossiers doivent être déposés complets à la Direction départementale des territoires du Haut-Rhin (DDT 68), délégation locale de l'ANAH, qui assure l'instruction des demandes selon les critères et règles fixés par le programme d'actions 2021 défini par l'Etat.

Pour l'année 2021, la rémunération de CITIVIA SPL est de 250 000 € HT (révisée annuellement sur la base de l'indice SYNTEC) avec un plafond maximum de 315 000 € TTC.

En déduisant le forfait de 5 000 € correspondant à la partie communication et application informatique dédiée, le coût de la mission s'élève à 245 000 € HT avec :

- une partie forfaitaire équivalente à 70 % du coût de la mission, soit 171 500 € HT, permettant à CITIVIA SPL d'assumer en partie les frais de structure, de personnels et d'exploitation ;

- une part variable de 30 %, soit 73 500 € HT, qui est conditionnée à la fourniture du tableau de suivi mensuel, à l'atteinte d'au moins 70 % de l'objectif de l'année 2021 et à 90 % des dossiers déposés complets auprès du service instructeur au sens de

la réglementation Anah (présence de l'ensemble des pièces définies dans le nouveau formulaire CERFA de l'Anah et indiquées dans la charte DDT/ opérateur).

Toutefois, CITIVIA SPL ne pourra pas être tenue pour responsable de la non atteinte des objectifs à la suite de changements de réglementation, de règles du programme d'actions entravant l'atteinte des objectifs, de dysfonctionnements qui pourraient avoir lieu dans l'utilisation de la plateforme Anah et de la non validation des différentes étapes des dossiers dématérialisés par les propriétaires.

Article 3 : Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur après sa signature par les parties, avec effet rétroactif au 1er janvier 2021, par accord entre les parties et prendra fin le 31 décembre 2021.

Elle demeurera cependant en vigueur jusqu'à l'extinction complète des obligations respectives des parties.

Article 4 : Modalités de versement de la rémunération et de contrôle

La rémunération de CITIVIA SPL sera réglée par virement bancaire mensuellement (versement par 1/12ème). Les deux derniers mois seront versés en année N+1 si les obligations de résultats fixées à l'article 2 sont atteintes au moins à hauteur de 70 % et si 90 % des dossiers déposés auprès du service instructeur sont complets au sens de la réglementation Anah. Le versement du forfait communication/application informatique dédié se fera lors du calcul du ~~au~~ solde sur présentation des justificatifs.

En tout état de cause, la CeA se réserve la possibilité de demander à tout moment l'ensemble des pièces justificatives et/ou d'opérer tout contrôle sur place pendant un délai de 10 ans après le versement du solde. La CeA pourra accompagner ponctuellement CITIVIA SPL dans ses visites au domicile des propriétaires.

Le versement sera effectué par prélèvement sur le Programme 037 – Opération 008 – Enveloppe 07 - Chapitre 011 – Nature 6188 – Fonction 552 - PIG « Habiter Mieux 68 » - Dépenses de fonctionnement du budget de la CeA.

Le comptable assignataire est le Payeur départemental de la CeA.

Article 5 : Engagements

CITIVIA SPL s'engage à :

- fournir à la CeA, dans les 6 mois de la clôture de chaque exercice les comptes annuels et le compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la rémunération ;
- tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes rémunérés par des fonds publics ;
- alerter la CeA sans délai par courrier en cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution de la présente convention ;
- aviser la CeA de toute modification dans les statuts de CITIVIA SPL, la composition de ses organes de direction, ses coordonnées postales, téléphoniques, bancaires, etc ;

- informer la CeA à l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire et de toute cession de la créance ;

- faire mention du soutien de la CeA, par tout moyen approprié, sur tous supports de communication relatifs à la mission rémunérée.

CITIVIA SPL devra également associer la CeA à tout évènement public relevant de sa rémunération. A cet effet, elle s'engage à prendre l'attache du Cabinet du Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace avant de déterminer les dates afférentes à ces évènements.

Dans le cas où CITIVIA SPL serait amenée à assurer une mission d'assistance à maitrise d'ouvrage pour Action Logement sur des dossiers concernant le PIG « Habiter mieux 68 », la convention ferait l'objet d'un avenant.

CITIVIA SPL s'engage à mettre à disposition des moyens humains calibrés pour répondre aux objectifs quantitatifs de réhabilitation prévus. CITIVIA SPL s'engage à fournir les justificatifs de l'affectation des personnes sur les temps prévus à la demande de la CeA.

Article 6 : Sanctions

En cas de non-respect des dispositions de la présente convention, d'inexécution ou de modification substantielle de ses conditions d'exécution par CITIVIA SPL sans l'accord écrit de la CeA, la CeA pourra suspendre le versement de la rémunération, voire diminuer son montant ou l'annuler, après examen des justificatifs présentés par CITIVIA SPL, et exiger, le cas échéant, le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention. La CeA devra en informer CITIVIA SPL par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cependant, aucune diminution ou suspension du versement de la rémunération ne pourra être opérée sans que CITIVIA SPL n'ait été mise en demeure, par la CeA, par lettre recommandée avec accusé de réception, de se conformer à ses obligations ou, à défaut, de présenter ses observations, dans un délai qui ne saurait être inférieur à 15 jours.

6.1 – Défaillances dues à la qualité de la mission de suivi-animation

La CeA souhaite garantir la qualité du service rendu aux ménages en inscrivant cette mission de suivi-animation dans le cadre d'obligations de résultats, mais également d'obligations de moyens, étant entendu que ces moyens seront exclusivement dédiés à l'objet de cette convention.

A noter que l'aide annuelle Anah versée à la CeA au titre de l'ingénierie est conditionnée au travail de l'opérateur.

Les défaillances sont définies comme étant :

- le non-respect de la mise à jour et/ou de la transmission du tableau de suivi mensuel décrit dans la convention cadre de suivi-animation ;

- le dépôt irrégulier des demandes de subvention totalisant moins de 70 % des objectifs fixés annuellement ;

- le non-respect de la complétude de plus de 10 % des dossiers déposés au service instructeur de la DDT au sens de la réglementation Anah (présence de l'ensemble des pièces demandées par l'Anah selon la liste des pièces définies dans le nouveau formulaire Cerfa et indiquées dans la charte DDT / opérateur) ;

- le non-respect du contenu de la mission de suivi accompagnement tel que décrit dans la convention cadre de suivi-animation pour plus de 5 % des dossiers suivis, ou sur un constat réalisé lors d'un audit effectué par ou pour le compte de la CeA sur une période d'un an ;

- le non recours au préfinancement des subventions proposé par PROCIVIS Alsace ;

- la non transmission des bilans mentionnés dans la convention cadre de suivi-animation 2018-2023, signée le 23 juillet 2018.

En cas de défaillance de CITIVIA SPL constatée par la CeA, ce dernier en avertit le Directeur d'études par courrier. Le Directeur d'études dispose d'un délai d'un mois pour répondre et proposer la solution remédiant à la défaillance.

6-2 - Défaillances dues à une cause externe

En cas de défaillance dont l'origine serait consécutive à une cause externe à CITIVIA SPL, CITIVIA SPL et la CeA définiront les modalités de réajustement nécessaires des moyens au regard de la situation.

Article 7 : Suivi et évaluation

CITIVIA SPL s'engage à fournir à la CeA les bilans qualitatifs ou quantitatifs définis dans la convention cadre de suivi-animation 2018-2023 du 23 juillet 2018.

Article 8 : Modification de la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les dispositions des articles 1 et 3 de la présente convention.

Tous les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

Article 9 : Résiliation de la convention

La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

Elle pourra également être résiliée à l'initiative de CITIVIA SPL, soit pour des motifs qui lui sont propres tenant notamment à son activité et son administration, soit en cas de faute de la CeA. Dans ce dernier cas, la résiliation ne pourra intervenir qu'après envoi, à la CeA, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'une mise en demeure restée sans effet à l'expiration d'un délai d'un mois suivant sa réception, ou sans mise en demeure en cas de faute lourde.

La CeA se réserve aussi la faculté de résilier de plein droit la présente convention en cas de non-respect par CITIVIA SPL de l'une des clauses de la présente convention dès lors que dans le mois suivant la réception d'une mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception par la CeA, CITIVIA SPL n'aura pas pris les mesures appropriées, ou sans mise en demeure, en cas de faute lourde.

La présente convention sera également résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité en cas de changement d'objet de CITIVIA SPL l'empêchant d'achever la mission rémunérée.

Enfin, la présente convention pourra être résiliée unilatéralement par la CeA sur décision motivée par un motif d'intérêt général dûment justifié.

En cas de résiliation, la CeA pourra procéder au paiement prorata temporis de la rémunération, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie de la rémunération déjà versée (examen des justificatifs présentés par CITIVIA SPL, information de cette dernière par lettre recommandée avec accusé de réception).

Article 10 : Responsabilité

CITIVIA SPL exerce ses activités et actions sous sa seule responsabilité. En aucun cas, la responsabilité de la CeA ne pourra être recherchée pour ses activités et actions, pour lesquelles il appartient à CITIVIA SPL de souscrire les assurances adéquates (responsabilité professionnelle, responsabilité civile, etc…)

Article 11 : Compétence juridictionnelle

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal Administratif de Strasbourg, mais uniquement après échec d'une tentative de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 1 mois et supérieure à 3 mois.

Fait à Colmar, le en 2 exemplaires originaux.

Le Directeur Général de CITIVIA SPL	Le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace
Stephan MUZIKA	Frédéric BIERRY

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001542-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-12-3
Séance du lundi 10 mai 2021

CONVENTION DE COFINANCEMENT DE L'ÉTUDE D'ACCESSIBILITÉ DU HAUT-KOENIGSBOURG

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, BURGER Etienne, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
HOLDERITH Nadine donne procuration à BURGER Etienne
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-04 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'avis de la Commission des dynamiques et équilibres territoriaux et des mobilités du 23 avril 2021,

VU l'avis de la Commission Centre Alsace du 16 avril 2021,

VU le rapport du Président de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

- Approuve la convention à conclure entre la Collectivité européenne d'Alsace et la Caisse des dépôts et consignations jointe en annexe à la présente délibération et autorise le Président à la signer ;

La recette de 20 000 € sera inscrite au budget sur l'opération P078O002- Accessibilité Château HK.

Le Président

Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001542-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

CONVENTION DE COFINANCEMENT D'ETUDES

CAISSE DES DEPÔTS

COLLECTIVITÉ EUROPÉENNE D'ALSACE
A.88657, C.96457

Entre :
La **Caisse des dépôts et consignations**, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L.518-2 et suivants du code monétaire et financier, dont le siège est sis 56, rue de Lille 75007 Paris, représentée par Isabelle Halb-Siener en sa qualité de Directrice territoriale Bas-Rhin et Pays de Bitche, dûment habilité à l'effet des présentes en vertu d'un arrêté portant délégation de signature de Monsieur le Directeur Général en date du 8 septembre 2020.

ci-après indifféremment dénommée la «CDC» ou la « Caisse des dépôts » d'une part,

et :

La **Collectivité Européenne d'Alsace**, ayant son siège à PLACE DU QUARTIER BLANC 67964 STRASBOURG CEDEX 9, représentée par M. Frédéric Bierry, en sa qualité de Président, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération de la Commission Permanente en date du à compléter.

ci-après dénommée « le Bénéficiaire»

ci-après désignées ensemble les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** ».

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

Haut lieu touristique d'Alsace, le château du Haut-Koenigsbourg est le monument payant le plus visité

d'Alsace, avec plus de 540 000 entrées annuelles et 900 000 visiteurs estimés sur le parvis et son panorama. Outre le château, le massif compte deux autres sites touristiques majeurs, la Montagne des singes (310 000 visiteurs par an) et la Volerie des aigles (164 000 visiteurs). Enfin, la présence de restaurants et la densité des sentiers de randonnée dans le massif sont d'autres facteurs de la fréquentation du massif.

Le château du Haut-Kœnigsbourg, malgré un parking d'environ trois-cent-quarante places, souffre du sous-dimensionnement de son offre de stationnement par rapport à sa fréquentation. Le parking, situé le long de la boucle sommitale formée par la D159, est souvent saturé, ce qui représente un manque à gagner pour la Collectivité Européenne d'Alsace (CEA) les jours de forte affluence, car certains visiteurs ne trouvant pas de place pour se garer annulent leur visite. De plus, le problème posé par le stationnement sera accentué par les projets à court et moyen terme sur le site : renouvellement de l'offre culturelle, rénovation du restaurant du château et valorisation de ruines du château de l'Œdenbourg. La configuration du site rend impossible l'augmentation du nombre de places de stationnement automobile à ses abords, le château du Haut-Kœnigsbourg étant construit sur un éperon rocheux. Pour répondre à l'augmentation de la fréquentation du massif du Haut-Kœnigsbourg, il est donc nécessaire de repenser son accès.

C'est dans ce cadre que le Département (aujourd'hui CEA) souhaite lancer une étude dont l'objet sera de :

•Dresser un état des lieux de l'accessibilité actuelle du massif du Haut-Kœnigsbourg

•Vérifier l'opportunité de la mise en place d'un transport en commun électrique ou propre depuis un parking-relais en plaine, par la route ou par câble, modulable. Dans le cas de la route, vérifier la possibilité d'évolution vers une solution autonome

•Fournir une aide à la décision pour orienter le projet vers un scénario de transport en commun à vocation de desserte touristique, ou vers un transport en commun intégré dans le système de mobilité du territoire

•Étudier des scénarios de réaménagement de la boucle sommitale adaptés aux futurs usages de mobilité.

Dans le cadre de la convention de partenariat sur le développement du Haut-Koenigsbourg signée avec le département du Bas-Rhin en octobre 2018, la Banque des Territoires s'était engagée à accompagner le département dans ses réflexions sur l'accessibilité du Haut-Koenigsbourg.

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques nationales et locales, notamment au travers de sa direction Banque des Territoires (ci-après "la Banque des Territoires").
La Banque des Territoires a pour mission de conseiller les collectivités pour accompagner leurs stratégies de développement et de financer leurs projets d'investissement, soit par des prêts de long-terme, soit par des prises de participation aux côtés de partenaires publics et/ou privés.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la Convention

La présente convention et ses annexes (ci-après la « **Convention** »), a pour objet de définir les modalités pratiques et financières du partenariat entre la CDC et le Bénéficiaire pour le cofinancement par la CDC de la réalisation de l'étude d'accessibilité du Haut-Koenigsbourg, ci-après désignée l'« **Etude** », dont le projet de cahier des charges est porté en annexe 1.

Article 2 : Modalités de réalisation de l'Etude

2.1 : Collaboration entre les Parties

Le Bénéficiaire est le maître d'ouvrage et le seul responsable de la réalisation de l'Etude. Il prend à sa charge la relation avec un éventuel prestataire (ci-après, le « **Prestataire** ») et en informe la CDC dans le cadre d'un comité de suivi de l'Etude visé à l'article 2.2.1 (ci-après le « **Comité de Suivi** »).

Dans la mesure où la réalisation de l'Etude est confiée au Prestataire, celui-ci sera sélectionné par le Bénéficiaire dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la commande publique.

Pour la réalisation de l'Etude, le Prestataire sélectionné par marché à procédure adaptée est Egis, SA, numéro RCS 702 027 376, 15, avenue du Centre 78286 Guyancourt Cedex.
Le Bénéficiaire s'engage à conclure toute convention utile pour la réalisation de l'Etude et l'obtention de la propriété intellectuelle de l'ensemble des droits qui y sont attachés, aux fins de leur concession, telle que prévue à l'article 6 [*Communication et Propriété intellectuelle*] ci-après.

A ce titre, le Bénéficiaire prend à sa charge le versement de la rémunération du Prestataire.

2.1.1 : Comité de Suivi

Les Parties conviennent de réunir un Comité de Suivi dont le rôle est de s'assurer de l'état d'avancement des travaux de l'Etude.

Le Comité de Suivi, présidé par le représentant légal du Bénéficiaire, sera composé de représentants du Bénéficiaire et d'un ou plusieurs représentants de la CDC.

L'organisation et le secrétariat du Comité de Suivi sont réalisés par le Bénéficiaire.

Le Comité de Suivi se réunira selon le calendrier suivant :

- A la signature de la Convention pour approuver les orientations générales de l'Etude et le projet de cahier des charges joint en annexe 1,
- Dans les 15 jours de la remise des rapports intermédiaires, telle que visée à l'article 2.2 [Résultats de l'Etude et Calendrier] ci-après,
- Dans les 15 jours suivant la remise du rapport final constituant l'Etude, telle que visée à l'article 2.2 [*Résultats de l'Etude et Calendrier*] ci-après,
- A tout moment, dans les 15 jours d'une demande adressée par l'une des Parties.

2.1.2 : Suivi de l'Etude

La CDC sera associée au suivi de la réalisation de l'Etude selon les modalités suivantes :

- le Bénéficiaire tient régulièrement informée la CDC de l'avancée des travaux de l'Etude et lui transmet pour information les travaux intermédiaires de l'Etude et le rapport final constituant l'Etude, tels que visés à l'article 2.2 ci-après,

- la CDC sera conviée à l'ensemble des réunions du Comité de Suivi aux fins de transmission des remarques et préparation de la validation, par le Bénéficiaire, des travaux intermédiaires et finaux de l'Etude précités.

En outre, le Bénéficiaire accepte que les modalités de réalisation de l'Etude puissent donner lieu à une évaluation par la CDC ou par tout organisme mandaté par elle.

2.2 : Résultats de l'Etude et Calendrier de réalisation

Les résultats attendus et le calendrier de l'Etude sont précisés à l'annexe 1.

Outre ces résultats, l'Etude donnera lieu à la réalisation des travaux suivants :

- d'un ou plusieurs rapports intermédiaires, réalisés par le Prestataire, faisant état respectivement des travaux suivants à compléter, qui seront remis à la CDC au plus tard le 31/12/2020.
- Le rapport final constituant l'Etude qui sera remis à la CDC au plus tard le 30/12/2021, et qui fera l'objet d'une présentation au Comité de Suivi par le Bénéficiaire au plus tard le 30/09/2021.

L'ensemble des résultats de l'Etude, le ou les éventuels rapports intermédiaires et le rapport final sont ci-après désignés ensemble les « **Livrables** ».

Les Livrables devront être transmis à la Caisse des Dépôts à l'adresse suivante :

Caisse des dépôts et consignations,
Direction Régionale Grand Est
27, rue Jean Wenger Valentin CS 20017
67080 Strasbourg cedex
Prisca Mbenkoé

La durée de l'Etude était initialement de 6 mois à partir de septembre 2020, mais en raison de la pandémie de coronavirus, elle a été prolongée de six mois par avenant.

Article 3 : Responsabilité et assurances

3.1 : Responsabilité

L'ensemble des actions menées dans le cadre de l'Etude est initié, coordonné et mis en œuvre par le Bénéficiaire qui en assume l'entière responsabilité. De plus, les publications et bilans issus de l'Etude (notamment publication sur Internet et publication papier) seront effectués sous la responsabilité éditoriale du Bénéficiaire.

Il est expressément précisé, dans cette perspective, que la Caisse des Dépôts ne saurait assumer ou encourir aucune responsabilité dans le cadre de l'utilisation, par le Bénéficiaire, de son soutien dans le cadre de l'Etude, notamment pour ce qui concerne les éventuelles difficultés techniques, juridiques ou pratiques liées à l'activité du Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire s'engage notamment à respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires applicables aux actions qu'il entreprend et notamment procéder, le cas échéant, aux déclarations nécessaires auprès de la CNIL conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978.

Les Parties conviennent que le Prestataire est entièrement responsable de l'exécution de l'Etude et de l'ensemble des travaux y afférent.

En conséquence, le Bénéficiaire ne pourra rechercher la responsabilité de la CDC en cas de mauvaise exécution de l'Etude.

Le Bénéficiaire s'engage à respecter, le cas échéant, les règles légales et réglementaires applicables à la commande publique.

3.2 : Assurances

Le Bénéficiaire s'assure que le Prestataire bénéficie d'une assurance responsabilité civile générale couvrant de manière générale son activité pendant toute la durée de l'Etude. Le Bénéficiaire s'engage à ce que le Prestataire maintienne cette assurance et puisse en justifier à la Caisse des dépôts à première demande.

Article 4 : Modalités financières

Le coût total de réalisation de l'Etude menée par le Bénéficiaire s'élève à 59 940,00 *€ TTC, hors étude de solutions supplémentaires en option.*

4.1 : Montant de la subvention de la Caisse des dépôts

Au titre de la présente Convention, la CDC versera une subvention d'un montant maximum total de 20 000 €.

4.2 : Modalités de versement

La subvention sera versée selon les modalités suivantes :

- 75% à la signature de la présente Convention,
- 25 % à la présentation de l'Etude au Comité de Suivi, telle que visée à l'article 2.2 [*Résultats de l'Etude et Calendrier*] de la Convention,

Ce montant couvre l'intégralité de la subvention versée par la Caisse des Dépôts au titre de la présente Convention.

Ce montant est ferme et représente 33% du coût total Toutes Taxes Comprises de l'Etude dont le budget total prévisionnel avec mention de tous les partenaires et de leur pourcentage de financement figure en annexe 3 de la présente Convention.

Il est expressément entendu entre les Parties que le solde du budget total prévisionnel de l'Etude est pris en charge par le Bénéficiaire ou par les autres partenaires éventuels du Bénéficiaire.

La Caisse des Dépôts versera au Bénéficiaire le montant de la subvention, après réception des appels de fonds, accompagnés d'un RIB du compte ouvert au nom du Bénéficiaire, envoyés par le représentant habilité du Bénéficiaire, et mentionnant en référence le numéro Lagon de la Convention, aux coordonnées suivantes :

facturelectronique@caissedesdepots.fr

Une copie des appels de fonds sera adressée à la Direction Régionale *A l'attention de Mme Prisca Mbenkoé*

Une copie des appels de fonds sera adressée à prisca.mbenkoe@caissedesdepots.fr. Le règlement de la subvention sera effectué, par virement bancaire, sur le compte du Bénéficiaire dont les coordonnées bancaires devront avoir été préalablement transmises à la Caisse des dépôts.

4.3 : Utilisation de la subvention

La subvention versée par la CDC, telle que visée ci-dessus, est strictement réservée à la réalisation de l'Etude, à l'exclusion de toute autre affectation.

En cas de non-respect de cette obligation, le montant de la subvention dont l'emploi n'aura pu être justifié, fera l'objet d'un reversement à la CDC sur simple demande de cette dernière.

Article 5 : Confidentialité

Le Bénéficiaire s'engage à veiller au respect de la confidentialité des informations et documents concernant le groupe Caisse des Dépôts, de quelle nature qu'ils soient et quels que soient leurs supports, qui lui auront été communiqués ou dont il aura eu connaissance lors de la négociation et de l'exécution de la Convention, sous réserve des informations et documents transmis par la Caisse des Dépôts aux fins expresses de leur divulgation dans le cadre de l'Etude.

L'ensemble de ces informations et documents est, sauf indication contraire, réputé confidentiel.

Le Bénéficiaire s'engage à veiller au respect par ses préposés et sous-traitants éventuels, de cet engagement de confidentialité.

Sont exclues de cet engagement :
- Les informations et documents qui seraient déjà dans le domaine public ou celles notoirement connues au moment de leur communication,
- Les informations et documents que la loi ou la réglementation obligent à divulguer, notamment à la demande de toute autorité administrative ou judiciaire compétente.

La présente obligation de confidentialité demeurera en vigueur pendant toute la durée de la Convention et pour une durée de deux (2) années à compter de la fin de la Convention, quelle que soit sa cause de terminaison.

Article 6 : Communication - Propriété intellectuelle

<u>Communication par le bénéficiaire</u>

Toute action de communication, écrite ou orale, menée par le Bénéficiaire et impliquant la Caisse des Dépôts fera l'objet d'un accord de principe par la Caisse des Dépôts. La demande sera soumise à la Caisse des Dépôts dans un délai de 15 jours ouvrés. La Caisse des Dépôts s'engage à répondre dans un délai de 3 jours ouvrés.

En cas d'accord de la Caisse des Dépôts, le Bénéficiaire s'engage à apposer ou à faire apposer en couleur, le logotype « Banque des Territoires » en version identitaire selon les modalités visées ci-après, et à faire mention du soutien de la Banque des Territoires de la Caisse des Dépôts à la CEA et lors de toutes les interventions ou présentations orales dans le cadre d'opérations de relations publiques et de relations presse, réalisées dans le cadre de la Convention, pendant toute la durée de la convention.

Le format, le contenu et l'emplacement de ces éléments seront déterminés d'un commun accord entre les Parties, en tout état de cause, leur format sera au moins aussi important que celui des mentions des éventuels autres partenaires du Bénéficiaire. De manière générale, le Bénéficiaire s'engage, dans

l'ensemble de ses actions de communication, d'information et de promotion à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée de la Caisse des Dépôts.

A ce titre, le Bénéficiaire s'oblige à soumettre, dans un délai minimal de quinze (15) jours ouvrés avant sa divulgation au public, à l'autorisation préalable et écrite de la Caisse des Dépôts, le contenu de toute publication ou communication écrite ou orale relative à l'étude.
La Caisse des Dépôts pourra, pendant ce délai, demander des modifications ou s'opposer à toute communication qu'elle estimera de nature à porter atteinte à son image ou à sa renommée.

Toute utilisation, représentation ou reproduction des signes distinctifs de la Caisse des Dépôts par le Bénéficiaire, non prévue par le présent article, est interdite.

Aux seules fins d'exécution et pour la durée des obligations susvisées, la Caisse des Dépôts autorise le Bénéficiaire dans le cadre de l'étude, à utiliser :
- la marque française semi-figurative « Banque des Territoires Groupe Caisse des Dépôts » n° 19/4.524.153 (version identitaire du logotype Banque des Territoires)
- et en cas de contraintes techniques, et dans ce seul cas, la version carrée du logotype Banque des Territoires à savoir la marque française semi-figurative « Banque des Territoires & logo » n° 18/4.456.087, conformément aux représentations jointes en annexe. La Caisse des Dépôts autorise ainsi en outre le Bénéficiaire à utiliser dans ce cadre, la marque française semi-figurative « Groupe Caisse des Dépôts et logo » n°19/4.519.996.

A l'extinction des obligations susvisées, le Bénéficiaire s'engage à cesser tout usage des marques susvisées et des signes distinctifs de la Caisse des Dépôts, sauf accord exprès contraire écrit.

Communication par la Caisse des Dépôts

Toute action de communication, écrite ou orale, impliquant le Bénéficiaire fera l'objet d'un accord de principe par le Bénéficiaire. La demande sera soumise au Bénéficiaire dans un délai de 2 jours ouvrés. Le Bénéficiaire s'engage à répondre dans un délai de 2 jours ouvrés.

De manière générale, la Caisse des Dépôts s'engage, dans l'ensemble de ses actions de communication, d'information et de promotion, à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée du Bénéficiaire.

Dans ce cadre, le Bénéficiaire autorise expressément la Caisse des Dépôts à utiliser le logo du bénéficiaire tel que reproduit en annexe et désigné la « Marque Bénéficiaire », conformément à la charte d'utilisation, disponible sur demande.

Propriété intellectuelle

Dans le cadre de la Convention, le Bénéficiaire autorise expressément la Caisse des Dépôts à reproduire, représenter, adapter et diffuser les Livrables sur tous supports et par tous moyens connus ou inconnus au jour de la signature des présentes, à titre non exclusif et gratuit, et ce au fur et à mesure de leur réalisation, pour la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle afférents à ces Livrables et pour le monde entier. Cette autorisation est accordée pour une exploitation à titre gratuit uniquement à des fins de communication interne.

En conséquence, le Bénéficiaire s'engage à obtenir la concession de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle nécessaires à la présente autorisation et garantit la Caisse des Dépôts contre toute action, réclamation ou revendication intentée contre cette dernière, sur la base desdits droits de propriété intellectuelle.
Le Bénéficiaire s'engage notamment à faire son affaire et à prendre à sa charge les frais, honoraires et éventuels dommages et intérêts qui découleraient de tous les troubles, actions, revendications et évictions

engagés contre la Caisse des Dépôts au titre d'une exploitation desdits droits conforme aux stipulations du présent article.

Liens hypertextes

Dans le cadre de la présente Convention, la Caisse des Dépôts autorise expressément le Bénéficiaire à établir un ou des liens hypertextes simples pointant vers son site situé à l'adresse Internet www.banquedesterritoires.fr .

A ce titre, la Caisse des Dépôts garantit le Bénéficiaire contre toutes actions, réclamations ou revendications intentées par des tiers en raison des contenus figurant sur les sites Internet www.banquedesterritoires.fr , et notamment les documents ou données disponibles sur le site objet des liens, ou de l'utilisation ou de la consultation de ce site Internet.
Réciproquement, le Bénéficiaire autorise expressément la Caisse des Dépôts à établir un ou des liens hypertextes simples pointant vers son site situé à l'adresse www.alsace.eu .

A ce titre, le Bénéficiaire garantit la Caisse des Dépôts contre toutes actions, réclamations ou revendications intentées par des tiers en raison des contenus figurant sur son site Internet www.alsace.eu , notamment les documents ou données disponibles sur le site objet des liens, ou de l'utilisation ou de la consultation de ce site Internet.

Article 7 : Durée de la Convention

La Convention prend effet à compter de sa signature par les Parties et est conclue pour une durée déterminée, qui s'achèvera au plus tard le 30/12/2021, sous réserve des articles 5 [*confidentialité*] et 6 [*Communication et propriété intellectuelle*] et 8.4 [*Restitution*], dont les stipulations resteront en vigueur pour la durée des droits et obligations respectives en cause.

Article 8 : Résiliation

8.1 : Résiliation pour faute

En cas de mauvaise exécution ou d'inexécution par une des Parties de ses obligations contractuelles définies aux articles 2, 3, 4 ou en cas de non réalisation de l'Etude conforme ou d'atteinte à l'image ou la renommée de la CDC, la Convention sera résiliée de plein droit par l'autre Partie, après une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception, restée infructueuse après un délai de trente (30) jours calendaires à compter de son envoi, nonobstant tous dommages et intérêts auxquels elle pourrait prétendre du fait des manquements susvisés.

8.2 : Résiliation pour force majeure ou empêchement

Si le Bénéficiaire se trouve empêché, par un évènement de force majeure, de faire réaliser l'Etude définie à l'article 1 de la présente Convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, sans indemnité, trente (30) jours calendaires après notification à la CDC, par lettre recommandée avec avis de réception, de l'évènement rendant impossible l'exécution de la Convention.

Aucune des Parties ne sera responsable du manquement ou du non-respect de ses obligations dues à la force majeure. Sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuit, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français et communautaires.

8.3 : Conséquences de la résiliation

En cas de résiliation de la Convention, le Bénéficiaire est tenu de restituer à la Caisse des Dépôts, dans les trente (30) jours de la date d'effet de la résiliation, les sommes déjà versées, dont le Bénéficiaire ne pourrait pas justifier de l'utilisation. La ou les sommes qui n'auraient pas encore été versées ne seront plus dues au Bénéficiaire.

8.4 : Restitution

Les sommes versées par la CDC conformément à l'article 4 ci-dessus, et pour lesquelles le Bénéficiaire ne pourra pas justifier d'une utilisation conforme aux objectifs définis dans le cadre de la présente Convention, sont restituées sans délai à la CDC, et ce, sur simple demande de cette dernière.

Dans tous les cas de cessation de la Convention, le Bénéficiaire devra remettre à la CDC, dans les trente (30) jours calendaires suivant la date d'effet de la cessation de la Convention et sans formalité particulière, tous les documents fournis par la Caisse des Dépôts et que le Bénéficiaire détiendrait au titre de la Convention.

Article 9 : Dispositions générales

9.1 : Élection de domicile – Droit applicable - Litiges

Les Parties élisent respectivement domicile en leur siège figurant en tête des présentes.

La Convention est soumise au droit français. Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention sera, à défaut d'accord amiable, soumis aux tribunaux compétents du ressort de la juridiction de Paris.

9.2 : Intégralité de la Convention

Les Parties reconnaissent que la Convention ainsi que ses annexes constituent l'intégralité de l'accord conclu entre elles et se substituent à tout accord antérieur, écrit ou verbal.

9.3 : Modification de la Convention

Aucune modification de la Convention, quel qu'en soit l'objet, ne produira d'effet entre les Parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé entre elles.

9.4 : Cession des droits et obligations

La Convention est conclue *intuitu personae,* en conséquence le Bénéficiaire ne pourra transférer sous quelque forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, les droits ou obligations découlant de la Convention, sans l'accord exprès, préalable et écrit de la Caisse des Dépôts.
La Caisse des Dépôts pourra quant à elle librement transférer les droits et obligations visés par la Convention.

9.5 : Nullité

Si l'une quelconque des stipulations de la Convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la Convention, ni altérer la validité des autres stipulations.

9.6 Renonciation

Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la Convention ou acquiesce de son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette Partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

Fait en deux exemplaires,

A....., le.....

Pour le Bénéficiaire	Pour la Caisse des dépôts et consignations
Frédéric Bierry	Isabelle Halb-Siéner

Étude portant sur l'accessibilité touristique du Massif du Haut-Kœnigsbourg (Bas-Rhin) :

I I I

Cahier des Clauses Techniques Particulières

I I I

1. Contexte de l'étude 14

1.1 Le site du massif du Haut-Kœnigsbourg 14

1.2 Un problème de stationnement récurrent aux abords du château 14

1.3 La nécessité de repenser l'accès au site 14

1.4 Une multitude d'objectifs, parfois contradictoires 14

1.5 Réaménagement de la boucle sommitale 15

2. Objectifs de l'étude 16

3. Contenu de l'étude 16

3.1 État des lieux de l'accessibilité du massif du Haut-Koenigsbourg 17

3.2 Vérification de l'opportunité de la mise en place d'un transport en commun électrique ou propre depuis un parking-relais en plaine, par la route ou par câble, modulable. 18

3.2.1 Benchmarking et retours d'expérience 18
3.2.2 Présentation des solutions envisagées 18
3.2.2.1 Mode de transport utilisé 19
3.2.2.2 Localisation et dimensionnement du parking-relais 20
3.2.2.3 Modalités d'interconnexion avec le PEM et le TIS 20
3.2.2.4 Tracé du parcours emprunté 21
3.2.2.5 Localisation précise des stations de départ, intermédiaires et d'arrivée 21
3.2.2.6 Temps de parcours pour les passagers 21
3.2.2.7 Expérience utilisateur, acceptation 22
3.2.2.8 Image et notoriété 22
3.2.2.9 Estimation des économies de gaz à effet de serre 22
3.2.3 Faisabilité socio-économique 22
3.2.3.1 Coût d'investissement et coût de fonctionnement 22
3.2.3.2 Proposition de tarification et recettes 22
3.2.3.3 D'un point de vue micro économique 23
3.2.3.4 D'un point de vue macro-économique 23
3.2.3.5 Faisabilité administrative et juridique 24
3.2.3.6 Propositions des différents montages d'opération possibles 24

3.3 Aide à la décision pour le choix entre deux scénarios 24

3.3.1 Liste des enjeux du territoire 25

3.3.2 Liste des différents publics et usages 25

3.4 Réaménagement de la boucle sommitale 26
3.4.1 Maintien de tout ou partie du parking sommital 26
3.4.2 Accès motorisé à la boucle sommitale 27

4. Rendus attendus 27

4.1 Documents attendus 27

4.2 Calendrier et phasage de mise en œuvre du projet jusqu'à la mise en exploitation 27

5. Éléments mis à disposition du prestataire 28

6. Personnes à rencontrer dans le cadre de la mission 28

7. Réunions 28

7.1 Réunions de travail ou de restitution 28

7.2 Rencontres avec les acteurs du territoire 28

8. Composition de l'équipe 28

9. Délais de réalisation de la mission 29

1. Contexte de l'étude

1.1 Le site du massif du Haut-Kœnigsbourg

Le massif du Haut-Kœnigsbourg est situé dans le département du Bas-Rhin à quarante-cinq kilomètres au sud-ouest de Strasbourg, à une vingtaine de kilomètres au nord de Colmar et à cinq kilomètres à l'ouest de Sélestat. Culminant à 757 mètres au–dessus de la plaine d'Alsace, il est surmonté d'un château-fort du XIIème siècle, restauré sous Guillaume II. Haut lieu touristique d'Alsace, le château est le monument payant le plus visité d'Alsace, avec plus de 540 000 entrées annuelles et même 900 000 visiteurs estimés sur le parvis et son panorama. Outre le château, le massif compte deux autres sites touristiques majeurs, la Montagne des singes (310 000 visiteurs par an) et la Volerie des aigles (164 000 visiteurs). Enfin, la présence de restaurants et la densité des sentiers de randonnée dans le massif sont d'autres facteurs de la fréquentation du massif.

1.2 Un problème de stationnement récurrent aux abords du château

Le château du Haut-Kœnigsbourg, malgré un parking d'environ trois-cent-quarante places, souffre du sous-dimensionnement de son offre de stationnement par rapport à sa fréquentation. Le parking, situé le long de la boucle sommitale formée par la D159, est souvent saturé, ce qui représente un manque à gagner pour le Département les jours de forte affluence, car certains visiteurs ne trouvant pas de place pour se garer annulent leur visite. De plus, le problème posé par le stationnement sera accentué par les projets à court et moyen terme sur le site : renouvellement de l'offre culturelle, rénovation du restaurant du château et valorisation de ruines du château de l'Œdenbourg. Il est à noter que la fréquentation du site est extrêmement variable au cours de l'année et même de la semaine.

1.3 La nécessité de repenser l'accès au site

La configuration du site rend impossible l'augmentation du nombre de places de stationnement automobile à ses abords, le château du Haut-Kœnigsbourg étant construit sur un éperon rocheux. Pour répondre à l'augmentation de la fréquentation du massif du Haut-Kœnigsbourg, il est donc nécessaire de repenser son accès. Une solution envisageable consisterait en la mise en place d'un système de transport en commun depuis un parking-relais.

1.4 Une multitude d'objectifs, parfois contradictoires

Le projet de mise en place d'un transport en commun de desserte du massif est parti d'un enjeu de court terme, le problème de stationnement. La réalisation d'une telle infrastructure devra régler ce problème, mais devra aussi inclure une réflexion sur d'autres enjeux du territoire :

- Réactivation de la liaison ferrée de Bois l'Abbesse à Sélestat. Cette liaison

Interne

permettrait un rabattement en train entre Val de Villé et le Val d'Argent d'une part, et Sélestat d'autre part. Cette liaison permettrait de diminuer la demande en stationnement automobile aux abords de la gare de Sélestat.

- Mise en valeur touristique de Sélestat. Une visite au Château du Haut-Kœnigsbourg est souvent une étape d'une visite de plusieurs jours en Alsace. Les pôles touristiques émetteurs de visiteurs sont Strasbourg, Colmar et les villages de la Route des vins, mais très peu Sélestat. L'enjeu pour la ville est de capter une partie des visiteurs du château pour mettre en valeur ses sites, comme la Bibliothèque humaniste.

- Articulation avec le futur PEM de Sélestat. Le projet de Pôle d'échanges multimodal renforcera la gare de Sélestat comme point nodal du réseau de transports en commun alsacien. Un des enjeux est d'articuler la desserte du massif avec le PEM.

- Articulation avec le réseau TIS de Sélestat. La desserte du massif pourrait être intégrée au réseau de transport intercommunal de Sélestat, compte tenu du fait que les jours de forte fréquentation sont en semaine pour le réseau TIS, et le week-end pour le massif.

- Desserte des autres sites touristiques du massif. Le massif compte plusieurs sites touristiques, dont les trois principaux sont le château, la Montagne des singes et la Volerie des aigles. L'un des enjeux du projet est de proposer une desserte multi-sites.

- Grande accessibilité. Le château du Haut-Kœnigsbourg est l'attraction principale du territoire. De nombreux visiteurs étrangers à l'Alsace, séjournant dans les pôles touristiques de Strasbourg, Colmar et de la Route des vins d'Alsace, viennent spécialement pour le visiter. Un des enjeux est de garantir un bon accès au château depuis les pôles précités.

- Projet de développement du château. Le projet doit être compatible avec le développement de l'offre touristique et culturelle du château, qui a pour but d'augmenter la durée de présence des visiteurs sur le site (rénovation du restaurant, mise en valeur du site des ruines du château de l'Œdenbourg, multiplication des événements en soirée…).

Ces objectifs sont parfois complémentaires, parfois contradictoires. Ils s'orientent plus ou moins vers deux scénarios généraux pour le projet de transport en commun :

- Scénario 1 : transport en commun à vocation de desserte touristique
- Scénario 2 : transport en commun intégré dans le système de mobilité du territoire

1.5 Réaménagement de la boucle sommitale

Enfin, la mise en place d'un transport en commun depuis un parking-relais pourra être l'occasion de libérer la boucle sommitale de la D159 du stationnement et de repenser l'aménagement des abords du château, afin de favoriser la mise en valeur du site à moyen terme.

Interne

La présente étude a pour objet de :

- Dresser un état des lieux de l'accessibilité actuelle du massif du Haut-Kœnigsbourg
- Vérifier l'opportunité de la mise en place d'un transport en commun électrique ou propre depuis un parking-relais en plaine, par la route ou par câble, modulable. Dans le cas de la route, vérifier la possibilité d'évolution vers une solution autonome
- Fournir une aide à la décision pour orienter le projet scénario de transport en commun à vocation de desserte touristique, ou vers un transport en commun intégré dans le système de mobilité du territoire
- Étudier des scénarios de réaménagement de la boucle sommitale adaptés aux futurs usages de mobilité

Au terme de cette étude, le maître d'ouvrage devra être en mesure de se prononcer sur :

- les modalités de la mise en service d'une liaison fixe entre la plaine d'Alsace et le château du Haut-Kœnigsbourg
- le lieu d'implantation du parking-relais
- l'estimation du dimensionnement de ce parking
- le type de transport à privilégier
- les modalités de desserte des autres sites touristiques du massif
- les modalités d'articulation avec le futur PEM de Sélestat
- les modalités d'articulation avec le réseau TIS
- le réaménagement de la partie sommitale, en proposant plusieurs scénarios et temporalités (cohabitation voitures et TC, TC seul…)
- le choix du montage financier le plus adapté pour le transport en commun (DSP, PPP, …) afin, le cas échéant, d'engager les études de réalisation préalables

La prestation sera une aide à la décision pour le Conseil Départemental dans son engagement auprès des acteurs locaux et l'orientation qu'il souhaitera donner à cet engagement, tout particulièrement sur l'intérêt de mettre en place un transport en commun entre la plaine et le château du Haut-Kœnigsbourg, le type d'équipement à privilégier et le scénario à privilégier.

2. Contenu de l'étude

La présente étude d'opportunité et de faisabilité a pour objet, à partir d'un diagnostic de la situation actuelle et d'une analyse prospective, de déterminer pour les quatre objectifs listés au point précédent :

- La faisabilité technique
- La faisabilité administrative et juridique
- La faisabilité socio-économique
- L'intérêt en termes de tourisme durable
- L'intérêt en termes de transport public
- Le calendrier et le phasage réalistes de mise en œuvre du projet jusqu'à sa mise en exploitation, à partir du moment où la décision politique aura été prise.

Interne

3.1 État des lieux de l'accessibilité du massif du Haut-Koenigsbourg

Dans cette première partie, l'étude devra dresser l'état des lieux de l'accessibilité du massif au moyen de rencontres avec les acteurs du territoire, d'une enquête auprès des visiteurs du massif, de visites sur le terrain et en se basant sur des éléments de diagnostic existants fournis par les Département du Bas-Rhin et du Haut-Rhin et par Alsace Destination Tourisme. Elle devra notamment :

- Identifier les pôles émetteurs de visiteurs (Strasbourg, Colmar, Sélestat, route des vins…)

- Faire l'état des lieux des infrastructures de transport, leurs fonctions et leur potentiel de développement,
- Faire l'état des lieux de l'offre de transport en commun actuelle et son potentiel de développement (TER, lignes touristiques départementales, projet de desserte du château par un transport en commun depuis un parking relais...),
- Analyser les données sur le trafic existant sur les voies d'accès au massif du Haut-Koenigsbourg
- Estimer les émissions de gaz à effet de serre et la dépense énergétique engendrée par la fréquentation actuelle sur le massif, ainsi que le potentiel de réduction de ces émissions par la mise en place d'une desserte en transports en commun,
- Identifier les éventuelles zones de stationnement sauvage le long des itinéraires actuels pour rejoindre le Haut-Koenigsbourg,
- Mettre en évidence l'organisation des déplacements sur le massif et sa partie sommitale,
- Donner une estimation chiffrée des différentes catégories de visiteurs du château. En effet, les visiteurs (avec ou sans entrée payante) appartiennent à différentes catégories, qui n'ont pas les mêmes pratiques :
    - ✓ Simple visite du château (1h30)
    - ✓ Visite combinée au sommet : château plus une autre activité (restaurant, promenade, Œdenbourg…) (3h)
    - ✓ Visite combinée sur le massif : château + Volerie des aigles, Montagne des singes… (4h)
    - ✓ Repas au restaurant du château
    - ✓ Admirer la vue depuis le panorama (en journée ou en soirée)
    - ✓ Prendre un verre au kiosque du panorama
    - ✓ Randonner dans le massif
    - ✓ Public en nombre pour un événement en soirée (soirée spéciale, concert…)
    - ✓ Publics PMR (bus de personnes âgées notamment)
    - ✓ Scolaires, groupes
    - ✓ Tourisme motorisé (clubs de motards, rassemblements de voitures de collection, camping-cars)
    - ✓ Cyclistes
    - ✓ Tourisme itinérant en Alsace
    - ✓ Compagnies de tourisme par car
    - ✓ Séminaires d'entreprises

Cette analyse permettra de mieux comprendre l'utilisation qui est faite des infrastructures et services touristiques actuels et futurs (réaménagement du restaurant du château, projet de mise en valeur des ruines du château de l'Œdenbourg ...), ainsi que des activités sportives et de loisir.

Ce diagnostic s'appuiera également sur le recensement des contraintes environnementales, paysagères et réglementaires à réaliser dans le cadre de la présente mission. Ce recensement permettra l'établissement d'une carte de synthèse des

contraintes qui servira de base au comparatif environnemental des variantes du tracé en fonction du mode choisi, des variantes d'aménagement du parking relais et des variantes de réaménagement de la boucle sommitale.

A l'issue de ce diagnostic, le titulaire devra analyser les potentialités de développement touristique durable induites par les projets faisant l'objet de la présente étude.

Cette phase devra mettre en avant l'opportunité de :

- Mettre en place une infrastructure de transport en commun électrique ou propre et modulable, par la route ou par câble, associée à un parking-relais,
- Réaménager la boucle sommitale de la D159,

tout en ciblant de manière plus précise la demande des usagers afin de proposer une hypothèse de débit, de fréquentation et un type d'exploitation adéquat (exploitation saisonnière, quotidienne...).

3.2 Vérification de l'opportunité de la mise en place d'un transport en commun électrique ou propre depuis un parking-relais en plaine, par la route ou par câble, modulable.

3.2.1 Benchmarking et retours d'expérience

Pour introduire la réflexion sur la mise en place d'un transport en commun de desserte du massif du Haut-Kœnigsbourg, une présentation de plusieurs projets similaires sera faite. Les projets présentés devront correspondre au site d'étude en termes de fréquentation. Les exemples constitueront un éventail de réussite (projet en difficulté, projet normal, grande réussite).

Pour les exemples retenus, le titulaire expliquera le contexte général, la typologie de la liaison (type, débit, ...), les contraintes liées à la réalisation puis à l'exploitation de l'appareil, les chiffres d'affaires générés, les charges d'exploitation, le ressenti du projet pour les acteurs locaux.

3.2.2 Présentation des solutions envisagées

Deux solutions ont été imaginées par les services départementaux pour la mise en place d'un transport en commun de desserte du massif :

- Une solution par la route avec la navette Cristal de la société Lohr. Une expérimentation a déjà été menée avec ce véhicule en octobre 2018. Le tracé envisagé emprunte la D159 depuis un parking-relais qui se situerait sur les communes de Sélestat ou Kintzheim, à proximité de l'échangeur autoroutier, dans le triangle formé par l'A35, la D424 et la D159.

- Une solution par câble par le versant Nord. Le parking-relais serait alors envisagé au lieu-dit Bois-l'Abbesse, avec réactivation de la voie ferrée de Bois-l'Abbesse à

Interne

Sélestat.

L'étude aura pour but de vérifier l'opportunité de ces deux solutions et de proposer au moins deux autres alternatives. Le prestataire devra donc proposer au minimum quatre solutions de desserte du massif, dont deux par la route (l'une avec la navette Cristal de Lohr) et deux par câble. En plus de ces quatre solutions, le prestataire pourra proposer d'étudier une ou plusieurs solutions supplémentaires. Le maître d'ouvrage décidera si elles sont pertinentes. Dans ce cas, elles seront étudiées par le prestataire et donneront lieu à une rémunération supplémentaire, telle que prévue à la DPGF.

Pour chaque solution, les points suivants seront présentés :

- Mode de transport utilisé
- Localisation et dimensionnement du parking-relais
- Tracé du parcours
- Localisation précise des stations de départ, intermédiaires et d'arrivée (dans le cas d'un transport par câble, localisation des pylônes)
- Modalités d'interconnexion avec le PEM et le TIS
- Temps de parcours pour les passagers
- Coût d'investissement et coût de fonctionnement
- Expérience utilisateur et acceptation
- Image et notoriété
- Proposition de tarification
- Bilan environnemental et estimation des économies de gaz à effet de serre

Pour chacune des solutions, le prestataire présentera donc les différentes contraintes qui différencient les solutions entre elles.

3.2.2.1 Mode de transport utilisé

La fréquentation du massif du Haut-Kœnigsbourg est très variable au cours de l'année, avec une haute saison en été et une basse saison en hiver, et même au cours de la semaine, le dimanche étant la journée de plus forte affluence.

De ce fait, l'analyse des différents systèmes de transports devra privilégier une solution modulable, permettant de répondre à la forte demande des dimanches de haute saison, mais aussi de limiter les circulations à vide lors des périodes de moindre affluence. De plus, les systèmes envisagés devront être compatibles avec le contexte topographique et météorologique local (contexte montagneux).

Évolution vers un véhicule autonome

En 2018, une expérimentation de desserte du château a été réalisée avec la navette Cristal de Lohr. La société Lohr travaille à une version autonome de sa navette Cristal. Il est demandé au titulaire d'étudier la possibilité de faire rouler un véhicule autonome sur tout ou partie (boucle sommitale, par exemple) du parcours et de présenter sous quelles modalités cela serait envisageable. Une présentation du contexte légal actuel et des évolutions attendues à court et moyen terme sont demandées.

Interne

3.2.2.2 Localisation et dimensionnement du parking-relais

Dans le cas d'une solution par la route

Un emplacement envisagé pour le parking-relais se situe sur les communes de Sélestat ou Kintzheim, à proximité de l'échangeur autoroutier, dans le triangle formé par l'A35, la D424 et la D159. Cet emplacement est facilement accessible depuis les grands axes routiers du secteur (A35, D1083, D424) et est desservi par la D159 qui constitue l'un des principaux accès au massif du Haut-Kœnigsbourg. De plus, cet emplacement est situé entre la gare de Sélestat et le massif, ce qui favorisera l'articulation avec le futur PEM et le réseau TIS. Le titulaire devra réaliser les études de fréquentation à partir de cet emplacement.

Dans le cas d'une solution par câble

Dans le cas d'une solution par câble, l'accès au château est envisagé par le versant nord, depuis la vallée de Sainte-Marie-aux-mines. Le parking-relais et la gare basse du transport par câble seraient situés au niveau de la zone industrielle de Lièpvre le long de la N59, au lieu-dit Bois l'Abbesse. Cet emplacement impliquerait la réactivation de la voie ferrée de Sélestat à Bois-l'Abbesse. Le titulaire devra également réaliser les études de fréquentation depuis cet emplacement.

Dans les deux cas

Le titulaire devra également étudier la possibilité d'utiliser d'autres emplacements qui sembleraient pertinents pour l'implantation du parking-relais de desserte du massif, y-compris des parkings existants (parking de la gare de Sélestat, supermarché, zone d'activité…).

Des solutions opérationnelles devront être proposées :

- en termes de dimensionnement du parking-relais
- en termes d'accessibilité tous modes
- en termes de liaison intermodale avec Sélestat, Colmar, Strasbourg et la route des vins
- en termes de régulation d'accès éventuelle (règlementations à instituer, système d'incitation ou de contraintes…)

3.2.2.3 Modalités d'interconnexion avec le PEM et le TIS

Pour chaque solution retenue, le titulaire devra présenter les modalités d'interconnexion avec le futur Pôle d'échanges multimodal de la gare de Sélestat, et avec le réseau de transport en commun TIS. L'objectif est de déterminer si cette interconnexion pourra se faire de manière aisée ou non.

Dans le cas d'une solution routière, il est également demandé d'étudier la faisabilité technique, administrative et juridique d'utiliser les véhicules de desserte du massif sur le réseau TIS lors des périodes de faible affluence, et inversement d'utiliser les véhicules du TIS sur le massif lors des périodes de forte affluence.

Interne

3.2.2.4 Tracé du parcours emprunté

Chaque solution devra présenter un ou plusieurs tracés pertinents, soit depuis un site d'implantation du parking-relais identifié par le Département (échangeur A35-D424, zone industrielle de Bois-l'Abbesse), soit depuis tout autre site jugé intéressant. Les rencontres ou contacts avec les élus locaux devront permettre d'ajuster ces choix.

Les études de tracé doivent intégrer notamment la desserte des différents sites touristiques du massif, la topographie du site, la problématique des déplacements et de l'accessibilité touristique, les emprises foncières disponibles pour l'implantation des stations intermédiaires et des structures d'accueil (parking, caisse, restauration, ...), la présence de voiries secondaires, etc, ...

Dans le cas d'un transport par câble, une attention particulière sera apportée pour l'insertion paysagère, car le Haut-Kœnigsbourg est un site majeur d'Alsace. Des exemples de prévisualisation sont demandées (vues en 3D, esquisses, photomontages…) pour présenter un aperçu de l'impact paysager du transport par câble.

Les points d'accès au parking et itinéraires identifiés tiendront compte des disponibilités et contraintes foncières, contraintes administratives, contraintes en matière d'évacuation, contraintes de survol, nombre de pylônes, impacts sur l'environnement, impact paysager (sites inscrits, proximité de monuments historiques, diagnostics faunistiques et floristiques) ; et tendront à maximiser la fréquentation touristique. Les localisations proposées prendront en compte la nécessaire articulation avec les autres modes de transport existants ou en projet, ainsi que les contraintes environnementales, paysagères et règlementaires. Une carte de synthèse des contraintes sera établie par le titulaire.

3.2.2.5 Localisation précise des stations de départ, intermédiaires et d'arrivée

L'étude devra, pour chaque solution, présenter les localisations précises de toutes les stations envisagées. La précision demandée est de l'échelle du carrefour. À l'échelle d'un carrefour routier, proposer l'emplacement de la station, déterminer si la place disponible est suffisante pour installer une station. Dans le cas d'une solution par câble, la localisation des pylônes est également demandée (ainsi que des prévisualisations 3D, esquisses ou photomontages). Il n'est pas demandé d'étude géologique pour l'implantation des pylônes, car cela sera fait ultérieurement, en cas de choix avéré de la solution par câble.

Une attention particulière sera portée au nombre de stations. Il faudra trouver le juste milieu entre desserte du plus grand nombre de sites, et rapidité du parcours. Chaque localisation devra être argumentée.

3.2.2.6 Temps de parcours pour les passagers

Les temps de parcours seront amenés à varier en fonction du mode de transport retenu, du tracé parcours emprunté, de la fréquence de passage du transport en commun.

Pour chaque solution étudiée, une estimation des temps de parcours sera donnée, avec une fourchette haute et une fourchette basse :

- temps de parcours entre chaque arrêt
- temps de parcours entre le départ et l'arrivée

Interne

- temps de parcours combinés (arrivée au P+R en voiture ou en transports en commun, temps de prendre un ticket, temps d'attente estimé, temps de parcours jusqu'au château)

3.2.2.7 Expérience utilisateur, acceptation

Les solutions envisagées ne présentent pas les mêmes caractéristiques, qui influeront sur l'expérience utilisateur. Le transport par câble peut par exemple représenter une expérience touristique en soi, en offrant des perspectives aériennes inédites, mais il peut être critiqué par la population locale au niveau de son insertion paysagère.

Pour chaque solution, le titulaire présentera les avantages et inconvénients en termes d'expérience utilisateur, d'acceptation par la population

3.2.2.8 Image et notoriété

Le titulaire devra présenter les avantages de chaque solution en termes d'image et de notoriété tant pour les collectivités locales, pour le massif du Haut-Kœnigsbourg, que pour le Département du Bas-Rhin et d'une manière générale pour tous les acteurs économiques.

3.2.2.9 Estimation des économies de gaz à effet de serre

Pour chaque solution étudiée, le titulaire devra faire un bilan environnemental et une estimation des économies de gaz à effet de serre.

3.2.3 Faisabilité socio-économique

Dans cette partie, le prestataire devra évaluer la faisabilité socio-économique du projet.

3.2.3.1 Coût d'investissement et coût de fonctionnement

Pour chaque solution étudiée, une estimation des coûts d'investissement et de fonctionnement est demandée.

Les coûts d'investissement tiendront compte des coûts liés au matériel et des coûts liés aux installations, y compris les coûts afférents aux réseaux et aux acquisitions foncières.

Les coûts de fonctionnement tiendront compte des charges de fonctionnement (charges d'exploitation, charges de maintenance et de rénovation / remplacement de matériels) et des annuités d'emprunts.

Il est également demandé de fournir une estimation du nombre d'équivalents temps plein nécessaires au fonctionnement de l'infrastructure à débit de passagers égal.

3.2.3.2 Proposition de tarification et recettes

Le titulaire du présent contrat proposera des tarifications et les mesures d'accompagnement pour le stationnement sur le parking-relais et l'utilisation du moyen de transport. La possibilité de proposer un billet combiné TIS+desserte du massif, ou SNCF+desserte du massif sera également étudiée, ainsi que les différentes mesures

Interne

d'accompagnement qui pourront être mises en place pour améliorer l'attrait du système de transport en commun et la qualité du service, ainsi que son accès pour tous les usagers.

Chacune des mesures d'accompagnement sera évaluée en termes de coûts d'investissements et de fonctionnement (coût d'exploitation de l'appareil / fonction du nombre de jours d'exploitation retenu…) et d'impacts attendus sur les usagers.

L'enjeu est de proposer une tarification assurant des rentrées d'argent sans constituer un frein au développement touristique du massif.

Les recettes de fonctionnement seront établies à partir d'une étude de marché, permettant de quantifier et de qualifier les clientèles potentielles.

Le prestataire devra également identifier toutes des sources de financement possibles, en provenance des institutionnels ou de partenaires privés.

3.2.3.3 D'un point de vue micro économique

Après analyse des coûts d'investissement et de fonctionnement prévisionnels, ainsi que des recettes de fonctionnement, le prestataire dressera un bilan prévisionnel de fonctionnement.

Le maître d'ouvrage devra disposer d'un compte d'exploitation réaliste, afin de cerner l'économie générale pour chaque projet.

3.2.3.4 D'un point de vue macro-économique

En lien avec la partie « Benchmarking et retours d'expérience », le titulaire présentera 3 retours d'expériences sur des liaisons similaires. Il analysera, pour les 3 sites retenus, le contexte général, la typologie de la liaison (type, débit, ...), les contraintes liées à la réalisation puis à l'exploitation de l'appareil, les chiffres d'affaires générés, les charges d'exploitation, le ressenti du projet pour les acteurs locaux.

De plus, Il s'agira dans cette partie, à partir d'exemples similaires d'élargir l'analyse économique en prenant en compte les effets attendus de cette liaison sur le développement touristique (impact sur la fréquentation, développement d'activités et de prestations journalières…).

Un bilan des points forts et points faibles des différents matériels sera proposé.

Une analyse comparative mettra en avant les impacts attendus du projet en terme socio-économique, environnemental et d'équilibre financier pour la collectivité en comparant les reports de déplacements et les économies éventuelles attendues, notamment énergétiques.

Interne

3.2.3.5 Faisabilité administrative et juridique

Une analyse du foncier devra être réalisée en distinguant les espaces où le foncier est maîtrisé et ceux où il ne l'est pas pour :

- Le parking-relais,
- Les aménagements à réaliser dans le cadre de la mise en place d'une liaison entre le parking-relais et le massif du Haut-Kœnigsbourg,
- Le réaménagement de la partie sommitale.

Cette analyse concernera les terrains initialement envisagés par le Département ou tout autre terrain étudié et jugé intéressant pour l'implantation du parking-relais.

Le bureau d'études fournira une liste des contraintes environnementales et patrimoniales (site inscrit, Natura 2000, Monuments historiques...), d'urbanisme (Code de l'urbanisme, PLU ...) et de risques (PPR ...). Il précisera les procédures administratives à mettre en œuvre et les études complémentaires qu'il convient de mener.

Les contraintes à la réalisation des projets liées aux règles d'urbanisation en vigueur devront être portées à connaissance du maître d'ouvrage. De même, il s'agira de vérifier la compatibilité du projet avec le SCOT. Enfin, les servitudes existantes et la présence de risques naturels devront être identifiées.

3.2.3.6 Propositions des différents montages d'opération possibles

Les différents montages d'opération possibles tant pour l'investisseur que pour l'exploitant, seront présentés au maître d'ouvrage (concession, affermage, PPP, maîtrise d'ouvrage directe puis concession d'exploitation…).

La comparaison devra mettre en évidence les avantages et les inconvénients notamment au regard des critères suivants :

- moyens à mobiliser côté maîtrise d'ouvrage et identification des maîtres d'ouvrages potentiels
- maîtrise du contenu du projet (en termes qualitatifs)
- maîtrise du coût complet de l'opération
- maîtrise des délais de réalisation
- impact sur le financement de l'opération

3.3 **Aide à la décision pour le choix entre deux scénarios**

Dans la partie précédente, le prestataire aura étudié au moins quatre solutions de desserte du massif, ayant chacune ses spécificités techniques propres.

Interne

La présente partie de l'étude aura pour objectif de proposer une aide à la décision au Conseil Départemental, pour déterminer vers quel scénario devra s'orienter le projet. Pour chaque solution étudiée, devront être analysés :

- Le degré de réponse à chaque enjeu du territoire
- La compatibilité avec les différents publics et les différents usages

3.3.1 Liste des enjeux du territoire

Le projet d'implantation d'une infrastructure de transport en commun doit répondre au problème de saturation du stationnement aux abords du château, mais il doit aussi prendre en compte d'autres enjeux du territoire :

- Réactivation de la liaison ferrée de Bois l'Abbesse à Sélestat
- Mise en valeur touristique de Sélestat
- Articulation avec le futur PEM de Sélestat
- Articulation avec le réseau TIS de Sélestat
- Desserte de tous les sites du massif
- Grande accessibilité
- Compatibilité avec la stratégie de développement de l'offre culturelle du château
- Rayonnement touristique du château et du massif

Ces enjeux sont parfois contradictoires. En effet, à titre d'exemple, on présage qu'un accès au château par câble depuis Bois-l'Abbesse favorisera la réactivation de la liaison ferrée de Bois l'Abbesse à Sélestat, mais sera difficilement compatible avec la desserte de tous les sites du massif. Ou encore, un accès par la route depuis un parking-relais à proximité de l'autoroute favorisera la desserte de tous les sites du massif mais pas la mise en valeur touristique de Sélestat.

Chacun des enjeux tend plus ou moins vers un scénario orienté desserte touristique pure d'une part, ou insertion dans le système de mobilité locale d'autre part. Le projet ne pourra donc pas répondre à tous les enjeux.

Pour chacune des (au moins) quatre solutions proposées, le prestataire devra présenter dans quelle mesure la solution répond aux enjeux du territoire, et fournir une aide à la décision pour orienter le projet vers l'un des deux scénarios.

3.3.2 Liste des différents publics et usages

Les visiteurs du château (avec ou sans entrée payante) appartiennent à différentes catégories, qui n'ont pas les mêmes pratiques :

- Simple visite du château (1h30)
- Visite combinée au sommet : château plus une autre activité (restaurant, promenade, Œdenbourg…) (3h)
- Visite combinée sur le massif : château + Volerie des aigles, Montagne des singes… (4h)
- Repas au restaurant du château
- Admirer la vue depuis le panorama (en journée ou en soirée)

Interne

- Prendre un verre au kiosque du panorama
- Randonner dans le massif
- Public en nombre pour un événement en soirée (soirée spéciale, concert…)
- Publics PMR (bus de personnes âgées notamment)
- Scolaires, groupes

- Tourisme motorisé (clubs de motards, rassemblements de voitures de collection, camping-cars)
- Cyclistes
- Tourisme itinérant en Alsace
- Compagnies de tourisme par car
- Séminaires d'entreprises

Chaque catégorie d'usager n'est pas représentée dans les mêmes proportions. Le titulaire devra indiquer le degré de compatibilité de chaque solution étudiée avec les usages des catégories d'usagers listées ci-dessus.

3.4 **Réaménagement de la boucle sommitale**

La mise en place d'une liaison entre un parking-relais et le massif du Haut-Kœnigsbourg vise à remplir plusieurs objectifs :

- Répondre au problème de stationnement sur la partie sommitale
- Réduire l'impact environnemental du tourisme dans le massif, lié à la circulation automobile
- Proposer un accès en transports en commun
- Réaménager la partie sommitale au profit des piétons et des cyclistes

Le prestataire présentera quatre scénarios d'aménagement de la boucle sommitale répondant à ces objectifs.

3.4.1 Maintien de tout ou partie du parking sommital

Les quatre scénarios à étudier sont les suivants :

- Le maintien de tout ou partie du parking sommital en parallèle du parking-relais
- La fermeture progressive du parking sommital au profit du parking relais, avec une réflexion sur les délais
- La fermeture de tout ou partie du parking sommital dès l'ouverture du parking-relais
- Maintien de tout ou partie du parking sommital en dehors des heures d'ouverture du transport en commun

Ces scénarios devront être étudiés en tenant compte de l'impact sur la fréquentation touristique du massif.

Pour chaque scénario, des documents (plans, vues en coupe, etc…) seront à produire, pour présenter l'aménagement qu'il serait possible de réaliser.

Interne

3.4.2 Accès motorisé à la boucle sommitale

Dans le cas de la fermeture totale du parking sommital, une réflexion sera menée sur les conditions d'ouverture de la route de la boucle sommitale. De plus, le prestataire devra présenter la nécessité ou non d'avoir des autorisations d'accès à la boucle sommitale pour certaines catégories d'usagers, en plus de l'accès secours (livraisons, employés, PMR, groupes…).

3. Rendus attendus

4.1 Documents attendus

L'étude sera rendue en 1 exemplaire minute puis 3 exemplaires définitifs, plus un reproductible et autant sur support informatique. Une synthèse de l'étude en moins de 10 pages, présentant les principales recommandations, sera également fournie.

La présentation des solutions envisagées devra permettre de comparer aisément les différentes solutions entre elles. Une attention particulière sera apportée à ce point.

La partie présentant la faisabilité socio-économique prendra la forme d'une analyse comparative des différentes solutions.

Dans le cas d'un transport par câble, il est attendu des visuels permettant de rendre compte de l'intégration paysagère des solutions proposées. Ces visuels pourront être des photomontages, des modélisations 3D ou tour autre support.

4.2 Calendrier et phasage de mise en œuvre du projet jusqu'à la mise en exploitation

Le prestataire devra proposer un calendrier réaliste de l'opération, jusqu'à sa mise en exploitation, avec différentes hypothèses de phasage, à partir de la décision politique permise grâce à la présente étude.

Le planning proposé tiendra compte des études complémentaires à conduire et des délais de consultation nécessaires. Il tiendra également compte de toutes les contraintes règlementaires liées au projet (enquêtes publiques, délais pour la maîtrise du foncier, consultations pour la fourniture du matériel et des infrastructures, autorisations préalables à la mise en service...).

Un planning général pour chaque opération sera également remis au maître d'ouvrage faisant apparaître les différentes études à réaliser ainsi que les délais de procédures d'instructions correspondants. Il précisera également le calendrier des différents des marchés d'études et de travaux (rédaction des marchés et notifications).

Interne

4. Éléments mis à disposition du prestataire

- Données de trafic du réseau départemental
- Présentation du château du Haut-Koenigsbourg (2019)
- Fiche projet portant sur la réfection du chemin principal d'accès au château (2019)
- Étude économique portant sur l'implantation du restaurant-boutique au château du Haut-Koenigsbourg (2019)
- Graphique présentant la fréquentation de la ligne touristique HK (ligne 500) (2018)
- Calendrier de passage de la ligne 500 (2018)
- Présentation portant sur l'expérimentation de desserte du château avec la navette Cristal de Lohr lors de la Soirée fantastique (2018)
- Rapport du Cerema portant sur des mesures extensométriques effectuées en 2015 et 2017 sur le mur soutenant la RD159 (2017)
- Étude d'opportunité de réorganisation du stationnement et du cheminement piéton sur le site du château du Haut-Koenigsbourg le long de la RD159 (2014)

5. Personnes à rencontrer dans le cadre de la mission

Le titulaire devra prendre attache des partenaires et acteurs qui participent à la réflexion sur le devenir du massif, en particulier les différentes communautés de communes, les mairies concernées, les offices de tourisme et de développement, les acteurs environnementaux et associatifs, les services déconcentrés de l'Etat, les services de la Région et des Départements.

6. Réunions

7.1 Réunions de travail ou de restitution

Des réunions de travail ou de restitution avec le maître d'ouvrage sont prévues tout au long de la présente étude à l'initiative du maître d'ouvrage. Le nombre de réunions à chiffrer dans l'offre est de 5. Chaque réunion complémentaire fera l'objet d'une rémunération spécifique.

7.2 Rencontres avec les acteurs du territoire

Trois rencontres avec les acteurs du territoire (cités au paragraphe 6.) seront à prévoir tout au long de la présente étude, à l'initiative du maître d'ouvrage. Chaque réunion complémentaire, à l'initiative du maître d'ouvrage, fera l'objet d'une rémunération spécifique.

7. Composition de l'équipe

L'équipe d'étude devra être composée de spécialistes transports et également de spécialistes de l'économie touristique.

Interne

Le candidat devra faire état de compétences dans les domaines suivants :

- Études de déplacement
- Technique et réglementation des transports
- Procédures réglementaires et administratives relatives à la création d'un transport en commun
- Étude multicritère et impacts socio-éco-touristique d'un système de transport
- Études environnementales et paysagères.

8. Délais de réalisation de la mission et phasage

Comme cela est précisé à l'article 3 de l'Acte d'Engagement, le délai d'établissement des études par le prestataire est fixé à 6 mois.

Le phasage prévisionnel est le suivant :

Phase 1 : Benchmarking et retours d'expériences, analyse des documents, préparation des solutions à étudier. Avril 2020.
Phase 2 : Enquête et état des lieux de l'accessibilité du massif du Haut-Koenigsbourg. Mai et Juin 2020.
Phase 3 : Étude des solutions de transport en commun, production. Juillet et août 2020.
Phase 4 : Rédaction finale et rendu. Septembre 2020.

Une réunion de travail est prévue entre chacune de ces phases, ainsi qu'une réunion de lancement avant la phase 1 et une réunion de restitution après la phase 4.

Interne

Annexe 2 :

Logotype de la Banque des territoires groupe Caisse des Dépôts

■ Le logo identitaire est le bloc-marque



Sa hauteur minimum : 13 mm du haut au bas de l'hexagone.
Son espace de protection : il est intégré dans le logo (filet) et doit impérativement être respecté.
Il ne doit être ni altéré, ni déformé. C'est un ensemble immuable.

■ Il existe un autre format : le logo carré



Sa longueur minimum : 20 mm (du G de GROUPE au S de DÉPÔTS).
Son espace de protection : il est intégré dans le logo (filet) et doit impérativement être respecté.
Il ne doit être ni altéré, ni déformé. C'est un ensemble immuable.

Interne

Annexe 3 :

Logotype de la Collectivité Européenne d'Alsace

Version simple sans contour

Ces versions du logo doivent être utilisées pour : les courriers, les notes, les rapports, les documents de travail...

L'usage de la version horizontale doit être privilégiée.

- **Largeur à respecter, pour la version horizontale : A5=53mm, A4=75mm, A3=105mm**
- **Largeur à respecter, pour la version verticale : A5=25mm, A4=35mm, A3=50mm**

Logo horizontal couleur :



Logo vertical couleur :



Logo horizontal monochrome :



Logo vertical monochrome :



Version horizontale

L'usage de la version horizontale doit être privilégiée.

Largeur à respecter, pour la version horizontale : A5=53mm, A4=75mm, A3=105mm

Interne

Sur fond blanc avec filet

Logo horizontal couleur sur fond blanc :



Logo horizontal monochrome sur fond blanc :



Sur fond couleur sans filet

Logo horizontal couleur sur fond couleur :



Logo horizontal monochrome sur fond couleur :



Version verticale

Largeur à respecter, pour la version verticale : A5=25mm, A4=35mm, A3=50mm

Sur fond blanc avec filet

Logo vertical couleur sur fond blanc :



Logo vertical monochrome sur fond blanc :



Sur fond couleur sans filet

Logo vertical couleur sur fond couleur :



Logo vertical monochrome sur fond couleur :



Contacts

Pour répondre aux **demandes de vos partenaires et/ou fournisseurs**, merci de les renvoyer vers le formulaire à remplir en ligne sur www.alsace.eu.

Pour toute autre **question relative à l'utilisation de cette charte et des logos**, merci de contacter : chartegraphique@alsace.eu

Annexe 4 : Budget de l'Etude et pourcentage de financement des différents partenaires du Bénéficiaire

Budget Etude Accessibilité Haut Koenigsbourg

	Montant	Taux
Département du Bas-Rhin	48100	70,63%
Banque des Territoires	20000€	29,37%
Total	68100€	100%

Interne

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001548-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-12-1
Séance du lundi 10 mai 2021

CONVENTION TECHNIQUE ET FINANCIÈRE CONCERNANT LE DÉPLACEMENT D'UNE LIGNE ÉLECTRIQUE AÉRIENNE BASSE TENSION ET D'UN COFFRET ÉLECTRIQUE DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE LA DÉVIATION DE CHÂTENOIS (RD1059)

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, BURGER Etienne, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
HOLDERITH Nadine donne procuration à BURGER Etienne
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

VU la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-04 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-3-1-2 du 15 février 2021, relative à la Politique Infrastructures, Routes et Mobilité,

VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'avis de la Commission territoriale Centre Alsace en date du 16 avril 2021,

VU le rapport du Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

- Approuve la participation financière de la Collectivité européenne d'Alsace à hauteur de 12 595,40 € HT soit 15 114,48 € TTC en vue des études et des travaux de déplacement d'une ligne aérienne électrique basse tension et d'un coffret électrique dans le cadre des travaux d'aménagement de la RD1059 - déviation de Châtenois ;

- Approuve la convention à conclure entre la Collectivité européenne d'Alsace et ENEDIS, en vue des études et des travaux de déplacement d'une ligne aérienne électrique basse tension et d'un coffret électrique dans le cadre du projet de la RD1059 - déviation de Châtenois, jointe en annexe à la présente délibération. Les crédits nécessaires à cette opération sont prévus dans le cadre du budget primitif 2021 sur l'opération P067O004, chapitre 23 – nature 2315 – fonction 843 ;

- Autorise le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à signer cette convention.

Le Président



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001548-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

RD1059 – Déviation de Châtenois

Convention technique et financière concernant le déplacement d'une ligne électrique aérienne basse tension et d'un coffret électrique

Projet

ENTRE

LA COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE, dont le siège est Place du Quartier Blanc, 67964 Strasbourg Cedex 9,

Représentée par son Président, M. Frédéric BIERRY, dûment habilité à signer la présente convention par délibération n° CP/2021/ de la Commission Permanente en date du 10 mai 2021,

Ci-après désigné « la Collectivité»

D'UNE PART

ET

ENEDIS, société anonyme à directoire et à conseil de surveillance, dont le siège social est 34 Place des Corolles 92079 Paris La Défense Cedex,

Représentée par M. XXXXXXX XXXXXXX, dûment habilité en qualité de XXXXXXX,

Ci-après désignée « ENEDIS »

D'AUTRE PART

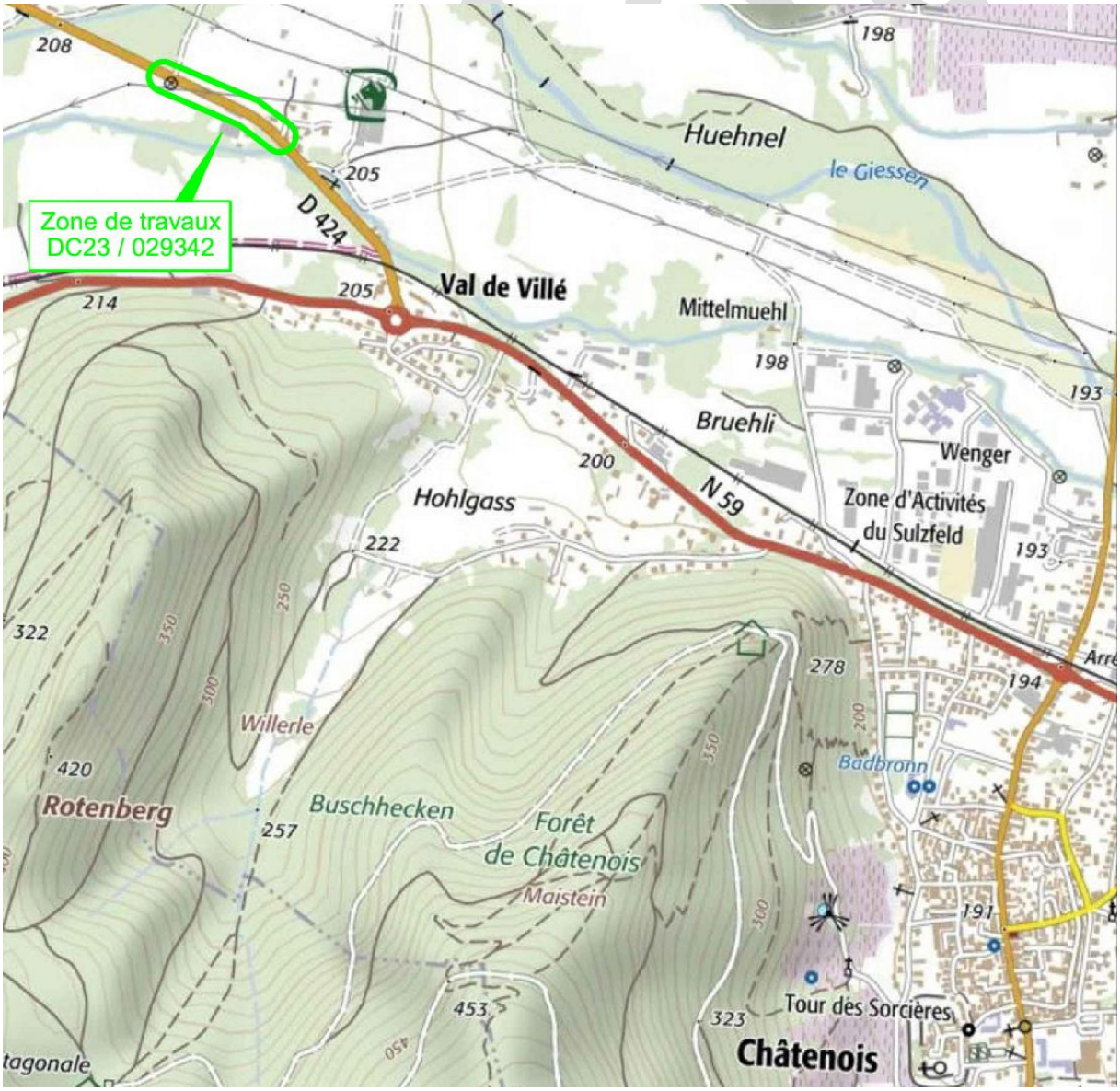
1 Objet

La présente convention a pour objet d'organiser, tant au plan technique, administratif que financier, les travaux de déplacement de la ligne électrique aérienne basse tension le long de la RD424 dans le cadre de la réalisation d'une chicane en lien avec les travaux de déviation de Châtenois. Elle comprend également les travaux de déplacement d'un coffret électrique d'un particulier dont une partie de la parcelle a été acquise dans le cadre de la déviation de Châtenois, et qu'il convient donc de déplacer sur la nouvelle limite de propriété.

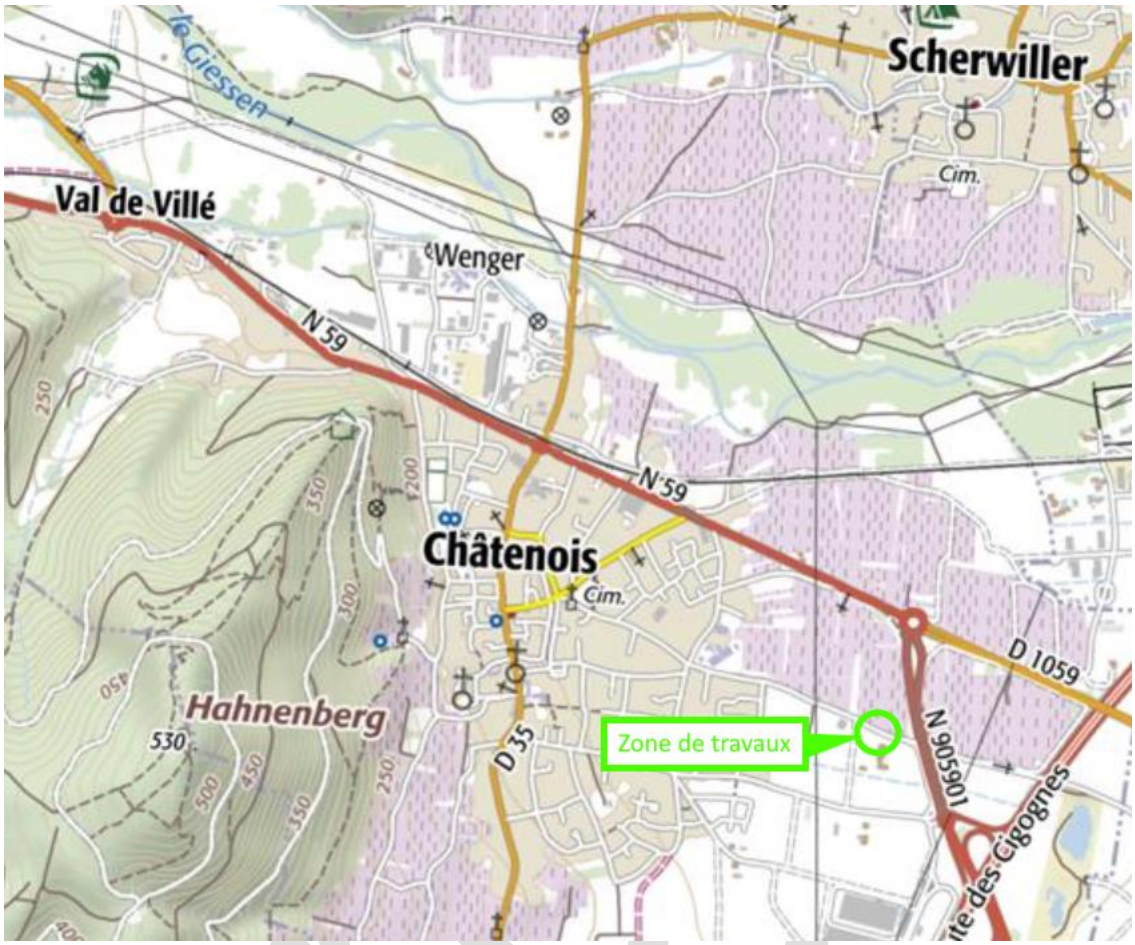
2 Périmètre concerné

Les secteurs concernés par la convention se situent sur le ban de la commune de Châtenois et concernent :

- Le secteur de la RD424 à la sortie du Val de Villé en allant vers Villé pour le déplacement de la ligne électrique aérienne basse tension :



- Le secteur du Schlettsweg à l'Est du projet de déviation de Châtenois pour le déplacement du coffret électrique :



3 Spécifications techniques prévues et cadrage des travaux

La description et les dispositions techniques des travaux sont données dans les dossiers administratif et technique joints en annexe 1 et 2 de la présente convention.

4 Collaboration

Les parties conviennent de coopérer activement dans le cadre de l'exécution de leurs obligations respectives.

Les parties procéderont à un échange permanent d'informations en vue de contribuer à une bonne exécution de la présente convention, et s'engagent à fournir tout élément demandé en relation avec l'objet de la convention.

Chaque partie s'engage à communiquer à l'autre toutes les difficultés d'ordre technique et scientifique dont elle pourrait prendre la mesure au regard de son expérience, au fur et à mesure de l'exécution de la convention, afin de permettre leur prise en compte le plus rapidement possible.

5 Montant de la convention

Le montant de la contribution de la Collectivité est établi en fonction des informations fournies et des travaux réalisés sous la responsabilité d'ENEDIS.

Ce montant s'élève à 12 595,40 € HT soit 15 114,48 € TTC, comprenant :

- Coût pour le déplacement de la ligne électrique aérienne basse tension dans le secteur du Val de Villé : 9 051,43 € HT soit 10 861,72 € TTC ;
- Coût pour le déplacement du coffret électrique dans le secteur du Schlettsweg : 3 543,97 € HT soit 4 252,76 € TTC ;

Le détail de ce montant figure en annexes 3 et 4.

6 Clause de révision de prix

Ce montant est établi dans le contexte réglementaire actuel et aux conditions économiques et fiscales à la date de signature de la présente convention. Il est ferme et non révisable si l'ensemble des travaux de raccordement à réaliser par le demandeur sont achevés au plus tard un an après la date d'émission de la présente proposition.

Au-delà de cette date, il sera révisé suivant l'évolution des prix du barème de raccordement.

En cas de changement de taux de TVA avant le règlement du solde, le montant TTC de la facture est susceptible d'être modifié en fonction des conditions d'application du nouveau taux.

7 Délai des travaux

Le délai prévisionnel de réalisation des travaux est de **14 semaines**, à compter de la date de signature de la présente convention et sous réserve de l'obtention par ENEDIS des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux.

Cependant des écarts ayant des conséquences en termes de délai de réalisation des Ouvrages pourront intervenir en cas d'événements indépendants de la volonté d'ENEDIS. Il en sera ainsi notamment en cas :

- De travaux complémentaires imposés par l'Administration ;
- De retard dans la réalisation des travaux qui incombent à la Collectivité.

L'accord entre les deux parties est matérialisé par la réception d'un exemplaire original, daté et signé, de la présente convention, sans modification ni réserve.

8 Modalités de règlement

Les paiements sont nets et sans escompte, par chèque bancaire établi à l'ordre d'ENEDIS et aux conditions suivantes :

- Ils sont payables taxes comprises. Le régime de taxes appliqué est celui en vigueur à la date de leur appel ou de leur facturation ;

Projet

- Le règlement de l'acompte est à envoyer à l'adresse suivante :

Par chèque à l'ordre d'ENEDIS, à envoyer à l'adresse ci-dessous

ENEDIS - Groupe GESTION - Pôle encaissement
1 rue Jacques Foillet
BP 187
25203 MONTBELIARD

Ou par virement :

- R.I.B: 20041|00001|5757533U020|10
- I.B.A.N: FR64|2004|1000|0157|5753|3U02|010
- B.I.C. PSSTFRPPPAR

en précisant impérativement le numéro de l'affaire DC23/029342, le montant total 12 595,40 € HT soit 15 114,48 € TTC, et le code postal 67730.

- Le règlement du solde, révisé s'il y a lieu selon les conditions spécifiées dans l'article 6, est exigible à l'achèvement des travaux de raccordement réalisés par ENEDIS et avant toute mise en exploitation du raccordement. Le paiement est effectué dans les trente jours calendaires suivant la date de la facture, à l'adresse figurant sur celle-ci.

En cas de désistement de la Collectivité, les dépenses engagées par ENEDIS lui seront dues.

La convention lie les parties jusqu'au règlement définitif des sommes dues et acceptées par les deux parties. En conséquence, elle prendra fin au règlement administratif et financier des études et travaux objet de la présente convention sur les tronçons concernés.

A défaut d'accord entre les deux parties, ces dernières mettront en œuvre la procédure de conciliation prévue à l'article 7.

9 Droit applicable – Attribution de juridiction - Conciliation

La convention est soumise au droit français.

En cas de survenance d'un différend entre les parties portant sur la formation, celui-ci sera expressément notifié par un courrier adressé par lettre recommandé avec accusé de réception par la partie la plus diligente à l'autre partie, et avant toute introduction d'une procédure contentieuse.

A compter de la réception du courrier exprimant le différend, les parties disposent d'un délai de 2 mois pour tenter une conciliation. Si à l'issue de ce délai de 2 mois, aucun accord n'est trouvé, les Parties retrouveront la liberté d'engager une action contentieuse.

Toutefois, préalablement à la conciliation ou en cours de conciliation et en cas d'urgence nécessitant la mise en œuvre de mesures conservatoires juridictionnelles ou non, la procédure de conciliation ne peut faire obstacle à la mise en œuvre des mesures nécessaires.

En cas de recours après tentative de conciliation sans résultat de règlement du litige, compétence expresse est attribuée au tribunal administratif de Strasbourg.

10 Nullité

Si une ou plusieurs stipulations de la présente convention sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

11 Domiciliation

Les parties élisent domicile au lieu de leur siège social.

12 Notifications et significations

Toutes les notifications et significations, pour être valides, devront avoir été effectuées à l'adresse de domiciliation.

Les notifications devront avoir été effectuées par lettre recommandée avec accusé de réception.

13 Annexes

Ces annexes attachées à la convention, ont également valeur contractuelle.

Annexe 1 : dossier administratif et technique pour le déplacement de la ligne électrique aérienne dans le secteur de la RD424

Annexe 2 : plan de principe du déplacement du coffret électrique dans le secteur du Schlettsweg

Annexe 3 : détail du coût pour le déplacement de la ligne électrique aérienne basse tension dans le secteur du Val de Villé

Annexe 4 : détail du coût pour le déplacement du coffret électrique dans le secteur du Schlettsweg

Projet

14 Modalités

Fait en deux exemplaires à Strasbourg, le ……

	Pour la Collectivité européenne d'Alsace	**Pour ENEDIS**
Nom du représentant		M. XXXXXXX XXXXXXX *XXXXXXX (fonction)*
Signature et cachet		

Projet

Electricité Réseau Distribution France
Direction Régionale Alsace Franche-Comté
Agence Ingénierie Travaux - Site de Séléstat

*** ARTICLE R323-25 ***

ENEDIS
L'ÉLECTRICITÉ EN RÉSEAU

NUMERO AFFAIRE :	*INTITULE AFFAIRE*
DC23/029342	Déplacement réseau BT aérien suite à la construction d'une chicane RD424
	ADRESSE
	Rue de Ville à CHATENOIS 67730
	DEPARTEMENT
	BAS - RHIN
	COORDONNEES LAMBERT 93 X: 1024558 Y: 6807505

INTERLOCUTEURS	*NOM*	*TELEPHONE*	*E-MAIL*
Maître d' oeuvre ENEDIS - Pôle travaux	LE BRETON	03 88 57 43 53	patrick.le-breton@enedis.fr
Bureau d' étude	WALTER	03 89 20 30 10	walter@berest.fr
Entreprise travaux			

MODIFICATIONS	*INDICE*	*DEMANDEES*		*ETABLIES*		*VERIFIEES*	
		Par	*Le*	*Par*	*Le*	*Par*	*Le*
ARTICLE 323-25	01	LE BRETON	30/07/20	WALTER	27/08/20	LE BRETON	01/09/20

APPROBATION DEFINITIVE ET CONTROLE QUALITE

BUREAU D'ETUDE			*MAITRE D'OEUVRE*		
Nom	*Date*	*Signature*	*Nom*	*Date*	*Signature*
WALTER	27/08/20	BEREST BP 21227 - 71 rue du Prunier 68012 COLMAR CEDEX			

PLAN MINUTE

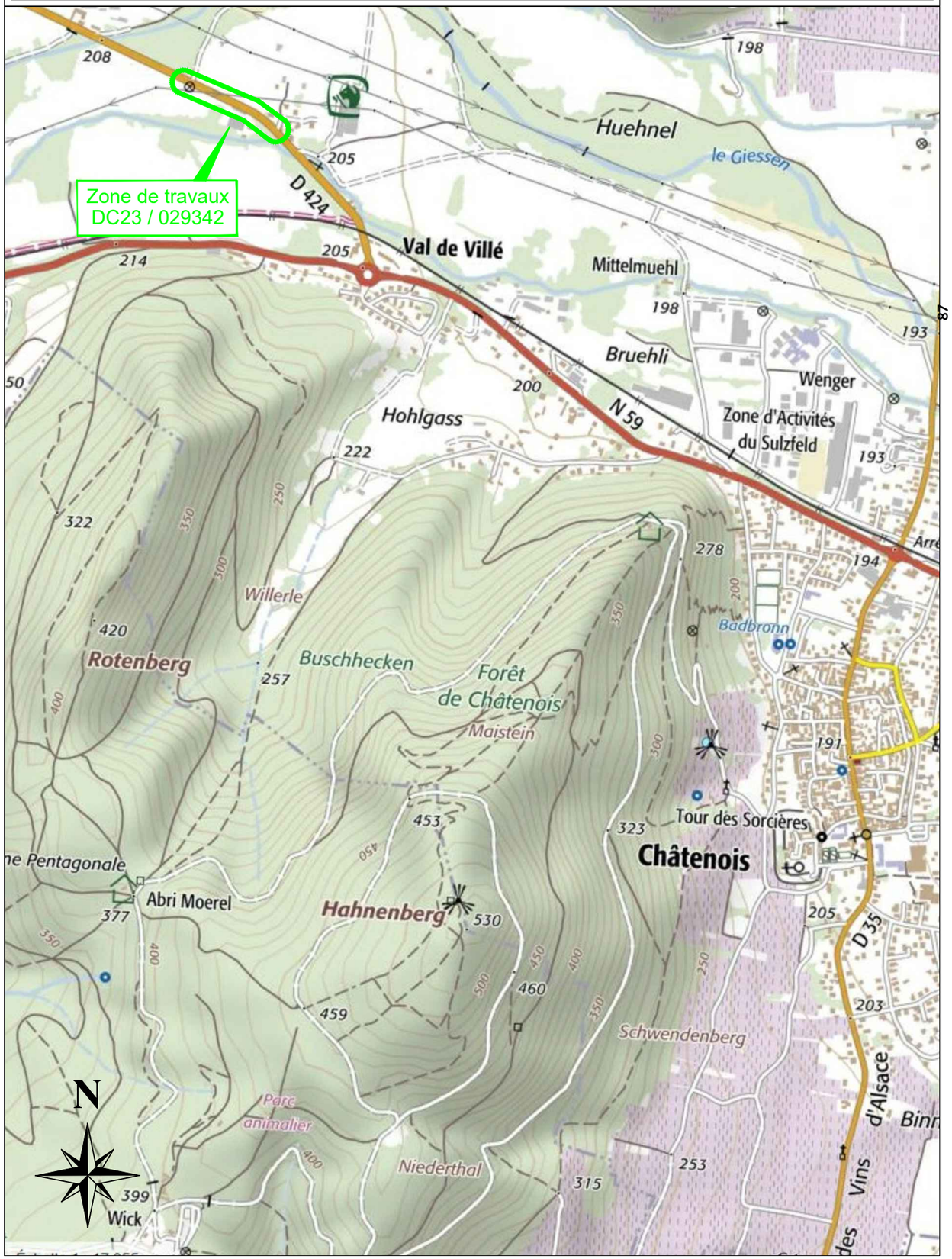
ENTREPRISE TRAVAUX	*Nom*	*Date*	*Signature*

IDENTIFICATION BUREAU D'ETUDE

BEREST
INGÉNIERIE

BEREST RHIN RHONE
71, rue du Prunier - BP21227
68012 COLMAR Cedex
Tél : 03 89 20 30 10
colmar@berest.fr
www.berest.fr

Plan de situation



Grille d'identification des enjeux du projet

Cette grille permet de déterminer l'impact du projet en matière d'urbanisme, de sécurité et d'environnement.
Elle sert à identifier les services à consulter, ainsi que les démarches à mener

Coordonnées du maître d'ouvrage	Localisation du projet
Nom (personne morale ou physique):	Commune: CHATENOIS
Chargé d'affaire LE BRETON Patrick	Rue: Rue de Ville à Châtenois
Téléphone: 03 88 57 43 53	Nom et détails du projet:
Mail: patrick.le-breton@enedis.fr	Déplacement du réseau BT suite à la construction d'une chicane RD424
Télécopieur:	

Création ou modification d'une ligne		⊗
Longueur (en m)	273	33
Section de câble:	3x70²	3x95²
Nature du câble:	BTA Sout	BTA Sout
Ligne en partie aérienne		⊗
Ligne en partie souterraine		⊗
En zone urbaine ou périurbaine		
En zone rurale		⊗
avec impact sur agricole		
Terrassement sous:		
Accotement		⊗
Chaussée		⊗
Terrain naturel		⊗
Trottoir		
Avec traversée de voirie		
Arrêtés de travaux sur voirie délivrés		
Avec Impact sur la Circulation		
Avec traversée de voie ferroviaire		
Avec traversée de cours d'eau		
A proximité d'autres réseaux		⊗
Dans le domaine public		⊗
Dans le domaine privé		⊗
Sans tous les accords amiables		
Avec usage de servitudes existantes		

Création ou modification d'un poste	
Type de poste:	
Dans l'emprise d'un poste existant	
Sans modification de cette emprise	
Création d'un nouveau poste	
Avec maîtrise foncière	
Dépôt de déclaration préalable d'urbanisme	

Décret DT/DICT - Retour DT	
Présence d'ouvrage ou de réseaux de transports à enjeux ou risque industriels et technologiques	

Type de terrassement :	
Terrassement traditionnel	⊗
Terrassement Mécanisé (Trancheuse)	
Création d'une piste pour l'accès des engins	

Liens utiles

Site DREAL Franche-Comté :
http://www.franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/
http://carmen.application.developpement-durable.gouv.fr/14/CarteInfo.map
http://www.franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/evaluation-des-incidences-r38.html

Site DREAL Alsace :
http://www.alsace.developpement-durable.gouv.fr/
http://carmen.developpement-durable.gouv.fr/5/Carte_Alsace.map
http://www.alsace.developpement-durable.gouv.fr/l-evaluation-des-incidences-r211.html

Situation du projet

				Incidences:	
Périmètre d'un monument historique ou ZPPAUP (1)		Zone de captage d'eau potable		Défrichement, abatages	
Natura 2000 (2)		Zone humide		Pollution prévisible:	
Espèces protégées (3)		Zone inondable		Nature:	
Réserve Naturelle ou site naturel classé/inscrit (3)		Zone sismique		Perturbation d'espèces (reproduction, repos, alimentation , ..) (3)	
ZNIEFF 1 ou 2 (4)		Zone d'instabilité de terrain (glissements, chute de blocs..)			
Parc National ou Régional				Autres (Précisez):	
Forêt de protection		Périmètre d'une DUP ou projet porté à connaissance public			
Réserves biologiques ONF				(1) Prescription STAP à fournir	
Arrête Préfectoral de Protection Biotope				(2) Evaluation d'incidence obligatoire	
Autres (Précisez): Zone de comptage du hamster		Autres (Précisez):		(3) Dossier Inventaire / Impact obligatoire	
				(4) Justification de l'application de la réglementation à fournir	

Impact du projet

Le projet présente un impact significatif sur l'environnement, un dossier plus poussé doit être réalisé par le porteur du projet		Le projet n'est pas susceptible d'avoir un impact significatif sur l'environnement	⊗

*A titre d'information, le projet est susceptible d'avoir une impact lorsque:
une surfac
une espèce d'intérêt communautaire est détruite ou perturbée dans la réalisation de son cycle

ENEDIS L'ELECTRICITE EN RESEAU

Notice descriptive du projet et de ses impacts sur l'environnement

CHATENOIS

But et justification du Projet

Le projet se situe sur la commune de Châtenois. Il consiste à déplacer le réseau aérien basse tension ENEDIS suite à la mise en place d'une chicane sur la RD 424 afin de faciliter l'exploitation d'un terrain agricole.

Analyse de l'état initial du site (enjeux environnementaux)

Aucune zone sensible concernée par le projet.

Analyse des effets sur l'environnement.

Les travaux sont réalisés en terrain vierge chaussée et accotement de chaussée.
Le projet n'a pas d'impact significatif sur l'environnement.

Justification du choix opéré entre les différentes solutions

Le tracé retenu correspond à celui du moindre impact (environnement et gêne occasionné).

Mesures envisagées pour supprimer, réduire ou compenser les conséquences dommageables du projet sur l'environnement

Les travaux sont réalisés en technique souterraine et aérienne.

ENEDIS L'ELECTRICITE EN RESEAU

3.1-Légende

Tracé réseaux

- HTA AER A CONSTRUIRE
- HTA AER EXISTANTE
- HTA AER A SUPPRIMER
- HTA SOUT A CONSTRUIRE
- HTA SOUT EXISTANTE
- HTA SOUT A SUPPRIMER
- HTB AER EXISTANT
- BTA AER A CONSTRUIRE
- BTA AER EXISTANTE
- BTA AER A SUPPRIMER
- BRCHT AER 2F
- BRCHT AER 4F
- BTA SOUT A CONSTRUIRE
- BTA SOUT EXISTANTE
- BTA SOUT A SUPPRIMER
- E.P. SOUT A CONSTRUIRE
- E.P. SOUT EXISTANT
- E.P. SOUT A SUPPRIMER
- BRCHT BTA SOUT A CONSTRUIRE
- BRCHT BTA SOUT EXISTANTE
- BRCHT BTA SOUT A SUPPRIMER
- FOURREAUX
- EAUX PLUVIALES > 250
- EAUX PLUVIALES <= 250
- EAU POTABLE > 250
- EAU POTABLE <= 250
- EAUX USEES > 250
- EAUX USEES <= 250
- RESEAU TEL PLEINE TERRE
- RESEAU TEL SOUS FOURREAUX
- RESEAU CABLE
- RESEAU SIGNALISATION
- RESEAU GAZ

Symboles

	Coffret Brcht	Brcht+R	Etoilement	REMBT	P200/C400	F.C.	Grille coup.	3 Directions	4 Directions	Tarif Jaune	Jonction BT	Jonction HTA
Existant			E	REMBT	C400	FC	GC	3.D.	4.D.	T.J.		
Projeté			E	REMBT	C400	FC	G.V.	3.D.		T.J.		

	Support béton simple	Support béton portique	Support béton H61	Support bois	Support FT	Interrupteur aérien
Existant					FT	
Projeté						
A supprimer						

	Existante	Projetée
MALT		

	Existant	Projeté	A déposer
Eclairage			

	AC(3)M	AC(3)T	PSS A	PSS B	PUC	PAC	CBU
Existant	ACM	ACT	PSS A	PSS B	PUC	PAC	CBU
Projeté	ACM	ACT	PSS A	PSS B	PUC	PAC	CBU

Etiquettes repérage des câble

Réseau	Réseau+RAS	Réseau + tangente
32	32R	32T11

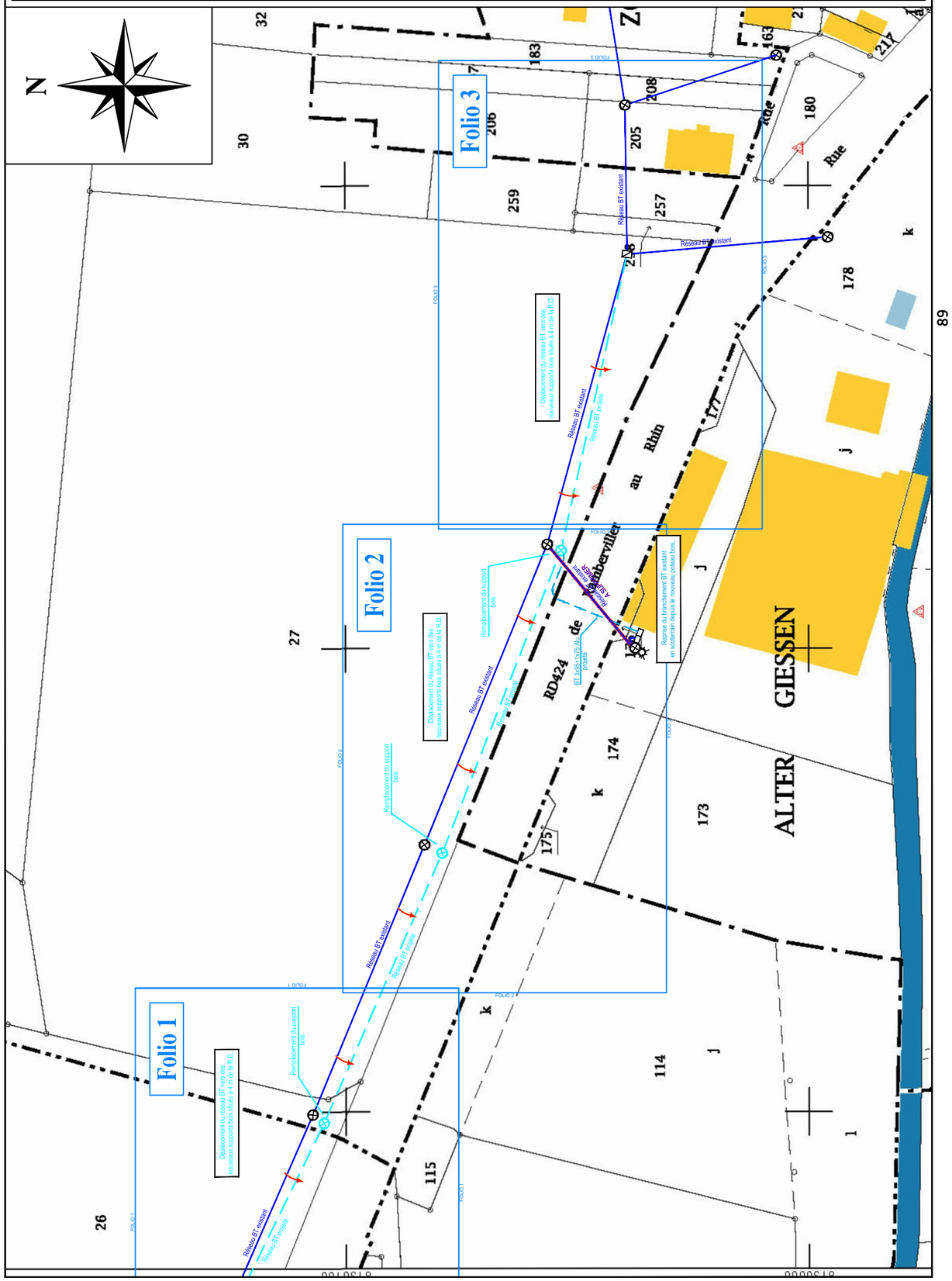
Poste HTA/BTA:		
DESIGNATION	EXISTANT	PROJETE
Type		
Puissance transfo		
Tableau HTA		
Racc. HTA		
Liaison transfo - tableau		
Nbre départ BTA		
Tableau BTA		
EP-telec-divers		
Commentaire:		

OBSERVATIONS:

Etiquettes informations supports

Existant	A créer	A déposer
TYPE REPERE EQUIPEMENT	TYPE REPERE EQUIPEMENT	TYPE REPERE EQUIPEMENT

3.2-PLan de découpage



3.3-PLan de découpage

N

Folio 1

Folio 2

Folio 3

Déplacement du réseau BT vers des nouveaux supports bois situés à 4 m de la R.D.

Réseau BT existant

Réseau BT projeté

Remplacement du support bois

Déplacement du réseau BT vers des nouveaux supports bois situés à 4 m de la R.D.

Réseau BT existant

Réseau BT projeté

Remplacement du support bois

Déplacement du réseau BT vers des nouveaux supports bois situés à 4 m de la R.D.

Réseau BT existant

Réseau BT projeté

BT 3x95+1x75 Alu projeté

Réseau BT existant A SUPPRIMER

Reprise du branchement BT existant en souterrain depuis le nouveau poteau bois.

Réseau BT existant

Réseau BT existant

FOLIO 1

FOLIO 2

FOLIO 3

8130100

8130000

115

114

175

174

173

177

178

27

30

259

206

205

208

257

180

183

96

k

j

l

RD424 de Lembervillers au Rhin

Rue

ALTER GIESSEN

Folio 1

Poteau bois
Exi 5

01

Modification du réseau BT aérien
Basculement du réseau aérien existant vers les nouveaux supports bois.

BT T70 Alu Dipôle 1766
BT T70 Alu

11S190
Exi 4 A SUPPRIMER

11S190
S4 Fouille 0.4 x 0.4 x 1.6
Pince d'alignement ESF 54-70

Modification du réseau BT souterrain
Intercepter la RAS branchement existante et la rabattre sur le nouveau support d'aligenement

BT T70 Alu Dipôle 1764
BT T70 Alu

4-Plan détaillé

DC23/029342	Déplacement d'ouvrage BT aérien suite création d'une chicane RD424
1/250 ème	

N

BEREST
INGÉNIERIE
BEREST RHIN RHONE
71, rue du Prunier - BP21227
68012 COLMAR Cedex
Tél : 03 89 20 30 10
colmar@berest.fr
www.berest.fr

Folio 2

4-Plan détaillé	
DC23/029342	Déplacement d'ouvrage BT aérien suite création d'une chicane RD424
1/250 ème	

BEREST RHIN RHONE
71, rue du Prunier - BP21227
68012 COLMAR Cedex
Tél : 03 89 20 30 10
colmar@berest.fr
www.berest.fr

Section 45 parcelle 27
Propriétaire: IDOUX Johan Pierre Andre
Surface 19 308 m²
X: 1024564 Y: 6807547

11 S 190
Exi 3 A SUPPRIMER

11S190
S3 Fouille 0.4 x 0.4 x 1.6
Pince d'alignement ESF 54-70

Modification du réseau BT aérien
Basculement du réseau aérien existant vers les nouveaux supports bois.

BT T70 Alu Dipôle 1764

BT T70 Alu

4.00m

R.D. 424 Rue de Villé

11D650
S2 Fouille 0.4 x 0.4 x 1.6
Pince d'alignement ESF 54-70
MALT

11 S 190
Exi 2 A SUPPRIMER

01R

BT 3x95Al+1x70Alu
Sous TPC Ø110

BT T70 Alu

4.00m

FOLIO 3

Modification du réseau BT souterrain
Basculement du branchement aérien existant en branchement souterrain. RAS depuis nouveau support projeté.

Poteau bois
Exi 2' A CONSERVER

01R

92

Folio 3

4-Plan détaillé	
DC23/029342	Déplacement d'ouvrage BT aérien suite création d'une chicane RD424
1/250 ème	

BEREST RHIN RHONE
71, rue du Prunier - BP21227
68012 COLMAR Cedex
Tél : 03 89 20 30 10
colmar@berest.fr
www.berest.fr

FOLIO 2

93

Modification du réseau BT aérien
Basculement du réseau aérien existant vers les nouveaux supports bois.

BT T70 Alu Dipôle 1764

BT T70 Alu

16B1600
Exi 1 Double ancrage en passage
Ancrage simple en dérivation

01

BT T70 Alu Dipôle 1763

Poteau bois
Exi 0

BT T70 Alu Dipôle 1761

BT T70 Alu depuis "TROIS CHATEAUX" 6707SP0017 - Type SA

BT T70 Alu Dipôle 1707

Tableau des longueurs

CHATENOIS — INSEE: 67073

AERIEN	Repère Plan	Section et Nature	Longueur électrique	Remarques (utilisation supports existants, façade, nbre RAS, etc)
BT T70 Alu	01	T70 Alu	273	
	Sous total		273	
	Sous total		0	

SOUTERRAIN	Repère Plan	Section et Nature	Longueur électrique	Longueur Géographique						
				Forage ou Fonçage	Sous chaussé en enrobé	Sous chaussé sans enrobé	Sous trottoir type asphalte, pavé, mosaïque	Sous trottoir tri-couche, sablé	Sous accotement	en terrain vierge
BT 95	01R	3x95+1x75	33		17				2	12
		Alu								
	Sous total		33	0	17	0	0	0	2	12
	Sous total		0	0	0	0	0	0	0	0

POSTE	Nom et numéro	Type/ Puissance	Cellules	Commentaires (motorisation, équipements, etc)
Poste HTA/BTA				
Poste HTA/BTA				
Mutation transfo.				Passage de kVA à kVA — Fourniture neuf: OUI ~~NON~~

BRANCHEMENT	Branchements Neufs		Reprise		Remplacement		
	Aéro-sout.	Souterrain	Aérien	Sout/ aéro-sout	Aérien/Aérien	Aérien/ sout.	
C5 (TB)				1			
C4 (TJ)							

DEPOSE	Repère Plan	Section et Nature	Longueur électrique	Poids	Remarques:

Commentaire sur l'affaire:

TABLEAU RECAPITULATIF DES DIFFERENTES FORMES DE PRISES DE TERRE

Forme de terre	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
Coef. K	0,6	0,17	0,34	0,38	0,20	0,24	0,14	0,10	0,10	0,06
	Boucle à fond de fouille		Piquet vertical	Piquet tracteur		3 m	3 m 3 m	5 m 5 m	5 m 5 m 5 m	10 m 10 m 10 m
Résistivité ρ en Ω m	Poteau périmètre 2 m	Poste HTA/BT périmètre 10 m	Long. 3 m	Long. 3 m	Grille en tranchée 2,5 m	Serpentin 1 tranchée de 3 m Conducteur 10 m	Serpentin 2 tranchées de 3 m Conducteur 2 x 10 m	Serpentin 2 tranchées de 5 m Conducteur 2 x 15 m	Patte d'oie 3 branches de 5 m + 1 piquet central 3 m.	Patte d'oie 3 branches de 10 m + 1 piquet central 5 m.
50 Ω m	30 Ω	8 Ω	17 Ω	19 Ω	10 Ω	12 Ω	7 Ω	5 Ω	5 Ω	3 Ω
100 Ω m	60 Ω	17 Ω	34 Ω	37 Ω	20 Ω	25 Ω	14 Ω	10 Ω	10 Ω	6 Ω
200 Ω m	120 Ω	34 Ω	66 Ω	75 Ω	40 Ω	50 Ω	28 Ω	20 Ω	20 Ω	12 Ω
300 Ω m		50 Ω	100 Ω	112 Ω	60 Ω	75 Ω	42 Ω	30 Ω	30 Ω	18 Ω
400 Ω m		66 Ω	133 Ω	149 Ω	80 Ω	100 Ω	56 Ω	40 Ω	40 Ω	24 Ω
500 Ω m					100 Ω	125 Ω	70 Ω	50 Ω	50 Ω	30 Ω
750 Ω m					150 Ω	180 Ω	105 Ω	75 Ω	75 Ω	45 Ω
1000 Ω m					300 Ω	240 Ω	140 Ω	100 Ω	100 Ω	60 Ω

Efficace vis-à-vis des courants de foudre et à 50 Hz — *Efficace seulement à 50 Hz*

TABLEAU RECAPITULATIF DES VALEURS GLOBALES DU NEUTRE BT

Repère	Date de la Mesure	Résistance mesurée	Observations

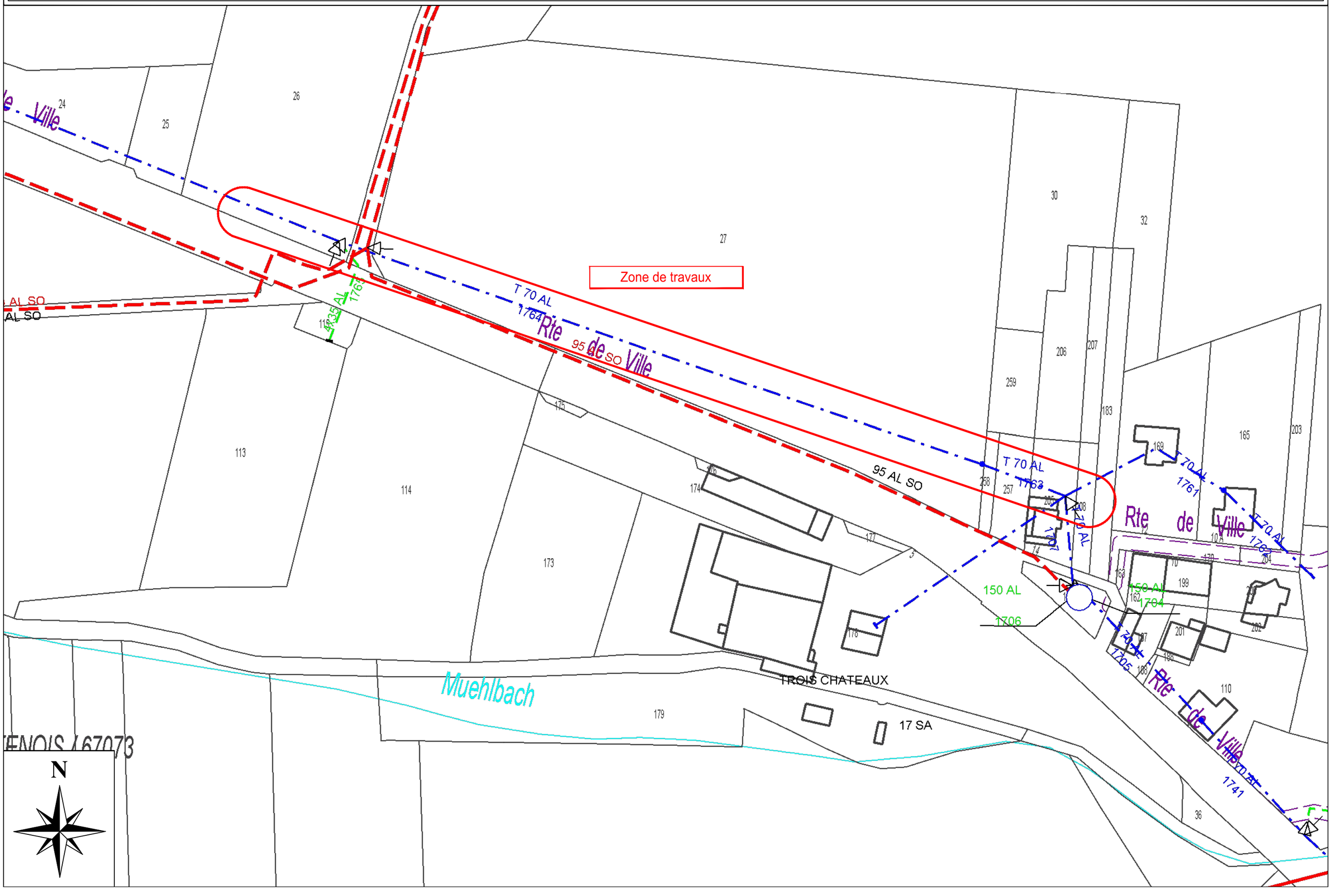
TABLEAU RECAPITULATIF DES PRISES DE TERRE INDIVIDUELLES (MASSE ET NEUTRE)

Repère	Résistance mesurée	Résistivité du terrain calculée	Résistance obtenue par le calcul (en Ohm)	Type de terre envisagée	Résistance après travaux	Date de la mesure
Support S2			Mesure en cours			

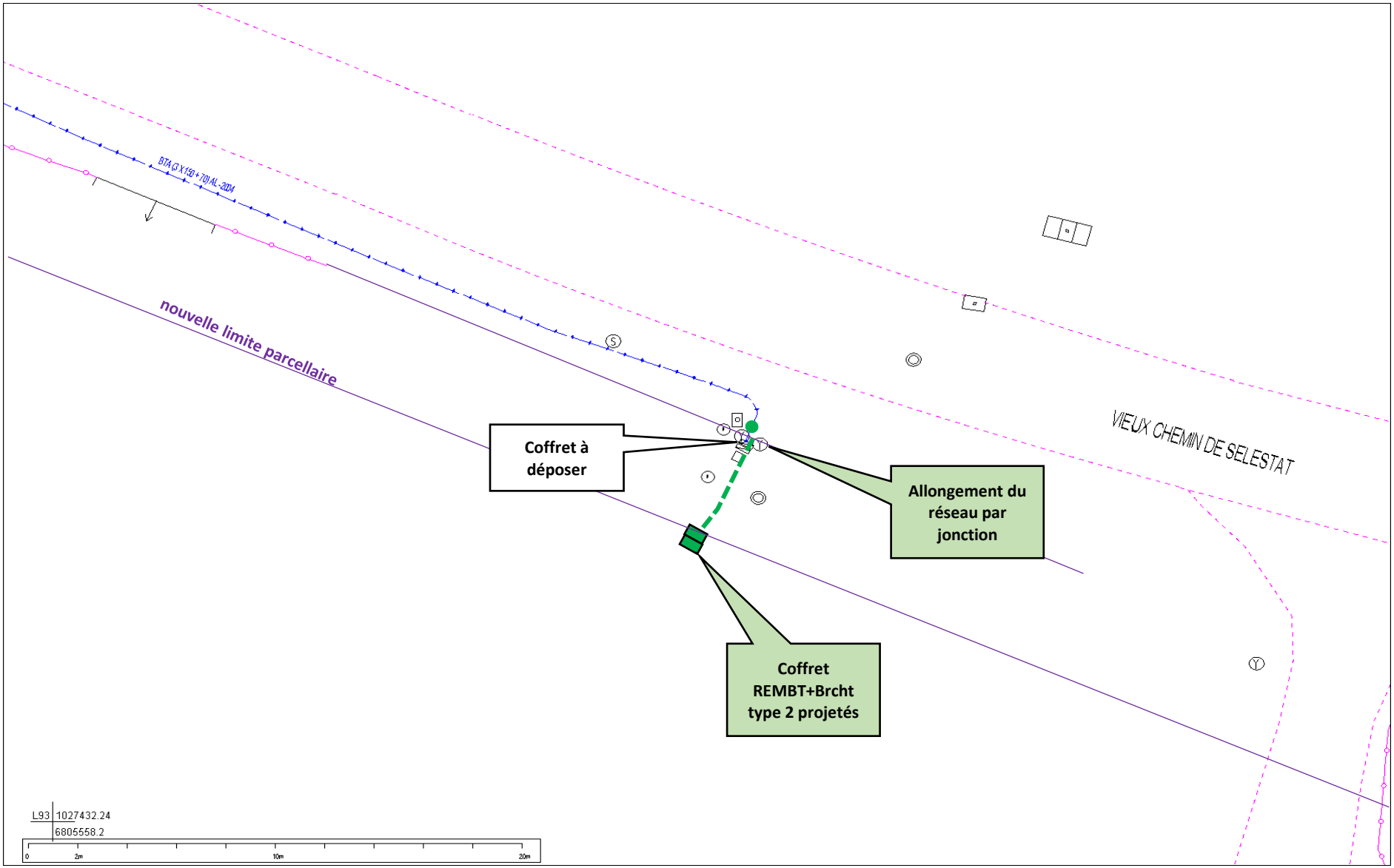
TABLEAU RECAPITULATIF DES MESURES DE COUPLAGE ENTRE LA TERRE DES MASSES ET LES TERRES DU NEUTRE

Couplage entre repères	Résistance Terre Masse **RM**	Résistance Terre Masse **RN**	Résistance entre masse et neutre **RMN**	Résistance de couplage masse neutre **RC**= (RM+RN-RMN) / 2	Coefficient de couplage masse neutre (RC / RM) < **0,15**

6-Schéma électrique BT 1/1000



CHATENOIS Déplacement du coffret BT "Schmitt" Vieux Chemin de Selestat



ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

Nos références : Devis n° DC23/029342/001001
Interlocuteur : BECK Patrick-Roger
Téléphone : 03.89.46.73.46
Mail : patrick-roger.beck@enedis.fr
Objet : Demande de travaux **DC23/029342**
RD 424
CHATENOIS

DREAL Grand Est
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex
A l'attention de Monsieur ISEL

Besançon, le 17/09/20

Madame, Monsieur,

Nous avons le plaisir de vous adresser ci-joint notre devis de travaux concernant votre projet cité en référence d'un montant de **10 861.72 euros TTC** à signer et à régler avant le **17/12/2020**.

Conditions d'acceptation du devis :

Si ce devis vous convient vous devez nous le retourner daté et signé

- Via l'envoi postal ou mail, sans modification ni réserve, adressé à :

ENEDIS - Groupe GESTION - Pôle encaissement
1 rue Jacques Foillet
BP 187
25203 MONTBELIARD
ucf-afc-groupe_recouvrement@enedis-grdf.fr

et accompagné de l'ordre de service correspondant.

Modalités de règlement :

Les paiements sont nets, sans escompte, payables toutes taxes comprises. Le régime de taxes appliqué est celui en vigueur à la date de l'appel du règlement.

En complément des modalités de paiement précisées dans le devis vous pouvez régler :

- Par chèque à l'ordre d'Enedis, à envoyer à l'adresse ci-dessus
- Par virement **(R.I.B: 20041|00001|5757533U020|10 - I.B.A.N: FR64|2004|1000|0157|5753|3U02|010 - B.I.C. PSSTFRPPPAR)** en précisant impérativement le numéro de l'affaire ***DC23/029342***, le montant total ***10 861.72 €***, le code postal ***67730.***

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur nos salutations distinguées.
Information COVID 19 :
Nous tenons/je tiens à vous préciser que seuls les urgences en matière de raccordement listées dans les services essentiels pour la Nation sont réalisées pendant la période d'état d'urgence sanitaire. Par conséquent, l'échéancier prévisionnel de réalisation des travaux reporté dans la présente offre de raccordement reste indicatif. Il sera reprécisé une fois levée la période de confinement. Je/nous vous remercie/remercions de votre compréhension quant à la situation exceptionnelle à laquelle nous devons faire face.

Votre Interlocuteur Technique

BECK Patrick-Roger

Enedis est une entreprise de service public, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité. Elle développe, exploite, modernise le réseau électrique et gère les données associées. Elle réalise les raccordements des clients, le dépannage 24h/24, le relevé des compteurs et toutes les interventions techniques. Elle est indépendante des fournisseurs d'énergie qui sont chargés de la vente et de la gestion du contrat de fourniture d'électricité.

Direction Régionale Alsace Franche-Comté
BECK Patrick-Roger
Mail : patrick-roger.beck@enedis.fr
Tél. : 03.89.46.73.46
enedis.fr

Enedis, SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex

SOMMAIRE

1. Type de travaux 1
2. Montant de votre contribution 1
3. Montant de l'acompte 1
4. Clause de révision de prix 1
5. Délai des travaux 1
6. Travaux réalisés par vos soins 1
7. Conditions d'acceptation du devis 2
8. Modalités de règlement 2
9. Accord 2

Annexe 1 - détail du devis de travaux 3

Agence Raccordement Electricité Marché d'affaires
57, rue Bersot
25000 BESANCON
Tél. : +33 (0)9 69 32 18 45
Mail : aremabt-alsacefranchecomte@enedis.fr
enedis.fr

Enedis, SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex
Enedis-FOR-RAC_20E-V3

Devis de travaux n° DC23/029342/001001
du 17/09/2020 valable jusqu'au 17/12/2020

Destinataire du devis:
DREAL Grand Est

Adresse du destinataire de la proposition
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex France

Nom du demandeur :
DREAL Grand Est

Adresse des travaux de raccordement
RD 424
67730 CHATENOIS

1. Type de travaux

Déplacement du réseau BT

2. Montant de votre contribution

Le montant de votre contribution est établi en fonction des informations que vous nous avez fournies et en fonction des travaux réalisés sous la responsabilité d'Enedis.

Le montant de votre contribution s'élève à **10 861.72 € TTC**.

Le détail de ce montant figure en annexe 1.

3. Montant de l'acompte

Sans objet.

4. Clause de révision de prix

Ce montant est établi dans le contexte réglementaire actuel et aux conditions économiques et fiscales du 17/09/2020. Il est ferme et non révisable si l'ensemble des travaux de raccordement à réaliser par le demandeur sont achevés au plus tard un an après la date d'émission de la présente proposition.

Au-delà de cette date, il sera révisé suivant l'évolution des prix du barème de raccordement.

En cas de changement de taux de TVA avant le règlement du solde, le montant TTC de la facture est susceptible d'être modifié en fonction des conditions d'application du nouveau taux.

5. Délai des travaux

Le délai prévisionnel de réalisation des travaux est de **14** semaines, à compter de la date de réception de votre accord et sous réserve de l'obtention par Enedis des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux.

Cependant des écarts ayant des conséquences en termes de délai de réalisation des Ouvrages pourront intervenir en cas d'événements indépendants de la volonté d'Enedis. Il en sera ainsi notamment en cas :

- De travaux complémentaires imposés par l'Administration ;
- De retard dans la réalisation des travaux qui vous incombent ;

6. Travaux réalisés par vos soins

- Néant

Agence Raccordement Electricité Marché d'affaires
57, rue Bersot
25000 BESANCON
Tél. : +33 (0)9 69 32 18 45
Mail : aremabt-alsacefranchecomte@enedis.fr
enedis.fr

Enedis, SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex
Enedis-FOR-RAC_20E-V3

7. Conditions d'acceptation du devis

L'accord sur le devis est matérialisé :

- Par la réception d'un exemplaire original, daté et signé, de la présente Proposition de Raccordement, sans modification ni réserve ;
- Accompagné du règlement de l'acompte demandé dont le montant figure au chapitre 3.

8. Modalités de règlement

Les paiements sont nets et sans escompte, par chèque bancaire établi à l'ordre d'Enedis et aux conditions suivantes :

- Ils sont payables taxes comprises. Le régime de taxes appliqué est celui en vigueur à la date de leur appel ou de leur facturation ;
- Le règlement de l'acompte est à envoyer à l'adresse suivante :

Par chèque à l'ordre d'Enedis, à envoyer à l'adresse ci-dessous

ENEDIS - Groupe GESTION - Pôle encaissement
1 rue Jacques Foillet
BP 187
25203 MONTBELIARD

Ou par virement **(R.I.B: 20041|00001|5757533U020|10 - I.B.A.N: FR64|2004|1000|0157|5753|3U02|010 - B.I.C. PSSTFRPPPAR)** en précisant impérativement le numéro de l'affaire ***DC23/029342***, le montant total ***10 861.72 €***, le code postal ***67730.***

- le règlement du solde, révisé s'il y a lieu selon les conditions spécifiées dans l'article 4, est exigible à l'achèvement des travaux de raccordement réalisés par Enedis et avant toute mise en exploitation du raccordement. Le paiement est effectué dans les trente jours calendaires suivant la date de la facture, à l'adresse figurant sur celle-ci.

En cas de désistement de votre part, les dépenses engagées par Enedis lui seront dues.

9. Accord

Nous vous remercions de bien vouloir nous transmettre votre accord sur ce devis de travaux, accompagné du règlement précisé à l'article 3.

Nom ou société[1] :
À : Le :
Signature ou cachet, précédé des mentions manuscrites « Proposition reçue avant réalisation des travaux » et « Bon pour accord » :

[1] Dans le cas d'une société, préciser le nom de la société, la forme de la société, le capital social, l'adresse du siège social, le n° de RCS, ainsi que le nom et la qualité d'une personne dûment habilitée.

Agence Raccordement Electricité Marché d'affaires
57, rue Bersot
25000 BESANCON
Tél. : +33 (0)9 69 32 18 45
Mail : aremabt-alsacefranchecomte@enedis.fr
enedis.fr

Enedis, SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex
Enedis-FOR-RAC_20E-V3

Annexe 1 - détail du devis de travaux

Détails des prestations	Qtés	Prix U. HT	TVA	HT
Accessoires BT toutes Zones (jonctions, dérivations ...)				
*Raccordement câble BT sur émergence existante	1	145.16 €	20%	145.16 €
Remontée aéro-souterraine BT toutes sections	1	641.07 €	20%	641.07 €
Accès Réseau				
Consignation réseau BT (ou consignation de transfo HTA/BT)	1	269.58 €	20%	269.58 €
Canalisation BT zone A				
*Fourniture et pose câble BT souterrain 95 mm² Alu	33	10.16 €	20%	335.28 €
Dépose				
Dépose support bois	4	66.53 €	20%	266.12 €
Dépose raccordement aéro-souterrain BT	2	87.58 €	20%	175.16 €
Frais Administratifs et constitution de fonds de plans				
*Etude et constitution de dossier reseau moins de 100 m	1	845.06 €	20%	845.06 €
Mises en Chantier				
*Mise en chantier réseau souterrain avec marquage piquetage	1	743.87 €	20%	743.87 €
Terrassements en zone A				
Tranchée sous chaussée urbaine légère (réfection enrobé)	17	107.44 €	20%	1 826.48 €
Tranchée sous accotement stabilisé bande de 1m	2	51.19 €	20%	102.38 €
Tranchée en terrain vierge, espace vert et accotement non stabilisé	12	46.66 €	20%	559.92 €
Travaux Aériens BT (série 5500)				
Implantation support BT d'alignement bois	3	1 002.86 €	20%	3 008.58 €
Reprise branchemt aérien isolé ou aéro-sout. lors de renforcemt de réseau	1	132.77 €	20%	132.77 €

	Prix HT	TVA	Prix TTC
Montant total facturé*	9 051.43 €	1 810.29 €	**10 861.72 €**
Montant de l'acompte à régler (0 %)			**0.00 €**

(*) Le taux de TVA est celui en vigueur à la date d'émission du devis.
En cas de modification de ce taux, le montant TTC de la facture finale est susceptible d'être modifié pour en tenir compte, selon les modalités d'application qui seraient définies.

Agence Raccordement Electricité Marché d'affaires
57, rue Bersot
25000 BESANCON
Tél. : +33 (0)9 69 32 18 45
Mail : aremabt-alsacefranchecomte@enedis.fr
enedis.fr

Enedis, SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex
Enedis-FOR-RAC_20E-V3

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

Nos références : Devis n° DC23/032581/001001
Interlocuteur : BECK Patrick-Roger
Téléphone : 06 30 96 15 42
Mail : patrick-roger.beck@enedis.fr
Objet : Demande de travaux **DC23/032581**
Vieux Chemin de Selestat
CHATENOIS

Monsieur le Directeur
Collectivité Européenne d'Alsace
Place du Quartier Blanc
Pôle Travaux Neufs Nord
67964 STRASBOURG Cedex 9

Besançon, le 02/03/21

Monsieur le Directeur,

Nous avons le plaisir de vous adresser ci-joint notre devis de travaux concernant votre projet cité en référence d'un montant de **4 252.76 euros TTC** à signer et à régler avant le **02/06/2021**.

Conditions d'acceptation du devis :

Si ce devis vous convient vous devez nous le retourner daté et signé

- Via l'envoi postal ou mail, sans modification ni réserve, adressé à :

ENEDIS - Groupe GESTION - Pôle encaissement
1 rue Jacques Foillet
BP 187
25203 MONTBELIARD
ucf-afc-groupe_recouvrement@enedis-grdf.fr

et accompagné de l'ordre de service correspondant.

Modalités de règlement :

Les paiements sont nets, sans escompte, payables toutes taxes comprises. Le régime de taxes appliqué est celui en vigueur à la date de l'appel du règlement.

En complément des modalités de paiement précisées dans le devis vous pouvez régler :

- Par chèque à l'ordre d'Enedis, à envoyer à l'adresse ci-dessus
- Par virement **(R.I.B: 20041|00001|5757533U020|10 - I.B.A.N: FR64|2004|1000|0157|5753|3U02|010 - B.I.C. PSSTFRPPPAR)** en précisant impérativement le numéro de l'affaire ***DC23/032581***, le montant total ***4 252.76 €***, le code postal ***67730.***

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur nos salutations distinguées.

Votre Interlocuteur Technique

BECK Patrick-Roger

Enedis est une entreprise de service public, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité. Elle développe, exploite, modernise le réseau électrique et gère les données associées. Elle réalise les raccordements des clients, le dépannage 24h/24, le relevé des compteurs et toutes les interventions techniques. Elle est indépendante des fournisseurs d'énergie qui sont chargés de la vente et de la gestion du contrat de fourniture d'électricité.

Direction Régionale Alsace Franche-Comté
Mail :
Tél. :
enedis.fr

Enedis, SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex

SOMMAIRE

1. Type de travaux 1
2. Montant de votre contribution 1
3. Montant de l'acompte 1
4. Clause de révision de prix 1
5. Délai des travaux 1
6. Travaux réalisés par vos soins 1
7. Conditions d'acceptation du devis 2
8. Modalités de règlement 2
9. Accord 2

Annexe 1 - détail du devis de travaux 3

Agence Raccordement Electricité Marché d'affaires
57, rue Bersot
25000 BESANCON
Tél. : +33 (0)9 69 32 18 45
Mail : aremabt-alsacefranchecomte@enedis.fr
enedis.fr

Enedis, SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex
Enedis-FOR-RAC_20E-V3

ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

Devis de travaux n° DC23/032581/001001 du 02/03/2021 valable jusqu'au 02/06/2021

Destinataire du devis:
Alain Houssemenne
Collectivité Européenne d'Alsace

Nom du demandeur :
Alain Houssemenne
Collectivité Européenne d'Alsace

Adresse du destinataire de la proposition
Place du Quartier Blanc
Pôle Travaux Neufs Nord
67964 STRASBOURG Cedex 9 France

Adresse des travaux de raccordement
Vieux Chemin de Selestat
67730 CHATENOIS

1. Type de travaux

Déplacement du coffret BT

2. Montant de votre contribution

Le montant de votre contribution est établi en fonction des informations que vous nous avez fournies et en fonction des travaux réalisés sous la responsabilité d'Enedis.

Le montant de votre contribution s'élève à **4 252.76 € TTC**.

Le détail de ce montant figure en annexe 1.

3. Montant de l'acompte

Sans objet.

4. Clause de révision de prix

Ce montant est établi dans le contexte réglementaire actuel et aux conditions économiques et fiscales du 02/03/2021. Il est ferme et non révisable si l'ensemble des travaux de raccordement à réaliser par le demandeur sont achevés au plus tard un an après la date d'émission de la présente proposition.

Au-delà de cette date, il sera révisé suivant l'évolution des prix du barème de raccordement.

En cas de changement de taux de TVA avant le règlement du solde, le montant TTC de la facture est susceptible d'être modifié en fonction des conditions d'application du nouveau taux.

5. Délai des travaux

Le délai prévisionnel de réalisation des travaux est de **14** semaines, à compter de la date de réception de votre accord et sous réserve de l'obtention par Enedis des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux.

Cependant des écarts ayant des conséquences en termes de délai de réalisation des Ouvrages pourront intervenir en cas d'événements indépendants de la volonté d'Enedis. Il en sera ainsi notamment en cas :

- De travaux complémentaires imposés par l'Administration ;
- De retard dans la réalisation des travaux qui vous incombent ;

6. Travaux réalisés par vos soins

- Reprise de l'installation

Agence Raccordement Electricité Marché d'affaires
57, rue Bersot
25000 BESANCON
Tél. : +33 (0)9 69 32 18 45
Mail : aremabt-alsacefranchecomte@enedis.fr
enedis.fr

Enedis, SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex
Enedis-FOR-RAC_20E-V3

7. Conditions d'acceptation du devis

L'accord sur le devis est matérialisé :

- Par la réception d'un exemplaire original, daté et signé, de la présente Proposition de Raccordement, sans modification ni réserve ;
- Accompagné du règlement de l'acompte demandé dont le montant figure au chapitre 3.

8. Modalités de règlement

Les paiements sont nets et sans escompte, par chèque bancaire établi à l'ordre d'Enedis et aux conditions suivantes :

- Ils sont payables taxes comprises. Le régime de taxes appliqué est celui en vigueur à la date de leur appel ou de leur facturation ;
- Le règlement de l'acompte est à envoyer à l'adresse suivante :

Par chèque à l'ordre d'Enedis, à envoyer à l'adresse ci-dessous

ENEDIS - Groupe GESTION - Pôle encaissement
1 rue Jacques Foillet
BP 187
25203 MONTBELIARD

Ou par virement **(R.I.B: 20041|00001|5757533U020|10 - I.B.A.N: FR64|2004|1000|0157|5753|3U02|010 - B.I.C. PSSTFRPPPAR)** en précisant impérativement le numéro de l'affaire ***DC23/032581***, le montant total ***4 252.76 €***, le code postal ***67730.***

- le règlement du solde, révisé s'il y a lieu selon les conditions spécifiées dans l'article 4, est exigible à l'achèvement des travaux de raccordement réalisés par Enedis et avant toute mise en exploitation du raccordement. Le paiement est effectué dans les trente jours calendaires suivant la date de la facture, à l'adresse figurant sur celle-ci.

En cas de désistement de votre part, les dépenses engagées par Enedis lui seront dues.

9. Accord

Nous vous remercions de bien vouloir nous transmettre votre accord sur ce devis de travaux, accompagné du règlement précisé à l'article 3.

Nom ou société[1] :
À : Le :
Signature ou cachet, précédé des mentions manuscrites « Proposition reçue avant réalisation des travaux » et « Bon pour accord » :

[1] Dans le cas d'une société, préciser le nom de la société, la forme de la société, le capital social, l'adresse du siège social, le n° de RCS, ainsi que le nom et la qualité d'une personne dûment habilitée.

Agence Raccordement Electricité Marché d'affaires
57, rue Bersot
25000 BESANCON
Tél. : +33 (0)9 69 32 18 45
Mail : aremabt-alsacefranchecomte@enedis.fr
enedis.fr

Enedis, SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex
Enedis-FOR-RAC_20E-V3

Annexe 1 - détail du devis de travaux

Détails des prestations	Qtés	Prix U. HT	TVA	HT
Accessoires BT toutes Zones (jonctions, dérivations ...)				
Réalisation d une jonction souterraine réseaux BT sans terrassement	1	405.45 €	20%	405.45 €
*Fourniture et raccordement d une borne CIBE étoilement réseau BT 150 mm² sans terrassement	1	321.64 €	20%	321.64 €
Accès Réseau				
Consignation réseau BT (ou consignation de transfo HTA/BT)	1	269.97 €	20%	269.97 €
Branchement Sout. Aero-Sout., coté client				
Branchement souterrain monophasé 12 kVA (type 2), coté client	1	498.21 €	20%	498.21 €
Canalisation BT zone A				
*Fourniture et pose câble BT souterrain 150 mm² Alu	5	12.54 €	20%	62.70 €
Dépose				
Dépose de coffret	1	101.78 €	20%	101.78 €
Frais Administratifs et constitution de fonds de plans				
*Etude et constitution de dossier reseau moins de 100 m	1	657.43 €	20%	657.43 €
Mises en Chantier				
*Mise en chantier réseau souterrain avec marquage piquetage	1	750.46 €	20%	750.46 €
Terrassements en zone A inf à 3km				
Tranchée en terrain vierge, espace vert et accotement non stabilisé	5	47.02 €	20%	235.10 €
Fouille confection accessoire BT terrain vierge, espace vert et accotement non stabilisé	1	241.23 €	20%	241.23 €

	Prix HT	TVA	Prix TTC
Montant total facturé*	3 543.97 €	708.79 €	**4 252.76 €**
Montant de l'acompte à régler (0 %)			**0.00 €**

(*) Le taux de TVA est celui en vigueur à la date d'émission du devis.
En cas de modification de ce taux, le montant TTC de la facture finale est susceptible d'être modifié pour en tenir compte, selon les modalités d'application qui seraient définies.

Agence Raccordement Electricité Marché d'affaires
57, rue Bersot
25000 BESANCON
Tél. : +33 (0)9 69 32 18 45
Mail : aremabt-alsacefranchecomte@enedis.fr
enedis.fr

Enedis, SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex
Enedis-FOR-RAC_20E-V3

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001556-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-3-4
Séance du lundi 10 mai 2021

PROPOSITIONS DE PARTENARIATS AVEC LES STRUCTURES NATURALISTES POUR L'ANNÉE 2021

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, BURGER Etienne, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
HOLDERITH Nadine donne procuration à BURGER Etienne
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

Vu les articles L 113-8 et suivants du Code de l'urbanisme relatifs aux Espaces Naturels Sensibles,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-04 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU la délibération n° CD-2021-3-3-1 du 15 février 2021 relative à la Politique de l'Environnement et de la Transition écologique,

VU l'avis de la Commission de l'attractivité économique et de la transition énergétique et écologique du 19 avril 2021,

VU le rapport du Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

- Attribue les subventions un montant total de 176 570 € ; dont 18 850 € en investissement, et 157 720 € en fonctionnement ; aux bénéficiaires figurant dans les tableaux annexés à la présente délibération conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

- Approuve la répartition des crédits et les montants des subventions et d'autoriser leur versement en 2021 aux structures et associations concernées conformément à l'annexe budgétaire jointe à la présente délibération,

- Approuve les conventions financières 2021 et les avenants aux conventions 2021 à conclure entre la Collectivité européenne d'Alsace et la Ligue de Protection des Oiseaux, les Piverts, BUFO, ODONAT, la Petite Camargue Alsacienne, tels que présentés en annexes à la présente délibération,

- Autorise le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à les signer,

- Approuve le versement des subventions à l'association Sauvegarde Faune Sauvage, aux Piverts, à Mulhouse Alsace Agglomération (Parc Zoologique de Mulhouse), à l'ONF selon les modalités suivantes : acompte de 50% à la notification et solde sur présentation du bilan d'activité.

- Approuve le versement des subventions d'investissements au Conservatoire Botanique d'Alsace et à l'association Petite Camargue Alsacienne sous forme de versement unique, après réception d'un décompte des dépenses réalisées

M. Michel HABIG, M. Marcel BAUER, Mme Emilie HELDERLE et Mme Nathalie MARAJO-GUTHMULLER, en leur qualité de membres du CA du GIP Conservatoire Botanique d'Alsace, ne participent ni au débat ni au vote.

Mme Catherine RAPP, en sa qualité de membre du CA au titre de la ville de Mulhouse au sein du GIP Conservatoire Botanique d'Alsace, ne participe ni au débat ni au vote.

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001556-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

M. Max DELMOND, en sa qualité de membre du CA de la Petite camargue alsacienne, ne participe ni au débat ni au vote.

Le Président



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001556-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

Convention de partenariat
entre
la Collectivité européenne d'Alsace
et
L'association BUFO

portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement
au titre de son activité générale pour l'année 2021.

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°…. du 10 mai 2021

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

Et

L'association BUFO, représentée par par Monsieur Jacques THIRIET, son président, habilité par décision du conseil d'administration,

Ci-après dénommée « le bénéficiaire » ou « BUFO ».

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application,

Vu les articles L. 113-8 et suivants du Code de l'urbanisme relatifs aux Espaces Naturels Sensibles,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace, en vigueur à la date de la délibération portant attribution de la subvention, et notamment sa partie relative à la gestion des subventions,

Vu la demande de subvention du 16 mars 2021,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Depuis la loi du 18 juillet 1985, la collectivité est compétente pour élaborer et mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles (ENS).
Cette politique doit avoir pour objectif principal de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs naturels d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels selon les principes posés par le Code de l'urbanisme.

Les études et inventaires du patrimoine naturel nécessaires à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique de protection et de gestion des ENS destinés à être ouverts au public sont éligibles au titre du Code de l'urbanisme en cohérence avec la politique de la CeA de protection des ENS.

Conformément à son objet statutaire, BUFO poursuit une activité générale visant à l'étude et la protection des amphibiens et des reptiles d'Alsace.

Les objectifs généraux de la politique de la CeA en faveur des Espaces Naturels est déclinée à travers différentes politiques : Schéma Départemental des Espaces Naturels, ENS, GERPLAN, soutien au brigades vertes...

L'activité générale poursuivie par BUFO s'inscrit dans ces différents objectifs.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de financement par la CeA, sous forme de subvention(s), de l'activité générale portée par le bénéficiaire ci-dessous définie :
- le suivi des populations et la protection du crapaud vert (en particulier s'agissant du suivi de l'efficacité des mesures compensatoires) et du pélobate brun (espèce rare présente sur certains sites ENS)
- la mesure de la tendance évolutive des populations d'amphibiens en lien avec les sites ENS de la CeA,
- la réalisation de suivis écologiques de zones humides restaurées via les GERPLAN,
- l'expertise - conseil (appui aux projets d'aménagements des collectivités locales et à la CeA).

La poursuite de cette activité présente un intérêt général et est en adéquation avec les orientations de la politique de la CeA mentionnées ci-avant.

C'est pourquoi, par la présente convention, eu égard à la nature des activités de BUFO et l'intérêt général qui s'y rattache, la CeA s'engage à apporter une aide financière pour une subvention de fonctionnement au soutien de l'activité générale de BUFO pour l'année 2021, qu'elle s'engage à mettre en œuvre, à son initiative et sous sa responsabilité, dans les conditions prévues par la présente convention, ses annexes et ses éventuels avenants.

La subvention de la CeA devra uniquement être employée au titre de l'activité générale définie ci-dessus.

La CeA n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Détermination du montant de la subvention

La CeA contribue financièrement pour un montant maximal de 24 000 €.

Le montant notifié de la subvention constitue un plafond non susceptible de révision, sauf accord convenu entre les parties dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

Pour mémoire, une aide complémentaire de 3608 € a été attribuée au bénéficiaire dans le cadre de la politique GERPLAN.

Article 3 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide de la CeA

3.1. Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des parties et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

3.2. Durée de validité de la subvention

La subvention attribuée doit être affectée aux dépenses de fonctionnement de BUFO au titre de l'exercice budgétaire 2021 déterminé à l'article 1er.

Le solde de la subvention ne pourra être versé que jusqu'au 31 décembre de l'année suivant l'exercice budgétaire déterminé à l'article 1er, soit le 31 décembre 2022. Après cette date, la subvention sera frappée de caducité et son solde ne pourra pas être versé.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée en une seule fois dès production du budget prévisionnel certifié par le représentant légal de l'association

BUFO s'engage à transmettre ses bilans, comptes de résultat ou comptes administratifs de l'année de la subvention à la CeA au plus tard le 30 juin de l'année N+1.
En cas de constat d'un trop-perçu par BUFO, un titre de recettes sera émis par la CeA en année N+1.

Les versements seront effectués par prélèvement sur l'opération P225O007 T07, (2534) 65-65748 - 76 du budget de la CeA.
Le comptable assignataire est le Payeur Départemental de la CeA. (sauf l'aide de 3608€ imputées sur P226O002T05-3028-204-20421-54)

Article 5 : Autres justificatifs

BUFO s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice budgétaire 2021 les documents ci-après :

- un compte rendu financier, certifié exact, qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ; ces documents étant signés par le président ou toute personne habilitée, tel que prévu par les dispositions de l'alinéa 6 de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;
- le bilan et le compte de résultat de l'année N-1 certifié par toute personne habilitée, ou pour les associations percevant plus de 153 000 euros de subventions publiques par an, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus, conformément aux articles L 612-4 et D 612-5 du code du commerce ou, à défaut, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- le rapport d'activité.

Article 6 : Obligations à la charge du bénéficiaire de la subvention

BUFO s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1er ;
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique ;
- à faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services de la CeA de la réalisation de l'objet défini à l'article 1er, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autres documents ;

- si l'ensemble des aides publiques perçues par le bénéficiaire excède 153 000 euros, à nommer un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code du commerce) ;
- à tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- à communiquer à la CeA les modifications déclarées au tribunal d'instance et fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire ;
- à informer sans délai le service de la CeA gestionnaire de l'attribution de la subvention, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- à informer la CeA de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire la concernant ;
- à informer la CeA de toute cession de créance concernant la subvention objet de la présente convention de sorte à permettre à la CeA de vérifier si toutes les conditions pour le maintien de la(des) subvention(s annuelles) et les conditions pour son(leur) versement sont remplies, et à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution de la subvention, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, notamment ses articles 8 et 9.

Article 7 : Information et communication

Sous peine d'interruption et/ou de reversement de tout ou partie de l'aide de la CeA, BUFO doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier de la CeA selon les moyens de communication dont elle dispose.

Cette information se matérialise par la présence du logotype de la CeA sur les documents édités par BUFO et par tout autre moyen de communication (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, ...). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la CeA, BUFO pourra prendre contact auprès de la Direction de la communication de la CeA.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, inauguration, visite de chantier, première pierre…), BUFO devra systématiquement, d'une part, faire apparaître le concours de la CeA sur tous les supports de communication utilisés (courriers, cartons d'invitation ...) et d'autre part, adresser une invitation à la CeA pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu.
Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie de l'aide allouée.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement (acompte/solde) et/ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures…).

Article 8 : Interruption et reversement de tout ou partie de la subvention

Après examen des justificatifs présentés par BUFO, le non-respect total ou partiel des clauses stipulées de la présente convention par BUFO pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets :

- l'interruption du versement de l'aide financière de la CeA,
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants déjà versés.

La CeA en informe BUFO par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Résiliation

9.1. La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

9.2. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

9.3. En cas de motif d'intérêt général, la CeA peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

9.4. En cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire de BUFO, la CeA se réserve le droit de résilier la présente convention au motif de l'impossibilité pour BUFO et/ou son repreneur de poursuivre le projet. En outre, la CeA se réserve le droit d'inscrire son éventuelle créance, née du versement indu de tout ou partie de sa subvention, au passif BUFO, dans le cadre de la procédure de déclaration de créance adressée au mandataire judiciaire.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation de BUFO en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la CeA pourra procéder au paiement prorata temporis de la subvention, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie de la subvention déjà versée, selon les modalités précisées à l'article 8.

Article 10 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la CeA et BUFO Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 11 : Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier de la CeA dans sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant la subvention, objet de la présente convention, dont la communication à l'organisme peut être demandée à la CeA à tout moment.
Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

Article 12 : Annexes

Les annexes référencées dans la présente convention font parties intégrantes de celle-ci et ont valeur contractuelle.

Article 13 : Règlement des litiges

13.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

13.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 13.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à ……
le ……

Pour la CeA,
Le Président de la
Collectivité européenne d'Alsace

Pour *BUFO*
Le Président ,

Convention de partenariat
entre
la Collectivité européenne d'Alsace
et
l'association ODONAT
portant sur l'attribution d'une subvention

Portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement
au titre de son activité générale pour l'année 2021.

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°…. du 10 mai 2021Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

Et

L'association ODONAT, représentée par Monsieur Yves MULLER, son Président, ci-après dénommée « le bénéficiaire » ou « *ODONAT* »,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application,

Vu les articles L. 113-8 du Code de l'urbanisme relatifs aux Espaces Naturels Sensibles,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace, en vigueur à la date de la délibération portant attribution de la subvention, et notamment sa partie relative à la gestion des subventions,

Vu la demande de subvention du 18 février 2021,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Depuis la loi du 18 juillet 1985, la collectivité est compétente pour élaborer et mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles (ENS).
Cette politique doit avoir pour objectif principal de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs naturels d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels selon les principes posés par le Code de l'urbanisme.
Les études et inventaires du patrimoine naturel nécessaires à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique de protection et de gestion des ENS destinés à être ouverts au public sont éligibles au titre du Code de l'urbanisme en cohérence avec la politique de la CeA de protection des ENS.

Conformément à son objet statutaire, ODONAT poursuit une activité générale visant à l'étude et la connaissance de la faune alsacienne.

Les objectifs généraux de la politique de la CeA en faveur des Espaces Naturels est déclinée à travers différentes politiques : Schéma Départemental des Espaces Naturels, ENS, GERPLAN, soutien au brigades vertes...

L'activité générale poursuivie par ODONAT s'inscrit dans ces différents objectifs.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de financement par la CeA, sous forme de subvention(s), de l'activité générale portée par le bénéficiaire ci-dessous définie :

Projet global « Biodiv Alsace » :

- Renforcer les possibilités d'accès à ces informations de bases ou synthétiques pour le grand public, les collectivités,
- Développer l'approche « territoire » et cartographique avec la possibilité d'avoir un accès rapide et ergonomique aux données concernant un territoire (à l'échelle minimale de la commune).

Dans le cadre de l'Atlas permanent, ODONAT réalisera les opérations de coordination et de suivi de la plate-forme intitulée VisioNature.

Un bilan annuel sera adressé à la CeA avec en particulier un rapport de synthèse des observations réalisées, par zones géographiques, par taxons,… (Papier et PDF) de l'année écoulée ainsi que les données exhaustives par commune sous forme alpha numériques. La CeA s'engage à conserver les données brutes reçues pour un usage limité à ses projets.

La poursuite de ce projet présente un intérêt général et est en adéquation avec les orientations de la politique de la CeA mentionnées ci-avant.

C'est pourquoi, par la présente convention, eu égard à la nature des activités d'ODONAT et l'intérêt général qui s'y rattache, la CeA s'engage à apporter une aide financière pour une subvention de fonctionnement au soutien de l'activité générale d'ODONAT pour l'année 2021, qu'elle s'engage à mettre en œuvre, à son initiative et sous sa responsabilité, dans les conditions prévues par la présente convention, ses annexes et ses éventuels avenants.

La subvention de la CeA devra uniquement être employée au titre de l'activité générale définie ci-dessus.

La CeA n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Détermination du montant de la subvention

La CeA contribue financièrement pour un montant maximal de 29 000 €.

Le montant notifié de la subvention constitue un plafond non susceptible de révision, sauf accord convenu entre les parties dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

Article 3 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide de la CeA

3.1. Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des parties et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

3.2. Durée de validité de la subvention

La subvention attribuée doit être affectée aux dépenses de fonctionnement d'ODONAT au titre de l'exercice budgétaire 2021 déterminé à l'article 1er.

Le solde de la subvention ne pourra être versé que jusqu'au 31 décembre de l'année suivant l'exercice budgétaire déterminé à l'article 1er, soit le 31 décembre 2022. Après cette date, la subvention sera frappée de caducité et son solde ne pourra pas être versé.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée en une seule fois dès production du budget prévisionnel certifié par le représentant légal de l'association

ODONAT s'engage à transmettre ses bilans, comptes de résultat ou comptes administratifs de l'année de la subvention à la CeA au plus tard le 30 juin de l'année N+1.
En cas de constat d'un trop-perçu par *ODONAT*, un titre de recettes sera émis par la CeA en année N+1.

Les versements seront effectués par prélèvement sur l'opération P225O007 T07, (2534) 65-65748 - 76 du budget de la CeA.

Le comptable assignataire est le Payeur Départemental de la CeA.

Article 5 : Autres justificatifs

ODONAT s'engage par ailleurs à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice budgétaire 2021 les documents ci-après :

- un compte rendu financier, certifié exact, qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ; ces documents étant signés par le président ou toute personne habilitée, tel que prévu par les dispositions de l'alinéa 6 de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;
- le bilan et le compte de résultat de l'année N-1 certifié par toute personne habilitée, ou pour les associations percevant plus de 153 000 euros de subventions publiques par an, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus, conformément aux articles L 612-4 et D 612-5 du code du commerce ou, à défaut, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- le rapport d'activité.

Article 6 : Obligations à la charge du bénéficiaire de la subvention

ODONAT s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1er ;
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique ;
- à faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services de la CeA de la réalisation de l'objet défini à l'article 1er, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autres documents ;
- si l'ensemble des aides publiques perçues par le bénéficiaire excède 153 000 euros, à nommer un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code du commerce) ;

- à tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- à communiquer à la CeA les modifications déclarées au tribunal d'instance et fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire ;
- à informer sans délai le service de la CeA gestionnaire de l'attribution de la subvention, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- à informer la CeA de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire la concernant ;
- à informer la CeA de toute cession de créance concernant la subvention objet de la présente convention de sorte à permettre à la CeA de vérifier si toutes les conditions pour le maintien de la(des) subvention(s annuelles) et les conditions pour son(leur) versement sont remplies, et à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution de la subvention, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, notamment ses articles 8 et 9.

Article 7 : Information et communication

Sous peine d'interruption et/ou de reversement de tout ou partie de l'aide de la CeA, ODONAT doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier de la CeA selon les moyens de communication dont elle dispose.

Cette information se matérialise par la présence du logotype de la CeA sur les documents édités par ODONAT et par tout autre moyen de communication (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, ...). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la CeA, ODONAT pourra prendre contact auprès de la Direction de la communication de la CeA.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, inauguration, visite de chantier, première pierre…), ODONAT devra systématiquement, d'une part, faire apparaître le concours de la CeA sur tous les supports de communication utilisés (courriers, cartons d'invitation ...) et d'autre part, adresser une invitation à la CeA pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu.
Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie de l'aide allouée.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement (acompte/solde) et/ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures…).

Article 8 : Interruption et reversement de tout ou partie de la subvention

Après examen des justificatifs présentés par ODONAT, le non-respect total ou partiel des clauses stipulées de la présente convention par ODONAT pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets :

- l'interruption du versement de l'aide financière de la CeA,
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants déjà versés.

La CeA en informe ODONAT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Résiliation

9.1. La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

9.2. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un

délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

9.3. En cas de motif d'intérêt général, la CeA peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

9.4. En cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire de ODONAT, la CeA se réserve le droit de résilier la présente convention au motif de l'impossibilité pour ODONAT et/ou son repreneur de poursuivre le projet. En outre, la CeA se réserve le droit d'inscrire son éventuelle créance, née du versement indu de tout ou partie de sa subvention, au passif ODONAT, dans le cadre de la procédure de déclaration de créance adressée au mandataire judiciaire.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation de ODONAT en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la CeA pourra procéder au paiement prorata temporis de la subvention, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie de la subvention déjà versée, selon les modalités précisées à l'article 8.

Article 10 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la CeA et ODONAT. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 11 : Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier de la CeA dans sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant la subvention, objet de la présente convention, dont la communication à ODONAT peut être demandée à la CeA à tout moment.

Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

Article 12 : Annexes

Les annexes référencées dans la présente convention font parties intégrantes de celle-ci et ont valeur contractuelle.

Article 13 : Règlement des litiges

13.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

13.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 13.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à ……

le ……

Pour la CeA,
Le Président de la
Collectivité européenne d'Alsace

Pour ODONAT,
Le Président ,

Avenant à la CONVENTION DE PARTENARIAT 2021
POUR LA CAMPAGNE DE SAUVEGARDE DES AMPHIBIENS

Entre :

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par son Président, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération de la Commission permanente du 10 mai 2021,

ci-après dénommée « la Collectivité Européenne d'Alsace »,

Et

La Ligue pour la Protection des Oiseaux Alsace, association à but non lucratif, reconnue d'utilité publique, sise à Rosenwiller, 1 rue du Wisch, représentée par son Président Monsieur Yves MULLER,

ci-après dénommée « l'association ».

Vu la délibération de la Commission permanente n° CP-2021-1-3-2 du 25 janvier 2021 relative au versement anticipée des subventions de fonctionnement « opération batraciens 2021 » et la convention de partenariat 2021 afférente entre la Collectivité européenne d'Alsace et la Ligue de Protection des Oiseaux Alsace,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

EXPOSE

Le partenariat avec la LPO existe plus de 20 ans, avec pour objectif de réaliser, dans le cadre de conventions annuelles, des actions récurrentes ou plus ponctuelles liées à la connaissance de l'avifaune. Ces suivis mobilisent les salariés de cette association, mais permettent d'aller bien au-delà grâce à la mobilisation d'un réseau de bénévoles naturalistes.

Article 1 – Objet de l'avenant

Le présent avenant modifie les articles 1, 2 et 3 de la convention initiale susmentionnée comme suit :

Les dispositions de l'article 1 « Objet de la convention » sont remplacées par les suivantes :

« La présente convention a pour objet de préciser :

- la participation financière et matérielle de la Collectivité européenne d'Alsace pour la sauvegarde des amphibiens en 2021 ainsi que pour les actions d'intérêt général mises en place par l'association en adéquation avec les orientations de la politique environnementale de la Collectivité européenne d'Alsace,

- les conditions et les modalités d'intervention de l'association dans le cadre de la campagne de sauvegarde des amphibiens en 2021,

- les modalités de l'accompagnement de ces interventions bénévoles par la Collectivité européenne d'Alsace ».

L'article 2 est complété par le paragraphe suivant :

« 2.4. La Collectivité européenne d'Alsace soutient également les actions d'intérêt général suivantes menées par l'association :

- mise en place d'actions de conservation : actions d'études et d'inventaire en convergence avec les actions portées par la CeA et en particulier le suivi de l'avifaune préservée dans le cadre des ENS, des GERPLAN ou des Programmes Agro-Environnementaux ;
- missions d'expertises ponctuelles techniques : mobilisations ponctuelles de salariés et de bénévoles sur des opérations en lien avec d'autres politiques de la CeA (gestion des routes départementales, Espaces Sites et Itinéraires, accompagnement des Veilleurs de Chateaux …).

L'article 3 « La participation financière : montant de l'aide et modalités de versement » est modifié par :

« Suite à l'attribution d'une aide d'un montant de 40% des aides attribuées en 2020 à l'association, approuvée par la Commission permanente du 25 janvier 2021 afin de permettre l'organisation de l'opération de sauvegarde des amphibiens en début d'année 2021, une subvention complémentaire pour l'ensemble des actions mentionnées à l'article 2, d'un montant de 42 000 € est attribuée à l'association.

Pour mémoire, l'association a aussi perçu une aide de 6650€ au titre du programme d'éducation à l'environnement ».

Article 2 – Dispositions diverses

Les autres dispositions de la convention initiale susmentionnée sont sans changement et demeurent applicables.

Fait sur 2 pages, en 2 exemplaires, à Strasbourg, le ……..

Pour la Collectivité Européenne d'Alsace,	Pour l'association,
Le Président du Conseil de la Collectivité Européenne d'Alsace,	Le Président de la Ligue pour la Protection des Oiseaux Alsace,
Frédéric BIERRY	Yves MULLER

Avenant à la CONVENTION DE PARTENARIAT 2021

POUR LA CAMPAGNE DE SAUVEGARDE DES AMPHIBIENS

Entre :

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par son Président, dûment autorisé à signer le présent avenant par délibération de la Commission permanente du 10 mai 2021,

ci-après dénommée « la Collectivité Européenne d'Alsace »,

Et

Le bénéficiaire : L'association « Les Piverts » - association à but non lucratif, sise à LOHR, 9 rue de Petersbach, inscrite au Tribunal d'instance de Saverne – Registre des associations sous le n°1215 – volume XXXJ, représentée par sa Présidente, Madame Nicole Perrin

ci-après dénommée « l'association ».

Vu la délibération de la Commission permanente n° CP-2021-1-3-2 du 25 janvier 2021 relative au versement anticipée des subventions de fonctionnement « opération batraciens 2021 » et la convention de partenariat 2021 afférente entre la Collectivité européenne d'Alsace et l'association « Les Piverts »,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

EXPOSE

Article 1 – Objet de l'avenant

Le présent avenant complète l'article 3 de la convention initiale susmentionnée comme suit :

« Suite à l'attribution d'une aide d'un montant de 40% des aides attribuées en 2020 à l'association, approuvée par la Commission permanente du 25 janvier 2021 afin de permettre l'organisation de cette opération en début d'année 2021, une subvention complémentaire pour l'ensemble des actions mentionnées à l'article 2, d'un montant de 3 300 € est attribuée à l'association.

Pour mémoire, l'association a aussi perçu une aide de 10 000 € au titre du programme d'éducation à l'environnement »

Article 2 – Dispositions diverses

Les autres dispositions de la convention initiale susmentionné**e** sont sans changement et demeurent applicables.

Fait sur 2 pages, en 2 exemplaires, à Strasbourg, le ……..

Pour la Collectivité Européenne d'Alsace,	Pour l'association,
Le Président du Conseil de la Collectivité Européenne d'Alsace,	Le Président de la Ligue pour la Protection des Oiseaux Alsace,
Frédéric BIERRY	Yves MULLER

Avenant à la convention annuelle 2021
relative au soutien de la Collectivité européenne d'Alsace apporté à l'association
PETITE CAMARGUE ALSACIENNE

Vu les articles L 1111-2 et L 1111-4 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux compétences de tous les niveaux de collectivités territoriales en matière de protection de l'environnement et d'éducation populaire,

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

Vu la demande de subvention présentée par l'association « Petite Camargue Alsacienne » au titre de l'exercice 2021,

Vu la délibération de la Commission Permanente du Département du Haut-Rhin du 11 décembre 2020,

Vu la convention relative à l'éducation à l'environnement en date du 20 février 2021,

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président de la Collectivité européenne d'Alsace dûment habilité à cet effet,

ci-après dénommée « la Collectivité »,

d'une part,

Et

L'association Petite Camargue Alsacienne, représentée par M. Jean-Paul MEYER, Président statutairement habilité, sise à SAINT-LOUIS, Route de Bâle,

ci-après désignée sous le terme « PCA »,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Depuis 2005, l'association de la Petite Camargue Alsacienne est un partenaire actif de la Collectivité pour le projet de réintroduction de la cistude d'Europe (*Emys orbicularis*).
Cet engagement se traduit par la mise en place et le suivi d'une filière d'élevage permettant à terme de produire les individus qui seront relâchés sur l'Espace Naturel Sensible du Woerr à Lauterbourg (67).

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de l'avenant

Le présent avenant modifie les articles 1 et 2 de la convention initiale susmentionnée comme suit :

L'article 1er « Objet de la convention » est amendé par :

« La PCA œuvre pour le projet de réintroduction de la cistude d'Europe (*Emys orbicularis*) porté par la Collectivité depuis 2005. La présente convention a pour but de définir, dans le cadre du partenariat, les actions menées par la PCA pour ce projet de réintroduction sur le site du Woerr à Lauterbourg (67). Ce projet a été validé par le Conseil National de Protection de la Nature le 30 septembre 2004 et va faire l'objet d'une demande de renouvellement d'autorisation en 2022. Il figure au Plan National d'Actions cistude d'Europe 2020-2029 porté par le Ministère de la Transition Ecologique. »

Par ailleurs, la Collectivité soutient la PCA au titre du soutien à la vie associative et au programme jachères ainsi que pour son programme de travaux pour le patrimoine bâti et les espaces naturels ».

L'article 2 « Subventions de la Collectivité » est modifié par :

« Pour l'année 2021, la Collectivité alloue une subvention de fonctionnement à la PCA pour les différentes actions visées à l'article 1er, s'élevant à 101 620 (78 200 € pour l'éducation a l'environnement, 13420 au titre du soutien associatif et 10000 € au titre du programme cistude). »

La collectivité apporte par ailleurs son soutien à hauteur de 10 000 au titre des travaux pour le patrimoine bâti et les espaces naturels ».

Article 2 : Dispositions diverses

Les autres dispositions de la convention initiale susmentionnée sont sans changement et demeurent applicables.

Fait sur 2 pages, en 2 exemplaires, à Strasbourg, le ……..

Pour la Collectivité
européenne d'Alsace
Le Président

Frédéric BIERRY

Le Président

Jean-Paul MEYER

SUBVENTION FONCT SOUTIEN VIE A (P225O007T07)

NON AFFECTE SUR UN TERRITOIRE

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003785	ASSOCIATION BUFO MUSEE D HIS TOIRE NATURELLE ET ETHNOGRAPHIE	Partenariat 2021 Association BUFO				24 000,00 €
00003796	ODONAT OFFICE DES DONNEES NATURA NATURALISTES D ALSACE	Partenariat 2021 Association ODONAT				29 000,00 €
00003799	LIGUE PROTECTION DES OISEAUX ALSACE	Partenariat 2021 LPO				30 000,00 €
00003819	ASSOCIATION DE LA PETITE CAMARGUE ALSACIENNE	Subvention de fonctionnement globale				13 420,00 €
00003827	SAUVEGARDE FAUNE SAUVAGE	Partenariat 2021 Association Sauvegarde Faune Sauvage				6 000,00 €
TRANCHE:P225O007T07 - NATURE:(2534) 65-65748-76 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux aut				**Total Imputation**		**102 420,00 €**
				Total territoire		**102 420,00 €**

TOTAL : SUBVENTION FONCT SOUTIEN VIE A (P225O007T07)	**102 420,00 €**

128

SOUTIEN A LA VIE ASSOCIATIVE I (P225O007T09)

NON AFFECTE SUR UN TERRITOIRE

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003822	ASSOCIATION DE LA PETITE CAMARGUE ALSACIENNE	travaux pour le patrimoine bâti et les espaces naturels				10 000,00 €
00003873	CONSERVATOIRE BOTANIQUE D'ALSACE	programme d'investissement annuel				8 850,00 €
TRANCHE:P225O007T09 - NATURE:(2525) 204-20421-76 - Subventions d'équipement versées - Biens mobiliers, matériel et études				**Total Imputation**		**18 850,00 €**

Total territoire	**18 850,00 €**

TOTAL : SOUTIEN A LA VIE ASSOCIATIVE I (P225O007T09)	**18 850,00 €**

SUBVENTIONS ENS FONCTIONNEMENT (P225O008T17)

NON AFFECTE SUR UN TERRITOIRE

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003842	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION	Suivi vétérinaire et zootechnique de l'élevage de cistudes par le Parc zoologique et botanique de Mulhouse				3 000,00 €
TRANCHE:P225O008T17 - NATURE:(2531) 65-657348-76 - Subventions - Autres communes				**Total Imputation**		**3 000,00 €**
00003803	LIGUE PROTECTION DES OISEAUX ALSACE	campagne de sauvegarde 2021 des batraciens - subvention complémentaire				12 000,00 €
00003806	ASSOCIATION LES PIVERTS ASS D EDUCAT A L ENVIRONNEMENT	campagne de sauvegarde 2021 des batraciens - subvention complémentaire				3 300,00 €
00003817	ASSOCIATION DE LA PETITE CAMARGUE ALSACIENNE	suivi 2021 de l'élevage de cistudes par l'association La Petite Camargue Alsacienne				10 000,00 €
TRANCHE:P225O008T17 - NATURE:(3001) 65-65748-76 - AUTRES PERSONNES DE DROIT PRIVE				**Total Imputation**		**25 300,00 €**
00003932	OFFICE NATIONAL DES FORETS-ALSACE MOSELLE	Gestion du site d'acclimatation de la Cistude au sein de la réserve biologique et de l'Espace Naturel Sensible du Woerr				8 000,00 €
TRANCHE:P225O008T17 - NATURE:(3392) 65-657382-76 - SUBVENTIONS ORGANISMES PUBLICS DIVERS				**Total Imputation**		**8 000,00 €**
				Total territoire		**36 300,00 €**

TOTAL : SUBVENTIONS ENS FONCTIONNEMENT (P225O008T17)	**36 300,00 €**

130

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001538-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-11-1
Séance du lundi 10 mai 2021

PROPOSITION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'ASSOCIATION " LES JARDINS DE LA MONTAGNE VERTE " POUR L'ANNÉE 2021

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, BURGER Etienne, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
HOLDERITH Nadine donne procuration à BURGER Etienne
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas

VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-04 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-3-2-2 du 15 février 2021 relative au Budget primitif 2021,

VU la délibération du Conseil Départemental du Bas-Rhin n° CD-2016-118 du 8 décembre 2016 fixant les orientations stratégiques de la politique publique relative à l'insertion, l'emploi, et le lutte contre les exclusions,

VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'avis favorable de la Commission territoriale de l'Eurométropole de Strasbourg du 22 avril 2021,

VU le rapport du Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

- Décide de poursuivre le partenariat initié avec l'association « Les Jardins de la Montagne Verte » pour le projet « Osons jardiner »,

- Attribue, pour l'année 2021, deux subventions d'un montant total de 20 000 euros à l'association « Les Jardins de La Montagne Verte » à raison de :
    - 8 000 € affectés aux charges de fonctionnement
    - 12 000 € affectés aux charges d'investissement

- Approuver les termes de la convention financière à conclure entre la Collectivité européenne d'Alsace et l'association « Les Jardins de la Montagne Verte » dans le cadre de la mise en œuvre de l'action d'insertion « Osons jardiner », jointe en annexe à la présente délibération,

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001538-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

- Autorise le Président à signer ladite convention.

Le Président



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001538-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

Convention de partenariat
Entre
La Collectivité européenne d'Alsace
Et
L'association Les Jardins de la Montagne Verte

Portant sur l'attribution d'une subvention

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-03 du 2 janvier 2021,

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

Et

L'association « Les Jardins de la Montagne Verte » représentée par Monsieur Stéphane LANGHOFF, Président

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application,

VU

- Le code général des collectivités territoriales ;
- L'article L 262-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10 ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- La délibération du Conseil Départemental du Bas-Rhin n°CD-2016-118 du 8 décembre 2016 fixant les orientations stratégiques de la politique publique relative à l'insertion, l'emploi, et le lutte contre les exclusions ;
- La délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental du Bas-Rhin du 6 février 2017.

Conformément à la délibération du Conseil Départemental du Bas-Rhin du 8 décembre 2016 fixant les orientations stratégiques de la politique publique relative à l'insertion, l'emploi, et le lutte contre les exclusions, il est rappelé les cinq objectifs retenus dans la mise en œuvre de cette politique :

- Permettre l'autonomie par l'emploi

- Favoriser l'accès et le maintien dans le logement des personnes défavorisées
- Lever les obstacles à l'émancipation des personnes : santé, gestion budgétaire et lutte contre le surendettement
- Aider les alsaciens à participer pleinement à la vie sociale : accès à la culture, bénévolat, participation citoyenne
- Faire preuve de responsabilité par une démarche de contrôle.

L'objet de cette présente convention s'inscrit dans cette politique afin de permettre aux personnes en situation de précarité de retrouver un emploi.
L'emploi constitue la préoccupation majeure des alsaciens Bas-Rhinois. La Collectivité Européenne d'Alsace s'est donc engagée dans une politique active pour inscrire les allocataires du RSA dans un parcours de retour à l'emploi avec l'aide des partenaires tels que Pôle emploi, les acteurs de l'insertion par l'activité économique, les opérateurs de l'accompagnement et la Région Grand Est.

Plus de 150 partenaires agissent sous l'impulsion de la Collectivité Européenne d'Alsace pour permettre aux personnes en situation de précarité de retrouver un emploi.

Par ailleurs, le Département du Bas-Rhin, auquel s'est substituée la Collectivité européenne d'Alsace, s'est engagé en décembre 2018 dans la stratégie nationale de la lutte contre la pauvreté. Les jardins solidaires en constituent un axe. L'action « osons jardiner » s'inscrit dans cet axe : les récoltes du jardin bénéficient aux personnes employées pour l'action d'une part, et sont données à deux structures de solidarité locales qui effectuent de la redistribution auprès de publics défavorisés.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de financement par la CeA, sous forme de subvention(s), du programme d'investissement porté par le bénéficiaire ci-dessous défini(e) :

La mise en œuvre de l'action « Osons jardiner »
Le projet « Osons jardiner » est une action s'inscrivant au sein de la Maison du Conseil Départemental (MCD) de Bischheim. Ce projet est né en 2017, a été mené dans le cadre d'une première convention 2017/2019 à partir du souhait d'exploiter le terrain autour de la Maison du Conseil Départemental, environ 800 m2, pour enrichir le champ des réponses à la mission d'aide à l'insertion de publics en difficultés. Le tout dans un contexte de prise en compte des nécessités de préservation de l'environnement. –

L'action vise à

- mettre en parcours d'insertion une douzaine de bénéficiaires du RSA, dont des bénéficiaires de la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé, via une activité menée par une association chantier d'insertion autour de la culture de légumes et fruits (agriculture biologique), et l'entretien des espaces verts restants, arbres et haies.
- contribuer par le don de produits frais aux besoins de l'épicerie sociale intercommunale et/ou des différentes associations caritatives locales vers qui les travailleurs sociaux orientent des usagers.
- créer en lien avec ces associations une activité bénévole (récolte/distribution), pouvant faire l'objet d'un engagement dans le cadre du dispositif « CD67 volontaires ».
- développer des ateliers de pédagogie alimentaire menés par les travailleurs médico-sociaux de l'Unité Territoriale d'Action Médico-Sociale
- développer des partenariats avec des structures locales pour diversifier les actions et aider à l'autonomisation des jardiniers.

Les résultats attendus

La mise en œuvre de cette action permettra la réalisation d'activités d'insertion pour 12 personnes avec deux objectifs :

1. Au moins 50% de sortie vers l'emploi :

- en emploi durable (CDI, CDD = ou > 6 mois, intérim > 6 mois, création d'entreprise)
- en emploi de transition (CDD < 6 mois, temps partiel.)
- en formation pré-qualifiante ou qualifiante.

2. La levée de freins sociaux identifiés conjointement par le bénéficiaire du RSA et le travailleur social l'accompagnant (parcours de soins, d'un habitat adapté, mobilité, assainissement du budget etc.)

Article 2 : Détermination du montant de la subvention

La CeA contribue financièrement pour un montant maximal de 20 000 € à l'association « Les Jardins de la Montagne Verte » à raison de deux subventions:

- Une subvention de 8000 euros affectée aux charges de fonctionnement

- Une subvention de 12 000 euros affectée aux charges d'investissement

Le montant notifié des subventions constitue un plafond non susceptible de révision, sauf accord convenu entre les parties dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

Article 3 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide de la CeA

3.1. Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des parties et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

3.2. Durée de validité de la subvention

La durée de validité de la subvention est de 1 an, soit jusqu'au 31 décembre 2021.

Au terme de ce délai, la subvention devient caduque et les montants non encore versés sont alors annulés d'office si les justificatifs permettant le paiement ne sont pas produits par L'association « Les Jardins de la Montagne Verte » avant ce terme, sauf décision de prolongation prise par la CeA, après demande dument justifiée de *L'association Les Jardins de la Montagne Verte* intervenant avant le terme.

Dès lors, *L'association Les Jardins de la Montagne Verte* s'engage à adresser à la CeA sa demande de versement des montants de subvention non encore versés, pièces justificatives à l'appui, avant l'échéance survenant au terme de 3 ans à compter de la date de notification de la subvention.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

La signature de la convention est un préalable au versement des subventions :

- La subvention de fonctionnement d'un montant de 8 000 euros pour l'exercice de l'activité 2021 sera versée en une fois après signature de la convention
- La subvention d'investissement d'un montant de 12 000 euros sera versée, après signature de la convention, sur présentation des justificatifs de dépenses.

Article 5 : Obligations à la charge du bénéficiaire de la subvention

L'association Les Jardins de la Montagne Verte s'engage :

- A mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1er ;
- A ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique ;
- A faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services de la CeA de la réalisation de l'objet défini à l'article 1er, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autres documents ;
- Si l'ensemble des aides publiques perçues par le bénéficiaire excède 153 000 euros, à nommer un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code du commerce) ;
- A tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- A communiquer à la CeA les modifications déclarées au tribunal d'instance et fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire ;
- A informer sans délai le service de la CeA gestionnaire de l'attribution de la subvention, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- A informer la CeA de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire la concernant ;
- A informer la CeA de toute cession de créance concernant la subvention objet de la présente convention de sorte à permettre à la CeA de vérifier si toutes les conditions pour le maintien de la subvention et les conditions pour son(leur) versement sont remplies, et à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution de la subvention, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, notamment ses articles 8 et 9.
- A maintenir la destination de l'investissement spécifié à l'article 1er pendant la durée équivalente au plan d'amortissement, sous peine de s'exposer à un remboursement de l'aide de la CeA au *prorata temporis* du nombre d'années manquantes pour maintenir la destination du bien pendant la durée d'amortissement ;
- et/ou à ne pas céder le bien immobilier subventionné, avant l'expiration d'un délai de 10 ans suivant le dernier versement de l'aide, sous peine de devoir reverser l'aide de la CeA au *prorata temporis* du nombre d'années séparant la cession du bien et l'expiration du délai de 10 ans suivant le dernier versement de l'aide.

Article 6 : Information et communication

Sous peine d'interruption et/ou de reversement de tout ou partie de l'aide de la Collectivité Européenne d'Alsace, L'association Les Jardins de la Montagne Verte doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier de la CeA selon les moyens de communication dont elle dispose.

Cette information se matérialise par la présence du logotype de la CeA sur les documents édités par L'association Les Jardins de la Montagne Verte et par tout autre moyen de communication (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, ...). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la Collectivité Européenne d'Alsace, L'association Les Jardins de

la Montagne Verte pourra prendre contact auprès de la Direction de la communication de la CeA.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, inauguration, visite de chantier, première pierre…), L'association Les Jardins de la Montagne Verte devra systématiquement, d'une part, faire apparaître le concours de la CeA sur tous les supports de communication utilisés (courriers, cartons d'invitation ...) et d'autre part, adresser une invitation à la CeA pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu.
Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie de l'aide allouée.
Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement (acompte/solde) et/ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures…).

Article 7 : Interruption et reversement de tout ou partie de la subvention

Après examen des justificatifs présentés par L'association Les Jardins de la Montagne Verte le non-respect total ou partiel des clauses stipulées de la présente convention par L'association Les Jardins de la Montagne Verte pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets :

- L'interruption du versement de l'aide financière de la CeA,
- La demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués.

La Collectivité Européenne d'Alsace en informe L'association Les Jardins de la Montagne Verte *par* lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 8 : Résiliation

8.1. La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

8.2. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

8.3. En cas de motif d'intérêt général, la CeA peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

8.4. En cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire de L'association Les Jardins de la Montagne Verte, la Collectivité Européenne d'Alsace se réserve le droit de résilier la présente convention au motif de l'impossibilité pour L'association Les Jardins de la Montagne Verte et/ou son repreneur de poursuivre le projet. En outre, la CeA se réserve le droit d'inscrire son éventuelle créance, née du versement indu de tout ou partie de sa subvention, au passif L'association Les Jardins de la Montagne Verte dans le cadre de la procédure de déclaration de créance adressée au mandataire judiciaire.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation de L'association Les Jardins de la Montagne Verte *en* cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la CeA pourra procéder au paiement prorata temporis de la subvention, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie de la subvention déjà versée, selon les modalités précisées à l'article 5.

Article 9 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la Collectivité Européenne d'Alsace et L'association Les Jardins de la Montagne Verte. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 10 : Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier de la CeA dans sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant la subvention, objet de la présente convention, dont la communication à l'organisme peut être demandée à la CeA à tout moment.

Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

Article 11 : Annexes

Les annexes référencées dans la présente convention font parties intégrantes de celle-ci et ont valeur contractuelle.

Article 12 : Règlement des litiges

12.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois

12.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 14.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait en 2 exemplaires à ……
le ……

Pour la Collectivité Européenne d'Alsace Le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace	Pour l'Association Les Jardins de la Montagne Verte Le Président
Frédéric BIERRY	Stéphane LANGHOFF

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001506-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-1-5
Séance du lundi 10 mai 2021

PROPOSITION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET D'APPROBATION D'UN PROJET DE CONVENTION FINANCIÈRE POUR 2021 À CONCLURE ENTRE LA COLLECTIVITÉ EUROPÉENNE D'ALSACE ET L'ADEUS.

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
BURGER Etienne donne procuration à LEHMANN Marie-Paule
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

EXCUSEE :
HOLDERITH Nadine

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences des Départements,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

VU l'article L 132-6 du Code de l'Urbanisme relatif aux missions des agences d'urbanisme,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-04 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

VU la délibération du Conseil d'Administration de l'Agence de développement et d'Urbanisme de l'Agglomération Strasbourgeoise (ADEUS) du 26 janvier 2021 approuvant le programme de travail partenarial 2021,

VU le budget prévisionnel 2021 de l'ADEUS adopté par le Conseil d'Administration du 26 janvier 2021 précisant le montant de la subvention sollicité de la part de la CeA,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-3-1-1 du 15 février 2021 relative à la politique de l'aménagement, de l'ingénierie et de l'action territorialisée,

VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'avis de la 1ère commission des dynamiques et équilibres territoriaux et des mobilités du 23 avril 2021,

VU le rapport du Président de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

- Approuve le projet de programme de travail partenarial pour 2021 de l'Agence de développement et d'Urbanisme de l'Agglomération Strasbourgeoise (ADEUS), annexé à la présente délibération ;

- Décide d'attribuer à l'ADEUS une subvention de 312 000 €, pour l'année 2021, pour la mise en œuvre de ce programme ; cette subvention fera l'objet d'un premier versement d'un montant de 156 000 € dès signature de la convention par les parties et, au cours du 4ème trimestre 2021, du versement du solde de la subvention,

- Approuve les termes de la convention financière pour 2021 à conclure avec l'ADEUS, jointe en annexe à la présente délibération et autorise le Président de la Collectivité européenne d'Alsace à la signer,

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001506-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

- Prélève les crédits correspondants sur le chapitre 65, nature 65748, fonction 515, programme 060, opération 002 du budget de la Collectivité européenne d'Alsace.

M. Rémi BERTRAND, en sa qualité de 3ème vice-président de l'ADEUS, ne participe ni au débat ni au vote.

Le Président



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001506-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

PROGRAMME DE TRAVAIL PARTENARIAL 2021

ADEUS

L'Agence
de Développement
et d'Urbanisme
de l'Agglomération
Strasbourgeoise



PROGRAMME DE TRAVAIL PARTENARIAL 2021

L'Agence
de Développement
et d'Urbanisme
de l'Agglomération
Strasbourgeoise

SOMMAIRE

4 LE PROGRAMME DE TRAVAIL PARTENARIAL DE L'AGENCE EN TROIS PARTIES :

1. COMPRENDRE ET PARTAGER LES ÉVOLUTIONS
Observatoires, éclairages, prospective, évènements, présentations, ateliers de partage, notes

2. RÉPONDRE AUX BESOINS DES MEMBRES
Ingénierie, politiques publiques, stratégies et projets de territoires

3. EXPÉRIMENTER
Plateformes d'échanges et de défrichage, projets pilotes, groupes de réflexion, innovation comme marchepieds de nouveaux modèles

11 LES CONTRATS SPÉCIFIQUES

12 FAIRE ÉVOLUER L'AGENCE ET SES MISSIONS, LES PARTENAIRES ET LE PERSONNEL DE L'AGENCE

LE PROGRAMME DE TRAVAIL PARTENARIAL DE L'AGENCE EN TROIS PARTIES



↘ Paysage agricole et champs, Roppenheim

2021 : UN CAP EN CONTINUITÉ VERS UNE TRANSFORMATION DOUCE DES MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT

En continuité avec les deux dernières années, le programme de travail partenarial de l'Agence s'attache à faire évoluer les modèles de développement de nos territoires, afin de faire face aux grands enjeux sociaux, économiques, écologiques climatiques, sanitaires.

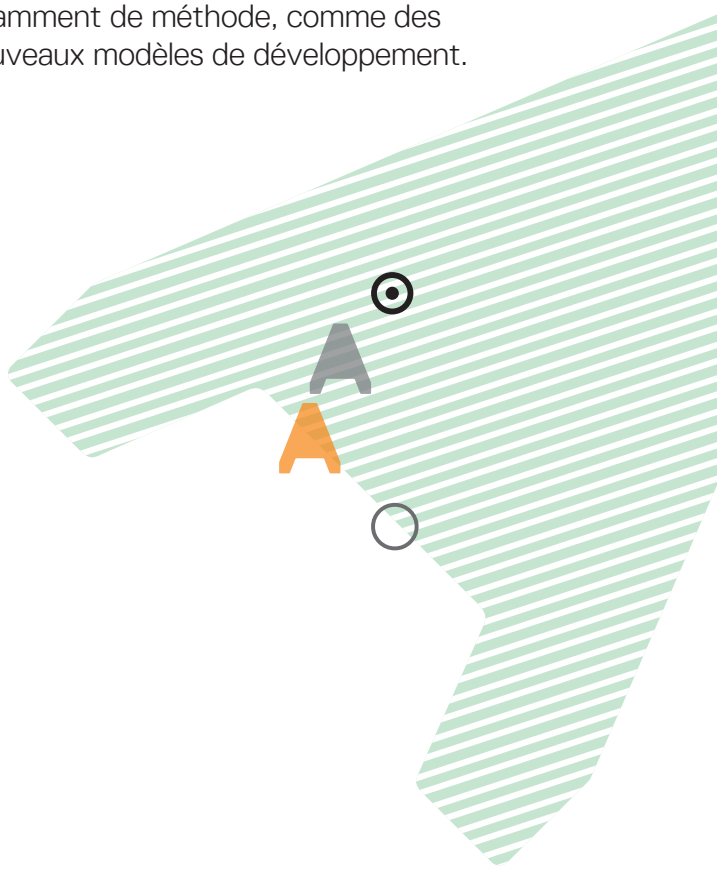
Pour cela, mêler expertise et expérimentation, co-construire les acceptabilités, puis, après bilan, injecter ces innovations concrètes dans les politiques publiques et stratégies territoriales demandées.

Nous proposons trois grandes parties :

1. **Comprendre et partager les évolutions :** observatoires, éclairages, prospective, notes, événements, présentations, ateliers de partage ;

2. **Répondre aux besoins des membres :** ingénierie, politiques publiques et stratégies territoriales, projets de territoire et leur mise en œuvre, etc. ;

3. **Expérimenter :** plateformes, projets pilote, groupes de réflexion, innovation notamment de méthode, comme des marchepieds vers de nouveaux modèles de développement.



1. COMPRENDRE ET PARTAGER LES ÉVOLUTIONS

Observatoires, éclairages, prospective, événements, présentations, ateliers de partage, notes



↘ Bassin des Remparts et portique de chargement Fer/Fluvial Navalsa, Strasbourg

Les profonds changements de société induisent en permanence de nouveaux modes d'habiter, de travailler, de se déplacer, ainsi que de nouveaux rapports, notamment à l'environnement et à la gestion économe de l'espace. La prise en compte de ces demandes par les politiques publiques, qui entendent les accompagner, ne peut se faire sans une véritable compréhension des besoins qu'elles expriment.

Le but des travaux de cette partie du programme de travail est d'offrir aux membres et partenaires de l'Agence les moyens de comprendre les évolutions qui touchent leurs territoires, afin d'être en capacité d'anticiper les adaptations nécessaires à leurs politiques sectorielles. Les travaux de cette partie servent d'articulation aux politiques publiques entre les communes, intercommunalités, Alsace et Grande Région.

Dans ce cadre, l'Agence produit des récits à partir d'INTEO, des observatoires et éclairages pour la compréhension du territoire ; suit avec des observatoires thématiques plusieurs politiques publiques thématiques ; anticipe ; éclaire ; met en perspective et défriche les nouveaux enjeux.

L'Agence organise aussi, à des fins de partage avec ses membres et avec le grand public spécialisé, des ateliers techniques, des séances de présentation de ses travaux et des conférences/ débats.

Grâce à son fonctionnement en réseau national, l'Agence apporte à ses membres l'expérience, la méthodologie, la technicité développée dans d'autres territoires.

1. COMPRENDRE ET PARTAGER LES ÉVOLUTIONS

OBSERVATOIRES, ÉCLAIRAGES, PROSPECTIVE, ÉVÉNEMENTS, PRÉSENTATIONS, ATELIERS DE PARTAGE, NOTES

1.1. INTEO : INDICATEURS CARTOGRAPHIQUES, ANALYSES ET RÉCITS POUR LES TERRITOIRES
Mises à jour des outils numériques
Production d'éléments de connaissance, mutualisation entre agences : méthodes, indicateurs **[Processus interne]**
Transversalité des observatoires et construction de récits **[Réunions]**
1.2. OBSERVATOIRE DE L'HABITAT
Observatoire de l'habitat du PETR Sélestat-Alsace centrale **[Réunions]**
Observatoire local des loyers **[Rapport]**
Observatoire du sans abrisme **[à préciser]**
Observatoire des copropriétés **[à préciser]**
Observatoire territorial du logement étudiant **[à préciser]**
Répertoire du logement social **[Fichier numérique]**
Sujets clés Habitat-Population-Modes de vie **[1 Note]**
Partenariats réseaux habitat et données dont DREAL, CAF, AREAL, INSEE, CRHH, CBTP... **[Réunions]**
1.3. OBSERVATOIRE DU FONCIER ET DE L'ÉVOLUTION DES TERRITOIRES
Base de Données POS/PLU dans le Bas-Rhin **[Fichiers numériques]**
Mise à jour des données foncières dans le Bas-Rhin **[Note]**
Partenariats réseaux foncier et données dont plateforme régionale du foncier, DREAL, EPFA... **[Réunions]**
1.4 OBSERVATOIRE DE LA MOBILITÉ
Rapport Annuel de l'Observatoire des mobilités **[Rapport]**
Mesure de la congestion : construction d'un indicateur agrégé **[Réunions]**
Résultats de l'enquête ménage déplacement allégée : pratiques de mobilités des personnes vulnérables **[Note]**
Traitements de l'enquête mobilité allégée à la demande des membres et partenaires **[Réunions]**
Observatoire du stationnement **[Partenariats, rapport]**
Quels liens entre offre en transport en commun et usage ? (mobilité) **[Note]**
Analyse des enquêtes mobilité en période Covid (en partenariat avec MOBIL HOMME) **[Note]**
Partenariats réseaux mobilité et données **[Réunions]**

1.5 OBSERVATOIRE DE L'ÉCONOMIE
Observatoire des espaces d'activités économiques **[Réunions, Diaporama]**
Observatoire du Club de l'Immobilier d'Entreprise du Bas-Rhin **[Note]**
Industries culturelles et créatives : positionnement dans le tissu économique de l'Eurométropole de Strasbourg **[Note]**
Partenariats réseaux économie et données dont CDAC, INSEE, CTDCO, SPEP,... **[Réunions]**
1.6 MÉTHODES, PARTENARIATS, GROUPES DE TRAVAIL
Méthode document cadre pour les besoins logements-foncier **[Processus interne]**
Indicateurs pour les documents cadre avec INTEO **[Processus interne]**
Administration e-toile avec les agences de la FNAU **[Processus interne]**
Partenariats avec les réseaux environnement (SDEA, MIN, Agence de l'eau, ARS) et aménagement/ transfrontalier (Commissions Rhin Supérieur, PLUI DREAL...) **[Réunions]**
Participation aux groupes de travail nationaux (FNAU, autres) **[Réunions]**
1.7 ÉVÉNEMENTS, DÉBATS ET DIFFUSION
Rencontres **[2 à 4 conférences, actes, vidéo]**
Présentation de travaux ADEUS **[Webinaires/réunions]**
Ateliers Techniques en Urbanisme : **[5 à 9 webinaires/réunions]**

2. RÉPONDRE AUX BESOINS DES MEMBRES

Ingénierie, politiques publiques, stratégies et projets de territoires



↘ Autoroute A5 près du village d'Orschweier, Allemagne

La cohérence des politiques publiques et leur adéquation aux modes de vie des habitants reposent en grande partie sur leur articulation et leur déclinaison aux différentes échelles de territoire. Par son fonctionnement partenarial, l'ADEUS constitue un lieu de partage des grands enjeux et un lieu de croisement des politiques sectorielles des partenaires.

Penser dans ce cadre le fonctionnement régional, métropolitain et transfrontalier en intégrant d'emblée les dimensions écologique, énergétique, foncière, économique, d'évolution sociétale et les articulations avec les territoires voisins est le premier objectif de cet axe.

Rendre ce fonctionnement lisible, c'est favoriser l'émergence des grands projets de territoire et leur traduction dans les documents cadre : SRADDET, Schéma de coopération transfrontalière, PDH, PDALHPD, SCoT, PLU, PLH, PDU, PCAET.
Il s'agit à la fois d'une démarche prospective et de construction de la ville en temps réel, qui contribue aussi à alimenter cette vision à grande échelle.

L'ADEUS accompagne ses membres et partenaires dans l'élaboration, le suivi et la mise en œuvre des documents cadre et des politiques publiques.

L'ensemble des résultats de ces travaux est mutualisé au profit de tous les membres.

Les expérimentations et les retours d'expérience nourrissent dans un cercle vertueux, à leur tour, les projets en cours. Ainsi, en continuité des documents d'urbanisme, l'Agence offre de l'appui à l'émergence de projets et en ingénierie de projet aux collectivités et aux autres membres qui le demandent.

2. RÉPONDRE AUX BESOINS DES MEMBRES

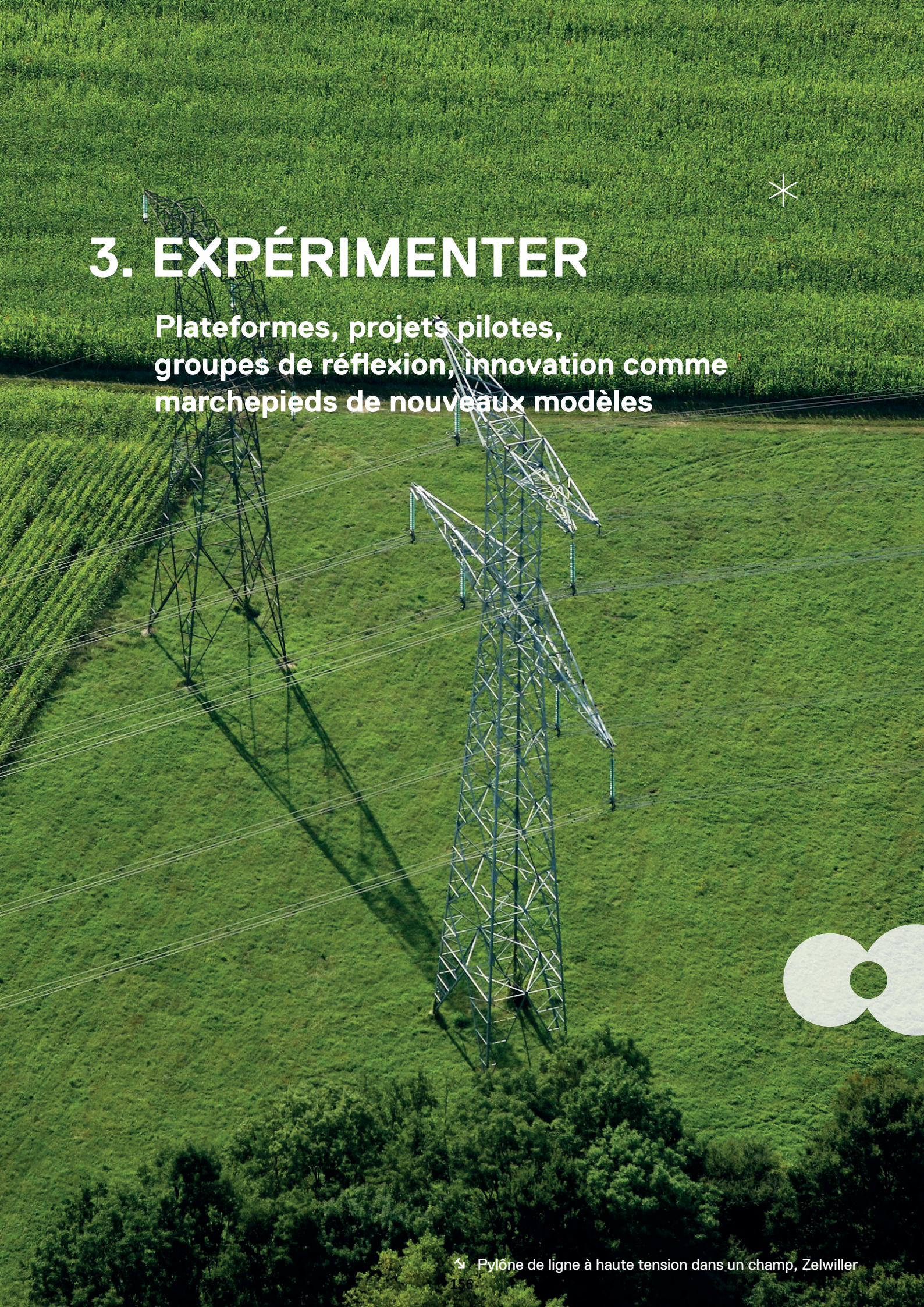
INGÉNIERIE, POLITIQUES PUBLIQUES, STRATÉGIES ET PROJETS DE TERRITOIRES

2.1 PLUI, PLH, PCAET, ETC. EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG
PLUi de l'Eurométropole de Strasbourg : modification n°3 - évaluation environnementale **[Dossier de modification]**
PLUi de l'Eurométropole : déclaration de projet - évaluation environnementale **[Dossier de modification]**
PLUi de l'Eurométropole de Strasbourg : suivi et évaluation **[Diaporama]**
PLUi de l'Eurométropole de Strasbourg : évaluation de la réglementation sur le stationnement **[Réunions]**
Programme local de l'habitat (PLH) de l'Eurométropole de Strasbourg : suivi de la réforme des attributions **[Diaporama]**
Plan climat-air-énergie territorial (PCAET) de l'Eurométropole de Strasbourg : suivi des indicateurs et analyses **[Note]**
Plan de sauvegarde et de mise en valeur de Strasbourg (PSMV) : orientation d'aménagement et de programmation (OAP) **[Dossier d'élaboration]**
Pacte pour une économie locale durable : participation à la démarche et à la nouvelle F2R **[Réunions, Diaporama]**
Politique de la ville : accompagnement à l'évaluation et à la construction de la nouvelle contractualisation **[À préciser]**
Ingénierie de projet pour les communes de l'Eurométropole de Strasbourg : analyses patrimoniales, analyses urbaines et paysagères **[Diaporamas]**
Accompagnement à la mise en place du Plan de Mobilités de l'Eurométropole de Strasbourg **[Réunions]**
2.2 GRANDS PROJETS EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG
Eurométropole de Strasbourg : appui aux travaux liés à la logistique **[Réunions, autre contribution à préciser]**
Eurométropole de Strasbourg : identification du potentiel de végétalisation et développement urbain **[Diaporama]**
Eurométropole de Strasbourg : valorisation de la ceinture verte métropolitaine **[Rapport]**
Plan guide fluvial de l'Eurométropole de Strasbourg **[Diaporama]**
2.3 PROJETS TRANSFRONTALIERS
Projet TITANe : mise en place d'une veille économique à l'échelle du Rhin supérieur **[Réunions, 2 notes]**
Bilan du cadre d'orientations du Rhin Supérieur **[Rapport]**
Schéma de coopération transfrontalière de l'Eurométropole de Strasbourg **[Fiches actions]**
Actes de la conférence pour l'espace métropolitain Strasbourg-Karlsruhe et Eurodistricts **[Actes]**
2.4 RÉGION GRAND EST
7Est : Projet de territoire et Zéro artificialisation nette (ZAN) (Réseau des agences du Grand Est) **[Note 7Est]**
7Est : Contributions au travaux espaces d'activités économiques, urbanisme et santé et valorisation des publications 2020 (Réseau des agences du Grand Est) **[Réunions, note 7Est]**

2.5 DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN ET ALSACE
Plan départemental de l'habitat (PDH) du Bas-Rhin : bilan à mi-parcours **[Diaporama]**
Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) **[Réunions]**
Prospective des besoins de programmation des effectifs des collèges eurométropolitains **[À préciser]**
2.6 DOCUMENTS DE PETR, SCoT ET INTERCOMMUNALITÉS
SCOTERS : révision du SCOT **[Dossier de révision]**
PETR-SCOT Bruche-Mossig : révision du SCOT **[Dossier de révision]**
PETR-SCOT d'Alsace du Nord : révision du SCOT **[Dossier de révision]**
PLUi de la Communauté d'Agglomération de Haguenau : élaboration **[À confirmer]**
PLUi de la Communauté de Communes du Pays de Barr : accompagnement au PLUi **[À confirmer]**
PLUi de la Communauté de Communes du Pays Rhénan : modification n°1 **[Réunions]**
Plan climat-air-énergie territorial (PCAET) du PETR d'Alsace du Nord **[Dossier d'élaboation]**
Plan climat-air-énergie territorial (PCAET) du PETR Bruche-Mossig **[Dossier d'élaboation]**
Plan climat-air-énergie territorial (PCAET) du PETR Sélestat-Alsace centrale : élaboration **[À confirmer]**
Programme Local de l'Habitat (PLH) de la Communauté de Communes du Canton d'Erstein **[Diaporama]**
Accompagnement à l'élaboration d'un plan d'actions du projet de territoire : Communauté de communes de la Basse-Zorn **[Fiche]**
Accompagnement à l'élaboration du Plan global de Déplacements : Communauté de communes de la Basse-Zorn **[Rapport]**
2.7 PROJETS DES AUTRES MEMBRES
Atelier prospectif : Quel devenir pour les territoires animés par les petites et moyennes villes dans la région Grand Est ? **[Diaporama]**
Port autonome de Strasbourg : accompagnement pour conforter la biodiversité dans le port **[Réunion, contribution]**
Appui ponctuel au dossier mobilité A35 de l'État **[Contribution]**
Ville de Haguenau : Charte de qualité environnementale, architecturale, urbaine et paysagère **[Fiche]**
Adaptation du site du Marché Gare aux enjeux climatiques **[Note]**
Commune de Bellefosse : accompagment à l'élaboration d'une charte paysagère et architecturale **[Diaporama]**

3. EXPÉRIMENTER

Plateformes, projets pilotes, groupes de réflexion, innovation comme marchepieds de nouveaux modèles



↘ Pylône de ligne à haute tension dans un champ, Zelwiller

L'Agence apporte des réflexions et réalise des expérimentations pour faire émerger des modèles de développement porteurs de résilience pour le territoire.

À partir de projets expérimentaux à différentes échelles, et dans différents formats, l'Agence participe à tester l'implication des acteurs du territoire dans de nouveaux cadres, participe à de nouvelles visions et conforte leur cohérence vers de nouveaux modèles.

Ces projets nouveaux sont d'intérêt collectif et intéressent plusieurs membres, partenaires et acteurs des territoires avec une mise en commun de compétences pour construire de nouveaux référentiels pour le territoire : plateformes de débats et de défrichage, projet à gouvernance élargie (ex. Grenelle), préfiguration d'enquêtes spécifiques, groupe de travail, projet pilote transfrontalier, contrat de réciprocités entre EPCI, ...

3. EXPERIMENTER : PLATEFORMES, PROJETS PILOTE, GROUPES DE RÉFLEXION, INNOVATION COMME MARCHEPIEDS VERS DE NOUVEAUX MODÈLES
Réciprocités Eurométropole de Strasbourg/Communauté de Communes de la Vallée de la Bruche/ Communauté d'Agglomération de Saint-Dié-des-Vosges - Suivi du contrat de réciprocités **[À préciser]**
Projet pilote franco-allemand MORO (modèle d'aménagement du territoire) : en accompagnement du Traité d'Aix-la-Chapelle **[Réunions]**
Comité local de cohésion territoriale de l'Agence nationale de la cohésion territoriale (ANCT) **[À confimer]**

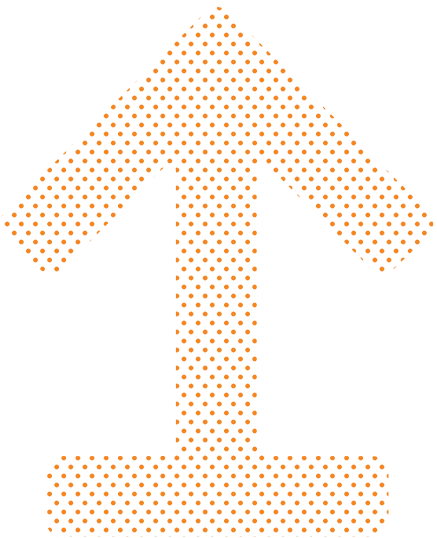
LES CONTRATS SPÉCIFIQUES



↘ Barques de pêcheurs et la Sauer, Réserve naturelle du Delta de la Sauer, Munschhausen

Les contrats spécifiques de l'Agence sont liés à des travaux hors programme de travail partenarial, c'est-à-dire non mutualisés entre les membres, à la demande. Cette partie est moins importante en volume car non prioritaire. L'Agence dirige sa force de travail d'abord au service de ses membres, à la fois dans une logique « in house » et de service d'intérêt général.

La part des contrats spécifiques est limitée au suivi d'actions en cours, aux projets à valeur stratégique ou associés à de la recherche-action ainsi qu'à des compléments aux documents d'urbanisme et aux politiques pour les membres.



FAIRE ÉVOLUER L'AGENCE AVEC SES MISSIONS

LES PARTENAIRES ET LE PERSONNEL DE L'AGENCE



↘ Bateau électrique sans permis, Strasbourg

L'ADEUS adapte ses travaux pour répondre au plus près des besoins de ses membres avec des publications synthétiques et appropriables. Elle met en place des dispositifs pour que la connaissance produite soit prise en compte dans les circuits de décision notamment les élus, les acteurs socio-économiques, les partenaires associés. L'Agence s'ajuste à ses publics avec une meilleure diffusion numérique.

LES 62 MEMBRES ET PARTENAIRES ASSOCIÉS DE L'AGENCE

ÉTAT

GRANDES COLLECTIVITÉS

Eurométropole de Strasbourg,
Conseil départemental du Bas-Rhin,
Région Grand Est

COLLECTIVITÉS, SYNDICATS MIXTES ET GROUPEMENTS DIVERS

* **Villes et communes :**
  Bellefosse, Bischwiller, Erstein, Haguenau, Hindisheim, Ichtratzheim, Kolbsheim, Oberhausbergen, Osthouse, Schiltigheim, Strasbourg, la Wantzenau
* **PETR et Syndicat mixte de SCoT :**
  Alsace du Nord, Bande Rhénane Nord, Bruche-Mossig, Piémont des Vosges, Pays de Saverne Plaine et Plateau, Région de Strasbourg, Sélestat-Alsace centrale
* **Communautés d'agglomération :**
  Haguenau, Saint-Dié-des-Vosges
* **Communautés de communes :**
  Basse-Zorn, Canton d'Erstein, Pays de Barr, Pays Rhénan, Ried de Marckolsheim, Sélestat, Vallée de la Bruche, Vallée de Villé
* **Groupements :**
  Eurodistrict Strasbourg-Ortenau, Pôle métropolitain d'Alsace, Syndicat des eaux et de l'assainissement Alsace-Moselle

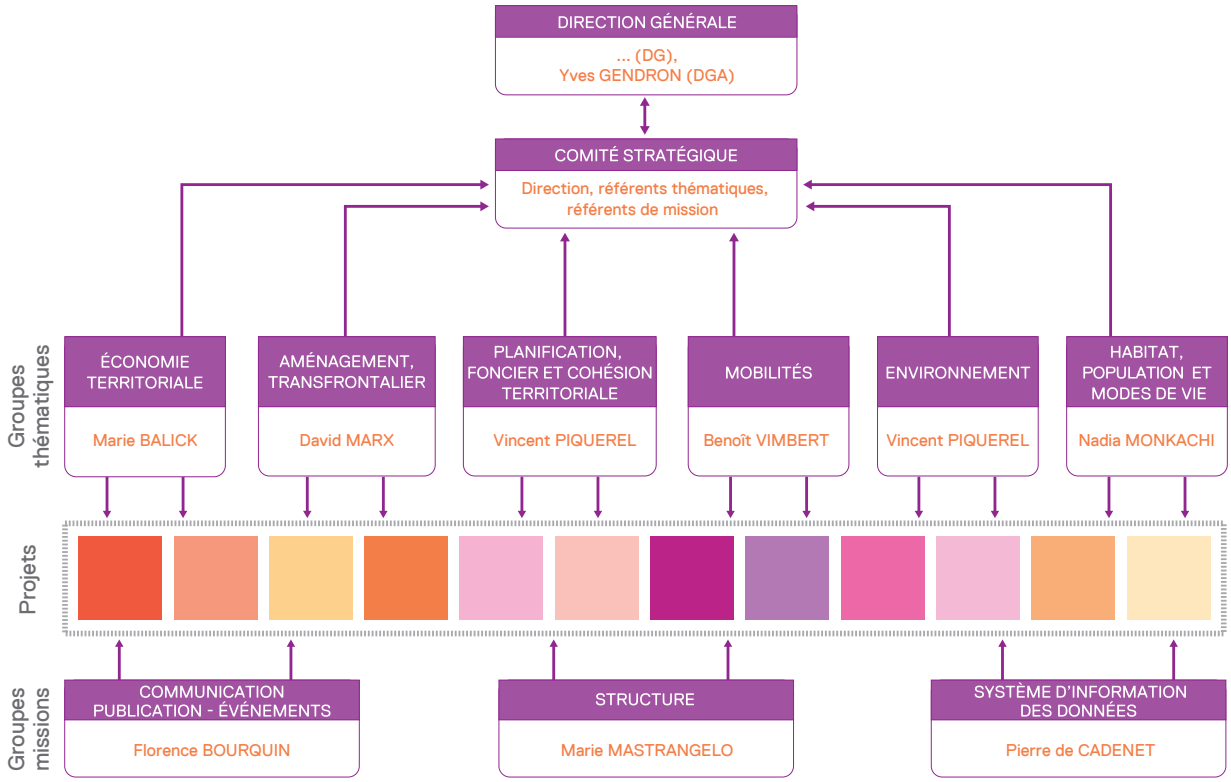
ACTEURS SOCIO-ÉCONOMIQUES DE STATUT PUBLIC

* Banque des Territoires Grand Est Caisse des Dépôts et Consignations
* Centre Communal d'Action Sociale de Strasbourg
* Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires
* Chambre d'Agriculture de Région Alsace
* Chambre de Commerce et d'Industrie Alsace et Eurométropole
* Chambre de Métiers d'Alsace
* École Nationale Supérieure d'Architecture de Strasbourg
* Établissement public foncier d'Alsace
* Hôpitaux Universitaires de Strasbourg
* Maison de l'Emploi et de la Formation du bassin de Strasbourg
* Office Public de l'Habitat de l'Eurométropole de Strasbourg
* Port Autonome de Strasbourg
* SNCF Réseau
* Université de Strasbourg
* Voies Navigables de France

PARTENAIRES ASSOCIÉS DE STATUT PRIVÉ

* Agence de Développement d'Alsace
* Club de l'Immobilier d'Entreprise de Strasbourg et du Bas-Rhin
* Compagnie des Transports Strasbourgeois
* GeoPost - Groupe La Poste
* Groupe Électricité de Strasbourg
* Parcus
* Réseau GDS
* Société d'Aménagement et d'Équipement de la Région de Strasbourg
* Société d'Aménagement et de Gestion du Marché d'Intérêt National de Strasbourg
* SPL Deux-Rives
* Strasbourg Mobilités

LE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE EN MODE PROJET ET L'ORGANIGRAMME



PRÉSIDENTE _ Françoise SCHAETZEL **TRÉSORIÈRE _** Michèle KANNENGIESER **SECRÉTAIRE _** René SCHAAL

DIRECTION GÉNÉRALE

DIRECTEUR GÉNÉRAL
...
...@adeus.org

DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT
Yves GENDRON
y.gendron@adeus.org

GROUPES THÉMATIQUES

HABITAT, POPULATION ET MODES DE VIE
Nadia MONKACHI *référente*
n.monkachi@adeus.org
Magali BISET - Jules BORTMANN
Luca CHIARIZIA - Mathilde HUAULT
Lucile WEILL-BARILLET

MOBILITÉS
Benoît VIMBERT *référent*
b.vimbert@adeus.org
Jessica BERLET - Timothé KOLMER
Anna TRENTINI

ÉCONOMIE TERRITORIALE
Marie BALICK *référente*
m.balick@adeus.org
Christelle FIERLING-KNOERY
François KARST - Fabien MONNIER
Nicolas PRACHAZAL

AMÉNAGEMENT ET TRANSFRONTALIER
David MARX *référent*
d.marx@adeus.org
Hélène BERNARD - Sylvie BLAISON
Fabienne COMMESSIE - Janine RUF

PLANIFICATION, FONCIER ET COHÉSION TERRITORIALE
Vincent PIQUEREL *référent*
v.piquerel@adeus.org
Vincent FLICKINGER - Karin GAUGLER
Stéphane HAMM - Nathalie OULMANN
Pierre-Olivier PECCOZ - Sabine VETTER

ENVIRONNEMENT
Vincent PIQUEREL *référent*
v.piquerel@adeus.org
Suzanne BROLLY - Myriam JEANNIARD
Brice VAN HAAREN - Stéphane WOLFF

GROUPES MISSIONS

SYSTÈME D'INFORMATION DES DONNÉES
Pierre DE CADENET *responsable*
p.decadenet@adeus.org
Valesca BUSS - Mathieu LAVENN
Stéphane MARTIN-HUFFSCHMITT
Jean-Yves SAUTER

COMMUNICATION, DIFFUSION & ÉVÉNEMENTS
Florence BOURQUIN *responsable*
f.bourquin@adeus.org
Alexandra CHAMROUX - Nathalie GRIEBEL
Jean ISENMANN - Stéphanie MARTIN
Sophie MONNIN - Camille MULLER

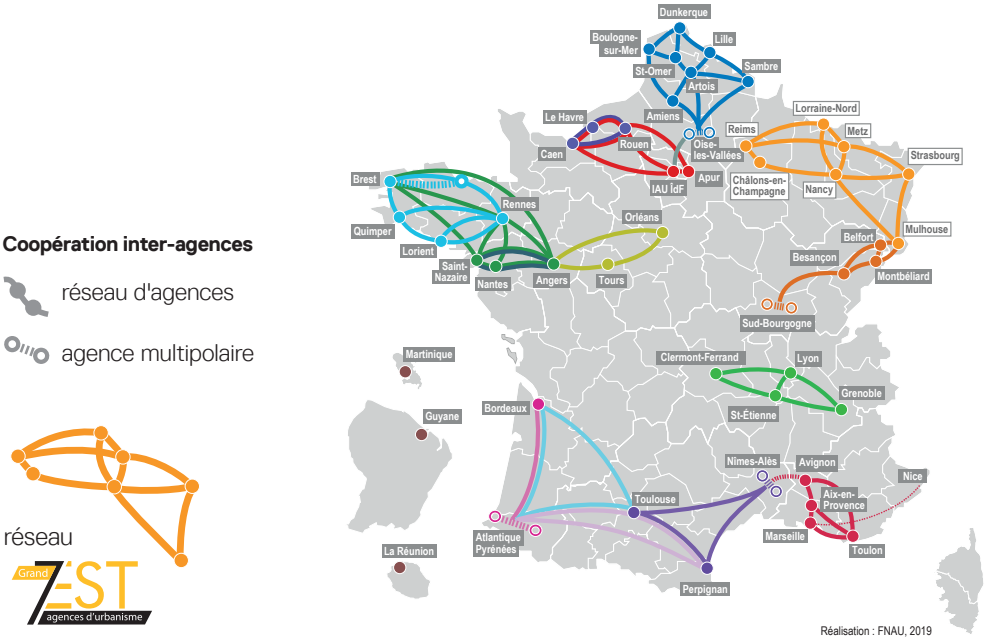
STRUCTURE : FINANCES, RESSOURCES HUMAINES, INFORMATIQUE, FONCTIONNEMENT DE LA STRUCTURE
Marie MASTRANGELO *responsable*
m.mastrangelo@adeus.org
Hyacinthe BLAISE - François-Xavier ELLA
Youssef KATIRI - Laëtitia RUHLAND

Coordonnées de l'Agence : 03 88 21 49 00 - p.nom@adeus.org
Webmaster : j.isenmann@adeus.org
Information générale : adeus@adeus.org

LE RÉSEAU FNAU, LE RÉSEAU DES SEPT AGENCES DU GRAND EST

La Fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU) est une association qui anime et joue un rôle de moteur au sein du réseau des 50 agences. La FNAU est à la fois un réseau d'élus et un réseau des 1 700 professionnels qui travaillent au sein des agences qui favorisent les échanges d'expérience, l'organisation d'événements et de projets collectifs. Enfin, la FNAU travaille en lien étroit avec les associations de collectivités, les ministères et les têtes de réseaux au niveau national et international pour promouvoir le modèle « agence d'urbanisme » et contribuer aux débats sur la ville et les territoires.

Elle est présidée par Jean ROTTNER, Président de la Région Grand Est et Patrice VERGRIETE, Président de la Communauté urbaine et Maire de Dunkerque. Françoise SCHAETZEL et Benjamin SOULET sont les représentants de l'ADEUS dans les instances de la FNAU.



Les 7 agences de la région Grand Est : Reims, Châlons-en-Champagne, Nancy, Metz, Longwy, Strasbourg et Mulhouse renforcent d'année en année leur réseau au service d'analyses d'échelle régionale en lien avec les besoins de leurs membres.

FAIRE ÉVOLUER L'AGENCE AVEC SES MISSIONS
Séminaire : cadre stratégique pluriannuel pour l'Agence
Réunions partenariales de suivi, tableau de suivi des projets
Production d'une cinquantaine de notes diffusées par courriel ou distribuées à la demande dans les mairies et autres organismes
Participation de l'Agence en tant qu'expert à des cercles spécifiques ou à la demande des partenaires
Rapport d'activités 2020 et programme de travail partenarial 2021 (français et allemand)
Nouveau site internet de l'ADEUS : www.adeus.org
Vidéos des conférences de l'ADEUS sur www.adeus.org et sur YouTube, présentations de travaux de l'Agence
Newsletter mensuelle « Adeus Info » : www.adeus.org/abonnement et réseaux sociaux
Documentation et photothèque accessibles aux membres et partenaires

© ADEUS - Janvier 2021 / Programme de travail partenarial 2021

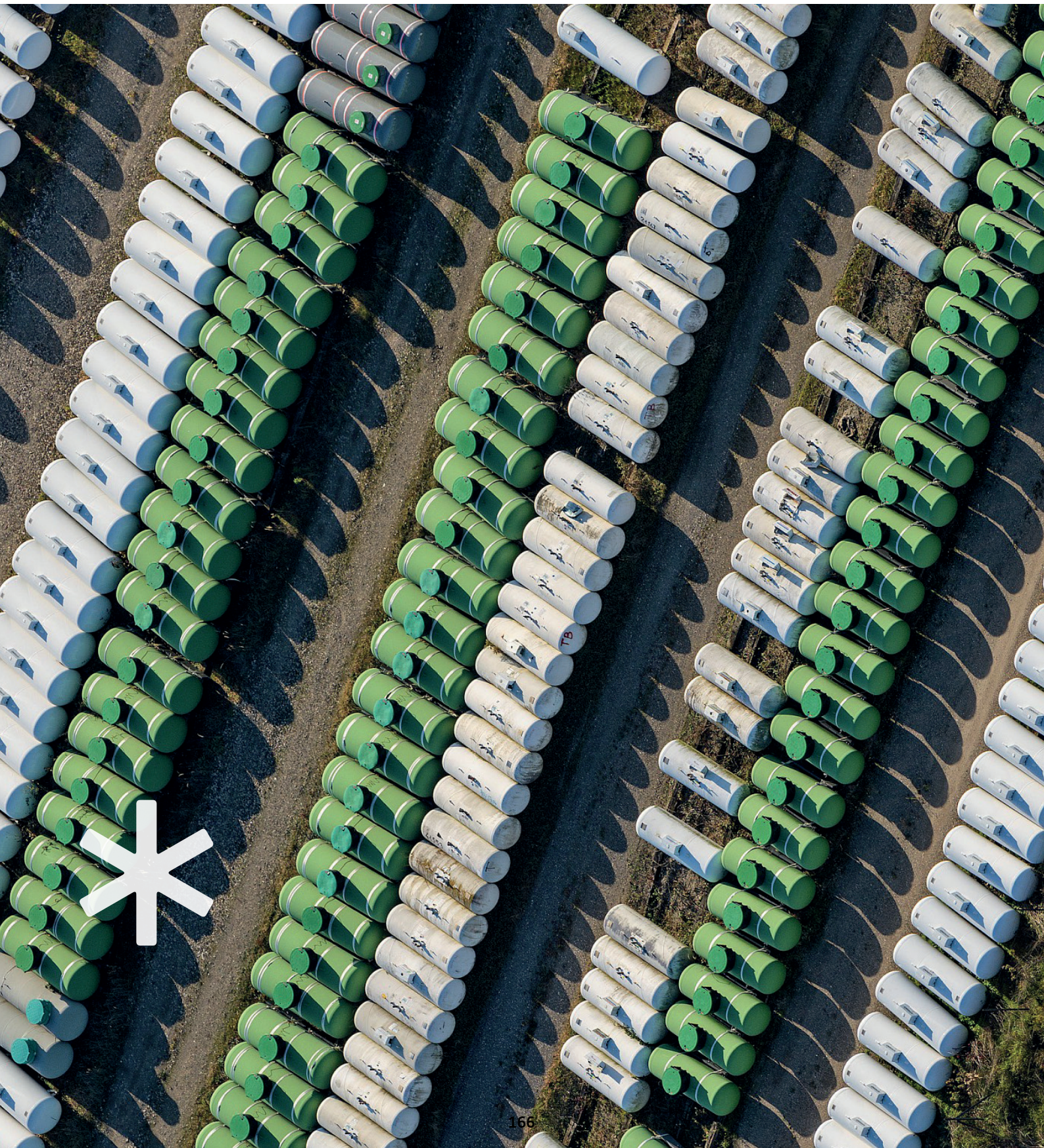
Directeur de la publication : Yves Gendron, Directeur général adjoint de l'ADEUS

Équipe projet : Yves Gendron (chef de projet), Marie Balick, Hyacinthe Blaise, Florence Bourquin, Pierre De Cadenet, David Marx, Marie Mastrangelo, Nadia Monkachi, Sophie Monnin, Vincent Piquerel, Benoît Vimbert.

Photo couverture : Libellule (1ère de couv.) ; Stockage de citernes de GAZ de l'entreprise "GLI Gaz Liquéfiés Industrie", Bischwiller (4e de couv.)
Les droits de reproduction (textes, cartes, graphiques, photographies) sont réservés sous toutes formes.

Les droits de reproduction (textes, cartes, graphiques, photographies) sont réservés sous toutes formes.
Conception graphique et réalisation : Sophie Monnin/ADEUS - Crédits photographiques : Anne-Laure Carré et Jean Isenmann/ADEUS, sauf mention.

9 rue Brûlée
CS 80047
67002 Strasbourg
Tél. 03 88 21 49 00
Fax. 03 88 75 79 42
adeus@adeus.org
www.adeus.org



ANNEXE 2

ALSACE
Collectivité européenne

ADEUS
L'Agence
de Développement
et d'Urbanisme
de l'Agglomération
Strasbourgeoise

Convention financière 2021

CONVENTION FINANCIÈRE 2021

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président de la Collectivité européenne d'Alsace, Monsieur Frédéric BIERRY,
Ci-après dénommé par les termes *« la Collectivité européenne d'Alsace »*

Et

L'Agence de Développement et d'Urbanisme de l'agglomération Strasbourgeoise, représentée par sa Présidente, Madame Françoise SCHAETZEL,
Ci-après dénommée *« ADEUS »*

Vu l'article L 3211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences des Départements ;

Vu l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente ;

Vu l'article L 132-6 du Code de l'Urbanisme relatif aux missions des agences d'urbanisme ;

Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-04 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration de l'Agence de développement et d'Urbanisme de l'Agglomération Strasbourgeoise (ADEUS) du 26 janvier 2021 approuvant le programme de travail partenarial 2021 ;

Vu le budget prévisionnel 2021 de l'ADEUS adopté par le Conseil d'Administration du 26 janvier 2021 précisant le montant de la subvention sollicité de la part de la CeA ;

Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-3-1-1 du 15 février 2021 relative à la politique de l'aménagement, de l'ingénierie et de l'action territorialisée ;

Vu la délibération n° CP/2021/0XX de la Commission permanente de la Collectivité européenne d'Alsace du 10 mai 2021 approuvant la convention financière 2021 avec l'ADEUS ;

Vu le Règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace.

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La Collectivité européenne d'Alsace, l'Eurométropole de Strasbourg, l'Etat, la Région, plusieurs collectivités locales et EPCI sont engagés depuis de nombreuses années dans un programme de travail partenarial au sein de l'ADEUS.

Ce programme permet aux partenaires de capitaliser et de mutualiser les données et analyses aux différentes échelles de territoire : observatoires, portail de données, conférences, prospective, analyses des dynamiques territoriales, etc. Ces éclairages contribuent à alimenter la vision départementale de l'aménagement du territoire, notamment dans le cadre de l'élaboration des grands schémas (SRADDET, Grenelle des mobilités, Schéma de coopération transfrontalière, …), et à replacer les politiques publiques et les partenariats de la Collectivité européenne d'Alsace dans un contexte plus large.

Le programme de travail partenarial comprend également des évènements et des plateformes techniques d'échanges entre partenaires sur les questions d'actualité et les évolutions règlementaires qui interpellent l'action publique, sur les nouveaux enjeux pour les collectivités et les territoires, tels que la mobilité, la consommation raisonnée du foncier, la transition énergétique et la cohésion sociale.

A l'intérieur de ce programme de travail partenarial, l'ADEUS réalise des études auxquelles la Collectivité européenne d'Alsace attache un intérêt particulier.

Pour 2021, la Collectivité européenne d'Alsace bénéficiera des compétences et d'expertises pointues pour alimenter ses politiques publiques :

- dans le cadre de la stratégie de l'Habitat de la Collectivité européenne d'Alsace :
    - suivi du Plan départemental de l'habitat (PDH) 2018 - 2023;
    - appui méthodologique pour enrichir les réflexions et la mise en œuvre d'actions répondant aux objectifs stratégiques de la Collectivité européenne d'Alsace, plus particulièrement à travers les travaux de l'Observatoire départemental de l'habitat en matière de cohérence territoriale entre les offres et besoins en logement, d'accessibilité de l'offre locative, d'accompagnement des copropriétés fragiles, de lutte contre la double précarité énergétique (mobilité et habitat).
- dans le cadre du Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) :
    - finalisation de l'état des lieux du logement accompagné, consolidation de l'obtention des données et production d'un 1er tableau de bord du PDALHPD.
- dans le cadre du Plan actions éducatives et collèges de la Collectivité européenne d'Alsace:
    - production d'une étude sur les comportements dérogatoires des collégiens sur le territoire de l'EMS.
- dans le cadre de la stratégie européenne et transfrontalière de la Collectivité européenne d'Alsace :
    - participation à l'élaboration du futur schéma de coopération transfrontalière de la Collectivité européenne d'Alsace, notamment à travers la réalisation de portraits de territoires transfrontaliers.
- dans le cadre de la stratégie en matière d'organisation et d'aménagement du territoire de la Collectivité européenne d'Alsace :
    - poursuite de l'animation de la gouvernance du Grenelle des mobilités.

- dans le cadre de la stratégie en matière de transition énergétique de la Collectivité européenne d'Alsace :

    - animation et diffusion des travaux de la Plateforme d'appui à la transition énergétique.

- plus globalement :
    - à travers plusieurs de ces stratégies et plans, travailler sur la résilience des territoires et la responsabilité sociale autour de trois à quatre sujets clés (habitat et modes de vie, éducation, mobilités, transition énergétique, leviers de croissance, préservation des ressources…),
    - dans le cadre de l'ensemble des plans et stratégies de la Collectivité européenne d'Alsace, ouvrir et partager les données de INTEO et construire les passerelles techniques nécessaires pour permettre l'exploitation des données au sein de la Collectivité européenne d'Alsace.

La présente convention financière conclue entre la Collectivité européenne d'Alsace et l'ADEUS définit les modalités de l'intervention financière de la Collectivité européenne d'Alsace dans la mise en œuvre du programme de travail partenarial pour l'année 2021.

Courant 2021, des réflexions conjointes entre la Collectivité européenne d'Alsace et l'ADEUS seront menées afin de jeter les bases d'un conventionnement pluriannuel, complémentaire à la convention financière annuelle, qui pourrait être mis en œuvre à l'horizon 2022.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La Collectivité européenne d'Alsace s'engage à apporter une aide financière à l'ADEUS pour cofinancer la plateforme partenariale animée par l'agence, laquelle s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les actions et productions qui figurent dans le programme de travail partenarial pour 2021 annexé à la présente convention financière, et qui sont réparties dans les trois axes de travail complémentaires suivants :

1. Comprendre et partager les évolutions

2. Répondre aux besoins des membres

3. Expérimenter

La subvention de la Collectivité européenne d'Alsace sera prioritairement affectée aux études et travaux consistant à :

- Dans le cadre de l'Observatoire départemental de l'habitat, finaliser des études et travaux portant notamment sur :

- l'accessibilité de l'offre locative dans le Bas-Rhin,
- un Observatoire des copropriétés dans le Bas-Rhin,
- le répertoire du logement social dans le Bas-Rhin,
- un Observatoire territorial du logement étudiant en Alsace.

- dans le cadre de l'Observatoire des mobilités :
  - produire le rapport annuel de l'Observatoire des mobilités,
  - poursuivre l'analyse des données de l'enquête mobilité allégée du Bas-Rhin, notamment à travers les pratiques de mobilités des personnes vulnérables.
- dans le cadre du Plan départemental de l'habitat (PDH) 2018 – 2023 :
  - piloter et animer son suivi,
  - réaliser un bilan à mi-parcours,
  - valoriser l'étude sur l'attractivité des territoires et le développement de l'offre de logements.
- dans le cadre du Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) du Bas-Rhin :
  - produire le bilan annuel du PDALHPD avec la mise en place d'un 1er tableau de bord à partir de la liste des indicateurs consolidée de suivi des actions.
- en matière d'ingénierie de projet :
  - produire une étude sur les comportements dérogatoires des collégiens sur le territoire de l'EMS.
- en matière de projets cadres métropolitains, régionaux et transfrontaliers :
  - accompagner les travaux du Schéma alsacien de coopération transfrontalière, en renforçant l'observation territoriale, la capacité d'expertise et d'intervention transfrontalière et territorialisée sur les « 3 frontières alsaciennes »,
  - mettre en place une veille économique à l'échelle du Rhin supérieur, dans le cadre du projet TITANe,
  - réaliser le bilan du cadre d'orientation du Rhin Supérieur,
  - participer au projet pilote franco-allemand MORO.
- dans le cadre d'INTEO :
  - la transversalité des observatoires et la constructions de récits.

La subvention de la Collectivité européenne d'Alsace devra uniquement être employée pour réaliser le programme de travail partenarial pour 2021 tel que précisé ci-avant.

La Collectivité européenne d'Alsace n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des parties et prendra fin avec l'extinction de l'ensemble des obligations respectives des parties.

Toutes les actions et productions du programme de travail partenarial, objets de la présente convention, devront être engagées au plus tard le 15 octobre 2020 sous peine de sanctions, prévues à l'article 10, l'achèvement de certaines d'entre elles pouvant être décalé de quelques mois, le cas échéant jusqu'en 2022, pour tenir compte des effets induits par l'état d'urgence sanitaire (Covid-19).

Article 3 : Détermination du soutien financier de la Collectivité européenne d'Alsace

Au regard des engagements imposés par la présente convention et sous la condition expresse qu'elle en remplira réellement toutes les clauses, la Collectivité européenne d'Alsace accorde à l'ADEUS une aide financière au bénéfice de l'objet visé à l'article 1er qui s'élève à la somme totale de **312 000 euros**.

Le montant notifié de la subvention constitue un plafond non susceptible de révision.

Le montant versé est calculé au prorata de la réalisation effective des études et travaux.

Article 4 : Modalités de versement du soutien financier

Dans le cadre de la présente convention financière, la subvention sera créditée au compte de l'ADEUS selon les procédures comptables en vigueur. Le versement de la subvention se fera au compte n° 30003 02362 00050018885 38 ouvert auprès de la Société Générale Strasbourg Dôme, selon les modalités suivantes :

- versement d'un **premier acompte de 156 000 €** dès signature par les parties de la présente convention ;

- versement du **solde de la subvention** au cours du 4ème trimestre 2021, sous réserve de sa bonne utilisation, en conformité avec les conditions énoncées notamment à l'article 6 de la présente convention.

Article 5 : Suivi de la convention et évaluation des actions

Le suivi de la présente convention est exercé conjointement par le Président de la Collectivité européenne d'Alsace et la Présidente de l'ADEUS ou leurs représentants respectifs.

Les actions et travaux entrant dans le cadre de la présente convention font l'objet d'un suivi spécifique dans les fiches projet 2021, outils déclinant chacune des actions inscrites au programme de travail partenarial pour l'année 2021.

Plus globalement, le suivi et l'évaluation des actions et travaux menés est assuré lors de plusieurs réunions partenariales techniciens animées par l'ADEUS durant l'année.

Article 6 : Justificatifs

L'ADEUS s'engage à fournir à la Collectivité européenne d'Alsace son rapport d'activité, qu'elle produit annuellement.

L'ADEUS s'engage à fournir, avant le 1er juin de l'année suivant la clôture de l'exercice comptable de l'agence, les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du Code de commerce.

Article 7: Obligations à la charge de l'ADEUS

L'ADEUS s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1er ;

- à ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique ;

- à transmettre l'ensemble des justificatifs listés dans la présente convention.

Dans l'hypothèse où les actions et travaux dans le cadre des thématiques d'étude citées à l'article 1er n'auraient pas été réalisés au 15 octobre de l'année en cours, l'ADEUS s'engage à reverser à la Collectivité européenne d'Alsace le montant de la subvention non utilisée.

Article 8 : Information et communication

L'ADEUS dans le cadre de ses actions habituelles de communication, s'engage à informer du soutien de la Collectivité européenne d'Alsace dans tous les supports qu'elle utilise, ainsi que par le biais de ses rapports avec les différents médias.

Cette information doit se matérialiser par la présence du logotype de la Collectivité européenne d'Alsace sur les documents édités par l'agence et par tout autre moyen de communication adapté à la circonstance (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, émission d'annonces sonorisées, insertion de liens Internet, etc.).

Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la Collectivité européenne d'Alsace, l'agence pourra prendre utilement contact auprès de la Direction de la communication de la Collectivité européenne d'Alsace.

La Collectivité européenne d'Alsace devra être informée de toute manifestation publique organisée dans le cadre des projets soutenus.

Article 9 : Communication des travaux

L'ADEUS s'engage à communiquer à la Collectivité européenne d'Alsace ou à lui permettre d'accéder à tout document (texte, tableau, carte) et/ou toute donnée, produits dans le cadre des actions et travaux menés dans le cadre du programme de travail partenarial, sous une forme exploitable par les services de la Collectivité européenne d'Alsace.

L'ADEUS autorise la Collectivité européenne d'Alsace, pour les besoins liés à l'exercice de ses compétences et à l'exclusion de toute exploitation commerciale, à reproduire et à diffuser, sur tous supports, à titre gratuit, sans limitation de durée ou de territoire, les documents ou données qui lui sont communiqués dans le cadre de la présente convention et notamment du programme de travail partenarial.

La Collectivité européenne d'Alsace s'engage à citer systématiquement l'ADEUS en cas de réutilisation, même partielle, de ces documents ou données.

Article 10 : Interruption et reversement de l'aide financière

Après examen des justificatifs présentés par l'ADEUS, le défaut total ou partiel du respect des clauses stipulées de la présente convention par le bénéficiaire pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets :

- l'interruption du versement de l'aide financière de la Collectivité européenne d'Alsace ;
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués ;
- la non prise en compte des demandes d'aide financière ultérieurement présentées par l'ADEUS.

La Collectivité européenne d'Alsace en informe l'ADEUS par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 11 : Résiliation

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

Pour la préservation de l'intérêt général, la Collectivité européenne d'Alsace peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'ADEUS par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

Article 12 : Avenant

Sans préjudice de l'article 3, la présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Collectivité européenne d'Alsace et l'ADEUS. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

Article 13 : Application supplétive du règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les règles du règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace dont le contenu est accessible sur le site internet de la Collectivité européenne d'Alsace.

Article 14 : Annexe

L'Annexe 1, dont l'objet est de préciser la nature et le périmètre du programme de travail partenarial subventionné par la Collectivité européenne d'Alsace, est partie intégrante de la convention et a, à ce titre, valeur contractuelle.

Fait en trois exemplaires, à Strasbourg, le ……2021

Pour la Collectivité européenne d'Alsace,	Pour l'ADEUS,
Le Président	La Présidente
Frédéric BIERRY	Françoise SCHAETZEL

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001507-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-8-6
Séance du lundi 10 mai 2021

GARANTIES D'EMPRUNTS - ORGANISMES DIVERS - ET APPROBATION DES TERMES DES PROJETS DE CONVENTION DE GARANTIE À CONCLURE

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, BURGER Etienne, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
HOLDERITH Nadine donne procuration à BURGER Etienne
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

VU les articles L3231-4 et L3231-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux garanties d'emprunts

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-04 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU le rapport du Président de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

- accorde la garantie d'emprunt à l'Ariena, à hauteur de 50%, pour le remboursement d'un prêt d'un montant prévisionnel total de 900 000 € contracté auprès du Crédit Coopératif (capital, intérêts, intérêts de retard, indemnités et tous autres accessoires selon les modalités prévues dans le contrat de prêt) et destiné à financer l'acquisition et l'aménagement d'un bâtiment situé Rue des Vosges à Sélestat.

Les 50% restant seront garantis par la Région.

Les caractéristiques financières de l'emprunt sont les suivantes :

. montant : 900 000 €
. durée : 22 ans

Période de préfinancement
. durée : 2 ans
. taux d'intérêt : 0,95% fixe
. base de calcul : 30/360
. échéances : mensuelles
. commission de non-utilisation : 3,50% du montant des fonds non appelés à la date de consolidation

Période d'amortissement
. durée : 20 ans
. taux d'intérêt : 0,95% fixe
. base de calcul : 30/360
. échéances : mensuelles
. mode d'amortissement : progressif

Au titre de la contre-garantie, l'Ariena devra s'engager par convention à inscrire une restriction au droit de disposer au profit de la collectivité sur ses biens cadastrés au Livre Foncier de Sélestat section 18 parcelles n°322 et n°466.

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001507-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

Au cas où l'organisme susvisé, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par lui aux échéances ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la collectivité s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place dans la limite des garanties définies ci-dessus, sur simple demande de l'organisme prêteur adressée par lettre missive, sans jamais opposer le défaut de mise en recouvrement préalable des ressources ni exiger que le prêteur discute au préalable avec l'organisme défaillant.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

La collectivité s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, les ressources nécessaires pour couvrir les charges de celui-ci.

Quoi qu'il en soit, la garantie d'emprunt ne sera effective qu'à la date de signature du contrat de prêt par le Président de la Collectivité européenne d'Alsace.

Les sommes que la collectivité serait amenée à verser à l'organisme prêteur en application de la présente garantie devront être remboursées à la collectivité dans un délai de deux ans selon les modalités précisées dans la convention, dont le projet est joint au rapport, à conclure entre la collectivité et le bénéficiaire.

- accorde la garantie d'emprunt à la Fédération de Charité Caritas Alsace à hauteur de 100% pour le montant et la durée résiduels d'un prêt d'un montant total à l'origine de 1 000 000 € contracté auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (capital, intérêts, intérêts de retard, indemnités et tous autres accessoires selon les modalités prévues dans le contrat de prêt) et destiné à financer des travaux de restructuration de la Maison de retraite Saint-François à Marienthal.

L'emprunt est transféré aux mêmes conditions que précédemment pour le montant et la durée résiduels.

Au titre de la contre - garantie, la Fédération de Charité Caritas Alsace devra s'engager, par convention à inscrire une hypothèque au profit de la collectivité sur les biens cadastrés au Livre Foncier de Haguenau, section DN n°18 et n°34/18, section DO n°72/3, section DW n°19/13 et section EA n°35 et n°36.

Au cas où l'organisme susvisé, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par lui aux échéances ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la collectivité s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place dans la limite des garanties définies ci-dessus, sur simple demande de l'organisme prêteur adressée par lettre missive, sans jamais opposer le défaut de mise en recouvrement préalable des ressources ni exiger que le prêteur discute au préalable avec l'organisme défaillant.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

La collectivité s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, les ressources nécessaires pour couvrir les charges de celui-ci.

Quoi qu'il en soit, la garantie d'emprunt ne sera effective qu'à la date de signature du contrat de prêt par le Président de la Collectivité européenne d'Alsace.

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001507-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

Les sommes que la collectivité serait amenée à verser à l'organisme prêteur en application de la présente garantie devront être remboursées à la collectivité dans un délai de deux ans selon les modalités précisées dans la convention, dont le projet est joint au rapport, à conclure entre la collectivité et le bénéficiaire.

- approuve les termes des projets de conventions joints en annexes à la présente délibération et autorise son Président à les signer ainsi que tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette décision et que tout avenant intervenant par la suite et portant exclusivement sur une diminution des taux d'intérêt.

- autorise par ailleurs son Président à entreprendre toutes les démarches et à signer tous les actes nécessaires à l'application de la présente délibération.

Mme Catherine GREIGERT et M. Michel HABIG, en leur qualité de membres du bureau de l'ARIENA, ne participent ni au débat ni au vote.
M. Pierre BIHL, Mme Emilie HELDERLE, M. Marcel BAUER et Mme Françoise BEY, en leur qualité de membres du CA de l'ARIENA, ne participent ni au débat ni au vote.

Le Président



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001507-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

REPUBLIQUE FRANCAISE

COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE

_____

C O N V E N T I O N

ENTRE

- la COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace agissant en exécution de la délibération de la Commission Permanente de la CeA en date du 10 mai 2021

d'une part,

Et

- l'Ariena,

d'autre part,

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

MODALITES D'OCTROI ET DE FONCTIONNEMENT DE LA GARANTIE

Article 1er - En vertu de la délibération du 10 mai 2021, la Collectivité européenne d'Alsace accorde sa garantie à l'Ariena à hauteur de 50%, pour le remboursement d'un emprunt d'un montant prévisionnel total de 900 000 € contracté auprès du Crédit Coopératif et destiné à financer l'acquisition et l'aménagement d'un bâtiment situé Rue des Vosges à Sélestat.

Les 50% restant seront garantis par la Région.

Article 2 – Les caractéristiques financières de l'emprunt sont les suivantes :
. montant : 900 000 €
. durée : 22 ans

Période de préfinancement
. durée : 2 ans
. taux d'intérêt : 0,95% fixe
. base de calcul : 30/360
. échéances : mensuelles
. commission de non-utilisation : 3,50% du montant des fonds non appelés à la date de consolidation

Période d'amortissement
. durée : 20 ans
. taux d'intérêt : 0,95% fixe
. base de calcul : 30/360
. échéances : mensuelles
. mode d'amortissement : progressif

Article 3 – La collectivité s'engage, en conséquence, au cas où le bénéficiaire de la présente garantie ne pourrait pas s'acquitter de ses obligations envers l'organisme prêteur, à assumer ces obligations en ses lieu et place et à régler à titre d'avances remboursables (conformément à l'article 1251 § 3 du code civil), les sommes restant dues au titre de l'emprunt garanti en capital, intérêts, intérêts de retard, indemnités et tous autres accessoires.

Article 4 - Au cas où la garantie serait appelée à jouer, le bénéficiaire de la présente garantie s'engage à respecter les prescriptions suivantes :

1) Prévenir la collectivité, au moins deux mois à l'avance, de son impossibilité de faire face à tout ou partie de l'une des échéances et demander la mise en jeu de la garantie par l'intermédiaire de l'organisme prêteur ;
2) Rembourser à la collectivité les avances qu'il aura faites dès que la situation financière le permettra et au plus tard dans un délai de deux ans, la capacité de rembourser ces avances étant appréciée du seul point de vue de la situation de trésorerie, sans que l'organisme défaillant soit fondé à se prévaloir de la constitution de provisions ou de réserves dont il n'aurait pas l'emploi immédiat.
   Toutefois, en aucun cas, le remboursement à la collectivité des avances consenties ne pourra porter préjudice à l'acquittement par priorité des sommes restant dues, tant en amortissement qu'en intérêts, à l'établissement prêteur. Une prolongation du délai susvisé de deux ans pourra, le cas échéant, être sollicitée par l'organisme défaillant, documents justificatifs à l'appui ;
3) Ouvrir dans ses écritures un compte d'avances de la collectivité comportant, au crédit : le montant des versements assurés par celui-ci, au débit : le montant des remboursements effectués par le bénéficiaire, le solde représentant la dette restant due à la collectivité ;
4) Fournir chaque année à la collectivité, jusqu'à apurement du compte d'avances prévu ci-dessus, ses documents comptables établis de telle sorte qu'ils fassent ressortir les résultats par opération.

Article 5 – Le bénéficiaire de la présente garantie s'engage par ailleurs :

1) A informer la collectivité de toute modification intervenant dans le plan de remboursement de l'emprunt (changement du taux d'intérêt ou de la période d'amortissement, remboursements anticipés, etc.) ;
2) A présenter annuellement à la collectivité, avant le 1er juillet, les bilans, compte d'exploitation et annexes, en prenant toutes dispositions utiles pour que sa comptabilité permette d'individualiser les opérations ayant fait l'objet de garanties distinctes ;
3) A fournir toutes justifications utiles à l'appui de ses documents comptables, sur simple demande de la collectivité, et à lui permettre de procéder à toute époque aux contrôles et vérifications qu'il jugera utiles ;
4) Au titre de la contre–garantie, à inscrire une restriction au droit de disposer au profit de la collectivité sur ses biens cadastrés au Livre Foncier Sélestat section 18 parcelles n°322 et n°466. Dans le cas où toute diligence n’aurait pas été faite pour mener à bien ces démarches, la garantie de la collectivité deviendra caduque.

Article 6 - La présente convention, dont un exemplaire sera transmis pour information à l'organisme prêteur, prendra fin à l'expiration de la période d'amortissement des emprunts garantis et, le cas échéant, après remboursement du solde restant dû à la collectivité sur le compte d'avances ouvert en cas de mise en jeu de la garantie.

Tous les frais auxquels pourrait donner lieu la présente convention seront à la charge du bénéficiaire de la présente garantie.

Fait à Strasbourg, le

Pour Ariena

Le Président du Conseil de la CeA

REPUBLIQUE FRANCAISE

COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE

_____

C O N V E N T I O N

ENTRE

- la COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace agissant en exécution de la délibération de la Commission Permanente de la CeA en date du 10 mai 2021

d'une part,

Et

- la Fédération de Charité Caritas Alsace,

d'autre part,

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

MODALITES D'OCTROI ET DE FONCTIONNEMENT DE LA GARANTIE

Article 1er - En vertu de la délibération du 10 mai 2021, la Collectivité européenne d'Alsace accorde sa garantie à la Fédération de Charité Caritas Alsace à hauteur de 100%, pour le montant résiduel et la durée résiduelle de l'emprunt de 1 000 000 € contracté auprès du Crédit Coopératif et destiné à financer des travaux de restructuration de la Maison de retraite Saint-François à Marienthal.

Article 2 – La charge du solde du prêt est transférée de l'association Les Amis de la Maison Saint-François à la Fédération de Charité Caritas Alsace.

L'emprunt a été réalisé auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour une durée de 80 trimestres au taux fixe de 3,46% par échéances trimestrielles jusqu'au 1er septembre 2031.

Article 3 – La collectivité s'engage, en conséquence, au cas où le bénéficiaire de la présente garantie ne pourrait pas s'acquitter de ses obligations envers l'organisme prêteur, à assumer ces obligations en ses lieu et place et à régler à titre d'avances remboursables (conformément à l'article 1251 § 3 du code civil), les sommes restant dues au titre de l'emprunt garanti en capital, intérêts, intérêts de retard, indemnités et tous autres accessoires.

Article 4 - Au cas où la garantie serait appelée à jouer, le bénéficiaire de la présente garantie s'engage à respecter les prescriptions suivantes :

1) Prévenir la collectivité, au moins deux mois à l'avance, de son impossibilité de faire face à tout ou partie de l'une des échéances et demander la mise en jeu de la garantie par l'intermédiaire de l'organisme prêteur ;
2) Rembourser à la collectivité les avances qu'il aura faites dès que la situation financière le permettra et au plus tard dans un délai de deux ans, la capacité de rembourser ces avances étant appréciée du seul point de vue de la situation de trésorerie, sans que l'organisme défaillant soit fondé à se prévaloir de la constitution de provisions ou de réserves dont il n'aurait pas l'emploi immédiat.

Toutefois, en aucun cas, le remboursement à la collectivité des avances consenties ne pourra porter préjudice à l'acquittement par priorité des sommes restant dues, tant en amortissement qu'en intérêts, à l'établissement prêteur. Une prolongation du délai susvisé de deux ans pourra, le cas échéant, être sollicitée par l'organisme défaillant, documents justificatifs à l'appui ;

3) Ouvrir dans ses écritures un compte d'avances de la collectivité comportant, au crédit : le montant des versements assurés par celui-ci, au débit : le montant des remboursements effectués par le bénéficiaire, le solde représentant la dette restant due à la collectivité ;
4) Fournir chaque année à la collectivité, jusqu'à apurement du compte d'avances prévu ci-dessus, ses documents comptables établis de telle sorte qu'ils fassent ressortir les résultats par opération.

Article 5 – Le bénéficiaire de la présente garantie s'engage par ailleurs :

1) A informer la collectivité de toute modification intervenant dans le plan de remboursement de l'emprunt (changement du taux d'intérêt ou de la période d'amortissement, remboursements anticipés, etc.) ;
2) A présenter annuellement à la collectivité, avant le 1er juillet, les bilans, compte d'exploitation et annexes, en prenant toutes dispositions utiles pour que sa comptabilité permette d'individualiser les opérations ayant fait l'objet de garanties distinctes ;
3) A fournir toutes justifications utiles à l'appui de ses documents comptables, sur simple demande de la collectivité, et à lui permettre de procéder à toute époque aux contrôles et vérifications qu'il jugera utiles ;
4) Au titre de la contre–garantie, à inscrire une hypothèque au profit de la collectivité sur les biens cadastrés au Livre Foncier de Haguenau, section DN n°18 et n°34/18, section DO n°72/3, section DW n°19/13 et section EA n°35 et n°36. Dans le cas où toute diligence n’aurait pas été faite pour mener à bien ces démarches, la garantie de la collectivité deviendra caduque.

Article 6 - La présente convention, dont un exemplaire sera transmis pour information à l'organisme prêteur, prendra fin à l'expiration de la période d'amortissement des emprunts garantis et, le cas échéant, après remboursement du solde restant dû à la collectivité sur le compte d'avances ouvert en cas de mise en jeu de la garantie.

Tous les frais auxquels pourrait donner lieu la présente convention seront à la charge du bénéficiaire de la présente garantie.

Fait à Strasbourg, le

Pour Caritas

Le Président du Conseil de la CeA

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001534-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Délibérations
de la Commission permanente

Séance du lundi 10 mai 2021
N° CP-2021-5-2-3

PRÉVENTION DU VIEILLISSEMENT : ADHÉSION À L'INSTITUT RECAPPS (RECHERCHE COLLABORATIVE SUR L'ACTIVITÉ PHYSIQUE ET LA PROMOTION DE LA SANTÉ)

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
BURGER Etienne donne procuration à LEHMANN Marie-Paule
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

EXCUSEE :
HOLDERITH Nadine

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-04 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-3-2-2 du 15 février 2021 relative au Budget primitif 2021 – Politique de la Solidarité,

VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'avis de la 2ème commission d'excellence éducative et de l'accompagnement des familles du 19 avril 2021,

VU le rapport du Président de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

- Décide d'adhérer à l'institut Recherche Collaborative sur l'Activité Physique et la Promotion de la Santé (ReCAPPS),

- Approuve les statuts de l'institut ReCAPPS, joints en annexe à la présente délibération,

- Autorise le Président de la Collectivité européenne d'Alsace à signer le bulletin d'adhésion,

- Décide, à l'unanimité, de ne pas désigner au scrutin secret le représentant de la Collectivité européenne d'Alsace au sein de l'institut ReCAPPS,

- Désigne Mme WOLFHUGEL Christiane appelée à représenter la Collectivité européenne d'Alsace au sein de l'institut ReCAPPS,

- Précise que les crédits seront prélevés sur l'opération P100O002 T02 (chapitre 011 - nature 6281 - fonction 420).

Le Président



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

STATUTS

ARTICLE 1 : NOM DE L'ASSOCIATION

Il est fondé entre les adhérent·e·s aux présents statuts une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre « Institut de Recherche Collaborative sur l'Activité Physique et la Promotion de la Santé » (Institut ReCAPPS)

ARTICLE 2 : OBJET SOCIAL

L'association « Institut de Recherche Collaborative sur l'Activité Physique et la Promotion de la Santé » (Institut ReCAPPS) entend fédérer les chercheur·e·s en sciences humaines et sociales dont les travaux s'intéressent aux enjeux liés à la conception, à la mise en œuvre et aux usages des dispositifs de promotion de la santé par les activités physiques et le sport.

Elle concerne l'ensemble des approches scientifiques qui, pour saisir ces dispositifs et leurs effets, recourent aux outils d'analyse des sciences humaines et sociales, dans le cadre de démarches ouvertes à la pluridisciplinarité et à la collaboration avec les acteurs de la société civile et les usagers. Elle s'intéresse aux programmes d'activités physiques, sportives, artistiques, pensés dans une perspective de promotion de la santé, et à l'ensemble des acteurs publics et privés concernés, mais aussi aux outils de connaissance des publics ciblés (de leurs dispositions sociales, de leurs situations, de leurs expériences de la maladie, de leurs modes et environnements de vie, de leurs vulnérabilités, etc.) et des usages qu'ils font des dispositifs de promotion de la santé par les activités physiques et le sport.

L'association vise à la fois à :

1. rendre visible les travaux existants dans ce domaine,
2. favoriser l'essor de nouveaux programmes de recherche inter-laboratoires (en partenariat avec les financeurs et leurs acteurs institutionnels du monde de la recherche), incluant la recherche interventionnelle,
3. contribuer à la structuration d'un champ de recherche à l'échelle nationale susceptible de s'inscrire dans des dynamiques de comparaisons internationales.
4. Promouvoir le développement de recherches interventionnelles co-construites avec les acteurs de terrain et les usagers
5. soutenir la prise en compte des résultats des recherches dans les pratiques, les formations et les décisions en promotion de la santé par les activités physiques et le sport.

ARTICLE 3 : SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé à Lyon (16, Boulevard de la croix rousse 69001).
Il pourra être transféré sur simple décision du Bureau.

ARTICLE 4 : DURÉE

L'association « Institut de Recherche Collaborative sur l'Activité Physique et la Promotion de la Santé » (Institut ReCAPPS) est constituée pour une durée illimitée.

ARTICLE 5 : MEMBRES

Peut devenir membre toute personne physique ou morale intéressée par l'objet de l'association. Chaque membre prend l'engagement de respecter les présents statuts et de s'acquitter de sa cotisation.

ARTICLE 6 : PROCÉDURE D'ADHÉSION

La demande d'adhésion est formulée par écrit, soit sur papier libre, soit par courrier électronique.
L'admission des nouveaux membres est prononcée par le Conseil d'Administration à la majorité des deux tiers.
L'association s'interdit toute forme de discrimination interdite par la loi. En cas de refus, le Conseil d'Administration n'a pas d'obligation de motiver sa décision et aucun recours ne peut être envisagé devant l'Assemblée Générale.

ARTICLE 7 : PERTE DE LA QUALITÉ DE MEMBRE

La qualité de membre se perd par :

- décès,
- démission adressée par écrit (courrier ou email) au·à la Président·e de l'association
- radiation pour non-paiement de la cotisation
- exclusion pour motif grave sur décision du Conseil d'Administration à la majorité des deux tiers, le membre concerné ayant préalablement été appelé, par lettre recommandée, à se présenter pour fournir les éléments d'explication qu'il jugera nécessaires.

La cotisation est due et valable pour une durée déterminée par le règlement intérieur. La qualité de membre se perd si le montant de la cotisation n'est pas acquitté.

ARTICLE 8 : RESSOURCES

Les ressources de l'association proviennent :

1- de la cotisation des membres. Le montant, qui pourra varier selon le statut des membres, et la périodicité de cette cotisation seront votés en Assemblée Générale.
2- de subventions émanant d'organismes publics ou privés, sous réserve de conformité avec l'objet de l'association et de validation par le Conseil d'Administration.
3- des recettes des manifestations organisées par l'association, sous réserve de conformité avec l'objet de l'association et de validation par le Conseil d'Administration.
4- de toutes autres ressources qui ne sont pas interdites par les lois et règlements en vigueur, sous réserve de conformité avec l'objet de l'association et de validation par le Conseil d'Administration.

ARTICLE 9 : CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'association est dirigée par un Conseil d'Administration, composé de membres élus par l'Assemblée Générale. Cet organe de contrôle et de transparence garantit la légitimité des décisions prises par le Bureau.
Les membres du Conseil d'Administration sont élus à la majorité des membres présents ou représentés au scrutin uninominal à bulletin secret. Les mandats de 4 ans, renouvelables par moitié tous les 2 ans, sont reconductibles une fois, avec la possibilité de se représenter après une période de 4 ans sans mandat.

Le nombre de membres du Conseil d'Administration est fixé par le règlement intérieur.
Le Conseil d'Administration se réunit au moins une fois tous les ans, sur convocation du.de la Président·e ou sur la demande du quart de ses membres. Les autres décisions sont validées par email.
Les décisions sont prises à la majorité des voix, la voix du.de la Président·e étant prépondérante en cas d'égalité.
Les convocations sont adressées par email ou papier par le.la Président·e. Ces réunions donnent lieu à la rédaction d'un procès-verbal signé par le.la Président·e et le·la Secrétaire.
Les membres du Conseil d'Administration ne peuvent recevoir aucune rétribution. Les frais liés à l'accomplissement de leur mandat peuvent cependant leur être remboursés sur présentation de justificatifs, conformément aux dispositions spécifiées dans le règlement intérieur.

ARTICLE 10 : BUREAU

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un Bureau chargé du pilotage de l'association. Ce Bureau est composé *a minima* de 3 membres (avec une représentation des deux sexes) :

- un·e Président·e
- un·e Trésorier·ière
- un·e Secrétaire

Sur décision du Conseil d'Administration, ce Bureau peut être élargi par l'élection d'un·e ou de plusieurs vice-président·e·s.
Chacun des membres du Bureau est élu au scrutin uninominal à bulletin secret. La durée des mandats est de 2 ans, renouvelables une fois, avec la possibilité de se représenter après une période de 2 ans sans mandat.
En cas de vacance de l'une des fonctions du Bureau, le Conseil d'Administration assure l'intérim, le temps de procéder à l'élection du membre du Bureau manquant.

ARTICLE 11 : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale est composée de l'ensemble des membres de l'association. Elle se réunit au moins une fois par an et chaque fois qu'elle est convoquée par son Président.

Modalités de convocation :
Le.la Secrétaire adresse, par courrier électronique ou par voie postale, une convocation contenant l'ordre du jour aux membres de l'association au moins 15 jours à l'avance.

Procédure et conditions de vote :
Les résolutions de l'Assemblée Générale sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés (sauf précision contraire).
Les votes se font à main levée sauf pour les votes relatifs aux élections des personnes et si l'un des membres demande le vote à bulletin secret.
En cas d'absence, un membre peut désigner un mandataire (dans la limite de deux procurations par mandataire).

Organisation :
L'ordre du jour est fixé par le Bureau. Seules sont valables les décisions prises par l'Assemblée Générale sur les points figurant dans l'ordre du jour.
Le·la Président, assisté·e des membres du Bureau, préside l'Assemblée Générale et expose la situation morale et/ou l'activité de l'association. Le.la Trésorier·ière rend compte de sa gestion et soumet les comptes annuels à l'approbation de l'Assemblée Générale.

Après épuisement de l'ordre du jour, il est procédé au renouvellement des membres sortants du Conseil d'Administration.
Les délibérations et résolutions de la direction font l'objet d'un procès-verbal signé par le·la Président·e et le·la Secrétaire et adressé aux membres de l'association.
Il est tenu une liste d'émargement signée par chaque membre présent.
Les décisions de l'Assemblée Générale s'imposent à tous les membres, y compris ceux absents ou représentés.

Les pouvoirs de l'Assemblée Générale ordinaire :
L'Assemblée Générale ordinaire :

- Approuve les comptes de l'exercice clos et vote le budget de l'exercice suivant
- Délibère sur toutes les questions de l'ordre du jour
- Statue sur la nomination et le renouvellement des membres du Conseil d'Administration
- Prononce les mesures d'exclusion / radiation des membres
- Fixe le montant de la cotisation annuelle, sur proposition du Conseil d'Administration
- Valide le règlement intérieur, sur proposition du Conseil d'Administration
- Examine tous les points qui ne relèvent pas du champ de compétence du Conseil d'Administration.

ARTICLE 12 : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Si besoin est ou sur la demande de la moitié plus un des membres inscrits, le·la Président·e peut convoquer une Assemblée Générale extraordinaire, suivant les formalités prévues par l'article 11.

ARTICLE 13 : MODIFICATION DES STATUTS

La modification des statuts de l'association, proposée à l'initiative du Conseil d'Administration, doit être approuvée par l'Assemblée Générale. Les délibérations ne peuvent porter que sur l'adoption ou le rejet des propositions de modifications mentionnées à l'ordre du jour.
Les modifications feront l'objet d'un procès-verbal, signé par le·la Président·e et le.la Secrétaire, qui sera transmis à la Préfecture du siège social de l'association dans un délai de 3 mois.

ARTICLE 14 : DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION

La dissolution de l'association est prononcée par l'Assemblée Générale ordinaire ou extraordinaire avec une majorité de 2/3 des voix des membres présents ou représentés. L'Assemblée Générale désigne alors une ou des personnes (membres ou non de l'association) chargées de la liquidation des biens (qui pourront être attribués sur décision de l'Assemblée Générale à une association poursuivant des buts similaires ou à une organisation d'intérêt général).

ARTICLE 15 : RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Le Conseil d'Administration peut choisir d'établir un règlement intérieur. Ce règlement doit alors faire l'objet d'une approbation par l'Assemblée Générale.

ARTICLE 16 : APPROBATION DES STATUTS

Les présents statuts ont été adoptés par l'Assemblée Générale constitutive qui s'est déroulée le 19/03/2019 à l'Université Lyon 1.

Le Bureau,

Présidente : Claire Perrin
Secrétaire : Sylvain Ferez
Trésorier : Clément Perrier





Clément Perrier **Claire Perrin**

Membres fondateurs du ReCAPPS

Bernard Andrieu, I3SP (EA 3625), Université Paris Descartes ; **Jean-Charles Basson**, Institut fédératif d'études et de recherches Santé Société (IFERISS, FED 4142) de Toulouse ; **Isabelle Caby**, SHERPAS-URePSSS (EA 7369), Université d'Artois ; **Julien Cazal**, VIPS2 (EA4636), Université de Rennes 2 ; **Cécile Collinet**, Laboratoire ACP (EA 335), université Paris-Est Marne-La-Vallée ; **Yan Dalla Pria**, IDHE.S (UMR8533), université Paris Nanterre ; **Julie Demeslay**, ISP (UMR7220), université Paris Nanterre ; **Emmanuel Dizin**, L-ViS (EA7428), Université Lyon 1 ; **Brice Favier Ambrosini**, Laboratoire ACP (EA335), université Paris-Est Marne-La-Vallée ; **Sylvain Ferez**, Santésih (EA4614), Université de Montpellier ; **Stéphane Héas**, VIPS2 (EA4636), Université de Rennes 2 ; **Damien Issanchou**, L-ViS (EA7428)-MSH Lyon-St Etienne, Université Lyon 1 ; **Sandrine Knobe**, E3S (EA1342), Université de Strasbourg ; **Jean-Paul Génolini**, CRESCO (EA7419), Université Toulouse 3 ; **Marina Honta**, Centre Emile Durkheim (UMR CNRS 5116), Université de Bordeaux ; **Florian Lebreton**, TVES (EA4477), Université du littoral côte d'opale ; **Coralie Lessard**, VIPS2 (EA4636), Université de Rennes 2 ; **Anne Marcellini**, Institut des sciences du sport, Université de Lausanne ; **Yves Morales**, CRESCO (EA7419), Université Toulouse 3 ; **Pierre Olaf-Schut**, Laboratoire ACP (EA 335), université Paris-Est Marne-La-Vallée ; **Clément Perrier**, L-ViS (EA7428) Université Lyon 1 ; **Claire Perrin**, L-ViS (EA 7428)-MSH Lyon-St Etienne, Université Lyon 1 ; **Julien Pierre**, E3S (EA1342), Université de Strasbourg ; **Laura Schuft**, URMIS (UMR8245), Université Côte d'azur ; **Philippe Terral**, CRESCO (EA7419), Université Toulouse 3 ; **Emmanuelle Tulle**, SPARG, Glasgow Caledonian University, Scotland ; **Gilles Vieille Marchiset**, E3S (EA1342), Université de Strasbourg

INSTITUT RECAPPS

À RETOURNER EXCLUSIVEMENT EN PIÈCE JOINTE DE COURRIER ÉLECTRONIQUE ADRESSÉ À : contact@institut-recapps.com

« La demande d'adhésion est formulée par écrit, soit sur papier libre, soit par courrier électronique. L'admission des nouveaux membres est prononcée par le Conseil d'Administration à la majorité des deux tiers. » (Extrait des statuts de l'Institut ReCAPPS)

(Pour les personnes morales, un premier contact par mail est indispensable)

Nom : Prénom :

Statut :

Structure / établissement de rattachement :

Pour les chercheur·se·s, Unité de recherche de rattachement (en toutes lettres) :

Adresse professionnelle :

Tel : Mail :

Adresse personnelle :

Tel : Mail :

Domaine(s) d'activité(s) et/ou de recherche et parcours dans le(s) domaine(s). Un court CV (1 à 2 pages max.) est à joindre en complément :

Motivation de la demande d'adhésion (5 lignes maximum) :

Souhaite adhérer à l'Institut ReCAPPS au titre du :

¨ Collège personnes physiques titulaires de l'Université

¨ Collège personnes physiques non-titulaires de l'Université

¨ Collège des expert.e.s

Date de la demande :

Ne pas joindre de paiement avec votre candidature. Votre cotisation et votre signature seront appelées après acceptation de votre demande d'adhésion par le CA de l'Institut ReCAPPS.

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001537-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-12-4
Séance du lundi 10 mai 2021

PDH 67 - APPUI DANS LA MISE EN OEUVRE DE DISPOSITIFS D'ACTIONS EN FAVEUR DE LA RÉHABILITATION ET DE LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES LOGEMENTS PRIVÉS SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE SELESTAT

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, BURGER Etienne, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
HOLDERITH Nadine donne procuration à BURGER Etienne
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

VU le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment ses articles L 301-5-2, L 321-1 et suivants, R 321-1 et suivants et R 327-1,

VU la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain, notamment ses articles 140 et 145,

VU le règlement général de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH),

VU la circulaire n°2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002,

VU le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées signé le 28 décembre 2016 pour la période 2015-2020,

VU le plan départemental de l'habitat adopté le 26 mars 2018 pour la période 2018-2023,

VU la délibération n° CD/2018/008 du Conseil Départemental du Bas-Rhin du 26 mars pour la mise en œuvre de la politique départementale de l'habitat, et notamment de sa politique volontariste relative aux aides à l'habitat privé,

VU la délibération n° CD/2018/009 du Conseil Départemental du Bas-Rhin du 26 mars 2018, relative notamment à l'approbation de la convention de délégation de l'aide à la pierre et à l'approbation de la convention avec l'Anah,

VU la délibération n° CD/2019/132 du Conseil Départemental du Bas-Rhin du 9 décembre 2019 autorisant le renouvellement des programmes, PIG Rénov'Habitat 67 et Soutien à l'autonomie avec l'Anah,

VU la convention de délégation de délégation de compétence du 26 juillet 2018 conclue entre le Département du Bas-Rhin et l'Etat en application de l'article L 301-5-2 du Code de la Construction et de l'Habitation,

VU la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé du 26 juillet 2018 conclue entre le Département du Bas-Rhin et l'ANAH,

VU la délibération n° CD-2021-1-1-04 du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

VU la délibération n° CD-2021-3-5-1 du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace du 15 février 2021 relative à l'adoption du budget primitif 2021 de la politique de l'habitat.

VU la délibération n° CP-2021-1121 de la Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace du 10 mai 2021 autorisant la mise en œuvre de dispositifs d'actions en faveur de la réhabilitation et de la rénovation énergétique des logements sur le territoire de la Communauté de Communes de Sélestat,

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001537-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

VU l'avis de la Commission de l'insertion, de l'habitat et de la lutte contre la pauvreté en date du 16 avril 2021,

VU l'avis de la Commission territoriale Centre Alsace en date du 16 avril 2021,

VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU le rapport du Président de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

- Approuve la mise en œuvre de dispositifs d'actions en faveur de la réhabilitation et de la rénovation énergétique des logements privés sur le territoire intercommunal de Sélestat, Communal de Sélestat et Communal de Châtenois ;

- Prend acte du co-financement, au titre de la délégation des aides à la pierre de l'Agence Nationale pour l'Habitat, d'un poste de chargé de mission dédié au pilotage et la mise en œuvre des projets ainsi que l'animation des programmes lancés sur le territoire de la Communauté de Communes de Sélestat sur l'habitat. La participation financière sera basée sur une quotité de travail de 50% et finance à hauteur de 50% plafonné à 80 000€ HT par an sur la durée de la convention, au titre des crédits délégués de l'Anah ; la Communauté de communes de Sélestat finançant les 50% restant. Le coût annuel du poste de chargé de mission habitat/mobilité est estimée à 62 891 €. Au titre des crédits délégués de l'Anah, la CeA apportera un financement annuelle maximale de 15 723 € correspondant à une quotité de travail à 0,5 ETP à la Communauté de communes de Sélestat pour le poste de chargé de mission et son intervention dans le parc privé. La Communauté de communes de Sélestat finance le reste à hauteur de 47 168 €/an ;

- Précise que les dépenses liées aux financements du poste de chargé de mission habitat et des études habitat sont inscrites au Budget Collectivité européenne d'Alsace sur le programme 038 - Délégation des aides à la pierre, Opération 001 - suivi-animation des OPAH, dépenses en fonctionnement sur l'imputation budgétaire 011-617-552 – tranche P038O001T01 ;

- Prend acte du co-financement, au titre de la délégation des aides à la pierre de l'Agence Nationale pour l'Habitat, de l'étude d'évaluation de l'OPAH RU dans le centre historique de Sélestat préalable à la mise en place d'une place d'une OPAH RU ainsi que l'étude-diagnostic de l'habitat privé ancien menée sur l'ensemble du territoire de la communauté de communes de Sélestat préalable à la mise en place de dispositifs opérationnels renforcés. Ces études seront financées au titre des crédits délégués de l'Anah à hauteur de 50% plafonné à 250 000€ HT ; la Communauté de communes de Sélestat et la Ville de Sélestat, dans le cadre d'un groupement de commande, finançant les 50% restant. Le coût total de la mission d'évaluation et de diagnostics habitat est évaluée à 75 000 € TTC. La CeA, en tant que délégataire des aides de l'Anah, participe au financement des études habitat à hauteur de 50%, soit un montant maximal de 37 500 € TTC. La Communauté de communes de Sélestat percevra ce financement et la reversera à la ville de Sélestat au prorata du montant de l'étude financée. La Communauté de communes de Sélestat ainsi que la Commune de Sélestat financent les 50 % restant soit 37 500 € TTC ;

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001537-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

- Précise que les dépenses liées au financement des études habitat sont inscrites au budget CeA sur le programme 038 - Délégation des aides à la pierre, Opération 001 -suivi-animation des OPAH, dépenses en fonctionnement sur l'imputation budgétaire 011-617-552- tranche P038O001T01 ;

- Décide de la mise en place d'un partenariat à conclure respectivement entre les Communes de Châtenois, Sélestat, PROCIVIS ALSACE et la Collectivité européenne d'Alsace pour la mise en œuvre des Programmes d'Intérêt Général (PIG) Rénov'Habitat 67 et Soutien à l'Autonomie ;

- Approuve les deux projets de conventions de partenariat, annexés à la présente délibération, qui permettront de mobiliser des aides complémentaires attribuées par la Commune de Châtenois, la Commune de Sélestat pour les projets de travaux engagés par les propriétaires occupants et les propriétaires bailleurs dans le cadre des Programmes d'Intérêt Général (PIG) Rénov'Habitat 67 et Soutien à l'Autonomie.

- Précise que les aides de la Collectivité européenne d'Alsace sont inscrites au Budget 2021 sur le programme 037, Opération 006 sur l'imputation budgétaire 204-20422-552 – Tranche P037O006T08 ;
- Autorise le Président à signer les deux conventions de partenariats précitées à intervenir respectivement entre la Commune de Châtenois, la Commune de Sélestat, PROCIVIS ALSACE, la Collectivité européenne d'Alsace pour la mise en œuvre des Programme d'Intérêt Général (PIG) Rénov'Habitat 67 et Soutien à l'Autonomie.

M. Marcel BAUER, en sa qualité de maire de la commune de Sélestat, ne participe ni au débat ni au vote.

M. Etienne WOLF, en sa qualité de président du CA de Procivis Alsace, ne participe ni au débat ni au vote.

M. Sébastien ZAEGEL, en sa qualité de membre du CA et administrateur de Procivis Alsace, ne participe ni au débat ni au vote.

M. Pierre BIHL, en sa qualité de membre du CA de Procivis Alsace, ne participe ni au débat ni au vote.

Le Président



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001537-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

Convention de partenariat
au titre de la mise en œuvre du PIG Rénov'Habitat 67
sur le centre ancien de la Commune de Sélestat
(ancien périmètre de l'OPAH RU)
à compter du 01/06/2021

Entre

La Commune de Sélestat représentée par son Maire, M. Marcel BAUER, agissant en vertu de la délibération en date du __/__ /202_

D'une part,

PROCIVIS Alsace (**Société Anonyme Coopérative d'Intérêt collectif pour l'Accession à la Propriété – Alsace)**, représenté par son Directeur Général, Monsieur Christophe GLOCK,

La Collectivité Européenne d'Alsace, représentée par son Président M. Frédéric BIERRY, agissant en application de la délibération de la Commission Permanente en date du 10/05/2021

D'autre part,

VU la loi d'orientation pour la ville n° 91-662 du 13 juillet 1991 et notamment ses titres I et III,

VU la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain, notamment ses articles 140 et 145,

VU l'arrêté du 28 décembre 2001 portant approbation du règlement général de l'ANAH,

VU l'arrêté du 31 décembre 2001 relatif aux plafonds de ressources applicables à certains bénéficiaires des subventions de l'ANAH,

VU la circulaire UHC/IUH 4/26 n°2002-68 du 08 novembre 2002 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au Programme d'Intérêt Général,

VU la délibération (CD/2018/008), du Conseil Départemental du Bas-Rhin du 26 mars 2018 pour la mise en œuvre de la politique départementale de l'habitat, et notamment de sa politique volontariste relative aux aides à l'habitat privé,

VU la délibération (CD/2018/009) du Conseil départemental du Bas-Rhin du 26 mars 2018, relative notamment à l'approbation de la convention de délégation de l'aide à la pierre et à l'approbation de la convention avec l'Anah,

VU la convention de délégation de compétence signée le 26 juillet 2018 entre le Département du Bas-Rhin et l'Etat, conclue en application de l'article L. 301-5-2 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH),

VU la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé, signée 26 juillet 2018 entre le Département du Bas-Rhin et l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), conclue en application de l'article L. 321-1-1 du CCH,

Vu la délibération (CD/2019/132) de la commission plénière du Conseil Départemental du Bas-Rhin du 09 décembre 2019 autorisant le renouvellement de ces deux programmes, PIG Rénov'Habitat 67 et Soutien à l'autonomie avec l'Anah,

Vu la délibération de la commission permanente de la Collectivité européenne d'Alsace du 10/05/2021 autorisant la mise en place d'une convention de partenariat avec la Commune de Sélestat pour la mise en œuvre du PIG Rénov'Habitat 67.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Depuis de nombreuses années, la Collectivité européenne d'Alsace s'inscrit, sur son territoire de délégation de l'ANAH, en chef de file sur la réhabilitation énergétique des logements.

Les programmes d'intérêt général PIG déployés sur le territoire alsacien confirment leur place centrale dans l'offre de conseil, d'accompagnement et de financement de la rénovation énergétique des logements du parc privé. Ils ont permis **d'impulser jusqu'à présent une dynamique territoriale forte** en mobilisant l'ensemble des acteurs du territoire et ont renforcé l'accompagnement et le conseil des citoyens dans leur projet de travaux.

La mise en œuvre de la politique habitat à l'échelle de l'alsace en faveur de l'habitat privé s'appuie sur des documents stratégiques : les plans départementaux de l'habitat (PDH) et les plans départementaux d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD)**. Les enjeux en faveur de l'habitat privé sont réaffirmés en matière de lutte contre la précarité énergétique, l'habitat indigne et l'adaptation du logement lié à la perte d'autonomie et au grand âge.**

Ces enjeux locaux sont également confirmés au niveau national puisque :

- La **loi MAPTAM** du 27 janvier 2014 confirme le rôle de chef de file du Département en matière de lutte contre la précarité éne rgétique ;

- La **loi ALUR** du 24 mars 2014 améliore les relations entre propriétaires et locataires dans le parc privé. Elle réforme en profondeur le régime des copropriétés et instaure un dispositif de prévention et de traitement des copropriétés dégradés. De plus elle crée la garantie universelle des loyers.
- La **loi NOTRe** du 7 août 2015 apporte une compétence complémentaire du Département par la mise en œuvre d'une assistance aux petites collectivités (L. 3232-1-1 du CGCT) ;
- La **loi de Transition énergétique** du 22 juillet 2015 fixe des objectifs de rénovation énergétique assez ambitieux et met en place des moyens financiers (renouvellement des aides « Habiter Mieux » gérées par l'ANAH, du crédit d'impôt transition énergétique (CITE) prolongé en 2017 et de l'éco-prêt à taux zéro (désormais cumulables) pour y parvenir ;
- Le **Programme « Habiter Mieux »** est étendu aux copropriétés fragiles
- La **loi Elan** du 23 novembre 2018 :
    - renforce la gouvernance des copropriétés
    - assouplit le dispositif Louer Abordable en zone C avec possibilité de défiscalisation
- La **loi Denormandie 2019** prend la suite des lois Pinel et Duflot, en proposant un nouveau dispositif de défiscalisation immobilière afin d'encourager les travaux de rénovation dans des zones comportant de nombreux logements vacants ou en mauvais état (Action Cœur de Ville, …)

Aussi, le Conseil Départemental du Bas-Rhin, lors de sa séance du 09/12/2019, a décidé de renouveler les Programmes d'Intérêt Général (PIG) territorialisés sur la période 2020-2023 (délibération n°CD/2019/132). Le PIG Rénov'Habitat 67 est un programme d'amélioration de l'habitat privé qui a pour objectif de répondre aux enjeux de lutte contre la précarité énergétique.

Les PIG s'attachent au :

- **Traitement de l'habitat indigne et très dégradé des propriétaires occupants et bailleurs** : L'habitat indigne recouvre les logements, immeubles et locaux insalubres, les locaux où le plomb est accessible (risque saturnin), les immeubles menaçant ruine, les hôtels meublés dangereux et les habitats précaires. L'habitat très dégradé renvoie à des logements en mauvais état mais qui ne peuvent être qualifiés d'indignes ou d'insalubres. Le niveau de dégradation d'un logement ou d'un immeuble est apprécié à l'aide d'une "grille d'évaluation de la dégradation de l'habitat". Le PIG Rénov'Habitat s'attachera à traiter ces logements.
- **Développement d'une offre de logements à loyers et charges maîtrisés** : Pour les propriétaires bailleurs, l'intervention est concentrée sur les problématiques liées à l'indignité et à la dégradation des logements. La contrepartie de ces aides est une maîtrise des loyers reposant sur le conventionnement.

Le Programme PIG Rénov'Habitat 67 se coordonne avec le PIG Soutien à l'Autonomie en faveur de l'adaptation des logements à la perte d'autonomie et au handicap afin d'apporter aux habitants une réponse globale à leur solution d'habitat. Une intervention renforcée sur le volet adaptation s'applique déjà à travers une convention de partenariat signée avec la Communauté des Communes de Sélestat et qui couvre l'ensemble du territoire intercommunal.

Outre les aides financières proposées par la Collectivité européenne d'Alsace, **des bureaux d'études sont missionnés pour :**

- L'animation locale du dispositif : ils ont en charge la mobilisation des partenaires institutionnels et locaux, ils participent à des salons dédiés à l'habitat, ils informent le public sur les dispositifs habitat. Chaque bureau d'études sillonne son territoire pour organiser des permanences d'information en présentiel pour les propriétaires et des rendez-vous sur place.

- L'assistance des propriétaires pour l'aide à la décision : Pour les ménages désirant s'engager dans un programme de réhabilitation de l'habitat et/ou d'amélioration de la performance énergétique, le bureau d'étude effectue une évaluation complète pour déterminer la faisabilité du projet et les moyens à mettre en œuvre : une évaluation énergétique et technique au domicile des demandeurs. L'opérateur accompagne ainsi les propriétaires pour le montage administratif et technique de leur dossier de demande de subvention et de paiement. Il poursuit cet accompagnement par la recherche de devis et peut, dans certaines situations, coordonner les interventions des artisans.

La Collectivité européenne d'Alsace et la ville de Sélestat souhaitent poursuivre et maintenir une dynamique territoriale initiée dans le cadre de l'OPAH RU avec un dispositif de transition de type PIG renforcé. Ce dispositif permettra de maintenir les financements volontaristes des deux collectivités inscrits dans la convention d'OPAH RU sur la période 2016-2021.

Le programme OPAH RU de Sélestat arrive à échéance le 31 mai 2021, une étude est lancée conjointement avec la Commune de Sélestat et la Communauté des Communes pour identifier les besoins. Cette étude permettra de mesurer l'efficacité des dispositifs opérationnels existants et de proposer des outils opérationnels.

La présente convention prendra effet au 01/06/2021 et sera caduque au démarrage de la nouvelle convention d'OPAH RU.

Article 1 : Objet de la convention

Cette convention de partenariat régit les modalités de participation de la Commune de Sélestat à la réhabilitation du parc privé dans le cadre du PIG Rénov'Habitat 67 dans son centre ancien (ancien périmètre de l'OPAH RU). Elle couvre une période transitoire jusqu'au lancement de la nouvelle OPAH-RU. Ainsi, elle permet à la commune de maintenir les engagements réciproques inscrit dans la convention d'OPAH-RU. Elle s'applique sur le centre ancien de la Commune de Sélestat dessiné par la ceinture de boulevards suivants :

- Boulevard Vauban,
- Boulevard du Maréchal Joffre,
- Boulevard du Maréchal Foch,
- Boulevard du Général Leclerc,
- Boulevard du Général Castelnau,
- Boulevard Thiers,
- Quai de l'Ill.



Article 2 : Champ d'application et objectifs quantitatifs

Le PIG Rénov'Habitat prévoit la réhabilitation 2 869 logements minimum sur son territoire de délégation, hors Eurométropole de Strasbourg pour la période 2020-2023 :

- 2 429 logements occupés par leurs propriétaires
- 184 logements réhabilités par des bailleurs privés
- 256 lots de copropriété

Ces objectifs sont déclinés par territoire d'action dans le programme d'actions annuel pour l'amélioration de l'habitat privé. Ils ne sont pas déclinés pour le territoire de la Commune de Sélestat.

Article 3 : Engagements de la Commune de Sélestat

3.1- Engagements financiers de la Commune de Sélestat

La commune de Sélestat s'engage :

- **à financer les missions complémentaires du suivi-animation** qu'elle aura préalablement commandé à la Collectivité européenne d'Alsace, maître d'ouvrage de la mission de suivi-animation, soit :

  - **Une animation renforcée des immeubles** : Dans le cadre des partenariats développés par la Collectivité européenne d'Alsace avec la Commune, l'opérateur de suivi-animation sous réserve d'un accord tacite pourra être amené à réaliser une

animation renforcée à l'immeuble. Ainsi, pour un immeuble préalablement identifié par le maître d'ouvrage et/ou une collectivité partenaire, il pourra être amené à renforcer son action. L'opérateur analysera le besoin et justifiera la

- L'opérateur engage une démarche proactive vers les logements concernés à savoir : réalise une visite technique, une prise de données et des relevés, l'élaboration d'un diagnostic technique, thermique et social complet intégrant l'examen du fonctionnement de la gestion devant aboutir à un cadrage des coûts et des subventions pour le propriétaire.

- L'opérateur proposera une stratégie de traitement globale. Par ailleurs, il devra identifier les conséquences sociales (loyers, relogements) et rechercher avec le propriétaire d'autres solutions si celui-ci est dans l'impossibilité de réaliser les travaux (vente,…).

Coûts de la prestation

La prestation d'animation renforcée est limitée à 4 immeubles maximum par an telle que prévue au CCTP du marché PIG :

- 2 800 € HT (3360 € TTC) pour l'accompagnement renforcé d'un immeuble de moins de 10 logements ;
- 3 000 € HT (3600 € TTC) pour l'accompagnement renforcé d'un immeuble de 10 à 19 logements ;
- 3 500 € HT (4200 € TTC) pour l'accompagnement renforcé d'un immeuble de 20 logements ou plus.

Le coût total annuel de cette mission complémentaire fera l'objet d'un versement à la Collectivité européenne d'Alsace, après transmission par celui-ci des justificatifs relatifs à la dépense.

- **à abonder les aides de l'ANAH pour les propriétaires bailleurs** à hauteur de 5% de participation des travaux éligibles (plafonds Anah) pour un conventionnement social, intermédiaire ou très social.

- **à abonder les aides de l'ANAH pour les propriétaires occupants modestes et très modestes** dans les conditions suivantes :

		Taux de subvention de l'Anah		**Taux de subvention de la Commune de Sélestat**	
Type de projet	Plafond HT des travaux subventionnables par l'ANAH	Ménages aux ressources très modestes	Ménages aux ressources modestes	**Ménages aux ressources très modestes**	**Ménages aux ressources modestes**
Travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé	50 000 €	50%	50%	**10%**	**5%**

Travaux d'amélioration pour la sécurité et la salubrité de l'habitat	20 000 €	50%	50%	**5%**	**/**
Travaux de sortie de précarité énergétique permettant l'octroi de la prime « Habiter Mieux »	30 000 €	60%	45%	**5%**	**/**

3.2- Information et communication

Dans le cadre de ce partenariat, la Commune de Sélestat s'engage à informer du soutien de la Collectivité Européenne d'Alsace dans les supports qu'elle produit.

Cette information doit se matérialiser par la présence du logotype de la Collectivité européenne d'Alsace sur les documents édités par Commune de Sélestat et par tout autre moyen de communication adapté à la circonstance (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un évènement, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, etc.). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la Collectivité européenne d'Alsace, la commune de Sélestat pourra prendre utilement contact auprès de la Direction de la communication de la Collectivité européenne d'Alsace

Article 4 : Engagements de la Collectivité européenne d'Alsace dans le cadre du PIG Rénov'Habitat 67

4.1- Engagements de la Collectivité européenne d'Alsace dans le cadre des crédits délégués par l'ANAH

Dans le cadre des Crédits délégués par l'ANAH, la Collectivité européenne d'Alsace s'engage à appliquer les modalités de subvention déterminées dans le programme d'action annuel d'aide à l'amélioration de l'habitat du parc privé.

4.2 – Engagements financiers de la Collectivité européenne d'Alsace au titre de sa politique volontariste

La Collectivité européenne d'Alsace s'engage :

- **À financer** sur la **mission de suivi-animation de base du PIG Rénov'Habitat 67** pour laquelle l'animation a été confiée à l'opérateur URBAM CONSEIL,

- **À apporter une aide complémentaire à celle de la Commune de Sélestat aux propriétaires bailleurs éligibles aux aides de l'ANAH** dans les conditions suivantes :

  - **<u>Pour la lutte contre l'habitat indigne</u>**
    - une participation de 5% des travaux éligibles (avec plafonds Anah) pour un conventionnement en loyer très social et social;

  - **<u>Pour la lutte contre la précarité énergétique</u>**

    - une participation de 5% des travaux éligibles (avec plafonds Anah) pour un conventionnement en loyer très social et social;

- **À apporter une aide complémentaire à celle de la Commune de Sélestat aux propriétaires occupants éligibles aux aides de l'ANAH** dans les conditions suivantes :

Type de projet	Plafond HT des travaux Plafond HT des travaux subventionnables par l'ANAH	Taux de subvention de l'Anah		**Taux de subvention De la CEA**	
		Ménages aux ressources très modestes	Ménages aux ressources modestes	**Ménages aux ressources très modestes**	**Ménages aux ressources modestes**
Travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé	50 000 €	50%	50%	**15%**	**15%**
Travaux d'amélioration pour la sécurité et la salubrité de l'habitat	20 000 €	50%	50%	**/**	**/**
Travaux de sortie de précarité énergétique permettant l'octroi de la prime « Habiter Mieux »	30 000 €	60%	45%	**5%**	**/**
Autres travaux	20 000 €	35% (Assainissement non collectif en complément d'une Aide de l'Agence de l'eau)	20% (Uniquement dans le cas de travaux concernant une copropriété en difficulté)	**/**	**/**

Les modalités d'intervention de l'Anah et de la Collectivité européenne d'Alsace sont susceptibles d'évoluer chaque année, en fonction des orientations de l'Anah et de la politique volontariste de la Collectivité européenne d'Alsace, qui sont indiquées dans les Programmes d'Action pour l'Amélioration de l'habitat privé

4.3 – Animation de l'opération

4.3.1 Equipe opérationnelle

Après la consultation lancée par la CeA pour l'attribution de la mission de suivi-animation du PIG Rénov'Habitat, le bureau d'études URBAM CONSEIL a été désigné comme équipe opérationnelle.

La durée de la mission de suivi-animation du PIG Rénov'Habitat et du PIG Soutien à l'autonomie débutera au 01/06/2021 et prendra fin au démarrage de la convention d'OPAH-RU.

4.3.2 La mission d'animation

- **Assistance aux propriétaires bailleurs et occupants**

Dans le cadre de sa mission d'assistance administrative dans le montage des dossiers de subventions, l'opérateur **informe le propriétaire sur la procédure administrative** à suivre pour bénéficier des subventions et des différentes étapes.

Il aide le propriétaire, le cas échéant, à **s'inscrire sur le service en ligne de l'Anah,** notamment si le demandeur rencontre des difficultés dans l'accès et l'usage du numérique.

L'opérateur **dépose les différentes pièces demandées** sur la plateforme de l'Anah pour permettre au propriétaire de bénéficier d'une subvention. Le demandeur valide sa demande sur le service en ligne qui acte le dépôt de son dossier. Il **dépose également pour le compte du propriétaire et avec son accord les dossiers de subventions** complémentaires auprès des autres organismes financeurs conformément à leur réglementation (aide complémentaire des collectivités partenaires, mutuelles, caisses de retraites…).

L'opérateur assiste également les propriétaires bailleurs dans leurs **démarches nécessaires à la mise en place du conventionnement** et réalise le calcul des loyers conventionnés. Il assure notamment la mise en relation avec les organismes d'intermédiation locative, le cas échéant.

L'opérateur peut proposer au propriétaire une assistance technique et administrative renforcée avec, en complément de l'assistance technique de base, une recherche des devis détaillés et complets auprès des entreprises.

L'opérateur réalise un plan de financement prévisionnel dans le service en ligne de l'Anah, détaillant l'ensemble des aides mobilisables (Anah, la Collectivité européenne d'Alsace, Caisses de retraite, CARSAT, Action Logement...). Le Warm Front 67 peut être mobilisé pour mener à bien les projets de réhabilitation et répondre au mieux aux situations de précarité énergétique.

En cas de travaux importants en logement occupé, un relogement provisoire des occupants pourra se révéler nécessaire. Il appartiendra alors à l'équipe opérationnelle de rechercher, en liaison avec les collectivités et les partenaires, des solutions de relogement pendant la durée des travaux. Le cas échéant, il participera à la création de logements tiroirs à partir de logements vacants ou nouvellement créés et négociera la signature de conventions de relogement provisoire.
L'équipe assurera le montage, le dépôt et le suivi des dossiers de demandes de subventions des propriétaires privés.

- **Assistance aux collectivités publiques**

Grâce à sa connaissance du terrain, l'opérateur devra être en mesure d'alerter les collectivités et d'étudier avec les interlocuteurs concernés (CCAS, bailleurs HLM, travailleurs sociaux, etc.) les diverses solutions envisageables au règlement des situations particulières et des éventuels points de blocage. En particulier, si une situation d'insalubrité est repérée, l'opérateur se mettra en relation avec le dispositif départemental de lutte contre l'habitat insalubre et non décent (DDELIND).

Article 5 : Avances des subventions de la Commune de Sélestat par Procivis Alsace

Dans le cadre de son partenariat avec la Collectivité européenne d'Alsace, PROCIVIS Alsace consent à avancer sans intérêt et sans frais les subventions attribuées aux propriétaires occupants par la Commune de Sélestat.

Son intervention est double :

- elle préfinance sans intérêt et sans frais les subventions publiques octroyées aux propriétaires occupants : ANAH, Collectivité européenne d'Alsace, Warm Front ;
- elle octroie également des prêts sans intérêt « Missions Sociales », voire exceptionnellement des subventions pour le reste à charge.

Le mécanisme de préfinancement fonctionne sur la base de mandats donnés par les propriétaires occupants à PROCIVIS Alsace afin que celle-ci avance, via les bureaux d'étude chargés du suivi animation des PIG, les subventions au fur et à mesure de l'avancement des travaux et perçoive, à l'achèvement des travaux, les subventions publiques.

A terme, le montant des subventions individuelles reversées par la Collectivité européenne d'Alsace et la Commune de Sélestat à PROCIVIS Alsace sera égal au montant des fonds débloqués au titre de l'avance.

Les prêts « Missions Sociales » sont alloués au cas par cas par la Commission d'Engagement des Missions Sociales et de l'Habitat Solidaires (CEMSHS). La priorité est donnée aux demandeurs n'ayant pas d'épargne à mobiliser pour les travaux et à ceux qui sont exclus du crédit bancaire classique (personnes âgées, emplois précaires, familles monoparentales…).

Ces engagements s'inscrivent dans le cadre de la convention-cadre 2020/2021 liant PROCIVIS Alsace à la Collectivité européenne d'Alsace (octroi des aides, durée et enveloppe affectée), il convient donc de s'y référer.

Article 6 : comité de pilotage et comité de suivi du PIG

- **Un comité de pilotage territorialisé** du PIG se réunira une fois par an à la demande de la Collectivité européenne d'Alsace ou de ses partenaires extérieurs (État, ANAH). Il sera chargé, au vu des informations fournies par l'équipe opérationnelle :
  - de résoudre les problèmes qui pourraient apparaître en cours d'opération,
  - des actions à programmer,
  - si nécessaire des réajustements éventuels des dispositifs au regard des bilans.

  Ce comité se compose de tous les partenaires intéressés par le montage et le déroulement de l'opération, à savoir :

  - le Préfet du Bas-Rhin ou son représentant, le Directeur Départemental des Territoires ;
  - le Délégué local adjoint de l'ANAH ;
  - les représentants de la Collectivité européenne d'Alsace;
  - le Maire de la commune de Sélestat ;
  - le vice-président habitat de la Communauté de Commune de Sélestat;
  - le (ou les) représentant(s) de l'équipe opérationnelle ;
  - le Directeur de PROCIVIS ALSACE ;
  - et, en cas de besoin, de représentants de tout service technique communal, organisme ou administration dont la présence pourrait se révéler nécessaire.

- **Un comité de suivi** est également chargé de la coordination, du contrôle et du déroulement de la phase d'animation. L'équipe opérationnelle est chargée d'assurer le suivi régulier et l'évaluation des bilans du PIG.

  Ce comité se compose :
  - d'un représentant du Secteur Habitat et Logement de la Collectivité européenne d'Alsace;
  - d'un représentant de l'opérateur URBAM CONSEIL ;
  - D'un représentant des Services de l'Etat ;
  - d'un représentant de la Région Grand Est ;
  - un technicien de la Commune de Sélestat;
  - d'un représentant de PROCIVIS ALSACE ;
  - et, en cas de besoin, de représentants de tout service technique communal, organisme ou administration dont la présence pourrait se révéler nécessaire.

Article 7 : Durée

La présente convention est conclue pour la période du 1er juin 2021 jusqu'au démarrage de l'OPAH.

La présente convention aura un effet rétroactif sur les dossiers de demande de subvention déposés au Service Amélioration de l'Habitat Privé de la Collectivité européenne d'Alsace entre le 1er juin 2021 et la date de signature de la convention.

Article 8 : Résiliation et révision de la convention

8.1. - Résiliation

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé

8.2. – Fin anticipée

Pour la préservation de l'intérêt général, la Collectivité européenne d'Alsace, ou le bénéficiaire, peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

Article 9: Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Collectivité européenne d'Alsace et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

Fait en quatre exemplaires originaux, à Strasbourg, le _____

Pour la Collectivité européenne d'Alsace,
Le Président,

Frédéric BIERRY

Pour l'ANAH,
Par délégation,
Le Président de la
Collectivité européenne d'Alsace,

Frédéric BIERRY

Pour la Commune de Sélestat,
Le Maire,

Marcel BAUER

Pour Procivis Alsace
Le Directeur Général,

Christophe GLOCK

Convention de partenariat
au titre de la mise en œuvre du PIG Rénov'Habitat 67
sur le territoire de la Commune de Châtenois
pour la période du 1er/06/2021 au 31/12/2023

Entre

La Commune de Châtenois, représentée par son Maire Monsieur Luc ADONETH, agissant pour le compte de la commune de Châtenois, en vertu de la délibération en date du 27/05/2021

D'une part,

PROCIVIS Alsace (**Société Anonyme Coopérative d'Intérêt collectif pour l'Accession à la Propriété – Alsace)**, représenté par son Directeur Général, Monsieur Christophe GLOCK,

La Collectivité Européenne d'Alsace, représentée par son Président M. Frédéric BIERRY, agissant en application de la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 10/05/2021,

D'autre part,

VU la loi d'orientation pour la ville n° 91-662 du 13 juillet 1991 et notamment ses titres I et III,

VU la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain, notamment ses articles 140 et 145,

VU l'arrêté du 28 décembre 2001 portant approbation du règlement général de l'ANAH,

VU l'arrêté du 31 décembre 2001 relatif aux plafonds de ressources applicables à certains bénéficiaires des subventions de l'ANAH,

VU la circulaire UHC/IUH 4/26 n°2002-68 du 08 novembre 2002 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au Programme d'Intérêt Général,

VU la délibération (CD/2019/132), du Conseil Départemental du Bas-Rhin du 09/12/2019 pour le renouvellement des programmes d'amélioration de l'habitat privé,

VU la délibération (CD/2018/008), du Conseil Départemental du Bas-Rhin du 26 mars 2018 pour la mise en œuvre de la politique départementale de l'habitat, et notamment de sa politique volontariste relative aux aides à l'habitat privé,

VU la délibération (CD/2018/009) du Conseil départemental du Bas-Rhin du 26 mars 2018, relative notamment à l'approbation de la convention de délégation de l'aide à la pierre et à l'approbation de la convention de gestion des aides de l'Anah,

VU la convention de délégation de compétence signée le 26 juillet 2018 entre le Département du Bas-Rhin et l'Etat, conclue en application de l'article L. 301-5-2 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH),

VU la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé, signée 26 juillet 2018 entre le Département du Bas-Rhin et l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), conclue en application de l'article L. 321-1-1 du CCH,

Vu la délibération de la commission plénière du Conseil Départemental du 09 décembre 2019 autorisant le renouvellement de ces deux programmes, PIG Rénov'Habitat 67 et Soutien à l'autonomie avec l'Anah (CD/2019/132),

Vu la délibération de la commission permanente de la Collectivité européenne d'Alsace du 10/05/2021 autorisant la mise en place d'une convention de partenariat avec la Commune de Sélestat pour la mise en œuvre du PIG Rénov'Habitat 67.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Depuis de nombreuses années, la Collectivité européenne d'Alsace s'inscrit, sur son territoire de délégation de l'ANAH, en chef de file sur la réhabilitation énergétique des logements.

Les programmes d'intérêt général PIG déployés sur le territoire alsacien confirment leur place centrale dans l'offre de conseil, d'accompagnement et de financement de la rénovation énergétique des logements du parc privé. Ils ont permis **d'impulser jusqu'à présent une dynamique territoriale forte** en mobilisant l'ensemble des acteurs du territoire et ont renforcé l'accompagnement et le conseil des citoyens dans leur projet de travaux.

La mise en œuvre de la politique habitat à l'échelle de l'alsace en faveur de l'habitat privé s'appuie sur des documents stratégiques : les plans départementaux de l'habitat (PDH) et les plans départementaux d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD)**. Les enjeux en faveur de l'habitat privé sont réaffirmés en matière de lutte contre la précarité énergétique, l'habitat indigne et l'adaptation du logement lié à la perte d'autonomie et au grand âge.**

Ces enjeux locaux sont également confirmés au niveau national puisque :

- La **loi MAPTAM** du 27 janvier 2014 confirme le rôle de chef de file du Département en matière de lutte contre la précarité énergétique ;
- La **loi ALUR** du 24 mars 2014 améliore les relations entre propriétaires et locataires dans le parc privé. Elle réforme en profondeur le régime des copropriétés et instaure un dispositif de prévention et de traitement des copropriétés dégradés. De plus elle crée la garantie universelle des loyers.

- La **loi NOTRe** du 7 août 2015 apporte une compétence complémentaire du Département par la mise en œuvre d'une assistance aux petites collectivités (L. 3232-1-1 du CGCT) ;
- La **loi de Transition énergétique** du 22 juillet 2015 fixe des objectifs de rénovation énergétique assez ambitieux et met en place des moyens financiers (renouvellement des aides « Habiter Mieux » gérées par l'ANAH, du crédit d'impôt transition énergétique (CITE) prolongé en 2017 et de l'éco-prêt à taux zéro (désormais cumulables) pour y parvenir ;
- Le **Programme « Habiter Mieux »** est étendu aux copropriétés fragiles ;
- La **loi Elan** du 23 novembre 2018 :
    - renforce la gouvernance des copropriétés
    - assouplit le dispositif Louer Abordable en zone C avec possibilité de défiscalisation ;
- La **loi Denormandie 2019** prend la suite des lois Pinel et Duflot, en proposant un nouveau dispositif de défiscalisation immobilière afin d'encourager les travaux de rénovation dans des zones comportant de nombreux logements vacants ou en mauvais état (Action Cœur de Ville, …) .

Aussi, le Conseil départemental du Bas-Rhin, lors de sa séance du 09/12/2019, a décidé de renouveler les Programmes d'Intérêt Général (PIG) territorialisés sur la période 2020-2023 (délibération n°CD/2019/132). Le PIG Rénov'Habitat 67 est un programme d'amélioration de l'habitat privé qui a pour objectif de répondre aux enjeux de lutte contre la précarité énergétique.

Selon une étude conduite par l'INSEE et restituée en 2015, 28 % des ménages alsaciens seraient en situation de vulnérabilité pour les dépenses énergétiques liées au logement ou aux déplacements. Nombre d'entre eux se retrouvent aujourd'hui en situation de précarité énergétique et ont un taux d'effort supérieur à 10% (+ de 10% de leurs revenus sont consacrés à l'énergie, dont les transports). Cette situation touche autant les propriétaires que les locataires de logements d'avant 1974. Les ménages à revenus modestes parviennent difficilement à s'engager dans des décisions d'investissement et sont fortement exposés aux évolutions du prix de l'énergie et à une dégradation de leurs conditions d'habitat, induisant un mal-être sanitaire et social.

Aussi, les actions déployées visent à repérer ces ménages et les accompagner dans leur projet de rénovation énergétique.

Le PIG s'attache également au :

- **Traitement de l'habitat indigne et très dégradé des propriétaires occupants et bailleurs** : L'habitat indigne recouvre les logements, immeubles et locaux insalubres, les locaux où le plomb est accessible (risque saturnin), les immeubles menaçant ruine, les hôtels meublés dangereux et les habitats précaires. L'habitat très dégradé renvoie à des logements en mauvais état mais qui ne peuvent être qualifiés d'indignes ou d'insalubres. Le niveau de dégradation d'un logement ou d'un immeuble est apprécié à l'aide d'une "grille d'évaluation de la dégradation de l'habitat". Le PIG Rénov'Habitat s'attachera à traiter ces logements.

- **Développement d'une offre de logements à loyers et charges maîtrisés** : Pour les propriétaires bailleurs, l'intervention est concentrée sur les problématiques liées à l'indignité et à la dégradation des logements. La contrepartie de ces aides est une maîtrise des loyers reposant sur le conventionnement.

Le Programme PIG Rénov'Habitat 67 se coordonne avec le PIG Soutien à l'Autonomie en faveur de l'adaptation des logements à la perte d'autonomie et au handicap afin d'apporter aux habitants une réponse globale à leur solution d'habitat.

Outre les aides financières proposées par la Collectivité européenne d'Alsace, **des bureaux d'études sont missionnés pour :**

- L'animation locale du dispositif : ils ont en charge la mobilisation des partenaires institutionnels et locaux, ils participent à des salons dédiés à l'habitat, ils informent le public sur les dispositifs habitat. Chaque bureau d'études sillonne son territoire pour organiser des permanences d'information en présentiel pour les propriétaires et des rendez-vous sur place.

- L'assistance des propriétaires pour l'aide à la décision : Pour les ménages désirant s'engager dans un programme de réhabilitation de l'habitat et/ou d'amélioration de la performance énergétique, le bureau d'étude effectue une évaluation complète pour déterminer la faisabilité du projet et les moyens à mettre en œuvre : une évaluation énergétique et technique au domicile des demandeurs. L'opérateur accompagne ainsi les propriétaires pour le montage administratif et technique de leur dossier de demande de subvention et de paiement. Il poursuit cet accompagnement par la recherche de devis et peut, dans certaines situations, coordonner les interventions des artisans.

La Collectivité européenne d'Alsace souhaite poursuivre et maintenir une dynamique territoriale forte et permettre une plus grande présence des opérateurs de suivi animation sur le terrain, facilitant ainsi l'accompagnement des propriétaires occupants et bailleurs dans leur projet de travaux. Il s'appuie sur les collectivités volontaires (établissement public de coopération intercommunale ou commune) pour construire un projet global de revitalisation du territoire qui se concrétise par la mise en place d'une convention de partenariat afin de renforcer le programme sur le territoire.

Plus particulièrement, les deux parties souhaitent traiter de manière profonde et durable la vacance structurelle dans le centre bourg ancien afin de permettre l'accueil de nouveaux habitants. Cela se traduira notamment par :
- l'aide à la sortie de vacance (pour les logements vacants existants)
- les changements d'usage (granges, hôtels et ateliers) à destination de logement
- et la dégradation des bâtiments.

Article 1 : Objet de la convention

Cette convention de partenariat régit les modalités de participation de la Commune de Châtenois à la mission de suivi-animation et au financement des opérations du PIG Rénov'Habitat 67 sur son territoire.

Elle s'applique sur le territoire de la commune de Châtenois.

Elle s'appliquera jusqu'à la mise en place de la convention de partenariat de la Communauté de Communes de Sélestat.

Article 2 : Champ d'application et objectifs quantitatifs

Le PIG Rénov'Habitat prévoit la réhabilitation 2 869 logements minimum sur le territoire du Département, hors Eurométropole de Strasbourg pour la période 2020-2023 :
- 2 429 logements occupés par leurs propriétaires
- 184 logements réhabilités par des bailleurs privés
- 256 lots de copropriété

Ces objectifs sont déclinés par territoire de SCoT dans le programme d'actions annuel pour l'amélioration de l'habitat privé. Cet objectif n'est pas décliné pour le territoire de la Commune de Châtenois.

Article 3 : Engagements de la Commune de Châtenois

3.1- Engagements financiers de la Commune de Châtenois

La Commune de Châtenois s'engage pendant la durée d'exécution de la convention :

- **à abonder les aides de l'ANAH pour les propriétaires occupants modestes et très modestes** dans les conditions suivantes :

		Taux de subvention de l'Anah		**Taux de subvention de la Commune**	
Type de projet	Plafond HT des travaux subventionnables par l'ANAH	Ménages aux ressources très modestes	Ménages aux ressources modestes	**Ménages aux ressources très modestes**	**Ménages aux ressources modestes**
Travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé	50 000 €	50%	50%	**10%**	**5%**
Travaux d'amélioration pour la sécurité et la salubrité de l'habitat	20 000 €	50%	50%	**10%**	**5%**
Travaux de sortie de précarité énergétique permettant l'octroi de la prime « Habiter Mieux » bonifiée*	30 000 €	60%	45%	**10%**	**5%**

Les travaux subventionnés doivent préalablement être prescrits par l'opérateur de suivi-animation Les travaux doivent être obligatoirement réalisés par des entreprises. Au-delà de 100 000 € de travaux, le recours à un maître d'œuvre est exigé.

Concernant les dossiers de transformation d'usage, ils seront soumis pour avis et validation de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH).

L'enveloppe maximale annuelle disponible dans le cadre de cette convention est fixée à 50 000€.

Tous les projets dont la demande de paiement n'est pas déposée durant la durée de validité de la présente convention ne pourront bénéficier de l'aide financière de la commune.

- **à abonder les aides de l'ANAH pour les propriétaires bailleurs** dans les conditions suivantes :

Les travaux subventionnés doivent préalablement être prescrits par l'opérateur de suivi-animation. Les travaux doivent être obligatoirement réalisés par des entreprises. Au-delà de 100 000 € HT de travaux, le recours à un maître d'œuvre est exigé.

Type de projet	Plafond HT des travaux subventionnables par l'ANAH (dans la limite de 80m2 par logement)	Taux de subvention de l'Anah	**Taux de subvention de la Commune**
Travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé	1000 €/m2	35%	**5%**
Travaux d'amélioration pour la sécurité et la salubrité de l'habitat	750 €/m2	35%	**5%**
Travaux pour réhabiliter un logement dégradé, suite à une procédure RSD* ou à un contrôle de décence	750 €/m2	25%	**5%**
Travaux de lutte contre la précarité énergétique des locataires	750 €/m2	25%	**5%**
Travaux de transformation d'usage	750 €/m2	25%	**5%**

*****Règlement Sanitaire Départemental

Tous les projets dont la demande de paiement n'est pas déposée durant la durée de validité de la présente convention ne pourront bénéficier de l'aide financière de la commune.

La participation de la Commune de Châtenois sera plafonnée à 6 000€ maximum par projet.

3.2- Information et communication

Dans le cadre de ce partenariat, la Commune de Châtenois s'engage à informer du soutien de la Collectivité Européenne d'Alsace dans les supports qu'elle produit.

Cette information doit se matérialiser par la présence du logotype de la Collectivité Européenne d'Alsace sur les documents édités par la Commune de Châtenois et par tout autre moyen de communication adapté à la circonstance (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un évènement, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, etc.). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype du de la Collectivité Européenne d'Alsace, la Commune de Châtenois pourra prendre utilement contact auprès de la Direction de la communication de la Collectivité Européenne d'Alsace

Article 4 : Engagements de la Collectivité européenne d'Alsace dans le cadre du PIG Rénov'Habitat 67

4.1- Engagements de la Collectivité européenne d'Alsace dans le cadre des crédits délégués par l'ANAH

Dans le cadre des Crédits délégués par l'ANAH, la Collectivité européenne d'Alsace s'engage à appliquer les modalités de subvention déterminées dans le programme d'action annuel d'aide à l'amélioration du parc privé.

4.2- Engagements de la Collectivité européenne d'Alsace au titre de sa politique volontariste

la Collectivité européenne d'Alsace s'engage :

- **A financer** sur le territoire de la Commune de Châtenois la **mission de suivi-animation de base du PIG Rénov'Habitat 67** pour laquelle l'animation a été confiée à URBAM Conseil,

- **À apporter une aide complémentaire à celle de la Commune de Châtenois aux propriétaires occupants éligibles aux aides de l'ANAH** dans les conditions suivantes :

Type de projet	Plafond HT des travaux subventionnables par l'ANAH	Taux de subvention de l'Anah		**Taux de subvention du CD**	
		Ménages aux ressources très modestes	Ménages aux ressources modestes	**Ménages aux ressources très modestes**	**Ménages aux ressources modestes**
Travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé	50 000 €	50%	50%	**15% en insalubrité 5% en dégradation**	**15% en insalubrité 5% en dégradation**
Travaux d'amélioration pour la sécurité et la salubrité de l'habitat	20 000 €	50%	50%	**15%**	**15%**
Travaux de sortie de précarité énergétique permettant l'octroi de la prime « Habiter Mieux »	30 000 €	60%	45%	**5%**	**5%**

Sous réserve de la participation de la Commune de Châtenois

- **À apporter une aide complémentaire à celle de la Commune de Châtenois aux propriétaires bailleurs éligibles aux aides de l'ANAH** dans les conditions suivantes :

Type de projet	Plafond HT des travaux subventionnables par l'ANAH (dans la limite de 80m2 par logement)	Taux de subvention de l'Anah	**Taux de subvention du CD**
Travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé	1000 €/m2	35%	**5%**
Travaux d'amélioration pour la sécurité et la salubrité de l'habitat	750 €/m2	35%	**5%**
Travaux pour réhabiliter un logement dégradé, suite à une procédure RSD* ou à un contrôle de décence	750 €/m2	25%	**5%**

Travaux de lutte contre la précarité énergétique des locataires	750 €/m2	25%	**5%**
Travaux de transformation d'usage	750 €/m2	25%	**/**

Sous réserve de la participation de la Commune de Châtenois

Les modalités d'intervention de l'Anah et de la Collectivité européenne d'Alsace sont susceptibles d'évoluer chaque année, en fonction des orientations de l'Anah et de la politique volontariste de la Collectivité européenne d'Alsace, qui sont indiquées dans les Programmes d'Action Territorial annuels du Service Amélioration de l'Habitat Privé.

4.3 – Animation de l'opération

4.3.1 Equipe opérationnelle

Après la consultation lancée par la CeA pour l'attribution de la mission de suivi-animation du PIG Rénov' Habitat, le bureau d'études URBAM CONSEIL a été désigné comme équipe opérationnelle.

La durée de la mission de suivi-animation du PIG Rénov' Habitat débutera au 01/06/2021 et prendra fin le 31/12/2023.

4.3.2 La mission d'animation

- **Assistance aux propriétaires bailleurs et occupants**

Dans le cadre de sa mission d'assistance administrative dans le montage des dossiers de subventions, l'opérateur **informe le propriétaire sur la procédure administrative** à suivre pour bénéficier des subventions et des différentes étapes.

Il aide le propriétaire, le cas échéant, à **s'inscrire sur le service en ligne de l'Anah,** notamment si le demandeur rencontre des difficultés dans l'accès et l'usage du numérique.

L'opérateur **dépose les différentes pièces demandées** sur la plateforme de l'Anah pour permettre au propriétaire de bénéficier d'une subvention. Le demandeur valide sa demande sur le service en ligne qui acte le dépôt de son dossier. Il **dépose également pour le compte du propriétaire et avec son accord les dossiers de subventions** complémentaires auprès des autres organismes financeurs conformément à leur réglementation (aide complémentaire des collectivités partenaires, mutuelles, caisses de retraites…).

L'opérateur assiste également les propriétaires bailleurs dans leurs **démarches nécessaires à la mise en place du conventionnement** et réalise le calcul des loyers conventionnés. Il assure notamment la mise en relation avec les organismes d'intermédiation locative, le cas échéant.

L'opérateur peut proposer au propriétaire une assistance technique et administrative renforcée avec, en complément de l'assistance technique de base, une recherche des devis détaillés et complets auprès des entreprises.

L'opérateur réalise un plan de financement prévisionnel dans le service en ligne de l'Anah, détaillant l'ensemble des aides mobilisables (Anah, la Collectivité européenne d'Alsace, les Caisses de retraite, CARSAT, Action Logement...). Le Warm Front 67 peut être mobilisé pour mener à bien les projets de réhabilitation et répondre au mieux aux situations de précarité énergétique.

En cas de travaux importants en logement occupé, un relogement provisoire des occupants pourra se révéler nécessaire. Il appartiendra alors à l'équipe opérationnelle de rechercher, en liaison avec les collectivités et les partenaires, des solutions de relogement pendant la durée des travaux. Le cas échéant, il participera à la création de logements tiroirs à partir de logements vacants ou nouvellement créés et négociera la signature de conventions de relogement provisoire.

L'équipe assurera le montage, le dépôt et le suivi des dossiers de demandes de subventions des propriétaires privés.

- **Assistance aux collectivités publiques**

Grâce à sa connaissance du terrain, le prestataire devra être en mesure d'alerter les collectivités et d'étudier avec les interlocuteurs concernés (CCAS, bailleurs HLM, travailleurs sociaux, etc.) les diverses solutions envisageables au règlement des situations particulières et des éventuels points de blocage. En particulier, si une situation d'insalubrité est repérée, le prestataire se mettre en relation avec le dispositif départemental de lutte contre l'habitat insalubre et non décent (DDELIND).

Article 5 : Avances des subventions de la Commune de Châtenois par Procivis Alsace

Dans le cadre de son partenariat avec la Collectivité européenne d'Alsace, PROCIVIS Alsace consent à avancer sans intérêts et sans frais les subventions attribuées aux propriétaires occupants par la Commune de Châtenois.

Son intervention est double :

- elle préfinance sans intérêt et sans frais les subventions publiques octroyées aux propriétaires occupants : ANAH, la Collectivité européenne d'Alsace, Warm Front, Commune de Châtenois le cas échéant ;
- elle octroie également des prêts sans intérêt « Missions Sociales », voire exceptionnellement des subventions pour le reste à charge.

Le mécanisme de préfinancement fonctionne sur la base de mandats donnés par les propriétaires occupants à PROCIVIS afin que celle-ci avance, via les bureaux d'étude chargés du suivi animation des PIG, les subventions au fur et à mesure de l'avancement des travaux et perçoive, à l'achèvement des travaux, les subventions publiques.

A terme, le montant des subventions individuelles reversées par la Collectivité européenne d'Alsace et la Commune de Châtenois à PROCIVIS Alsace sera égal au montant des fonds débloqués au titre de l'avance.

Les prêts « Missions Sociales » sont alloués au cas par cas par la Commission d'Engagement des Missions Sociales et de l'Habitat Solidaires (CEMSHS). La priorité est donnée aux demandeurs n'ayant pas d'épargne à mobiliser pour les travaux et à ceux qui sont exclus du crédit bancaire classique (personnes âgées, emplois précaires, familles monoparentales…).

Ces engagements s'inscrivent dans le cadre de la convention-cadre 2020/2021 liant PROCIVIS Alsace à la Collectivité européenne d'Alsace (octroi des aides, durée et enveloppe affectée), il convient donc de s'y référer.

Article 6 : comité de pilotage du PIG

- **Un comité de pilotage territorialisé** du PIG se réunira une fois par semestre à la demande du Département ou de ses partenaires extérieurs (Etat, ANAH). Il sera chargé, au vu des informations fournies par l'équipe opérationnelle d'URBAM CONSEIL :

  - de résoudre les problèmes qui pourraient apparaître en cours d'opération,
  - des actions à programmer,
  - si nécessaire des réajustements éventuels des dispositifs au regard des bilans.

  Ce comité se compose de tous les partenaires intéressés par le montage et le déroulement de l'opération, à savoir :

  - le Préfet du Bas-Rhin ou son représentant, le Directeur Départemental de l'Equipement,
  - le Délégué local adjoint de l'ANAH,
  - les représentants de la Collectivité européenne d'Alsace,
  - le Président des collectivités partenaires et notamment de la Commune de Châtenois
  - le (ou les) représentant(s) de l'équipe opérationnelle,
  - le Directeur de Procivis Alsace,
  - et, en cas de besoin, de représentants de tout service technique communal, organisme ou administration dont la présence pourrait se révéler nécessaire.

- **Un comité de suivi** est également chargé de la coordination, du contrôle et du déroulement de la phase d'animation. L'équipe opérationnelle d'URBAM CONSEIL est chargée d'assurer le suivi régulier et l'évaluation des bilans du PIG.

  Ce comité se compose :
  - d'un représentant de l'opérateur URBAM CONSEIL ;
  - d'un représentant du Secteur Habitat et Logement de la Collectivité européenne d'Alsace;
  - d'un représentant des Services de l'Etat ;
  - d'un représentant de la Région Grand Est ;
  - des techniciens de la Commune de Châtenois ;
  - d'un représentant de PROCIVIS ALSACE ;
  - et, en cas de besoin, de représentants de tout service technique communal, organisme ou administration dont la présence pourrait se révéler nécessaire.

Article 7 : Durée

La présente convention est conclue pour la période du 01/06/2021 au 31 décembre 2023.

Au-delà du 31 décembre 2023, les demandes de subventions ne pourront plus bénéficier des avantages de la présente convention et seront instruites par le Département ou par l'ANAH, en fonction de la délégation de compétence en vigueur à la fin du PIG ou selon la réglementation générale.

La convention de partenariat PIG qui sera contractée avec la Communauté de Communes de Sélestat, intégrera les engagements de la présente convention et mettra fin à celle-ci.

Article 8 : Résiliation et révision de la convention

8.1. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou

l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé

8.2. Pour la préservation de l'intérêt général, la Collectivité européenne d'Alsace, ou le bénéficiaire, peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

Article 9: Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Collectivité européenne d'Alsace et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

Fait en quatre exemplaires originaux, à Strasbourg, le _____

Pour la Collectivité européenne d'Alsace,
Le Président,

Frédéric BIERRY

Pour l'ANAH,
Par délégation,
Le Président de la
Collectivité européenne d'Alsace,

Frédéric BIERRY

Pour la Commune de Châtenois,
Le Maire,

Luc ADONETH

Pour Procivis Alsace
Le Directeur Général,

Christophe GLOCK

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001505-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-8-5
Séance du lundi 10 mai 2021

GARANTIE DEPARTEMENTALE D'EMPRUNT PÔLE HABITAT COLMAR CENTRE ALSACE REHABILITATION THERMIQUE DE 100 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX ROUTE D'INGERSHEIM A COLMAR

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, BURGER Etienne, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
HOLDERITH Nadine donne procuration à BURGER Etienne
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

VU les articles L. 3231-4 et suivants du C.G.C.T. relatifs aux garanties d'emprunt du Département,

VU les articles 2298 et suivants du Code Civil relatifs à l'obligation du débiteur avant implication de la caution envers le créancier,

VU la délibération du Conseil départemental n° CD-2018-2-1-3 du 23 mars 2018 relative aux conditions d'octroi des garanties d'emprunt en matière de logement social,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-04 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-03 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace au Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU la convention de financement de la réhabilitation thermique des logements locatifs sociaux conclue le 8 décembre 2017 entre le Conseil Départemental du Haut-Rhin, l'Eurométropole de Strasbourg, l'AREAL et la Caisse des dépôts et consignations,

VU la demande formulée par Pôle Habitat Colmar Centre Alsace le 3 mars 2021,

VU le contrat de prêt n° 118734 en annexe signé entre Pôle Habitat Colmar Centre Alsace, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations, prêteur,

VU le rapport du Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

- Décide d'accorder sa garantie d'emprunt à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 1 350 000 € (un million trois cent cinquante mille euros) souscrit par Pôle Habitat Colmar Centre Alsace auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de Prêt n°118734, constitué d'une ligne du Prêt.

  Ledit Contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

- La garantie est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001505-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

- Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.
- S'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.
- Autorise le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à intervenir au contrat de prêt passé entre le prêteur et l'organisme et à signer tout document relatif à la caution, y compris la prénotation hypothécaire de premier rang ainsi que les constats de main levée totale ou partielle, approbation de réaménagement, de renégociations, de transfert d'emprunt.

M. Eric STRAUMANN, en sa qualité de président de Pôle Habitat Colmar Centre Alsace, ne participe ni au débat ni au vote.

Le Président



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001505-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Paul, JEANNET
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Cacheté électroniquement le 28/01/2021 14:09:25

François KOEBERLE
DIRECTEUR GENERAL DELEGUE
POLE HABITAT - COLMAR- CENTRE ALSACE - OPH
Signé électroniquement le 24/02/2021 13 32 :07

CONTRAT DE PRÊT

N° 118734

Entre

POLE HABITAT - COLMAR- CENTRE ALSACE - OPH - n° 000286801

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

223

PR0090-PR0068 V3.20 page 1/22
Contrat de prêt n° 118734 Emprunteur n° 000286801

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

POLE HABITAT - COLMAR- CENTRE ALSACE - OPH, SIREN n°: 392456372, sis(e) 27 AVENUE DE L EUROPE BP 30334 68006 COLMAR CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **POLE HABITAT - COLMAR- CENTRE ALSACE - OPH** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

224

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.4
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.21
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.21
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.21
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.22
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

225

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération COLMAR-rte Ingersheim, Parc social public, Réhabilitation de 100 logements situés 143 à 157 route d'Ingersheim 68000 COLMAR.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million trois-cent-cinquante mille euros (1 350 000,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PAM Eco-prêt, d'un montant d'un million trois-cent-cinquante mille euros (1 350 000,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

226

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La **« Courbe de Taux de Swap Euribor »** désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Courbe de Taux de Swap Inflation »** désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ;qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le **« Droit Environnemental »** désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La **« Durée de la Ligne du Prêt »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée totale du Prêt »** désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt »** désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La **« Garantie »** est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation Eco-Prêt** » **(PAM Eco-Prêt)** est destiné au financement d'opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés en métropole et dans les départements de l'Outre-Mer, et ayant fait l'objet d'un audit énergétique selon la méthode TH-CE ex ou, pour les immeubles achevés avant 1948, d'un DPE fondé sur le relevé des consommations réelles. Par dérogation, pour les opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, une combinaison de travaux d'économie d'énergie doit être réalisée dans les bâtiments.

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité Limitée » (DL)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le **« Taux de Swap EURIBOR »** désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le **« Taux de Swap Inflation »** désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La **« Valeur de Marché de la Ligne du Prêt »** désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

229

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le **« Versement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **22/04/2021** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Garantie(s) conforme(s)
  - Justificatif de la subvention FEDER.

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

230

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM			
Enveloppe	Eco-prêt			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5385938			
Montant de la Ligne du Prêt	1 350 000 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,25 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,25 %			
Phase d'amortissement				
Durée	25 ans			
Index[1]	Livret A			
Marge fixe sur index	- 0,25 %			
Taux d'intérêt[2]	0,25 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	DL			
Taux de progressivité de l'échéance	0 %			
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,5 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

234

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- solliciter le Prêteur pour tout financement complémentaire pour des travaux d'amélioration portant sur la même opération ;

- démarrer les travaux dans les six mois suivant l'offre de prêt ou dans les douze mois pour les départements de l'Outre-Mer, et les achever au plus tard 24 mois après cette date sauf dérogation expresse ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés, les travaux de rénovation thermique tels que spécifiés dans la fiche « Interventions à caractère thermique » ou lorsque la méthode TH-C-E ex est utilisée, les travaux préconisés par l'audit énergétique avec pour objectif de dégager le gain énergétique convenu dans la fiche de synthèse standard « Engagement de performance globale » remise lors de l'instruction du PAM Eco-Prêt. Par dérogation, les travaux réalisés dans les départements de l'Outre-Mer seront spécifiés dans l'« Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social » validé par la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) ;

- produire sur simple demande du Prêteur les documents justificatifs permettant de vérifier le contenu et la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial ;

- communiquer sur demande du Prêteur, le rapport de Repérage Amiante avant travaux ;

- fournir au Prêteur, le cas échéant, copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu dans le cadre d'une certification globale justifiant du montant majoré des sommes prêtées conformément au document précité « Engagement de performance globale » dans l'année suivant la date de déclaration d'achèvement des travaux (ou d'achèvement des travaux dans les cas où une déclaration ne serait pas obligatoire). Par dérogation, pour les travaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, fournir au Prêteur, le cas échéant, copie du justificatif établi par un (ou des) certificateur(s) de l'inscription du bâtiment dans une démarche de qualité environnementale et de l'obtention du Label ;

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- communiquer sur simple demande du Prêteur copie des relevés de consommation d'énergie (chauffage et eau chaude sanitaire en collectif) des logements et bâtiments à réhabiliter situés en métropole correspondant aux trois années précédant la réhabilitation ainsi qu'aux trois années suivantes, copie des factures correspondant aux travaux de rénovation thermique réalisés ;

- réaliser les opérations de réhabilitation au moyen des fonds de chaque Ligne du Prêt PAM et dans le respect des caractéristiques figurant au tableau « Détail des opérations de réhabilitation » transmis au Prêteur lors de la demande de Prêt.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	DEPARTEMENT DU HAUT RHIN	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

240

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

De plus, à défaut de production dans l'année suivant la date de déclaration d'achèvement des travaux (ou d'achèvement des travaux dans le cas où une déclaration ne serait pas obligatoire), de la copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu dans le cadre d'une certification globale justifiant du montant majoré des sommes prêtées, conformément au document précité « Engagement de performance globale », ou bien du justificatif de la démarche de qualité environnementale, la somme des montants correspondant à la majoration octroyée à chaque Ligne du Prêt PAM Eco-Prêt sera immédiatement exigible et une pénalité égale à 7% de la somme exigible sera due par l'Emprunteur au Prêteur.

Dans l'hypothèse où les travaux de rénovation thermique réalisés n'ont pas permis d'atteindre la performance énergétique rendant l'Objet du Prêt éligible au PAM Eco-prêt, et ce conformément aux stipulations prévues dans les pièces justificatives « Intervention à caractère thermique » et « Engagement de performance global », ou bien « Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social », le PAM Eco-prêt sera de fait requalifié en PAM et aux conditions de taux de celui-ci, soit un taux d'intérêt égal à TLA + 0.60 % (60 points de base).

En outre, cette requalification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un avenant au présent contrat. Néanmoins si l'acte de garantie fait référence au taux d'intérêt du PAM Eco-prêt, alors un nouvel acte sera exigé par le Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

POLE HABITAT - COLMAR- CENTRE ALSACE - OPH à

27 AVENUE DE L EUROPE
BP 30334
68006 COLMAR CEDEX

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
27 rue Jean Wenger Valentin
BP 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U093318, POLE HABITAT - COLMAR- CENTRE ALSACE - OPH

Objet : Contrat de Prêt n° 118734, Ligne du Prêt n° 5385938
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR8440031000010000305932J19 en vertu du mandat n° ??DPH2013319003883 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST
Délégation de STRASBOURG

afaq ISO 9001 Qualité Année d'Excellence

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 28/01/2021

Emprunteur : 0286801 - POLE HABITAT COLMARCENTRE ALSACE
N° du Contrat de Prêt : 118734 / N° de la Ligne du Prêt : 5385938
Opération : Réhabilitation
Produit : PAM - Eco-prêt

Capital prêté : 1 350 000 €
Taux actuariel théorique : 0,25 %
Taux effectif global : 0,25 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	28/01/2022	0,25	55 772,53	52 397,53	3 375,00	0,00	1 297 602,47	0,00
2	28/01/2023	0,25	55 772,53	52 528,52	3 244,01	0,00	1 245 073,95	0,00
3	28/01/2024	0,25	55 772,53	52 659,85	3 112,68	0,00	1 192 414,10	0,00
4	28/01/2025	0,25	55 772,53	52 791,49	2 981,04	0,00	1 139 622,61	0,00
5	28/01/2026	0,25	55 772,53	52 923,47	2 849,06	0,00	1 086 699,14	0,00
6	28/01/2027	0,25	55 772,53	53 055,78	2 716,75	0,00	1 033 643,36	0,00
7	28/01/2028	0,25	55 772,53	53 188,42	2 584,11	0,00	980 454,94	0,00
8	28/01/2029	0,25	55 772,53	53 321,39	2 451,14	0,00	927 133,55	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 118734 Emprunteur n° 000286801

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001531-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-5-3
Séance du lundi 10 mai 2021

PDH 68 - POLITIQUE DE L'HABITAT - AIDES DE LA COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE A LA LUTTE CONTRE LA PRECARITE ENERGETIQUE DANS LE PARC PRIVE

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, BURGER Etienne, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
HOLDERITH Nadine donne procuration à BURGER Etienne
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

VU la délibération du Conseil départemental du Haut-Rhin n° CD-2017-6-10-2 du 8 décembre 2017 relative à la nouvelle politique de l'Habitat,

VU la délibération du Conseil départemental du Haut-Rhin n° CD-2019-3-10-6 du 21 juin 2019 relative à la nouvelle politique de l'Habitat en faveur du parc privé,

VU la délibération du Conseil départemental du Haut-Rhin n° CD-2019-6-10-1 du 13 décembre 2019 relative à la politique de l'habitat,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-04 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

VU la convention de mise en œuvre de la 3ème Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de renouvellement urbain de la ville de Mulhouse signée le 2 janvier 2014,

VU la convention de mise en œuvre du Programme d'Intérêt Général départemental « Habitat Privé dans le Haut-Rhin » signée le 23 mai 2012 et son avenant n° 1 signé en date du 16 décembre 2017,

VU la convention de mise en œuvre du Programme d'Intérêt Général départemental « Habiter Mieux 68 » signée le 2 juillet 2018,

VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'avis de la Commission de l'insertion de l'habitat et de la lutte contre la pauvreté du 26 mars 2021,

VU le rapport du Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

- Accorde les subventions d'investissement au titre de la lutte contre la précarité énergétique, telles que présentées dans le tableau joint en annexe à la présente délibération, pour un montant total de 52 500 € au titre du Programme d'Intérêt Général « Habitat Privé dans le Haut-Rhin » et du Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux 68 » ;

- Accorde les subventions d'investissement au titre de la lutte contre la précarité énergétique, telles que présentées dans le tableau joint en annexe à la présente délibération, pour un montant total de 1 500 € au titre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de renouvellement urbain de la ville de Mulhouse ;

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001531-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

- Précise que ces subventions feront l'objet d'un versement unique et que les dépenses correspondantes à hauteur de 54 000 € seront à prélever sur le programme 044 – Enveloppe 10 – Chapitre 204 – Nature 20422 – Tranche P044O009T10.

Le Président



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001531-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

Réhabilitation de logements-propriétaires

Agglomération de Mulhouse

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003044	BOUZAR ESSAIDI Ahmed	Subvention réhabilitation thermique OPAH RU 3	500,00 €	500,00 €	100,00%	500,00 €
00003045	NAMOUS Henda	Subvention réhabilitation thermique OPAH RU 3	500,00 €	500,00 €	100,00%	500,00 €
00003046	BERKOUK Farida	Subvention réhabilitation thermique OPAH RU 3	500,00 €	500,00 €	100,00%	500,00 €
				Total Imputation		**1 500,00 €**

Total territoire	**1 500,00 €**

programme 044 – Enveloppe 10 – Chapitre 204 – Nature 20422 – Tranche P044O009T10.

Réhabilitation de logements-propriétaires

Centre Alsace

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00002931	TISCHMACHER Alexandre	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	500,00 €	500,00 €	100,00%	500,00 €
00002937	SUTTY Christophe	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
00002956	HERMANN Marie	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
00002958	STRAUSGITL Marie Reine	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
00002978	MICLO Stéphanie	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
00003009	HELLICH Steeve	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
00003037	NEWMAN Gabriel	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
00003042	GASTEBOIS Dominique	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
				Total Imputation		**7 500,00 €**

Total territoire	**7 500,00 €**

programme 044 – Enveloppe 10 – Chapitre 204 – Nature 20422 – Tranche P044O009T10.

Réhabilitation de logements-propriétaires

Région de Colmar

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00002855	FEUERSTEIN Marie	Subvention réhabilitation thermique HPHR	500,00 €	500,00 €	100,00%	500,00 €
00002877	VILLETTE Ludovic	Subvention réhabilitation thermique HPHR	500,00 €	500,00 €	100,00%	500,00 €
00002879	EGLER Pascal	Subvention réhabilitation thermique HPHR	500,00 €	500,00 €	100,00%	500,00 €
00002881	SCHMITT Huguette	Subvention réhabilitation thermique HPHR	500,00 €	500,00 €	100,00%	500,00 €
00002911	URICHER Titaina	Subvention réhabilitation thermique HPHR	500,00 €	500,00 €	100,00%	500,00 €
00002913	FELS Michel	subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	500,00 €	500,00 €	100,00%	500,00 €
00002916	OTT Christopher	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	500,00 €	500,00 €	100,00%	500,00 €
00002928	DUPONT Mederic	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	500,00 €	500,00 €	100,00%	500,00 €
00002929	SCHMITT Fabien	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	500,00 €	500,00 €	100,00%	500,00 €
00002930	HERTRICH Marie	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	500,00 €	500,00 €	100,00%	500,00 €
00002932	GRAFF Bernard	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
00002933	STROBBE Gwennael	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	500,00 €	500,00 €	100,00%	500,00 €
00002934	MARCHAL Jérôme	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
00002952	HERBIN Micheline	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €

Réhabilitation de logements-propriétaires

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00002953	DEMOUCHE Yvonne	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
00002957	ROCHOTTE Jean Paul	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
00002960	SCHMIDT Michel	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
00002964	SONTAG Julien	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
00002975	BOZTEPE Murat Okan	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
00002980	FERNANDES Carlos	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
00002984	ANGELMANN Alice	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
00002986	LOUX Claire	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
00003008	THOMAS Marie	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
00003017	TESNIERE Julien	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
00003023	MANGEOLLE François	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
00003027	RAUSEO Jeanne	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
00003034	DUCLEUX Samuel	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €

Réhabilitation de logements-propriétaires

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003040	FLORENTIN Aude	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
00003041	FUCHS Michaël	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
00003150	YABIR Khadija	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
				Total Imputation		**24 500,00 €**

Total territoire	**24 500,00 €**

programme 044 – Enveloppe 10 – Chapitre 204 – Nature 20422 – Tranche P044O009T10.

Réhabilitation de logements-propriétaires

Sud Alsace, Saint-Louis, Sundgau, Thur-Doller

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00002634	LOUYOT Christophe	Subvention réhabilitation thermique HPHR	500,00 €	500,00 €	100,00%	500,00 €
00002848	BISSANG Rachel	Subvention réhabilitation thermique HPHR	500,00 €	500,00 €	100,00%	500,00 €
00002880	BESSAH SI MOHAND Areski	Subvention réhabilitation thermique HPHR	500,00 €	500,00 €	100,00%	500,00 €
00002924	HERZOG Pierre	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	500,00 €	500,00 €	100,00%	500,00 €
00002927	SIRUGO Thomas	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	500,00 €	500,00 €	100,00%	500,00 €
00002936	PRADINES Christian	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
00002938	VACCARO Johann	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
00002939	WURCH Adrien	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
00002943	KOENIG Jonathan	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
00002944	BABILON Maxime	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
00002945	VOLLIN Ophélie	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
00002946	DEGERT Huguette	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	3 000,00 €	3 000,00 €	100,00%	3 000,00 €
00002951	BOUBAIR Abdelhamid	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €

Réhabilitation de logements-propriétaires

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00002954	GRAU Pierrette	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
00002981	FREY René	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
00003010	GORI - SIMON Eliane	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
00003012	BASTADY André	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
00003020	BRECH Guillaume	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
00003031	ADAM Yannick	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
00003039	KRUPINSKI Romain	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
00003043	KAEFFER Marie-Louise	Subvention réhabilitation thermique PIG Habiter-Mieux 68	1 000,00 €	1 000,00 €	100,00%	1 000,00 €
				Total Imputation		**20 500,00 €**

Total territoire	**20 500,00 €**

TOTAL : Réhabilitation de logements-propriétaires	**54 000,00 €**

programme 044 – Enveloppe 10 – Chapitre 204 – Nature 20422 – Tranche P044O009T10.

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001500-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-8-1
Séance du lundi 10 mai 2021

ASECOHR
INDIVIDUALISATION DE LA SUBVENTION AU TITRE DE 2021 APPROBATION DE LA CONVENTION POUR LE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, BURGER Etienne, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
HOLDERITH Nadine donne procuration à BURGER Etienne
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

VU l'article L 3123-25 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-04 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-3-8-4 du 15 février 2021 relative au rapport budgétaire 2021 : politique de l'administration générale,

VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU le rapport du Président de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

- Attribue et autorise le versement de la subvention de fonctionnement d'équilibre de 220 000 € à l'Association de Secours et d'Entraide des Conseillers Généraux et anciens Conseillers Généraux du Département du Haut-Rhin, qui sera versée comme suit : 50 % en début d'exercice, le solde de 50 % au cours du deuxième semestre sur présentation des pièces justificatives. La dépense est à prélever au chapitre 65, nature 65748 opération P001O005 tranche P0010005T2 (3224-65-65748-031),
- Approuve la convention, jointe en annexe à la présente délibération, pour le versement de la subvention,

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001500-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

- Autorise le Président de la Collectivité européenne d'Alsace à signer ladite convention.

Le Président



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001500-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

Convention de partenariat
entre
la Collectivité européenne d'Alsace
et
l'Association de Secours et d'Entraide des Conseillers Généraux et anciens Conseillers Généraux du Département du Haut-Rhin (ASECOHR)
portant sur l'attribution d'une subvention

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CP-2021-… … du 10 mai 2021,

Ci-après dénommée « la CeA »,

Et

L'Association de Secours et d'Entraide des Conseillers Généraux et anciens Conseillers Généraux du Département du Haut-Rhin (ASECOHR), sise à l'Hôtel du Département à Colmar, représentée par M. Pierre EGLER, son Président,

Ci-après désignée "l'ASECOHR",

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application,

Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-3-8-4 du 15 février 2021 relative au rapport budgétaire 2021 : politique de l'Administration générale »,

Vu le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace, en vigueur à la date de la délibération portant attribution de la subvention, et notamment sa partie relative à la gestion des subventions,

Vu la demande de subvention en date du 1er juillet 2020,

Il est préalablement exposé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

L'Association a pour objet d'assurer à ses membres, à leurs conjoints survivants et éventuellement à leurs orphelins, des allocations régulières les garantissant contre les risques de l'âge et de les faire bénéficier d'aides financières exceptionnelles en cas d'accident ou de maladie graves.

ARTICLE 1 : Objet de la convention

En application de l'article L. 3123-25 du Code Général des Collectivités Territoriales, relatif aux pensions de retraite déjà liquidées et aux droits acquis avant le 30 mars 1992 des élus départementaux, la « CeA » est appelée à verser une subvention d'équilibre à l'ASECOHR.

I - OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE

ARTICLE 2 : Subvention de fonctionnement

Pour l'année 2021, la « CeA » alloue une subvention de fonctionnement d'équilibre de 220 000 €. Cette subvention doit permettre de couvrir une partie des dépenses de fonctionnement général de l'ASECOHR.

ARTICLE 3 : Modalités de versement

Conformément au règlement budgétaire et financier de la « CeA », la subvention sera versée comme suit:

- un acompte de 50 % en début d'exercice, sous réserve de la production du budget prévisionnel de fonctionnement équilibré par le représentant légal de l'organisme
- le solde de 50 % au cours du 2ème semestre, au vu de la présentation du bilan et du compte de résultat de l'exercice 2020.

Les versements seront effectués par prélèvement sur le budget de la CeA, chapitre 65 nature 65748 opération P001O005 tranche P001O005T2 (3224-65-65748-031), et virés au compte n° 40031 00001 0000240974C 23 à la Caisse des Dépôts et Consignations Paris.

Le comptable assignataire est le Payeur de la Collectivité européenne d'Alsace.

II - OBLIGATIONS DE L'ASECOHR

ARTICLE 4 : Reddition des comptes, présentation des documents financiers

L'ASECOHR s'engage à :

1. communiquer à la « CeA », au plus tard le 30 juin de l'année suivant la date d'arrêt des comptes, ses bilans et comptes de résultats détaillés du dernier exercice, ainsi que le compte d'emploi de la subvention attribuée,
2. tenir sa comptabilité selon les normes édictées par le plan comptable des associations et dans le respect des dispositions légales et réglementaires concernant les organismes privés subventionnés par des fonds publics,
3. aviser la « CeA » de toute modification dans les statuts de l'association, la composition de ses organes de direction, ses coordonnées postales, téléphoniques et/ou bancaires,
4. formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 30 septembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé.

Les modalités de versement et de contrôle de la subvention se feront conformément au règlement budgétaire et financier de la « CeA » et le cas échéant, aux dispositions législatives et réglementaires concernant les organismes subventionnés par des fonds publics. Ainsi, la « CeA » se réserve la possibilité de procéder à toute autre forme de contrôle de l'usage des fonds (sur place, avant ou après le versement de l'aide).

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la « CeA » pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

III - CLAUSES GENERALES

ARTICLE 5 : Durée

La présente convention est valable pendant toute la durée des obligations liées au versement de la subvention au titre de l'exercice 2021.
La durée de validité de l'aide est d'un an à compter de la notification de la subvention.

ARTICLE 6 : Résiliation de la convention

La « CeA » se réserve la faculté de résilier de plein droit la présente convention sans préavis ni indemnité en cas de non-respect par l'ASECOHR de l'une des clauses exposées ci-dessus dès lors que dans le mois suivant la réception de la mise en demeure envoyée par la « CeA » par lettre recommandée avec accusé de réception, l'ASECOHR n'aura pas pris les mesures appropriées, ou sans mise en demeure en cas de faute lourde.
La présente convention sera résiliée également de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité de l'Association.

ARTICLE 7 : Caducité de la convention

La présente convention sera rendue caduque par la dissolution de l'ASECOHR.

ARTICLE 8 : Remboursement de la subvention

Dans les cas visés aux articles 6 et 7, la « CeA » pourra suspendre le versement de la subvention, voire l'annuler et demander le remboursement de l'acompte déjà versé.

ARTICLE 9 : Règlement des litiges

9.1 Règlement amiable
Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 1 mois et supérieure à 3 mois.

9.2 Contentieux
En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 9.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait Colmar, le

Pour la CeA,

Le Président de la Collectivité européenne d'Alsace

Frédéric BIERRY

Pour l'ASECOHR,

Le Président

Pierre EGLER

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001514-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-1-7
Séance du lundi 10 mai 2021

PROPOSITION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR DES ACTIONS DE PRÉVENTION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE EN 2021

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
BURGER Etienne donne procuration à LEHMANN Marie-Paule
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

EXCUSEE :
HOLDERITH Nadine

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-04 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'avis favorable des commissions territoriales concernées qui se sont tenues en avril 2021,

VU le rapport du Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

- Décide de poursuivre le partenariat avec des associations pour mener des actions de prévention en faveur de la sécurité routière et de la sécurité des mobilités des alsaciennes et alsaciens en 2021,

- Attribue cinq subventions de fonctionnement (versement unique), pour un montant de 40 000 € pour l'exercice budgétaire 2021, ainsi affectées :

  - 8 900 € au Comité Départemental de la Prévention Routière du Bas-Rhin,
  - 13 000 € à l'association Vélo Emploi,
  - 13 100 € à l'association CADR67,
  - 2 778 € à l'association Maison du Vélo,
  - 2 222 € à l'association CADRes Mulhouse,

  les crédits nécessaires étant prévus dans le cadre du budget primitif 2021 sur l'opération P082O008, chapitre 65 – nature 65748 – fonction 843 ;

- Approuve les cinq projets de convention à intervenir avec les associations Comité Départemental de la Prévention Routière du Bas-Rhin, Vélo Emploi, CADR67, la Maison du Vélo de Mulhouse et CADRes Mulhouse pour des actions de prévention, fixant les obligations respectives de la CeA et des bénéficiaires au titre de l'attribution des cinq subventions précitées,

- Autorise le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à signer les conventions de partenariat précitées.

M. Pierre VOGT et M. Philippe MEYER, en leur qualité de membres du CA de la Fédération Des Maisons des Jeunes et de la Culture (FDMJC) d'Alsace, ne participent ni au débat ni au vote.

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001514-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

Mme Catherine GRAEF-ECKERT, en sa qualité de membre du CA de la FD CSC, ne participe ni au débat ni au vote.

M. Nicolas MATT, en sa qualité de membre du CA du CSC Rotterdam Strabsourg, ne participe ni au débat ni au vote.

Le Président



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001514-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

Convention de partenariat
entre
la Collectivité européenne d'Alsace
et
Le Comité Départemental de la Prévention Routière du Bas-Rhin

portant sur l'attribution d'une subvention

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°…. du ….,

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

Et

Le Comité Départemental de la Prévention Routière du Bas-Rhin, représenté par *son directeur Michel RICH*

Ci-après dénommé « le bénéficiaire » ou « *le Comité Départemental de la Prévention Routière*».

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace, en vigueur à la date de la délibération portant attribution de la subvention, et notamment sa partie relative à la gestion des subventions,

Vu la demande de subvention formulée par le bénéficiaire en date du 15 décembre 2020,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques de chaque partie en ce qui concerne les objectifs, les modalités de réalisation et de financement d'actions de sensibilisation à la prévention et à l'éducation routière au cours de l'année 2021.

Conformément à son objet statutaire, *le Comité Départemental de la Prévention Routière* poursuit une activité générale visant à *œuvrer pour la prévention des accidents de la circulation et la sécurité de la mobilité des alsaciennes et alsaciens*.

L'activité générale poursuivie par *le Comité Départemental de la Prévention Routière* s'inscrit dans les objectifs *de la CeA pour la mobilité des alsaciennes et des alsaciens et en particulier pour la sécurité des déplacements sur son réseau viaire.*

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de financement au titre de l'année 2021 par la CeA, sous forme de subvention, de l'activité générale et notamment le centre de documentation « sécurité routière » à destination des écoles et du grand public et des actions spécifiques au territoire alsacien portées par le bénéficiaire ci-dessous défini :

Action 1 : Sous réserve des contraintes sanitaires liées à la COVID 19, proposer des séances de sensibilisation à la prévention routière dans des établissements scolaires et notamment dans les collèges. Des interventions auront également lieu dans de nombreuses écoles primaires alsaciennes.

Action 2 : Sensibilisation adaptée aux personnes avec un handicap.

Sous réserve des contraintes sanitaires liées à la COVID 19, des actions seront menées pour les travailleurs des ESAT ainsi que d'autres structures en liaison avec EDIAC Formation.

Action 3 : Sensibilisation à destination des usagers en 2 roues motorisés

Ce type d'action est systématiquement mis en place lors de nos interventions dans les collèges pour le risque « 2 roues motorisé ».

Action 4 : action de prévention « grand public » et séniors au travers du point information prévention routière mis en place en 2020 à Wissembourg (alternative aux réunions expérimenté en 2020 en raison des contraintes sanitaires).
Ce type de point information prévention routière peut être déployé sur d'autres territoires en lien avec les acteurs locaux et suivant l'évolution de la situation sanitaire et des opportunités

Action 5 : Sensibilisations à la demande du Procureur de la République et du président du Tribunal de Saverne, avant chaque audience dédiée à des infractions routières pour sensibiliser les personnes auteurs d'infractions.

La mise en œuvre de ce projet présente un intérêt général et est en adéquation avec les orientations de la politique de la CeA mentionnées ci-avant.

C'est pourquoi, par la présente convention, eu égard à la nature des activités de prévention et des actions spécifiques en lien avec les enjeux de sécurité routière mises en place par *le Comité Départemental de la Prévention Routière* et l'intérêt général qui s'y rattache, la CeA s'engage à apporter une aide financière *pour une subvention de fonctionnement* au soutien de l'activité générale et des actions spécifiques de *l'organisme* pour l'année 2021.

La subvention de la CeA devra uniquement être employée

- pour une subvention de fonctionnement à l'activité générale au titre de l'activité générale de l'organisme, définie ci-dessus,

- pour une subvention de fonctionnement à une action précise pour réaliser l'action telle que précisée ci-dessus.

La CeA n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Détermination du montant de la subvention

La CeA contribue financièrement pour un montant maximal de 8 900 € (huit mille neuf cent euros).

Le montant notifié de la subvention constitue un plafond non susceptible de révision, sauf accord convenu entre les parties dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

Article 3 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide de la CeA

3.1. Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des parties et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

3.2. Durée de validité de la subvention

La subvention attribuée doit être affectée aux dépenses de fonctionnement du comité Départemental de la Prévention Routière du Bas-Rhin au titre de l'exercice *budgétaire* déterminé à l'article 1er.

Cette subvention est destinée à soutenir les actions de prévention conduites par La Prévention Routière sur le territoire alsacien en 2021 et ce jusqu'au 31 décembre 2021.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée en une seule fois, après la date de la signature de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à transmettre ses bilans, comptes de résultat ou comptes administratifs de l'année de la subvention à la CeA au plus tard le 30 juin de l'année N+1.

Le versement sera effectué par prélèvement sur l'opération P082O008, chapitre 65 – nature 65748 – fonction 843 du budget de la CeA.

Le comptable assignataire est le Payeur Départemental de la CeA.

Article 5 : Autres justificatifs

Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- un compte rendu financier, certifié exact, qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ; ces documents étant signés par le président ou toute personne habilitée, tel que prévu par les dispositions de l'alinéa 6 de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;
- le rapport d'activité.

Article 6 : Obligations à la charge du bénéficiaire de la subvention

Le bénéficiaire s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1er ;
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique ;
- à faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services de la CeA de la réalisation de l'objet défini à l'article 1er, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autres documents ;
- lorsque le l'organisme est une association si l'ensemble des aides publiques perçues par le bénéficiaire excède 153 000 euros, à nommer un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code du commerce) ;
- à tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- à communiquer à la CeA les modifications déclarées au tribunal d'instance et fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire ;
- à informer sans délai le service de la CeA gestionnaire de l'attribution de la subvention, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- à informer la CeA de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire le concernant ;
- à informer la CeA de toute cession de créance concernant la subvention objet de la présente convention de sorte à permettre à la CeA de vérifier si toutes les conditions pour le maintien de la(des) subvention(s annuelles) et les conditions pour son(leur) versement sont remplies, et à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution de la subvention, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, notamment ses articles 8 et 9.

Article 7 : Information et communication

Sous peine d'interruption et/ou de reversement de tout ou partie de l'aide de la CeA, *le Comité Départemental de Prévention Routière* doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier de la CeA selon les moyens de communication dont il dispose.

Cette information se matérialise par la présence du logotype de la CeA sur les documents édités par le bénéficiaire et par tout autre moyen de communication (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, ...). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la CeA, le bénéficiaire pourra prendre contact auprès de la Direction de la communication de la CeA.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, inauguration, visite de chantier, première pierre…), le bénéficiaire devra systématiquement, d'une part, faire apparaître le concours de la CeA sur tous les supports de communication utilisés (courriers, cartons d'invitation ...) et d'autre part, adresser une invitation à la CeA pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu.
Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie de l'aide allouée.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement (acompte/solde) et/ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures…).

Article 8 : Interruption et reversement de tout ou partie de la subvention

Après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire, le non-respect total ou partiel des clauses stipulées de la présente convention par le bénéficiaire pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets :

- l'interruption du versement de l'aide financière de la CeA,
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués.

La CeA en informe le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Résiliation

9.1. La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

9.2. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

9.3. En cas de motif d'intérêt général, la CeA peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

9.4. En cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire du bénéficiaire, la CeA se réserve le droit de résilier la présente convention au motif de l'impossibilité pour le bénéficiaire et/ou son repreneur de poursuivre le projet. En outre, la CeA se réserve le droit d'inscrire son éventuelle créance, née du versement indu de tout ou partie de sa subvention, au passif du bénéficiaire, dans le cadre de la procédure de déclaration de créance adressée au mandataire judiciaire.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation du bénéficiaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la CeA pourra procéder au paiement prorata temporis de la subvention, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie de la subvention déjà versée, selon les modalités précisées à l'article 5.

Article 10 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la CeA et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 11 : Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier de la CeA dans sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant la subvention, objet de la présente convention, dont la communication à l'organisme peut être demandée à la CeA à tout moment.

Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

Article 12 : Annexes

Les annexes référencées dans la présente convention font parties intégrantes de celle-ci et ont valeur contractuelle.

Article 13 : Règlement des litiges

13.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter de conciliation amiable.

13.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 13.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à ……
le ……

Pour la CeA,	Pour le Comité Départemental de la Prévention Routière
Le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace	Le Président ,

Convention de partenariat
entre
la Collectivité européenne d'Alsace
et
l'Association Vélo Emploi

portant sur l'attribution d'une subvention

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°……. du ……..…..,

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

Et

L'association Vélo Emploi, représentée par son Président Jean-Michel SEITZ,

Ci-après dénommée « le bénéficiaire » ou « Vélo Emploi ».

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace, en vigueur à la date de la délibération portant attribution de la subvention, et notamment sa partie relative à la gestion des subventions,

Vu la demande de subvention formulée par le bénéficiaire en date du ,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques de chaque partie en ce qui concerne les objectifs, les modalités de réalisation et de financement d'actions de sensibilisation à la sécurité routière en faveur des collégiens et de promotion du vélo en tant que mode de déplacement utilitaire au cours de l'année 2021. Ces actions de sensibilisation et de promotion prendront la forme de contrôles techniques sur les vélos des collégiens de plusieurs établissements scolaires du Bas-Rhin, réalisés par Vélo Emploi.

Conformément à son objet statutaire, Vélo Emploi poursuit une activité générale visant à *œuvrer pour la promotion du vélo et la sécurité des cyclistes*.

La CeA, en tant que gestionnaire de réseau routier et gestionnaire des collèges poursuit un objectif de sécurité de ses usagers (particulièrement cyclistes et collégiens) et de promotion des mobilités actives.

L'action poursuivie par *Vélo Emploi* s'inscrit dans ces objectifs, car l'entretien des vélos des collégiens est un gage de sécurité et de sensibilisation aux bonnes pratiques.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de financement par la CeA, sous forme de subvention(s), de l'action portée par le bénéficiaire ci-dessous défini(e) :

Réalisation d'opérations « Vélo-Sécurité » à l'automne 2021 dans les 23 collèges du Bas-Rhin suivants :

- Territoire Nord Alsace : BRUMATH, DRUSENHEIM, HERRLISHEIM, HOERDT, SELTZ, SOUFFLENHEIM, SOULTZ-SOUS-FORÊTS et WISSEMBOURG
- Territoire Eurométropole de Strasbourg : LA WANTZENAU et SOUFFELWEYERSHEIM
- Territoire Ouest Alsace : DETTWILLER, DUTTLENHEIM, HOCHFELDEN, MARLENHEIM, MOLSHEIM Bugatti, ROSHEIM, SARRE-UNION, SAVERNE Poincaré et WASSELONNE
- Territoire Centre Alsace : BARR, BENFELD, HEILIGENSTEIN et RHINAU

Ces actions se dérouleront selon un calendrier annuel établi en liaison avec la CeA, en accord et sous la responsabilité des chefs d'établissements concernés. L'association Vélo Emploi devra avertir la CeA de l'établissement visité au moins quinze jours avant l'opération afin que la collectivité puisse informer les élus locaux.

Ces opérations consistent à effectuer le contrôle technique des vélos des collégiens. La vérification des cycles sera complétée par de petites opérations urgentes effectuées par les techniciens de l'association. Chaque cycliste se verra remettre une fiche technique l'avisant des modifications et des ajouts nécessaires pour circuler en sécurité et dans le respect de la réglementation.

Une fiche bilan, permettant de suivre l'état du parc des cycles vérifiés, sera renseignée pour chaque établissement visité.

En cas de nécessité, la présente convention pourra être aménagée par voie d'avenant. Le montant de la subvention pourrait être revu en tenant compte, le cas échéant, des subventions versées par les autres collectivités dans le cadre d'un avenant à la présente convention s'il s'avérait supérieur à la limite autorisée par la législation et la réglementation en vigueur.

La présente convention sera complétée, le cas échéant, par une charte entre la CeA et ses partenaires œuvrant dans la sécurité routière.

La poursuite de ce projet présente un intérêt général et est en adéquation avec les orientations de la politique de la CeA mentionnées ci-avant.

C'est pourquoi, par la présente convention, eu égard à la nature des actions mises en place par Vélo Emploi et l'intérêt général qui s'y rattache, la CeA s'engage à apporter une aide financière à la bonne réalisation de l'action définie ci-dessus, que le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre, à son initiative et sous sa responsabilité, dans les conditions prévues par la présente convention, ses annexes et ses éventuels avenants.

La subvention de la CeA devra uniquement être employée pour réaliser l'action telle que précisée ci-dessus.

La CeA n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Détermination du montant de la subvention

La CeA contribue financièrement pour un montant maximal de 13 000 € (treize-mille euros).

Le montant notifié de la subvention constitue un plafond non susceptible de révision, sauf accord convenu entre les parties dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

Article 3 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide de la CeA

3.1. Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des parties et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

3.2. Durée de validité de la subvention

La subvention attribuée doit être affectée aux dépenses de fonctionnement portant sur l'action/les actions définie(s) à l'article 1er.

Le solde de la subvention ne pourra être versé que jusqu'au 31 décembre de l'année suivant celle, définie à l'article 1er, durant laquelle l'action doit être terminée, soit le 31 décembre 2022. Après cette date, la subvention sera frappée de caducité et son solde ne pourra pas être versé.

Toutefois, *Vélo Emploi* s'engage à adresser à la CeA sa demande de versement du solde de la subvention, pièces justificatives à l'appui, au plus tôt, étant entendu que, en cas de demande ou de transmission de pièces tardives, le versement du solde pourra être reporté à l'année suivant celle durant laquelle l'action doit être terminée, après inscription du montant du solde au budget de la CeA.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée en une seule fois, sur présentation du bilan de chaque opération.

Le versement sera effectué par prélèvement sur l'opération P082008, chapitre 65, nature 65748, fonction 843 du budget de la CeA.
Le comptable assignataire est le Payeur Départemental de la CeA.

Article 5 : Autres justificatifs

Vélo Emploi s'engage à fournir le bilan de chaque opération et utiliser l'intégralité de la subvention pour mener à bien les actions décrites dans l'articles 1er.

Un bilan annuel fera ressortir l'évolution globale de l'état des vélos des collégiens et l'impact de l'opération.

Article 6 : Obligations à la charge du bénéficiaire de la subvention

Vélo Emploi s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1er ;
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique ;
- à faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services de la CeA de la réalisation de l'objet défini à l'article 1er, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autres documents ;
- si l'ensemble des aides publiques perçues par le bénéficiaire excède 153 000 euros, à nommer un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code du commerce) ;
- à tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- à communiquer à la CeA les modifications déclarées au tribunal d'instance et fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire ;
- à informer sans délai le service de la CeA gestionnaire de l'attribution de la subvention, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- à informer la CeA de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire le concernant ;
- à informer la CeA de toute cession de créance concernant la subvention objet de la présente convention de sorte à permettre à la CeA de vérifier si toutes les conditions pour le maintien de la(des) subvention(s annuelles) et les conditions pour son(leur) versement sont remplies, et à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution de la subvention, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, notamment ses articles 8 et 9.

Article 7 : Information et communication

Sous peine d'interruption et/ou de reversement de tout ou partie de l'aide de la CeA, *Vélo Emploi* doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier de la CeA selon les moyens de communication dont il dispose.

Cette information se matérialise par la présence du logotype de la CeA sur les documents édités par Vélo Emploi et par tout autre moyen de communication (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, ...). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la CeA, Vélo Emploi pourra prendre contact auprès de la Direction de la communication de la CeA.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, inauguration, visite de chantier, première pierre…), Vélo Emploi devra systématiquement, d'une part, faire apparaître le concours de la CeA sur tous les supports de communication utilisés (courriers, cartons d'invitation ...) et d'autre part, adresser une invitation à la CeA pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu.

Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie de l'aide allouée.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement (acompte/solde) et/ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures…).

Article 8 : Interruption et reversement de tout ou partie de la subvention

Après examen des justificatifs présentés par Vélo Emploi, le non-respect total ou partiel des clauses stipulées de la présente convention par Vélo Emploi pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets :

- l'interruption du versement de l'aide financière de la CeA,
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués.

La CeA en informe Vélo Emploi par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Résiliation

9.1. La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

9.2. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

9.3. En cas de motif d'intérêt général, la CeA peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

9.4. En cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire de Vélo Emploi, la CeA se réserve le droit de résilier la présente convention au motif de l'impossibilité pour Vélo Emploi et/ou son repreneur de poursuivre le projet. En outre, la CeA se réserve le droit d'inscrire son éventuelle créance, née du versement indu de tout ou partie de sa subvention, au passif Vélo Emploi, dans le cadre de la procédure de déclaration de créance adressée au mandataire judiciaire.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation de Vélo Emploi en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la CeA pourra procéder au paiement prorata temporis de la subvention, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie de la subvention déjà versée, selon les modalités précisées à l'article 5.

Article 10 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la CeA et Vélo Emploi. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 11 : Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier de la CeA dans sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant la subvention, objet de la présente convention, dont la communication à l'organisme peut être demandée à la CeA à tout moment.

Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

Article 12 : Annexes

Les annexes référencées dans la présente convention font parties intégrantes de celle-ci et ont valeur contractuelle.

Article 13 : Règlement des litiges

13.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter de conciliation amiable.

13.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 13.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à ……
le ……

Pour la CeA,
Le Président du Conseil de la
Collectivité européenne d'Alsace

Pour Vélo Emploi,
Le Président ,

Convention de partenariat
entre
la Collectivité européenne d'Alsace
et
le Comité d'Action Deux Roues du Bas-Rhin

portant sur l'attribution d'une subvention

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°…….. du ……..,

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

Et

L'association Comité d'Action Deux Roues du Bas-Rhin, représentée par son Président Dominique MONTERO

Ci-après dénommée « le bénéficiaire » ou « le CADR67 ».

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace, en vigueur à la date de la délibération portant attribution de la subvention, et notamment sa partie relative à la gestion des subventions,

Vu la demande de subvention formulée par le bénéficiaire en date du ,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques de chaque partie en ce qui concerne les objectifs, les modalités de réalisation et de financement d'actions de sensibilisation à la sécurité routière en faveur des collégiens et de promotion du vélo en tant que mode de déplacement utilitaire au cours de l'année 2021. Ces actions de sensibilisation et de promotion prendront la forme de contrôles techniques sur les vélos des collégiens de plusieurs établissements scolaires du Bas-Rhin, réalisés par le CADR67.

Conformément à son objet statutaire, le CADR67 poursuit une activité générale visant à *œuvrer pour la promotion du vélo et la sécurité des cyclistes*.

La CeA, en tant que gestionnaire de réseau routier et gestionnaire des collèges poursuit un objectif de sécurité de ses usagers (particulièrement cyclistes et collégiens) et de promotion des mobilités actives.

L'action poursuivie par Le CADR67 s'inscrit dans ces objectifs, car l'entretien des vélos des collégiens est un gage de sécurité et de sensibilisation aux bonnes pratiques.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de financement par la CeA, sous forme de subvention(s), de l'action portée par le bénéficiaire ci-dessous défini(e) :

Réalisation d'opérations « Vélo-Sécurité » en 2021 dans les 19 collèges du Bas-Rhin suivants :

- Territoire Nord Alsace : SCHWEIGHOUSE sur MODER
- Territoire Eurométropole de Strasbourg : BISCHHEIM le Ried, ECKBOLSHEIM, ESCHAU, GEISPOLSHEIM, ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN Parc, MUNDOLSHEIM, SCHILTIGHEIM Leclerc et Rouget de Lisle, STRASBOURG Hans Arp, Robertsau et VENDENHEIM
- Territoire Ouest Alsace : MUTZIG
- Territoire Centre Alsace : CHATENOIS, ERSTEIN, GERSTHEIM, OBERNAI Europe, SELESTAT Beatus Rhenanus et Jean Mentel

Ainsi que cinq autres collèges qui restent encore à définir. Ces cinq collèges seront soumis par le CADR67 et validés par la CeA après concertation avec les chefs d'établissements.

Ces actions se dérouleront selon un calendrier annuel établi en liaison avec la CeA, en accord et sous la responsabilité des chefs d'établissements concernés. L'association CADR 67 devra avertir la CeA de l'établissement visité au moins quinze jours avant l'opération afin que la collectivité puisse informer les élus locaux.

Ces opérations consistent à effectuer le contrôle technique des vélos des collégiens et à dispenser des conseils utiles à la pratique du vélo. La vérification des cycles sera complétée par de petites opérations urgentes effectuées par les techniciens de l'association. Chaque cycliste se verra remettre une fiche technique l'avisant des modifications et des ajouts nécessaires pour circuler en sécurité et dans le respect de la réglementation.

Une fiche bilan, permettant de suivre l'état du parc des cycles vérifiés, sera renseignée pour chaque établissement visité.

En cas de nécessité, la présente convention pourra être aménagée par voie d'avenant. Le montant de la subvention pourrait être revu en tenant compte, le cas échéant, des subventions versées par les autres collectivités dans le cadre d'un avenant à la présente convention s'il s'avérait supérieur à la limite autorisée par la législation et la réglementation en vigueur.

La présente convention sera complétée, le cas échéant, par une charte entre la CeA et ses partenaires œuvrant dans la sécurité routière.

La poursuite de ce projet présente un intérêt général et est en adéquation avec les orientations de la politique de la CeA mentionnées ci-avant.

C'est pourquoi, par la présente convention, eu égard à la nature des actions mises en place par le CADR67 et l'intérêt général qui s'y rattache, la CeA s'engage à apporter une aide financière à la bonne réalisation de l'action définie ci-dessus, que le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre, à son initiative et sous sa responsabilité, dans les conditions prévues par la présente convention, ses annexes et ses éventuels avenants.

La subvention de la CeA devra uniquement être employée pour réaliser l'action telle que précisée ci-dessus.

La CeA n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Détermination du montant de la subvention

La CeA contribue financièrement pour un montant maximal de 13 100 € (treize-mille-cent euros).

Le montant notifié de la subvention constitue un plafond non susceptible de révision, sauf accord convenu entre les parties dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

Article 3 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide de la CeA

3.1. Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des parties et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

3.2. Durée de validité de la subvention

La subvention attribuée doit être affectée aux dépenses de fonctionnement portant sur l'action/les actions définie(s) à l'article 1er.

Le solde de la subvention ne pourra être versé que jusqu'au 31 décembre de l'année suivant celle, définie à l'article 1er, durant laquelle l'action doit être terminée, soit le 31 décembre 2022. Après cette date, la subvention sera frappée de caducité et son solde ne pourra pas être versé.

Toutefois, *le CADR67* s'engage à adresser à la CeA sa demande de versement du solde de la subvention, pièces justificatives à l'appui, au plus tôt, étant entendu que, en cas de demande ou de transmission de pièces tardives, le versement du solde pourra être reporté à l'année suivant celle durant laquelle l'action doit être terminée, après inscription du montant du solde au budget de la CeA.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée en une seule fois, sur présentation du bilan de chaque opération.

Le versement sera effectué par prélèvement sur l'opération P082O008, chapitre 65, nature 65748, fonction 843 du budget de la CeA.
Le comptable assignataire est le Payeur Départemental de la CeA.

Article 5 : Autres justificatifs

Le CADR67 s'engage à fournir le bilan de chaque opération et utiliser l'intégralité de la subvention pour mener à bien les actions décrites dans l'articles 1er.

Un bilan annuel fera ressortir l'évolution globale de l'état des vélos des collégiens et l'impact de l'opération.

Article 6 : Obligations à la charge du bénéficiaire de la subvention

Le CADR67 s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1er ;
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique ;
- à faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services de la CeA de la réalisation de l'objet défini à l'article 1er, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autres documents ;
- si l'ensemble des aides publiques perçues par le bénéficiaire excède 153 000 euros, à nommer un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code du commerce) ;
- à tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- à communiquer à la CeA les modifications déclarées au tribunal d'instance et fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire ;
- à informer sans délai le service de la CeA gestionnaire de l'attribution de la subvention, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- à informer la CeA de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire le concernant ;
- à informer la CeA de toute cession de créance concernant la subvention objet de la présente convention de sorte à permettre à la CeA de vérifier si toutes les conditions pour le maintien de la(des) subvention(s annuelles) et les conditions pour son(leur) versement sont remplies, et à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution de la subvention, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, notamment ses articles 8 et 9.

Article 7 : Information et communication

Sous peine d'interruption et/ou de reversement de tout ou partie de l'aide de la CeA, *le CADR67* doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier de la CeA selon les moyens de communication dont il dispose.

Cette information se matérialise par la présence du logotype de la CeA sur les documents édités par le CADR67 et par tout autre moyen de communication (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, ...). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la CeA, le CADR67 pourra prendre contact auprès de la Direction de la communication de la CeA.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, inauguration, visite de chantier, première pierre…), le CADR67 devra systématiquement, d'une part, faire apparaître le concours de la CeA sur tous les supports de communication utilisés (courriers, cartons d'invitation ...) et d'autre part, adresser une invitation à la CeA pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu.
Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie de l'aide allouée.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement (acompte/solde) et/ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures…).

Article 8 : Interruption et reversement de tout ou partie de la subvention

Après examen des justificatifs présentés par le CADR67, le non-respect total ou partiel des clauses stipulées de la présente convention par le CADR67 pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets :

- l'interruption du versement de l'aide financière de la CeA,
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués.

La CeA en informe le CADR67 par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Résiliation

9.1. La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

9.2. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

9.3. En cas de motif d'intérêt général, la CeA peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

9.4. En cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire de le CADR67, la CeA se réserve le droit de résilier la présente convention au motif de l'impossibilité pour le CADR67 et/ou son repreneur de poursuivre le projet. En outre, la CeA se réserve le droit d'inscrire son éventuelle créance, née du versement indu de tout ou partie de sa subvention, au passif le CADR67, dans le cadre de la procédure de déclaration de créance adressée au mandataire judiciaire.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation de le CADR67 en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la CeA pourra procéder au paiement prorata temporis de la subvention, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie de la subvention déjà versée, selon les modalités précisées à l'article 5.

Article 10 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la CeA et le CADR67. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 11 : Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier de la CeA dans sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant la subvention, objet de la présente convention, dont la communication à l'organisme peut être demandée à la CeA à tout moment.

Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles

que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

Article 12 : Annexes

Les annexes référencées dans la présente convention font parties intégrantes de celle-ci et ont valeur contractuelle.

Article 13 : Règlement des litiges

13.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter de conciliation amiable.

13.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 13.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à ……
le ……

Pour la CeA,
Le Président du Conseil de la
Collectivité européenne d'Alsace

Pour le CADR67,
Le Président ,

Convention de partenariat
entre
la Collectivité européenne d'Alsace
et
La Maison du Vélo de Mulhouse

portant sur l'attribution d'une subvention

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°…. du ….,

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

Et

L'association la Maison du Vélo de Mulhouse, représenté par sa présidente Nathalie MUGUET

Ci-après dénommé « la Maison du Vélo » ou « la Maison du Vélo ».

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace, en vigueur à la date de la délibération portant attribution de la subvention, et notamment sa partie relative à la gestion des subventions,

Vu la demande de subvention formulée par la Maison du Vélo en date du ,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques de chaque partie en ce qui concerne les objectifs, les modalités de réalisation et de financement d'actions de sensibilisation en faveur des cyclistes à la sécurité routière et de promotion en tant que mode de déplacement utilitaire au cours de l'année 2021. Ces actions de sensibilisation et de promotion prendront la forme de contrôles techniques de vélos des collégiens de plusieurs établissements scolaires du Haut-Rhin ou de sites départementaux, réalisés par la Maison du Vélo.

Conformément à son objet statutaire, *La Maison du Vélo* poursuit une activité générale visant à *œuvrer pour la promotion du vélo et la sécurité des cyclistes*.

La CeA, en tant que gestionnaire de réseau routier et gestionnaire des collèges poursuit un objectif de sécurité de ses usagers (particulièrement cyclistes et collégiens) et de promotion des mobilités actives.

L'action poursuivie par La maison du Vélo s'inscrit dans ces objectifs, car l'entretien des vélos des collégiens est un gage de sécurité et de sensibilisation aux bonnes pratiques.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de financement par la CeA, sous forme de subvention(s), de l'action portée par la Maison du Vélo ci-dessous défini(e) :

Action 1 : réalisation d'opérations « Vélo-Sécurité » dans les 4 collèges du Haut-Rhin suivants : Mulhouse (Bel Air, Jean Macé, Bourtzwiller), Riedisheim,

Ces actions se dérouleront selon un calendrier annuel établi en liaison avec la CeA, en accord et sous la responsabilité des chefs d'établissements concernés. La Maison du Vélo devra avertir la CeA de l'établissement visité au moins quinze jours avant l'opération afin que la collectivité puisse informer les élus locaux.

Ces opérations consistent à effectuer le contrôle technique des vélos des collégiens et à dispenser des conseils utiles à la pratique du vélo. Chaque cycliste se verra remettre une fiche technique l'avisant des modifications et des ajouts nécessaires pour circuler en sécurité et dans le respect de la réglementation.

Une fiche bilan, permettant de suivre l'état du parc des cycles vérifiés, sera renseignée pour chaque établissement visité.

En cas de nécessité, la présente convention pourra être aménagée par voie d'avenant. Le montant de la subvention pourrait être revu en tenant compte, le cas échéant, des subventions versées par les autres collectivités dans le cadre d'un avenant à la présente convention s'il s'avérait supérieur à la limite autorisée par la législation et la réglementation en vigueur.

La présente convention sera complétée, le cas échéant, par une charte entre la CeA et ses partenaires œuvrant dans la sécurité routière.

Action 2 : interventions sur 1 sites de la collectivité pour le contrôle des vélos des agents dans le cadre de démarches du mois de Mai à Vélo.

Ces opérations consistent à effectuer le contrôle technique des vélos des agents de la CeA sur le site du Territoire de Solidarité à Mulhouse. Chaque cycliste se verra remettre une fiche technique l'avisant des modifications et des ajouts nécessaires pour circuler en sécurité et dans le respect de la réglementation.

La mise en œuvre de ce projet présente un intérêt général et est en adéquation avec les orientations de la politique de la CeA mentionnées ci-avant.

C'est pourquoi, par la présente convention, eu égard à la nature des actions mises en place par La Maison du Vélo et l'intérêt général qui s'y rattache, la CeA s'engage à apporter une aide financière à la bonne réalisation de l'action définie ci-dessus, que le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre, à son initiative et sous sa responsabilité, dans les conditions prévues par la présente convention, ses annexes et ses éventuels avenants.

La subvention de la CeA devra uniquement être employée pour réaliser l'action telle que précisée ci-dessus.

La CeA n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Détermination du montant de la subvention

La CeA contribue financièrement pour un montant maximal de 2 778 € (deux mille sept cents soixante-dix-huit euros).

Le montant notifié de la subvention constitue un plafond non susceptible de révision, sauf accord convenu entre les parties dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

Article 3 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide de la CeA

3.1. Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des parties et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

3.2. Durée de validité de la subvention

La subvention attribuée doit être affectée aux dépenses de fonctionnement portant sur les actions définies à l'article 1er.

Le solde de la subvention ne pourra être versé que jusqu'au 31 décembre de l'année suivant celle, définie à l'article 1er, durant laquelle l'action doit être terminée, soit le 31 décembre 2022. Après cette date, la subvention sera frappée de caducité et son solde ne pourra pas être versé.

Toutefois, La Maison du Vélo s'engage à adresser à la CeA sa demande de versement du solde de la subvention, pièces justificatives à l'appui, au plus tôt, étant entendu que, en cas de demande ou de transmission de pièces tardives, le versement du solde pourra être reporté à l'année suivant celle durant laquelle l'action doit être terminée, après inscription du montant du solde au budget de la CeA.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée en une seule fois, sur présentation du bilan de chaque opération.

Le versement sera effectué par prélèvement sur l'opération P082O008, chapitre 65, nature 65748, fonction 843 du budget de la CeA.
Le comptable assignataire est le Payeur Départemental de la CeA.

Article 5 : Autres justificatifs

La Maison du Vélo s'engage à fournir le bilan de chaque opération et utiliser l'intégralité de la subvention pour mener à bien les actions décrites dans l'articles 1er.

Un bilan annuel fera ressortir l'évolution globale de l'état des vélos des collégiens et l'impact de l'opération.

Article 6 : Obligations à la charge du bénéficiaire de la subvention

La Maison du Vélo s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1er ;
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique ;
- à faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services de la CeA de la réalisation de l'objet défini à l'article 1er, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autres documents ;
- si l'ensemble des aides publiques perçues par la Maison du Vélo excède 153 000 euros, à nommer un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code du commerce) ;
- à tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- à communiquer à la CeA les modifications déclarées au tribunal d'instance et fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire ;
- à informer sans délai le service de la CeA gestionnaire de l'attribution de la subvention, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- à informer la CeA de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire le concernant ;
- à informer la CeA de toute cession de créance concernant la subvention objet de la présente convention de sorte à permettre à la CeA de vérifier si toutes les conditions pour le maintien de la(des) subvention(s annuelles) et les conditions pour son(leur) versement sont remplies, et à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution de la subvention, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, notamment ses articles 8 et 9.

Article 7 : Information et communication

Sous peine d'interruption et/ou de reversement de tout ou partie de l'aide de la CeA la Maison du Vélo doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier de la CeA selon les moyens de communication dont elle dispose.

Cette information se matérialise par la présence du logotype de la CeA sur les documents édités par La Maison du Vélo et par tout autre moyen de communication (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, ...). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la CeA, la Maison du Vélo pourra prendre contact auprès de la Direction de la communication de la CeA.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, inauguration, visite de chantier, première pierre…), la Maison du Vélo devra systématiquement, d'une part, faire apparaître le concours de la CeA sur tous les supports de communication utilisés (courriers, cartons d'invitation ...) et d'autre part, adresser une invitation à la CeA pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu.
Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie de l'aide allouée.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement (acompte/solde) et/ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures…).

Article 8 : Interruption et reversement de tout ou partie de la subvention

Après examen des justificatifs présentés par la Maison du Vélo, le non-respect total ou partiel des clauses stipulées de la présente convention par la Maison du Vélo pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets :

- l'interruption du versement de l'aide financière de la CeA,
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués.

La CeA en informe la Maison du Vélo par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Résiliation

9.1. La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

9.2. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

9.3. En cas de motif d'intérêt général, la CeA peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

9.4. En cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire de la Maison du Vélo, la CeA se réserve le droit de résilier la présente convention au motif de l'impossibilité pour *la Maison du Vélo* et/ou son repreneur de poursuivre le projet. En outre, la CeA se réserve le droit d'inscrire son éventuelle créance, née du versement indu de tout ou partie de sa subvention, au passif *la Maison du Vélo*, dans le cadre de la procédure de déclaration de créance adressée au mandataire judiciaire.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation de la Maison du Vélo en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la CeA pourra procéder au paiement prorata temporis de la subvention, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie de la subvention déjà versée, selon les modalités précisées à l'article 5.

Article 10 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la CeA et *la Maison du Vélo*. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 11 : Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier de la CeA dans sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant la subvention, objet de la présente convention, dont la communication à la Maison du Vélo peut être demandée à la CeA à tout moment.

Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

Article 12 : Annexes

Les annexes référencées dans la présente convention font parties intégrantes de celle-ci et ont valeur contractuelle.

Article 13 : Règlement des litiges

13.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter de conciliation amiable.

13.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 13.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à ……
le ……

Pour la CeA Le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace	Pour La Maison du Vélo de Mulhouse La Présidente

Convention de partenariat
entre
la Collectivité européenne d'Alsace
et
Le CADRes Mulhouse

portant sur l'attribution d'une subvention

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°…. du ….,

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

Et

L'association le CADRes Mulhouse de Mulhouse, représenté par son président Marc ARNOLD.

Ci-après dénommé « le bénéficiaire » ou « le CADRes Mulhouse ».

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace, en vigueur à la date de la délibération portant attribution de la subvention, et notamment sa partie relative à la gestion des subventions,

Vu la demande de subvention formulée par le CADRes Mulhouse en date du ,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques de chaque partie en ce qui concerne les objectifs, les modalités de réalisation et de financement d'actions de sensibilisation en faveur des cyclistes à la sécurité routière et de promotion en tant que mode de déplacement utilitaire au cours de l'année 2021. Ces actions de sensibilisation et de promotion prendront la forme de contrôles techniques de vélos des collégiens de plusieurs établissements scolaires du Haut-Rhin ou de sites départementaux, réalisés par le CADRes Mulhouse.

Conformément à son objet statutaire, l*e CADRes Mulhouse* poursuit une activité générale visant à *œuvrer pour la promotion du vélo et la sécurité des cyclistes*.

La CeA, en tant que gestionnaire de réseau routier et gestionnaire des collèges poursuit un objectif de sécurité de ses usagers (particulièrement cyclistes et collégiens) et de promotion des mobilités actives.

L'action poursuivie par le CADRes Mulhouse s'inscrit dans ces objectifs, car l'entretien des vélos des collégiens est un gage de sécurité et de sensibilisation aux bonnes pratiques.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de financement par la CeA, sous forme de subvention(s), de l'action portée par le CADRes Mulhouse ci-dessous défini(e) :

Action 1 : réalisation d'opérations « Vélo-Sécurité » dans les 3 collèges du Haut-Rhin suivants : Kingersheim, Mulhouse (Saint-Exupéry), Wittenheim Marcel Pagnol

Ces actions se dérouleront selon un calendrier annuel établi en liaison avec la CeA, en accord et sous la responsabilité des chefs d'établissements concernés. Le CADRes Mulhouse devra avertir la CeA de l'établissement visité au moins quinze jours avant l'opération afin que la collectivité puisse informer les élus locaux.

Ces opérations consistent à effectuer le contrôle technique des vélos des collégiens et à dispenser des conseils utiles à la pratique du vélo. Chaque cycliste se verra remettre une fiche technique l'avisant des modifications et des ajouts nécessaires pour circuler en sécurité et dans le respect de la réglementation.

Une fiche bilan, permettant de suivre l'état du parc des cycles vérifiés, sera renseignée pour chaque établissement visité.

En cas de nécessité, la présente convention pourra être aménagée par voie d'avenant. Le montant de la subvention pourrait être revu en tenant compte, le cas échéant, des subventions versées par les autres collectivités dans le cadre d'un avenant à la présente convention s'il s'avérait supérieur à la limite autorisée par la législation et la réglementation en vigueur.

La présente convention sera complétée, le cas échéant, par une charte entre la CeA et ses partenaires œuvrant dans la sécurité routière.

Action 2 : interventions sur 1 sites de la collectivité pour le contrôle des vélos des agents dans le cadre de démarches du mois de Mai à Vélo.

Ces opérations consistent à effectuer le contrôle technique des vélos des agents de la CeA sur le site de l'Espace solidarité Drouot à Mulhouse. Chaque cycliste se verra remettre une fiche technique l'avisant des modifications et des ajouts nécessaires pour circuler en sécurité et dans le respect de la réglementation.

La mise en œuvre de ce projet présente un intérêt général et est en adéquation avec les orientations de la politique de la CeA mentionnées ci-avant.

C'est pourquoi, par la présente convention, eu égard à la nature des actions mises en place par le CADRes Mulhouse et l'intérêt général qui s'y rattache, la CeA s'engage à apporter une aide financière à la bonne réalisation de l'action définie ci-dessus, que le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre, à son initiative et sous sa responsabilité, dans les conditions prévues par la présente convention, ses annexes et ses éventuels avenants.

La subvention de la CeA devra uniquement être employée pour réaliser l'action telle que précisée ci-dessus.

La CeA n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Détermination du montant de la subvention

La CeA contribue financièrement pour un montant maximal de 2 222 € (deux mille deux cents vingt-deux euros).

Le montant notifié de la subvention constitue un plafond non susceptible de révision, sauf accord convenu entre les parties dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

Article 3 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide de la CeA

3.1. Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des parties et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

3.2. Durée de validité de la subvention

La subvention attribuée doit être affectée aux dépenses de fonctionnement portant sur les actions définies à l'article 1er.

Le solde de la subvention ne pourra être versé que jusqu'au 31 décembre de l'année suivant celle, définie à l'article 1er, durant laquelle l'action doit être terminée, soit le 31 décembre 2022. Après cette date, la subvention sera frappée de caducité et son solde ne pourra pas être versé.

Toutefois, le CADRes Mulhouse s'engage à adresser à la CeA sa demande de versement du solde de la subvention, pièces justificatives à l'appui, au plus tôt, étant entendu que, en cas de demande ou de transmission de pièces tardives, le versement du solde pourra être reporté à l'année suivant celle durant laquelle l'action doit être terminée, après inscription du montant du solde au budget de la CeA.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée en une seule fois, sur présentation du bilan de chaque opération.

Le versement sera effectué par prélèvement sur l'opération P082O008, chapitre 65, nature 65748, fonction 843 du budget de la CeA.
Le comptable assignataire est le Payeur Départemental de la CeA.

Article 5 : Autres justificatifs

Le CADRes Mulhouse s'engage à fournir le bilan de chaque opération et utiliser l'intégralité de la subvention pour mener à bien les actions décrites dans l'articles 1er.

Un bilan annuel fera ressortir l'évolution globale de l'état des vélos des collégiens et l'impact de l'opération.

Article 6 : Obligations à la charge du bénéficiaire de la subvention

Le CADRes Mulhouse s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1er ;
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique ;
- à faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services de la CeA de la réalisation de l'objet défini à l'article 1er, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autres documents ;
- si l'ensemble des aides publiques perçues par le CADRes Mulhouse excède 153 000 euros, à nommer un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code du commerce) ;
- à tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- à communiquer à la CeA les modifications déclarées au tribunal d'instance et fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire ;
- à informer sans délai le service de la CeA gestionnaire de l'attribution de la subvention, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- à informer la CeA de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire le concernant ;
- à informer la CeA de toute cession de créance concernant la subvention objet de la présente convention de sorte à permettre à la CeA de vérifier si toutes les conditions pour le maintien de la(des) subvention(s annuelles) et les conditions pour son(leur) versement sont remplies, et à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution de la subvention, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, notamment ses articles 8 et 9.

Article 7 : Information et communication

Sous peine d'interruption et/ou de reversement de tout ou partie de l'aide de la CeA, le CADRes Mulhouse doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier de la CeA selon les moyens de communication dont elle dispose.

Cette information se matérialise par la présence du logotype de la CeA sur les documents édités par le CADRes Mulhouse et par tout autre moyen de communication (mise en place de banderoles

ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, ...). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la CeA, le CADRes Mulhouse pourra prendre contact auprès de la Direction de la communication de la CeA.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, inauguration, visite de chantier, première pierre…), le CADRes Mulhouse devra systématiquement, d'une part, faire apparaître le concours de la CeA sur tous les supports de communication utilisés (courriers, cartons d'invitation ...) et d'autre part, adresser une invitation à la CeA pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu.
Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie de l'aide allouée.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement (acompte/solde) et/ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures…).

Article 8 : Interruption et reversement de tout ou partie de la subvention

Après examen des justificatifs présentés par le CADRes Mulhouse, le non-respect total ou partiel des clauses stipulées de la présente convention par le CADRes Mulhouse pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets :

- l'interruption du versement de l'aide financière de la CeA,
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués.

La CeA en informe le CADRes Mulhouse par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Résiliation

9.1. La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

9.2. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

9.3. En cas de motif d'intérêt général, la CeA peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

9.4. En cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire du *bénéficiaire*, la CeA se réserve le droit de résilier la présente convention au motif de l'impossibilité pour *le CADRes Mulhouse* et/ou son repreneur de poursuivre le projet. En outre, la CeA se réserve le droit d'inscrire son éventuelle créance, née du versement indu de tout ou partie de sa subvention, au passif *le CADRes Mulhouse*, dans le cadre de la procédure de déclaration de créance adressée au mandataire judiciaire.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation du *bénéficiaire* en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la CeA pourra procéder au paiement prorata temporis de la subvention, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie de la subvention déjà versée, selon les modalités précisées à l'article 5.

Article 10 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la CeA et *le CADRes Mulhouse*. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 11 : Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier de la CeA dans sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant la subvention, objet de la présente convention, dont la communication à le CADRes Mulhouse peut être demandée à la CeA à tout moment.

Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

Article 12 : Annexes

Les annexes référencées dans la présente convention font parties intégrantes de celle-ci et ont valeur contractuelle.

Article 13 : Règlement des litiges

13.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter de conciliation amiable.

13.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 13.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à ……
le ……

Pour la CeA Le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace	Pour Le CADRes Mulhouse de Mulhouse La Présidente

Prévention routière

Agglomération de Mulhouse

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00004064	LA MAISON DU VELO DE MULHOUSE & CO	action "Vélo-Sécurité"				2 778,00 €
00004083	CADR ES MULHOUSE	plan d'actions d'éducation à la sécurité routière				2 222,00 €
TRANCHE:P082O008T01 - NATURE:(1579) 65-65748-843 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**5 000,00 €**
				Total territoire		**5 000,00 €**

Eurométropole de Strasbourg

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003966	COMITE DEPARTEMENTAL DE PREVENTION ROUTIERE	Actions et séances de sensibilisation à la sécurité routière				8 900,00 €
00003969	ASSOCIATION VELO EMPLOI	action "Vélo-Sécurité"				13 000,00 €
00003970	COMITE D ACTION DEUX ROUES 67 CADR 67	action "Vélo-sécurité"			0,00%	13 100,00 €
TRANCHE:P082O008T01 - NATURE:(1579) 65-65748-843 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**35 000,00 €**
				Total territoire		**35 000,00 €**

TOTAL : Prévention routière	**40 000,00 €**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001535-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-5-2
Séance du lundi 10 mai 2021

PDH 67 - PROPOSITION D'ATTRIBUTION D'AIDES EN FAVEUR DE L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT PRIVÉ ET DE LA SAUVEGARDE ETVALORISATION DU PATRIMOINE

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, BURGER Etienne, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
HOLDERITH Nadine donne procuration à BURGER Etienne
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

VU le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment ses articles L 301-5-2, L 321-1 et suivants, R 321-1 et suivants et R 327-1,

VU le règlement général de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH),

VU la circulaire n°2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002,

VU le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées signé le 28 décembre 2016 pour la période 2015-2020,

VU le plan départemental de l'habitat adopté le 26 mars 2018 pour la période 2018-2023,

VU la délibération n° CD/2018/008 du Conseil Départemental du Bas-Rhin du 26 mars pour la mise en œuvre de la politique départementale de l'habitat, et notamment de sa politique volontariste relative aux aides à l'habitat privé,

VU la délibération n° CD/2018/009 du Conseil départemental du Bas-Rhin du 26 mars 2018, relative notamment à l'approbation de la convention de délégation de l'aide à la pierre et à l'approbation de la convention avec l'Anah,

VU la délibération n° CD/2019/132 du Conseil Départemental du Bas-Rhin du 9 décembre 2019 autorisant le renouvellement des programmes, PIG Rénov'Habitat et Soutien à l'autonomie avec l'Anah,

VU la convention de délégation de délégation de compétence du 26 juillet 2018 conclue entre le Département du Bas-Rhin et l'Etat en application de l'article L 301-5-2 du Code de la Construction et de l'Habitation,

VU la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé du 26 juillet 2018 conclue entre le Département du Bas-Rhin et l'ANAH,

VU la délibération n° CD-2021-1-1-04 du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'avis de la Commission de l'insertion, de l'habitat et de la lutte contre la pauvreté en date du 16/04/2021,

VU le rapport du Président de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Décide d'attribuer des subventions d'un montant total de 230 675 € aux bénéficiaires figurant dans les tableaux annexés à la présente délibération, dans le cadre du dispositif d'aide en faveur de l'amélioration de l'habitat privé.

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001535-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

Les crédits sont prélevés sur le Programme 037 Actions volontaristes Habitat Opération 006 Adaptation/Rénovation du logement sur l'imputation budgétaire 204-20422-552 et le Programme 037 Actions volontaristes Habitat Opération 009 Sauvegarde et Valorisation de l'Habitat patrimonial sur l'imputation budgétaire 204-20422-552 .

Le Président



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001535-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

Nord Alsace – Haguenau – Wissembourg

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003435	SAHIN Emel	aide à la sauvegarde et à la valorisation de votre habitat patrimonial sis 38 rue Française à Bischwiller			20,00%	3 753,00 €
00003447	WEIBEL Sylvie	aide à la sauvegarde et à la valorisation de votre habitat patrimonial sis 21 rue Jacques Kablé à Brumath				4 166,00 €
00003542	GRONDIN Jacqueline	aide à la sauvegarde et à la valorisation de votre habitat patrimonial sis 8 rue des Vergers à Hegeney				2 219,00 €
00003550	SCHMITT Sebastien	aide à la sauvegarde et à la valorisation de votre habitat patrimonial sis 17 rue des Mineurs à Kutzenhausen				5 543,00 €
00003557	JUNG Remi	aide à la sauvegarde et à la valorisation de votre habitat patrimonial sis 21 rue du Ruisseau à Preuschdorf				6 850,00 €
00003578	SCI KLG	aide à la sauvegarde et à la valorisation de votre habitat patrimonial sis 1 rue des Forgerons à Seebach				5 145,00 €
00003614	PLAS Salome	aide à la sauvegarde et à la valorisation de votre habitat patrimonial sis 8 rue des Eglises à Steinseltz			20,00%	784,00 €
TRANCHE:P037O009T09 - NATURE:(1414) 204-20422-552 - Subventions d'équipement versées - Bâtiments et installations				**Total Imputation**		**28 460,00 €**
				Total territoire		**28 460,00 €**

Habitat

Aides CeA dispositif Sauvegarde et Valorisation de l■Habitat Patrimonial

Centre Alsace

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003226	SCI DU QUAI DE L ABBATIALE	aide à la sauvegarde et à la valorisation de votre habitat patrimonial sis 9 rue du Quai à Ebermunster	214 114,00 €			20 000,00 €
TRANCHE:P037O006T08 - NATURE:(1414) 204-20422-552 - Subventions d'équipement versées - Bâtiments et installations				**Total Imputation**		**20 000,00 €**
00003538	LIEBES Charles	aide à la sauvegarde et à la valorisation de votre habitat patrimonial sis 2 rue du Couvent à Dambach La Ville			20,00%	730,00 €
00003548	SCHNEIDER Eric	aide à la sauvegarde et à la valorisation de votre habitat patrimonial sis 3 rue des Jardins à DAMBACH LA VILLE			20,00%	922,00 €
TRANCHE:P037O009T09 - NATURE:(1414) 204-20422-552 - Subventions d'équipement versées - Bâtiments et installations				**Total Imputation**		**1 652,00 €**
				Total territoire		**21 652,00 €**

Eurométropole de Strasbourg

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003217	HINDELANG Jeannine	aide CeA Sauvegarde et Valorisation de l■Habitat Patrimonial Jeannine HINDELANG			10,00%	1 244,00 €
00003223	MARTIN Leila	aide CeA pour la Sauvegarde et Valorisation de votre habitat Patrimonial sis 110, route de Lyon à Illkirch-Graffenstaden			12,00%	10 000,00 €
00003291	TANGUY Benoît	aide à la sauvegarde et valorisation de votre habitat patrimonial sis 20, rue de l'étang à La Wantzenau			12,00%	10 000,00 €
00003360	BURGY Valérie	aide CeA à la sauvegarde et valorisation de votre habitat patrimonial sis 20, rue de Lichtenberg à Illkirch-Graffenstaden			10,00%	1 026,00 €
TRANCHE:P037O009T09 - NATURE:(1414) 204-20422-552 - Subventions d'équipement versées - Bâtiments et installations				**Total Imputation**		**22 270,00 €**

Total territoire	**22 270,00 €**

Ouest Alsace – Saverne – Molsheim

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003362	URBAN Christian	aide CeA à la sauvegarde et valorisation de votre habitat patrimonial sis 6, rue de l'herbe à Berstett			9,00%	5 000,00 €
00003366	DECKER Yvonne	aide CeA à la sauvegarde et valorisation de votre habitat patrimonial sis 36, route de Schwenheim à Furchhause			12,00%	6 111,00 €
00003367	WASSEREAU Serge	aide CeA à la sauvegarde et valorisation de votre habitat patrimonial sis 47, rue de Monswiller à Saverne			14,00%	3 682,00 €
00003370	LUX François	aide à la sauvegarde et valorisation de votre habitat patrimonial sis 12, rue de l'église à Stutzheim-Offenheim			5,00%	8 227,00 €
00003545	HEILIGENSTEIN Laurent	aide à la sauvegarde et à la valorisation de votre habitat patrimonial sis 11 rue des Prés à DORLISHEIM				6 656,00 €
00003561	MULLER Brigitte	aide CeA à la sauvegarde et valorisation de votre habitat patrimonial sis 2, impasse de la poste à Wasselonne	24 928,00 €	24 928,00 €	20,00%	4 990,00 €
TRANCHE:P037O009T09 - NATURE:(1414) 204-20422-552 - Subventions d'équipement versées - Bâtiments et installations				**Total Imputation**		**34 666,00 €**
				Total territoire		**34 666,00 €**

TOTAL : Aides CeA dispositif Sauvegarde et Valorisation de l'Habitat Patrimonial	**107 048,00 €**

Habitat

Aides CeA Amélioration ou Adaptation habitat

Centre Alsace

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003332	BAUER Christian	aide à la rénovation de vos logements sis 10 rue des Clefs à Sélestat				12 608,00 €
00003581	JEHL Jean-Marie	aide CeA amélioration Jean-Marie JEHL 1, rue des sergents à Sélestat			8,00%	7 489,00 €
TRANCHE:P037O006T08 - NATURE:(1414) 204-20422-552 - Subventions d'équipement versées - Bâtiments et installations				**Total Imputation**		**20 097,00 €**
00003221	UZUMCU Seyda	aide à la rénovation de votre logement sis 6A rue de la Passerelle à MARCKOLSHEIM			5,00%	1 500,00 €
				Total Imputation		**1 500,00 €**
				Total territoire		**21 597,00 €**

Eurométropole de Strasbourg

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003186	METZ Gabrielle	aide à l'adaptation de votre logement sis 6A rue des Tuiles à La Wantzenau	5 600,65 €	4 526,89 €	30,00%	1 358,00 €
00003369	VOGEL Bryan	aide exceptionnelle du Warm Front 67 pour le logement sis 6 rue des Fougères à Illkirch Graffenstaden	10 520,00 €	10 520,00 €		1 619,00 €
00003432	LAUREAU Mireille	aide à l'adaptation de votre logement sis 36 rue de Soultz à STRASBOURG	8 780,61 €	8 780,61 €	30,00%	2 634,00 €
00003495	JANKOWSKI Marie-Claire	aide à l'adaptation de votre logement sis 8 rue du Languedoc à STRASBOURG	6 647,28 €	6 647,28 €	15,00%	997,00 €
00003585	HOFF Angèle	aide à l'adaptation de votre logement sis 9, rue Henri Ebel à Fegersheim	15 772,00 €	9 271,00 €	30,00%	2 781,00 €
00003604	HUSS Roger	aide CeA pour l'adaptation de votre logement sis 33, rue de La Wantzenau à Reichstett			30,00%	243,00 €

Habitat

Aides CeA Amélioration ou Adaptation habitat

Centre Alsace

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003332	BAUER Christian	aide à la rénovation de vos logements sis 10 rue des Clefs à Sélestat				12 608,00 €
00003581	JEHL Jean-Marie	aide CeA amélioration Jean-Marie JEHL 1, rue des sergents à Sélestat			8,00%	7 489,00 €
TRANCHE:P037O006T08 - NATURE:(1414) 204-20422-552 - Subventions d'équipement versées - Bâtiments et installations				**Total Imputation**		**20 097,00 €**
00003221	UZUMCU Seyda	aide à la rénovation de votre logement sis 6A rue de la Passerelle à MARCKOLSHEIM			5,00%	1 500,00 €
				Total Imputation		**1 500,00 €**
				Total territoire		**21 597,00 €**

Eurométropole de Strasbourg

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003186	METZ Gabrielle	aide à l'adaptation de votre logement sis 6A rue des Tuiles à La Wantzenau	5 600,65 €	4 526,89 €	30,00%	1 358,00 €
00003369	VOGEL Bryan	aide exceptionnelle du Warm Front 67 pour le logement sis 6 rue des Fougères à Illkirch Graffenstaden	10 520,00 €	10 520,00 €		1 619,00 €
00003432	LAUREAU Mireille	aide à l'adaptation de votre logement sis 36 rue de Soultz à STRASBOURG	8 780,61 €	8 780,61 €	30,00%	2 634,00 €
00003495	JANKOWSKI Marie-Claire	aide à l'adaptation de votre logement sis 8 rue du Languedoc à STRASBOURG	6 647,28 €	6 647,28 €	15,00%	997,00 €
00003585	HOFF Angèle	aide à l'adaptation de votre logement sis 9, rue Henri Ebel à Fegersheim	15 772,00 €	9 271,00 €	30,00%	2 781,00 €
00003604	HUSS Roger	aide CeA pour l'adaptation de votre logement sis 33, rue de La Wantzenau à Reichstett			30,00%	243,00 €

00003607	KINTZ Françoise	aide CeA à l'adaptation de votre logement sis 3, rue du 16 août à Illkirch-Graffenstaden			15,00%	1 350,00 €
00003613	ZIMMER Marc	aide CeA à l'adaptation de votre logement sis 15, rue Jules Verne à Strasbourg			30,00%	1 605,00 €
TRANCHE:P037O006T08 - NATURE:(1414) 204-20422-552 - Subventions d'équipement versées - Bâtiments et installations				**Total Imputation**		**12 587,00 €**
00002991	HISS Claude	aide CeA adaptation Claude HISS	23 823,00 €	12 073,00 €	30,00%	3 600,00 €
TRANCHE:P037O006T08 - NATURE:(1954) 204-20415343-555 - Subventions d'équipement versées - Projets d'infrastructures d'intérêt national				**Total Imputation**		**3 600,00 €**
00003500	THAMMAVONGSA Sa Im	aide à l'adaptation de votre logement sis 9 rue Benedetto Croce à STRASBOURG	8 063,88 €	8 063,88 €	30,00%	2 419,00 €
				Total Imputation		**2 419,00 €**
				Total territoire		**18 606,00 €**

Nord Alsace – Haguenau – Wissembourg

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003036	NEUSCH Rémy	aide CeA amélioration Rémy NEUSCH	44 190,00 €	24 663,00 €	5,00%	1 292,00 €
00003212	FUCHS Eugene	aide à l'adaptation de votre logement sis 2 Rue de Haguenau à Laubach	15 367,00 €	9 000,00 €	15,00%	1 350,00 €
00003250	LITOLFF Georges-René	aide à l'adaptation de votre logement sis 5 rue des Anneaux à DURRENBACH			30,00%	662,00 €
00003286	ZUGMEYER Charles	aide CeA pour l'adaptation de votre logement sis 2, rue de l'église à Hegeney			30,00%	1 866,00 €
00003455	HANSZ Gérard	aide à l'adaptation de votre logement sis 106 rue des Vergers à HUTTENDORF	8 367,63 €	7 645,43 €	15,00%	1 147,00 €
00003549	GUTHERTZ Agnes	Aide à la rénovation de votre logement sis 9 Rue des Jardins à Niederbronn-les-Bains			5,00%	1 444,00 €
00003577	HELMER Jean Pierre	Aide à l'adaptation de votre logement sis 29 Rue du General Mittelhauser à Lauterbourg	7 036,00 €	6 407,00 €	30,00%	1 922,00 €
00003620	MOLIN Raimonda	Aide à l'adaptation de votre logement sis 19 Rue de Dalhunden à Drusenheim			30,00%	2 998,00 €
TRANCHE:P037O006T08 - NATURE:(1414) 204-20422-552 - Subventions d'équipement versées - Bâtiments et installations				**Total Imputation**		**12 681,00 €**

00003607	KINTZ Françoise	aide CeA à l'adaptation de votre logement sis 3, rue du 16 août à Illkirch-Graffenstaden			15,00%	1 350,00 €
00003613	ZIMMER Marc	aide CeA à l'adaptation de votre logement sis 15, rue Jules Verne à Strasbourg			30,00%	1 605,00 €
TRANCHE:P037O006T08 - NATURE:(1414) 204-20422-552 - Subventions d'équipement versées - Bâtiments et installations				**Total Imputation**		**12 587,00 €**
00002991	HISS Claude	aide CeA adaptation Claude HISS	23 823,00 €	12 073,00 €	30,00%	3 600,00 €
TRANCHE:P037O006T08 - NATURE:(1954) 204-20415343-555 - Subventions d'équipement versées - Projets d'infrastructures d'intérêt national				**Total Imputation**		**3 600,00 €**
00003500	THAMMAVONGSA Sa Im	aide à l'adaptation de votre logement sis 9 rue Benedetto Croce à STRASBOURG	8 063,88 €	8 063,88 €	30,00%	2 419,00 €
				Total Imputation		**2 419,00 €**
				Total territoire		**18 606,00 €**

Nord Alsace – Haguenau – Wissembourg

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003036	NEUSCH Rémy	aide CeA amélioration Rémy NEUSCH	44 190,00 €	24 663,00 €	5,00%	1 292,00 €
00003212	FUCHS Eugene	aide à l'adaptation de votre logement sis 2 Rue de Haguenau à Laubach	15 367,00 €	9 000,00 €	15,00%	1 350,00 €
00003250	LITOLFF Georges-René	aide à l'adaptation de votre logement sis 5 rue des Anneaux à DURRENBACH			30,00%	662,00 €
00003286	ZUGMEYER Charles	aide CeA pour l'adaptation de votre logement sis 2, rue de l'église à Hegeney			30,00%	1 866,00 €
00003455	HANSZ Gérard	aide à l'adaptation de votre logement sis 106 rue des Vergers à HUTTENDORF	8 367,63 €	7 645,43 €	15,00%	1 147,00 €
00003549	GUTHERTZ Agnes	Aide à la rénovation de votre logement sis 9 Rue des Jardins à Niederbronn-les-Bains			5,00%	1 444,00 €
00003577	HELMER Jean Pierre	Aide à l'adaptation de votre logement sis 29 Rue du General Mittelhauser à Lauterbourg	7 036,00 €	6 407,00 €	30,00%	1 922,00 €
00003620	MOLIN Raimonda	Aide à l'adaptation de votre logement sis 19 Rue de Dalhunden à Drusenheim			30,00%	2 998,00 €
TRANCHE:P037O006T08 - NATURE:(1414) 204-20422-552 - Subventions d'équipement versées - Bâtiments et installations				**Total Imputation**		**12 681,00 €**

					Total territoire	**12 681,00 €**

Ouest Alsace – Saverne – Molsheim

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003072	MERLICCO GARCIA Maria Del Pinar	aide CeA amélioration Maria del Pinar MERLICCO GARCIA	50 192,00 €	50 000,00 €	15,00%	7 500,00 €
00003075	ANCEL Catherine	aide CeA amélioration Catherine ANCEL	71 914,00 €		5,00%	2 500,00 €
00003141	SCI MIKA 19 RUE DE SAULCY	Aide CeA amélioration SCI MIKA	280 006,00 €	194 675,00 €	5,00%	9 483,00 €
00003143	JACOB Sébastien	aide CeA amélioration Sébastien JACOB			5,00%	1 000,00 €
00003149	GANGLOFF Romuald	aide à la rénovation de votre logement sis 2 Impasse de l'Arc en Ciel à DURSTEL		8 958,57 €	5,00%	448,00 €
00003153	EBERHARDT Albert	aide à la rénovation de votre logement sis 10A rue des Romains à OERMINGEN	20 206,42 €	20 000,00 €	5,00%	1 000,00 €
00003176	BENDADA Karima	AIDE A LA RENOVATION DE VOTRE LOGEMENT SIS 44 Rue du Général Leclerc à Marmoutier	23 089,00 €	20 000,00 €	5,00%	1 000,00 €
00003182	CARON Muriel	Aide à la rénovation de votre logement sis 1 Rue Sainte-barbe à Monswiller	24 026,00 €	30 000,00 €	5,00%	1 201,00 €
00003183	HUBER Raymonde	aide à la rénovation de votre logement sis 23 rue du Berger à MARMOUTIER			5,00%	472,00 €
00003189	GERBER Aurore	Aide à la rénovation de votre logement sis 66 Rue de Lupstein à Littenheim	21 386,00 €	20 000,00 €	5,00%	1 000,00 €
00003193	MOREL David	Aide à la rénovation de votre logement sis 9 Rue du Moulin à Wisches	3 574,00 €	3 574,00 €	5,00%	179,00 €
00003196	HAENEL Roger	aide à la rénovation de votre logement sis 4 rue de la Gendarmerie à SARRE-UNION			5,00%	1 500,00 €
00003197	REMY Sebastien	Aide à la rénovation de votre logement sis 2 Rue des Acacias à Westhouse-Marmoutier	41 877,00 €	20 000,00 €	5,00%	1 000,00 €
00003200	BALTA Kadir	Aide à la rénovation de votre logement sis 10 Rue Saint Georges à Sarre-Union	15 118,00 €	20 000,00 €	5,00%	756,00 €
00003202	VILLEMINOT Alain Marcel	Aide à la rénovation de votre logement sis 10 Rue de la Source à Siewiller	23 258,00 €	20 000,00 €	5,00%	1 000,00 €
00003203	FISCHER Claude	Aide à la rénovation de votre logement sis 51 a Rue des Eglises à Siewiller	14 014,00 €	20 000,00 €	5,00%	701,00 €

					Total territoire	**12 681,00 €**

Ouest Alsace – Saverne – Molsheim

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003072	MERLICCO GARCIA Maria Del Pinar	aide CeA amélioration Maria del Pinar MERLICCO GARCIA	50 192,00 €	50 000,00 €	15,00%	7 500,00 €
00003075	ANCEL Catherine	aide CeA amélioration Catherine ANCEL	71 914,00 €		5,00%	2 500,00 €
00003141	SCI MIKA 19 RUE DE SAULCY	Aide CeA amélioration SCI MIKA	280 006,00 €	194 675,00 €	5,00%	9 483,00 €
00003143	JACOB Sébastien	aide CeA amélioration Sébastien JACOB			5,00%	1 000,00 €
00003149	GANGLOFF Romuald	aide à la rénovation de votre logement sis 2 Impasse de l'Arc en Ciel à DURSTEL		8 958,57 €	5,00%	448,00 €
00003153	EBERHARDT Albert	aide à la rénovation de votre logement sis 10A rue des Romains à OERMINGEN	20 206,42 €	20 000,00 €	5,00%	1 000,00 €
00003176	BENDADA Karima	AIDE A LA RENOVATION DE VOTRE LOGEMENT SIS 44 Rue du Général Leclerc à Marmoutier	23 089,00 €	20 000,00 €	5,00%	1 000,00 €
00003182	CARON Muriel	Aide à la rénovation de votre logement sis 1 Rue Sainte-barbe à Monswiller	24 026,00 €	30 000,00 €	5,00%	1 201,00 €
00003183	HUBER Raymonde	aide à la rénovation de votre logement sis 23 rue du Berger à MARMOUTIER			5,00%	472,00 €
00003189	GERBER Aurore	Aide à la rénovation de votre logement sis 66 Rue de Lupstein à Littenheim	21 386,00 €	20 000,00 €	5,00%	1 000,00 €
00003193	MOREL David	Aide à la rénovation de votre logement sis 9 Rue du Moulin à Wisches	3 574,00 €	3 574,00 €	5,00%	179,00 €
00003196	HAENEL Roger	aide à la rénovation de votre logement sis 4 rue de la Gendarmerie à SARRE-UNION			5,00%	1 500,00 €
00003197	REMY Sebastien	Aide à la rénovation de votre logement sis 2 Rue des Acacias à Westhouse-Marmoutier	41 877,00 €	20 000,00 €	5,00%	1 000,00 €
00003200	BALTA Kadir	Aide à la rénovation de votre logement sis 10 Rue Saint Georges à Sarre-Union	15 118,00 €	20 000,00 €	5,00%	756,00 €
00003202	VILLEMINOT Alain Marcel	Aide à la rénovation de votre logement sis 10 Rue de la Source à Siewiller	23 258,00 €	20 000,00 €	5,00%	1 000,00 €
00003203	FISCHER Claude	Aide à la rénovation de votre logement sis 51 a Rue des Eglises à Siewiller	14 014,00 €	20 000,00 €	5,00%	701,00 €

00003205	FRITSCH Joachim	Aide à la rénovation de votre logement sis 20 Rue des Lilas à Oermingen	21 314,00 €	20 000,00 €	5,00%	1 000,00 €
00003208	BOOS Mario	Aide à la rénovation de votre logement sis 14 Rue Altmatt à Sarre-Union	15 286,00 €	20 000,00 €	5,00%	764,00 €
00003209	WILLER Marcel	aide à la rénovation de votre logement sis 18 rue de Ratzwiller à BUTTEN			5,00%	879,00 €
00003229	URBAN Thierry	aide à la rénovation de votre logement sis 73 rue Principale à BETTWILLER			5,00%	748,00 €
00003232	D'ANGELO Jeremie Johann	aide à la rénovation de votre logement sis 25 rue du Nideck à SAVERNE	20 694,81 €	20 000,00 €	5,00%	1 000,00 €
00003233	SCI NINA	aide à la rénovation de vos logements sis 30 Grand Rue à Rothau				8 759,00 €
00003258	RECEVEUR Marie-Elisabeth	aide CeA pour l'amélioration de votre logement sis 13, route d'Obernai à Russ			5,00%	962,00 €
00003265	RISSER Gilbert	aide à la rénovation de votre logement sis 10 allée des Roses à Sarrewerden				844,00 €
00003267	SCHAEFFER Annette	aide à l'adaptation de votre logement sis 37 rue Aulach à WINGERSHEIM LES QUATRE BANS			30,00%	3 547,00 €
00003281	SCHMITT Julien Roger	aide à la rénovation de votre logement sis 9 rue des Prés à Monswiller				1 000,00 €
00003307	ROEHN Sabine Frederique	aide à la rénovation de votre logement sis 3 rue Saint Georges à Sarre Union				269,00 €
00003311	BREY Armand Martin	aide à la rénovation de votre logement sis 12 rue des Prés à Diemeringen				560,00 €
00003329	LUZI Valentin	aide à la rénovation de vos logements sis 85 rue du Général de Gaulle à La Broque				7 395,00 €
00003345	ASLAN Hakki	aide à la rénovation de votre logement sis 19 rue de la Chapelle à Otterswiller				594,00 €
00003371	ROCHEL Christiane	aide exceptionnelle du Warm Front 67 pour le logement sis 9 Grand Rue à Colroy la Roche				3 784,00 €
00003405	CAKIR Sefer	aide exceptionnelle du Warm Front 67 pour le logement sis 58 chemin de la Croisette à Plaine				2 948,00 €
00003601	FRITSCH Nicole	Aide à l'adaptation de votre logement sis 43 Rue du Général de Gaulle à Wasselonne	16 058,00 €	9 000,00 €	15,00%	1 350,00 €

00003602	BRENNEKE Marie Josee Doris	aide à l'adaptation de votre logement sis 38 rue du Moulin à Griesheim près Molsheim	17 300,00 €	12 000,00 €	30,00%	3 600,00 €
TRANCHE:P037O006T08 - NATURE:(1414) 204-20422-552 - Subventions d'équipement versées - Bâtiments et installations					**Total Imputation**	**70 743,00 €**
					Total territoire	**70 743,00 €**

TOTAL : Aides CeA Amélioration ou Adaptation habitat	**123 627,00 €**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001532-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-10-1
Séance du lundi 10 mai 2021

CONVENTION DE TRANSFERT TEMPORAIRE DE MAITRISE D'OUVRAGE ET DE FINANCEMENT DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE L'OUVRAGE D'ART DE FRANCHISSEMENT DE LA SARRE (RD 623) EN AGGLOMÉRATION DE SARRE-UNION

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, BURGER Etienne, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
HOLDERITH Nadine donne procuration à BURGER Etienne
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L.3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente ;

VU l'article L.2422-12 du Code de la commande publique ;

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-04 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente ;

VU la délibération du Conseil municipal de Sarre-Union du … autorisant Monsieur le Maire à signer la présente convention ;

VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace ;

VU l'avis favorable de la Commission territoriale Ouest Alsace-Saverne-Molsheim en date du 22 avril 2021 ;

VU le rapport du Président de la Collectivité européenne d'Alsace.

APRES EN AVOIR DELIBERE

- Approuve la convention, jointe en annexe à la présente délibération, portant transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de financement à conclure avec la commune de SARRE-UNION dans le cadre de la réhabilitation de l'ouvrage d'art et de franchissement de la Sarre et de la réalisation, aux abords dudit ouvrage, d'un

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001532-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

dispositif d'éclairage public et de réaménagement des trottoirs relevant de la compétence communale.

- Autorise le Président à signer cette convention et, le cas échéant, à procéder aux modifications mineures qui s'avèreraient nécessaires.

- Décide d'imputer la recette au Programme P086 Opération 001 Chapitre 13 Nature 13148 Fonction 843.

M. Denis HOMMEL, en sa qualité de président de la Communauté de Communes du Pays Rhénan, ne participe ni au débat ni au vote.

Mme Stéphanie KOCHERT, en sa qualité de maire de la commune de Climbach, ne participe ni au débat ni au vote.

Le Président



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001532-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

Collectivité européenne d'Alsace

CONVENTION DE TRANSFERT TEMPORAIRE DE MAITRISE D'OUVRAGE ET DE FINANCEMENT

Réalisation d'un dispositif d'éclairage public et réaménagement des trottoirs dans le cadre de la réhabilitation de l'ouvrage d'art de franchissement de la Sarre RD623 - Sarre-Union

N°

PROJET

Vu l'article L.2422-12 du Code de la commande publique ;

Vu la loi n°2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace, notamment en son articles 10 selon lequel, la CeA succède aux départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin dans toutes les délibérations et actes pris par ces derniers ;

Vu la délibération de la Commission permanente de la Collectivité européenne d'Alsace du XXXX autorisant le Président à signer la présente convention ;

Vu la délibération du conseil municipal de Sarre-Union du XXXXXXXX autorisant Monsieur le Maire à signer la présente convention ;

Entre les soussignés :

La Collectivité européenne d'Alsace représentée par le Président, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de la Commission permanente susvisée, ci-après désignée la « **CeA** » ou le « **maître d'ouvrage désigné** »,

d'une part,

La Ville de SARRE-UNION représentée par Monsieur le Maire, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de la Commission permanente susvisée, ci-après désignée la « **Commune** »

d'autre part,

Les co-signataires étant, par ailleurs, désignés par « l**es parties** ».

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

L'ouvrage d'art de franchissement de la Sarre, propriété de la **CeA**, est situé en agglomération de SARRE-UNION. Celui-ci permet à la RD623 de franchir la rivière « la Sarre ». Ce cours d'eau traverse en largeur l'emprise inférieure de la RD623.

Afin d'assurer la pérennité de l'ouvrage d'art, des travaux de réhabilitation sont à prévoir sur le domaine public routier de la **CeA**.

Dans le cadre de cette opération de réhabilitation de l'ouvrage d'art, portée par la **CeA**, la **Commune** de SARRE-UNION a souhaité s'associer à l'opération pour des travaux spécifiques relevant de sa compétence, à savoir l'installation d'un nouveau système d'éclairage public et la réfection des trottoirs de part et d'autre de l'ouvrage.

Afin d'optimiser les moyens techniques, financiers et humains, les parties ont souhaité recourir aux dispositions de l'article L.2422-12 du Code de la commande publique, disposant que lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération.

La domanialité publique de l'ouvrage d'art étant celle de la **CeA,** celle-ci est désignée en qualité de maître d'ouvrage pour l'ensemble de l'opération, et assurera de manière temporaire la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des travaux relevant de la compétence communale. Elle exercera cette fonction pour l'ensemble de l'opération concernée et assurera, à ce titre, toutes les attributions et responsabilités qui s'y rattachent.

En sa qualité de maitre d'ouvrage, la **CeA** préfinancera l'opération et sollicitera, à l'issue de la phase de travaux, le versement de la participation financière de la **Commune** liée à la part des travaux relevant de sa compétence.

ARTICLE 1ER – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'organiser les modalités du transfert temporaire de maitrise d'ouvrage en vue de la réalisation des travaux de réhabilitation de l'ouvrage d'art visé en préambule, et situé en agglomération de SARRE-UNION, et en particulier, des aménagements spécifiques relevant de la compétence communale, à savoir l'installation d'un nouveau système d'éclairage public et la réfection des trottoirs, conformément aux dispositions de l'article L.2422-12 du Code de la Commande publique.

En application des dispositions précitées, les **parties** décident de désigner la **CeA** en qualité de maitre d'ouvrage pour la réalisation de ces travaux, la **CeA** acceptant cette mission dans les conditions définies par la présente convention**.**

La présente convention a également pour objet de définir le montant de la participation financière de la **Commune** de SARRE-UNION pour la partie travaux lui incombant.

ARTICLE 2 – TRANSFERT TEMPORAIRE DE MAITRISE D'OUVRAGE

ARTICLE 2.1 – PROGRAMME DES TRAVAUX, ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE ET DELAIS DE REALISATION DES TRAVAUX

Le programme de l'opération ainsi que l'enveloppe financière prévisionnelle sont définis par le **maître d'ouvrage désigné** et la **Commune**. Le **maître d'ouvrage désigné** s'engage à réaliser l'opération dans le strict respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle ainsi définis.

Dans le cas où, au cours de la mission, il serait nécessaire d'apporter des modifications substantielles au programme ou des modifications à l'enveloppe financière prévisionnelle, un avenant à la présente convention devra être conclu avant de les mettre en œuvre.

ARTICLE 2.2 – MISSIONS DU MAITRE D'OUVRAGE DESIGNE

Le **maître d'ouvrage désigné** s'engage à :

- assurer le pré financement des travaux tel que prévu à l'article 2.6 de la présente convention ;
- choisir le processus selon lequel les travaux seront réalisés, sous réserve d'une approbation préalable de la **Commune** pour la partie des ouvrages relevant de sa compétence,
- exécuter les travaux conformément aux clauses prévues par le marché de travaux n°010536
- assurer le suivi des travaux et la phase de réception des ouvrages ;
- procéder à la remise des ouvrages relevant de la compétence de la commune à cette dernière en lui communiquant copie du dossier de récolement (Dossier d'Intervention Ultérieur sur l'Ouvrage, Plans…);
- engager toute action en justice dans le respect des conditions prévues à l'article 2.5 de la présente convention.

Dans le cadre des travaux d'installation d'un nouveau système d'éclairage public et des travaux de réfection des trottoirs de part et d'autre l'ouvrage d'art, le **maître d'ouvrage désigné** ne pourra déléguer ses missions à un tiers sans l'accord préalable écrit de la **Commune.**

ARTICLE 2.3 – PERSONNE HABILITEE A ENGAGER LE MAITRE D'OUVRAGE DESIGNE

Pour l'exécution de l'ensemble de ses missions, le **maître d'ouvrage désigné** sera représenté par son représentant légal qui sera seul habilité à engager la responsabilité du **maître d'ouvrage désigné** pour l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 2.4 – DUREE DES TRAVAUX

La date prévisionnelle de démarrage des travaux est fixée au 19 avril 2021. La durée prévisionnelle des travaux s'étend sur six mois.

ARTICLE 2.5 – CAPACITER D'ESTER EN JUSTICE

Le **maître d'ouvrage désigné** pourra agir en justice concernant l'ensemble de l'opération jusqu'à la fin de sa mission. Le **maître d'ouvrage désigné** devra, avant toute action, demander l'accord de la **Commune** en ce qui concerne la partie des travaux relevant de la compétence de celle-ci.

ARTICLE 2.6 – FINANCEMENT

Le coût total prévisionnel de l'opération globale de réhabilitation de l'ouvrage d'art, préfinancé en totalité par le **maître d'ouvrage désigné**, est estimé à 825 548.00 HT, soit 990 657,60 € TTC arrondi à 1 010 471.00 TTC pour tenir compte d'une révision des prix de 2%.

Le coût prévisionnel des travaux financés par la **CeA** au titre de la réhabilitation de l'ouvrage d'art s'élève à 760 776.17 € HT, soit 912 931.40 € TTC, arrondi à 931 191.00 TTC pour tenir compte d'une révision des prix de 2%.

Le coût estimatif des travaux relatif à la réalisation du dispositif d'éclairage public et la réfection des trottoirs pris en charge financièrement par la **Commune**, s'élève à 64 771.83 € HT, soit 77 726.20 € TTC, arrondi à 79 281.00 € TTC pour tenir compte d'une révision des prix hauteur de 2%.

L'annexe 2 joint à la présente convention précise le détail estimatif des travaux répartis entre la **CeA** et la **Commune** dans le cadre de la réalisation de ce projet.

Le **maître d'ouvrage désigné** procédera au mandatement des dépenses en TTC et bénéficiera du FCTVA.

La **Commune** remboursera la **CeA** sur la base du coût réel HT des travaux exécutés propres à la partie communale. Le montant sera à verser à la réception des ouvrages après la levée des réserves par le **maître d'ouvrage désigné**, avec accord de la commune.

Si le coût réel des travaux sur l'ouvrage d'art et/ou sur les autres travaux relevant de la compétence communale est supérieur à l'enveloppe financière prévisionnelle, les montants seront réajustés, ainsi

que la part financière de la **Commune**, à la fin des travaux, au vu des dépenses réellement exécutées par la **CeA.** Cette augmentation donnera lieu à l'établissement d'un avenant à la présente convention.

Le versement de la participation financière de la **Commune** sera sollicité par la **CeA** par l'émission d'un titre de recette auprès de la **Commune** qui devra l'honorer, dans un délai de trente (30) jours. Le règlement sera adressé à l'ordre de Monsieur le Payeur de la CeA.

ARTICLE 2.7 – CONTROLES

La **Commune** et ses représentants pourront demander à tout moment au **maître d'ouvrage désigné** la communication de toutes les pièces et contrats concernant la partie de l'opération relevant de la compétence communale.

Au cours de l'opération, et au besoin, un compte-rendu de l'avancement des travaux ainsi qu'un calendrier prévisionnel du déroulement du reste de l'opération sera adressé à la **Commune**. Il indiquera les évènements marquants intervenus ou à prévoir ainsi que des propositions pour d'éventuelles décisions à prendre par la **Commune** afin de permettre la poursuite de l'opération dans de bonnes conditions.

La **Commune** fera connaître son accord, observations dans un délai maximum de trente (30) jours à réception des pièces sus-indiquées.

Si l'une des constatations ou propositions du **maître d'ouvrage désigné** conduit à remettre en cause le programme, celui-ci ne pourra se prévaloir d'un accord tacite de la **Commune** et devra obtenir son accord exprès ainsi que la passation d'un avenant correspondant.

La **Commune** dispose de la faculté d'effectuer un contrôle administratif et technique à tout moment dès lors qu'elle l'estime nécessaire. Le **maître d'ouvrage désigné** devra mettre en accès libre à la **Commune** et à ses agents, l'ensemble des dossiers relevant de la compétence communale et ~~ceux~~ propre au chantier.

ARTICLE 2.8 – APPROBATION DU PROJET

Le **maître d'ouvrage désigné** est tenu de solliciter l'accord préalable de la **Commune** sur le dossier de projet. A cet effet, le dossier correspondant lui sera adressé par le **maître de l'ouvrage désigné**, accompagné des motivations de celui-ci.

La **Commune** notifiera sa décision au **maître d'ouvrage désigné** dans un délai de quinze (15) jours suivant la réception des dossiers.

ARTICLE 2.9 – APPROBATION DES MODALITES D'EXPLOITATION SOUS CHANTIER

Les travaux devront faire l'objet d'un dossier d'exploitation sous chantier, dont l'un des objectifs majeurs est de vérifier que la sécurité est assurée durant toutes les phases de chantier. Le plan d'exploitation sous chantier sera soumis à la **Commune** pour approbation au moins 15 jours avant le début des travaux et prise de l'arrêté de circulation correspondant.

ARTICLE 2.10 – MODALITE DE RECEPTION DES OUVRAGES

Le **maître d'ouvrage désigné** sera tenu d'obtenir l'accord préalable de la **Commune** avant de prendre la décision de réceptionner la partie de l'ouvrage relevant de la compétence communale.

A la fin des travaux et avant les opérations préalables à la réception prévues à l'article 41.2 du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux, le maître d'œuvre chargé du suivi des travaux organisera une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participeront les entreprises, le **maître d'ouvrage désigné** et la **Commune**.

Cette visite donnera lieu à l'établissement d'un compte-rendu reprenant les observations éventuelles du **maître d'ouvrage désigné**, de la **Commune** et du maître d'œuvre. Ces observations seront reprises à minima dans le procès-verbal des opérations préalables à la réception.

Le **maitre d'ouvrage désigné** remettra à la **Commune** une copie de l'ensemble des documents préalables à la réception des travaux (Procès-verbal opérations préalables, propositions du maître d'œuvre au maître d'ouvrage désigné, et tout document utile).

Le **maître d'ouvrage désigné** devra s'assurer de la levée des réserves.

Concernant la décision de réception des ouvrages, le **maître d'ouvrage désigné** transmettra ses propositions à la **Commune**. Celle-ci fera connaître sa décision au **maître d'ouvrage désigné** dans les vingt (20) jours suivant la réception des propositions. L'absence de réponse de la **Commune** dans ce délai vaudra accord tacite sur les propositions du **maître d'ouvrage désigné**.

Le **maître d'ouvrage désigné** établira ensuite la décision de réception ou de refus et la notifiera aux entreprises, une copie sera également notifiée à la **Commune**.

ARTICLE 3 – REMISE DES OUVRAGES – DOMANIALITE – GESTION ULTERIEURE

Le **maitre d'ouvrage désigné** remettra à la **Commune** les ouvrages relevant de la compétence de celle-ci après la réception des travaux et notification aux entreprises. Un procès-verbal de remise de ces ouvrages sera établi et signé contradictoirement.

Les ouvrages réalisés pour le compte de la **Commune**, par le **maître d'ouvrage désigné**, relèveront, à compter de la remise précitée, de la seule responsabilité de la **Commune**, tant en ce qui concerne leur fonctionnement que leur entretien.

Les **parties** demeurent responsables, chacune en ce qui la concerne, des parties d'ouvrage qui lui sont propres.

Une convention portant sur la gestion, l'entretien et la surveillance des ouvrages, équipements et aménagements situés sur les routes départementales en agglomération sera conclue ultérieurement avec la **Commune** de SARRE-UNION

ARTICLE 4 – ASSURANCE

Chaque partie doit être titulaire d'une police d'assurance en responsabilité civile couvrant les dommages corporels, matériels et immatériels, subis par des tiers, usagers, ou participants, durant la période de travaux et ce, jusqu'à la fin de la mission.

ARTICLE 5 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de sa signature par les **parties** et restera valable pendant toute la durée des obligations liées à son exécution.

S'agissant du transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, cette mission s'achèvera à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement de tous les lots et complet versement de la part financière de la **Commune**. Dans l'hypothèse d'un recours, le transfert de maîtrise d'ouvrage s'achèvera à l'issue de ce dernier**.**

ARTICLE 6 – DENONCIATION OU RESILIATION

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de deux (2) mois, dans les cas suivants :

- Manquement du **maitre d'ouvrage désigné** à ses obligations, après mise en demeure infructueuse. Il sera alors procédé sans délai à un constat contradictoire des prestations et travaux réalisés. Ce constat fera l'objet d'un procès-verbal précisant en outre les mesures conservatoires que le **maître d'ouvrage désigné** devra prendre pour assurer la conservation et la sécurité des travaux effectués. Il indiquera également le délai dans lequel le **maître d'ouvrage désigné** devra remettre l'ensemble des dossiers à la **Commune** ;
- Survenance d'un cas de force majeure empêchant la réalisation des travaux ;
- Tout motif justifié pour cause d'intérêt général.

ARTICLE 7 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant approuvé par délibérations concordantes des assemblées délibérantes des **parties.**

ARTICLE 8 – LITIGES

En cas de différend survenant à l'occasion de l'exécution de la présente convention, les **parties** s'engagent, avant d'ester en justice, à tenter de trouver une solution amiable pendant une durée minimale de 1 mois et maximale de 3 mois, après quoi, en cas d'échec de la conciliation, chacune des **parties** pourra saisir la juridiction compétente.

ARTICLE 9 – DIVERS

Tous documents visés dans la présente convention devront être adressés à :

- Mairie de SARRE-UNION
  Direction des services techniques
  34 Grand Rue
  67260 SARRE UNION

Pièces annexes à la présente convention :

- Annexe 1 : Programme des travaux
- Annexe 2 : Enveloppe financière prévisionnelle
- Annexe 3 : Plan de situation

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, un pour chaque partie.

…, le

Pour la Collectivité européenne d'Alsace

Le Président

Pour la Ville de SARRE-UNION

Monsieur le Maire

PROJET

ANNEXE N° 1
Programme des travaux

I – TRAVAUX SUR L'OUVRAGE D'ART, PROPRIETE DE LA CEA

RD623 : RD de catégorie 3A
Trafic PL: 120/PL/J (données 2019)

L'ouvrage en question, d'une longueur totale d'environ 180 ml, est du type multi-arches composé de 14 voûtes « plein cintre » en maçonneries sur lesquelles une dalle en béton armé a été réalisée en 1958.

Les pathologies rencontrées sont les suivantes :
- Défaut majeur du système d'étanchéité,
- Altération des corniches en béton armé,
- Disjointoiement général des maçonneries voir lacunes de pierres localisées.

Les travaux à réaliser sont les suivants :
- réfection générale des superstructures de l'ouvrage (étanchéité, couche de roulement, trottoirs, corniches, dispositifs de sécurité, assainissement),
- réfection des parements dégradés des voûtes et des piles.

II – AUTRES TRAVAUX AUX ABORDS DE L'OUVRAGE D'ART RELEVANT DE LA COMPETENCE COMMUNALE

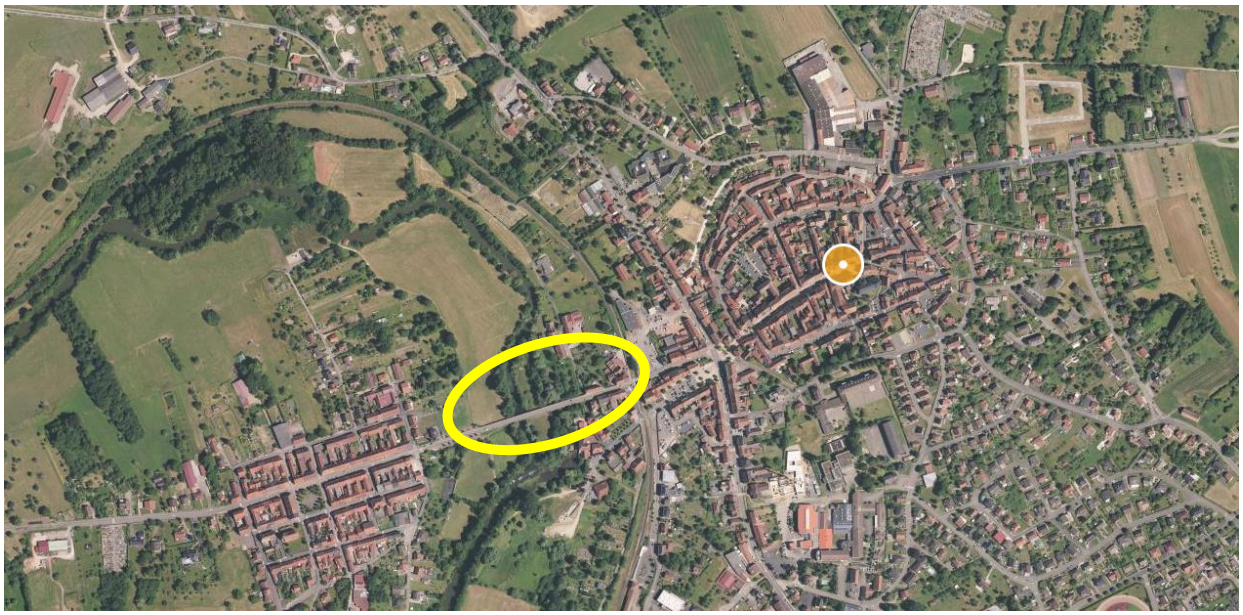
Les objectifs du projet sont les suivants :
- Assurer une continuité de l'éclairage public entre le centre-ville et le quartier de la Villeneuve
- Mise en accessibilité PMR de l'ensemble des cheminements piétons.

CONVENTION DE TRANSFERT TEMPORAIRE DE MAITRISE D'OUVRAGE ET DE FINANCEMENT
REALISATION D'UN DISPOSITIF D'ECLAIRAGE PUBLIC ET REAMENAGEMENT DES TROTTOIRS DANS LE CADRE DE LA REHABILITATION DE L'OUVRAGE D'ART DE FRANCHISSEMENT DE LA SARRE RD623 A SARRE UNION

ANNEXE N° 2
Enveloppe financière prévisionnelle

PRESTATIONS		MONTANTS ESTIMES	PART COMMUNALE	PART CeA
TRAVAUX SUR VOIRIE DEPARTEMENTALE REHABILITATION D'OUVRAGE D'ART		824 505.00€	64 690.00€ *Répartition :* • Réhabilitation des trottoirs : 2 560€ • Eclairage de l'ouvrage : 62 130.00€	759 815.00€
Frais ANNEXES	Frais d'insertion	/	/	/
	Frais de coordonnateur SPS	1 043.00€	81.83€	961.17€
	Frais de maîtrise d'œuvre	/	/	/
TOTAL DE L'OPÉRATION (HT)		**825 548.00€**	**64 771.83€**	**760 776.17€**
TVA (20,0%)		**165 109.60€**	**12 954.37€**	**152 155.23€**
TOTAL DE L'OPÉRATION (TTC)		**990 657.60€**	**77 726.20€**	**912 931.40€**
TOTAL TTC arrondi Incluant 2 % pour révision des prix		**1 010 471.00€**	**79 281.00€**	**931 191.00€**

ANNEXE n°3
Plan de situation



Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001529-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-2-2
Séance du lundi 10 mai 2021

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA CEA ET L'ASSOCIATION D'ACCUEIL ET D'HÉBERGEMENT POUR LES JEUNES PORTANT SUR L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AU TITRE DU DISPOSITIF DE LOGEMENT POUR LES FAMILLES TRANSITOIRE (LOFT)

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
BURGER Etienne donne procuration à LEHMANN Marie-Paule
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

EXCUSEE :
HOLDERITH Nadine

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

VU l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application,

VU l'article L 222-5 alinéa 4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-04 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-3-2-2 du 15 février 2021 relative au Budget primitif 2021,

VU le Règlement départemental d'Aide Sociale adopté par le Département du Bas-Rhin,

VU le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU la convention de partenariat entre l'Etat, le Département du Bas-Rhin et la Communauté Urbaine de Strasbourg pour la mise en œuvre d'un dispositif spécifique de 380 places pour ménages ne pouvant accéder à un logement du fait de leur situation administrative, adoptée par délibération n° CP/2014/838 de la Commission Permanente du Conseil Général du Bas-Rhin du 1er décembre 2014,

VU la demande de subvention du 1er décembre 2020,

VU l'avis de la Commission de l'Excellence éducative, de l'accompagnement des familles du 19 avril 2021,

VU le rapport du Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

- Décide d'octroyer une subvention de fonctionnement à l'Association d'Accueil et d'Hébergement pour les Jeunes d'un montant de 240 000 € pour le financement des places du dispositif de Logement pour les Familles Transitoire, visant la prise en charge des femmes enceintes ou des familles avec enfants de moins de 3 ans sans hébergement et à droits incomplets pour 20 familles, soit un maximum de 80 places,

- Approuve la convention de partenariat avec l'Association d'Accueil et d'Hébergement pour les Jeunes jointe en annexe à la présente délibération, portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement au titre du dispositif de Logement pour les Familles Transitoire,

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001529-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

- Autorise le Président à signer la convention.

Les dépenses seront imputées selon les modalités suivantes : opération P132O001 – chapitre 65 – nature 652418 – fonction 4213.

Le Président



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001529-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

CONVENTION DE PARTENARIAT

portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement
au titre du dispositif de Logement pour les Familles Transitoire (LOFT)

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace (CeA), dont le siège est situé Place du Quartier Blanc – 67964 STRASBOURG Cedex 9, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace , dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du 10 mai 2021,

ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA », d'une part,

Et

L'Association d'Accueil et d'Hébergement pour les Jeunes (AAHJ), association de droit local, dont le siège social est situé 18, rue du 22 Novembre - 67000 STRASBOURG et représentée par son Président, Monsieur Jean-Michel HITTER,

Ci-après dénommée « le bénéficiaire » ou « l'AAHJ », d'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L 222-5 alinéa 4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application,

Vu le Règlement départemental d'Aide Sociale adopté par le Département du Bas-Rhin,

Vu la convention de partenariat entre l'Etat, le Département du Bas-Rhin et la Communauté Urbaine de Strasbourg pour la mise en œuvre d'un dispositif spécifique de 380 places pour les ménages ne pouvant accéder à un logement du fait de leur situation administrative, adoptée par délibération n° CP/2014/838 de la Commission Permanente du Conseil Général du Bas-Rhin le 1er décembre 2014 et signée le …..
Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace, en vigueur à la date de la délibération portant attribution de la subvention, et notamment sa partie relative à la gestion des subventions,

Vu la demande de subvention du 1er décembre 2020,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Face aux nécessités de prise en charge des familles dont la situation administrative ne permet pas l'accès au logement dans les dispositifs de droit commun, un partenariat a été établi dès 2014 entre la Ville et l'Eurométropole de STRASBOURG, l'Etat, le Département et l'Association AAHJ.

Dans le cadre de cette concertation, a été développé un dispositif spécifique de 380 places pour héberger ces familles (ménages à droit incomplet) en janvier 2015.

Conformément à son objet statutaire, l'AAHJ poursuit une activité générale visant à accueillir et prendre en charge les personnes dépourvues de domicile, sans distinction d'âge.

A ce jour, l'association, au moyen du dispositif Logement pour les Familles Transitoire (LOFT), participe à la politique de la CeA en faveur de la prise en charge des femmes enceintes ou des familles avec enfants de moins de 3 ans sans hébergement et à droits incomplets.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de financement par la CeA, sous forme de subvention(s), de l'action portée par le bénéficiaire ci-dessous défini(e) :

- Gestion du dispositif Logement pour les Familles Transitoire (LOFT) pour l'hébergement des familles au titre de la protection de l'enfance.

Le LOFT accueille, depuis sa création :
- les familles précédemment hébergées dans les dispositifs humanitaires pour la Ville de Strasbourg ;
- les familles hébergées depuis le dispositif hivernal 2012-2013 pour le compte de l'Etat ;
- les familles hébergées au titre de la protection de l'enfance pour la CeA.

La structure est dotée d'une capacité d'accueil totale de 380 places.

20 familles pour un maximum de 80 places peuvent intégrer le dispositif spécifique dédié à la protection de l'enfance pour l'accueil des femmes enceintes ou des familles avec enfants de moins de 3 ans sans hébergement et à droits incomplets.

Les places sont intégrées dans le logiciel métier du Service Intégré de l'Accueil et de l'Orientation (SIAO) porté par l'Etat. Le SIAO priorise les accueils en prenant notamment en compte les familles hébergées à l'hôtel par la CeA sur la base d'une liste qui lui est transmise chaque mois.

Les entrées dans le dispositif sur les places dédiées à la CeA au titre de la protection de l'enfance, s'effectuent donc sur proposition du SIAO et validation de la Direction de l'Aide Sociale à l'Enfance.

L'AAHJ assure **l'accompagnement social** des personnes hébergées et notamment :

- la protection de l'enfance et la scolarisation des enfants ;

- le suivi de la vie quotidienne et notamment l'aide alimentaire. A ce titre, l'AAHJ prend en charge l'aide alimentaire aux familles, qui sera apportée en partenariat avec la Banque alimentaire ;
- la prise en compte de la problématique santé dans le suivi des familles ;
- le suivi administratif des familles et notamment des démarches de régularisation.

La prise en charge au sein du dispositif repose sur l'élaboration d'un contrat de séjour avec les personnes hébergées mettant en valeur :

- le caractère transitoire du dispositif avec pour impératif d'accepter les orientations proposées en sortie. Pour permettre la réalisation de cet objectif de sortie du dispositif, l'accompagnement proposé par l'AAHJ prévoira des rendez-vous a minima mensuels avec chacune des familles hébergées et des visites à domicile régulières ;
- une participation financière des ménages à hauteur de 15 % des revenus ;
- l'élaboration d'un règlement de fonctionnement prévoyant les cas d'exclusion notamment en cas d'impayés.

Sorties du dispositif : lorsque la situation administrative des familles (et notamment leurs ressources) permet leur insertion, l'accès à un logement autonome doit être travaillé pour qu'elles puissent quitter le dispositif dans les meilleurs délais.
Le recours au glissement de bail devra être mobilisé par l'association afin de favoriser la fluidité du dispositif.
Les familles déboutées ou ayant épuisé les voies de recours devront être orientées vers un dispositif d'aide au retour et notamment le centre d'aide et de préparation au retour volontaire en lien avec l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII).

La poursuite/mise en œuvre de ce projet présente un intérêt général et est en adéquation avec les orientations de la politique de la CeA mentionnées ci-avant.

C'est pourquoi, par la présente convention, eu égard à la nature des actions mises en place par l'AAHJ et l'intérêt général qui s'y rattache, la CeA s'engage à apporter une aide financière :

- pour une subvention de fonctionnement dédiée au financement des places du dispositif LOFT pour 20 familles visant la prise en charge des femmes enceintes ou des familles avec enfants de moins de 3 ans sans hébergement et à droits incomplets, pour la période du 1er décembre 2020 au 30 juin 2022,

qu'elle s'engage à mettre en œuvre, à son initiative et sous sa responsabilité, dans les conditions prévues par la présente convention et ses éventuels avenants.

La CeA n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Détermination du montant de la subvention

La CeA contribue financièrement pour un montant maximal de 240 000 € pour une année pleine (soit 20 000 € par mois).

Le montant notifié de la subvention constitue un plafond non susceptible de révision, sauf accord convenu entre les parties dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

Article 3 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide de la CeA

3.1. Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur, par accord entre les parties, à compter du 1er décembre 2020,et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

3.2. Durée de validité de la subvention

La subvention attribuée doit être affectée aux dépenses de fonctionnement de l'AAHJ au titre de l'exercice budgétaire déterminé à l'article 1er.

Le solde de la subvention ne pourra être versé que jusqu'au 31 décembre de l'année suivant l'exercice budgétaire déterminé à l'article 1er, soit le 31 décembre 2023. Après cette date, la subvention sera frappée de caducité et son solde ne pourra pas être versé.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

La subvention fera l'objet de versement chaque mois sur la base du récapitulatif mensuel transmis par l'AAJH faisant apparaître le nombre de familles pris en charge en application de l`article 1er.

L'AAJH s'engage à transmettre ses bilans, comptes de résultat ou comptes administratifs de l'année de la subvention à la CeA au plus tard le 30 juin de l'année N+1.
En cas de constat d'un trop-perçu par l'AAJH, un titre de recettes sera émis par la CeA en année N+1.

Le(s) versement(s) sera(ont) effectué(s) par prélèvement sur opération P132O001 – chapitre 65 – nature 652418 – fonction 4213 du budget de la CeA.
Le comptable assignataire est le Payeur Départemental de la CeA.

Article 5 : Autres justificatifs

L'AAJH doit produire, pour les subventions pluriannuelles, au moins un état récapitulatif de dépenses par an, sous peine de sanctions prévues à l'article 9.

L'AAJH s'engage, par ailleurs, à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- un compte rendu financier, certifié exact, qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ; ces documents étant signés par le président ou toute personne habilitée, tel que prévu par les dispositions de l'alinéa 6 de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;

- le bilan et le compte de résultat de l'année N-1 certifié par toute personne habilitée, ou pour les associations percevant plus de 153 000 euros de subventions publiques par an, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus, conformément aux articles L 612-4 et D 612-5 du code du commerce ou, à défaut, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- le rapport d'activité.

Article 6 : Obligations à la charge du bénéficiaire de la subvention

L'AAJH s'engage, au titre de toutes les aides, à :

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1er ;
- ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique ;
- faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services de la CeA de la réalisation de l'objet défini à l'article 1er, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autres documents ;
- nommer un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code du commerce) si l'ensemble des aides publiques perçues par le bénéficiaire excède 153 000 euros ;
- tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- communiquer à la CeA les modifications déclarées au tribunal d'instance et fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire ;
- informer sans délai le service de la CeA gestionnaire de l'attribution de la subvention, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention ;
- informer la CeA de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire la concernant ;
- informer la CeA de toute cession de créance concernant la subvention objet de la présente convention de sorte à permettre à la CeA de vérifier si toutes les conditions pour le maintien de la(des) subvention(s) annuelle(s) et les conditions pour son(leur) versement sont remplies, et à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution de la subvention, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, notamment ses articles 8 et 9.

Article 7 : Information et communication

Sous peine d'interruption et/ou de reversement de tout ou partie de l'aide de la CeA, l'AAHJ doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier de la CeA selon les moyens de communication dont elle dispose.

Cette information se matérialise par la présence du logotype de la CeA sur les documents édités par l'AAHJ et par tout autre moyen de communication (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, ...). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la CeA, l'AAHJ pourra prendre contact auprès de la Direction de la communication de la CeA.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, inauguration, visite de chantier, première pierre…), l'AAHJ devra systématiquement, d'une part, faire apparaître le concours de la CeA sur tous les supports de communication utilisés (courriers, cartons d'invitation ...) et d'autre part, adresser une invitation à la CeA pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu.
Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie de l'aide allouée.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement (acompte/solde) et/ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures, …).

Article 8 : Interruption et reversement de tout ou partie de la subvention

Après examen des justificatifs présentés par l'AAHJ, le non-respect total ou partiel des clauses stipulées de la présente convention par l'AAHJ pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets :

- l'interruption du versement de l'aide financière de la CeA,
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants déjà versés.

La CeA en informe l'AAHJ par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Résiliation

9.1. La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

9.2. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

9.3. En cas de motif d'intérêt général, la CeA peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

9.4. En cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire de l'AAHJ, la CeA se réserve le droit de résilier la présente convention au motif de l'impossibilité pour l'AAHJ et/ou son repreneur de poursuivre le projet. En outre, la CeA se réserve le droit d'inscrire son éventuelle créance, née du versement indu de tout ou partie de sa subvention, au passif l'AAHJ, dans le cadre de la procédure de déclaration de créance adressée au mandataire judiciaire.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation de l'AAHJ en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la CeA pourra procéder au paiement prorata temporis de la subvention, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie de la subvention déjà versée.

Article 10 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la CeA et l'AAHJ. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 11 : Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier (RBF) de la CeA dans sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant la subvention, objet de la présente convention, dont la communication à l'organisme peut être demandée à la CeA à tout moment.

Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

Article 12 : Annexes

Les annexes référencées dans la présente convention font parties intégrantes de celle-ci et ont valeur contractuelle.

Article 13 : Règlement des litiges

13.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter une conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

13.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 13.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait en double exemplaire, dont un pour chacun des parties.

A Strasbourg, le	A Strasbourg, le
Pour la Collectivité européenne d'Alsace Le Président	Pour l'Association d'Accueil et d'Hébergement pour les Jeunes Le Président
Frédéric BIERRY	Jean-Michel HITTER

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001524-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-2-1
Séance du lundi 10 mai 2021

CONVENTION DE COLLABORATION ENTRE LA CEA, L'ADAPEI PAPILLONS BLANCS D'ALSACE ET L'ARS GRAND EST PORTANT SUR L'APPUI AUX PROFESSIONNELS DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE DANS LA PRISE EN CHARGE DES ENFANTS CONFIES EN SITUATION DE HANDICAP

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
BURGER Etienne donne procuration à LEHMANN Marie-Paule
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

EXCUSEE :
HOLDERITH Nadine

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

VU l'article L.223-1-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles prévoyant la mise en place du projet pour l'enfant et l'article D.223-14 alinéa 4 du même code qui dispose « Les autres documents relatifs à la prise en charge et à l'accompagnement de l'enfant, notamment le document individuel de prise en charge prévu à l'article L.311-4, le contrat d'accueil prévu à l'article L.442-1 et, le cas échéant le plan personnalisé de compensation s'articulent avec le projet pour l'enfant »,

VU la loi n° 2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant,

VU le décret n° 2016-994 du 20 juillet 2016 relatif aux conditions d'échange et de partage d'informations entre professionnels de santé et autres professionnels des champs social et médico-social et à l'accès aux informations de santé à caractère personnel,

VU le décret n° 2005-11 du 6 janvier 2005 fixant les conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des instituts thérapeutiques, éducatifs et pédagogiques avec la prise en compte des troubles psychologiques mais aussi des ressources des jeunes accueillis,

VU l'article 12 de l'instruction n° DGCS/3B/2017/241 du 2 juin 2017 relative au déploiement du fonctionnement en dispositif intégré des ITEP et des SESSAD,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-04 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

VU le Protocole Départemental pour le Recueil, le Traitement et l'Evaluation des Informations Préoccupantes et des Signalements pour les Mineurs en Danger et en Risque de Danger, validé par le Conseil départemental du Haut-Rhin le 20 septembre 2010,

VU le Contrat départemental de Prévention et de Protection de l'Enfance 2020/2022 avec pour mesure phare la création de dispositifs d'intervention adaptés aux problématiques croisées de protection de l'enfance et de handicap, adoptée par l'Assemblée du Conseil départemental du Haut-Rhin lors de sa séance du 23 octobre 2020,

VU la fiche action 9-1 jointe au Contrat Départemental de Prévention et de Protection de l'Enfance portant sur la création, par renforcement du Pôle de Compétences et de Prestations Externes, d'une équipe d'appui aux professionnels de l'Aide Sociale à l'Enfance,

VU l'avis favorable de la Commission d'Excellence Educative et de l'Accompagnement des Familles du 19 avril 2021,

VU le rapport du Président de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001524-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

- Approuve la convention de collaboration avec l'ADAPEI Papillons Blancs d'Alsace et l'ARS Grand Est précisant l'accompagnement attendu aux professionnels prenant en charge les enfants confiés porteurs de handicap, jointe en annexe à la présente délibération ;

- Autorise le Président à signer la convention.

Le Président



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001524-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

CONVENTION DE COLLABORATION

portant sur l'appui aux professionnels de la protection de l'enfance dans la prise en charge des enfants confiés en situation de handicap

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace (CeA), dont le siège est situé Place du Quartier Blanc – 67964 STRASBOURG Cedex 9, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du 10 mai 2021,

ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA », d'une part,

Et

L'Association Adapei Papillons Blancs d'Alsace, le Pôle de Compétences et de Prestations Externalisées (PCPE), dont le siège social est situé au 2 avenue de Strasbourg – 68350 BRUNSTATT-DIDENHEIM, représentée par son Président Serge MOSER,

ci-après dénommée « le PCPE de l'APBA », d'autre part,

Et

L'Agence Régionale de Santé Grand Est, Délégation Territoriale du Haut-Rhin, représentée par son Directeur Pierre LESPINASSE,

ci-après dénommée « l'ARS », d'autre part.

- Vu la loi n° 2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant,
- Vu l'article L.223-1-1 du Code de l'action sociale et des familles prévoyant la mise en place du projet pour l'enfant et l'article D.223-14 alinéa 4 qui dispose : « Les autres documents relatifs à la prise en charge et à l'accompagnement de l'enfant, notamment le document individuel de prise en charge prévu à l'article L.311-4, le contrat d'accueil prévu à l'article L.442-1 et, le cas échéant le plan personnalisé de compensation s'articulent avec le projet pour l'enfant »,
- Vu le décret n° 2005-11 du 6 janvier 2005 fixant les conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des instituts thérapeutiques, éducatifs et pédagogiques avec la prise en compte des troubles psychologiques mais aussi des ressources des jeunes accueillis,

- Vu le décret n° 2016-994 du 20 juillet 2016 relatif aux conditions d'échange et de partage d'informations entre professionnels de santé et autres professionnels des champs social et médico-social et à l'accès aux informations de santé à caractère personnel,

- Vu l'article 12 de l'instruction n° DGCS/3B/2017/241 du 2 juin 2017 relative au déploiement du fonctionnement en dispositif intégré des ITEP et des SESSAD,

- Vu le Protocole Départemental pour le Recueil, le Traitement et l'Evaluation des Informations Préoccupantes et des Signalements pour les Mineurs en Danger et en Risque de Danger, approuvé par délibération du Conseil départemental du Haut-Rhin le 20 septembre 2010,

- Vu le Contrat Départemental de Prévention et de Protection de l'Enfance (CDPPE) 2020/2022 prévoyant la création de dispositifs d'intervention adaptés aux problématiques croisées de protection de l'enfance et de handicap, adopté par délibération du Conseil départemental du Haut-Rhin n° CD-2020-6-10-3 du 23 octobre 2020 ;

- Vu la fiche action 9-1 présentée en annexe du CDPPE portant sur la création, par renforcement du Pôle de Compétences et de Prestations Externes, d'une équipe d'appui aux professionnels de l'Aide Sociale à l'Enfance,

- Vu l'avis favorable de la Commission d'Excellence Educative et de l'Accompagnement des Familles du 19 avril 2021.

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La réforme de la protection de l'enfance et sa déclinaison dans la feuille de route de la Direction Générale de la Cohésion Sociale intègrent des actions relatives à la meilleure prise en compte des besoins spécifiques des enfants en situation de handicap, ce qui devrait faciliter le travail en partenariat et les collaborations entre les professionnels des différents champs.

Article 1 – Objet de la convention et public concerné par le dispositif expérimental

La présente convention a pour objet, à titre expérimental :

- de définir et formaliser les modalités de coopération entre l'Association ADAPEI Papillons Blancs d'Alsace (APBA) - Pôle Enfance Education et la CeA - Direction de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE);
- d'optimiser le travail collaboratif en faveur des enfants en situation de handicap identifié ou supposé, confiés à l'ASE et connus par un établissement ou service du Pôle Enfance Education ;
- de travailler en complémentarité dans les domaines d'expertises respectifs afin de renforcer l'accompagnement des enfants en situation de handicap.

Une coordination de l'ensemble des acteurs autour du projet et du parcours de ces enfants est fondamentale. Il s'agit de mettre en place des actions de coopérations souples et réactives pour :

- Effectuer une 1ère évaluation de la situation du mineur et l'orienter vers le bon intervenant pour un diagnostic.
- Sécuriser les parcours des enfants confiés à l'ASE, éviter les ruptures (exclusion).
- Améliorer la lisibilité du dispositif et les articulations permettant d'activer rapidement les réseaux de prévention et anticiper une fragilisation de la famille ou le « sur-handicap ».
- Faciliter et pérenniser les liens entre les différents acteurs afin que ces derniers mettent en cohérence leurs modalités d'action autour des projets des personnes en situation de handicap de 0 à 21 ans dans un souci de décloisonnement institutionnel et de promotion d'une culture commune.
- Prévenir les crises et les situations de blocage.
- Apporter un soutien et un accompagnement à l'entourage du mineur ou du jeune (famille, proches).
- Proposer un soutien à l'ensemble des acteurs concernés par la prise en charge de ces enfants au carrefour de plusieurs dispositifs communs (informations, formations, conseils, expertises et compétences…) afin de développer une connaissance et une culture partagée.
- Rechercher et financer des prestations externalisées pour les enfants protégés en situation de handicap identifié ou supposé.
- Guider et soutenir la question du droit au répit des assistants familiaux (congés, prévention de l'épuisement des familles d'accueil, accueil temporaire en institution, loisirs adaptés, séjours adaptés …).

Au cas par cas, en fonction des situations, un lien pourra être fait avec la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH).

Article 2 – <u>Modalités de collaboration et d'intervention</u>

Une équipe mobile de 2,20 ETP de professionnels spécialisés dans le handicap, intervenant sur l'ensemble du territoire du Haut-Rhin, et prenant en charge 20 situations minimum en simultané (ce volume pouvant être affiné en fonction de la complexité des situations), pendant 3 mois maximum renouvelable une fois (sauf exception validée par la commission de régulation) est mise en place.

Un document normé pour solliciter la mise en œuvre du dispositif est également créé.

Une Commission de régulation mensuelle pilotée par l'ASE, réunissant la DASE, le Pôle Enfance de l'ADAPEI Papillons Blancs d'Alsace et l'ARS, devra :

- Vérifier l'éligibilité des situations au dispositif,
- Prioriser les situations,
- Acter les accompagnements mis en place.

Une possibilité de réponse en urgence hors Commission sera envisagée afin d'apporter les réponses nécessaires en toute réactivité.

Les équipes de l'ASE et le Pôle Enfance de l'APBA s'engagent à la co-construction d'outils et de procédures visant à la bonne marche du dispositif et à la cohérence et la complémentarité des interventions.

Article 3 – Modalités de financement du dispositif expérimental

L'Agence Régionale de Santé apporte son concours dans la création de ce dispositif en déployant les crédits dédiés au titre de l'ONDAM médico-social, dans le cadre du Contrat Départemental de Prévention et de Protection de l'Enfance.

Le financement correspond, en année pleine, à 150 000 €.

Article 4 – Respect des dispositions législatives relatives au secret professionnel

Les partenaires s'engagent à respecter les dispositions contenues dans l'article L 241-10 du Code de l'action sociale et des familles (CASF), et issues des décrets suivants :

- Décret n° 2016-994 du 20 juillet 2016 relatif aux conditions d'échange et de partage d'informations entre professionnels de santé et autres professionnels des champs social et médico-social et à l'accès aux informations de santé à caractère personnel ;
- Décret n° 2016-1349 du 10 octobre 2016 relatif au consentement préalable au partage d'informations entre des professionnels ne faisant pas partie de la même équipe de soins.

En application de l'article L 241-10 du CASF, les membres de l'équipe pluridisciplinaire peuvent :

- Dans la limite de leurs attributions, échanger entre eux tous éléments ou informations à caractère secret dès lors que leur transmission est strictement limitée à ceux qui sont nécessaires à l'évaluation de la situation individuelle et à l'élaboration du plan personnalisé de compensation du handicap,
- Communiquer aux membres de la commission mentionnée à l'article L 146-9 tous éléments ou informations à caractère secret dès lors que leur transmission est strictement limitée à ceux qui sont nécessaires à la prise de décision,
- Afin de permettre un accompagnement sanitaire et médico-social répondant aux objectifs énoncés au 3e de l'article L. 311-3, échanger avec un ou plusieurs professionnels qui assurent cet accompagnement les informations nécessaires relatives à la situation de la personne handicapée, dès lors que celle-ci ou son représentant légal dûment averti a donné son accord.

En application des décrets du 20 juillet 2016 et du 10 octobre 2016, les membres peuvent échanger des informations avec les membres de l'équipe pluridisciplinaire dès lors que leur transmission est strictement limitée à celles nécessaires à la réalisation de leur mission et que la personne handicapée, ou son représentant légal, dûment averti a donné son accord.

Article 5 – Evaluation

Les partenaires s'engagent, lors d'un Comité de pilotage annuel, à évaluer les différents aspects du partenariat et, si besoin, à proposer des réajustements et des axes d'améliorations.

Toute modification significative donnera lieu à un avenant comme décrit dans l'article 6.
Cette rencontre aura lieu au bout de 6 mois après la mise en place du dispositif.
Ce Comité de pilotage réunira des représentants de l'ASE, de l'ADAPEI Papillons Blancs d'Alsace et l'ARS.

Les principaux indicateurs d'évaluation pourront être :

- Nombre de formations / informations par an ;
- Nombre de participants aux formations, informations par an (voir par type de professionnels);
- Nombre d'enfants suivis dans le cadre du soutien aux professionnels par an
- Nombre de projets (ASE/ASSFAM) et établissements bénéficiaires
- Profil des mineurs : âge, type de handicap… ;
- Durée des suivis ;
- Nombre et catégories de prestations externalisées financées par an ;
- Nombre de commissions de régulation par an ;
- Nombre de sollicitations du dispositif ;
- Satisfaction des bénéficiaires (professionnels de l'ASE, des établissements, Assfam…).

Article 6 - Durée de la convention, avenant et dénonciation

Le dispositif mis en place est expérimental.

Le démarrage de l'action est prévu à compter du 15 avril 2021 pour permettre l'embauche et la formation des personnels du PCPE de l'APBA et les interventions deviendront effectives à compter du 10 mai 2021.

La présente convention est établie pour une durée d'un an. Elle sera ensuite renouvelable par tacite reconduction dans la limite de la période couverte par le Contrat Départemental de Prévention et de Protection de l'Enfance 2020-2022 couvrant le territoire du Haut-Rhin.

Elle pourra, en accord avec les trois parties signataires, faire l'objet d'avenants.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties, d'un ou plusieurs des engagements contenus dans la présente convention, celle-ci pourra être dénoncée par l'une d'elles, mais uniquement après avoir recherché toutes les voies amiables d'une résolution des difficultés apparentes. Dans ce cas, cette décision devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception. Le délai fixé entre la date à laquelle l'un des partenaires annonce son intention de dénoncer la présente convention et la dénonciation effective est de 2 mois.

Fait en triple exemplaire, dont un pour chacun des parties.

A Strasbourg, le

Pour la Collectivité
européenne d'Alsace
Le Président

Frédéric BIERRY

Pour l'Association Adapei
Papillons Blancs d'Alsace
Le Président

Serge MOSER

Pour l'Agence Régional de Santé
Le Directeur de la Direction Territoriale
du Haut-Rhin

Pierre LESPINASSE

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001517-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-15-1
Séance du lundi 10 mai 2021

SOLLICITATION DE FONDS FEADER DANS LE CADRE D'OPÉRATIONS CYCLABLES DÉPARTEMENTALES

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, BURGER Etienne, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
HOLDERITH Nadine donne procuration à BURGER Etienne
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-04 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'avis favorable de la Commission territoriale Sud Alsace en date du 23 avril 2021,

VU le rapport du Président de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

- Autorise le Président à solliciter les fonds FEADER et à signer le dossier de demande de subvention correspondant, concernant l'opération suivante, dont le plan de financement prévisionnel est finalisé :
  - réaménagement de l'Eurovéloroute 6 à Valdieu-Lutran, pour lequel 75 919.93 € d'aide FEADER sont attendus ;

- Fixe l'imputation des recettes correspondantes à la ligne : opération P079O002, chapitre 4582, nature 458296, fonction 843 ;

- Approuve la convention, jointe à la présente délibération, fixant les conditions de versement et d'utilisation des subventions FEADER attribuées à la CeA par la Région Grand Est au titre du réaménagement de l'Eurovéloroute 6 à Valdieu-Lutran ;

- Autorise le Président à signer cette convention, ainsi que tout autre document nécessaire à la perception des subventions communautaires de la subvention communautaire y afférente.

Le Président

Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001517-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

OPERATION : Réaménagement Eurovéloroute 6 à Valdieu-Lutran

COUT DE L'OPERATION (€/HT)	
• Montant marché travaux notifié	……229 427.03 € HT
• Montant travaux réalisés	……204 635.92 € HT
FINANCEMENT DE L'OPERATION	
• Fonds propres	…… 102 972.79 €
• Aides publiques :	
- Commune Valdieu-Lutran	…… 12 871.60 €
- Communauté de communes Sud Alsace Largue	…… 12 871.60 €
- Union européenne - FEADER	…… 75 919.93 €

LOGO ETAT SI PAIEMENT ASSOCIE :

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DE L'AGRO-ALIMENTAIRE ET DE LA FORÊT

UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL

Grand Est
ALSACE CHAMPAGNE-ARDENNE LORRAINE

Version : 16-9-15

PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL ALSACE 2014-2020

CONVENTION RELATIVE A L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE DU FONDS EUROPEEN AGRICOLE POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL (FEADER)

MESURE 7 « SERVICE DE BASE ET RENOVATION DES VILLAGES DANS LES ZONES RURALES »

TYPE D'OPÉRATION CODE TO « LIBELLE TO »

N° de dossier OSIRIS :

Nom du bénéficiaire :

Libellé de l'opération :

Suivi du dossier à la Région Grand Est :
XXXXX, Service développement rural, tél : 03- , mail :

La demande de paiement est à adresser à :
Région Grand Est, Service développement rural – (nom instructrice), 1 place Adrien Zeller, BP 91006, 67070 STRASBOURG CEDEX (ou adresse Mulhouse)

Version 15-09-2015

VU :

- le règlement (UE) n° 1303/2013 du parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relative au FEDER, au FSE, au FC, au FEADER et au FEAMP ;

- le règlement (UE) n° 1305/2013 du parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;

- le règlement (UE) n° 1306/2013 du parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune ;

- le règlement délégué (UE) n°640/2014 du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité ;

- le règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires ;

- le règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;

- le règlement d'exécution (UE) n° 669/2016 de la commission du 28 avril 2016 modifiant le règlement d'exécution

(U) n° 808/2014 ;

- Règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n ° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité

- le règlement délégué (UE) n° 907/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro ;

- le règlement d'exécution (UE) n° 908/2014 de la Commission du 6 août 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les règles relatives aux contrôles, les garanties et la transparence ;

- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

- la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment son article 78;

- le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

- le décret n° 2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

- le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles d'éligibilité des dépenses des programmes de développement rural pour la période 2014-2020

- l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret no 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 et ses modifications ultérieures ;

- les délibérations du Conseil régional d'Alsace n°49/13 du 19 et 20 décembre 2013 et n°634/14 du 11 juillet 2014 demandant l'autorité de gestion du Feader pour la période 2014-2020 ;

- la convention du 31 décembre 2014 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Grand Est ;

- le programme de développement rural Alsace 2014-2020 validé le 23 octobre 2015 par la Commission européenne et ses versions successives;

- l'avis favorable du comité régional de programmation FEADER du… ;

- la délibération n°16SP-4 du 4 janvier 2016 du Conseil régional de la Région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, autorisant le Président du Conseil régional à signer tous les documents de mise en œuvre des fonds européens

- la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental/régional du …… n°……en date du…….. attribuant l'aide départementale/régionale ;

(choisir selon le cas) :

- Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis;
- Régime cadre exempté de notification SA-40453 relatif aux aides en faveur des PME, sur la base du règlement général d'exemption par catégorie (RGEC) n° 651/2014 du 17 juin 2014 ;
- Régime cadre exempté de notification SA-39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR), sur la base du Règlement général d'exemption par catégorie (RGEC) n°651/2014 du 17 juin 2014 ;
- Régime cadre notifié sur la base des Lignes directrices des aides d'Etat dans les secteurs agricole et forestier (chap.III section 3.2) qui permet de couvrir le champ de la mesure 7 : *régime en préparation ;*

- l'engagement comptable pris en date du .. / .. /...., n°.....

ET VU :

La demande d'aide déposée en date du [date éligibilité dépenses] auprès de la Région Grand Est par le bénéficiaire ;

ENTRE
Le Conseil régional du Grand Est, représenté par le Président du Conseil régional, 1 place Adrien Zeller, BP 91006, 67070 STRASBOURG CEDEX
ci-après désigné «le financeur »
D'une part,

Et

..... représenté par M……., adresse,
ci-après désigné « le bénéficiaire »
D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Un concours financier du FEADER est accordée à :
nom du bénéficiaire :
adresse :

ci-après désigné « le bénéficiaire »

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre l'opération :
libellé de l'opération :
localisée à :

et décrite dans la demande d'aide selon les conditions définies dans les articles suivants de la présente convention.

ARTICLE 2 : CALENDRIER DE REALISATION DE L'OPERATION

Le calendrier de réalisation de l'opération fixé pour l'opération est le suivant :

a) Date de début d'éligibilité des dépenses	
b) Date limite de fin d'exécution et de fin d'éligibilité des dépenses	
c) Date limite de dépôt de la dernière demande de paiement	

La réalisation effective de l'opération devra se conformer aux points suivants :

a) Date de début d'éligibilité des dépenses

Cas 1 (si Art 42 du TFUE ou si hors Art 42 et sans application de la réglementation relative aux aides d'Etat) :
Seules les dépenses qui ont été effectuées après la date de début d'éligibilité indiquée ci-dessus sont éligibles, à l'exception des frais généraux tels que définis à l'article 45, paragraphe 2, point c) du règlement n°1305/2013 qui peuvent présenter un début d'exécution antérieur.

b) Date limite de fin d'exécution de l'opération et de fin d'éligibilité des dépenses :

Les dépenses acquittées après cette date seront considérées comme inéligibles.

c) Date limite de dépôt de la dernière demande de paiement

La date à laquelle le bénéficiaire s'engage à déposer la dernière demande de paiement.
Aucune demande de paiement de la part du bénéficiaire ne pourra intervenir après cette date.

ARTICLE 3 : NATURE DES DEPENSES ELIGIBLES SUR L'ASSIETTE RETENUE AU TITRE DU PDR

Le tableau ci-après indique, par ensemble de dépenses, les montants éligibles au titre du PDR. Il précise également la nature des dépenses non éligibles/éligibles par poste. Seules les dépenses éligibles devront être présentées dans le formulaire de demande de paiement (voir article 8 de la présente décision).

Le tableau ci-dessus détermine **l'assiette éligible retenue au titre du PDR** (après application d'un plafond éventuel) ; cette assiette sert de base pour le calcul de l'aide FEADER

Nom du poste	Montant présenté	Montant éligible	Montant raisonnable	Montant raisonnable plafonné (le cas échéant)
Total		- €	- €	- €
Montant des recettes nettes prévisionnelles sur l'assiette éligible retenue au titre du PDR, le cas échéant (1)				
Montant de l'assiette éligible retenue après déduction des recettes :				

L'assiette éligible retenue au titre du PDR est calculée HT/TTC

La nature des dépenses éligibles au titre du PDR est détaillée ci-après :

Nom du poste :
-
-

Nom du poste :
-

La nature des dépenses non éligibles au titre du PDR est détaillée ci-après :
Nom du poste :
-

(1) Les recettes nettes prévisionnelles s'entendent comme des entrées de trésorerie provenant directement des utilisateurs pour les biens ou services fournis par l'opération déduction faite des frais d'exploitation et des coûts de remplacement du matériel à faible durée de vie supportés au cours de la période correspondante.
Le montant des recettes nettes est déterminé par le service instructeur à partir des montants déclarés par le demandeur et en application des articles 61 et 65.8 du règlement (UE) n°1303/2013. Ces articles prévoient de nombreuses dérogations au principe des recettes. De ce fait, tous les dossiers ne sont pas concernés par le principe de déduction des recettes nettes.

ARTICLE 4 : SUBVENTIONS MAXIMALES PREVISIONNELLES ACCORDEES SUR L'ASSIETTE RETENUE AU TITRE DU PDR

Les montants retenus au titre de cette opération sont dans le tableau suivant :

a) Assiette éligible retenue au titre du PDR après déduction des recettes L'assiette retenue au titre du PDR sert de base pour le calcul de l'aide FEADER. Elle est détaillée dans l'article 3.	#REF!
b) Taux d'aide publique retenu sur l'opération Ce taux correspond au montant des aides publiques par rapport à l'assiette retenue au titre du PDR. Il ne peut pas être dépassé lors du paiement de l'aide.	#REF!
c) Montant prévisionnel maximum d'aide publique (montant de FEADER compris) Ce montant correspond à la somme de l'aide du FEADER et des aides publiques nationales intervenant sur l'assiette retenue au titre du PDR.	#REF!
Dont montant prévisionnel maximum de FEADER Ce montant ne pourra pas être dépassé au moment du paiement (y compris en cas de dépenses réalisées supérieures à l'assiette retenue au titre du PDR).	#REF!
Dont montant prévisionnel maximum de l'aide du/des cofinanceurs (pour mémoire)	#REF!

A titre d'information, le détail des financements et notamment la répartition entre la dépense publique nationale appelant du FEADER (« cofinancé ») et la dépense publique nationale n'appelant pas de FEADER (« top-up ») figurent ci-après. Cette répartition est indicative.

Cofinanceurs	Montant total de l'aide accordée par le financeur	Part de l'aide sur l'assiette PDR	dont cofinancé par le FEADER	dont Top-up (non cofinancé)	FEADER correspondant
#REF!	0,00 €				0,00 €
MO Public					
Total	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**

ARTICLE 5 : MODIFICATION OU ABANDON DU PROJET

Toute modification matérielle ou financière de l'opération doit être notifiée et justifiée par le bénéficiaire à la Région Grand Est dans les meilleurs délais. Le service instructeur, après examen et sous réserve de la validation de l'autorité de gestion, prendra les dispositions nécessaires et le cas échéant établira un avenant à la convention.

Si le bénéficiaire souhaite abandonner son projet, il doit demander la résiliation de la décision. Il s'engage à en informer immédiatement la Région Grand Est pour permettre la clôture de l'opération. La Région Grand Est définira, le cas échéant, le montant du reversement de l'aide.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Les engagements du bénéficiaire sont décrits dans le formulaire de demande d'aide, déposé par le bénéficiaire, qui constitue une pièce contractuelle avec le présent document et ses annexes techniques.

Le bénéficiaire s'engage :

- ✓ A informer la Région de toute modification de sa situation, de la raison sociale de sa structure, des engagements ou du projet.
- ✓ A ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres financements publics (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans l'article 4.
- ✓ A ce que l'équipement dont l'acquisition est prévue dans le cadre de cette opération respecte les normes en vigueur.
- ✓ Pendant une durée de 5 ans à compter de la date du paiement final de l'aide FEADER et des aides nationales :
  - Le cas échéant, à poursuivre son activité agricole au sens de l'article L311-1 du Code rural et tout particulièrement son activité ayant bénéficié de l'aide,
  - A maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides
  - A rester propriétaire des investissements acquis dans le cadre de projet.
- ✓ Pendant 10 années à compter de la date de signature de la décision d'attribution de l'aide FEADER :
  - A détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente : notamment factures acquittées et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité…
  - A permettre / faciliter l'accès à son exploitation/entreprise/ses locaux aux autorités compétentes chargées des contrôles

Conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide du FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, leur nom (ou raison sociale), leur commune et les montants d'aide perçus par mesure restent en ligne sur le site internet du Ministère chargé de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et liberté » n°78-17 du 6 janvier 1978, les bénéficiaires disposent d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel les concernant.

En ce qui concerne la publicité de la participation européenne :

Toutes les publications, les actions d'information et de communication liées au projet (site internet, brochures, plaquettes, affiches, dépliant, rapport d'activité, lettre d'information, études…) devront faire mention de la participation du FEADER et comporter :

- Le logo de l'Union européenne
- La mention « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales »

Cas particulier : si le bénéficiaire de l'aide possède un site web à usage professionnel et qu'un lien peut être établi entre ce site et l'opération qui sera financée, le site devra comporter également en plus des éléments ci-dessus une description succincte de l'opération (y compris de sa finalité et de ses résultats).

En plus de la publicité présente sur les publications, actions d'information et de communication liées au projet, selon le montant de l'aide publique totale qui sera accordé au projet (toutes les aides publiques prévues pour le projet, y compris l'aide FEADER) et une fois la notification de l'aide FEADER reçue, les supports suivants **(dimension minimale A3**) devront être apposés :

Aide Publique totale (aide FEADER comprise)	Types de supports attendus : (obligations à respecter après la notification de l'octroi de l'aide FEADER)
En-deçà de 50 000 €	La pose d'un support (plaque, affiche, panneau) est facultative et laissée au libre choix du bénéficiaire
Entre 50 000 et 500 000 €	**Plaque ou affiche** placée dans un lieu aisément visible du public, à compter de la notification de l'octroi de la subvention FEADER, et au moins jusqu'au paiement du solde de la subvention FEADER.
Supérieure à 500 000 €	Projets d'infrastructures ou de construction : un **panneau temporaire** à compter de la notification de l'octroi de la subvention FEADER, qui sera remplacé au plus tard 3 mois après l'achèvement physique de l'opération par **une plaque ou un panneau « permanent** » et laissé au moins jusqu'à 5 ans après le paiement du solde de la subvention FEADER. Projet d'achat de matériel : **panneau ou plaque « permanent** » au plus tard 3 mois après l'achèvement physique de l'opération et laissé au moins jusqu'à 5 ans après le paiement du solde de la subvention FEADER

Pour plus d'information vous pouvez consulter le lien suivant : http://europe-en-alsace.eu/wp-content/uploads/2017/03/fiche-feader-2.pdf

Par ailleurs, le bénéficiaire s'engage à ne présenter que des dépenses conformes à celles décrites dans la présente décision et effectuées pour la réalisation de l'opération.

Le FEADER venant en contrepartie du financement du Conseil régional et/ou de l'AERM, les engagements imposés au bénéficiaire par les modalités d'intervention des financeurs nationaux doivent être respectés pour bénéficier du FEADER.

ARTICLE 7 : RESERVES

Les aides prévisionnelles attribuées à l'article 4 de la présente convention seront versées sous réserve :

- du respect des engagements pris par le bénéficiaire sur son formulaire de demande d'aide susvisé et, de façon plus générale, du respect des engagements mentionnés à l'article 6,
- du respect du taux d'aide publique mentionné à l'article 4,

- de la réalisation effective d'un montant de dépenses éligibles retenues au titre du PDR mentionné à l'article 4. Lorsque les dépenses éligibles effectivement réalisées sont inférieures, le montant des subventions est calculé par la Région Grand Est sur la base des dépenses justifiées,
- du versement effectif des aides publiques nationales cofinancées par le FEADER prévues à l'article 4.
- de la transmission de … (à renseigner le cas échéant)

Si l'opération est concernée par les recettes, le bénéficiaire s'engage à déclarer au moment de la dernière demande de paiement le montant des recettes nettes réelles relatif à l'opération.

Si le plan de financement doit être revu, la Région Grand Est informera le bénéficiaire du nouveau plan de financement retenu après la dernière demande de paiement.

Au moment de la dernière demande de paiement, si la différence entre la part que représente un poste de dépenses dans l'assiette retenue au titre du FEADER après réalisation et la part que représentait ce poste dans l'assiette retenue au titre du FEADER dans le présent engagement juridique est inférieure à 20%, alors l'opération pourra être soldée sans que le bénéficiaire ait à fournir de justification complémentaire.
Au-delà de 20%, la Région Grand Est appréciera si les dépenses réalisées peuvent faire l'objet d'un paiement, sur la base de la justification apportée par le bénéficiaire quant à la modification de l'équilibre général de l'opération. Si cette justification n'est pas satisfaisante, alors le montant du poste concerné sera plafonné au montant correspondant à un dépassement de 20%.

ARTICLE 8 : VERSEMENT

Les versements sont effectués sur justification de la réalisation de l'opération et de la conformité de cette opération avec le contenu de la présente convention.

Le bénéficiaire doit adresser à la Région Grand Est le formulaire de demande de paiement ainsi que les pièces justificatives nécessaires.
Sont regardées comme des dépenses réelles justifiées par le bénéficiaire les paiements justifiés par des factures acquittées ou par des factures auxquelles sont jointes des pièces permettant de vérifier le paiement effectif aux créanciers ou par des pièces comptables équivalentes. Pour être acquittée, une facture doit porter la mention « acquittée le » et porter le mode de règlement et la référence du règlement.

- **Soit ces éléments sont attestés sur la facture par le fournisseur ou constructeur qui mentionne obligatoirement** le moyen de paiement, la date effective du paiement (endossement du chèque par exemple), ainsi que la signature et le cachet du fournisseur.
- **Soit les factures sont accompagnées d'une copie des relevés de compte bancaire prouvant les débits correspondants.**
- **Soit les factures sont accompagnées d'un état récapitulatif des factures avec mention « acquittée » signé par le comptable public pour un bénéficiaire public, ou par l'expert comptable pour un bénéficiaire privé.**

Le bénéficiaire s'engage à déposer la dernière demande de paiement avant la date indiquée à l'article 2.

Le délai de paiement des sommes dues au titre de la présente convention dépend de la disponibilité des crédits correspondants. Le paiement est effectué en un ou plusieurs versements. La somme des paiements intermédiaires ne pourra pas excéder 80% du montant de FEADER indiqué à l'article 4.

Les subventions accordées par le FEADER sont versées par l'Agent comptable de l'Agence ce de Services et de Paiement (ASP), ayant son siège social au 2 rue de Maupas, 87040 LIMOGES Cedex 1.

Le versement du FEADER a systématiquement lieu en même temps ou après le versement des aides publiques nationales par les autres financeurs appelant du FEADER.

Aucun paiement d'aide FEADER ne pourra intervenir au-delà du 31 décembre 2023.

ARTICLE 9 : REVERSEMENT

En cas de non respect des obligations ou des engagements du bénéficiaire et notamment en cas de non exécution partielle ou totale de l'opération ou d'utilisation des fonds non conforme à l'objet, le(s) financeur(s) peut(vent) mettre fin à la présente convention et exiger le reversement total ou partiel des sommes versées.

Le reversement total de la somme perçue, assorti des intérêts au taux légal en vigueur, sera requis en cas de :
- Refus des contrôles réglementaires ;
- Fausse déclaration ou fraude manifeste ;
- Non maintien de l'investissement avant la fin de la durée des engagements;

Seront en outre appliquées les sanctions financières éventuellement prévues dans la réglementation communautaire et nationale.

Le bénéficiaire encourt des sanctions s'il présente, au moment de sa demande de paiement, des dépenses qui ne sont pas éligibles. La Région Grand Est détermine :

- Le montant de l'aide payable au bénéficiaire sur la base du formulaire de demande de paiement (1)
- Le montant de l'aide payable au bénéficiaire, après vérification de l'éligibilité de la demande de paiement (2)
- Si le montant (1) dépasse le montant (2) de plus de 10% [(1)> (2)x1,10], alors, le montant qui sera effectivement versé sera égal à (2)-[(1)-(2)].

ARTICLE 10 : LITIGES

Outre les recours gracieux et hiérarchiques qui peuvent s'exercer dans un délai de 2 mois, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de STRASBOURG, dans un délai de 2 mois à compter de la notification de cette décision ou en cas de recours gracieux ou hiérarchique à compter de la réponse ou du rejet implicite de l'autorité compétente.

ARTICLE 11 : EXECUTION

La Région Grand Est et l'Agence de Services et de Paiement sont chargés, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente convention.

Fait en 2 exemplaires, le / /

Le Président du Conseil régional du Grand Est	Le bénéficiaire *Nom, cachet et signature*

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001508-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-6-2
Séance du lundi 10 mai 2021

PLAN ALSACIEN DE REBOND, DURABLE ET SOLIDAIRE - RENFORCEMENT DU SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT CULTUREL

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, BURGER Etienne, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
HOLDERITH Nadine donne procuration à BURGER Etienne
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

VU la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1111-4 selon lequel la compétence en matière de culture est partagée entre les communes, les départements et les régions,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-4 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-3-6-1 du 15 février 2021 relative au rapport budgétaire 2021 : politique de la Culture et du Patrimoine,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021 relative au Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable,

VU les conventions d'objectifs signées pour la période 2017-2020, et prolongée par avenant pour un an, avec les Associations Jazzdor, Pôle Sud, APCA Théâtre de la Choucrouterie, le RECIT,

VU les conventions d'objectifs signées pour la période 2019-2022 avec la Comédie de Colmar, Musica, l'Association Becoze,

VU les conventions d'objectifs signées pour la période 2019-2021 avec les associations Relais Culturel Haguenau, Espace Rohan, Quatre 4.0, Décibulles, Théâtre du Marché aux Grains, TJP,

VU les conventions d'objectifs signées pour la période 2020-2021 avec les relais culturels (associations Relais Culturel Haguenau, Espace Rohan, MAC Bischwiller, association culturelle de Reichhoffen) et l'Association Sur les Sentiers du Théâtre,

VU la convention d'objectifs signée pour la période 2020-2022 avec les centres de ressources musiques actuelles suivants : associations Zone 51, Artefacts Prl, Fédération Réseau Jack,

VU les conventions d'objectifs signées pour la période 2020-2023 avec l'Orchestre Philharmonique de Strasbourg et l'Institut Européen des Arts Céramiques,

VU l'avis de la Commission Centre Alsace du 12 mars 2021,

VU l'avis de la Commission Eurométropole de Strasbourg du 1er avril 2021,

VU l'avis de la Commission Ouest Alsace du 1er avril 2021,

VU l'avis de la Commission Nord Alsace du 15 avril 2021,

VU l'avis de la Commission du patrimoine et du rayonnement touristique et culturel alsacien du 23 avril 2021,

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001508-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU le rapport du Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'intervention de Mme Bernadette GROFF, Présidente de la commission du Patrimoine, du rayonnement et culturel alsacien,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Au titre de la CAMPAGNE DE SUBVENTION

- attribue et autorise le versement des subventions de fonctionnement à 164 associations ou collectivités situées sur le territoire du Bas-Rhin, pour des projets de création, de diffusion culturelle ou de pratique artistique, pour un montant total de 564 960 €, sous réserve du vote de crédits de 136 000 € en DM1 le 31 mai 2021, conformément au principe de vote d'un renforcement du soutien financier dans le cadre du plan alsacien de rebond, solidaire et durable (délibération n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021), conformément aux annexes 1 à 5 et 29 à la présente délibération,

à prélever sur l'opération P163O007 – Ligne 65-65748-311 (associations), Ligne 65-657348-311 (Communes) Ligne 65 657381 311 (établissements publics) et Ligne 65 65748 35 (associations – plan de rebond), comme mentionné dans les tableaux joints en annexes 1 à 5 et 29,

- approuve les termes des conventions financières, jointes en annexes 6, 7, 30 et 31, à intervenir entre la Collectivité européenne d'Alsace (CeA) et les associations Arts et Lumières en Alsace, Summerlied, Industrie & Territoires, Festival international de Colmar et autorise le Président à les signer,

- attribue et autorise le versement des subventions d'investissement à 2 associations, pour un montant total de 16 365 € réparti comme suit **:**

- 15 000 € pour l'association La Chambre
- 1 365 € pour l'association culturelle d'Obernai Espace Athic

à prélever sur l'opération P167O002 - Ligne 204 20421 311 pour l'association La Chambre et sur l'opération P163O008 - Ligne 204 20421 311 pour l'association culturelle d'Obernai Espace Athic, comme mentionnés dans les tableaux joints en annexe 8,

- attribue et autorise le versement des subventions à 20 associations ou collectivités situées sur le territoire du Haut-Rhin, pour un montant total de 120 300 €, conformément aux annexes 9 et 10 de la présente délibération,

à prélever sur les opérations P163O004 – Ligne 65-65748-311-37 (associations), Ligne 65-657348-311 (Communes)) et P168O001T01 – Ligne (1234) 65 65748 311 (association), comme mentionné dans les tableaux joints en annexes 9 et 10.

Au titre des LIEUX DE DIFFUSION ET OPERATEURS CULTURELS

- attribue et autorise le versement des subventions à 35 associations ou collectivités pour la réalisation de leur projet culturel, pour un montant total de 1 630 240 €, conformément à l'annexe 11,

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001508-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

à prélever sur les opérations P162O001 – Ligne 65 657348 311 (Relais Culturels en Régie), Ligne 65 65748 311 (Relais Culturels associatifs), P162O005 – Ligne 65 65748 311 (APCA La Choucrouterie), P162O006 – Ligne 65 65748 311 (TJP), P162O007 – Ligne 65 657348 311 (Orchestre Philharmonique de Strasbourg), P162O008 - Ligne 65 65748 311 (Musica), P162O010 - Ligne 65 65748 311 (Comédie de Colmar), P162O019 - Ligne 65 65748 311 (CEAAC), P162O012 – Ligne 65 657348 311 (Opéra National du Rhin), P162O017 – Ligne 65 65748 311 (autres opérateurs culturels), P168O002 – Ligne 65 65748 311 (CRMA), Ligne 65 65748 311 (Cadence, Maison Théâtre), P163O005 – Ligne 65 65748 311 (festivals d'envergure), P164O006 – Ligne 65 65748 311 (APEI Centre Alsace), P166O001 – Ligne 65 65748 311 (Le RECIT) comme mentionné dans les tableaux joints en annexe 11,

- approuve les termes de la convention d'objectifs à conclure entre la CeA et l'Opéra National du Rhin, pour l'année 2021, jointe en annexe 12, et autorise le Président à la signer,

- approuve les termes de la convention d'objectifs à conclure entre la CeA et l'association Cadence, pour la période 2021-2023, jointe en annexe 13, et autorise le Président à la signer,

- approuve les termes des conventions financières à conclure entre la CeA et les Relais Culturels de Bischwiller, Haguenau, Obernai, Reichshoffen et Saverne, les associations Zone 51, Réseau Jack, Artefact PRL, Décibulles, Quatre 4.0, Jazzdor, Pôle Sud, CEAAC et Théâtre du Marché aux Grains, jointes en annexes 14 à 27, et autorise le Président à les signer.

Au titre de l'AGENCE CULTURELLE GRAND EST

- attribue et autorise le versement d'une subvention de fonctionnement de 312 500 € à l'Agence Culturelle Grand Est ?

à prélever sur l'opération P162O014 - Ligne 65 65748 311 comme mentionné dans le tableau joint en annexe 11,

- attribue et autorise le versement d'une subvention d'investissement de 50 000 € à l'Agence Culturelle Grand Est pour l'année 2021,

à prélever sur l'opération P162O014 - Ligne 204 20421 311 comme mentionnés dans le tableau joint en annexe 8,

- approuve les termes de la convention d'objectifs à conclure entre la CeA et l'Agence Culturelle Grand-Est, pour l'année 2021, jointe en annexe 28, et autorise le Président à la signer.

Au titre de l'ensemble de ce qui précède :

- rappelle que le versement de l'ensemble des subventions de fonctionnement précitées octroyées en faveur d'associations aura lieu en une seule fois, quel que soit le degré de réalisation des actions, par dérogation au règlement budgétaire et financier de la collectivité et conformément aux modalités du Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable approuvé par délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021,

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001508-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

- autorise, par dérogation au règlement budgétaire et financier de la Collectivité et par analogie aux principes du Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable approuvé par délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021, adoptés en faveur du monde associatif, le versement en une seule fois des subventions précitées octroyées dans le cadre de la présente délibération en faveur de collectivités publiques ou groupement de collectivités publiques, et ce, quel que soit le degré de réalisation des actions,
- décide le retrait de deux dossiers de l'annexe du territoire Ouest :
    - Association Val'Event : saison culturelle 2021, de janvier à octobre 2021, au Dôme de Mutzig.
    - Association Musique Municipale Espérance Wasselonne.

Mme Emilie HELDERLE, M. Marcel BAUER, Mme Bernadette GROFF et Mme Cécile DELATTRE, en leur qualité de membres du CA de l'Agence culturelle Grand Est, ne participent ni au débat ni au vote.

Mme Brigitte KLINKERT, en sa qualité de membre associé du CA de l'Association de loisirs et d'éducation permanente, ne participe ni au débat ni au vote.

M. Marcel BAUER, en sa qualité de maire de la commune de Sélestat, ne participe ni au débat ni au vote.

Mme Cécile DELATTRE et M. Philippe MEYER, en leur qualité de membres du CA du Centre Européen d'Actions Artistiques Contemporaines (CEAAC), ne participent ni au débat ni au vote.

M. Alain GRAPPE, en sa qualité de président de l'Institut européen des arts céramiques, ne participe ni au débat ni au vote.

Mme Bernadette GROFF et M. Yves Le TALLEC, en leur qualité de membres du conseil de surveillance des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg, ne participent ni au débat ni au vote.

M. Philippe MEYER, en sa qualité de membre du CA de la FDMJC d'Alsace, ne participe ni au débat ni au vote.

M. Rémi BERTRAND, en sa qualité de 2ème vice-président du Syndicat de coopération pour le Parc naturel régional des Vosges du Nord, ne participe ni au débat ni au vote.

Le Président



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001508-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

Convention financière 2021
entre
la Collectivité européenne d'Alsace
et
l'association Voix et Route Romane

portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°…. du 10 mai 2021,

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

Et

L'association Arts et Lumières en Alsace, représentée par son Président, M. Claude STURNI,

Ci-après dénommée « le bénéficiaire »,

* *

*

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1111-4, selon lequel la compétence en matière culturelle demeure partagée entre tous les échelons de collectivités,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace, en vigueur à la date de la délibération portant attribution de la subvention, et notamment sa partie relative à la gestion des subventions,

Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021 relative au Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable,

Vu la demande de subvention du 29 octobre 2020,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de financement par la CeA, sous forme d'une subvention de fonctionnement, des actions de l'association Arts et Lumières en Alsace, dans le cadre de la réalisation de la 29ème édition du festival Voix et Route Romane, dont l'objet principal est de sensibiliser le public aux musiques du moyen âge.

La subvention de la CeA devra uniquement être employée pour réaliser les actions dans le cadre de ce festival.

La CeA n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Détermination du montant de la subvention

La CeA contribue financièrement pour un montant maximal de 27 000 € (vingt-sept mille euros) pour la réalisation de la 29ème édition du festival Voix et Route Romane.

Le montant notifié de la subvention constitue un plafond non susceptible de révision, sauf accord convenu entre les parties dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

Article 3 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide de la CeA

3.1. Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter du 1er janvier 2021 et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

3.2. Durée de validité de la subvention

La subvention attribuée doit être affectée aux dépenses de fonctionnement portant sur le programme d'actions mentionné à l'article 1er, qui devra être réalisé au plus tard le 31 décembre 2021 sous peine de sanction prévue à l'article 9.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée en une seule fois, par dérogation au règlement budgétaire et financier de la collectivité et conformément aux modalités du Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable approuvé par délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021, après signature de la présente convention par les deux parties.

Article 5 : Justificatifs

Le bénéficiaire s'engage :

- à fournir un compte-rendu quantitatif et qualitatif certifié par le responsable légal ou toute personne habilitée, attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention précisé à l'article 1er ;
- à fournir, dans les 6 mois suivant la clôture de chaque exercice comptable du bénéficiaire, un bilan et un compte de résultat, conformes au plan comptable général révisé, certifiés conformes par le président ou par le commissaire aux comptes si sa désignation est obligatoire, ainsi que le rapport d'activité de l'année de mise en œuvre du programme d'actions.
- à désigner, si l'ensemble des aides publiques perçues par le bénéficiaire excède 153 000 euros, un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code du commerce);

Article 6 : Obligations à la charge du bénéficiaire de la subvention

Le bénéficiaire s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1er ;
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique ;
- à faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services de la CeA de la réalisation de l'objet défini à l'article 1er, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autres documents ;
- à tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- à communiquer à la CeA les modifications déclarées au tribunal d'instance et fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire ;
- à informer sans délai le service de la CeA gestionnaire de l'attribution de la subvention, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- à informer la CeA de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire le concernant ;
- à informer la CeA de toute cession de créance concernant la subvention objet de la présente convention de sorte à permettre à la CeA de vérifier si toutes les conditions pour le maintien de la subvention 2021 et les conditions pour son versement sont remplies, et à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution de la subvention, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, notamment ses articles 8 et 9.

Article 7 : Information et communication

Sous peine de reversement de tout ou partie de l'aide de la CeA, le bénéficiaire doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier de la CeA selon les moyens de communication dont il dispose.

Cette information se matérialise par la présence du logotype de la CeA sur les documents édités par le bénéficiaire et par tout autre moyen de communication (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, ...). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la CeA, le bénéficiaire pourra prendre contact auprès de la Direction de la communication de la CeA.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, inauguration, visite de chantier, première pierre…), le bénéficiaire devra systématiquement, d'une part, faire apparaître le concours de la CeA sur tous les supports de communication utilisés (courriers, cartons d'invitation ...) et d'autre part, adresser une invitation à la CeA pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu.
Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie de l'aide allouée.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement et/ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures…).

Article 8 : Interruption et reversement de tout ou partie de la subvention

Après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire, le non-respect total ou partiel des clauses stipulées de la présente convention par le bénéficiaire pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets la demande de reversement en totalité ou partie du montant alloué.

La CeA en informe le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Résiliation

9.1. La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

9.2. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

9.3. En cas de motif d'intérêt général, la CeA peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

9.4. En cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire du bénéficiaire, la CeA se réserve le droit de résilier la présente convention au motif de l'impossibilité pour le bénéficiaire et/ou son repreneur de poursuivre le projet. En outre, la CeA se réserve le droit d'inscrire son éventuelle créance, née du versement indu de tout ou partie de sa subvention, au passif du bénéficiaire, dans le cadre de la procédure de déclaration de créance adressée au mandataire judiciaire.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation du bénéficiaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la CeA pourra procéder au paiement prorata temporis de la subvention, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie de la subvention déjà versée, selon les modalités précisées à l'article 8.

Article 10 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la CeA et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 11 : Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier de la CeA dans sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant la subvention, objet de la présente convention, dont la communication à l'organisme peut être demandée à la CeA à tout moment.

Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

Article 12 : Règlement des litiges

12.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter une conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

12.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 12.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg le

Pour La CeA, Le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace	Pour le bénéficiaire, Le Président
Frédéric BIERRY	Claude STURNI

Convention financière 2021
entre
la Collectivité européenne d'Alsace
et
L'association Festival Summerlied
portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°…. du 10 mai 2021,

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

Et

L'association Festival Summerlied représentée par son Président, M. Francis HIRN,

Ci-après dénommée « le bénéficiaire »,

* *

*

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1111-4, selon lequel la compétence en matière culturelle demeure partagée entre tous les échelons de collectivités,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace, en vigueur à la date de la délibération portant attribution de la subvention, et notamment sa partie relative à la gestion des subventions,

Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021 relative du Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable,

Vu la convention annuelle d'objectifs 2020-2021 entre l'association Festival Summerlied et le Département du Bas-Rhin, auquel la Collectivité européenne d'Alsace est substituée depuis le 1er janvier 2021 en vertu de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019,

Vu les demandes de subvention du 30 octobre 2020,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de financement de l'association Festival Summerlied, par la CeA, sous la forme d'une subvention de fonctionnement, en tenant compte des axes prioritaires suivants qui font l'objet d'une convention annuelle d'objectifs 2020-2021 :

- un festival pluridisciplinaire d'envergure valorisant la culture régionale et la diversité culturelle et accessible à tous publics ;
- une programmation diversifiée permettant de faire rayonner le festival sur tout le territoire (communauté d'agglomération de Haguenau et Strasbourg) en dehors de sa période et de toucher un public plus jeune ;
- une programmation très variée : spectacles de poésie, spectacles de rue, projections de films, actions de médiation, atelier d'écriture, lecture, visites guidées, expositions, concerts et créations ;
- la promotion et la diffusion de projets en langue alsacienne ou dans le domaine des musiques dites traditionnelles et la sensibilisation des publics à la création en alsacien.

La subvention de la CeA devra uniquement être employée pour réaliser le programme d'actions tel que précisé ci-avant.

La CeA n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Détermination du montant de la subvention

La CeA contribue financièrement pour un montant maximal de 35 000 € (trente-cinq mille euros) réparti comme suit :
- 28 000 € (vingt-huit mille euros) pour la réalisation du festival Summerlied,
- 5 000 € (5 mille euros) pour l'action Summerlied fer kinder,
- 2 000 € (deux mille euros) pour le projet de concerts Summerlied.

Le montant notifié de la subvention constitue un plafond non susceptible de révision, sauf accord convenu entre les parties dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

Article 3 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide de la CeA

3.1. Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter du 1er janvier 2021 et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

3.2. Durée de validité de la subvention

La subvention attribuée doit être affectée aux dépenses de fonctionnement portant sur le programme d'actions mentionné à l'article 1er, lequel devra être réalisé au plus tard le 31 décembre 2021 sous peine de sanction prévue à l'article 9.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

Par dérogation au règlement budgétaire et financier de la collectivité et conformément aux modalités du Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable approuvé par le Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021, la participation financière annuelle fera l'objet d'un versement unique au 1er semestre, à réception du présent document signé.

Article 5 : Justificatifs

Le bénéficiaire s'engage :

- à fournir un compte-rendu quantitatif et qualitatif certifié par le responsable légal ou toute personne habilitée, attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention précisé à l'article 1er ;
- à fournir, dans les 6 mois suivant la clôture de chaque exercice comptable du bénéficiaire, un bilan et un compte de résultat, conformes au plan comptable général révisé, certifiés conformes par le président ou par le commissaire aux comptes si sa désignation est obligatoire, ainsi que le rapport d'activité de l'année de mise en œuvre du programme d'actions.
- à désigner, si l'ensemble des aides publiques perçues par le bénéficiaire excède 153 000 euros, un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code du commerce);

Article 6 : Obligations à la charge du bénéficiaire de la subvention

Le bénéficiaire s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1er ;
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique ;
- à faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services de la CeA de la réalisation de l'objet défini à l'article 1er, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autres documents ;
- à tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- à communiquer à la CeA les modifications déclarées au tribunal d'instance et fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire ;
- à informer sans délai le service de la CeA gestionnaire de l'attribution de la subvention, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- à informer la CeA de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire le concernant ;
- à informer la CeA de toute cession de créance concernant la subvention objet de la présente convention de sorte à permettre à la CeA de vérifier si toutes les conditions pour le maintien de la subvention 2021 et les conditions pour son versement sont remplies, et à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution de la subvention, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, notamment ses articles 8 et 9.

Article 7 : Information et communication

Sous peine de reversement de tout ou partie de l'aide de la CeA, le bénéficiaire doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier de la CeA selon les moyens de communication dont il dispose.

Cette information se matérialise par la présence du logotype de la CeA sur les documents édités par le bénéficiaire et par tout autre moyen de communication (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, ...). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la CeA, le bénéficiaire pourra prendre contact auprès de la Direction de la communication de la CeA.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, inauguration, visite de chantier, première pierre…), le bénéficiaire devra systématiquement,

d'une part, faire apparaître le concours de la CeA sur tous les supports de communication utilisés (courriers, cartons d'invitation ...) et d'autre part, adresser une invitation à la CeA pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu.
Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie de l'aide allouée.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement et/ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures…).

Article 8 : Interruption et reversement de tout ou partie de la subvention

Après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire, le non-respect total ou partiel des clauses stipulées de la présente convention par le bénéficiaire pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets la demande de reversement en totalité ou partie du montant alloué.

La CeA en informe le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Résiliation

9.1. La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

9.2. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

9.3. En cas de motif d'intérêt général, la CeA peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

9.4. En cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire du bénéficiaire, la CeA se réserve le droit de résilier la présente convention au motif de l'impossibilité pour le bénéficiaire et/ou son repreneur de poursuivre le projet. En outre, la CeA se réserve le droit d'inscrire son éventuelle créance, née du versement indu de tout ou partie de sa subvention, au passif du bénéficiaire, dans le cadre de la procédure de déclaration de créance adressée au mandataire judiciaire.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation du bénéficiaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la CeA pourra procéder au paiement prorata temporis de la subvention, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie de la subvention déjà versée, selon les modalités précisées à l'article 8.

Article 10 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la CeA et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 11 : Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier de la CeA dans sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant la subvention, objet de

la présente convention, dont la communication à l'organisme peut être demandée à la CeA à tout moment.

Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

Article 12 : Règlement des litiges

12.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter une conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

12.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 12.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg le

Pour La CeA, Le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace	Pour le bénéficiaire, Le Président
Frédéric BIERRY	Claude STURNI

Equipements création, diffusion

Centre Alsace

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00002917	AGENCE CULTURELLE GRAND EST	Aide à l'investissement en 2021				50 000,00 €
	TRANCHE:P162O014T03 - NATURE:(2347) 204-20421-311 - Subventions d'équipement versées - Biens mobiliers, matériel et études			**Total Imputation**		**50 000,00 €**
00003717	ASS CULTURELLE ESPACE ATHIC	Projet de renouvellement des tapis de danse pour les représentations				1 365,00 €
	TRANCHE:P163O008T05 - NATURE:(1243) 204-20421-311 - Subventions d'équipement versées - Biens mobiliers, matériel et études-			**Total Imputation**		**1 365,00 €**
				Total territoire		**51 365,00 €**

370

Equipements création, diffusion

Eurométropole de Strasbourg

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003716	ASSOCIATION POUR LA CREATION ET L ANIMATION MUSICALE	Projet d'acquisition de matériel informatique de gestion courante				0,00 €
	TRANCHE:P163O008T05 - NATURE:(1243) 204-20421-311 - Subventions d'équipement versées - Biens mobiliers, matériel et études-			**Total Imputation**		**0,00 €**

Total territoire	**0,00 €**

TOTAL : Equipements création, diffusion	**51 365,00 €**

371

Equipements enseignement artistique, EAC, pratique amateur

Eurométropole de Strasbourg

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003718	ASSOCIATION LA CHAMBRE	projet d'investissements HQE et d'acquisition d'équipements structurants pour la médiation				15 000,00 €
	TRANCHE:P167O002T06 - NATURE:(1243) 204-20421-311 - Subventions d'équipement versées - Biens mobiliers, matériel et études-			**Total Imputation**		**15 000,00 €**
00003719	ASSOCIATION ECOLE DE MUSIQUE LE PELICAN MUSICIEN	projet d'acquisition de matériel informatique de gestion courante				0,00 €
	TRANCHE:P167O002T06 - NATURE:(3078) 204-2041481-311 - Subventions d'équipement versées - Biens mobiliers, matériel et études			**Total Imputation**		**0,00 €**
				Total territoire		**15 000,00 €**

TOTAL : Equipements enseignement artistique, EAC, pratique amateur **15 000,00 €**

372

Expressions artistiques

Agglomération de Mulhouse

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00001581	ASSOCIATION LA MARGELLE	Organisation de la 12ème édition du festival Etsetala... Festival de Contes en Sol Mineur qui se déroulera du 26 au 30 mai 2021 à Staffelfelden				3 000,00 €
00001669	LA BOBINE-MJC MAISON POUR TOUS	Organisation de la 24ème édition du festival Môm'en Scène qui se déroulera du 4 au 6 juin 2021 à Pfastatt				2 000,00 €
00002354	MAISON DES JEUNES ET CULTURE WITTENHEIM	Organisation du festival RAMDAM qui se déroulera du 17 au 28 mars 2021 à Wittenheim				6 000,00 €
00003236	COMPAGNIE ON NOUS MARCHE SUR LES FLEURS	Création et la diffusion du spectacle "Les filles du camion"				4 000,00 €
00003249	LE PRINTEMPS DU TANGO	8ème édition du festival Le printemps du tango				2 500,00 €
00003564	ACT2-MAISON DE LA CITOYENNETE MONDIALE	Création chorégraphique du spectacle intitulé "Le mensonge" de Catherine Dreyfus				7 000,00 €
TRANCHE:P163O004T01 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**24 500,00 €**

Total territoire	**24 500,00 €**

373

Expressions artistiques

NON AFFECTE SUR UN TERRITOIRE

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003711	CONFERENCE FRANCO GERMANO SUISSE DU RHIN SUPERIEUR	Contribution au fonds culturel transfrontalier pour 2021				4 000,00 €
TRANCHE:P163O004T01 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**4 000,00 €**

Total territoire	**4 000,00 €**

374

Expressions artistiques

Région de Colmar

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003655	COMMUNE DE VOLGELSHEIM	Organisation du festival de photo animalière et de la biodiversité à Volgelsheim				1 000,00 €
TRANCHE:P163O004T01 - NATURE:(1233) 65-657348-311 - Subventions - Autres communes				**Total Imputation**		**1 000,00 €**
00001678	ASSOCIATION D'AILLEURS D'ICI	Organisation de la 24ème édition du festival de rue D'Ailleurs D'ici qui se déroulera les 1er au 2 mai 2021 à Colmar				2 500,00 €
00002285	FONDATION SYRO D'ARTS GALERIE	Organisation de la 18ème exposition internationale d'arts qui se déroulera du 15 mai au 22 août 2021 à Lautenbach Zell				1 000,00 €
00002323	ASSOCIATION ARTOTUSI	Création/diffusion d■une ■uvre musicale contemporaine "Solstices & Equinoxes" qui se déroulera du 1er mars au 30 septembre 2021 sur le territoire de Mittlach et environs				2 500,00 €
00002538	ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE LA MAITRISE DES GARCONS DE COLMAR	Organisation de manifestations en 2021				2 000,00 €
00002573	ASSOCIATION GOODVIB'Z PRODUCTION	organisation du Festival Indétour qui se déroulera du 9 au 12 juin 2021				4 000,00 €
RSEA02937	FESTIVAL INTERNATIONAL DE COLMAR					33 000,00 €
RSEA02938	ARCANGELO ALSACE					20 000,00 €
TRANCHE:P163O004T01 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**65 000,00 €**
				Total territoire		**66 000,00 €**

Expressions artistiques

Sud Alsace, Saint-Louis, Sundgau, Thur-Doller

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00002982	MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE SEWEN	Organisation du festival Festi Débat du 28 au 30 mai 2021 à Sewen				2 000,00 €
00003688	ASSOCIATION DOUBLE FACE	Soutien à la diffusion des actions artistiques et musicales de l'ensemble Double Face en 2021				2 000,00 €
00003705	ASSOCIATION FERRETTE LA MÉDIÉVALE	Organisation d'une fête médiévale à Ferrette				3 000,00 €
RSEA02936	ASS POUR LA FETE DE L EAU-WATTWILLER					7 800,00 €
TRANCHE:P163O004T01 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**14 800,00 €**

Total territoire	**14 800,00 €**

TOTAL : Expressions artistiques	**109 300,00 €**

376

Soutien à la pratique amateur

Région de Colmar

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00002568	ASSOCIATION DE LOISIRS ET D'EDUCATION PERMANENTE	mise en oeuvre du programme 2021 de formations de culture générale, régionale et d'activités de loisirs				11 000,00 €
TRANCHE:P168O001T01 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**11 000,00 €**

Total territoire	**11 000,00 €**

TOTAL : Soutien à la pratique amateur	**11 000,00 €**

Aides aux relais culturels

Centre Alsace

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00002563	COMMUNE DE SELESTAT	réalisation des actions culturelles du Relais Culturel de Sélestat				78 400,00 €
00002623	COMMUNE DE ERSTEIN	réalisation des actions culturelles du Relais Culturel d'Erstein				24 000,00 €
TRANCHE:P162O001T06 - NATURE:(1233) 65-657348-311 - Subventions - Autres communes				**Total Imputation**		**102 400,00 €**
00002619	ASS CULTURELLE ESPACE ATHIC	réalisation des actions culturelles du Relais Culturel d'Obernai				51 000,00 €
TRANCHE:P162O001T06 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**51 000,00 €**
				Total territoire		**153 400,00 €**

378

Aides aux relais culturels

Nord Alsace – Haguenau – Wissembourg

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00002559	COMMUNE DE WISSEMBOURG	réalisation des actions culturelles du Relais Culturel de Wissembourg				36 100,00 €
00002611	COMMUNE DE SOULTZ SOUS FORETS	réalisation des actions culturelles du Relais Culturel de Soultz-Sous-Forêts				25 500,00 €
TRANCHE:P162O001T06 - NATURE:(1233) 65-657348-311 - Subventions - Autres communes				**Total Imputation**		**61 600,00 €**
00002590	MAISON DES ASSOCIATIONS ET DE LA CULTURE ROBERT LIEB	réalisation des actions culturelles du Relais Culturel de Bischwiller				49 200,00 €
00002598	RELAIS CULTUREL DE HAGUENAU	réalisation des actions culturelles du Relais Culturel de Haguenau				78 400,00 €
00002614	ASS CULTURELLE DE REICHSHOFFEN LA CASTINE	réalisation des actions culturelles du Relais Culturel de Reichshoffen				44 160,00 €
TRANCHE:P162O001T06 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**171 760,00 €**
00002627	COMMUNE DE NIEDERBRONN LES BAINS	réalisation des actions culturelles du Relais Culturel de Niederronn-les-Bains				23 400,00 €
				Total Imputation		**23 400,00 €**
				Total territoire		**256 760,00 €**

379

Aides aux relais culturels

Ouest Alsace – Saverne – Molsheim

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00002562	ASSOC GESTION RELAIS CULTUREL DE SAVERNE ESPACE ROHAN	réalisation des actions culturelles du Relais Culturel de Saverne				55 600,00 €
TRANCHE:P162O001T06 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**55 600,00 €**

Total territoire	**55 600,00 €**

TOTAL : Aides aux relais culturels	**465 760,00 €**

380

Festivals d'envergure

Centre Alsace

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003052	ASSOCIATION DECIBULLES	Festival Décibulles 2021				39 000,00 €
TRANCHE:P163O005T01 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**39 000,00 €**

Total territoire	**39 000,00 €**

Festivals d'envergure

Eurométropole de Strasbourg

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003053	ASSOCIATION QUATRE 4 0	Festival Osospshère 2021				45 000,00 €
TRANCHE:P163O005T01 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**45 000,00 €**

Total territoire	**45 000,00 €**

Festivals d'envergure

Nord Alsace – Haguenau – Wissembourg

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003054	RELAIS CULTUREL DE HAGUENAU	Festival Humour des notes 2021				35 000,00 €
TRANCHE:P163O005T01 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**35 000,00 €**

Total territoire	**35 000,00 €**

Festivals d'envergure

Ouest Alsace – Saverne – Molsheim

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003055	ASSOC GESTION RELAIS CULTUREL DE SAVERNE ESPACE ROHAN	Festival Mon Mouton est un Lion 2021				25 500,00 €
TRANCHE:P163O005T01 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**25 500,00 €**

Total territoire	**25 500,00 €**

TOTAL : Festivals d'envergure	**144 500,00 €**

384

Lieux de diffusion et opérateurs culturels

NON AFFECTE SUR UN TERRITOIRE

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003915	APCA - THEATRE DE LA CHOUCROUTERIE	réalisation des actions culturelles pour l'année 2021				54 000,00 €
TRANCHE:P162O005T01 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**54 000,00 €**
00003912	ASSOCIATION TJP	réalisation des actions culturelles pour l'année 2021				55 000,00 €
TRANCHE:P162O006T01 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**55 000,00 €**
00003911	COMMUNE DE STRASBOURG	réalisation des concerts décentralisés de l'Orchestre Philharmonique de Strasbourg				182 000,00 €
TRANCHE:P162O007T01 - NATURE:(1233) 65-657348-311 - Subventions - Autres communes				**Total Imputation**		**182 000,00 €**
00003914	MUSICA FESTIVAL INTERNATIONAL STRASBOURG	réalisation de l'édition 2021 du Festival MUSICA				40 000,00 €
TRANCHE:P162O008T01 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**40 000,00 €**
RSIL00463	OPERA DU RHIN SYNDICAT-INTERCOMMUNAL THEATRE MUNICIPAL					
TRANCHE:P162O012T01 - NATURE:(1233) 65-657348-311 - Subventions - Autres communes				**Total Imputation**		

385

Lieux de diffusion et opérateurs culturels

NON AFFECTE SUR UN TERRITOIRE

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
RSIL00460	AGENCE CULTURELLE GRAND EST					312 500,00 €
TRANCHE:P162O014T02 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**312 500,00 €**
00002631	ASSOCIATION JAZZDOR	Actions Scènes de Musiques Actuelles (SMAC) Jazz				30 000,00 €
00003916	ASSOCIATION POLE SUD	réalisation des actions culturelles pour l'année 2021				22 000,00 €
TRANCHE:P162O017T06 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**52 000,00 €**
00003913	CENTRE EUROPEEN D ACTIONS ARTISTIQUES CONTEMPORAINES	réalisation des actions culturelles pour l'année 2021				40 000,00 €
TRANCHE:P162O019T01 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**40 000,00 €**
				Total territoire		**735 500,00 €**

386

Lieux de diffusion et opérateurs culturels

Nord Alsace – Haguenau – Wissembourg

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003905	ASSOCIATION SUR LES SENTIERS DU THEATRE	réalisation des actions culturelles pour l'année 2021, dans le cadre de la convention d'objectifs pluriannuelle 2020-2021				10 000,00 €
TRANCHE:P162O017T06 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**10 000,00 €**

Total territoire	**10 000,00 €**

Lieux de diffusion et opérateurs culturels

Ouest Alsace – Saverne – Molsheim

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003917	ASSOCIATION THEATRE DU MARCHE AUX GRAINS	réalisation du projet artistique et culturel pour l'année 2021				35 000,00 €
TRANCHE:P162O017T06 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**35 000,00 €**

Total territoire	**35 000,00 €**

388

Lieux de diffusion et opérateurs culturels

Région de Colmar

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
RSIL00470	COMEDIE DE COLMAR-LA MANUFACTURE					120 000,00 €
TRANCHE:P162O010T06 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**120 000,00 €**
00002962	INSTITUT EUROPÉEN DES ARTS CÉRAMIQUES	Aide au fonctionnement et à la mise en oeuvre du projet pédagogique et culturel de l'IEAC en 2021				45 000,00 €
TRANCHE:P162O017T06 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**45 000,00 €**
				Total territoire		**165 000,00 €**

389

Lieux de diffusion et opérateurs culturels

#MULTIVALUE

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
RSIL00463	OPERA DU RHIN SYNDICAT-INTERCOMMUNAL THEATRE MUNICIPAL					28 000,00 €
TRANCHE:P162O012T01 - NATURE:(1233) 65-657348-311 - Subventions - Autres communes				**Total Imputation**		**28 000,00 €**

Total territoire	**28 000,00 €**

TOTAL : Lieux de diffusion et opérateurs culturels	**993 500,00 €**

390

Centres de ressources musiques actuelles

Centre Alsace

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003610	ASSOCIATION ZONE 51	réalisation des actions culturelles du Centre de Ressources Musiques Actuelles Bas-Rhin Sud				25 920,00 €
TRANCHE:P168O002T06 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**25 920,00 €**

Total territoire	**25 920,00 €**

391

Centres de ressources musiques actuelles

Eurométropole de Strasbourg

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00002640	ARTEFACT PRL	accompagnement et diffusion de la scène locale, Centre de Ressources Musiques Actuelles Eurométropole				25 920,00 €
TRANCHE:P168O002T06 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**25 920,00 €**

Total territoire	**25 920,00 €**

Centres de ressources musiques actuelles

Nord Alsace – Haguenau – Wissembourg

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00002637	FEDERATION RESEAU JACK	réalisations des actions culturelles du Centre de Ressources Musiques Actuelles Bas-Rhin Nord				25 920,00 €
TRANCHE:P168O002T06 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**25 920,00 €**

Total territoire	**25 920,00 €**

TOTAL : Centres de ressources musiques actuelles	**77 760,00 €**

Structures ressources du SDPA

Eurométropole de Strasbourg

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003632	ASSOCIATION CADENCE STRASBOURG	Mise en oeuvre du projet artistique et culturel en 2021				155 720,00 €
TRANCHE:P168O002T07 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**155 720,00 €**

Total territoire	**155 720,00 €**

394

Structures ressources du SDPA

NON AFFECTE SUR UN TERRITOIRE

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003906	ASSOCIATION RESEAU EST CINEMA IMAGE TRANSMISSION	coordination de l'opération Collèges au cinéma pour l'année 2021				78 500,00 €
TRANCHE:P166O001T06 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**78 500,00 €**
00003909	ASSOCIATION LA MAISON THEATRE	réalisation des actions en tant que Centre Ressources de la Pratique du théâtre en amateur				15 000,00 €
TRANCHE:P168O002T07 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**15 000,00 €**
				Total territoire		**93 500,00 €**

395

Soutien au développement culturel des territoires

NON AFFECTE SUR UN TERRITOIRE

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003910	APEI CENTRE ALSACE	réalisation des actions en tant que Centre de Ressources Culture et Handicap				12 000,00 €
TRANCHE:P164O006T06 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**12 000,00 €**

Total territoire	**12 000,00 €**

TOTAL : Soutien au développement culturel des territoires	**12 000,00 €**

OPERA NATIONAL DU RHIN

Convention de partenariat et de financement

2021

Entre, d'une part :

- ***La Collectivité européenne d'Alsace****, représentée par son Président, Monsieur Frédéric BIERRY, dûment habilité par délibération de la Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace du 10 mai 2021,*

ci-après désignée sous les termes « la Collectivité européenne d'Alsace » ;

Et, d'autre part :

- **L'Opéra National du Rhin,** représenté par sa Présidente, habilitée par délibération du 1er mai 2018,19 place Broglie 67000 STRASBOURG,

ci-après désigné sous les termes "l'Opéra du Rhin" ou "l'Opéra" ;

* *

*

Vu le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au Journal officiel de l'Union européenne du 26 juin 2014, notamment son article 53,

Vu le règlement (UE) n°2020/972 du 2 juillet 2020 modifiant le règlement (UE) n° 1407/2013 en ce qui concerne sa prolongation et modifiant le règlement (UE) n° 651/2014 en ce qui concerne sa prolongation et les adaptations à y apporter,

Vu le régime d'aide exempté n° SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, sur la base duquel la présente convention intervient,

Vu le code général des collectivités territoriales, en particulier son article L 1111-4 selon lequel la compétence en matière de culture est partagée entre les communes, les départements et les régions,

Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-3-6-1 du 15 février 2021 relative au rapport budgétaire 2021 : politique de la Culture et du Patrimoine ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021 relative au Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable,

Vu les statuts du Syndicat Intercommunal de l'Opéra National du Rhin de 1978,

Vu le projet portant sur la mise en œuvre d'actions pédagogiques et culturelles en Alsace proposées par l'Opéra National du Rhin en 2021,

Vu la demande de l'Opéra National du Rhin en date du 16 février 2021,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

L'Opéra National du Rhin, organisé en Syndicat Intercommunal avec les Villes de Strasbourg, Mulhouse et Colmar, constitue un pôle à vocation régionale, nationale et internationale de création, formation, production et de diffusion de spectacles lyriques, musicaux et chorégraphiques.

Le projet artistique et culturel de l'Opéra vise à conforter la vocation européenne de l'Opéra et *"en faire un lieu majeur de la scène lyrique européenne"*.

Soucieux d'ouvrir ses portes au grand public, l'Opéra National du Rhin mène de nombreuses opérations en direction de publics diversifiés notamment en participant ponctuellement à des dispositifs européens ou nationaux ('Tous à l'Opéra") ou en menant régulièrement des actions spécifiques (portes ouvertes, visites guidées, stages, ateliers de découvertes...).

Son ancrage territorial à Strasbourg, Mulhouse et à Colmar lui permet d'inscrire son action dans les territoires de l'Alsace, en s'appuyant sur des établissements culturels, d'enseignement, de santé ou de solidarité.

La Collectivité européenne d'Alsace, à travers sa politique culturelle, recherche l'accessibilité de l'offre culturelle sur les territoires pour tous les publics, notamment les jeunes, dans la logique de sa stratégie de réussite éducative déclinée dans le Plan de Réussite Educative pour Tous.

Dans le cadre du présent accord, elle apporte son soutien à l'Opéra National du Rhin pour la mise en œuvre d'actions pédagogiques et culturelles en Alsace en 2021.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit les modalités d'attribution et de versement de l'aide de la Collectivité européenne d'Alsace à l'Opéra National du Rhin, destinée à soutenir la mise en œuvre d'actions pédagogiques et culturelles en Alsace, en 2021 (annexe 1).

ARTICLE 2 – ORIENTATIONS CULTURELLES DE LA COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE ET ACTION CULTURELLE ET PEDAGOGIQUE DE L'OPERA DU RHIN (ANNEXE 1)

Les orientations culturelles de la Collectivité européenne d'Alsace visent à favoriser l'accès à la culture d'un public le plus large possible et inscrire l'action culturelle dans les territoires en encourageant toute initiative contribuant à :

→ l'éducation et la sensibilisation artistique de publics différenciés, notamment ceux relevant des compétences de la Collectivité européenne d'Alsace (collégiens, personnes âgées, relevant de dispositifs de la solidarité…),

→ la valorisation des atouts artistiques des territoires et la structuration culturelle territoriale.

L'Opéra National du Rhin, dans le cadre de son action culturelle et pédagogique, recherche l'accessibilité de sa scène et une compréhension facilitée des arts lyrique, dramatique et chorégraphique par un large public. Dans cette perspective, ses principaux objectifs sont de :

→ provoquer la rencontre autour d'un spectacle entre les arts et le public, susciter des interrogations, des surprises ;

→ participer à l'éducation artistique et culturelle, notamment des plus jeunes et les sensibiliser tant au grand répertoire qu'à la musique contemporaine ;

→ soutenir l'éducation musicale et artistique délivrée dans le cadre scolaire ;

→ initier les publics de demain en leur proposant une culture du spectacle vivant ;

→ répondre de manière toujours plus satisfaisante à sa mission de service public.

Au titre de l'action culturelle et pédagogique qu'il met en œuvre en Alsace en 2021, l'Opéra National du Rhin répond aux orientations culturelles de la Collectivité européenne d'Alsace.

ARTICLE 3 – MONTANT DE L'AIDE DEPARTEMENTALE ET MODALITES DE VERSEMENT

Après examen du budget prévisionnel 2021 de l'Opéra National du Rhin (annexe 2), une subvention maximale de 28 000 € (vingt-huit mille euros) est accordée par la Collectivité européenne d'Alsace à l'Opéra National du Rhin au titre de sa participation à la mise en œuvre d'actions pédagogiques et culturelles en Alsace (annexe 1), notamment en direction des publics relevant des compétences de la Collectivité européenne d'Alsace.

Cette subvention correspond à 0,13 % du budget prévisionnel 2021 de l'Opéra National du Rhin arrêté à la somme de 21 726 611 €.

La subvention accordée dans le cadre de la présente convention devra uniquement être employée par l'Opéra National du Rhin pour réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les projets à dimension pédagogique et culturelle en Alsace, visés à l'article 1 et détaillés en annexe 1.

L'octroi de cette subvention ne donne lieu à aucune contrepartie directe au profit de la Collectivité européenne d'Alsace.

Modalités de versement :

La participation financière au titre de l'exercice 2021 sera versée sous réserve du respect des dispositions de la présente convention par l'Opéra National du Rhin et du règlement budgétaire et financier départemental en vigueur.

La subvention fera l'objet d'un versement unique au cours du second semestre, au vu de la présentation du compte administratif de l'année N-1.

Si le montant des dépenses réelles attestées par l'Opéra National du Rhin est inférieur au montant des dépenses prévisionnelles figurant dans son budget prévisionnel, la subvention

versée par la Collectivité européenne d'Alsace pourra être réduite à due concurrence par décision du Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace.

Dans cette hypothèse, le montant définitif de la subvention, tel qu'arrêté dans les conditions précitées par les services de la Collectivité européenne d'Alsace, sera notifié à l'Opéra par courrier du Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace.

L'Opéra devra alors se conformer, le cas échéant, à la demande de remboursement du trop-perçu de la subvention qui lui parviendra, via l'émission d'un titre de recettes.

En revanche, si le montant des dépenses réelles attestées par l'Opéra National du Rhin est supérieur au montant des dépenses prévisionnelles précitées, aucune augmentation du montant de la subvention départementale ne pourra être sollicitée, le montant de cette dernière étant maximal.

Le montant du soutien financier sera crédité sur le compte bancaire de l'Opéra National du Rhin :

Domiciliation BDF Strasbourg	Code établissement 30 001	Code guichet 00806	N° compte C 672 0000000	Clé RIB 56	Titulaire 06 70 58 Trésorerie principale Strasbourg

Il sera effectué par prélèvement sur l'opération P162O012 Imputation : (1233) 65-657348-311 du budget départemental 2021.

Le comptable assignataire est le Payeur Départemental du Bas-Rhin.

ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION ET VALIDITE DE L'AIDE DEPARTEMENTALE

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, du 1er janvier au 31 décembre 2021.

Elle demeurera en vigueur jusqu'à l'extinction complète des obligations des parties et ne pourra faire l'objet d'aucune reconduction tacite.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DE L'OPERA

L'Opéra National du Rhin s'engage à :

→ faciliter le contrôle par la Collectivité européenne d'Alsace de la réalisation des actions subventionnées, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables,

→ alerter la Collectivité européenne d'Alsace sans délai par courrier en cas d'inexécution ou modifications des conditions d'exécution de la présente convention,

→ aviser la Collectivité européenne d'Alsace de toute modification concernant ses statuts, sa présidence, sa direction administrative, ses coordonnées (postales, bancaires…),

→ faire mention du soutien de la Collectivité européenne d'Alsace dans ses rapports avec les médias et sur tous les supports de communication relatifs aux actions financées avec la mention « avec le soutien de la Collectivité européenne d'Alsace»,

→ associer la Collectivité européenne d'Alsace aux manifestations, spectacles ou évènements relevant de la subvention départementale,

→ fournir à la Collectivité européenne d'Alsace:

avant le 1er septembre 2021 :

→ le compte administratif du dernier exercice et le compte d'emploi de la subvention attribuée en 2020

avant le 31 décembre 2021 :

→ le compte rendu moral et financier du volet alsacien de son action culturelle et pédagogique, réalisée en 2021

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Collectivité européenne d'Alsace pourra suspendre le versement de la subvention, voire en demander le remboursement dans les conditions précisées à l'article 6.

ARTICLE 6 – SANCTIONS

En cas de non-respect des dispositions de la présente convention, d'inexécution ou de modification substantielle de ses conditions d'exécution par l'Opéra National du Rhin sans l'accord écrit de la Collectivité européenne d'Alsace, ou de retard significatif dans son exécution, la Collectivité européenne d'Alsace pourra suspendre le versement de la subvention, voire diminuer son montant ou l'annuler, après examen des justificatifs présentés par l'Opéra National du Rhin, et exiger, le cas échéant, le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

La Collectivité européenne d'Alsace devra en informer l'Opéra National du Rhin par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cependant, aucune diminution ou suspension du versement de la subvention ne pourra être opérée sans que l'Opéra National du Rhin ne soit mis en demeure, par la Collectivité européenne d'Alsace, par lettre recommandée avec accusé de réception, de se conformer à ses obligations ou, à défaut, de présenter ses observations, dans un délai qui ne saurait être inférieur à 15 jours.

ARTICLE 7 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les dispositions des articles 1 et 3 de la présente convention.

Tous les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

ARTICLE 8 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

la Collectivité européenne d'Alsace se réserve la faculté de résilier de plein droit la présente convention, sans préavis ni indemnité, en cas de non-respect, par l'Opéra National du Rhin, de l'une des clauses de la présente convention dès lors que, dans le mois suivant la réception de la mise en demeure par la Collectivité européenne d'Alsace, envoyée par lettre

recommandée avec accusé de réception, l'Opéra National du Rhin n'aura pas pris les mesures appropriées ou sans mise en demeure en cas de faute lourde.

Enfin, la présente convention pourra être résiliée unilatéralement par la Collectivité européenne d'Alsace sur décision motivée par un motif d'intérêt général dûment justifié.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation de l'Opéra National du Rhin en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la Collectivité européenne d'Alsace pourra procéder au paiement prorata temporis de sa subvention, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie de la subvention déjà versée, selon les modalités précisées précédemment pour les sanctions (examen des justificatifs présentés par l'Opéra, information de celui-ci par lettre recommandée avec accusé de réception).

ARTICLE 9 – RESPONSABILITE

L'Opéra National du Rhin met en œuvre les actions visées à l'article 1 sous sa seule responsabilité. En aucun cas, la responsabilité de la Collectivité européenne d'Alsace ne pourra être recherchée à raison de ces actions, pour lesquelles il lui appartient de souscrire les assurances adéquates.

ARTICLE 10 – COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg mais uniquement après épuisement des voies amiables dont la durée est limitée à un (1) mois.

ARTICLE 11 – AUTRES DISPOSITIONS

La présente convention comprend 11 articles et 2 annexes. Elle est établie en deux exemplaires originaux, acceptés et signés par les parties intéressées.

Un exemplaire sera remis à chaque signataire,

Colmar, le

Pour l'Opéra National du Rhin La Présidente	Pour la Collectivité européenne d'Alsace Le Président
Cécile STRIEBIG-THEVENIN	Frédéric Bierry

l'action
pédagogique et culturelle

opéra national du rhin
opéra d'europe

Avec le soutien financier du ministère de la Culture - Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est, de la Ville et Eurométropole de Strasbourg, des Villes de Mulhouse et Colmar, du Conseil régional Grand-Est et du Conseil départemental du Haut-Rhin.

Le Rectorat de l'Académie de Strasbourg et la Direction régionale des affaires culturelles de la Région Grand-Est soutiennent ces actions pédagogiques. Le département jeune public de l'Opéra national du Rhin est membre de Opera Europa.

LES MECÈNES DU JEUNE PUBLIC

- ENGIE direction institution France et territoires
- Rive Gauche Immobilier
- R-GDS

LES PARTENAIRES DU JEUNE PUBLIC

- Association Tôt ou t'Art
- Centre chorégraphique de la Ville de Strasbourg
- Centre de formation des musiciens intervenants
- Conservatoire de Strasbourg et de l'Académie supérieure de musique de Strasbourg - Haute École des arts du Rhin
- Conservatoire de musique, danse et art dramatique de Mulhouse
- CANOPé Académie de Strasbourg
- CROUS
- INSPE d'Alsace
- Jardin des Sciences
- Librairie Kléber
- Librairie La Bouquinette
- Librairie du MAMCS
- Médiathèques de la Ville de Strasbourg - Eurométropole
- Musées de la Ville de Strasbourg
- Musée Unterlinden
- Musée de Mulhouse Sud-Alsace
- Université de Strasbourg
- Université de Haute-Alsace
- Université de Lorraine

- Bibliothèque européenne d'Alsace

et de nombreuses associations étudiantes, sociales et structures culturelles.

À consulter régulièrement operanationaldurhin.eu
rubrique jeune public

SOMMAIRE

INTRODUCTION 4

L'ACTION PÉDAGOGIQUE 6

UN DISPOSITIF ÉLABORÉ 6
UNE SENSIBILISATION LARGE 8

L'ACTION CULTURELLE 16

LE MILIEU HOSPITALIER 16
LE LIEN AVEC LES AINÉS 17
LE MONDE DU HANDICAP 18
LE SECTEUR SOCIAL 19
LE PUBLIC ISSU DE L'IMMIGRATION 21

Contacts 22

introduction

L'Opéra national du Rhin est une structure culturelle de renommée internationale qui a les moyens d'une action régionale forte par son ancrage dans les trois villes de Strasbourg, Mulhouse et Colmar. Il défend avec passion sa politique culturelle et favorise l'accès du plus grand nombre au spectacle vivant, notamment celui des plus jeunes. Cette mission pédagogique se double d'une mission sociale : l'action culturelle s'ouvre à des associations attachées à des publics éloignés. Il s'agit donc d'accompagner ces nouveaux publics dans leur découverte des arts lyrique et chorégraphique en leur donnant des moyens d'appréhender ces univers souvent méconnus. L'Opéra peut être un point de rencontre, tant pour les domaines artistiques qu'il touche, que pour les activités artisanales qui lui sont spécifiques : ateliers de décors, de costumes, de perruques et accessoires qui sont des faire-valoir pour ceux qui sont invités à découvrir la Maison.

Les contacts noués au niveau de l'action pédagogique et culturelle débouchent sur des projets de natures variées, avec des établissements scolaires, des associations, des centres socio-culturels ou encore les centres d'accueil pour enfants. Des projets solides et pérennes, c'est notre volonte et la preuve de l'engagement profond de l'OnR et de son implication dans la vie de la Cité.



Crédit photo : Klara Beck

La saison 2020-2021 à l'heure de la Covid 19

Cette saison a été marquée par le surgissement de ce virus qui a bouleversé les vies de chacun. L'OnR est entré en résistance et a poursuivi ses missions auprès des publics en s'adaptant autant qu'il le pouvait. Si la 1ère vague nous a quasi immobilisés avec l'arrêt complet de l'activité de la Maison, durant la 2ème vague, comme les répétitions, grâce à un protocole sanitaire très strict, pouvaient avoir lieu, des solutions alternatives ont été mises en œuvre : captation des spectacles et diffusions sur les réseaux numériques, visites virtuelles de l'Opéra en visioconférence, rencontres virtuelles avec les professionnels de la maison, etc… L'action pédagogique et culturelle a évidemment été impactée dans sa forme habituelle. Mais nous avons gardé le lien vivant avec les structures.



Crédit photo : Klara Beck

l'action pédagogique

Le spectre du jeune public est large : de l'école maternelle à l'université en passant par des structures de formations professionnelles. Il peut s'étendre par ricochet aux enseignants, au personnel d'encadrement ainsi qu'aux parents qui, parfois, découvrent eux aussi la richesse des arts lyrique et chorégraphique.

Les objectifs sont pluriels :

- Provoquer la rencontre entre artistes et jeunes spectateurs ;
- Susciter chez eux des surprises, des interrogations et développer leur esprit critique ;
- Former et initier le public de demain ;
- Permettre au public dit sensible de s'approprier ces formes d'art ;
- Répondre de manière toujours plus satisfaisante à la mission de service public de l'Opéra national du Rhin.

En permanent questionnement à partir des expériences passées sur les projets à venir, le département jeune public de l'Opéra national du Rhin s'engage de saison en saison à faire de nombreux jeunes specta(c)-teurs des adeptes éclairés de l'opéra et du ballet et, nous le souhaitons, le public de demain.

UN DISPOSITIF ÉLABORÉ

les outils pédagogiques

Différents documents pédagogiques, accessibles en ligne, sont mis à la disposition des enseignants pour poser la première pierre à l'édifice d'une découverte de l'Opéra.

les dossiers pédagogiques

Les dossiers de présentation des spectacles comportent un résumé de l'argument et des thèmes et activités à exploiter selon les niveaux.
Un dossier préparatoire pour chaque visite est proposé : théâtre, ateliers de décor, réserve de costumes, Ballet et Centre chorégraphique national y sont décrits de façon complète et détaillée. D'autres dossiers sont également disponibles tels que : « Les costumes et leurs secrets », « La confection d'un costume », « Assister à une répétition », « Les étapes traditionnelles de réalisation d'un opéra », « Les Muses de l'Opéra », «La voix à l'Opéra» ou «L'éclairage à l'Opéra».
L'ensemble de ces dossiers, dont la collection s'étoffe au fur et à mesure, a pour objet d'accompagner les enseignants dans leur démarche et représente un apport important pour tous les curieux.

les fiches métiers

Ces fiches qui présentent divers métiers de l'OnR s'inscrivent dans le même objectif que celui des dossiers pédagogiques.

les valises pédagogiques

La valise « décors » : une maquette de scène à manipuler et des extraits de vidéos permettent l'approche de la fabrication des décors et leur utilisation sur scène.
La valise « toile peinte » : présentation des outils et des techniques qu'utilise le peintre en décors.
La valise « costumes » contient des échantillons de tissus et des outils, des costumes et des maquettes à exposer.
Ces valises pédagogiques ont été conçues afin de mieux comprendre les étapes de la réalisation d'un spectacle, le fonctionnement d'une scène, de la machinerie de théâtre...

les dvd et cd

«Mille et un métiers d'Opéra», «Deux voix, deux chanteurs», «Enquête sur la glotte», «Le Danseur» et trois autres volumes constituent une compilation de reportages réalisés sur les métiers et les ateliers de l'Opéra à laquelle s'ajoute une interview de Mireille Delunsch, une chanteuse lyrique qui présente son métier.

les éditions pédagogiques

Quatre documents bilingues (français / allemand), ont été réalisés en collaboration avec l'INSPE d'Alsace, la Pädagogische Hochschule de Karlsruhe et le CRDP d'Alsace. ils permettent une aide au montage d'un projet pédagogique par des propositions pratiques.

Les livres édités par l'Opéra

«Enquête à l'Opéra» et «Le Métier de Mathis» abordent, au fil d'une histoire, les métiers de l'Opéra. Ont également été édités «Ali Baba», «Aladin», «Le Chat botté», «Blanche-Neige», «Cendrillon», «La Belle au bois dormant» et «Amirah ou la Princesse intrépide» pour accompagner les enseignants dans leur approfondissement de l'œuvre.

les parcours pédagogiques

Au-delà des divers supports exposés ci-dessus, le département jeune public propose d'enrichir les parcours pédagogiques en fonction du projet et du niveau des élèves. Il est envisageable de :

- Visiter l'Opéra de Strasbourg, La Filature ou le Théâtre de la Sinne à Mulhouse ou encore le Théâtre municipal de Colmar ;
- Visiter le Centre chorégraphique national à Mulhouse ;
- Visiter les ateliers de fabrication de décors et la réserve de costumes à Strasbourg (quartier de la Meinau) ;
- Assister à une répétition d'opéra, de danse ou à la classe du Ballet à Strasbourg, Colmar ou Mulhouse ;
- Bénéficier d'une intervention en classe d'un artiste du Chœur ou de l'Opéra Studio ;
- Organiser une intervention ou un atelier de pratique avec un danseur spécifiquement formé dans le cadre d'un projet autour du Ballet.

les projets

Ils peuvent s'étendre sur un, deux, trois trimestres ou, pour certains, sur plusieurs années et concernent une classe, une école ou un Réseau d'Éducation Prioritaire. Les projets sont variés et uniques. La diversité des activités et des métiers de la maison sont autant de clés d'entrée pour initier les nouveaux publics à la découverte du monde de l'Opéra.
À l'exception des billets pour le spectacle (tarif scolaire), les activités proposées sont gratuites.

UNE SENSIBILISATION LARGE

les Réseaux d'Éducation Prioritaire

Colmar • Mulhouse • Strasbourg

Dans un souci constant d'ouverture et de décloisonnement de la culture, nous avons à cœur d'initier les enfants de quartiers dits « sensibles », scolarisés dans des Réseaux d'Éducation Prioritaire, aux arts lyrique et chorégraphique. Réticents pour certains en début de projet, ils deviennent bien souvent des spectateurs assidus au fil des saisons. La réussite de tels projets est, pour beaucoup, due à l'énergie de professeurs passionnés et pleinement investis dans leur mission de transmission.

Exemple de collaboration :
• Le Réseau d'Éducation Prioritaire Pfeffel de Colmar est engagé depuis 2007 dans un partenariat culturel très riche avec l'Opéra national du Rhin. Chaque saison, les élèves découvrent l'art lyrique, le théâtre, la danse, de manière vivante et interactive aux portes de leur quartier.

• Une collaboration avec le collège Erasme de Hautepierre débute en 2021 ayant pour objectif la découverte des métiers de l'Opéra. Un programme autour des visites des ateliers de constructions des décors, du bâtiment de l'Opéra, de rencontres avec les artisans et techniciens de la maison est organisé.

Ce projet est soutenu par le mécène ENGIE-direction institution France et territoires.

Les objectifs sont multiples :
• Permettre à des élèves du collège et des écoles élémentaires du Réseau d'Éducation Prioritaire Pfeffel d'assister à des spectacles d'opéra et de ballet. Ce projet s'inscrit dans le Contrat d'Objectifs Scolaires du réseau dans le cadre de l'ouverture culturelle ;
• Travailler ensemble sur des projets communs dans le cadre de l'inter-degré écoles élémentaires et collèges ;
• Favoriser l'acquisition des compétences langagières (capacité d'écoute, expression orale et écrite) ;
• Rendre concrète et vivante l'acquisition de savoirs.

le projet Tab Lab et l'Opéra national du Rhin

Strasbourg

Tab Lab a pour but l'expérience d'une exploration sensible par l'utilisation des nouveaux outils numériques et propose une analyse des lieux culturels à travers leurs coulisses et leurs fabriques. S'en suit une restitution sous forme de film avec un point de vue et le regard du cinéma documentaire où le public de Tab Lab est placé au centre du projet artistique et pédagogique. Conçu et dirigé par Serge Fretto, auteur-réalisateur, scénariste et intervenant pédagogique en cinéma et audiovisuel, Tab Lab a pour structure porteuse du projet l'agence Les bruits de la lune.
Les participant.e.s se rendent dans un lieu culturel, explorent le lieu, observent et rencontrent les professionnel.le.s des métiers artistiques et techniques. Tout cela forme le contenu d'ateliers sonores et photographiques.
L'Opéra national du Rhin, inséré dans ce dispositif en 2019 poursuit sa collaboration au travers d'un nouveau projet ciblant des jeunes adultes pour faire une étude des ateliers de construction de décors à la Meinau.

pass culture

Strasbourg

Le Ministère de la Culture a lancé en novembre 2018 une expérimentation du projet présidentiel « Pass Culture » qui dote d'un montant de 500 € tout jeune âgé de 18 ans afin qu'il puisse acquérir des biens culturels pour une période de deux ans.
Des offres gratuites sont également répertoriées afin de promouvoir et de rendre visible les établissements culturels faisant partie du dispositif.
Il nous tient à cœur d'inciter les jeunes à venir par eux-mêmes dans les murs de l'Opéra du Rhin. Nous souhaitons inviter ces jeunes à mieux connaitre le processus de création d'une production d'opéra ou de ballet.

le projet pédagogique Bal en Liance 2021 / *Maria de Buenos Aires*

Strasbourg

Depuis toujours, le programme de l'Opéra national du Rhin donne une place importante aux jeunes publics. Des activités pédagogiques accompagnent les élèves et les enseignants dans la rencontre avec les artistes et les œuvres. Bruno Bouché, Directeur artistique du CCN–ballet de l'opéra national du Rhin souhaite développer son action pédagogique par des initiatives où les enfants sont au centre des projets.
L'action nationale Bal en Liance de l'OCCE a vu durant la saison 2017/2018 sur le territoire mulhousien. La mise en synergie des projets du CCN–ballet de l'opéra national du Rhin et de l'OCCE 68 a permis l'écriture d'un projet commun qui s'est concrétisé par un bal en mai 2018 à la Filature, scène nationale de Mulhouse.

Dans le cadre de la saison 2018/2019 et du festival Arsmondo Argentine, Bruno Bouché, a invité Mathias Tripodi à la mise en scène de la nouvelle création chorégraphique de *Maria de Buenos Aires*. En parallèle de cette création, le chorégraphe a initié quatre classes à l'univers du tango sur le territoire de Colmar.

Pour la saison 2019/2020, Bruno Bouché a invité le chorégraphe Bruno Benne de la compagnie Beaux-Champs, à travailler en collaboration avec Béatrice Massin, chorégraphe de la création *le Joueur de Flûte*. La synergie de ce travail devait être à l'origine d'une réflexion autour de la danse baroque afin de mettre en œuvre un bal avec des établissements scolaires du territoire colmarien.

Suite à l'épidémie de covid-19, le projet initial de Bal en Liance a rebondi et s'est orienté vers une nouvelle formule : Bal en Liance #Baroque . Les partenaires ont ainsi décidé de créer un nouveau projet de collaboration à partir de tutoriel envoyé aux élèves par l'artiste, les invitant à créer leurs vidéos. À partir de leurs expériences, rassemblant leurs inspirations et leurs créations, le CCN– Ballet de l'Opéra national du Rhin a produit une restitution du travail pédagogique sous la forme d'un bal à travers la création d'une vidéo commune.

Saison 2020/2021 : Bal en Liance 2021–*Maria de Buenos Aires*

Fort de ses expériences réussies, le CCN–Ballet de l'opéra national du Rhin et l'OCCE 67 ont décidé de reconduire le projet sur le territoire strasbourgeois.
Entrée au répertoire du Ballet de l'Opéra national du Rhin en 2018, la production *Maria de Buenos Aires* imaginée par Mathias Tripodi revient cette saison pour célébrer le centenaire de la naissance du compositeur argentin Astor Piazzolla, père du Nuevos tango.

A partir du mois de janvier 2021, 8 séances par classe seront programmées avec le chorégraphe.
Le projet fédérateur concernera quatre classes (2 CM2, 2 6ème) du territoire strasbourgeois choisi pour favoriser leur rencontre et développer une dynamique autour d'échanges possibles : lien vers cycle 3, rencontres de classe de secteur REP+ et classes de centre-ville, échanges de pratiques interdisciplinaires entre professeur.e.s.

Temps forts

–pour les équipes pédagogiques, le parcours artistique a démarré le 16 décembre 2020 à l'Opéra national du Rhin par une formation organisée par la DAFOR (rectorat), en partenariat avec l'OCCE, le CCN-BOnR et la DAAC avec la participation de Bruno Bouché, Directeur artistique et Matthias Tripodi , chorégraphe.

– le rendez-vous à l'Opéra national du Rhin en avril 2020.
Les quatre classes assisteront à une représentation de *Maria de Buenos Aires*.

–Pour les élèves et les équipes pédagogiques, un Bal qui permettra la rencontre, les échanges, qui fera le lien de tous les ateliers suivis par les élèves.

-Pour les élèves et tous les publics, une Milonga- Bal en Liance ouverte à tous sur le parvis de l'Opéra national du Rhin le samedi 17 avril 2021 à 15h.

les lycées professionnels

Mulhouse • Strasbourg

L'action pédagogique de l'Opéra national du Rhin passe aussi par la sensibilisation des jeunes aux métiers de l'Opéra, à leurs spécificités et leur diversité, des ateliers de décors aux ateliers de perruques et maquillages, en passant par la machinerie ou la régie.
Nous travaillons notamment avec :

- Les sections « coiffure » des lycée Jean Geiler et Jean Rostand / Strasbourg;
- La section « sanitaire et sociale » du lycée Oberlin / Strasbourg ;
- La section «métiers de la mode» du lycée Jean Rostand / Strasbourg ;
- Le lycée professionnel du Rebberg / Mulhouse , Section aide à la personne;
- Le lycée Polyvalent et CFA Emile Mathis / Schiltigheim.

l'enseignement supérieur
Colmar · Mulhouse · Strasbourg

L'Opéra national du Rhin remplit une mission de formation auprès d'étudiant.e.s dont le cursus universitaire est proche des arts, de la musique, de la danse ou de la gestion culturelle, mais aussi dans le cadre de la sensibilisation des publics en général, à travers des partenariats avec associations, centres ou organismes en lien direct avec le réseau étudiant. Par ces partenariats divers, les étudiant.e.s découvrent l'Opéra.

Quelques exemples de formations partenaires :
• Arts et musique : Centre de formation des musiciens intervenants de Sélestat, Conservatoire de Strasbourg, Conservatoire de Mulhouse, HEAR, Université de Strasbourg et Université de Mulhouse.
• Enseignement : INSPE Strasbourg, INSPE Colmar

la licence Arts du spectacle de l'Université de Strasbourg
Strasbourg

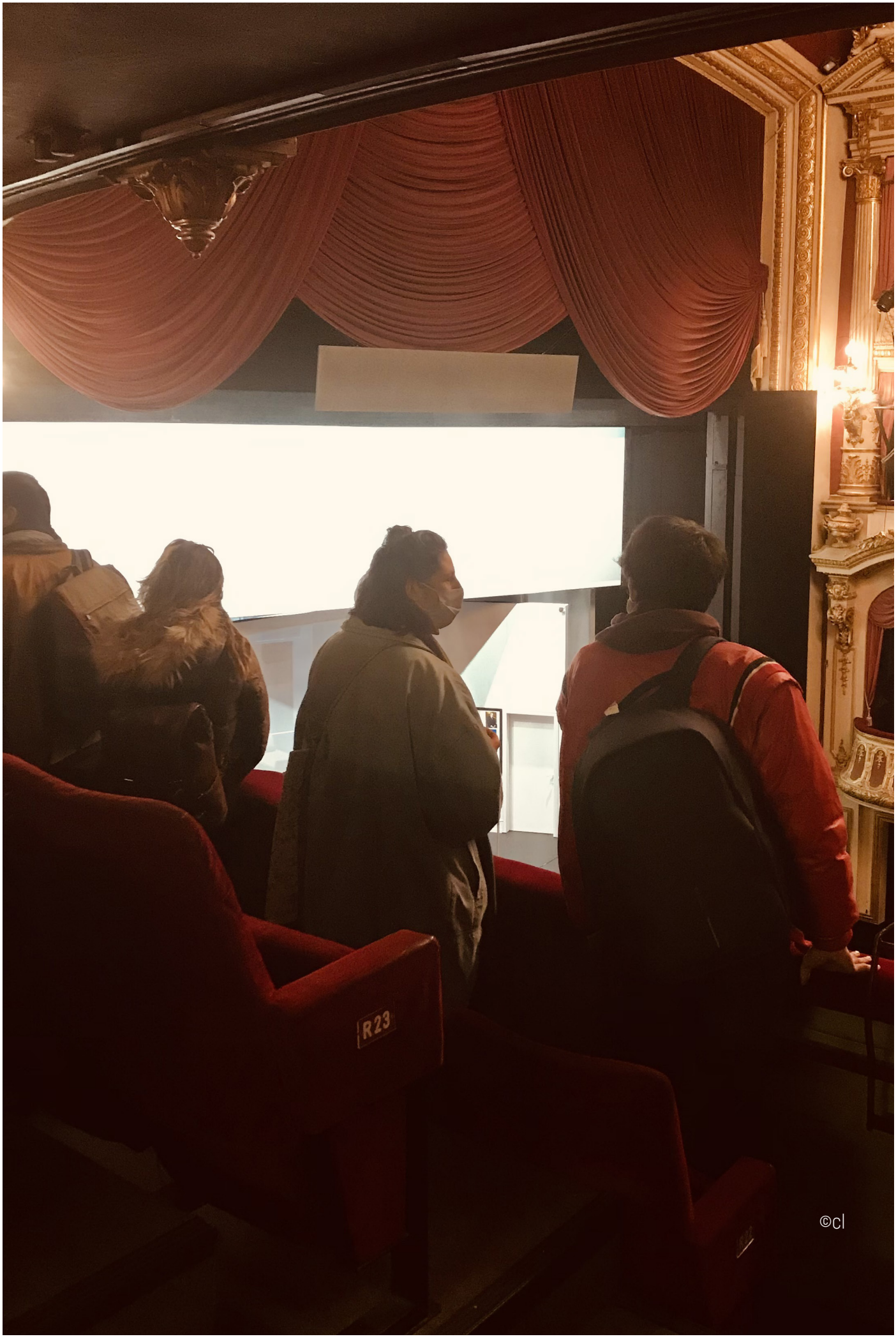
Les étudiant.e.s sont formé.e.s à l'art lyrique et à la danse à travers un cours sur la structure, sur l'art qu'elle abrite, et sur les professionnel.le.s qui la font vivre. Ces derniers interviennent pour présenter leur travail et montrer leur investissement dans la production d'un spectacle. Cet enseignement, intitulé «Découverte du monde professionnel» représente une formation de deux heures par semaine, de septembre à novembre, soumise à évaluation. Le département jeune public assure cette option.
Intervenants : Responsable du département jeune public · Chef de service costumes · Ateliers décors · Responsable machiniste · Régie de scène · Administration artistique · Régisseur et direction des chœurs · Chef de service coiffure - maquillage et accessoires · Communication · Production · Chargé de Développement des missions du CCN Ballet de OnR · Éclairagiste · Coordination · Ressources musicales.
Pour l'année 2020, cet enseignement a été dispensé à 30 étudiant.e.s en partie en visioconférence mais aussi en présentiel, le lien est maintenu par delà la fin du cours par des rendez-vous réguliers.

l'école d'architecture de Strasbourg
Strasbourg

Des étudiant.e.s en scénographie avec leur professeur et scénographe Philippe Miesch, d'ordinaire accueilli.e.s pour étudier, le temps d'une matinée à l'Opéra, l'aspect technique de la scène, ont pu bénéficier d'une visite virtuelle et d'un échange en visioconférence. Par ailleurs, deux rendez-vous leur ont été donnés : l'un pour aborder, de la maquette à la réalisation, le processus de fabrication aux ateliers de construction de décors et l'autre, parce qu'il s'agit d'un bâtiment historique mais avant tout d'un bâtiment qui accueille du spectacle vivant, d'assister à une représentation dès que la situation sanitaire le permettra.

Haute Ecole des Arts du Rhin - Scénographie
Strasbourg

Avec leur professeur Pierre André Weitz - scénographe lui-même- des étudiant.e.s ont effectué une visite de la scène avec présentation d'un extrait de la présentation de maqueete de *Samson et Dalila,* opéra dont les représentation ont eu lieu en octobre.


R23
©cl

Le CROUS
Strasbourg

L'Opéra national du Rhin s'associe depuis 2016 au CROUS de Strasbourg qui organise un « parcours spectacle vivant » comprenant plusieurs structures culturelles de la ville et destiné aux étudiant.e.s peu familiers du monde du spectacle. Une rencontre avec un danseur, une visite de l'Opéra, l'accès à des répétitions sont également proposés. Les étudiant.e.s ont donc l'opportunité de découvrir les arts lyrique et chorégraphique d'une part, et d'autre part, le travail en amont d'une représentation, avec les répétitions proposées.
En 2017 / 2018, la démarche s'est traduite par la mise à disposition de 16 places offertes par le CROUS pour *Forsythe - Kylian - Scholz*, après avoir assisté à la classe du Ballet, ainsi que pour l'opéra *Werther*.
En 2018 / 2019, la démarche est reconduite : 15 places offertes par le CROUS pour *Spectres d'Europe*, après avoir assisté à la classe du Ballet, le jour-même.

En 2019/2020: 50 étudiant.e.s assistent à l'opéra *Rusalka* le 24 octobre, après en avoir, deux jours avant vu une répétition.

En 2020/2021, le partenariat se poursuit sur le même format.
Malheureusement le contexte sanitaire ne permet pas aux étudiant.e.s de venir au spectacle. Le format se réinvente de façon virtuelle en invitant ces spectateurs à visionner les captations des différents spectacles de la saison. Cela a été le cas pour *Hansel et Gretel*, *Spectres d'Europe#3*, *danser Mozart au XXIème siècle*. Et pour que le lien reste vivant, la visite virtuelle de l'Opéra leur est proposée ainsi qu'un moment d'échange à l'issue

l'université de la danse
Mulhouse • Strasbourg

Le Centre chorégraphique national de l'Opéra national du Rhin propose une rencontre autour de la danse sur les campus strasbourgeois à l'occasion de chaque production de la saison. Elle permet de découvrir et d'analyser les clés de chaque spectacle dans un rapport direct et convivial.

Cette année encore, des conférences dansées à destination des étudiants étaient prévues à Mulhouse et à Strasbourg autour des productions *Spectres d'Europe#3, Les Ailes du Désir et Maria de Buenos Aires.*

la guinguette culturelle
Strasbourg

Pour être au plus proche du milieu universitaire, l'Opéra national du Rhin se rend tous les ans au Restaurant universitaire de l'Esplanade du CROUS à la rencontre d'un public en devenir. À cette occasion des places pour une production de la saison sont offertes et surtout, des échanges se créent autour du thème de l'Opéra : la sensibilisation est directe.

Le jeudi 15 octobre 2020 cette rencontre festive devait se tenir au Restaurant universitaire du quartier Esplanade et des places devaient offertes pour le ballet *Spectres d'Europe#3*. Malheureusement, cet évènement a dû être annulé.

Avec le SUAC (Service Universitaire de l'Action Culturelle),des visites et autres rendez-vous, notamment avec le BOnR sont organisés, sous forme distancée à cause de l'épidémie: visionner le film de la captation de *Danser Mozart au XXIème siècle,* échanger avec les chorégraphes de la production Rubén Julliard/Marwik Schmitt, assister à la classe du Ballet...

.Strasbourg aime ses étudiants

Strasbourg

Chaque année, une visite de l'Opéra de Strasbourg est proposée à environ 50 étudiant.e.s, dans le cadre de « Strasbourg aime ses étudiants ».

les stages d'étudiant.e.s au sein de l'Opéra national du Rhin

Mulhouse · Strasbourg

De nombreux étudiant.e.s sont accueillis dans les locaux de l'Opéra national du Rhin au sein de divers services. Ainsi, des stages d'observation ou des stages aux missions bien spécifiques peuvent être proposés lors de courtes périodes. Des missions plus globales sont également offertes à certains étudiant.e.s lors de stages professionnels de 2 à 6 mois. En raison du Covid19, cette pratique a dû être suspendue mais sera reconduite dès que possible.

le développement des partenariats avec le public étudiant

Strasbourg

L'Opéra national du Rhin poursuit une mission d'ouverture auprès du public étudiant, notamment à travers des actions que nous avons à cœur de pérenniser. De plus, le tarif par spectacle pour les étudiants détenteurs du Pass Campus et donc de la Carte Culture est de 6€.

création de nouveaux partenariats :

Strasbourg

Cette saison, bien que compliquée, a vu naître une nouvelle collaboration avec APOGEE Culture, association étudiante rattachée au Master 2 « politique et gestion de la culture » de Sciences Po Strasbourg. Une rencontre virtuelle avec notre directeur de scène a été organisée en attendant de pouvoir les accueillir au spectacle.
Une saison normale peut nous voir accueillir en moyenne 4 nouveaux partenariats.

le cadre associatif

l'Association de la Fondation Étudiante pour la Ville

Mulhouse · Strasbourg

L'Afev a pour mission de lutter contre les inégalités dans les cités populaires. Elle crée des binômes étudiant.e.s – jeunes issus des quartiers en vue de soutien scolaire mais aussi d'ouverture culturelle. Enfants, et parfois aussi étudiants, découvrent un nouveau monde.
Depuis la rentrée 2016, l'Opéra national du Rhin s'associe à la démarche de l'Afev Strasbourg avec cette volonté commune de faire découvrir l'Opéra aux enfants et étudiant.e.s de l'association. Les actions de la saison 2020-2021 auraient dû s'articuler autour des actions suivantes et se sont transformées en activités dématérialisées.

- Visite de l'Opéra , finalement réalisée à distance.
- Répétition de *Hansel & Gretel* pour les étudiant.e.s bénévoles
- Venue à la représentation de *Gretel & Hansel* pour les binômes étudiant.e.s/enfants
- Répétition de *La Mort à Venise* pour les étudiant.e.s bénévoles
- Prégénérale ou Générale de *La mort à Venise* pour les étudiant.e.s bénévoles
- Répétition de *Hémon* pour les étudiant.e.s bénévoles et les collégien.ne.s accompagné.e.s
- Générale de *Hémon* pour les binômes collégien.ne.s-étudiant.e.s et 1 parent possible par jeune
- Venue à *Cenerentolina* pour les binômes enfants-étudiant.e.s .

Pour préparer au mieux les étudiant.e.s en amont, nous les avons également conviés à la pré-générale de *Samson et Dalila* afin qu'ils se familiarisent avec l'Opéra avant d'initier, à leur tour, les enfants. Nous leur avons également fourni tous les documents pédagogiques qui sont indispensables à une bonne préparation.

Ce projet est soutenu par le mécène Rive Gauche Immobilier

A compter de la saison 2020/2021, l'antenne du Haut-Rhin rejoint le dispositif.

la sensibilisation des enseignant.e.s

Plan Académique de Formation

Mulhouse · Strasbourg

En partenariat avec la DAAC, le Rectorat et l'Inspection Académique, deux journées de sensibilisation par saison à l'opéra et au ballet sont organisées. En moyenne, 60 enseignant.e.s sont ainsi invité.e.s à une initiation leur permettant de découvrir les bases pour monter un projet interdisciplinaire : exploitations pédagogiques multiples et ludiques, valorisation des métiers artistiques et techniques.
Le mardi 8 juin 2021, la journée se développe autour de l'activité du Ballet de l'Opéra national du Rhin, avec une découverte de la classe du Ballet, la participation à un atelier de pratique , une rencontre avec des danseurs de la compagnie et pour finir la participation à la représentation scolaire de *Danser Mozart au XXIème Siècle.*
Le lundi 7 juin 2021, la journée se déroule autour des métiers de l'Opéra et des ressources à exploiter pour transmettre le goût de l'art lyrique aux enfants

le parcours découverte de l'INSPE Strasbourg

Strasbourg

30 élèves-enseignant.e.s de l'INSPE de Strasbourg participent chaque année à un parcours découverte comprenant plusieurs actions de travail autour de l'Opéra. Cette saison le projet s'articule autour du Ballet *Maria de Buenos Aires* et de l'opéra *La Mort à Venise* réalisée en direct en visioconférence.
Mercredi 14 avril

- Visite de l'Opéra et échange sur le mode d'emploi de la collaboration avec l'OnR ;
- Atelier de pratique avec Pasquale Nocera ;
- Visite des Ateliers de construction de décors, proches de l'INSPE Strasbourg

Vendredi 16 avril

- Venue à la représentation scolaire *Tango !* ;
- Venue à la classe du Ballet ;
- Venue à la représentation Tout Public de *Maria de Buenos Aires* ;
- Échange à la fin du spectacle avec les danseurs.



Crédit photo : Klara Beck

l'action culturelle

L'Opéra national du Rhin mène chaque saison de nombreux projets d'action culturelle poursuivant ainsi une mission sociale d'ouverture à tous les publics, particulièrement à celles et ceux qui témoignent l'envie de découvrir l'opéra mais qui, pour diverses raisons, en sont éloignés. L'objectif est de les accompagner dans ce parcours d'initiation en leur donnant les moyens d'appréhender cet univers souvent inconnu.

Bien entendu, chaque projet est unique et la venue au spectacle reste l'élément fondateur de tout projet de sensibilisation.

LE MILIEU HOSPITALIER

culture à l'hôpital

Strasbourg

En 1999, les ministères de la culture et de la santé ont signé la Convention « Culture à l'hôpital » qui vise à favoriser l'action culturelle au sein des établissements de soins. Par la suite, des agences régionales de l'hospitalisation et des DRAC ont elles-mêmes signé ce type de conventions. C'est le cas en Alsace en 2004. Cette convention permet de créer des jumelages entre des structures culturelles et hospitalières.
C'est précisément dans ce cadre que s'inscrit le partenariat entre l'Opéra national du Rhin et l'Établissement Public de Santé Alsace Nord (EPSAN), lancé en 2005 ansi que le Service de Psychiatrie de l'Enfant et de l'Adolescent (SPEA) .
Il a pour ambition de favoriser la découverte de la musique classique, de l'opéra et du ballet aux patients adultes et enfants pris en charge par l'EPSAN.
L'EPSAN réunit plusieurs centres psychothérapiques pour enfants et adolescents du Bas-Rhin. Ces centres regroupent des centres d'accueil thérapeutique à temps partiel et des hôpitaux de jour sur les secteurs de Schiltigheim, Haguenau, Saverne et Wissembourg. Le SPEA concerne les HU de Strasbourg. Les publics pris en charge ont des pathologies variées, plus ou moins graves et certains enfants sont scolarisés. Nous les accueillons lors des spectacles et des interventions, sous forme d'ateliers de pratiques, peuvent être menées sur places.

L'association «Aline sourit à la vie»

Strasbourg

L'association «Aline sourit à la vie « s'occupe d'égayer le quotidien des enfants malades du cancer ainsi que de ceux ayant des maladies non-reconnues, de répondre à leurs besoins , de réaliser leurs rêves , le tout en y incluant les familles. L'association agit dans le Grand Est et dans toutes les régions de France, là où elle est sollicitée. C 'est en mobilisant les uns et les autres, qu'elle parvient à mettre des bonheurs en place, et de permettre aux familles de garder le sourire avec la force de se battre sans relâche chaque jour.
Pour la saison 2020-2021, un parcours à distance a été imaginé pour garder le lien. C'est ainsi que ces enfants pourront voir le film tiré de la captation du spectacle jeune public *Gretel et Hansel* à l'issue duquel ils pourront poser toutes leurs questions lors d'un échange avec les chanteurs de l'Opéra Studio

Ce projet est soutenu par le mécène R-GDS.

les instituts spécialisés

Mulhouse • Strasbourg

En accord avec les éducateurs .trices et les soignant.e.s de ces structures, nous mettons en place des projets de sensibilisation au spectacle vivant – opéra et ballet – afin d'éveiller la curiosité de ces enfants et adolescent.e.s en difficulté, et de développer leur sensibilité musicale.
Les structures concernées :

- les Instituts thérapeutiques, éducatifs et pédagogiques Saint-Charles à Schiltigheim et La Forge à Wintzenheim scolarisent des enfants présentant des troubles sévères du langage ;
- Service de psychothérapie pour enfants et adolescent.e.s de l'Elsau : suivi d'enfants et d'adolescent.e.s atteints de troubles autistiques, psychotiques ou névrotiques et de retard mental.

LE LIEN AVEC LES AINÉS

les maisons de retraites

Strasbourg

Les EHPAD (anciennement maisons de retraite médicalisées) sont des lieux de vie adaptés au rythme des résidents qui y bénéficient d'une prise en charge globale et personnalisée.
L'Abrapa gère aujourd'hui 13 établissements sur le département du Bas-Rhin avec une offre globale de 1073 lits dont 15 en hébergement temporaire et 93 en unité de vie protégée (pour personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou troubles apparentés).
En raison du Covid19, les interventions in situ ont été impossible. Nous avons alors filmé une visite augmentée de l'Opéra que les résidents de l'Abrapa Neudorf ont pu vivre de façon virtuelle. S'en est suivi un échange en visioconférence. Sont programmées ensuite une rencontre avec les artistes du Choeur, des visionnages de spectacles enregistrés comme *Gretel et Hansel* ou *Danser Mozart au XXIème Siècle* agrémenté d'un échange avec les artistes et les chorégraphes .

APALIB - espace bel âge et la maison du temps libre

Colmar • Mulhouse

L'Opéra s'engage à favoriser l'accès à la culture musicale de personnes âgées en vue de permettre le maintien des liens sociaux, de favoriser l'épanouissement individuel.
Cette démarche se traduira par une proposition pour une viste virtuelle de l'Opéra avec un temps d'échange à l'issu avec les résidents. Les bénéficiaires pourront au préalable avoir eu un échange préparatoire avec la Médiathèque du Haut-Rhin. (Bibliothèque européenne d'Alsace depuis le 1er janvier 2021)

association Diaconat Bethesda

Mulhouse

Dans le cadre du projet « Culture et Solidarité » l'EHPAD Bethesda souhaite emmener ses résidents vers le spectacle vivant. Proposition leur est faite des les accueillir à la Filature pour assister à l'opéra *Alcina* de Haendel le dimanche 13 juin à 15h et *Madame Butterfly* de Puccini, le dimanche 4 juillet à 17h . Un rendez-vous pour visiter virtuellement l'Opéra de Strasbourg est également offert.

LE MONDE DU HANDICAP

l'association Adèle de Glaubitz

Strasbourg

L'Opéra national du Rhin entretient une collaboration avec des institutions qui accueillent, entre autres jeunes, des enfants en situation de déficience visuelle et auditive. Nous accompagnons ces jeunes spectateurs en leur permettant notamment de s'approprier les décors par le toucher avant le début du spectacle.
Un projet se poursuit depuis plusieurs années avec élèves en situation de déficience visuelle de l'Association Adèle de Glaubitz Neuhof.
Pour la saison 2020-2021, les enfants en situation de déficience visuelle et auditive devaient assister à l'opéra *Gretel et Hansel.*

fondation Le Phare / Illzach

Mulhouse

Dans le cadre du projet Bulles, un projet autour du ballet a été initié en collaboration avec l'Espace 110 d'Illzach pour un groupe de la Fondation Le Phare (Institut pour personnes en situation de déficience sensorielle et dysphasiques)

l'AAPEI

Strasbourg

L' association de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis a pour missions :

- Pour les parents: d'accueillir et de soutenir moralement, de conseiller, d'informer et de former, de développer l'esprit d'entraide et de solidarité entre les familles et de les aider à assumer leur rôle de parents d'un enfant différent.
- Pour les enfants, adolescents et adultes de faire reconnaître par tous le droit au respect et à la dignité, de promouvoir et de gérer des services et structures adaptés pour répondre à leurs besoin d'accompagnement, d'éducation, d'insertion et de leur permettre de s'épanouir pleinement et quotidiennement dans la Cité.

Un programme pédagogique autour de l'opéra jeune public *Gretel & Hansel* et du ballet *Les ailes du Désir* a été développé pour eux autour de rencontres,échanges et atelier de pratique suivies par la venue aux spectacles.

LE SECTEUR SOCIAL

Les associations

Tôt ou t'Art

Colmar • Mulhouse • Strasbourg

Depuis de nombreuses années, l'Opéra national du Rhin s'engage à favoriser l'accès à la culture musicale des personnes en parcours d'insertion sociale et professionnelle dépendant des structures d'insertion adhérentes à l'association Tôt ou t'Art sur toute la Région Grand-Est.
En suscitant rencontres et échanges, en ouvrant le champ de vision, cette association veille à permettre aux personnes en insertion de participer à la vie de la Cité et d'exercer effectivement leur citoyenneté, de faire l'apprentissage de repères au quotidien, de recréer le lien avec un environnement social, familial et culturel, et de retrouver une dynamique de vie.
Chaque saison, nous mettons à la disposition de l'association plus de 350 places de spectacle (opéras, ballet et récitals) au tarif préférentiel de 3€ que l'association propose à ses adhérents au même tarif.
Parce-que notre collaboration ne se limite pas à la venue au spectacle, nous montons également des projets avec des associations membres de Tôt ou t'Art qui témoignent l'envie de découvrir l'opéra et le ballet autrement, à travers des rencontres avec les artistes, des visites ou des répétitions.

Ainsi, à Colmar, le projet «Si la culture m'était contée» se déroule avec des associations en lien avec Tôt ou t'Art :

- l'IME Saint Joseph avec des adolescents présentant des déficiences visuelles,
- le CADA qui accueille des primo-arrivants
- le service addictologie de l'hôpital de Colmar

Une assemblée s'est tenue pour la présentation des productions de l'OnR données à Colmar parmi lesquelles un choix «coup de coeur» a été fait et a donné lieu à un atelier d'écriture. Une proposition est faite de regarder le film de la captation du ballet *Danser Mozart au XXIème Siècle* suivi d' un échange avec les chorégraphes et le visionnage de la classe en visioconférence.

Ithaque

Strasbourg

Cette structure accueille des personnes en proie à des addictions diverses . L'équipe d'éducateurs, de médecins et de psychologues travaille à leur progression vers l'indépendance, notamment en relation avec les partenaires sociaux. C'est dans une démarche de réintégration sociale, de partage et de moments de culture que nous nous inscrivons, en développant des rencontres au siège de la structure, des visites de l'Opéra, la venue à des répétitions et aux générales.
Cette saison, des membres de l'association ont été invités à la répétition prégénérale de *Samson et Dalila* et à visionner la captation de *La Mort à Venise.*

le refuge

Strasbourg

De jeunes adultes rejetés par leur famille du fait de leur homosexualité sont hébergés dans des appartements de l'association. L'Opéra national du Rhin les invite, ainsi que les bénévoles qui les accompagnent, à découvrir opéras et ballets au travers de répétitions. Depuis près de 5 ans, ils ont l'occasion de visiter les coulisses de l'Opéra et de rencontrer des professionnel.le.s de la Maison avec lesquels ils échangent sur leurs différents parcours professionnels. Cette année, les membres de cette association ont été conviés à la répétition prégénérale de *Samson et Dalila* et à visionner la captation de *La Mort à Venise.*

centre d'information sur les droits des femmes et des familles / Site Haguenau

Strasbourg

Le CIDFF du Bas-Rhin exerce une mission d'intérêt général confiée par l'État dont l'objectif est :

- D'informer sur les droits des femmes
- De favoriser leur autonomie sociale, professionnelle et personnelle .
- De promouvoir l'égalité.

Le CIDFF est aujourd'hui un « réseau expert » sur les droits des femmes et des familles et sur l'égalité entre les femmes et les hommes. Grâce au maillage territorial ainsi qu'à un large partenariat opérationnel et financier, l'ancrage sur les territoires est fort. Être au plus proche des besoins des femmes et des familles et à l'écoute des professionnel.le.s d'un territoire, telle est la dimension prospective de l'association. Le développement des outils de communication permet de toucher un plus large public et une meilleure connaissance de l'ensemble des services proposés afin d'intervenir de la façon la plus appropriée.
Un projet concernant 30 personnes étant amorcé cette saison autour des ballets *Les ailes du Désir* et *Maria de Buenos Aires*. Outre la venue aux spectacles, une visite et une rencontre avec les professionnel.le.s de la maison sont programmées dès que cela sera possible et un atelier de pratique de danse est aussi prévu ainsi que la venue lors de la classe du ballet avec des jeunes femmes issues des «gens du voyage».

l' ARSEA , site ROETHIG

Strasbourg

La mission de l'ARSEA, Association Régionale Spécialisée d'action sociale d'Éducation et d'Animation, c'est avant tout pouvoir prendre en compte et accompagner des personnes dont la différence fait qu'elles ne peuvent pas être autonomes tout de suite .
Cette saison, le projet continue. Nous espérons pouvoir accueillir les bénéficiaires lors des représentations du ballet *Maria de Buenos Aires* et le concert pédagogique *Madame Chrysanthème,* leur faire aussi découvrir l'envers du décor lors de la classe, l'entrainement quotidien des danseurs.

les centres sociaux

le centre socio-culturel Europe

Colmar

La saison 2020-2021 voit naitre un nouveau partenariat avec le CSC Europe de Colmar qui devrait toucher entre 70 et 100 personnes.
Venir au spectacle pour voir un ballet : *Danser Mozart au XXième siècle,* puis un opéra *Gretel et Hansel,* découvrir l'opéra autrement, de l'intérieur, en faisant un atelier de pratique en danse et en chant, assister à la classe et découvrir le quotidien d'un danseur du Ballet de l'Opéra national du Rhin. Voici ce qui est proposé pour initier cette aventure.
La captation des deux spectacles ont permis par leur diffusion de surseoir à l'impossibilité d'assister in vivo aux représentations.

le milieu carcéral

maison d'arrêt

Colmar

Dans un soucis de toujours porter l'action de l'opéra dans des lieux qui en sont éloignés, un projet de médiations est organisé avec le concours de la Médiathèque du Haut-Rhin (devenue Bibliothèque européenne d'Alsace le 1er janvier 2021) sous forme, entre autre, d'intervention de l'Opéra Studio.

maison centrale d'Ensisheim

Mulhouse

Toujours avec le concours de la Bibliothèque européenne d'Alsace (ancciennement Médiathèque du Haut-Rhin), des interventions du ballet sont imaginées pour envisager la danse comme sport de combat.

la protection de l'enfance

la Cité de l'enfance

Colmar

La Cité de l'enfance a pour mission d'accueillir tout mineur en difficulté ou en danger confié par sa famille ou par mesure judiciaire au service de l'Aide Sociale à l'Enfance. Les objectifs d'un placement en Foyer de l'enfance sont d'assurer la sécurité de l'enfant, sa santé, son éducation, son développement social et culturel, son épanouissement personnel. Ces objectifs sont travaillés en coopération avec les parents détenteurs de l'autorité parentale.
Avec les parents, les éducateurs ou le familles d'accueil dans le but de travailler le lien social et culturel,les enfants seront conviés à assister à un opéra jeune public et l'opéra, par le biais de son Studio leur proposera un atelier chant.

la protection judiciaire de la jeunesse

Srasbourg

La mission de la PJJ est de prendre en charge les mineurs, qu'ils soient victimes ou délinquants. Dans ce cadre, la PJJ assure le suivi des mesures éducatives.
Depuis plusieurs années des jeunes sont accueillis au sein de l'opéra pour une sensibiliation au spectacle vivant, pour des rencontres avec les professionnel.le.s de la Maison.
Ainsi, cette année des adolescents en classe d'inclusion des collèges François Truffaut à Strasbourg-Hautepierre et le Ried à Bischheim ont eu accès à des visites, et virtuelle de l'opéra et en présentiel aux ateliers de décors de l'OnR.

LE PUBLIC ISSU DE L'IMMIGRATION

le foyer Notre Dame

Strasbourg

L'Association Foyer Notre Dame est aujourd'hui en charge de 14 établissements, services et dispositifs. Elle héberge et accompagne près de 1500 personnes chaque jour.
Son action autour de la jeunesse est aujourd'hui centrée autour de jeunes travailleurs, de jeunes sortants de l'Aide Sociale à l'Enfance et de Mineurs Non Accompagnés.
Le Pôle Asile-Réfugiés est quant à lui positionné sur toute la chaîne de la demande d'Asile, du premier accueil jusqu'à l'accompagnement des réfugiés statutaires ou des personnes régularisées. De nombreux rendez-vous ont été programmés pour la saison 2020-2021autour de la plupart des spectacles.

CONTACTS

SERVICE COMMUNICATION

Elizabeth Demidoff· Directrice de la communication et du mécénat
tél + 33 (0)3 68 98 75 43 · edemidoff@onr.fr

DÉPARTEMENT JEUNE PUBLIC

Hervé Petit · Responsable
tél + 33 (0)3 68 98 75 23 · hpetit@onr.fr

Céline Nowak · Assistante - médiatrice culturelle
tél + 33 (0)3 68 98 75 21 · cnowak@onr.fr

BALLET DE L'OPÉRA NATIONAL DU RHIN

Pasquale Nocéra · Chargé de développement des missions du CCN
tél + 33 (0)3 89 45 94 14 · pnocera@onr.fr

OPÉRA NATIONAL DU RHIN

19 place Broglie · BP 80 320 · 67 008 Strasbourg
Visitez notre site : www.operanationaldurhin.eu

REPUBLIQUE FRANÇAISE

- ONR (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 25670116000010

POSTE COMPTABLE : DRFIP

M. 14

Budget primitif

voté par nature

BUDGET : SIVU OPERA NATIONAL DU RHIN (3)

ANNEE 2021

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 17
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 19
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 20

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 21
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 22
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements 26
A4 - Etat des provisions 27
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses Sans Objet
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes Sans Objet
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 28

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	ONR SIVU OPERA NATIONAL DU RHIN	BP 2021

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
		0	

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population		
2	Produit des impositions directes/population		
3	Recettes réelles de fonctionnement/population		
4	Dépenses d'équipement brut/population		
5	Encours de dette/population		
6	DGF/population		
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)		
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)		
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)		
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement,
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (5) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (6) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	21 726 611,00	21 726 611,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	21 726 611,00	21 726 611,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	241 000,00	241 000,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	241 000,00	241 000,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	21 967 611,00	21 967 611,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	3 556 950,00	0,00	3 609 717,00	3 609 717,00	3 609 717,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	17 679 916,00	0,00	17 507 194,00	17 507 194,00	17 507 194,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	353 450,00	0,00	306 700,00	306 700,00	306 700,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	**21 590 316,00**	**0,00**	**21 423 611,00**	**21 423 611,00**	**21 423 611,00**
66	Charges financières	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00
67	Charges exceptionnelles	4 500,00	0,00	59 000,00	59 000,00	59 000,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	**21 597 816,00**	**0,00**	**21 485 611,00**	**21 485 611,00**	**21 485 611,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*1 000,00*		*1 000,00*	*1 000,00*	*1 000,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*270 000,00*		*240 000,00*	*240 000,00*	*240 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	***271 000,00***		***241 000,00***	***241 000,00***	***241 000,00***
	TOTAL	**21 868 816,00**	**0,00**	**21 726 611,00**	**21 726 611,00**	**21 726 611,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	21 726 611,00

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	1 561 000,00	0,00	1 625 000,00	1 625 000,00	1 625 000,00
70	Produits services, domaine et ventes div	3 218 800,00	0,00	3 168 000,00	3 168 000,00	3 168 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	16 676 116,00	0,00	16 596 126,00	16 596 126,00	16 596 126,00
75	Autres produits de gestion courante	345 000,00	0,00	337 485,00	337 485,00	337 485,00
	Total des recettes de gestion courante	**21 800 916,00**	**0,00**	**21 726 611,00**	**21 726 611,00**	**21 726 611,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	67 900,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	**21 868 816,00**	**0,00**	**21 726 611,00**	**21 726 611,00**	**21 726 611,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL	**21 868 816,00**	**0,00**	**21 726 611,00**	**21 726 611,00**	**21 726 611,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	21 726 611,00

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	241 000,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	30 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	121 000,00	0,00	101 000,00	101 000,00	101 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**151 000,00**	**0,00**	**121 000,00**	**121 000,00**	**121 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	120 000,00	0,00	120 000,00	120 000,00	120 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**120 000,00**	**0,00**	**120 000,00**	**120 000,00**	**120 000,00**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**271 000,00**	**0,00**	**241 000,00**	**241 000,00**	**241 000,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL	**271 000,00**	**0,00**	**241 000,00**	**241 000,00**	**241 000,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	241 000,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*1 000,00*		*1 000,00*	*1 000,00*	*1 000,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*270 000,00*		*240 000,00*	*240 000,00*	*240 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***271 000,00***		***241 000,00***	***241 000,00***	***241 000,00***

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
TOTAL		271 000,00	0,00	241 000,00	241 000,00	241 000,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	241 000,00

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	241 000,00

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	3 609 717,00		3 609 717,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	17 507 194,00		17 507 194,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	306 700,00		306 700,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	3 000,00	*0,00*	3 000,00
67	Charges exceptionnelles	59 000,00	*0,00*	59 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*240 000,00*	240 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*1 000,00*	1 000,00
Dépenses de fonctionnement – Total		**21 485 611,00**	***241 000,00***	**21 726 611,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	21 726 611,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	120 000,00	*0,00*	120 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204) (6)	20 000,00	*0,00*	20 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	101 000,00	*0,00*	101 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**241 000,00**	***0,00***	**241 000,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	241 000,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	1 625 000,00		1 625 000,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	3 168 000,00		3 168 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	16 596 126,00		16 596 126,00
75	Autres produits de gestion courante	337 485,00	*0,00*	337 485,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		**21 726 611,00**	***0,00***	**21 726 611,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	21 726 611,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*240 000,00*	240 000,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*1 000,00*	1 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***241 000,00***	**241 000,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	241 000,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**3 556 950,00**	**3 609 717,00**	**3 609 717,00**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	45 000,00	25 000,00	25 000,00
60621	Combustibles	30 000,00	27 000,00	27 000,00
60623	Alimentation	3 000,00	3 000,00	3 000,00
60628	Autres fournitures non stockées	35 000,00	45 000,00	45 000,00
60632	Fournitures de petit équipement	55 000,00	65 000,00	65 000,00
60636	Vêtements de travail	60 000,00	50 000,00	50 000,00
6064	Fournitures administratives	30 000,00	28 000,00	28 000,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	1 000,00	1 000,00	1 000,00
6068	Autres matières et fournitures	584 300,00	645 400,00	645 400,00
6132	Locations immobilières	14 200,00	12 000,00	12 000,00
6135	Locations mobilières	156 500,00	231 950,00	231 950,00
61551	Entretien matériel roulant	32 000,00	32 000,00	32 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	20 000,00	22 000,00	22 000,00
6156	Maintenance	25 000,00	22 000,00	22 000,00
6161	Multirisques	43 000,00	40 000,00	40 000,00
6168	Autres primes d'assurance	2 000,00	2 000,00	2 000,00
6182	Documentation générale et technique	12 000,00	10 000,00	10 000,00
6184	Versements à des organismes de formation	50 000,00	50 000,00	50 000,00
6226	Honoraires	120 000,00	108 100,00	108 100,00
6231	Annonces et insertions	111 300,00	117 360,00	117 360,00
6237	Publications	125 410,00	126 410,00	126 410,00
6238	Divers	117 000,00	125 590,00	125 590,00
6241	Transports de biens	17 800,00	14 000,00	14 000,00
6247	Transports collectifs	89 038,00	112 159,00	112 159,00
6251	Voyages et déplacements	30 000,00	30 000,00	30 000,00
6256	Missions	830 152,00	776 611,00	776 611,00
6257	Réceptions	101 800,00	89 155,00	89 155,00
6261	Frais d'affranchissement	41 000,00	40 000,00	40 000,00
6262	Frais de télécommunications	35 000,00	33 000,00	33 000,00
627	Services bancaires et assimilés	4 000,00	4 000,00	4 000,00
6281	Concours divers (cotisations)	14 000,00	12 000,00	12 000,00
6288	Autres services extérieurs	669 950,00	652 182,00	652 182,00
6353	Impôts indirects	1 000,00	800,00	800,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	2 500,00	2 000,00	2 000,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	49 000,00	55 000,00	55 000,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**17 679 916,00**	**17 507 194,00**	**17 507 194,00**
6333	Particip. employeurs format° prof. cont.	71 077,00	62 384,00	62 384,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	79 000,00	73 900,00	73 900,00
64111	Rémunération principale titulaires	8 775 762,00	8 800 000,00	8 800 000,00
64131	Rémunérations non tit.	3 858 138,00	3 767 207,00	3 767 207,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	3 090 885,00	3 009 014,00	3 009 014,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	777 328,00	736 557,00	736 557,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	198 415,00	200 966,00	200 966,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	502 564,00	469 183,00	469 183,00
64731	Allocations chômage versées directement	147 000,00	196 362,00	196 362,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	29 247,00	41 121,00	41 121,00
6488	Autres charges	150 500,00	150 500,00	150 500,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**353 450,00**	**306 700,00**	**306 700,00**
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	263 000,00	219 100,00	219 100,00
6531	Indemnités	35 100,00	35 100,00	35 100,00
6533	Cotisations de retraite	3 350,00	2 000,00	2 000,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	8 000,00	11 500,00	11 500,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	26 000,00	21 000,00	21 000,00
65888	Autres	18 000,00	18 000,00	18 000,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		**21 590 316,00**	**21 423 611,00**	**21 423 611,00**
66	**Charges financières (b)**	**3 000,00**	**3 000,00**	**3 000,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	2 000,00	2 000,00	2 000,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	1 000,00	1 000,00	1 000,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**4 500,00**	**59 000,00**	**59 000,00**
6714	Bourses et prix	1 500,00	2 000,00	2 000,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	2 000,00	2 000,00	2 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	1 000,00	1 000,00	1 000,00
6748	Autres subventions exceptionnelles	0,00	4 000,00	4 000,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	50 000,00	50 000,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**21 597 816,00**	**21 485 611,00**	**21 485 611,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***1 000,00***	***1 000,00***	***1 000,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***270 000,00***	***240 000,00***	***240 000,00***
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*270 000,00*	*240 000,00*	*240 000,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***271 000,00***	***241 000,00***	***241 000,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***271 000,00***	***241 000,00***	***241 000,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**21 868 816,00**	**21 726 611,00**	**21 726 611,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**21 726 611,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges**	**1 561 000,00**	**1 625 000,00**	**1 625 000,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	1 146 000,00	1 200 000,00	1 200 000,00
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	415 000,00	425 000,00	425 000,00
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**3 218 800,00**	**3 168 000,00**	**3 168 000,00**
7062	Redevances services à caractère culturel	2 530 000,00	2 470 000,00	2 470 000,00
70688	Autres prestations de services	200 000,00	200 000,00	200 000,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	488 800,00	498 000,00	498 000,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**16 676 116,00**	**16 596 126,00**	**16 596 126,00**
74718	Autres participations Etat	5 049 819,00	5 049 829,00	5 049 829,00
7472	Participat° Régions	1 304 000,00	1 304 000,00	1 304 000,00
7473	Participat° Départements	28 000,00	28 000,00	28 000,00
74748	Participat° Autres communes	9 465 747,00	9 465 747,00	9 465 747,00
74751	Participat° GFP de rattachement	648 550,00	648 550,00	648 550,00
7488	Autres attributions et participations	180 000,00	100 000,00	100 000,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**345 000,00**	**337 485,00**	**337 485,00**
7588	Autres produits div. de gestion courante	345 000,00	337 485,00	337 485,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013		**21 800 916,00**	**21 726 611,00**	**21 726 611,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)**	**67 900,00**	**0,00**	**0,00**
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	67 900,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d		**21 868 816,00**	**21 726 611,00**	**21 726 611,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**21 868 816,00**	**21 726 611,00**	**21 726 611,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**21 726 611,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**30 000,00**	**20 000,00**	**20 000,00**
2051	Concessions, droits similaires	30 000,00	20 000,00	20 000,00
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**121 000,00**	**101 000,00**	**101 000,00**
2182	Matériel de transport	20 000,00	30 000,00	30 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	30 000,00	20 000,00	20 000,00
2184	Mobilier	2 000,00	2 000,00	2 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	69 000,00	49 000,00	49 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**151 000,00**	**121 000,00**	**121 000,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**120 000,00**	**120 000,00**	**120 000,00**
1641	Emprunts en euros	120 000,00	120 000,00	120 000,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**120 000,00**	**120 000,00**	**120 000,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**271 000,00**	**241 000,00**	**241 000,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Charges transférées (9)	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (10)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**271 000,00**	**241 000,00**	**241 000,00**

\+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**241 000,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*1 000,00*	*1 000,00*	*1 000,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)*	*270 000,00*	*240 000,00*	*240 000,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*60 000,00*	*21 000,00*	*21 000,00*
28182	*Matériel de transport*	*2 000,00*	*2 000,00*	*2 000,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*28 000,00*	*40 000,00*	*40 000,00*
28184	*Mobilier*	*3 000,00*	*4 000,00*	*4 000,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*177 000,00*	*173 000,00*	*173 000,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		*271 000,00*	*241 000,00*	*241 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL RECETTES D'ORDRE		*271 000,00*	*241 000,00*	*241 000,00*
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		271 000,00	241 000,00	241 000,00
				+
			RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00
				+
			R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	0,00
				=
			TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	241 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV-A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A2.1

A2.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
9620513943	30/09/2020	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**2 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**600 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					600 000,00									
9926060	CAISSE D EPARGNE GRAND EST	30/04/2017		30/09/2017	600 000,00	F		0,450	0,450	euros	T	X	N	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**600 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**180 000,00**					**120 000,00**	**607,50**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		180 000,00					120 000,00	607,50	0,00	0,00
9926060	N	0,00	A-1	180 000,00	0,00	F		0,450	120 000,00	607,50	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**180 000,00**					**120 000,00**	**607,50**	**0,00**	**0,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 0,00 €	31/12/2000

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	LOGICIELS	2	
L	AUTRES IMMOBILISATIONS	6	
L	INFORMATIQUE	2	
L	MOBILIER	10	
L	VEHICULES	4	
L	MATERIEL DE BUREAU	5	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS	A4

A4 – ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le
,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .

Convention n° 2021/...

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS 2021-2023 CADENCE

Entre

L'État (Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est) représenté par Madame Christelle CREFF-WALRAVENS, directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est, agissant au nom de Madame la Préfète de la région Grand Est, ci-après désignée par le terme « l'État » ;

La Région Grand Est représentée par le Président du Conseil Régional Grand Est, agissant en vertu d'une décision de la Commission permanente n°21CP-1245 en date du 21 mai 2021 et l'habilitant à cet effet, désignée sous le terme « Région » ;

La Collectivité européenne d'Alsace (**CeA)** représentée par le Président de la CeA, autorisé par une délibération de la Commission permanente de la CeA en date du 10 mai 2021 ;

Désignés ensemble sous le terme « les partenaires publics » ;

d'une part,

Et

L'Association "Cadence" régie par la loi de 1908 dont le siège social est situé 2, rue Baldung Grien 67000 Strasbourg, représentée par son président, Monsieur Daniel CHAPELLE, dûment mandaté,
N° Siret: 519 023 899 00023 APE 8559B.

Désignée sous le terme « le bénéficiaire » ;

d'autre part.

Pour l'Etat

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au *Journal officiel de l'Union européenne* du 26 juin 2014, notamment son article 53 ;

VU le régime cadre exempté de notification N°SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020 ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine ;

VU la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 ;
VU le décret n° 2020-1754 du 29 décembre 2020 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021
VU le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique modifié par décret n°2017-61 du 23 janvier 2017 et par décret n°2018-803 du 24 septembre 2018;
VU le décret n° 2019-1493 du 28 décembre 2019 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 ;
VU le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2020/574 du 28 décembre 2020 portant délégation de signature à Mme Christelle CREFF-WALRAVENS, directrice régionale des affaires culturelles de la région Grand Est, en qualité de responsable délégué de budget opérationnel de programme régional ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2020/038 du 3 février 2020 portant délégation de signature à Mme Christelle CREFF-WALRAVENS, directrice régionale des affaires culturelles de la région Grand Est, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué, responsable d'unité opérationnelle ;
VU l'arrêté n° 2021/01 du 8 janvier 2021 publié le 15 janvier 2021 portant subdélégation de signature aux agents de la direction régionale des affaires culturelles (compétences générales et/ou ordonnancement secondaire);
VU la circulaire du Premier ministre n° 5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;
VU l'avis favorable définitif sur le budget opérationnel de programme « 361 » "Transmission des savoirs et démocratisation de la culture" du Contrôle budgétaire de la région Grand Est en date du 17 février 2021 ;
VU la demande de subvention de l'association CADENCE datée du 28 septembre 2020 ;

<u>Pour la Région Grand Est</u>
VU le budget 2021 de la Région Grand Est ;
VU la décision de la Commission permanente du Conseil Régional n°21CP-807 en date du 23 avril 2021 accordant l'attribution de la subvention 2021 ;
VU la décision de la Commission permanente du Conseil Régional n°21CP-1245 en date du 21 mai 2021 approuvant la présente convention et autorisant le Président du Conseil Régional à la signer ;

<u>Pour la Collectivité européenne d'Alsace</u> (CeA)
VU le règlement (UE) n°2020/972 du 2 juillet 2020 modifiant le règlement (UE) n° 1407/2013 en ce qui concerne sa prolongation et modifiant le règlement (UE) n° 651/2014 en ce qui concerne sa prolongation et les adaptations à y apporter ;
VU le régime d'aide exempté n° SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, sur la base duquel la présente convention intervient ;
VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-3-6-1 du 15 février 2021 relative au rapport budgétaire 2021 : politique de la Culture et du Patrimoine ;

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021 relative au Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable ;
VU le règlement financier de la Collectivité européenne d'Alsace du 2 janvier 2021 ;
VU la délibération de la Commission permanente du 10 mai 2021 approuvant la présente convention et autorisant le Président de la CeA à la signer ;

PRÉAMBULE

Créée au 1er janvier 2018 de la fusion de Mission Voix Alsace et de la partie conventionnée de la Fédération des Sociétés de Musique d'Alsace, Cadence, pôle musical régional, œuvre pour le développement et la structuration des pratiques musicales en région, par le soutien et l'initiative de projets, la formation, l'accompagnement et la mise en réseau des acteurs. Cadence intervient auprès d'un large public, en de nombreux endroits où la musique peut se pratiquer collectivement ; elle accompagne l'ensemble des pratiques musicales collectives, dans leur diversité et quels que soient leurs formes ou modes d'expression.

La présente convention témoigne de la volonté des partenaires publics de poursuivre, sur la base d'objectifs partagés, leur soutien au développement des pratiques vocales et instrumentales en amateur en région, et de poursuivre l'accompagnement de la structuration d'un opérateur de référence dans ce domaine.

Considérant la politique culturelle de l'Etat

Le développement et l'accompagnement des pratiques artistiques et culturelles des amateurs, quel que soit leur âge, s'inscrit pleinement dans les priorités du ministère de la Culture visant à créer les conditions permettant l'accès de tous aux arts et à la culture.

Considérant la politique culturelle du Conseil régional Grand Est

Dans les objectifs prioritaires de sa politique culturelle, la Région a inscrit le soutien aux structures culturelles professionnelles positionnées en réseaux et en centre de ressources. Ces structures doivent contribuer via l'animation de réseaux et des actions d'information, de médiation, de formation à l'accompagnement des acteurs culturels et au développement de la culture sur les territoires, en direction de tous les publics.

A ce titre, pour le projet artistique et culturel de Cadence – pôle musical régional, la Région oriente son soutien sur les missions et les actions déployées pour assurer, développer et élargir les axes suivants, dans le respect des droits culturels :

- Veille sur les pratiques musicales en amateur
- Ingénierie, expertise et conseil aux porteurs de projets
- Conception et diffusion d'outils d'appui, d'études
- Animation, structuration de réseaux des pratiques musicales en amateur
- Accompagnement, appui, conseil, formation en direction des intervenants professionnels, des artistes professionnels et en voie de professionnalisation
- Accompagnement des pratiques musicales en amateur
- Actions artistiques et culturelles en direction de publics spécifiques.

Pour les pratiques musicales en amateur à l'échelle régionale, la Région considère Cadence et l'INECC – Mission Voix Lorraine comme des opérateurs ressources. Aussi, une relation partenariale étroite est attendue sur l'animation des réseaux, la constitution et la mise à

disposition de ressources, la conception et l'organisation d'actions spécifiques d'envergure régionale (colloques, rencontres professionnelles, formations).

Enfin, la Région encourage toute forme de coopération culturelle transfrontalière qui contribue à améliorer la connaissance réciproque et à développer des collaborations entre structures, réseaux et acteurs culturels de part et d'autres des frontières. La collectivité sera particulièrement attentive aux actions qui pourront être construites dans un cadre d'échange transfrontalier.

Considérant la politique culturelle de la Collectivité européenne d'Alsace

Dans la perspective de la nouvelle collectivité, les Schémas départementaux de développement des « enseignements artistiques » et « pratiques artistiques » du Haut-Rhin et du Bas-Rhin ont participé à la convergence des actions publiques des deux Départements et constitue le socle d'une politique alsacienne ouverte à l'ensemble des pratiques artistiques.

Les deux Départements ayant agi dans un cadre concerté dans la construction de leurs Schémas respectifs, la CeA s'inscrit dans leur continuité jusqu'à leurs échéances en 2023.

A ce titre, la CeA entend soutenir des actions déclinées dans le projet artistique et culturel 2021-2023 de CADENCE, qui répondent à sa volonté de renforcer son soutien au développement des pratiques musicales en amateur, en portant un intérêt particulier aux missions suivantes :

- Accompagner la professionnalisation des encadrants des pratiques amateurs,
- Contribuer à l'élaboration d'une plateforme de la pratique amateur,
- Favoriser l'accès à la pratique musicale en amateur à tous les âges et en toute circonstance de la vie, avec notamment la prise en compte des personnes en situation de handicap,
- Apporter expertise, conseil et accompagnement aux acteurs du territoire,
- Développer des projets de coopération entre les acteurs, en intégrant notamment la dimension transfrontalière.

Considérant que le projet artistique et culturel, initié et conçu par le bénéficiaire, est conforme à son objet statutaire ;

Considérant que le projet artistique et culturel de Cadence participe des objectifs de politiques culturelles de chacun des partenaires publics ;

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, le bénéficiaire s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet artistique et culturel joint en annexe I de la présente convention conforme à son objet statutaire.

ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée de 3 années couvrant la période 2021-2023.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total du projet sur la durée de la convention est évalué à 1 892 020 € conformément aux budgets prévisionnels joints en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts qui peuvent être pris en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui
  - respectent les conditions des paragraphes 4 et 5 de l'article 53 du règlement (UE) n°651/2014 ;
  - sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe III ;
  - sont nécessaires à la réalisation du projet ;
  - sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
  - sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
  - sont dépensés par le bénéficiaire ;
  - sont identifiables et contrôlables.

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de ses budgets prévisionnels à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé visé à l'article 3.1.

Le bénéficiaire notifie ces modifications aux partenaires publics par écrit dès qu'il peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5.2 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par les partenaires publics de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES

4.1 Au titre du règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des

articles 107 et 108 du traité, les partenaires publics contribuent financièrement au projet visé à l'article 1er de la présente convention.

La contribution des partenaires publics est une aide au fonctionnement, au sens de l'annexe III de la présente convention et prend la forme d'une subvention. Les partenaires publics n'en attendent aucune contrepartie directe.

4.2 Pour l'Etat

L'État contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 409 500 € (quatre cent neuf mille cinq cents euros), au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 1 892 020 €, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2.1 Pour l'année 2021, une subvention de 136 500 € est accordée au bénéficiaire.

4.2.3 Pour les deuxième et troisième année d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des contributions financières de l'État s'élèvent à :

- pour l'année 2022 : 136 500 €
- pour l'année 2023 : 136 500 €

Ces montants prévisionnels de subvention de l'État n'excluent pas la possibilité pour le bénéficiaire d'adresser des demandes d'aides complémentaires liées à des projets particuliers ou nouveaux n'entrant pas dans le cadre de la présente convention. Ces demandes feront l'objet d'une instruction par les conseillers sectoriels concernés et, le cas échéant, d'actes attributifs de subvention (arrêté ou convention financière annuelle) spécifiques.

4.2.4 Les contributions financières de l'État mentionnées au paragraphe 4.4 ne sont applicables que sous réserve du respect des conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits en loi de finances pour l'État ;
- Le respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1er, 6 à 10 sans préjudice de l'application de l'article 12 ;
- La vérification par l'État que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10, sans préjudice de l'article 3.4.

4.3 Pour la Région Grand Est

Une subvention globale prévisionnelle de 260 000 € (deux cent soixante mille euros) est accordée par la Région Grand Est au titre de sa participation au financement du projet artistique et culturel de Cadence pour l'année 2021.

Au titre des années 2022 et 2023, la Région déterminera son concours financier au vu des budgets prévisionnels et actualisés, du suivi réalisé dans les conditions prévues à l'article 9 et dans la limite des crédits votés au budget de la Région, dans le cadre d'une convention financière bilatérale.

4.4 Pour la Collectivité européenne d'Alsace

4.4.1 Pour l'année 2021, après examen du budget prévisionnel portant sur la mise en œuvre du projet artistique et culturel de l'association CADENCE, la Collectivité européenne d'Alsace

accorde à l'association une subvention maximale de 155 720 € (cent cinquante-cinq mille sept-cent-vingt euros).

Cette subvention, qui correspond à la somme des montants alloués précédemment par les Départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, représente 25,2 % du budget annuel prévisionnel de l'association pour 2021 ; son octroi ne donne lieu à aucune contrepartie directe au profit de la Collectivité.

4.4.2 Pour les années 2022 et 2023, la CeA déterminera son concours financier après le vote de ses budgets primitifs, dans la limite des crédits inscrits, et au vu des budgets annuels prévisionnels présentés par l'association CADENCE.

L'octroi de ces subventions annuelles prendra la forme d'une délibération de la Commission Permanente qui déterminera leur montant et les modalités de leur versement. En tout état de cause, ces subventions, si elles sont octroyées, seront soumises au respect de l'ensemble des clauses de la présente convention.

ARTICLE 5 – MODALITÉS DE VERSEMENT DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES

Les contributions financières des partenaires publics sont créditées au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

Le versement est effectué au compte ouvert au nom de :

Titulaire du compte :	CADENCE
N° SIRET :	51902389900023
N° Identifiant Chorus :	51902389900023
Établissement bancaire :	CCM COLMAR ST JOSEPH
IBAN :	FR76 1027 8032 0200 0202 1380 140
BIC :	CMCIFR2A

5.1 Pour l'Etat (DRAC Grand Est)

5.1.1 L'État verse :

- Une avance de 68 250 € à la signature de la présente convention ;
- Le solde d'un montant de 68 250 € après les vérifications réalisées par l'État conformément à l'article 6 et le cas échéant, l'acceptation des modifications prévue à l'article 3.4.

5.1.2 Pour les deuxième et troisième années d'exécution de la présente convention, la contribution financière annuelle de l'État, sous réserve de l'inscription des crédits de paiement en loi de finances, est versée dans le cadre d'un avenant financier annuel liant exclusivement l'État et le bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Une avance dans la limite de 50 % du montant prévisionnel annuel de la contribution mentionnée à l'article 4.4 avant le 31 mars de chaque année, sans préjudice du contrôle de l'État conformément à l'article 10 ;
- Le solde annuel sous réserve du respect des conditions susmentionnées à l'article 4.5 et, le cas échéant, l'acceptation de la notification prévue à l'article 3.4.

5.2.3 La subvention est imputée sur les crédits ouverts au budget opérationnel de programme 361 de la DRAC Grand Est.

L'ordonnateur secondaire délégué de la dépense est la directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est.

Le comptable assignataire est le directeur départemental des finances publiques de la Marne.

5.2 Pour la Région Grand Est

Le versement de la subvention de la Région Grand Est sera exécuté conformément aux modalités détaillées dans la convention financière annuelle bilatérale signée avec le Bénéficiaire.

5.3 Pour la Collectivité européenne d'Alsace

5.3.1 Pour 2021, par dérogation au règlement budgétaire et financier de la collectivité et conformément aux modalités du Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable approuvé par le Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021, la participation financière annuelle fera l'objet d'un versement unique au 1er semestre.

5.3.2 L'attribution et le versement des subventions au titre des années 2022 et 2023, s'effectueront sous réserve du respect, par l'association CADENCE, du contenu de la présente convention dont les clauses continueront à s'appliquer pleinement et du règlement financier de la CeA en vigueur au moment de leur octroi à savoir :

- un acompte de 50 % au 1er semestre, sous réserve de la production du budget prévisionnel de fonctionnement dont la véracité et la sincérité devront être certifiées par le représentant légal de l'organisme ;
- le solde au cours du second semestre au vu de la présentation du bilan financier et du compte de résultat de l'exercice n-1, du bilan d'activité de l'année N-1 et de la prévision des dépenses pour les derniers mois de l'année ;

Les versements seront effectués par prélèvement sur le budget départemental sur l'opération P168O002 Ligne 65-65748-311.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

Le bénéficiaire s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- Le compte rendu financier. Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre l'administration et le bénéficiaire. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée ;
- Les comptes annuels et, lorsqu'un texte législatif ou réglementaire l'impose, le rapport du commissaire aux comptes, le cas échéant, la référence de leur publication au *Journal officiel* ;
- Le rapport d'activité, le cas échéant.
- Tout autre document listé en annexe.

ARTICLE 7 – AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 Le bénéficiaire informe sans délai les partenaires publics de toute modification de son identification et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe les partenaires publics sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 Le bénéficiaire est tenu de faire figurer le logotype des partenaires publics sur tous les supports de communication relatifs à l'opération subventionnée (dossiers de presse, programmes, affiches, cartons d'invitation, site internet...).
A noter : l'ordre des logos qui doit apparaître, est l'ordre protocolaire : Etat / Région / Département / Ville / autres partenaires.
En cas de mention typographique, il est possible d'ajouter la mention "*Avec le soutien de la Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est, de la Région Grand Est, de la Collectivité européenne d'Alsace*".

Le logo de la DRAC et la charte graphique sont à télécharger sur le lien :
https://www.culture.gouv.fr/Regions/Drac-Grand-Est/Aides-et-demarches/Telecharger-le-logo.
Le logo de la Région Grand est et la charte graphique sont à télécharger sur le lien :
https://www.grandest.fr/identite-graphique/
Le logo de la Collectivité européenne d'Alsace et la charte graphique sont à télécharger sur le lien : https://www.alsace.eu/logo-et-charte-d-utilisation/

7.4 Le bénéficiaire déclare ne pas être bénéficiaire d'aide illégale et incompatible soumise à obligation de remboursement en vertu d'une décision de la Commission européenne.

ARTICLE 8 – SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par le bénéficiaire sans l'accord écrit des partenaires publics, ceux-ci peuvent ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, la suspension de leur subvention ou la diminution de leur montant, après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte-rendu financier mentionné à l'article 6 peut entraîner la suppression des aides. Tout refus de communication des comptes peut également entraîner la suppression des aides**.**

8.3 Les partenaires publics informent le bénéficiaire de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique avec accusé de réception.

ARTICLE 9 – ÉVALUATION ET COMITE DE SUIVI

9.1 L'évaluation porte notamment sur la réalisation du projet et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 Le bénéficiaire s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9.3 Les partenaires procèdent à l'évaluation de la réalisation du projet auquel ils ont apporté leur concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

9.4 Un comité de suivi est mis en place dans les conditions fixées en annexe II.

ARTICLE 10 – CONTRÔLE DES PARTENAIRES PUBLICS

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par les partenaires publics. Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression des aides.

10.2 Les partenaires publics contrôlent annuellement et à l'issue de la convention que les contributions financières n'excèdent pas le coût de la mise en œuvre du projet. Il peut être exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure au total annuel des coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5, dans la limite du montant prévu à l'article 3.2 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 – CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 9 et aux contrôles de l'article 10.

ARTICLE 12 – AVENANTS

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les partenaires publics et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 13 – ANNEXES

Les annexes I, II et III font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 14 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi

d’une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 15 – RECOURS

Tout litige résultant de l’exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à ....., le
(en cinq exemplaires)

Pour l’Etat,
La Préfète de la région Grand Est

Pour la Région Grand Est,
Le Président

Pour la Collectivité européenne d’Alsace,
Le Président de la CeA

Pour l’Association Cadence,
Le Président

ANNEXE I

PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL 2021-2023

PROJET 2021-2023

ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

INNOVATION | innover dans les pratiques collectives & impulser de nouvelles dynamiques artistiques

ACCESSIBILITÉ | favoriser l'accès des pratiques à tous les publics

AMATEURS | accompagner & valoriser la pratique en amateur

PROFESSIONNALISATION | faire évoluer les métiers de l'enseignement & des pratiques musicales

COOPÉRATION | agir en coopération

MISSIONS

- FORMATION
- PRATIQUE ARTISTIQUE
- RÉSEAUX
- ACCOMPAGNEMENT
- INFORMATION OBSERVATION

THÉMATIQUES DES ACTIONS

- Pratique collective
- Musique & inclusion
- Petite enfance
- Musique à l'école
- Numérique
- Métiers & emploi

Cadence
pôle musical
régional

PROJET ARTISTIQUE & CULTUREL 2021-2023

SOMMAIRE

Préambule

I. Cadre du projet p.4
II. Présentation de l'association p.6
III. Perspectives pour la période 2021-2023 p.8
IV. Mise en œuvre p.24
V. Ressources p.26
VI. Evaluation p.28

PRÉAMBULE

Ce projet est le résultat d'un travail collaboratif associant les administrateurs, l'équipe permanente et les partenaires de Cadence. La réflexion collective a permis de croiser les besoins identifiés des acteurs du territoire avec les grands enjeux en matière de politiques publiques et culturelles pour définir des orientations stratégiques en adéquation avec les valeurs et les missions de l'association.

Ce nouveau projet tient compte du bilan du précédent projet triennal, d'une analyse de l'état des lieux des pratiques collectives, d'un diagnostic des besoins non couverts, du contexte et de l'évolution territoriale ainsi que des attentes exprimées par les partenaires institutionnels.

En définissant de nouvelles priorités pour les trois années à venir, Cadence relève le défi de **s'affirmer comme un opérateur majeur du développement et de l'accompagnement des pratiques musicales en région**, structure ressource pour les acteurs de la nouvelle Collectivité Européenne d'Alsace comme pour les acteurs de la région Grand Est.



Le projet artistique et culturel 2021-2023 de Cadence, pôle musical régional dresse cinq orientations fortes qui guideront la réalisation de ses actions :

1. Innover dans les pratiques collectives et impulser de nouvelles dynamiques artistiques
2. Favoriser l'accès des pratiques musicales à tous les publics
3. Accompagner et valoriser la pratique en amateur
4. Faire évoluer les métiers de l'enseignement et des pratiques musicales
5. Agir en coopération



I. CADRE DU PROJET

Le contexte

La musique est une activité culturelle très largement pratiquée de part et d'autre du Grand Est. **Le territoire régional est riche des initiatives musicales de ses habitants**, des offres diversifiées pour la pratique ou l'enseignement, des compétences d'un grand nombre de professionnels œuvrant pour la transmission, l'intervention et la création musicale.

Un territoire régional animé par la musique

S'il existe des réalités contrastées sur l'ensemble de la région, les dix départements du Grand Est comptent **une diversité et un foisonnement d'acteurs et de structures musicales aux projets et aux envergures variés**.

Les ensembles amateurs, souvent sous-estimés, occupent une place importante dans le paysage culturel régional. Ils représentent **des milliers de chœurs, d'orchestres et de groupes musicaux** uniformément répartis entre zone urbaine et milieu rural.

L'Alsace, quant à elle, a cette spécificité d'être, depuis de très nombreuses années, **un terreau musical**, une terre extrêmement fertile sur laquelle se cultive largement **une pratique de la musique vivante et ancrée dans le quotidien de ses habitants**.

Partout en région, les pratiques musicales offrent des espaces de partage et d'expression artistique et permettent de **faire société, de créer du lien social ou encore de s'évader.**
Bien au-delà des lieux dédiés, les pratiques collectives de la musique s'invitent en de nombreux endroits et auprès d'un large public : à l'école, dans les crèches, à l'hôpital, dans les entreprises… et participent à rendre **l'art accessible en tous lieux et pour tout un chacun**.

L'ensemble des pratiques musicales reposent sur des organisations professionnelles, des réseaux d'acteurs, des dynamiques coopératives, un important tissu associatif ainsi que sur l'engagement des collectivités territoriales et de l'Etat.

Cadence s'inscrit dans ce vaste écosystème en considérant comme fondamentales et fructueuses, les relations d'interdépendance et de complémentarité entre les différents acteurs des pratiques en amateur, de l'enseignement musical et de l'éducation artistique et culturelle sur les territoires du Grand Est.

Les périmètres d'intervention

Cadence situe son action dans un contexte territorial en évolution. Le Grand Est et la Collectivité Européenne d'Alsace sont de nouveaux périmètres pour l'association qui devra à présent intervenir à différentes échelles, du local au régional.

De nouveaux périmètres d'intervention, du local au régional

C'est un nouveau référentiel qui doit servir les ambitions du projet et accompagner la stratégie de développement des pratiques musicales.
Cadence souhaite valoriser et mobiliser les savoir-faire, la créativité et les capacités de coopération en orchestrant des changements d'échelles pertinents.

Ainsi, la mise en réseau des acteurs de terrain et l'essaimage des initiatives locales au niveau départemental, régional voire national pourront **produire de l'innovation et du changement à plus grande échelle**.

La création du **Grand Est** est relativement récente. Née en 2015, cette vaste région s'étend de l'Europe rhénane à l'est, au bassin parisien à l'ouest. L'appropriation de ce territoire est un enjeu important pour le pôle musical régional qui doit élargir son champ d'action sur les territoires lorrain et champenois. Parmi les structures culturelles régionales, **l'Inecc est un partenaire incontournable et privilégié** pour agir à l'échelle de la région Grand Est selon un principe de coopération.

Le 1er janvier 2021 verra naître la **Collectivité Européenne d'Alsace**, union des départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin. Ce nouveau territoire administratif porte de fortes ambitions notamment en matière de **coopération transfrontalière**. Cette nouvelle compétence est une opportunité pour Cadence qui pourra déployer son action au-delà des frontières et œuvrer au développement des pratiques musicales avec d'autres acteurs des pays voisins.

> De près comme de loin : intervention en proximité sur les territoires et prise de hauteur à l'échelle régionale.

C'est davantage à l'échelle **des communes et des intercommunalités** que se construisent et s'inventent la plupart des initiatives musicales collectives. Les acteurs de l'innovation musicale expérimentent et créent sur leur territoire de vie.

Ces nouvelles échelles territoriales et les enjeux de positionnement régional ne doivent pas faire oublier la nécessité d'agir en proximité sur les territoires et au plus près de leurs habitants, en établissant un **ancrage local**. La crise sanitaire liée à l'épidémie du Covid-19 invite à reconsidérer pleinement la responsabilité que porte Cadence en matière de développement local et de structuration culturelle des territoires.

II. PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION

Son histoire

Cadence est un pôle musical régional qui œuvre pour le développement et la structuration des pratiques musicales en région, par le soutien et l'initiative de projets, l'accompagnement et la mise en réseau des acteurs.

Cadence est une jeune structure qui repose sur de solides fondations. Née le 1er janvier 2018 de la fusion de Mission Voix Alsace et de la partie conventionnée de la Fédération des Sociétés de Musique d'Alsace, elle hérite du savoir-faire et de l'histoire de ces deux associations, la première dédiée aux pratiques vocales, la seconde aux pratiques instrumentales.

Aujourd'hui, le domaine d'intervention de Cadence, pôle musical régional se situe dans un périmètre plus large qui prend en compte **l'ensemble des pratiques musicales collectives, dans leur diversité et quelles que soient leurs formes.**

Pour la mise en œuvre de son projet, Cadence bénéficie du soutien de l'Etat (DRAC Grand Est), de la Région Grand Est et des Conseils Départementaux du Bas-Rhin et du Haut-Rhin (future Collectivité Européenne d'Alsace).

L'union des deux structures et la coopération entre les différents partenaires publics font la force de Cadence qui porte depuis sa création, **de nouvelles ambitions en matière d'action culturelle sur le territoire régional.**

Ses valeurs

- Porter une mission d'intérêt général
- Agir auprès de tous les publics
- Prendre en compte la diversité des expressions et des formes musicales
- Considérer la pratique artistique comme un moyen d'émancipation individuelle et collective et un vecteur de lien social
- Placer la personne au centre de l'action, permettre à chacun et chacune de prendre part à la vie culturelle, dans le respect des Droits Culturels
- Avoir une exigence artistique dans chacune des actions et pour tous les publics
- Contribuer au développement culturel des territoires

Ses missions

- Former les publics
- Accompagner les initiatives et les projets de territoire
- Concevoir et mettre en œuvre des actions artistiques
- Animer des réseaux et tisser des liens entre les acteurs
- Observer les pratiques et partager l'information

Ses publics

Cadence intervient auprès d'un large public, en de nombreux endroits où la musique peut se pratiquer collectivement.

Dans les lieux dédiés mais aussi là où la musique n'est pas… Là où on ne l'imagine pas

Le décloisonnement et **la rencontre entre les publics** est une volonté affirmée qui va de pair avec **un travail intersectoriel en transversalité** dans les différents domaines d'intervention publique des champs artistique, culturel, socio-culturel, éducatif, social, médical…

Le pôle musical travaille avec :

- les porteurs de projets
- les acteurs des pratiques et de l'enseignement musical (artistes amateurs et professionnels, encadrants, enseignants, intervenants, responsables d'ensembles et d'écoles de musique…)
- les structures d'enseignement artistique, du spectacle vivant, scolaires, éducatives, médico-sociales, d'accueil de la petite enfance…
- les institutions et réseaux
- les agents et élus des collectivités territoriales

Ses champs d'intervention

Les trois premières années d'existence de Cadence ont permis d'**asseoir et de faire connaître la nouvelle structure et ses missions au près d'un large public.**
Le pôle musical régional a fait ses preuves en démontrant aux personnes attachées à Mission Voix Alsace et à la FSMA qu'il reste un interlocuteur à l'écoute des besoins et aux côtés des acteurs.

Aujourd'hui, Cadence est **une structure bien installée et opérationnelle**, qui s'appuie sur une organisation efficace et une culture commune de travail, au sein d'une équipe jeune et dynamique. Très ancrée sur le territoire alsacien, elle est dotée de solides compétences en accompagnement et en ingénierie de projets, d'une forte expérience de terrain, d'une bonne connaissance des acteurs et des territoires et d'une grande expertise sur de nombreux sujets.

Encadrement des pratiques en amateur,
Création artistique et renouvellement des répertoires,
Musique et handicap,
Pratique orchestrale à l'école,
Développement du chant choral à l'école,
Projets culturels de territoire,
Métiers, emploi, formation,
Musique et solidarité,
Eveil artistique et musical pour la petite enfance
Observation des pratiques collectives
Accompagnement des acteurs dans la gestion de la crise sanitaire…

En 3 ans, Cadence a investi de nombreux champs d'intervention

III. PERSPECTIVES 2021-2023

Le nouveau projet artistique et culturel de Cadence constitue une feuille de route qui guidera l'association pour la période 2021-2023. Il s'inscrit dans une logique de cohérence, d'équilibre et de continuité et s'appuie sur des diagnostics et des constats établis collectivement.

Interdépendantes, ces priorités se déclineront de façon transversale dans chacune des missions de l'association.

5 orientations stratégiques

INNOVATION
Innover dans les pratiques collectives & impulser de nouvelles dynamiques artistiques

ACCESSIBILITÉ
Favoriser l'accès des pratiques à tous les publics

AMATEURS
Accompagner & valoriser la pratique en amateur

MÉTIERS
Faire évoluer les métiers de l'enseignement & des pratiques musicales

COOPÉRATION
Agir en coopération



1.
Innover dans les pratiques collectives & impulser de nouvelles dynamiques artistiques

ENJEUX

- L'amélioration de la qualité des propositions de transmission
- Le renouvellement des pratiques et des modes d'encadrement
- Le développement des démarches créatives
- L'ouverture à de nouveaux répertoires et styles musicaux
- L'intégration du numérique au cœur de la transmission musicale

Les situations collectives sont nombreuses et essentielles dans la formation du musicien. Leur rôle fondamental n'est plus à démontrer et leur montée en puissance suscite un besoin d'**innovation** et de **nouvelles ressources en matière de pédagogie et de dynamique de groupe**.

(Ré)inventer les pratiques collectives de demain

Pour accompagner le développement des pratiques collectives dans leur diversité, Cadence souhaite faire émerger de nouveaux modes d'encadrement et de direction centrés davantage sur **l'autonomie du musicien, le développement de ses capacités expressives et créatives et sa place dans le collectif**.

L'apprentissage par le collectif renouvelle les pratiques et requestionne l'éducation musicale. Les pratiques orchestrales à l'école et les projets d'éducation artistique invitent par exemple à explorer de nouvelles formes de **pédagogies actives** qui rendent l'individu acteur de son apprentissage musical.

Portée par de fortes ambitions artistiques, Cadence veut impulser de nouvelles **dynamiques, démocratiser l'idée de création et insuffler un vent de modernité** pour faire évoluer, dans le fond et dans la forme, les pratiques collectives de la musique.

Incubateur de projet, le pôle musical pourra créer les conditions de l'expérimentation et proposer, aux amateurs comme aux professionnels, **des espaces pour la recherche musicale**. Ce travail devra s'accompagner d'une grande **exigence** et d'une **audace** dans la conception des diverses actions comme dans le choix des ressources artistiques.

L'innovation s'appuiera sur la **tradition vivante** des pratiques orchestrales et chorales pour sublimer le patrimoine musical et inventer celui de demain.

Faire de Cadence un lieu d'innovation artistique et de nouveauté pour la pratique collective

Une approche musicale du numérique

Questionner l'usage des outils numériques et leur appropriation au sein des pratiques musicales.

- Transmission musicale et enseignement à distance
- Outils numériques pour la création musicale
- Instrumentarium électronique et dispositifs interactifs
- Stratégies numériques au sein des établissement d'enseignement artistique

Objectifs

- Former les publics (pédagogies actives, improvisation, nouvelles formes scéniques, répertoires contemporains…)
- Développer les pratiques actuelles de la musique (oralité, ouverture aux musiques actuelles)
- Accompagner et aider les ensembles et porteurs de projets à faire évoluer leur pratique
- Impulser des projets de création (commandes, laboratoires d'expérimentation…)
- Œuvrer au développement des outils et des compétences sur le plan du numérique
- Observer et mettre en lumière les initiatives innovantes en région
- Favoriser le décloisonnement des esthétiques, l'interdisciplinarité et la rencontre artistique

Publics

Praticiens, encadrants, enseignants, intervenants, ensembles musicaux, établissements d'enseignement artistiques…

Partenaires

Lieux de diffusion, festivals, structures d'enseignement, compagnies et ensembles professionnels…



2.
Faciliter l'accès des pratiques musicales à tous les publics

ENJEUX

- Le développement de l'éducation artistique et culturelle pour toutes et tous, tout au long de la vie
- Le renforcement de la capacité d'agir et d'être acteur de sa pratique et de son parcours musical
- La mise en œuvre des conditions de la participation
- L'inclusion par le développement des capacités
- La sensibilisation des responsables de structure et des porteurs de projet

Au regard des Droits Culturels, Cadence agit pour l'accessibilité des pratiques musicales et l'inclusion de tous les publics au sein des structures musicales.

Si l'accessibilité à la culture et la participation à la vie culturelle sont inscrites dans la loi et réaffirmées au sein des Droits Culturels, il reste néanmoins de nombreuses iniquités d'accès à la pratique musicale.

Cadence sera donc **attentive aux formes d'exclusion et de cloisonnement** que le secteur des pratiques musicales est susceptible de produire. Elle mènera un important travail de sensibilisation et d'accompagnement des acteurs du secteur pour **appuyer les légitimités** et **favoriser l'accueil de tout un chacun au sein des pratiques musicales**.

Elle interrogera les besoins qui ne sont pas couverts et agira au service des personnes éloignées de l'offre musicale. Par une approche extrêmement **transversale**, Cadence initiera et soutiendra des projets musicaux ambitieux **en dehors des lieux dédiés** à la musique : dans les crèches, à l'école, dans les hôpitaux, dans les lieux d'accueil de personnes âgées, dans les entreprises… en créant de **multiples complicités avec d'autres secteurs professionnels**.

Trois chantiers phares pour 2021-2023

- La pratique musicale pour les personnes en situation de handicap
- L'éveil artistique et musical pour la petite enfance
- Le développement des pratiques chorales et orchestrales à l'école

La musique et le handicap est un sujet cher à Cadence qui souhaite faire reconnaître, en région et au-delà, son expertise et son rôle de **structure ressource**. Il s'agira pour cela de créer un réseau d'acteurs dynamique, des projets artistiques inclusifs, de nouvelles actions de formation et de travailler davantage sur ce sujet avec les écoles de musique et conservatoires de la région.

Cadence investit les dimensions sociale, citoyenne et éducative de la musique

La musique participe à l'éveil culturel et artistique des jeunes enfants. Cadence s'est emparée de cet axe de travail érigé en priorité ministérielle en créant un poste dédié afin de déployer un travail de fond en région et d'animer la recherche dans ce domaine. Les besoins pour le développement de projets musicaux dans les lieux de la petite enfance sont nombreux. Cadence y répondra par différentes modalités d'action en privilégiant les axes de l'exploration et de la créativité et en intégrant la musique dans **une démarche globale d'éveil de l'enfant.**
Cadence veillera aussi à mettre en œuvre des formations en situation dans les lieux de la petite enfance, encouragera et soutiendra les résidences artistiques en crèche ou à l'école maternelle.

L'éducation artistique et culturelle en milieu scolaire est une préoccupation importante de Cadence qui concentrera ses forces sur le développement du **chant choral et des orchestres à l'école**. Le pôle musical participera à la montée en compétences des acteurs en proposant des formations et des espaces pour le partage d'expériences. Référent régional Orchestre à l'école, Cadence mènera également un important travail d'incitation et d'accompagnement à la création de nouveaux projets en région Grand Est.

Objectifs

- Elargir le cercle des bénéficiaires et le spectre des offres proposées
- Diversifier les formats d'apprentissage et les adapter à une plus grande diversité de publics
- Accompagner les écoles de musique et conservatoires dans la réflexion et la mise en œuvre d'une stratégie d'accueil des publics en situation de handicap
- Créer et animer des réseaux régionaux (Musique et handicap / Musique et petite enfance / Pratiques orchestrales à l'école…)
- Développer les pratiques collectives de la musique en milieu scolaire (Chant choral à l'école, Orchestres à l'école)
- Mener des projets artistiques de territoire à valeur d'expérimentation
- Observer, informer et sensibiliser les publics

Publics

Tout public, encadrants et enseignants, responsables de structure, travailleurs sociaux, professionnels de la petite enfance, enseignants des écoles…

Partenaires

Structures médicales, médico-sociales, lieux d'accueil petite enfance, Education Nationale, réseaux musique et handicap, solidarité…



3.
Accompagner & valoriser la pratique en amateur

ENJEUX

- L'évolution des représentations de l'artiste amateur
- Le décloisonnement et le dialogue entre les ensembles musicaux et au sein du secteur culturel
- Le développement des projets et des initiatives collectives
- Le renouvellement de la pratique en amateur

Le terme « amateur » renvoie à de nombreuses représentations, la pratique en amateur recouvre une grande diversité de formes et d'expressions artistiques.

Cadence choisit de considérer comme « pratiques musicales en amateur » tous collectifs ou associations d'individus autonomes, ayant pour objet commun la pratique régulière de la musique, quelle qu'en soit la forme ou l'esthétique.

La musique en amateur, c'est avant tout de la musique

La région Grand Est compte des milliers d'ensembles amateurs qui répètent chaque semaine, organisent de nombreux concerts et participent à la vie culturelle de leur territoire. **Dynamiques et vivantes**, ces pratiques artistiques évoluent au grès des changements sociétaux, se réinventent face à un temps libre et une pratique de loisir qui peu à peu occupent une place différente dans la vie des individus.
Les évolutions technologiques, sociologiques et économiques impactent la pratique en amateur et nécessitent d'interroger les nouveaux besoins en ressources humaines, matériels et financiers pour **faire évoluer les modèles associatifs, artistiques et économiques des ensembles**.

Pour accompagner ces transformations, Cadence souhaite affirmer son rôle de tête de réseau, **être proactive et force de proposition pour la pratique en amateur**.

Observer la vie des ensembles musicaux et dialoguer régulièrement avec eux, permettra de mieux les identifier et d'apporter des réponses concrètes face aux problématiques qu'ils rencontrent. Le pôle musical facilitera les initiatives et formera les responsables associatifs en déployant de nouveaux modes d'accompagnement individuels et collectifs, sous la forme de dispositifs novateurs.

La dynamique de réseau permettra d'une part, de créer de **l'interconnaissance entre les ensembles de la région** et d'autre part, d'œuvrer plus largement à une **reconnaissance de la pratique en amateur** au sein du milieu culturel. Par son action, Cadence souhaite lutter contre l'opposition amateurs-professionnels, créer du dialogue et favoriser les collaborations entre la pratique amateur et le spectacle vivant. Parallèlement, Cadence souhaite aussi engager une large réflexion sur **la place de la pratique en amateur dans les politiques publiques en région** et travaillera conjointement avec les départements pour articuler ces ambitions avec les schémas départementaux d'enseignement et de pratiques artistiques.

Renforcer les liens avec les ensembles amateurs, affirmer le rôle de tête de réseau de Cadence

Des pratiques artistiques « sous les radars »

Si beaucoup d'ensembles sont structurés en association, d'autres n'ont pas d'existence juridique propre, il est par conséquent difficile de les identifier. Le recensement est une tâche délicate et fastidieuse qui nécessite une observation du territoire « à la loupe » pour repérer ces pratiques artistiques qui n'utilisent pas forcément les canaux de communication usuels où ne sont pas directement rattachées à un lieu et une structure.
La pratique en amateur est un secteur mouvant : chaque année de nouveaux ensembles se créent, d'autres disparaissent. Les praticiens amateurs restent plus ou moins longtemps dans un chœur ou un orchestre et leur parcours musical échappe aux institutions.

Afin de contourner cette difficulté de recensement, Cadence prévoit de définir une nouvelle stratégie d'observation pour les prochaines années en menant un travail de recherche scientifique sur la pratique musicale en amateur avec l'appui de sociologues et statisticiens.

Objectifs

- Développer de nouveaux moyens et dispositifs pour l'accompagnement des ensembles
- Former et outiller les responsables de structures, encadrants et élus associatifs
- Proposer des projets musicaux fédérateurs
- Formaliser et animer un réseau des pratiques en amateur
- Mener un travail d'observation pour qualifier et quantifier la pratique
- Effectuer une veille et un relais des initiatives musicales en région

Publics

Praticiens, encadrants, ensembles, acteurs culturels

Partenaires

Inecc, collectivités, structures du spectacle vivant, ensembles professionnels, universités...



4.
Faire évoluer les métiers des pratiques et de l'enseignement

ENJEUX

- La reconnaissance et la légitimation des métiers des pratiques et de l'enseignement musical
- L'évolution des métiers d'aujourd'hui et de demain
- L'accompagnement des changements et des transformations au sein du secteur
- La montée en compétence des professionnels

Cadence travaille avec de nombreux professionnels qui œuvrent dans le secteur des pratiques et de l'enseignement musical.

Derrière les pratiques et l'enseignement, des métiers, de l'emploi et des compétences

Relié aux problématiques des encadrants, enseignants artistiques et musiciens intervenants, le pôle musical perçoit des contours de métiers encore flous qui ne permettent pas de définir des professions homogènes et structurées.

Relativement fragile, ce milieu professionnel est enclin à la pluriactivité, à la précarisation et l'instabilité de l'emploi ou encore au multi-salariat. Les nouveaux métiers qui voient le jour dans ce secteur d'activité (éducation artistique, développement territorial) doivent être davantage encadrés et accompagnés sur le plan des compétences.

Face à **un déficit de légitimité sociale** et **l'inexistence de cadres juridiques** pour certaines professions relevant du secteur associatif, Cadence porte **la responsabilité d'aider les professionnels**, de participer à leur **qualification** et de **conseiller les employeurs**.

Dans la suite logique des travaux menés au sein de la **mission Calliope et Euterpe**, le pôle musical envisagera la construction et l'évolution de ces métiers comme un **processus collectif** et un **engagement militant** pour porter la voix des acteurs du champ professionnel.

Proactive, elle participera à inventer les métiers de demain et portera **de nouvelles ambitions artistiques, sociales, politiques et économiques pour le secteur des pratiques et de l'enseignement musical.**

Une recherche-action sur le long terme et à dimension nationale, permettra à Cadence d'apporter sur le terrain, la ressource nécessaire à la sécurisation des emplois et à la montée en compétences.

Inventer les métiers de demain, renforcer le lien aux territoires et aux populations

Un organisme de formation au service des acteurs

Organisme de formation, Cadence améliorera ses process et la qualité de son offre en prenant le tournant de l'actuelle réforme de la formation professionnelle. Le pôle musical sera en veille constante sur les cadres d'emploi et les évolutions statutaires et fera des propositions en adéquation avec les besoins du secteur.

Son expertise dans l'ingénierie comme dans les contenus lui permettront de mettre son savoir-faire technique au service des acteurs du Grand Est.

Objectifs

- Aider à la décision, conseiller et sensibiliser les employeurs
- Accompagner les évolutions de métiers
- Outiller les employeurs et responsables de structure
- Travailler à la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences dans le secteur d'activité
- Poursuivre les travaux de la mission Calliope et Euterpe
- Mener une recherche-action au sein de la plateforme Métiers-Emploi-Formation
- Améliorer les processus et la qualité de l'offre de formation de Cadence
- Observer les transformations au sein du secteur et produire de la ressource
- Informer les publics
- Représenter le secteur et faire remonter les problématiques dans les instances nationales

Publics

Professionnels des pratiques et de l'enseignement, employeurs, responsables de structure

Partenaires

Organismes de formation, OPCO, CNFPT, CNEA, écoles de musique et conservatoires, collectivités, acteurs culturels…



5.
Agir en coopération

ENJEUX

- La co-construction d'une stratégie régionale sur le Grand Est
- La coopération musicale à l'échelle du trans-frontalier
- Le développement des dynamiques coopératives au sein du secteur musical
- Les mutualisations et le partage de compétences au service des publics
- L'ouverture à de nouveaux territoires de projets

De **nouvelles échelles territoriales** s'offrent à Cadence qui souhaite à la fois **investir le périmètre du Grand Est**, saisir d'éventuelles opportunités de **coopérations transfrontalières** et mener une **action de proximité** à une échelle plus locale.

Faire de la coopération, le principal mode d'action de Cadence

À l'agenda associatif, ces priorités stratégiques se concrétiseront à travers un projet centré sur la coopération, avec de nouvelles logiques de travail qui amèneront à **dépasser les frontières actuelles**. Cadence ne peut agir seule, **la mutualisation** et la **co-construction** avec d'autres partenaires est essentielle et nécessitera de consolider les partenariats existants et de développer de nouvelles collaborations.

Ces coopérations enrichiront l'activité de Cadence, offriront de **nouveaux terrains d'expérimentation** et seront un **moteur de développement.**

Sur le **Grand Est**, Cadence coopèrera avec l'Inecc pour **élaborer une stratégie régionale commune** visant à développer et soutenir davantage la pratique en amateur. Les deux structures ressource ont une responsabilité partagée en matière de développement régional et devront formaliser, par la création d'une plateforme de travail et la mutualisation de moyens, un plan d'action au service des acteurs de la région. Cette coopération renforcée permettra à Cadence comme à l'Inecc de **gagner en visibilité et en légitimité sur le territoire régional**.

Renforcer la coopération à différentes échelles, ancrer l'action sur les territoires

La coopération transfrontalière offrira également de nouvelles opportunités d'intervention en favorisant **les échanges interculturels**, le bilinguisme et la co-construction de projets musicaux à **dimension européenne**. Le développement du chœur tri-national Choeur3, des propositions de stages vocaux à destination de jeunes chanteurs issus de France, d'Allemagne et de Suisse ou encore l'observation et l'accompagnement des initiatives transfrontalières au sein de la pratique en amateur sont les axes qui seront développés à **l'échelle du bassin rhénan**.

Au sein même du secteur musical, Cadence souhaite **impulser des dynamiques coopératives** à travers la construction et l'animation de **réseaux d'acteurs accueillants**. Ces « **coopératives de projets** » auront pour but de créer de l'interconnaissance, de favoriser le partage d'expérience et la créativité collective, de générer des mutualisations et de recenser les besoins et les problématiques. Des rencontres et des rendez-vous réguliers à l'échelle départementale, interdépartementale ou régionale seront organisés par entrées « métiers » ou par thématiques.

Les différentes échelles d'intervention s'articuleront judicieusement avec les différents espaces de coopération qui permettront d'**optimiser** et de **faire fructifier les ressources**. Cadence orchestrera des jeux d'échelles pertinents en établissant des **allers-retours**, du local au régional (voire national ou international) et du régional au local.

Le pôle musical se nourrira des échanges et des coopérations à plus grande échelle pour essaimer localement sur le terrain et au plus près des acteurs.

Objectifs

- Créer un réseau des pratiques en amateur en région Grand Est avec l'Inecc
- Créer et animer des espaces de concertation inter-départementaux à l'échelle régionale
- Observer et accompagner les dynamiques de coopération transfrontalière au sein de la pratique en amateur
- Initier des projets musicaux à dimension transfrontalière et à l'échelle du bassin rhénan
- Créer du lien entre les acteurs et développer de nouveaux réseaux
- Co-construire les actions avec les acteurs du territoire régional

Publics

Professionnels des pratiques et de l'enseignement, responsables de structure, porteurs de projets, ensembles amateurs, collectivités, acteurs culturels…
Partenaires

Partenaires

Inecc, Départements, Choeur3, structures culturelles, PFI…

IV. MISE EN OEUVRE

Les modes d'intervention : une démarche à 360°

Chacune des missions nourrit l'autre : le travail collaboratif en horizontalité permet de faire des ponts entre les thématiques, de relier les acteurs et de partager une vue d'ensemble sur l'activité de Cadence.

Cadence propose et organise des formations

- Une approche transversale et interdisciplinaire
- Des formats pédagogiques adaptés et variés (en présentiel comme en distanciel)
- Un savoir-faire en ingénierie de formation
- Le recourt à des intervenants, formateurs et experts qualifiés

Cadence accompagne les initiatives et les projets de territoire

- Un diagnostic et une prise en compte des problématiques
- Une réponse sur mesure adaptée aux besoins
- Des dispositifs d'accompagnement individuels et collectifs
- Des conseils et de l'expertise à disposition des acteurs
- De la médiation et de la facilitation pour la mise en œuvre des actions

Cadence conçoit et met en œuvre des actions artistiques

- Une immersion dans un univers artistique
- Des propositions variées sous forme de stage, d'ateliers ou de projets
- Des aventures musicales collectives
- Un savoir-faire en ingénierie de projets
- Le recourt à des intervenants artistiques qualifiés

Cadence anime des réseaux et tisse des liens entre les acteurs

- De l'interconnaissance et du partage d'expérience
- Le repérage des forces vives sur le territoire
- La créativité et l'intelligence collective
- Des dynamiques coopératives
- Des modalités de rencontre et d'échange variées

Cadence observe les pratiques et partage de l'information

- De la production de ressource et du partage d'idées
- De la diffusion et du relais d'information
- Des enquêtes et état des lieux, baromètres des pratiques
- Une curiosité et une attention portée à ce qui se fait de part et d'autre de la région

L'élaboration du plan d'action

Ce projet se déclinera de façon opérationnelle selon un plan d'action annuel. Pour bâtir chacune des actions, l'équipe de Cadence se donne les objectifs suivants :

- Privilégier un travail de terrain, arpenter le territoire, connaître la région Grand Est au regard de son activité musicale
- Concevoir les propositions à travers un dialogue permanent avec les acteurs
- Passer d'une logique d'offre à une logique d'accompagnement et de réponses
- Être aux aguets des initiatives musicales sur le territoire
- Ne pas se focaliser sur la construction d'une saison mais sur des objectifs à plus long terme
- Faire du lien entre les expériences sensibles sur le terrain et le contenu des actions
- Affirmer le droit à l'expérimentation
- Face aux nombreuses incertitudes liées à la crise sanitaire, envisager plusieurs scénarii d'activité, inventer de nouveaux modes d'intervention, renforcer le lien avec les acteurs

.....

Au cours des trois années, Cadence peut s'emparer de nouvelles thématiques de travail. Elle devra cependant s'assurer au préalable que le nouveau chantier a une valeur ajoutée, que les objectifs poursuivis sont en adéquation avec les orientations du projet et que les moyens sont réunis pour sa réalisation.

Une nouvelle stratégie de communication

Ce projet triennal s'accompagnera d'une nouvelle stratégie de communication permettant à Cadence de **gagner en visibilité**, d'**être mieux identifiée** et r**epérée par un large public** tout en s'affirmant davantage dans le paysage régional du Grand Est.

De nouveaux chantiers de communication sont envisagés :

- La création d'un nouveau site Internet, outil pour la ressource au service des acteurs
- La création d'un espace extranet pour l'animation de réseaux et le suivi des formations
- La refonte de l'identité graphique de l'association
- La création de nouveaux supports pour relayer les actions
- La mise en place d'une stratégie de relations presse et medias
- Une nouvelle organisation au sein du pôle ressource

V. RESSOURCES

Les moyens humains et financiers

La politique RH et l'organisation interne

Cadence veillera à développer une politique des ressources humaines et une organisation interne en adéquation avec les valeurs de l'association et en alignement avec les orientations du projet.

Pour les trois prochaines années, la stratégie managériale inclura :

- Un développement des compétences des salariés permanents et occasionnels par un encouragement à la formation professionnelle
- La définition d'une stratégie digitale pour l'activité de l'association avec la montée en compétence de l'équipe et de nouveaux équipements numériques
- Un travail collaboratif et concerté avec la mise en place d'outils pour le suivi et la planification de projet et l'organisation d'espaces-temps pour le partage d'idées
- Une approche participative par la formation de l'équipe aux méthodes d'intelligence collective et à l'animation de réseaux d'acteurs
- Un apprentissage de l'allemand proposé aux membres de l'équipe en charge des projets de coopération transfrontalière
- Une appropriation collective du projet par l'organisation de temps de travail communs entre l'équipe permanente et les administrateurs de l'association

L'équipe salariée

L'équipe permanente de Cadence comprend 7 postes, soit l'équivalent de 6,8 ETP (dont 6 salariés à temps plein en CDI).

- **Directrice** – Laure Mercœur
- **Directrice adjointe** – Isabelle Humbert
- **Assistant administratif** – Arnaud Gruson
- **Conseiller artistique** – Quentin Bussmann
- **Chargée de mission petite enfance** – Faustine Colombier
- **Chargée d'information et d'observation** – Pauline Meyer
- **Chargée de communication** – Estelle Tritschler

L'association emploie environ **40 intervenants et formateurs** par an (en CDD) pour la réalisation de ses actions.
Au total, la masse salariale annuelle de Cadence représente près de 8 ETP.

Objectifs 2021-2023

Le poste de chargée de mission petite enfance devra être pérennisé au regard des moyens qui seront alloués à cette mission.

D'autres ressources humaines seront nécessaires à la réalisation de ce projet triennal. Le développement de la coopération transfrontalière induit par exemple des besoins supplémentaires en temps et en compétences pour la recherche de financements européens comme pour la coordination et l'ingénierie de projets transfrontaliers. Un poste de chargé de mission dédié devra être envisagé. Parallèlement, Cadence étudiera la possibilité d'organiser un volontariat franco-allemand en appui à cette mission.

La gouvernance associative

La gouvernance de Cadence comprend plusieurs niveaux et instances de décision.

Le Conseil d'Administration est composé de 9 administrateurs, issus des membres actifs (personnes physiques). Il se réunit au moins trois fois dans l'année pour définir les grandes orientations.

Le Bureau intervient selon les besoins liés à l'actualité ou à la vie de l'association. Ses membres se réunissent plusieurs fois par an pour prendre des décisions et échanger avec la direction.

Le président et la directrice dialoguent mensuellement et font des points réguliers concernant les actions menées au quotidien par l'équipe.

Les membres du Conseil d'Administration :

- **Daniel Chapelle**, président
- **François Humbert**, vice-président
- **Anne-Marie Jean**, vice-présidente
- **Claude Forst**, secrétaire
- **Bernard Kern**, trésorier
- **Odile Barreault**, administratrice
- **Fernand Lutz**, administrateur
- **Alexandre Birker**, administrateur
- **Sophie Marest**, administratrice

Les ressources financières

Les subventions de fonctionnement attribuées par la Région Grand Est, la DRAC Grand Est et les Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin (future Collectivité Européenne d'Alsace) sont consacrées à la mise en œuvre du projet artistique et culturel (financement des actions, charges de personnel, frais fixes…).

Cadence perçoit également une subvention fléchée de la DRAC Grand Est pour la mise en œuvre du Plan chorale à l'école.

Les ressources propres de l'association sont principalement liées à la vente de prestations de formation.

La réalisation du projet 2021-2023 nécessitera de consolider et de pérenniser sur les trois années les moyens de fonctionnement et les aides au projet existants et obtenus en 2020.

Parallèlement, des moyens supplémentaires devront être envisagés pour accompagner la montée en puissance sur de nouveaux projets. Cadence compte développer certains domaines d'intervention tels que la mission petite enfance ou les projets de coopération transfrontaliers mais ceux-ci ont un coût, il est donc indispensable de trouver d'autres sources de financement pour réaliser ce travail dans les meilleures conditions.

Avec l'appui et le soutien de la future Collectivité Européenne d'Alsace et de la Région Grand Est, Cadence engagera une réflexion sur la mobilisation de fonds européens, à la hauteur des ambitions qu'elle porte et des moyens qu'elle pourra consacrer. Le pôle musical régional sera attentif à mesurer les conditions d'accès à ces financements pour limiter les lourdeurs administratives et les problématiques liées à l'avance de trésorerie.

VI. ÉVALUATION

L'évaluation de la mise en œuvre du projet artistique et culturel de Cadence doit prendre en compte ses spécificités de structure ressource, sa relation aux publics et les objectifs qu'elle se donne à travers les différentes orientations.

Cette évaluation ne peut être appréhendée par les seuls indicateurs quantitatifs.

La pertinence et la réussite de l'action de Cadence tiennent à sa capacité à produire des transformations favorables, volontaires ou involontaires, à court, moyen ou long terme.

Il convient donc d'**établir des indicateurs pertinents** en vue de mesurer le rapport entre les moyens engagés de part et d'autre, les projets développés et les résultats obtenus au regard des objectifs politiques et opérationnels initiaux.

L'évaluation est une démarche régulière et collective. Elle implique les opérateurs (direction, salariés, partenaires de projets), les publics (bénéficiaires), les décideurs (le conseil d'administration de l'association d'une part et les partenaires publics qui s'associent à ce projet d'autre part).

L'objectif de l'évaluation opérationnelle peut se résumer ainsi :

- Comment a-t-on mis en œuvre l'action ou le projet au cours de ses différentes phases ?
- Quelle est la conformité des résultats de l'action à l'objectif retenu ?
- Quel est l'impact de l'action au regard de son utilité sociale ou de l'intérêt général ?
- Quels prolongements sont susceptibles d'être apportés ?

Ce présent projet de structure fera l'objet de **points d'étape réguliers** et d'une **évaluation annuelle** réalisée d'une part avec le Conseil d'administration de Cadence et d'autre part avec le comité de suivi composé des représentants techniques des partenaires signataires de la convention pluriannuelle.

Ce projet est un cadre de référence, il reste néanmoins **souple et évolutif**. Des réajustements et des réorientations pourront être envisagés au cours de sa réalisation.

Un document annexe présentera les critères qualitatifs et quantitatifs pour l'évaluation de ce projet triennal.

ANNEXE II

MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Conditions de l'évaluation :

Le compte-rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte-rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessous.

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'association comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Concernant l'évaluation et le comité de suivi prévus par l'article 9 des présentes, le suivi de l'exécution de la convention intervient dans le cadre d'une rencontre annuelle qui réunit, à l'initiative de l'association, les signataires de la présente convention ou leurs représentants. Dans ce cadre, l'association présente, au terme de chaque année écoulée, le bilan financier et les actions réalisées avec les subventions attribuées.

Au cours du premier semestre 2023, les partenaires feront un bilan évaluatif des actions mises en œuvres par CADENCE dans le cadre de cette convention. Cette évaluation permettra notamment de se prononcer sur l'évolution des partenariats pour les années à venir, y compris sur la conclusion d'un nouvel accord.

ÉVALUATION

du projet
artistique & culturel



2021

2023

Cadence
pôle musical
régional

5 ORIENTATIONS POUR LE PROJET 2021-2023

1. Innover et impulser de nouvelles dynamiques artistiques
2. Favoriser l'accès des pratiques musicales à tous les publics
3. Accompagner et valoriser la pratique en amateur
4. Faire évoluer les métiers de l'enseignement et des pratiques
5. Agir en coopération

L'ÉVALUATION SUR LES 3 ANNÉES

Une démarche régulière et rigoureuse

- Une amélioration globale de l'évaluation des actions
- Une évaluation des résultats comme du processus
- Une évaluation quantitative et qualitative
- Un choix de critères pertinents, d'indicateurs mesurables et observables
- Un bilan d'activité annuel
- Une évaluation du projet sur les 3 années

Une démarche concertée et constructive

- Qui rend compte de l'activité et vérifie l'adéquation entre les objectifs et les réalisations
- Qui mesure les transformations, volontaires ou involontaires, à court et moyen termes
- Qui permet d'adapter et de réorienter le projet si nécessaire
- Qui permet de renforcer les partenariats et la coopération
- Qui permet de capitaliser un savoir-faire et de valoriser l'activité

Plusieurs niveaux d'évaluation

- Avec les bénéficiaires des actions
- Avec l'équipe permanente, les partenaires de projets et les formateurs intervenants
- Au sein du conseil d'administration
- Au sein du comité de suivi, avec les partenaires publics

CRITÈRES & INDICATEURS

Innover & impulser de nouvelles dynamiques artistiques

C 1 : capacité à s'emparer de thématiques musicales innovantes et à proposer des actions qui renouvellent la pratique musicale collective

Ind. : typologie et nature des projets, pertinence des thématiques proposées, nombre d'heures de formations / actions (pratiques actuelles, nouvelles pédagogies musicales, méthodes actives…), nombre et profil des bénéficiaires, taux de remplissage des actions, satisfaction des participants

C 2 : capacité à repérer, relayer et accompagner les initiatives artistiques sur le territoire régional

Ind. : nombre et nature des projets relayés, moyens mis en œuvre pour l'accompagnement artistique des porteurs de projet, outils mis en place pour favoriser la circulation de l'information

Favoriser l'accès des pratiques musicales à tous les publics

C 1 : capacité à sensibiliser et à former les acteurs professionnels autour de la musique et du handicap

Ind. : typologie et nature des projets / évènements, nombre d'heures de formations / actions sur cette thématique, nombre et profil des bénéficiaires, satisfaction des participants

C 2 : capacité à accompagner les initiatives inclusives et les projets à destination de publics éloignés de l'offre musicale

Ind. : nombre et nature des projets accompagnés, moyen mis en œuvre pour l'accompagnement des porteurs de projet, nature et pertinence des réponses aux sollicitations

C 3 : capacité à développer des projets d'éveil et d'éducation à l'art et à la musique à destination du jeune public

Ind. : typologie et nature des projets, moyens et dispositifs mis en œuvre, nombre d'heures de formation / d'intervention (Musique à l'école, Petite enfance), nombre et profil des bénéficiaires, satisfaction des participants

Accompagner et valoriser la pratique en amateur

C 1 : capacité à outiller les ensembles amateurs et à faciliter la mise en œuvre de leurs projets

Ind. : dispositifs mis en œuvre, nature des accompagnements proposés, nombre d'heures d'intervention (accompagnements individuels et collectifs), réponse aux sollicitations, nombre et profil des bénéficiaires (directs et indirects), satisfaction des bénéficiaires

C 2 : capacité à fédérer les musiciens et ensembles amateurs et à créer des dynamiques collaboratives

Ind. : typologie et nature des actions proposées, nombre et profil des bénéficiaires, satisfaction des bénéficiaires

C 3 : capacité à connaitre et faire connaître le territoire régional au regard de sa pratique musicale en amateur

Ind. : moyens mis en œuvre pour observer, qualifier, quantifier la pratique en amateur et mesurer les évolutions, moyens mis en œuvre pour recenser les ensembles amateurs et partager les données, nature et pertinence des réponses aux demandes d'information, moyens mis en œuvre pour la veille et le relais d'information, types d'informations recherchées

Faire évoluer les métiers de l'enseignement et des pratiques

C 1 : capacité à apporter de nouvelles compétences aux professionnels du secteur

Ind. : moyens mis en œuvre pour identifier et répondre aux besoins, typologie, nature et nombre d'heures de formations professionnelles proposées, nombre et profil des bénéficiaires, taux de remplissage des actions, satisfaction des participants

C 2 : capacité à identifier et à faire remonter les problématiques liées à l'emploi et aux métiers

Ind. : moyens mis en œuvre pour observer et analyser les problématiques / besoins, nature et diversité des informations remontées concernant les besoins, inscription dans des réseaux / groupes de travail nationaux

C 3 : capacité à produire et à partager de la ressource, à conseiller et orienter les professionnels et les employeurs

Ind. : typologie et nature des ressources produites, nombre de journées d'information proposées, nature et pertinence des réponses aux sollicitations, moyens mis en œuvre pour l'accompagnement de structures / collectivités

Agir en coopération

C 1 : capacité à s'inscrire dans une dynamique de réseau et à coopérer dans la mise en œuvre des actions

Ind. : typologie des partenariats engagés, nature et qualité des partenariats, degré d'implication et motivation des partenariats, bénéfices / valeur ajoutée des coopérations dans la mise en œuvre des actions

C 2 : capacité à co-construire des actions à l'échelle de la région Grand Est

Ind. : nature et typologie des actions élaborées avec l'Inecc, typologie des autres partenariats engagés sur la région, degré d'implication et motivation des partenariats, bénéfices / valeur ajoutée des coopérations dans la mise en œuvre des actions

C 3 : capacité à engager une dynamique de coopération transfrontalière

Ind. : moyens mis en œuvre pour travailler à l'échelle du transfrontalier, nature et typologie des actions co-construites avec des partenaires allemands et suisses, degré d'implication et motivation des partenariats, bénéfices / valeur ajoutée des coopérations dans la mise en œuvre des actions

SYNTHÈSE DES INDICATEURS

- Typologie et nature des projets menés ou accompagnés
- Pertinence des thématiques proposées
- Nombre d'heures de formation / d'interventions
- Nombre et profil des bénéficiaires
- Taux de remplissage des actions
- Satisfaction des bénéficiaires
- Moyens mis en œuvre pour l'accompagnement
- Nature et pertinence des réponses aux sollicitations
- Moyens mis en œuvre pour l'information et le recensement
- Moyens mis en œuvre pour l'observation
- Typologie des partenariats engagés
- Degré d'implication, motivation et bénéfices des partenariats

INDICATEURS D'EVALUATION CADENCE 2021-2023

ORIENTATION	Objectif	Indicateurs quantitatifs associés à l'objectif	Indicateurs qualitatifs associés à l'objectifs	2021	2022	2023
INNOVATION	S'emparer de thématiques musicales innovantes	nb heures de formations				
		nb de bénéficiaires				
		taux de remplissage				
			typologie et nature des projets			
			profil des bénéficiaires			
			satisfaction des participants			
	Proposer des actions renouvellant la pratiques musicale collective	nb d'actions				
		nb de bénéficiaires				
		taux de remplissage				
			typologie et nature des actions			
			profil des bénéficiaires			
			satisfaction des participants			
	Repérer, relayer et accompagner les initiatives artistiques sur le territoire	nb de projets relayés				
			nature des projets relayés			
			moyens mis en œuvre			
			outils mis en place			
ACCESSIBILITE	Sensibiliser et former les acteurs professionnels autour de la musique et du handicap	nb heures de formations				
		nb d'actions				
		nb de bénéficiaires				
			typologie et nature des actions			
			profil des bénéficiaires			
			satisfaction des participants			
	Accompagner les initiatives inclusives et projets à destination de publics éloignés de l'offre musicale	nb de projets accompagnés				
			nature des projets accompagnés			
			moyens mis en œuvre			
			nature et pertinence des réponses aux sollicitations			
	Développer des projets d'éveil et d'éducation à l'art et à la musique à destination du jeune public	nb d'heures de formations				
		nb d'interventions				
		nb de bénéficiaires				
			typologie et nature des projets			
			moyens et dispositifs mis en œuvre			
			profil des bénéficiaires			
			satisfaction des participants			
PRATIQUES EN AMATEUR	Outiller les ensembles amateurs et faciliter la mise en œuvre de leur projet	nb de dispositifs mis en œuvre				
		nb d'heures d'intervention				
		nb de réponses aux sollicitations				
		nb de bénéficiaires				
			nature des dispositifs			
			nature des accompagnements			
			nature et pertinence des réponses aux sollicitations			
			profil des bénéficiaires			
			satisfaction des bénéficiaires			
	Fédérer les musiciens et ensembles amateurs, créer des dynamiques collaboratives	nb de bénéficiaires				
			typologie et nature des actions			
			profil des bénéficiaires			
			satisfaction des bénéficiaires			
	Connaitre et faire connaitre le territoire régional au regard de sa pratique musicale en amateur		moyens mis en œuvre pour observer, qualifier, quantifier la pratique en amateur			
			moyens et outils mis en œuvre pour mesurer les évolutions des pratiques en amateur			
			moyens et outils mis en œuvre pour recenser les ensembles amateurs			
			moyens et outils mis en œuvre pour partager les données sur les ensembles amateurs			
			nature et pertinence des réponses aux sollicitations			
			moyens et outils mis en œuvre pour la veille documentaire			
			nature et typologie des informations recherchées			

ORIENTATION	Objectif	Indicateurs quantitatifs associés à l'objectif	Indicateurs qualitatifs associés à l'objectifs	2021	2022	2023
PROFESSIONALISATION	Apporter de nouvelles compétences aux professionnels du secteur	nb d'heures de formations				
		nb de bénéficiaires				
		taux de remplissage des actions				
			moyens mis en œuvre les besoins pour identifier et y répondre			
			nature et typologie des formations proposées			
			profil des bénéficiaires			
			satisfaction des participants			
	Identifier et faire remonter les problèmatiques liées à l'emploi et aux métiers		moyens et outils mis en œuvre pour observer et analyser les problèmatiques			
			typologie et nature des informations receuillies sur les besoins, inscriptions dans les réseaux, groupes de travail nationaux			
	Produire et partager de la ressource, conseiller et orienter les professionnels et les employeurs	nb de journées d'information				
		nb de structures/collectivités accompagnées				
			typologie et nature des ressources produites			
			nature et pertinence des réponses aux sollicitations			
			moyens mis en oeuvre pour l'accompagnement des structures/collectivités			
COOPERATION	S'inscrire dans une dynamique de réseau, coopérer dans la mise en œuvre des actions	nb de partenariats engagés				
			nature et typologie des partenariats			
			implication et motivation des partenaires			
			valeur ajoutée des coopérations dans la mise en œuvre des actions			
	Co-construire des actions à l'échelle de la région Grand Est	nb d'actions construites avec INECC				
		nb d'actions construites avec partenaires régionaux				
			nature et typologies des actions élaborées avec l'INECC			
			nature et typologie des actions élaborées avec des partenaires régionaux			
			implication et motivation des partenaires			
			valeur ajoutée des coopérations dans la mise en œuvre des actions			
	Engager une dynamique de coopération transfrontalière	nb d'actions construites				
			moyens mis en œuvre pour travailler à l'échelle transfrontalière			
			nature et typologies des actions co-construites avec des partenaires transfrontaliers			
			implication et motivation des partenaires			
			valeur ajoutée des coopérations dans la mise en œuvre des actions			

ANNEXE III

BUDGETS PRÉVISIONNELS 2021-2023

BUDGET CADENCE 2021-2023 (€)

		Structure	Formation	Accompagnement	Action artistique	Réseau	Observation Information	2 021 TOTAL	Structure	Formation	Accompagnement	Action artistique	Réseau	Observation Information	2 022 TOTAL	Structure	Formation	Accompagnement	Action artistique	Réseau	Observation Information	2 023 TOTAL
CHARGES																						
	Achats	2 922	15 500	2 000	6 150	1 000	°	27 572	2 951	15 500	2 000	5 650	1 000	°	27 101	2 981	15 500	2 000	5 650	1 000	°	27 131
	Services extérieurs	81 730	17 922	3 100	25 400	2 300	20 491	150 943	87 012	16 363	3 100	23 400	1 300	13 904	145 079	82 701	17 205	3 100	20 900	1 300	13 917	139 123
	Salaires et charges	353 845	35 500	8 900	31 154	°	2 500	431 899	381 893	35 500	8 900	29 912	°	1 750	457 955	388 947	35 500	8 900	30 612	°	1 750	465 709
	Autres charges	°	250	°	300	°	°	550	°	250	°	300	°	°	550	°	250	°	300	°	°	550
	Charges financières	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°
	Charges exceptionnelles	660	°	°	°	°	°	660	15	°	°	°	°	°	15	6	°	°	°	°	°	6
	Dotations amortissement	6 376	°	°	°	°	°	6 376	5 559	°	°	°	°	°	5 559	5 242	°	°	°	°	°	5 242
	Total charges	445 533	69 172	14 000	63 004	3 300	22 991	618 000	477 431	67 613	14 000	59 262	2 300	15 654	636 260	479 876	68 455	14 000	57 462	2 300	15 667	637 760
PRODUITS																						
	Prestations de services	°	42 500	4 000	8 742	°	°	55 242	°	42 500	4 000	7 000	°	°	53 500	°	42 500	4 000	8 500	°	°	55 000
	Produits accessoires	°	7 000	°	°	°	°	7 000	°	7 000	°	°	°	°	7 000	°	7 000	°	°	°	°	7 000
741 200	Subvention Région	260 000	°	°	°	°	°	260 000	260 000	°	°	°	°	°	260 000	260 000	°	°	°	°	°	260 000
741 300	Subvention Conseil départemental du Bas-Rhin	78 720	°	°	°	°	°	78 720	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°
741 300	Subvention Conseil départemental du Haut-Rhin	77 000	°	°	°	°	°	77 000	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°
741 300	Subvention Collectivité Européenne d'Alsace	°	°	°	°	°	°	°	155 720	°	°	20 000	°	°	175 720	155 720	°	°	20 000	°	°	175 720
741 400	Subvention DRAC	100 000	16 338	°	20 162	°	°	136 500	100 000	16 338	°	20 162	°	°	136 500	100 000	16 338	°	20 162	°	°	136 500
741 500	Subvention autres	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°
	Subventions d'exploitation	515 720	16 338	°	20 162	°	°	552 220	515 720	16 338	°	40 162	°	°	572 220	515 720	16 338	°	40 162	°	°	572 220
	Cotisations	1 440	°	°	°	°	°	1 440	1 440	°	°	°	°	°	1 440	1 440	°	°	°	°	°	1 440
	Autres produits	1 400	°	°	°	°	°	1 400	1 400	°	°	°	°	°	1 400	1 400	°	°	°	°	°	1 400
	Produits financiers	698	°	°	°	°	°	698	700	°	°	°	°	°	700	700	°	°	°	°	°	700
	Produits exceptionnels	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°
	Reprises et transferts de charges	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°	°
	Total produits	519 258	65 838	4 000	28 904	°	°	618 000	519 260	65 838	4 000	47 162	°	°	636 260	519 260	65 838	4 000	48 662	°	°	637 760
	RESULTAT	73 725	- 3 334	- 10 000	- 34 100	- 3 300	- 22 991	- 0	41 829	- 1 775	- 10 000	- 12 100	- 2 300	- 15 654	0	39 384	- 2 617	- 10 000	- 8 800	- 2 300	- 15 667	- 0

Convention financière 2021
entre
la Collectivité européenne d'Alsace
et
l'association de Gestion de la Maison des Associations et de la Culture Robert Lieb

portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°…. du 10 mai 2021,

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

Et

L'Association de Gestion de la Maison des Associations et de la Culture Robert Lieb de Bischwiller (AGMAC), Relais culturel de Bischwiller, représentée par son Président, M. Maxime VAN CAEMERBEKE,

Ci-après dénommée « le bénéficiaire »,

* *

*

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1111-4, selon lequel la compétence en matière culturelle demeure partagée entre tous les échelons de collectivités,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace, en vigueur à la date de la délibération portant attribution de la subvention, et notamment sa partie relative à la gestion des subventions,

Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021 relative au Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable,

Vu la convention annuelle d'objectifs 2020-2021 entre l'association Relais Culturel de Bischwiller et le Département du Bas-Rhin, auquel la Collectivité européenne d'Alsace est substituée depuis le 1er janvier 2021 en vertu de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019,

Vu la demande de subvention du 30 octobre 2020,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de financement par la CeA, sous forme d'une subvention de fonctionnement, des actions du Relais Culturel au titre de l'année 2021, en tenant compte des axes prioritaires suivants qui font l'objet d'une convention pluriannuelle d'objectifs 2020-2021 pour la réalisation des actions du Relais Culturel :

- Proposition d'une programmation artistique de qualité et diversifiée ;
- Contribution à l'animation et au développement d'une dynamique de projet de territoire ;
- Accompagnement et développement d'actions et initiatives dans le domaine de la transmission artistique ;
- Proposition d'actions spécifiques et prise en compte dans la programmation des publics prioritaires de la CeA (jeunes, collégiens, personnes âgées, en situation de handicap ou en difficulté sociale).

La subvention de la CeA devra uniquement être employée pour réaliser le programme d'actions tel que précisé ci-avant.

La CeA n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Détermination du montant de la subvention

La CeA contribue financièrement pour un montant maximal de 49 200 € (quarante-neuf mille deux cent euros).

Le montant notifié de la subvention constitue un plafond non susceptible de révision, sauf accord convenu entre les parties dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

Article 3 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide de la CeA

3.1. Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter du 1er janvier 2021 et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

3.2. Durée de validité de la subvention

La subvention attribuée doit être affectée aux dépenses de fonctionnement portant sur le programme d'actions mentionné à l'article 1er, lequel devra être réalisé au plus tard le 31 décembre 2021 sous peine de sanction prévue à l'article 9.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée en une seule fois, par dérogation au règlement budgétaire et financier de la collectivité et conformément aux modalités du Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable approuvé par délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021, après signature de la présente convention par les deux parties.

Article 5 : Justificatifs

Le bénéficiaire s'engage :

- à fournir un compte-rendu quantitatif et qualitatif certifié par le responsable légal ou toute personne habilitée, attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention précisé à l'article 1er ;
- à fournir, dans les 6 mois suivant la clôture de chaque exercice comptable du bénéficiaire, un bilan et un compte de résultat, conformes au plan comptable général révisé, certifiés conformes par le président ou par le commissaire aux comptes si sa désignation est obligatoire, ainsi que le rapport d'activité de l'année de mise en œuvre du programme d'actions.
- à désigner, si l'ensemble des aides publiques perçues par le bénéficiaire excède 153 000 euros, un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code du commerce);

Article 6 : Obligations à la charge du bénéficiaire de la subvention

Le bénéficiaire s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1er ;
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique ;
- à faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services de la CeA de la réalisation de l'objet défini à l'article 1er, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autres documents ;
- à tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- à communiquer à la CeA les modifications déclarées au tribunal d'instance et fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire ;
- à informer sans délai le service de la CeA gestionnaire de l'attribution de la subvention, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- à informer la CeA de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire le concernant ;
- à informer la CeA de toute cession de créance concernant la subvention objet de la présente convention de sorte à permettre à la CeA de vérifier si toutes les conditions pour le maintien de la subvention annuelle et les conditions pour son versement sont remplies, et à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution de la subvention, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, notamment ses articles 8 et 9.

Article 7 : Information et communication

Sous peine de reversement de tout ou partie de l'aide de la CeA, le bénéficiaire doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier de la CeA selon les moyens de communication dont il dispose.

Cette information se matérialise par la présence du logotype de la CeA sur les documents édités par le bénéficiaire et par tout autre moyen de communication (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, ...). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la CeA, le bénéficiaire pourra prendre contact auprès de la Direction de la communication de la CeA.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, inauguration, visite de chantier, première pierre…), le bénéficiaire devra systématiquement, d'une part, faire apparaître le concours de la CeA sur tous les supports de communication utilisés

(courriers, cartons d'invitation ...) et d'autre part, adresser une invitation à la CeA pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu.
Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie de l'aide allouée.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement et/ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures…).

Article 8 : Interruption et reversement de tout ou partie de la subvention

Après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire, le non-respect total ou partiel des clauses stipulées de la présente convention par le bénéficiaire pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets la demande de reversement en totalité ou partie du montant alloué.

La CeA en informe le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Résiliation

9.1. La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

9.2. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

9.3. En cas de motif d'intérêt général, la CeA peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

9.4. En cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire du bénéficiaire, la CeA se réserve le droit de résilier la présente convention au motif de l'impossibilité pour le bénéficiaire et/ou son repreneur de poursuivre le projet. En outre, la CeA se réserve le droit d'inscrire son éventuelle créance, née du versement indu de tout ou partie de sa subvention, au passif du bénéficiaire, dans le cadre de la procédure de déclaration de créance adressée au mandataire judiciaire.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation du bénéficiaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la CeA pourra procéder au paiement prorata temporis de la subvention, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie de la subvention déjà versée, selon les modalités précisées à l'article 8.

Article 10 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la CeA et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 11 : Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier de la CeA dans sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant la subvention, objet de

la présente convention, dont la communication à l'organisme peut être demandée à la CeA à tout moment.

Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

Article 12 : Règlement des litiges

12.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter une conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

12.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 12.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg le

Pour La CeA, Le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace	Pour le bénéficiaire, Le Président
Frédéric BIERRY	Maxime VAN CAEMERBEKE

Convention financière 2021
entre
la Collectivité européenne d'Alsace
et
l'association Relais culturel de Haguenau

portant sur l'attribution de deux subventions de fonctionnement

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°…. du 10 mai 2021,

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

Et

L'association Relais Culturel de Haguenau représentée par son Président, M. Vincent LEHOUX,

Ci-après dénommée « le bénéficiaire »,

* *

*

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1111-4, selon lequel la compétence en matière culturelle demeure partagée entre tous les échelons de collectivités,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace, en vigueur à la date de la délibération portant attribution des subventions, et notamment sa partie relative à la gestion des subventions,

Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021 relative au Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable,

Vu la convention annuelle d'objectifs 2020-2021 (relais culturel) et la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2021 (festival « L'Humour des notes »), entre l'association Relais Culturel de Haguenau et le Département du Bas-Rhin, auquel la Collectivité européenne d'Alsace est substituée depuis le 1er janvier 2021 en vertu de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019,

Vu les demandes de subvention du 30 octobre 2020,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de financement du Relais Culturel par la CeA, sous la forme :

- d'une subvention de fonctionnement, des actions du Relais Culturel au titre de l'année 2021, et en tenant compte des axes prioritaires suivants qui font l'objet d'une convention pluriannuelle d'objectifs 2020-2021 pour la réalisation des actions du Relais Culturel :

  - Proposition d'une programmation artistique de qualité et diversifiée ;
  - Contribution à l'animation et au développement d'une dynamique de projet de territoire ;
  - Accompagnement et développement d'actions et initiatives dans le domaine de la transmission artistique ;
  - Proposition d'actions spécifiques et prise en compte dans la programmation des publics prioritaires de la CeA (jeunes, collégiens, personnes âgées, en situation de handicap ou en difficulté sociale).

- d'une subvention de fonctionnement pour la réalisation du festival « L'Humour des Notes » au titre de l'année 2021, et en tenant compte des axes prioritaires suivants qui font l'objet d'une convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2021 :

  - Le positionnement du festival dans la mise en tourisme du territoire ;
  - Le développement du potentiel du festival en termes d'actions culturelles, de médiation et de soutien à la création ;
  - L'accessibilité du festival et le développement des publics (économique, médico-social, générationnel) ;
  - La dynamisation de la vie associative : accompagnement du bénévolat, recherche de mécénat, amélioration des documents administratifs et comptables ;
  - L'engagement dans l'économie sociale et solidaire, le développement durable et la prévention.

Les subventions de la CeA devront uniquement être employées pour réaliser le programme d'actions tel que précisé ci-avant.

La CeA n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Détermination du montant des subventions

La CeA contribue financièrement pour un montant maximal de 78 400 € (soixante-dix-huit mille quatre cent euros) pour la réalisation des actions du Relais Culturel et de 35 000 € (trente-cinq mille euros) pour la réalisation du Festival « L'Humour des Notes ».

Le montant notifié des subventions constitue un plafond non susceptible de révision, sauf accord convenu entre les parties dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

Article 3 : Durée de la convention et durée de validité des aides de la CeA

3.1. Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter du 1er janvier 2021 et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

3.2. Durée de validité des subventions

Les subventions de fonctionnement attribuées doivent être affectées aux dépenses de fonctionnement portant sur le programme d'actions mentionné à l'article 1er, lequel devra être réalisé au plus tard le 31 décembre 2021 sous peine de sanction prévue à l'article 9.

Article 4 : Modalités de versement des subventions

Les subventions seront versées en une seule fois, par dérogation au règlement budgétaire et financier de la collectivité et conformément aux modalités du Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable approuvé par délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021, après signature de la présente convention par les deux parties.

Article 5 : Justificatifs

Le bénéficiaire s'engage :

- à fournir un compte-rendu quantitatif et qualitatif certifié par le responsable légal ou toute personne habilitée, attestant de la conformité des dépenses à l'objet des subventions précisé à l'article 1er ;
- à fournir, dans les 6 mois suivant la clôture de chaque exercice comptable du bénéficiaire, un bilan et un compte de résultat, conformes au plan comptable général révisé, certifiés conformes par le président ou par le commissaire aux comptes si sa désignation est obligatoire, ainsi que le rapport d'activité de l'année de mise en œuvre du programme d'actions.
- à désigner, si l'ensemble des aides publiques perçues par le bénéficiaire excède 153 000 euros, un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code du commerce);

Article 6 : Obligations à la charge du bénéficiaire des subventions

Le bénéficiaire s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1er ;
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie des aides financières au bénéfice d'une autre personne juridique ;
- à faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services de la CeA de la réalisation de l'objet défini à l'article 1er, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autres documents ;
- à tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- à communiquer à la CeA les modifications déclarées au tribunal d'instance et fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire ;
- à informer sans délai le service de la CeA gestionnaire de l'attribution des subventions, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- à informer la CeA de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire le concernant ;
- à informer la CeA de toute cession de créance concernant les subventions objets de la présente convention de sorte à permettre à la CeA de vérifier si toutes les conditions pour le maintien des subventions annuelles et les conditions pour leur versement sont remplies, et à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution des subventions, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, notamment ses articles 8 et 9.

Article 7 : Information et communication

Sous peine de reversement de tout ou partie des aides de la CeA, le bénéficiaire doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier de la CeA selon les moyens de communication dont il dispose.

Cette information se matérialise par la présence du logotype de la CeA sur les documents édités par le bénéficiaire et par tout autre moyen de communication (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, ...). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la CeA, le bénéficiaire pourra prendre contact auprès de la Direction de la communication de la CeA.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, inauguration, visite de chantier, première pierre…), le bénéficiaire devra systématiquement, d'une part, faire apparaître le concours de la CeA sur tous les supports de communication utilisés (courriers, cartons d'invitation ...) et d'autre part, adresser une invitation à la CeA pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu.
Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie de l'aide allouée.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement et/ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures…).

Article 8 : Interruption et reversement de tout ou partie des subventions

Après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire, le non-respect total ou partiel des clauses stipulées de la présente convention par le bénéficiaire pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets la demande de reversement en totalité ou partie du montant alloué.

La CeA en informe le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Résiliation

9.1. La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

9.2. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

9.3. En cas de motif d'intérêt général, la CeA peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

9.4. En cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire du bénéficiaire, la CeA se réserve le droit de résilier la présente convention au motif de l'impossibilité pour le bénéficiaire et/ou son repreneur de poursuivre le projet. En outre, la CeA se réserve le droit d'inscrire son éventuelle créance, née du versement indu de tout ou partie des subventions, au passif du bénéficiaire, dans le cadre de la procédure de déclaration de créance adressée au mandataire judiciaire.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation du bénéficiaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la CeA pourra procéder au paiement prorata temporis des subventions, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie de la subvention déjà versée, selon les modalités précisées à l'article 8.

Article 10 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la CeA et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 11 : Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier de la CeA dans sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant les subventions, objet de la présente convention, dont la communication à l'organisme peut être demandée à la CeA à tout moment.

Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

Article 12 : Règlement des litiges

12.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter une conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

12.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 12.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg le

Pour La CeA, Le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace	Pour le bénéficiaire, Le Président
Frédéric BIERRY	Vincent LEHOUX

Convention financière 2021
entre
la Collectivité européenne d'Alsace
et
l'association Espace Athic

portant sur l'attribution de deux subventions de fonctionnement
et d'une subvention d'investissement

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°…. du 10 mai 2021,

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

Et

L'association « Espace Athic », Relais culturel d'Obernai, représentée par son Président, M. Rémi JURION LAPORTE,

Ci-après dénommée « le bénéficiaire »,

* *

*

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1111-4, selon lequel la compétence en matière culturelle demeure partagée entre tous les échelons de collectivités,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace, en vigueur à la date de la délibération portant attribution des subventions, et notamment sa partie relative à la gestion des subventions,

Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021 relative du Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable,

Vu la convention annuelle d'objectifs 2020-2021 entre l'association Relais Culturel d'Obernai et le Département du Bas-Rhin, auquel la Collectivité européenne d'Alsace est substituée depuis le 1er janvier 2021 en vertu de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019,

Vu les demandes de subvention du 30 octobre 2020,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de financement par la CeA, sous la forme :

- d'une subvention de fonctionnement, des actions du Relais Culturel au titre de l'année 2021, et en tenant compte des axes prioritaires suivants qui font l'objet d'une convention pluriannuelle d'objectifs 2020-2021 pour la réalisation des actions du Relais Culturel :

  - Proposition d'une programmation artistique de qualité et diversifiée ;
  - Contribution à l'animation et au développement d'une dynamique de projet de territoire ;
  - Accompagnement et développement d'actions et initiatives dans le domaine de la transmission artistique ;
  - Proposition d'actions spécifiques et prise en compte dans la programmation des publics prioritaires de la CeA (jeunes, collégiens, personnes âgées, en situation de handicap ou en difficulté sociale).

- d'une subvention de fonctionnement pour la réalisation du festival « Pisteurs d'Etoiles », avec les axes prioritaires suivants :

  - Le positionnement du festival dans la mise en tourisme du territoire ;
  - Le développement du potentiel du festival en termes d'actions culturelles, de médiation et de soutien à la création ;
  - L'accessibilité du festival et le développement des publics (économique, médico-social, générationnel) ;
  - La dynamisation de la vie associative : accompagnement du bénévolat, recherche de mécénat, amélioration des documents administratifs et comptables ;
  - L'engagement dans l'économie sociale et solidaire, le développement durable et la prévention.

- et d'une subvention d'investissement pour l'achat de tapis de danse dans le cadre d'une aide à l'investissement concernant l'équipement scénique du Relais culturel.

Les subventions de la CeA devront uniquement être employées pour réaliser les programmes d'actions tels que précisés ci-avant.

La CeA n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Détermination du montant des subventions

La CeA contribue financièrement pour un montant maximal de 51 000 € (cinquante et un mille euros) pour la réalisation des actions du Relais Culturel, de 14 900 € (quatorze mille neuf cent euros) pour la réalisation du Festival « Pisteurs d'Etoiles » et de 1365 € (mille trois cent cinquante-cinq euros) pour l'amélioration de l'équipement scénique comprenant l'achat de tapis de danse.

Le montant notifié des subventions constitue un plafond non susceptible de révision, sauf accord convenu entre les parties dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

Article 3 : Durée de la convention et durée de validité des aides de la CeA

3.1. Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter du 1er janvier 2021 et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

3.2. Durée de validité des subventions

Les subventions de fonctionnement attribuées doivent être affectées aux dépenses de fonctionnement portant sur les programmes d'actions mentionnés à l'article 1er, lesquels devront être réalisés au plus tard le 31 décembre 2021 sous peine de sanction prévue à l'article 9.

La durée de validité de la subvention d'investissement accordée est de 3 ans à compter de la date de la notification.

Article 4 : Modalités de versement des subventions

Les subventions de fonctionnement seront versées en une seule fois, par dérogation au règlement budgétaire et financier de la collectivité et conformément aux modalités du Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable approuvé par délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021, après signature de la présente convention par les deux parties.

La subvention d'investissement sera versée sur présentation de justificatifs.

Article 5 : Justificatifs

Le bénéficiaire s'engage :

- à fournir un compte-rendu quantitatif et qualitatif certifié par le responsable légal ou toute personne habilitée, attestant de la conformité des dépenses à l'objet des subventions précisé à l'article 1er ;
- à fournir, dans les 6 mois suivant la clôture de chaque exercice comptable du bénéficiaire, un bilan et un compte de résultat, conformes au plan comptable général révisé, certifiés conformes par le président ou par le commissaire aux comptes si sa désignation est obligatoire, ainsi que le rapport d'activité de l'année de mise en œuvre du programme d'actions.
- à désigner, si l'ensemble des aides publiques perçues par le bénéficiaire excède 153 000 euros, un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code du commerce);

Article 6 : Obligations à la charge du bénéficiaire des subventions

Le bénéficiaire s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1er ;
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie des aides financières au bénéfice d'une autre personne juridique ;
- à faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services de la CeA de la réalisation de l'objet défini à l'article 1er, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autres documents ;
- à tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- à communiquer à la CeA les modifications déclarées au tribunal d'instance et fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire ;
- à informer sans délai le service de la CeA gestionnaire de l'attribution des subventions, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- à informer la CeA de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire le concernant ;
- à informer la CeA de toute cession de créance concernant les subventions objets de la présente convention de sorte à permettre à la CeA de vérifier si toutes les conditions pour

le maintien des subventions annuelles et les conditions pour leur versement sont remplies, et à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution des subventions, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, notamment ses articles 8 et 9.

Article 7 : Information et communication

Sous peine de reversement de tout ou partie des aides de la CeA, le bénéficiaire doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier de la CeA selon les moyens de communication dont il dispose.

Cette information se matérialise par la présence du logotype de la CeA sur les documents édités par le bénéficiaire et par tout autre moyen de communication (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, ...). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la CeA, le bénéficiaire pourra prendre contact auprès de la Direction de la communication de la CeA.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, inauguration, visite de chantier, première pierre…), le bénéficiaire devra systématiquement, d'une part, faire apparaître le concours de la CeA sur tous les supports de communication utilisés (courriers, cartons d'invitation ...) et d'autre part, adresser une invitation à la CeA pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu.
Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie de l'aide allouée.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement et/ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures…).

Article 8 : Interruption ou reversement de tout ou partie des subventions

Après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire, le non-respect total ou partiel des clauses stipulées de la présente convention par le bénéficiaire pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets la demande de reversement en totalité ou partie es montants alloués.

La CeA en informe le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Résiliation

9.1. La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

9.2. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

9.3. En cas de motif d'intérêt général, la CeA peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

9.4. En cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire du bénéficiaire, la CeA se réserve le droit de résilier la présente convention au motif de l'impossibilité pour le bénéficiaire et/ou son repreneur de poursuivre le projet. En outre, la CeA se réserve le droit d'inscrire son éventuelle créance, née du versement indu de tout ou partie des subventions, au passif du

bénéficiaire, dans le cadre de la procédure de déclaration de créance adressée au mandataire judiciaire.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation du bénéficiaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la CeA pourra procéder au paiement prorata temporis des subventions, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie de la subvention déjà versée, selon les modalités précisées à l'article 8.

Article 10 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la CeA et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 11 : Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier de la CeA dans sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant les subventions, objet de la présente convention, dont la communication à l'organisme peut être demandée à la CeA à tout moment.

Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

Article 12 : Règlement des litiges

12.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter une conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

12.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 12.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg le

Pour La CeA, Le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace	Pour le bénéficiaire, Le Président
Frédéric BIERRY	Rémi JURION LAPORTE

la castine

ALSACE
Collectivité européenne

Convention financière 2021
entre
la Collectivité européenne d'Alsace
et
l'association culturelle La Castine

portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°…. du 10 mai 2021,

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

Et

L'association Culturelle « La Castine », Relais culturel de Reichshoffen, représentée par son Président, M Pierre-Marie REXER,

Ci-après dénommée « le bénéficiaire »,

* *

*

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1111-4, selon lequel la compétence en matière culturelle demeure partagée entre tous les échelons de collectivités,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace, en vigueur à la date de la délibération portant attribution de la subvention, et notamment sa partie relative à la gestion des subventions,

Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021 relative au Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable,

Vu la convention annuelle d'objectifs 2020-2021 entre l'association Relais Culturel de Reichshoffen et le Département du Bas-Rhin, auquel la Collectivité européenne d'Alsace est substituée depuis le 1er janvier 2021 en vertu de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019,

Vu la demande de subvention du 30 octobre 2020,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de financement du Relais Culturel par la CeA, sous forme d'une subvention de fonctionnement, des actions du Relais Culturel au titre de l'année 2021, en tenant compte des axes prioritaires suivants qui font l'objet d'une convention pluriannuelle d'objectifs 2020-2021 pour la réalisation des actions du Relais Culturel :

- Proposition d'une programmation artistique de qualité et diversifiée ;
- Contribution à l'animation et au développement d'une dynamique de projet de territoire ;
- Accompagnement et développement d'actions et initiatives dans le domaine de la transmission artistique ;
- Proposition d'actions spécifiques et prise en compte dans la programmation des publics prioritaires de la CeA (jeunes, collégiens, personnes âgées, en situation de handicap ou en difficulté sociale).

La subvention de la CeA devra uniquement être employée pour réaliser le programme d'actions tel que précisé ci-avant.

La CeA n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Détermination du montant de la subvention

La CeA contribue financièrement pour un montant maximal de 44 160 € (quarante-quatre mille cent soixante euros) pour la réalisation des actions du Relais Culturel.

Le montant notifié de la subvention constitue un plafond non susceptible de révision, sauf accord convenu entre les parties dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

Article 3 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide de la CeA

3.1. Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter du 1er janvier 2021 et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

3.2. Durée de validité de la subvention

La subvention attribuée doit être affectée aux dépenses de fonctionnement portant sur le programme d'actions mentionné à l'article 1er, lequel devra être réalisé au plus tard le 31 décembre 2021 sous peine de sanction prévue à l'article 9.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée en une seule fois, par dérogation au règlement budgétaire et financier de la collectivité et conformément aux modalités du Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable approuvé par délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021, après signature de la présente convention par les deux parties.

Article 5 : Justificatifs

Le bénéficiaire s'engage :

- à fournir un compte-rendu quantitatif et qualitatif certifié par le responsable légal ou toute personne habilitée, attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention précisé à l'article 1er ;
- à fournir, dans les 6 mois suivant la clôture de chaque exercice comptable du bénéficiaire, un bilan et un compte de résultat, conformes au plan comptable général révisé, certifiés conformes par le président ou par le commissaire aux comptes si sa désignation est obligatoire, ainsi que le rapport d'activité de l'année de mise en œuvre du programme d'actions.
- à désigner, si l'ensemble des aides publiques perçues par le bénéficiaire excède 153 000 euros, un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code du commerce);

Article 6 : Obligations à la charge du bénéficiaire de la subvention

Le bénéficiaire s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1er ;
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique ;
- à faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services de la CeA de la réalisation de l'objet défini à l'article 1er, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autres documents ;
- à tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- à communiquer à la CeA les modifications déclarées au tribunal d'instance et fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire ;
- à informer sans délai le service de la CeA gestionnaire de l'attribution de la subvention, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- à informer la CeA de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire le concernant ;
- à informer la CeA de toute cession de créance concernant la subvention objet de la présente convention de sorte à permettre à la CeA de vérifier si toutes les conditions pour le maintien de la subvention annuelle et les conditions pour son versement sont remplies, et à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution de la subvention, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, notamment ses articles 8 et 9.

Article 7 : Information et communication

Sous peine de reversement de tout ou partie de l'aide de la CeA, le bénéficiaire doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier de la CeA selon les moyens de communication dont il dispose.

Cette information se matérialise par la présence du logotype de la CeA sur les documents édités par le bénéficiaire et par tout autre moyen de communication (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, ...). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la CeA, le bénéficiaire pourra prendre contact auprès de la Direction de la communication de la CeA.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, inauguration, visite de chantier, première pierre…), le bénéficiaire devra systématiquement, d'une part, faire apparaître le concours de la CeA sur tous les supports de communication utilisés

(courriers, cartons d'invitation ...) et d'autre part, adresser une invitation à la CeA pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu.
Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie de l'aide allouée.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement et/ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures…).

Article 8 : Interruption et reversement de tout ou partie de la subvention

Après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire, le non-respect total ou partiel des clauses stipulées de la présente convention par le bénéficiaire pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets la demande de reversement en totalité ou partie du montant alloué.

La CeA en informe le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Résiliation

9.1. La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

9.2. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

9.3. En cas de motif d'intérêt général, la CeA peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

9.4. En cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire du bénéficiaire, la CeA se réserve le droit de résilier la présente convention au motif de l'impossibilité pour le bénéficiaire et/ou son repreneur de poursuivre le projet. En outre, la CeA se réserve le droit d'inscrire son éventuelle créance, née du versement indu de tout ou partie de sa subvention, au passif du bénéficiaire, dans le cadre de la procédure de déclaration de créance adressée au mandataire judiciaire.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation du bénéficiaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la CeA pourra procéder au paiement prorata temporis de la subvention, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie de la subvention déjà versée, selon les modalités précisées à l'article 8.

Article 10 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la CeA et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 11 : Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier de la CeA dans sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant la subvention, objet de

la présente convention, dont la communication à l'organisme peut être demandée à la CeA à tout moment.

Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

Article 12 : Règlement des litiges

12.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter une conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

12.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 12.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg le

Pour La CeA, Le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace	Pour le bénéficiaire, Le Président
Frédéric BIERRY	Pierre-Marie REXER

Convention financière 2021
entre
la Collectivité européenne d'Alsace
et
l'association Relais culturel de Saverne

portant sur l'attribution de deux subventions de fonctionnement

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°…. du 10 mai 2021,

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

Et

L'association Relais Culturel de Saverne représentée par sa Présidente, Mme Danielle ARCHEN,

Ci-après dénommée « le bénéficiaire »,

* *

*

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1111-4, selon lequel la compétence en matière culturelle demeure partagée entre tous les échelons de collectivités,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace, en vigueur à la date de la délibération portant attribution des subventions, et notamment sa partie relative à la gestion des subventions,

Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021 relative au Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable,

Vu la convention annuelle d'objectifs 2020-2021 (relais culturel) et la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2021 (festival Mon Mouton est un lion), entre l'association Relais Culturel de Saverne et le Département du Bas-Rhin, auquel la Collectivité européenne d'Alsace est substituée depuis le 1er janvier 2021 en vertu de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019,

Vu les demandes de subvention du 30 octobre 2020,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de financement du Relais culturel par la CeA, sous la forme de deux subventions de fonctionnement, des actions du Relais Culturel au titre de l'année 2021, en tenant compte des axes prioritaires suivants qui font l'objet d'une convention annuelle d'objectifs 2020-2021 pour la réalisation des actions du Relais Culturel :

- Proposition d'une programmation artistique de qualité et diversifiée ;
- Contribution à l'animation et au développement d'une dynamique de projet de territoire ;
- Accompagnement et développement d'actions et initiatives dans le domaine de la transmission artistique ;
- Proposition d'actions spécifiques et prise en compte dans la programmation des publics prioritaires de la CeA (jeunes, collégiens, personnes âgées, en situation de handicap ou en difficulté sociale).

Et qui font l'objet d'une convention pluriannuelle d'objectifs pour la réalisation du festival « Mon Mouton est un Lion » qui :

- Le positionnement du festival dans la mise en tourisme du territoire ;
- Le développement du potentiel du festival en termes d'actions culturelles, de médiation et de soutien à la création ;
- L'accessibilité du festival et le développement des publics (économique, médico-social, générationnel) ;
- La dynamisation de la vie associative : accompagnement du bénévolat, recherche de mécénat, amélioration des documents administratifs et comptables ;
- L'engagement dans l'économie sociale et solidaire, le développement durable et la prévention.

Les subventions de la CeA devront uniquement être employées pour réaliser le programme d'actions tels que précisés ci-avant.

La CeA n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Détermination du montant des subventions

La CeA contribue financièrement pour un montant maximal de 55 600 € (cinquante-cinq mille six cent euros) pour la réalisation des actions du Relais Culturel et de 25 500 € (vingt-cinq mille cinq cent euros) pour la réalisation du Festival « Mon Mouton est un Lion ».

Le montant notifié des subventions constitue un plafond non susceptible de révision, sauf accord convenu entre les parties dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

Article 3 : Durée de la convention et durée de validité des aides de la CeA

3.1. Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter du 1er janvier 2021 et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

3.2. Durée de validité de la subvention

Les subventions attribuées doivent être affectées aux dépenses de fonctionnement portant sur le programme d'actions mentionné à l'article 1er, lequel devra être réalisé au plus tard le 31 décembre 2021 sous peine de sanction prévue à l'article 9.

Article 4 : Modalités de versement des subventions

Les subventions seront versées en une seule fois, par dérogation au règlement budgétaire et financier de la collectivité et conformément aux modalités du Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable approuvé par le Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021, après signature de la présente convention par les deux parties.

Article 5 : Justificatifs

Le bénéficiaire s'engage :

- à fournir un compte-rendu quantitatif et qualitatif certifié par le responsable légal ou toute personne habilitée, attestant de la conformité des dépenses à l'objet des subventions précisé à l'article 1er ;
- à fournir, dans les 6 mois suivant la clôture de chaque exercice comptable du bénéficiaire, un bilan et un compte de résultat, conformes au plan comptable général révisé, certifiés conformes par le président ou par le commissaire aux comptes si sa désignation est obligatoire, ainsi que le rapport d'activité de l'année de mise en œuvre du programme d'actions.
- à désigner, si l'ensemble des aides publiques perçues par le bénéficiaire excède 153 000 euros, un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code du commerce);

Article 6 : Obligations à la charge du bénéficiaire des subventions

Le bénéficiaire s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1er ;
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie des aides financières au bénéfice d'une autre personne juridique ;
- à faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services de la CeA de la réalisation de l'objet défini à l'article 1er, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autres documents ;
- à tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- à communiquer à la CeA les modifications déclarées au tribunal d'instance et fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire ;
- à informer sans délai le service de la CeA gestionnaire de l'attribution des subventions, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- à informer la CeA de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire le concernant ;
- à informer la CeA de toute cession de créance concernant les subventions objets de la présente convention de sorte à permettre à la CeA de vérifier si toutes les conditions pour le maintien des subventions annuelles et les conditions pour leur versement sont remplies, et à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution des subventions, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, notamment ses articles 8 et 9.

Article 7 : Information et communication

Sous peine de reversement de tout ou partie des aides de la CeA, le bénéficiaire doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier de la CeA selon les moyens de communication dont il dispose.

Cette information se matérialise par la présence du logotype de la CeA sur les documents édités par le bénéficiaire et par tout autre moyen de communication (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, ...). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la CeA, le bénéficiaire pourra prendre contact auprès de la Direction de la communication de la CeA.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, inauguration, visite de chantier, première pierre…), le bénéficiaire devra systématiquement, d'une part, faire apparaître le concours de la CeA sur tous les supports de communication utilisés (courriers, cartons d'invitation ...) et d'autre part, adresser une invitation à la CeA pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu.
Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie de l'aide allouée.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement et/ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures…).

Article 8 : Interruption ou reversement de tout ou partie des subventions

Après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire, le non-respect total ou partiel des clauses stipulées de la présente convention par le bénéficiaire pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets la demande de reversement en totalité ou partie du montant alloué.

La CeA en informe le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Résiliation

9.1. La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

9.2. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

9.3. En cas de motif d'intérêt général, la CeA peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

9.4. En cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire du bénéficiaire, la CeA se réserve le droit de résilier la présente convention au motif de l'impossibilité pour le bénéficiaire et/ou son repreneur de poursuivre le projet. En outre, la CeA se réserve le droit d'inscrire son éventuelle créance, née du versement indu de tout ou partie de ses subventions, au passif du bénéficiaire, dans le cadre de la procédure de déclaration de créance adressée au mandataire judiciaire.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation du bénéficiaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la CeA pourra procéder au paiement prorata temporis des subventions, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie des subventions déjà versées, selon les modalités précisées à l'article 8.

Article 10 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la CeA et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 11 : Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier de la CeA dans sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant les subventions, objet de la présente convention, dont la communication à l'organisme peut être demandée à la CeA à tout moment.

Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

Article 12 : Règlement des litiges

12.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter une conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

12.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 12.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg le

Pour La CeA, Le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace	Pour le bénéficiaire, La Présidente
Frédéric BIERRY	Danielle ARCHEN

Convention financière 2021
entre
la Collectivité européenne d'Alsace
et
l'association Zone 51

portant sur l'attribution de deux subventions de fonctionnement

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°…. du 10 mai 2021,

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

Et

L'association Zone 51 représentée par son Président, M. Matthieu RENAUDET,
Ci-après dénommée « le bénéficiaire ».

Ci-après dénommée « le bénéficiaire »,

* *

*

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1111-4, selon lequel la compétence en matière culturelle demeure partagée entre tous les échelons de collectivités,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace, en vigueur à la date de la délibération portant attribution des subventions, et notamment sa partie relative à la gestion des subventions,

Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021 relative au Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable,

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs 2020-2022 entre l'association Zone 51 et le Département du Bas-Rhin, auquel la Collectivité européenne d'Alsace est substituée depuis le 1er janvier 2021 en vertu de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019,

Vu les demandes de subvention du 30 octobre 2020,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de financement de l'association Zone 51 par la CeA, sous la forme :

- d'une subvention de fonctionnement et en tenant compte du programme d'actions suivant, que le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre et qui fait l'objet d'une convention pluriannuelle d'objectifs 2020-2022 :

- La coordination d'actions d'accompagnement et de structuration destinée au public de la scène locale des Musiques Actuelles sur la zone géographique du Territoire Sud ;
- L'accueil et les permanences au local « Le Caméléon » pour apporter conseils aux artistes locaux et associations du secteur. Des permanences décentralisées sont à envisager en fonction de la demande ;
- L'accompagnement technique des pratiques amateurs ;
- L'organisation de formations à destination des associations et artistes locaux ;
- La mise en place de projets en partenariat avec les Relais Culturels et les écoles de musique du territoire ;
- La gestion d'une base de données et d'un site internet dans le domaine.

- d'une subvention de fonctionnement pour la réalisation des festivals « Epidemic Experience », « Summer Vibration » et « Rock Your Brain ».

Les subventions de la CeA devront uniquement être employées pour réaliser les programmes d'actions tel que précisés ci-avant.

La CeA n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Détermination du montant des subventions

La CeA contribue financièrement pour un montant maximal de 25 920 € (vingt-cinq mille neuf cent vingt euros) pour la réalisation du programme d'actions du Centre de Ressources Musiques Actuelles et de 11 000 € (onze mille euros) pour la réalisation des festivals.

Le montant notifié des subventions constitue un plafond non susceptible de révision, sauf accord convenu entre les parties dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

Article 3 : Durée de la convention et durée de validité des aides de la CeA

3.1. Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter du 1er janvier 2021 et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

3.2. Durée de validité des subventions

Les subventions attribuées doivent être affectées aux dépenses de fonctionnement portant sur les programmes d'actions mentionné à l'article 1er, lequel devra être réalisé au plus tard le 31 décembre 2021 sous peine de sanction prévue à l'article 9.

Article 4 : Modalités de versement des subventions

Les subventions seront versées en une seule fois, par dérogation au règlement budgétaire et financier de la collectivité et conformément aux modalités du Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable approuvé par délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021, après signature de la présente convention par les deux parties.

Article 5 : Justificatifs

Le bénéficiaire s'engage :

- à fournir un compte-rendu quantitatif et qualitatif certifié par le responsable légal ou toute personne habilitée, attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention précisé à l'article 1er ;
- à fournir, dans les 6 mois suivant la clôture de chaque exercice comptable du bénéficiaire, un bilan et un compte de résultat, conformes au plan comptable général révisé, certifiés conformes par le président ou par le commissaire aux comptes si sa désignation est obligatoire, ainsi que le rapport d'activité de l'année de mise en œuvre du programme d'actions.
- à désigner, si l'ensemble des aides publiques perçues par le bénéficiaire excède 153 000 euros, un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code du commerce);

Article 6 : Obligations à la charge du bénéficiaire des subventions

Le bénéficiaire s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1er ;
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie des aides financières au bénéfice d'une autre personne juridique ;
- à faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services de la CeA de la réalisation de l'objet défini à l'article 1er, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autres documents ;
- à tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- à communiquer à la CeA les modifications déclarées au tribunal d'instance et fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire ;
- à informer sans délai le service de la CeA gestionnaire de l'attribution des subventions, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- à informer la CeA de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire le concernant ;
- à informer la CeA de toute cession de créance concernant les subventions objets de la présente convention de sorte à permettre à la CeA de vérifier si toutes les conditions pour le maintien des subventions annuelles et les conditions pour son(leur) versement sont remplies, et à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution des subventions, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, notamment ses articles 8 et 9.

Article 7 : Information et communication

Sous peine de reversement de tout ou partie des aides de la CeA, le bénéficiaire doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier de la CeA selon les moyens de communication dont il dispose.

Cette information se matérialise par la présence du logotype de la CeA sur les documents édités par le bénéficiaire et par tout autre moyen de communication (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, ...). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la CeA, le bénéficiaire pourra prendre contact auprès de la Direction de la communication de la CeA.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, inauguration, visite de chantier, première pierre…), le bénéficiaire devra systématiquement,

d'une part, faire apparaître le concours de la CeA sur tous les supports de communication utilisés (courriers, cartons d'invitation ...) et d'autre part, adresser une invitation à la CeA pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu.
Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie de l'aide allouée.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement et/ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures…).

Article 8 : Interruption et reversement de tout ou partie des subventions

Après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire, le non-respect total ou partiel des clauses stipulées de la présente convention par le bénéficiaire pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués.

La CeA en informe le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Résiliation

9.1. La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

9.2. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

9.3. En cas de motif d'intérêt général, la CeA peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

9.4. En cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire du bénéficiaire, la CeA se réserve le droit de résilier la présente convention au motif de l'impossibilité pour le bénéficiaire et/ou son repreneur de poursuivre le projet. En outre, la CeA se réserve le droit d'inscrire son éventuelle créance, née du versement indu de tout ou partie des subventions, au passif du bénéficiaire, dans le cadre de la procédure de déclaration de créance adressée au mandataire judiciaire.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation du bénéficiaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la CeA pourra procéder au paiement prorata temporis des subventions, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie de la subvention déjà versée, selon les modalités précisées à l'article 8.

Article 10 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la CeA et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 11 : Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier de la CeA dans sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant les subventions, objet

de la présente convention, dont la communication à l'organisme peut être demandée à la CeA à tout moment.

Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

Article 12 : Règlement des litiges

12.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter une conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

12.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 12.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg le

Pour La CeA, Le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace	Pour le bénéficiaire, Le Président
Frédéric BIERRY	Matthieu RENAUDET

Convention financière 2021
entre
la Collectivité européenne d'Alsace
et
l'association Réseau Jack

portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°…. du 10 mai 2021,

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

Et

L'association Réseau Jack représentée par son Président, M. Fabrice NAERT,

Ci-après dénommée « le bénéficiaire »,

* *

*

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1111-4, selon lequel la compétence en matière culturelle demeure partagée entre tous les échelons de collectivités,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace, en vigueur à la date de la délibération portant attribution de la subvention, et notamment sa partie relative à la gestion des subventions,

Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021 relative au Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable,

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs 2020-2022 entre l'association Réseau Jack et le Département du Bas-Rhin, auquel la Collectivité européenne d'Alsace est substituée depuis le 1er janvier 2021 en vertu de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019,

Vu les demandes de subvention du 30 octobre 2020,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de financement du Centre de Ressources Musiques Actuelles par la CeA, sous la forme d'une subvention de fonctionnement et en tenant compte du programme d'actions suivant que le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre et qui fait l'objet d'une convention pluriannuelle d'objectifs 2020-2022 :

- la coordination d'actions d'accompagnement et de structuration destinée au public jeune de la scène locale des Musiques Actuelles sur la zone géographique comprenant le Territoire Nord et Ouest ;
- L'accueil et les permanences au local « Les Bains Rock » pour apporter conseils aux artistes locaux et associations du secteur. Des permanences décentralisées sont à envisager en fonction de la demande ;
- L'accompagnement technique des pratiques amateurs ;
- L'organisation de formations à destination des associations et artistes locaux ;
- La mise en place de projets en partenariat avec les Relais Culturels et les écoles de musique du territoire ;
- La gestion d'une base de données et d'un site internet dans le domaine.

La subvention de la CeA devra uniquement être employée pour réaliser le programme d'actions tel que précisé ci-avant.

La CeA n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Détermination du montant de la subvention

La CeA contribue financièrement pour un montant maximal de 25 920 € (vingt-cinq mille neuf cent vingt euros).

Le montant notifié de la subvention constitue un plafond non susceptible de révision, sauf accord convenu entre les parties dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

Article 3 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide de la CeA

3.1. Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter du 1er janvier 2021 et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

3.2. Durée de validité de la subvention

La subvention attribuée doit être affectée aux dépenses de fonctionnement portant sur le programme d'actions mentionné à l'article 1er, lequel devra être réalisé au plus tard le 31 décembre 2021 sous peine de sanction prévue à l'article 9.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée en une seule fois, par dérogation au règlement budgétaire et financier de la collectivité et conformément aux modalités du Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable approuvé par délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021, après signature de la présente convention par les deux parties.

Article 5 : Justificatifs

Le bénéficiaire s'engage :

- à fournir un compte-rendu quantitatif et qualitatif certifié par le responsable légal ou toute personne habilitée, attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention précisé à l'article 1er ;
- à fournir, dans les 6 mois suivant la clôture de chaque exercice comptable du bénéficiaire, un bilan et un compte de résultat, conformes au plan comptable général révisé, certifiés conformes par le président ou par le commissaire aux comptes si sa désignation est obligatoire, ainsi que le rapport d'activité de l'année de mise en œuvre du programme d'actions.
- à désigner, si l'ensemble des aides publiques perçues par le bénéficiaire excède 153 000 euros, un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code du commerce);
-

Article 6 : Obligations à la charge du bénéficiaire de la subvention

Le bénéficiaire s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1er ;
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique ;
- à faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services de la CeA de la réalisation de l'objet défini à l'article 1er, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autres documents ;
- à tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- à communiquer à la CeA les modifications déclarées au tribunal d'instance et fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire ;
- à informer sans délai le service de la CeA gestionnaire de l'attribution de la subvention, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- à informer la CeA de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire le concernant ;
- à informer la CeA de toute cession de créance concernant la subvention objet de la présente convention de sorte à permettre à la CeA de vérifier si toutes les conditions pour le maintien de la(des) subvention(s annuelles) et les conditions pour son(leur) versement sont remplies, et à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution de la subvention, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, notamment ses articles 8 et 9.

Article 7 : Information et communication

Sous peine de reversement de tout ou partie de l'aide de la CeA, le bénéficiaire doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier de la CeA selon les moyens de communication dont il dispose.

Cette information se matérialise par la présence du logotype de la CeA sur les documents édités par le bénéficiaire et par tout autre moyen de communication (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, ...). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la CeA, le bénéficiaire pourra prendre contact auprès de la Direction de la communication de la CeA.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, inauguration, visite de chantier, première pierre…), le bénéficiaire devra systématiquement,

d'une part, faire apparaître le concours de la CeA sur tous les supports de communication utilisés (courriers, cartons d'invitation ...) et d'autre part, adresser une invitation à la CeA pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu.
Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie de l'aide allouée.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement et/ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures…).

Article 8 : Interruption et reversement de tout ou partie de la subvention

Après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire, le non-respect total ou partiel des clauses stipulées de la présente convention par le bénéficiaire pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets la demande de reversement en totalité ou partie du montant alloué.

La CeA en informe le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Résiliation

9.1. La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

9.2. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

9.3. En cas de motif d'intérêt général, la CeA peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

9.4. En cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire du bénéficiaire, la CeA se réserve le droit de résilier la présente convention au motif de l'impossibilité pour le bénéficiaire et/ou son repreneur de poursuivre le projet. En outre, la CeA se réserve le droit d'inscrire son éventuelle créance, née du versement indu de tout ou partie de sa subvention, au passif du bénéficiaire, dans le cadre de la procédure de déclaration de créance adressée au mandataire judiciaire.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation du bénéficiaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la CeA pourra procéder au paiement prorata temporis de la subvention, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie de la subvention déjà versée, selon les modalités précisées à l'article 8.

Article 10 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la CeA et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 11 : Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier de la CeA dans

sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant la subvention, objet de la présente convention, dont la communication à l'organisme peut être demandée à la CeA à tout moment.

Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

Article 12 : Règlement des litiges

12.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter une conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

12.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 12.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg le

Pour La CeA, Le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace	Pour le bénéficiaire, Le Président
Frédéric BIERRY	Fabrice NAERT

Convention financière 2021
entre
la Collectivité européenne d'Alsace
et
l'association Artefact PRL

portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°…. du 10 mai 2021,

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

Et

L'association Artefact PRL représentée par son Président, M. Thierry DANET,

Ci-après dénommée « le bénéficiaire ».

* *

*

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1111-4, selon lequel la compétence en matière culturelle demeure partagée entre tous les échelons de collectivités,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace, en vigueur à la date de la délibération portant attribution de la subvention, et notamment sa partie relative à la gestion des subventions,

Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021 relative au Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable,

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs 2020-2022 entre l'association Artefact PRL et le Département du Bas-Rhin, auquel la Collectivité européenne d'Alsace est substituée depuis le 1er janvier 2021 en vertu de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019,

Vu les demandes de subvention du 30 octobre 2020,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de financement du Centre de Ressources Musiques Actuelles par la CeA, sous la forme d'une subvention de fonctionnement et en tenant compte du programme d'actions suivant que le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre et qui fait l'objet d'une convention pluriannuelle d'objectifs 2020-2022 :

- la coordination d'actions d'accompagnement et de structuration destinée au public de la scène locale des Musiques Actuelles sur la zone géographique du Territoire de l'Eurométropole ;
- l'accueil et les permanences au point ressource pour apporter conseils aux artistes locaux et associations du secteur. Des permanences décentralisées sont à envisager en fonction de la demande ;
- l'accompagnement technique des pratiques amateurs ;
- l'organisation de formations à destination des associations et artistes locaux ;
- la mise en place de projets en partenariat avec les écoles de musique du territoire ;
- La programmation de groupes locaux dans le cadre du concept « scènes d'ici » ;
- la gestion d'une base de données et du site internet du dispositif d'accompagnement.

La subvention de la CeA devra uniquement être employée pour réaliser le programme d'actions tel que précisé ci-avant.

La CeA n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Détermination du montant de la subvention

La CeA contribue financièrement pour un montant maximal de 25 920 € (vingt-cinq mille neuf cent vingt euros).

Le montant notifié de la subvention constitue un plafond non susceptible de révision, sauf accord convenu entre les parties dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

Article 3 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide de la CeA

3.1. Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter du 1er janvier 2021 et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

3.2. Durée de validité de la subvention

La subvention attribuée doit être affectée aux dépenses de fonctionnement portant sur le programme d'actions mentionné à l'article 1er, lequel devra être réalisé au plus tard le 31 décembre 2021 sous peine de sanction prévue à l'article 9.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée en une seule fois, par dérogation au règlement budgétaire et financier de la collectivité et conformément aux modalités du Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable approuvé par délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021, après signature de la présente convention par les deux parties.

Article 5 : Justificatifs

Le bénéficiaire s'engage :

- à fournir un compte-rendu quantitatif et qualitatif certifié par le responsable légal ou toute personne habilitée, attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention précisé à l'article 1er ;
- à fournir, dans les 6 mois suivant la clôture de chaque exercice comptable du bénéficiaire, un bilan et un compte de résultat, conformes au plan comptable général révisé, certifiés conformes par le président ou par le commissaire aux comptes si sa désignation est obligatoire, ainsi que le rapport d'activité de l'année de mise en œuvre du programme d'actions.
- à désigner, si l'ensemble des aides publiques perçues par le bénéficiaire excède 153 000 euros, un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code du commerce);

Article 6 : Obligations à la charge du bénéficiaire de la subvention

Le bénéficiaire s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1er ;
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique ;
- à faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services de la CeA de la réalisation de l'objet défini à l'article 1er, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autres documents ;
- à tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- à communiquer à la CeA les modifications déclarées au tribunal d'instance et fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire ;
- à informer sans délai le service de la CeA gestionnaire de l'attribution de la subvention, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- à informer la CeA de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire le concernant ;
- à informer la CeA de toute cession de créance concernant la subvention objet de la présente convention de sorte à permettre à la CeA de vérifier si toutes les conditions pour le maintien de la(des) subvention(s annuelles) et les conditions pour son(leur) versement sont remplies, et à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution de la subvention, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, notamment ses articles 8 et 9.

Article 7 : Information et communication

Sous peine de reversement de tout ou partie de l'aide de la CeA, le bénéficiaire doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier de la CeA selon les moyens de communication dont il dispose.

Cette information se matérialise par la présence du logotype de la CeA sur les documents édités par le bénéficiaire et par tout autre moyen de communication (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, ...). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la CeA, le bénéficiaire pourra prendre contact auprès de la Direction de la communication de la CeA.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, inauguration, visite de chantier, première pierre…), le bénéficiaire devra systématiquement,

d'une part, faire apparaître le concours de la CeA sur tous les supports de communication utilisés (courriers, cartons d'invitation ...) et d'autre part, adresser une invitation à la CeA pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu.
Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie de l'aide allouée.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement et/ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures…).

Article 8 : Interruption et reversement de tout ou partie de la subvention

Après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire, le non-respect total ou partiel des clauses stipulées de la présente convention par le bénéficiaire pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets la demande de reversement en totalité ou partie du montant alloué.

La CeA en informe le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Résiliation

9.1. La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

9.2. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

9.3. En cas de motif d'intérêt général, la CeA peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

9.4. En cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire du bénéficiaire, la CeA se réserve le droit de résilier la présente convention au motif de l'impossibilité pour le bénéficiaire et/ou son repreneur de poursuivre le projet. En outre, la CeA se réserve le droit d'inscrire son éventuelle créance, née du versement indu de tout ou partie de sa subvention, au passif du bénéficiaire, dans le cadre de la procédure de déclaration de créance adressée au mandataire judiciaire.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation du bénéficiaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la CeA pourra procéder au paiement prorata temporis de la subvention, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie de la subvention déjà versée, selon les modalités précisées à l'article 8.

Article 10 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la CeA et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 11 : Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier de la CeA dans sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant la subvention, objet de

la présente convention, dont la communication à l'organisme peut être demandée à la CeA à tout moment.

Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

Article 12 : Règlement des litiges

12.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter une conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

12.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 12.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg le

Pour La CeA, Le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace	Pour le bénéficiaire, Le Président
Frédéric BIERRY	Thierry DANET

Convention financière 2021
entre
la Collectivité européenne d'Alsace
et
l'association Décibulles

portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°…. du 10 mai 2021,

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

Et

L'association Décibulles représentée par son Président, M. Jean-Paul HUMBERT,

Ci-après dénommée « le bénéficiaire ».

* *

*

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1111-4, selon lequel la compétence en matière culturelle demeure partagée entre tous les échelons de collectivités,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace, en vigueur à la date de la délibération portant attribution de la subvention, et notamment sa partie relative à la gestion des subventions,

Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021 relative au Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable,

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2021 entre l'association Décibulles et le Département du Bas-Rhin, auquel la Collectivité européenne d'Alsace est substituée depuis le 1er janvier 2021 en vertu de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019,

Vu les demandes de subvention du 30 octobre 2020,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de financement du festival Décibulles par la CeA, sous la forme d'une subvention de fonctionnement, du programme d'actions suivant, que le bénéficiaire s'engage à réaliser lors du festival Décibulles et qui fait l'objet d'une convention pluriannuelle d'objectifs 2020-2021 :

- la promotion et la diffusion des musiques actuelles ;
- l'organisation d'un tremplin pour les groupes locaux en amont du festival ;
- la participation de groupes bas-rhinois à la programmation du festival ;
- la mise en place d'un espace de prévention des conduites à risques sur le site du festival ;
- l'organisation de rencontres avec des artistes, de master class, etc… ;
- la participation de l'association aux travaux du réseau des acteurs des musiques actuelles.

La subvention de la CeA devra uniquement être employée pour réaliser le programme d'actions tel que précisé ci-avant.

La CeA n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Détermination du montant de la subvention

La CeA contribue financièrement pour un montant maximal de 39 000 € (trente-neuf mille euros).

Le montant notifié de la subvention constitue un plafond non susceptible de révision, sauf accord convenu entre les parties dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

Article 3 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide de la CeA

3.1. Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter du 1er janvier 2021 et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

3.2. Durée de validité de la subvention

La subvention attribuée doit être affectée aux dépenses de fonctionnement portant sur le programme d'actions mentionné à l'article 1er, lequel devra être réalisé au plus tard le 31 décembre 2021 sous peine de sanction prévue à l'article 9.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée en une seule fois, par dérogation au règlement budgétaire et financier de la collectivité et conformément aux modalités du Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable approuvé par délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021, après signature de la présente convention par les deux parties.

Article 5 : Justificatifs

Le bénéficiaire s'engage :

- à fournir un compte-rendu quantitatif et qualitatif certifié par le responsable légal ou toute personne habilitée, attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention précisé à l'article 1er ;
- à fournir, dans les 6 mois suivant la clôture de chaque exercice comptable du bénéficiaire, un bilan et un compte de résultat, conformes au plan comptable général révisé, certifiés conformes par le président ou par le commissaire aux comptes si sa désignation est obligatoire, ainsi que le rapport d'activité de l'année de mise en œuvre du programme d'actions.
- à désigner, si l'ensemble des aides publiques perçues par le bénéficiaire excède 153 000 euros, un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code du commerce);

Article 6 : Obligations à la charge du bénéficiaire de la subvention

Le bénéficiaire s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1er ;
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique ;
- à faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services de la CeA de la réalisation de l'objet défini à l'article 1er, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autres documents ;
- à tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- à communiquer à la CeA les modifications déclarées au tribunal d'instance et fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire ;
- à informer sans délai le service de la CeA gestionnaire de l'attribution de la subvention, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- à informer la CeA de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire le concernant ;
- à informer la CeA de toute cession de créance concernant la subvention objet de la présente convention de sorte à permettre à la CeA de vérifier si toutes les conditions pour le maintien de la(des) subvention(s annuelles) et les conditions pour son(leur) versement sont remplies, et à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution de la subvention, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, notamment ses articles 8 et 9.

Article 7 : Information et communication

Sous peine de reversement de tout ou partie de l'aide de la CeA, le bénéficiaire doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier de la CeA selon les moyens de communication dont il dispose.

Cette information se matérialise par la présence du logotype de la CeA sur les documents édités par le bénéficiaire et par tout autre moyen de communication (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, ...). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la CeA, le bénéficiaire pourra prendre contact auprès de la Direction de la communication de la CeA.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, inauguration, visite de chantier, première pierre…), le bénéficiaire devra systématiquement,

d'une part, faire apparaître le concours de la CeA sur tous les supports de communication utilisés (courriers, cartons d'invitation ...) et d'autre part, adresser une invitation à la CeA pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu.
Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie de l'aide allouée.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement et/ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures…).

Article 8 : Interruption et reversement de tout ou partie de la subvention

Après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire, le non-respect total ou partiel des clauses stipulées de la présente convention par le bénéficiaire pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets la demande de reversement en totalité ou partie du montant alloué.

La CeA en informe le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Résiliation

9.1. La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

9.2. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

9.3. En cas de motif d'intérêt général, la CeA peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

9.4. En cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire du bénéficiaire, la CeA se réserve le droit de résilier la présente convention au motif de l'impossibilité pour le bénéficiaire et/ou son repreneur de poursuivre le projet. En outre, la CeA se réserve le droit d'inscrire son éventuelle créance, née du versement indu de tout ou partie de sa subvention, au passif du bénéficiaire, dans le cadre de la procédure de déclaration de créance adressée au mandataire judiciaire.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation du bénéficiaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la CeA pourra procéder au paiement prorata temporis de la subvention, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie de la subvention déjà versée, selon les modalités précisées à l'article 8.

Article 10 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la CeA et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 11 : Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier de la CeA dans sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant la subvention, objet de

la présente convention, dont la communication à l'organisme peut être demandée à la CeA à tout moment.

Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

Article 12 : Règlement des litiges

12.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter une conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

12.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 12.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg le

Pour La CeA, Le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace	Pour le bénéficiaire, Le Président
Frédéric BIERRY	Jean-Paul HUMBERT

Convention financière 2021
entre
la Collectivité européenne d'Alsace
et
l'association QUATRE 4.0

portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°…. du 10 mai 2021,

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

Et

L'association QUATRE 4.0 représentée par son Président, M. Patrick SCHNEIDER,

Ci-après dénommée « le bénéficiaire »,

* *

*

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1111-4, selon lequel la compétence en matière culturelle demeure partagée entre tous les échelons de collectivités,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace, en vigueur à la date de la délibération portant attribution de la subvention, et notamment sa partie relative à la gestion des subventions,

Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021 relative au Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable,

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2021 entre l'association QUATRE 4.0 et le Département du Bas-Rhin, auquel la Collectivité européenne d'Alsace est substituée depuis le 1er janvier 2021 en vertu de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019,

Vu les demandes de subvention du 30 octobre 2020,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de financement du festival Ososphère par la CeA, sous la forme d'une subvention de fonctionnement et en tenant compte des axes prioritaires suivants qui font l'objet d'une convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2021 :

- Le positionnement du festival dans la mise en tourisme du territoire ;
- Le développement du potentiel du festival en termes d'actions culturelles, de médiation et de soutien à la création ;
- L'accessibilité du festival et le développement des publics (économique, médico-social, générationnel) ;
- La dynamisation de la vie associative : accompagnement du bénévolat, recherche de mécénat, amélioration des documents administratifs et comptables ;
- L'engagement dans l'économie sociale et solidaire, le développement durable et la prévention.

La subvention de la CeA devra uniquement être employée pour réaliser le programme d'actions tel que précisé ci-avant.

La CeA n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Détermination du montant de la subvention

La CeA contribue financièrement pour un montant maximal de 45 000 € (quarante-cinq mille euros).

Le montant notifié de la subvention constitue un plafond non susceptible de révision, sauf accord convenu entre les parties dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

Article 3 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide de la CeA

3.1. Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter du 1er janvier 2021 et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

3.2. Durée de validité de la subvention

La subvention attribuée doit être affectée aux dépenses de fonctionnement portant sur le programme d'actions mentionné à l'article 1er et devra être réalisé au plus tard le 31 décembre 2021 sous peine de sanction prévue à l'article 9.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée en une seule fois, par dérogation au règlement budgétaire et financier de la collectivité et conformément aux modalités du Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable approuvé par délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021, après signature de la présente convention par les deux parties.

Article 5 : Justificatifs

Le bénéficiaire s'engage :

- à fournir un compte-rendu quantitatif et qualitatif certifié par le responsable légal ou toute personne habilitée, attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention précisé à l'article 1er ;
- à fournir, dans les 6 mois suivant la clôture de chaque exercice comptable du bénéficiaire, un bilan et un compte de résultat, conformes au plan comptable général révisé, certifiés conformes par le président ou par le commissaire aux comptes si sa désignation est obligatoire, ainsi que le rapport d'activité de l'année de mise en œuvre du programme d'actions.
- à désigner, si l'ensemble des aides publiques perçues par le bénéficiaire excède 153 000 euros, un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code du commerce);

Article 6 : Obligations à la charge du bénéficiaire de la subvention

Le bénéficiaire s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1er ;
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique ;
- à faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services de la CeA de la réalisation de l'objet défini à l'article 1er, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autres documents ;
- à tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- à communiquer à la CeA les modifications déclarées au tribunal d'instance et fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire ;
- à informer sans délai le service de la CeA gestionnaire de l'attribution de la subvention, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- à informer la CeA de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire le concernant ;
- à informer la CeA de toute cession de créance concernant la subvention objet de la présente convention de sorte à permettre à la CeA de vérifier si toutes les conditions pour le maintien de la(des) subvention(s annuelles) et les conditions pour son(leur) versement sont remplies, et à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution de la subvention, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, notamment ses articles 8 et 9.

Article 7 : Information et communication

Sous peine de reversement de tout ou partie de l'aide de la CeA, le bénéficiaire doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier de la CeA selon les moyens de communication dont il dispose.

Cette information se matérialise par la présence du logotype de la CeA sur les documents édités par le bénéficiaire et par tout autre moyen de communication (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, ...). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la CeA, le bénéficiaire pourra prendre contact auprès de la Direction de la communication de la CeA.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, inauguration, visite de chantier, première pierre…), le bénéficiaire devra systématiquement,

d'une part, faire apparaître le concours de la CeA sur tous les supports de communication utilisés (courriers, cartons d'invitation ...) et d'autre part, adresser une invitation à la CeA pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu.
Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie de l'aide allouée.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement et/ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures…).

Article 8 : Interruption et reversement de tout ou partie de la subvention

Après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire, le non-respect total ou partiel des clauses stipulées de la présente convention par le bénéficiaire pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets la demande de reversement en totalité ou partie du montant alloué.

La CeA en informe le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Résiliation

9.1. La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

9.2. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

9.3. En cas de motif d'intérêt général, la CeA peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

9.4. En cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire du bénéficiaire, la CeA se réserve le droit de résilier la présente convention au motif de l'impossibilité pour le bénéficiaire et/ou son repreneur de poursuivre le projet. En outre, la CeA se réserve le droit d'inscrire son éventuelle créance, née du versement indu de tout ou partie de sa subvention, au passif du bénéficiaire, dans le cadre de la procédure de déclaration de créance adressée au mandataire judiciaire.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation du bénéficiaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la CeA pourra procéder au paiement prorata temporis de la subvention, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie de la subvention déjà versée, selon les modalités précisées à l'article 8.

Article 10 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la CeA et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 11 : Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier de la CeA dans sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant la subvention, objet de

la présente convention, dont la communication à l'organisme peut être demandée à la CeA à tout moment.

Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

Article 12 : Règlement des litiges

12.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter une conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

12.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 12.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg le

Pour La CeA, Le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace	Pour le bénéficiaire, Le Président
Frédéric BIERRY	Patrick SCHNEIDER

JAZZDOR

ALSACE
Collectivité européenne

Convention financière 2021
entre
la Collectivité européenne d'Alsace
et
l'association Jazzdor

portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°…. du 10 mai 2021,

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

Et

L'association Jazzdor représentée par son Président, M. Christophe BONOMI,

Ci-après dénommée « le bénéficiaire »,

* *

*

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1111-4, selon lequel la compétence en matière culturelle demeure partagée entre tous les échelons de collectivités,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace, en vigueur à la date de la délibération portant attribution de la subvention, et notamment sa partie relative à la gestion des subventions,

Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021 relative au Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable,

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs 2017-2020, reconduite par avenant pour l'année 2021, entre l'association Jazzdor et le Département du Bas-Rhin, auquel la Collectivité européenne d'Alsace est substituée depuis le 1er janvier 2021 en vertu de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019,

Vu les demandes de subvention du 30 octobre 2020,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de financement de l'association Jazzdor par la CeA, sous la forme d'une subvention de fonctionnement et pour le programme d'actions suivant que le bénéficiaire s'engage à réaliser, dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs 2017-2020 reconduite par avenant pour l'année 2021 :

- la promotion et la diffusion du jazz et des musiques improvisées ;
- la diffusion et la promotion d'artistes du territoire du département ;
- l'irrigation du territoire Bas-rhinois dans l'offre de diffusion et les actions de transmission dans le domaine du jazz et des musiques improvisées. ;
- l'organisation de rencontres avec des artistes pour les élèves des écoles de musiques, de master class, etc… ;
- les actions de sensibilisation auprès de différents publics (collégiens, amateurs, publics fragiles socialement,…) ;
- l'organisation de formations dans le domaine du jazz ;
- l'accompagnement des différents acteurs de la filière jazz ;
- l'accueil d'artistes en résidence, notamment des artistes du Bas-Rhin ;
- le développement de partenariats autour de projets artistiques avec d'autres structures du département, notamment la Bibliothèque Départementale du Bas-Rhin et les relais culturels
- la création d'une base des données des différents acteurs de la filière jazz dans le Bas-Rhin

La subvention de la CeA devra uniquement être employée pour réaliser le programme d'actions tel que précisé ci-avant.

La CeA n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Détermination du montant de la subvention

La CeA contribue financièrement pour un montant maximal de 30 000 € (trente mille euros) pour la réalisation du programme d'actions de l'association Jazzdor.

Le montant notifié de la subvention constitue un plafond non susceptible de révision, sauf accord convenu entre les parties dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

Article 3 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide de la CeA

3.1. Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter du 1er janvier 2021 et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

3.2. Durée de validité de la subvention

La subvention attribuée doit être affectée aux dépenses de fonctionnement portant sur le programme d'actions mentionné à l'article 1er, lequel devra être réalisé au plus tard le 31 décembre 2021 sous peine de sanction prévue à l'article 9.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée en une seule fois, par dérogation au règlement budgétaire et financier de la collectivité et conformément aux modalités du Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable approuvé par délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021, après signature de la présente convention par les deux parties.

Article 5 : Justificatifs

Le bénéficiaire s'engage :

- à fournir un compte-rendu quantitatif et qualitatif certifié par le responsable légal ou toute personne habilitée, attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention précisé à l'article 1er ;
- à fournir, dans les 6 mois suivant la clôture de chaque exercice comptable du bénéficiaire, un bilan et un compte de résultat, conformes au plan comptable général révisé, certifiés conformes par le président ou par le commissaire aux comptes si sa désignation est obligatoire, ainsi que le rapport d'activité de l'année de mise en œuvre du programme d'actions.
- à désigner, si l'ensemble des aides publiques perçues par le bénéficiaire excède 153 000 euros, un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code du commerce);

Article 6 : Obligations à la charge du bénéficiaire de la subvention

Le bénéficiaire s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1er ;
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique ;
- à faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services de la CeA de la réalisation de l'objet défini à l'article 1er, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autres documents ;
- à tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- à communiquer à la CeA les modifications déclarées au tribunal d'instance et fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire ;
- à informer sans délai le service de la CeA gestionnaire de l'attribution de la subvention, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- à informer la CeA de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire le concernant ;
- à informer la CeA de toute cession de créance concernant la subvention objet de la présente convention de sorte à permettre à la CeA de vérifier si toutes les conditions pour le maintien de la(des) subvention(s annuelles) et les conditions pour son(leur) versement sont remplies, et à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution de la subvention, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, notamment ses articles 8 et 9.

Article 7 : Information et communication

Sous peine de reversement de tout ou partie de l'aide de la CeA, le bénéficiaire doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier de la CeA selon les moyens de communication dont il dispose.

Cette information se matérialise par la présence du logotype de la CeA sur les documents édités par le bénéficiaire et par tout autre moyen de communication (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, ...). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la CeA, le bénéficiaire pourra prendre contact auprès de la Direction de la communication de la CeA.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, inauguration, visite de chantier, première pierre…), le bénéficiaire devra systématiquement,

d'une part, faire apparaître le concours de la CeA sur tous les supports de communication utilisés (courriers, cartons d'invitation ...) et d'autre part, adresser une invitation à la CeA pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu.
Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie de l'aide allouée.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement et/ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures…).

Article 8 : Interruption et reversement de tout ou partie de la subvention

Après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire, le non-respect total ou partiel des clauses stipulées de la présente convention par le bénéficiaire pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets la demande de reversement en totalité ou partie du montant alloué.

La CeA en informe le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Résiliation

9.1. La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

9.2. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

9.3. En cas de motif d'intérêt général, la CeA peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

9.4. En cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire du bénéficiaire, la CeA se réserve le droit de résilier la présente convention au motif de l'impossibilité pour le bénéficiaire et/ou son repreneur de poursuivre le projet. En outre, la CeA se réserve le droit d'inscrire son éventuelle créance, née du versement indu de tout ou partie de sa subvention, au passif du bénéficiaire, dans le cadre de la procédure de déclaration de créance adressée au mandataire judiciaire.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation du bénéficiaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la CeA pourra procéder au paiement prorata temporis de la subvention, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie de la subvention déjà versée, selon les modalités précisées à l'article 8.

Article 10 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la CeA et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 11 : Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier de la CeA dans sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant la subvention, objet de

la présente convention, dont la communication à l'organisme peut être demandée à la CeA à tout moment.

Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

Article 12 : Règlement des litiges

12.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter une conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

12.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 12.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg le

Pour La CeA, Le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace	Pour le bénéficiaire, Le Président
Frédéric BIERRY	Christophe BONOMI

Convention financière 2021
entre
la Collectivité européenne d'Alsace
et
l'association Pôle Sud

portant sur l'attribution de deux subventions de fonctionnement

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°.... du 10 mai 2021,

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

Et

L'association Pôle Sud représentée par son Président, M. Olivier PRZYBYLSKI-RICHARD,

Ci-après dénommée « le bénéficiaire »,

* *

*

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1111-4, selon lequel la compétence en matière culturelle demeure partagée entre tous les échelons de collectivités,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace, en vigueur à la date de la délibération portant attribution de la subvention, et notamment sa partie relative à la gestion des subventions,

Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021 relative au Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable,

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs 2017-2020, prorogée par avenant le 30 novembre 2020 pour l'année 2021, entre l'association Pôle et le Département du Bas-Rhin, auquel la Collectivité européenne d'Alsace est substituée depuis le 1er janvier 2021 en vertu de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019

Vu les demandes de subventions du 21 octobre 2020,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de financement de l'association Pôle Sud par la CeA, sous forme :

- d'une subvention de fonctionnement, des actions de l'association Pôle Sud dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs 2017-2020, prorogée par un avenant le 30 novembre 2020, dont le programme d'actions est le suivant :

- actions de sensibilisation auprès de différents publics (collégiens, amateurs, publics fragiles socialement,…) ;
- formations dans le domaine de la danse ;
- accompagnement des compagnies de danse du Bas-Rhin ;
- accueil d'artistes en résidence, notamment des artistes ou compagnies de danse du Bas-Rhin ;
- développement de partenariats autour de projets artistiques avec d'autres structures du département, notamment les relais culturels ;
- proposition d'un enseignement artistique de qualité dans les domaines de la musique et de la danse.

- d'une subvention de fonctionnement pour contribuer aux frais d'enseignement artistique de l'école de musique et de danse.

Les subventions de la CeA devront uniquement être employées pour réaliser les programmes d'actions tel que précisés ci-avant.

La CeA n'attend aucune contrepartie directe de ces contributions.

Article 2 : Détermination du montant des subventions

La CeA contribue financièrement pour un montant maximal de 22 000 € (vingt-deux mille euros) pour la réalisation du programme d'actions précisé dans l'article 1 et pour un montant de 3 644 € (trois mille six cent quarante-quatre euros) aux frais d'enseignement artistique de l'école de musique et de danse.

Les montants notifiés des subventions constituent un plafond non susceptible de révision, sauf accord convenu entre les parties dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

Article 3 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide de la CeA

3.1. Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter du 1er janvier 2021 et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

3.2. Durée de validité des subventions

Les subventions attribuées doivent être affectées aux dépenses de fonctionnement de l'école de musique et de danse et à celles portant sur le programme d'actions mentionné à l'article 1er, qui devra être réalisé au plus tard le 31 décembre 2021 sous peine de sanction prévue à l'article 9.

Article 4 : Modalités de versement des subventions

Les subventions seront versées en une seule fois, par dérogation au règlement budgétaire et financier de la collectivité et conformément aux modalités du Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable approuvé par délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021, après signature de la présente convention par les deux parties.

Article 5 : Justificatifs

Le bénéficiaire s'engage :

- à fournir un compte-rendu quantitatif et qualitatif certifié par le responsable légal ou toute personne habilitée, attestant de la conformité des dépenses à l'objet des subventions précisé à l'article 1er ;
- à fournir, dans les 6 mois suivant la clôture de chaque exercice comptable du bénéficiaire, un bilan et un compte de résultat, conformes au plan comptable général révisé, certifiés conformes par le président ou par le commissaire aux comptes si sa désignation est obligatoire, ainsi que le rapport d'activité de l'année de mise en œuvre du programme d'actions.
- à désigner, si l'ensemble des aides publiques perçues par le bénéficiaire excède 153 000 euros, un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code du commerce);

Article 6 : Obligations à la charge du bénéficiaire des subventions

Le bénéficiaire s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1er ;
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique ;
- à faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services de la CeA de la réalisation de l'objet défini à l'article 1er, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autres documents ;
- à tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- à communiquer à la CeA les modifications déclarées au tribunal d'instance et fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire ;
- à informer sans délai le service de la CeA gestionnaire de l'attribution des subventions, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- à informer la CeA de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire le concernant ;
- à informer la CeA de toute cession de créance concernant les subventions objets de la présente convention de sorte à permettre à la CeA de vérifier si toutes les conditions pour le maintien des subventions annuelles et les conditions pour leur versement sont remplies, et à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution des subventions, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, notamment ses articles 8 et 9.

Article 7 : Information et communication

Sous peine de reversement de tout ou partie de l'aide de la CeA, le bénéficiaire doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier de la CeA selon les moyens de communication dont il dispose.

Cette information se matérialise par la présence du logotype de la CeA sur les documents édités par le bénéficiaire et par tout autre moyen de communication (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, ...). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la CeA, le bénéficiaire pourra prendre contact auprès de la Direction de la communication de la CeA.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, inauguration, visite de chantier, première pierre…), le bénéficiaire devra systématiquement, d'une part, faire apparaître le concours de la CeA sur tous les supports de communication utilisés (courriers, cartons d'invitation ...) et d'autre part, adresser une invitation à la CeA pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu.
Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie de l'aide allouée.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement et/ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures…).

Article 8 : Interruption et reversement de tout ou partie des subventions

Après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire, le non-respect total ou partiel des clauses stipulées de la présente convention par le bénéficiaire pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués.

La CeA en informe le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Résiliation

9.1. La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

9.2. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

9.3. En cas de motif d'intérêt général, la CeA peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

9.4. En cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire du bénéficiaire, la CeA se réserve le droit de résilier la présente convention au motif de l'impossibilité pour le bénéficiaire et/ou son repreneur de poursuivre le projet. En outre, la CeA se réserve le droit d'inscrire son éventuelle créance, née du versement indu de tout ou partie des subventions, au passif du bénéficiaire, dans le cadre de la procédure de déclaration de créance adressée au mandataire judiciaire.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation du bénéficiaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la CeA pourra procéder au paiement prorata temporis des subventions, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie de la subvention déjà versée, selon les modalités précisées à l'article 8.

Article 10 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la CeA et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 11 : Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier de la CeA dans sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant les subventions, objet de la présente convention, dont la communication à l'organisme peut être demandée à la CeA à tout moment.

Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

Article 12 : Règlement des litiges

12.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter une conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

12.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 12.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg le

Pour La CeA, Le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace	Pour le bénéficiaire, Le Président
Frédéric BIERRY	Olivier PRZYBYLSKI-RICHARD

Convention financière 2021
entre
la Collectivité européenne d'Alsace
et
le Centre Européen d'Actions Artistiques Contemporaines (CEAAC)

portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°…. du 10 mai 2021,

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

Et

Le Centre Européen d'Actions Artistiques Contemporaines (CEAAC), représenté par sa Présidente, Mme Anne WACHSMANN,

Ci-après dénommée « le bénéficiaire »,

* *

*

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1111-4, selon lequel la compétence en matière culturelle demeure partagée entre tous les échelons de collectivités,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace, en vigueur à la date de la délibération portant attribution de la subvention, et notamment sa partie relative à la gestion des subventions,

Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021 relative au Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable,

Vu la demande de subvention du 27 octobre 2020,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de financement par la CeA, sous forme d'une subvention de fonctionnement, des actions du Centre Européen d'Actions Artistiques Contemporaines (CEAAC), dont le programme d'actions est le suivant :

- La sensibilisation du public à la création contemporaine,
- Une action pédagogique élaborée au bénéfice de publics diversifiés,
- La contribution au rayonnement culturel de la région et le soutien international à la création,
- L'aménagement artistique du territoire,
- La recherche de complémentarité avec les politiques culturelles de ses financeurs,
- La recherche de synergies et de collaborations au sein du réseau régional,
- La formation professionnelle dans le domaine de la médiation artistique,

La subvention de la CeA devra uniquement être employée pour réaliser le programme d'actions tel que précisé ci-avant.

La CeA n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Détermination du montant de la subvention

La CeA contribue financièrement pour un montant maximal de 40 000 € (quarante mille euros) pour la réalisation des actions du Centre Européen d'Actions Artistiques Contemporaines (CEAAC).

Le montant notifié de la subvention constitue un plafond non susceptible de révision, sauf accord convenu entre les parties dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

Article 3 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide de la CeA

3.1. Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter du 1er janvier 2021 et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

3.2. Durée de validité de la subvention

La subvention attribuée doit être affectée aux dépenses de fonctionnement portant sur le programme d'actions mentionné à l'article 1er, qui devra être réalisé au plus tard le 31 décembre 2021 sous peine de sanction prévue à l'article 9.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée en une seule fois, par dérogation au règlement budgétaire et financier de la collectivité et conformément aux modalités du Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable approuvé par délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021, après signature de la présente convention par les deux parties.

Article 5 : Justificatifs

Le bénéficiaire s'engage :

- à fournir un compte-rendu quantitatif et qualitatif certifié par le responsable légal ou toute personne habilitée, attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention précisé à l'article 1er ;
- à fournir, dans les 6 mois suivant la clôture de chaque exercice comptable du bénéficiaire, un bilan et un compte de résultat, conformes au plan comptable général révisé, certifiés conformes par le président ou par le commissaire aux comptes si sa désignation est obligatoire, ainsi que le rapport d'activité de l'année de mise en œuvre du programme d'actions.
- à désigner, si l'ensemble des aides publiques perçues par le bénéficiaire excède 153 000 euros, un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code du commerce);

Article 6 : Obligations à la charge du bénéficiaire de la subvention

Le bénéficiaire s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1er ;
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique ;
- à faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services de la CeA de la réalisation de l'objet défini à l'article 1er, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autres documents ;
- à tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- à communiquer à la CeA les modifications déclarées au tribunal d'instance et fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire ;
- à informer sans délai le service de la CeA gestionnaire de l'attribution de la subvention, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- à informer la CeA de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire le concernant ;
- à informer la CeA de toute cession de créance concernant la subvention objet de la présente convention de sorte à permettre à la CeA de vérifier si toutes les conditions pour le maintien de la(des) subvention(s annuelles) et les conditions pour son(leur) versement sont remplies, et à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution de la subvention, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, notamment ses articles 8 et 9.

Article 7 : Information et communication

Sous peine de reversement de tout ou partie de l'aide de la CeA, le bénéficiaire doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier de la CeA selon les moyens de communication dont il dispose.

Cette information se matérialise par la présence du logotype de la CeA sur les documents édités par le bénéficiaire et par tout autre moyen de communication (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, ...). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la CeA, le bénéficiaire pourra prendre contact auprès de la Direction de la communication de la CeA.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, inauguration, visite de chantier, première pierre…), le bénéficiaire devra systématiquement,

d'une part, faire apparaître le concours de la CeA sur tous les supports de communication utilisés (courriers, cartons d'invitation ...) et d'autre part, adresser une invitation à la CeA pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu.
Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie de l'aide allouée.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement et/ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures…).

Article 8 : Interruption et reversement de tout ou partie de la subvention

Après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire, le non-respect total ou partiel des clauses stipulées de la présente convention par le bénéficiaire pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets la demande de reversement en totalité ou partie du montant alloué.

La CeA en informe le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Résiliation

9.1. La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

9.2. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

9.3. En cas de motif d'intérêt général, la CeA peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

9.4. En cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire du bénéficiaire, la CeA se réserve le droit de résilier la présente convention au motif de l'impossibilité pour le bénéficiaire et/ou son repreneur de poursuivre le projet. En outre, la CeA se réserve le droit d'inscrire son éventuelle créance, née du versement indu de tout ou partie de sa subvention, au passif du bénéficiaire, dans le cadre de la procédure de déclaration de créance adressée au mandataire judiciaire.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation du bénéficiaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la CeA pourra procéder au paiement prorata temporis de la subvention, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie de la subvention déjà versée, selon les modalités précisées à l'article 8.

Article 10 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la CeA et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 11 : Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier de la CeA dans sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant la subvention, objet de

la présente convention, dont la communication à l'organisme peut être demandée à la CeA à tout moment.

Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

Article 12 : Règlement des litiges

12.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter une conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

12.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 12.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg le

Pour La CeA, Le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace	Pour le bénéficiaire, La Présidente
Frédéric BIERRY	Anne WACHSMANN

Convention financière 2021
entre
la Collectivité européenne d'Alsace
et
l'association Théâtre du Marché aux Grains

portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°.... du 10 mai 2021,

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

Et

L'association Théâtre du Marché aux Grains de Bouxwiller, représentée par son Président, M. Christophe KLOTZ,

Ci-après dénommée « le bénéficiaire »,

* *

*

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1111-4, selon lequel la compétence en matière culturelle demeure partagée entre tous les échelons de collectivités,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace, en vigueur à la date de la délibération portant attribution de la subvention, et notamment sa partie relative à la gestion des subventions,

Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021 relative au Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable,

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2021, conclue le 30 septembre 2019 entre l'association Théâtre du Marché aux Grains et le Département du Bas-Rhin, auquel la Collectivité européenne d'Alsace est substituée depuis le 1er janvier 2021 en vertu de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019,

Vu la demande de subvention du 30 septembre 2020,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de financement par la CeA, sous forme d'une subvention de fonctionnement, des actions de l'association Théâtre du Marché aux Grains, dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2021, dont le programme d'actions est le suivant :

- Création et diffusion de spectacles
- Innovation dans le domaine de l'interprétation et de la valorisation du patrimoine
- Résidences d'artistes et actions d'accompagnement des jeunes équipes émergentes
- Actions de transmission : programme de formations professionnelles, ateliers de pratiques artistiques avec amateurs et scolaires, actions pédagogiques et diverses interventions artistiques.

La subvention de la CeA devra uniquement être employée pour réaliser le programme d'actions tel que précisé ci-avant.

La CeA n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Détermination du montant de la subvention

La CeA contribue financièrement pour un montant maximal de 35 000 € (trente-cinq mille euros) pour la réalisation des actions de l'association Théâtre du Marché aux Grains.

Le montant notifié de la subvention constitue un plafond non susceptible de révision, sauf accord convenu entre les parties dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

Article 3 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide de la CeA

3.1. Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter du 1er janvier 2021 et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

3.2. Durée de validité de la subvention

La subvention attribuée doit être affectée aux dépenses de fonctionnement portant sur le programme d'actions mentionné à l'article 1er, qui devra être réalisé au plus tard le 31 décembre 2021 sous peine de sanction prévue à l'article 9.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée en une seule fois, par dérogation au règlement budgétaire et financier de la collectivité et conformément aux modalités du Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable approuvé par délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021, après signature de la présente convention par les deux parties.

Article 5 : Justificatifs

Le bénéficiaire s'engage :

- à fournir un compte-rendu quantitatif et qualitatif certifié par le responsable légal ou toute personne habilitée, attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention précisé à l'article 1er ;
- à fournir, dans les 6 mois suivant la clôture de chaque exercice comptable du bénéficiaire, un bilan et un compte de résultat, conformes au plan comptable général révisé, certifiés conformes par le président ou par le commissaire aux comptes si sa désignation est obligatoire, ainsi que le rapport d'activité de l'année de mise en œuvre du programme d'actions.
- à désigner, si l'ensemble des aides publiques perçues par le bénéficiaire excède 153 000 euros, un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code du commerce);

Article 6 : Obligations à la charge du bénéficiaire de la subvention

Le bénéficiaire s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1er ;
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique ;
- à faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services de la CeA de la réalisation de l'objet défini à l'article 1er, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autres documents ;
- à tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- à communiquer à la CeA les modifications déclarées au tribunal d'instance et fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire ;
- à informer sans délai le service de la CeA gestionnaire de l'attribution de la subvention, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- à informer la CeA de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire le concernant ;
- à informer la CeA de toute cession de créance concernant la subvention objet de la présente convention de sorte à permettre à la CeA de vérifier si toutes les conditions pour le maintien de la(des) subvention(s annuelles) et les conditions pour son(leur) versement sont remplies, et à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution de la subvention, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, notamment ses articles 8 et 9.

Article 7 : Information et communication

Sous peine de reversement de tout ou partie de l'aide de la CeA, le bénéficiaire doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier de la CeA selon les moyens de communication dont il dispose.

Cette information se matérialise par la présence du logotype de la CeA sur les documents édités par le bénéficiaire et par tout autre moyen de communication (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, ...). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la CeA, le bénéficiaire pourra prendre contact auprès de la Direction de la communication de la CeA.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, inauguration, visite de chantier, première pierre…), le bénéficiaire devra systématiquement,

d'une part, faire apparaître le concours de la CeA sur tous les supports de communication utilisés (courriers, cartons d'invitation ...) et d'autre part, adresser une invitation à la CeA pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu.
Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie de l'aide allouée.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement et/ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures…).

Article 8 : Interruption et reversement de tout ou partie de la subvention

Après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire, le non-respect total ou partiel des clauses stipulées de la présente convention par le bénéficiaire pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets la demande de reversement en totalité ou partie du montant alloué.

La CeA en informe le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Résiliation

9.1. La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

9.2. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

9.3. En cas de motif d'intérêt général, la CeA peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

9.4. En cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire du bénéficiaire, la CeA se réserve le droit de résilier la présente convention au motif de l'impossibilité pour le bénéficiaire et/ou son repreneur de poursuivre le projet. En outre, la CeA se réserve le droit d'inscrire son éventuelle créance, née du versement indu de tout ou partie de sa subvention, au passif du bénéficiaire, dans le cadre de la procédure de déclaration de créance adressée au mandataire judiciaire.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation du bénéficiaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la CeA pourra procéder au paiement prorata temporis de la subvention, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie de la subvention déjà versée, selon les modalités précisées à l'article 8.

Article 10 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la CeA et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 11 : Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier de la CeA dans sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant la subvention, objet de

la présente convention, dont la communication à l'organisme peut être demandée à la CeA à tout moment.

Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

Article 12 : Règlement des litiges

12.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter une conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

12.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 12.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg le

Pour La CeA, Le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace	Pour le bénéficiaire, Le Président
Frédéric BIERRY	Christophe KLOTZ

AGENCE CULTURELLE GRAND EST

Convention de partenariat et de financement

2021

Entre, d'une part :

- ***La Collectivité européenne d'Alsace****, représentée par son Président, Monsieur Frédéric BIERRY, dûment habilité par délibération de la Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace du 10 mai 2021,*

ci-après désignée sous les termes « la Collectivité européenne d'Alsace » ;

Et, d'autre part :

- ***L'Agence Culturelle Grand Est****, association de droit local, sise Espace Gilbert Estève 1, route de Marckolsheim – BP 90025 – 67601 SELESTAT Cedex, représentée par son Président, autorisé à signer en vertu de la délibération du Conseil d'Administration 31 janvier 2020.*
  N° Siret : 309 694 750 00030

ci-après désignée sous les termes « l'association », « l'Agence Culturelle » ou « l'Agence » ;

* *

*

Vu le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au Journal officiel de l'Union européenne du 26 juin 2014, notamment son article 53,

Vu le règlement (UE) n°2020/972 du 2 juillet 2020 modifiant le règlement (UE) n° 1407/2013 en ce qui concerne sa prolongation et modifiant le règlement (UE) n° 651/2014 en ce qui concerne sa prolongation et les adaptations à y apporter,

Vu le régime d'aide exempté n° SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, sur la base duquel la présente convention intervient,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1111-4 selon lequel la compétence en matière de culture est partagée entre les communes, les départements et les régions,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques

Vu le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021 relative au Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable,

Vu les statuts de l'Agence Culturelle Grand Est du 21 mai 2007,

Vu les demandes de subvention du 28 septembre et du 16 octobre 2020 de l'Agence Culturelle Grand Est portant sur la mise en œuvre de son projet d'établissement en 2021,

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Au travers des accords de Matignon du 29 octobre 2018, identifiant les secteurs d'actions spécifiques de la Collectivité européenne d'Alsace, les Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ont réaffirmé conjointement leur engagement en matière de politique culturelle. La Collectivité européenne d'Alsace, créée en janvier 2021, poursuit les initiatives et réussites des Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin pour accompagner le développement des territoires, renforcer l'accès de chacun à la culture et soutenir l'innovation et la création. Elle ambitionne ainsi d'approfondir le développement d'une offre culturelle de qualité, équilibrée, diversifiée territorialement. Dans ce contexte et pour amplifier son action, elle souhaite poursuivre la démarche conventionnelle vis à vis de l'Agence Culturelle Grand Est pour une durée d'un an.

Au carrefour des politiques publiques de la culture, l'Agence Culturelle Grand Est participe depuis sa création, en 1976, au développement d'un environnement général favorable aux pratiques artistiques et culturelles professionnelles en Alsace. La clarification de ses orientations stratégiques, menée en 1997 en partenariat avec la Région Alsace et avec le soutien de l'Etat et des Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, lui a permis d'agir dans un objectif global de structuration, de qualification et d'aménagement de l'action culturelle en région Alsace, ceci pour les arts de la scène, le cinéma, l'audiovisuel, l'image animée et les arts plastiques contemporains. Par sa posture d'accompagnateur et non d'opérateur, l'Agence bénéficie d'une autorité et d'une légitimité pour guider, rapprocher et animer la filière culturelle. Caractérisée par un esprit de développement au bénéfice des artistes et des porteurs de projets engagés professionnellement, l'Agence Culturelle agit sur l'ensemble de la chaîne de valeur de la culture (création, production, diffusion, formation, médiation). Son aide à la décision politique passe par les capacités d'expertises, d'ingénierie et d'accompagnement qu'elle développe au profit des collectivités publiques.

Article 1er : Objet

La présente convention a pour objet d'approuver les modalités et les conditions de la participation financière de la Collectivité européenne d'Alsace au projet d'établissement de l'Agence Culturelle Grand Est pour l'année 2021 (annexe 1).

Dans ce cadre, la Collectivité européenne d'Alsace contribue financièrement à la réalisation de ce projet. Cette aide est destinée à soutenir les activités de l'Agence Culturelle, en cohérence avec les objectifs de la collectivité pour une culture diversifiée et de proximité, au plus près des besoins des acteurs comme des attentes des populations des territoires.
Dans ce contexte, les actions prioritairement soutenues par la Collectivité européenne d'Alsace tendent à :

- Renforcer l'irrigation, la dynamique et la cohésion territoriales avec notamment l'accompagnement de projets de territoire dans un cadre concerté, en relation avec les priorités d'intervention de la Collectivité européenne d'Alsace et l'ingénierie apportée aux territoires, l'appui aux coopérations territoriales, le prêt de matériel scénique pour l'organisation de manifestations culturelles.

- Appuyer la création artistique dans les domaines du spectacle vivant, au travers de ses dispositifs d'accompagnement des filières de structuration des projets artistiques (Plateau de Répétition Sélestat, tutorat, qualification des professionnels).

- Conforter et développer la fonction « ressources-expertise-conseil » dans les missions que l'Agence développe, avec une dimension d'accompagnement des politiques publiques et de prospective et la formation des élus en partenariat avec les associations alsaciennes.

- Développer la coopération transfrontalière en proposant des cadres de rencontres et d'échanges favorisant l'interconnaissance et le partage de pratiques entre réseaux professionnels. Par des programmes de coaching, la préparation d'équipes artistiques en amont de salons et de marchés lors de déplacements collectifs est recherchée.

Article 2 : Engagements de l'Agence

Par la présente convention, l'Agence s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le programme d'actions en 2021 joint ***en annexe 1*** répondant aux objectifs de la politique culturelle de la Collectivité européenne d'Alsace.

Elle s'engage également à :

- fournir, dans les six mois suivant la clôture de l'exercice 2021, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus, conformément aux articles L 612-4 et D 612-5 du code du commerce ou, à défaut, la référence de leur publication au Journal officiel ainsi que le rapport d'activité,

- ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique ;

- à informer sans délai le service de la CeA gestionnaire de l'attribution de la subvention, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,

- à informer la CeA de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire la concernant ;

- à informer la CeA de toute cession de créance concernant la subvention objet de la présente convention de sorte à permettre à la CeA de vérifier si toutes les conditions pour le maintien de ses subventions annuelles et les conditions pour leur versement sont remplies, et à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution de la subvention,

- à maintenir la destination des investissements spécifiés à l'annexe 1 pendant la durée équivalente au plan d'amortissement, sous peine de s'exposer à un remboursement de l'aide de la CeA au *prorata temporis* du nombre d'années

manquantes pour maintenir la destination du bien pendant la durée d'amortissement.

Article 3 : Engagement de la Collectivité européenne d'Alsace

La Collectivité européenne d'Alsace s'engage à contribuer à la réalisation du programme d'actions de l'Agence culturelle à travers un soutien financier, sous réserve du respect par l'association de ses engagements inscrits dans la présente convention. La subvention de fonctionnement octroyée par la Collectivité européenne d'Alsace à l'Agence culturelle Grand Est pour la mise en œuvre de son projet d'établissement en 2021 s'élève à **312 500 €** (trois cent douze mille cinq cents euros), correspondant à **9.45 %** des dépenses de son budget prévisionnel de fonctionnement arrêté à la somme de **3 306 507** € et joint ***en annexe 2.***

Au titre de l'investissement, la Collectivité européenne d'Alsace octroie en 2021, la somme totale et maximale de **50 000 €** (cinquante mille euros) à l'Agence. Cette somme est destinée à financer le programme d'investissement 2021 tel que détaillé en annexe 1.

Article 4 : Modalités de versement des subventions

Au titre du fonctionnement

La subvention sera versée en une seule fois, par dérogation au règlement budgétaire et financier de la collectivité et conformément aux modalités du Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable approuvé par délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021, après signature de la présente convention par les deux parties.

Au titre de l'investissement

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace, la subvention d'investissement 2021 fera l'objet d'un versement unique en fin de réalisation du programme d'investissement détaillé en annexe 1, sur la base d'un décompte financier avec relevé des paiements certifiés par le trésorier ou le comptable de l'association, avec copie des factures acquittées.

Disposition applicable à l'ensemble des subventions de la CeA :
Si le montant des dépenses réelles attestées par l'Agence pour les actions subventionnées est inférieur au montant des dépenses prévisionnelles figurant dans le budget prévisionnel transmis, chaque subvention versée par la Collectivité européenne d'Alsace sera automatiquement réduite à due concurrence, en fin d'opération, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant à la présente convention.

Dans cette hypothèse, le montant définitif de chaque subvention, tel qu'arrêté dans les conditions précitées par les services de la Collectivité européenne d'Alsace, sera notifié à l'Agence par courrier du Président de la Collectivité européenne d'Alsace.

L'Agence devra alors se conformer à la demande de remboursement du trop-perçu de la subvention de fonctionnement qui lui parviendra, via l'émission d'un titre de recettes.
S'agissant de la subvention d'investissement, le montant du dernier versement sera réduit à due concurrence en tenant compte des seules dépenses réellement justifiées.

En revanche, si le montant des dépenses réelles attestées par l'Agence est supérieur au montant des dépenses figurant dans le budget prévisionnel précité, aucune augmentation du montant des subventions ne pourra être sollicitée, le montant de ces dernières étant maximal.

Durée de validité et modalités de contrôle des subventions

En outre, conformément au règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace actuellement en vigueur, la subvention de fonctionnement devient caduque le 31/12 de l'année N+1.

Concernant les subventions d'investissement, la durée de validité pour la présentation des justificatifs nécessaires au versement des aides accordées est de 3 ans à compter de la date de leur notification.

Au terme de ce délai, la subvention devient caduque et les montants non encore versés sont alors annulés d'office si les justificatifs permettant le paiement ne sont pas produits par l'Agence avant ce terme, sauf décision de prolongation prise par la CeA, après demande dument justifiée de l'Agence intervenant avant le terme.

Le contrôle de l'utilisation des subventions est effectué au vu des justificatifs produits au moment des demandes de versement. Les services de la Collectivité européenne d'Alsace sont habilités à procéder à toute forme de contrôle, notamment sur place, avant et après le versement de la subvention.

Article 5 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1er janvier 2021 et jusqu'au 31 décembre 2021.

Cette convention demeurera cependant en vigueur jusqu'à l'extinction complète des obligations respectives des parties**.**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 6 : Information et communication

L'Agence, dans le cadre de ses actions habituelles de communication, s'engage à informer du soutien de la Collectivité européenne d'Alsace dans tous les supports qu'elle utilise ainsi que par le biais de ses rapports avec les différents médias.

Cette information doit se matérialiser par la présence du logotype de la Collectivité européenne d'Alsace sur les documents édités par l'Agence et par tout autre moyen de communication adapté à la circonstance (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, etc.).

La Collectivité européenne d'Alsace devra être informée et associée à tous les événements publics organisés dans le cadre du projet soutenu. A cet effet, l'Agence Culturelle s'engage à prendre l'attache du Cabinet du Président de la Collectivité européenne d'Alsace avant de déterminer les dates afférentes à ces évènements.

Article 7 : Sanctions résolutoires

Le respect des prescriptions de la présente convention est impératif.

En cas de non-respect des dispositions de la présente convention, d'inexécution ou de modification substantielle de ses conditions d'exécution par l'Agence sans l'accord écrit de la Collectivité européenne d'Alsace, ou de retard significatif dans son exécution, la Collectivité européenne d'Alsace pourra suspendre le versement de sa subvention de fonctionnement, voire diminuer son montant ou l'annuler, après examen des justificatifs présentés par l'Agence, et exiger, le cas échéant, le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

La Collectivité européenne d'Alsace devra en informer l'Agence par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cependant, aucune diminution ou suspension du versement de la subvention de fonctionnement ne pourra être opérée sans que l'Agence n'ait été mise en demeure, par la Collectivité européenne d'Alsace, par lettre recommandée avec accusé de réception, de se conformer à ses obligations ou, à défaut, de présenter ses observations, dans un délai qui ne saurait être inférieur à 15 jours.

En cas de non-respect, par l'une des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra également être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception d'une lettre motivée, envoyée en recommandé avec accusé de réception.

En cas d'ouverture d'une procédure de sauvegarde ou de redressement de l'Association bénéficiaire, la Collectivité européenne d'Alsace aura la faculté de demander la résiliation de la présente convention conformément aux dispositions du Code de commerce (CF.Art.L.622-13 du Code de commerce).

En cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire, la présente convention sera résiliée de plein droit sur simple demande de la Collectivité européenne d'Alsace à compter de la réception par l'Agence Culturelle d'un courrier recommandé avec accusé de réception.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation de l'Agence en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la Collectivité européenne d'Alsace pourra procéder au paiement prorata temporis de sa subvention de fonctionnement, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie de sa subvention déjà versée, selon les modalités précisées ci-dessus (examen des justificatifs présentés par l'Agence, information de cette dernière par lettre recommandée avec accusé de réception).
Dans un tel cas de figure, si le projet n'est pas mené à son terme, le versement de la subvention d'investissement interviendra, s'il y a lieu, à due concurrence des dépenses justifiées.
A noter toutefois que, conformément au règlement budgétaire et financier de la CeA, si les dépenses justifiées devaient porter le montant de la subvention en dessous du seuil de 500 €, la subvention serait alors annulée.

Enfin, si l'objet aidé venait à être vendu, détruit ou à changer de destination, la CeA pourra stopper le versement de la subvention d'investissement, voire demander le remboursement des sommes déjà perçues.

Article 8. Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier de la CeA dans sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant la subvention, objet de la présente convention, dont la communication à l'organisme peut être demandée à la CeA à tout moment.

Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

ARTICLE 9. Autres dispositions

La présente convention d'objectifs est établie en deux exemplaires originaux et 2 annexes qui sont remis à chaque partie signataire.

Strasbourg le,

Pour l’Agence Culturelle Grand Est
Le Président,

Pascal MANGIN

Pour la Collectivité européenne d’Alsace
Le Président,

Frédéric BIERRY

AGENCE CULTURELLE GRAND EST

Projet établissement 2019/2021

INTRODUCTION

Au carrefour des politiques publiques de la culture, l'Agence culturelle d'Alsace a participé depuis 1976, au développement d'un environnement général favorable aux pratiques artistiques et culturelles en Alsace. La clarification profonde de ses orientations stratégiques en 1997 lui a permis d'agir dans un objectif global de structuration et de qualification de la vie culturelle régionale pour les arts de la scène, le cinéma, l'audiovisuel et les arts plastiques contemporains. Un mandat qui lui a été confié par la Région Alsace et les Conseils Départementaux du Bas-Rhin et du Haut–Rhin et scellé par des conventionnements pluriannuels régulièrement renouvelés. Ses capacités d'actions opérationnelles se sont depuis régulièrement renforcées et vérifiées sur l'ensemble de la chaine de valeur culturelle (création, production, diffusion, formation, médiation) en accentuant l'intervention sur des parcours dans l'accompagnement des porteurs de projets. Soucieuse d'un positionnement stratégique cohérent, l'Agence s'est employée - par ses capacités à entreprendre – à être réactive aux évolutions sociétales et à apporter une valeur ajoutée aux politiques publiques de la culture menées par ses commanditaires.

Confortée par des bilans favorablement évalués, de nouvelles perspectives de développement lui sont données fin 2017 par la collectivité régionale en devenant l'Agence culturelle du Grand Est. S'engage en conséquences un nouveau projet d'établissement pour la période 2018/2021, confortant à la fois des enjeux de structuration du paysage culturel régional mais portant également de nouvelles ambitions culturelles pour le spectacle vivant et le cinéma. Parmi celles-ci, la volonté politique de positionner la culture au croisement des politiques sectorielles (économie, tourisme, développement durable...) et transversales (développement des territoires, Formation...). Ce projet d'établissement s'inscrit dans ce contexte qui impacte significativement le cadre, les objectifs, le rythme et l'ampleur de sa réalisation. La nouvelle organisation territoriale de la république et ses conséquences dans la gestion des politiques publiques de la culture sur le plan régional, impose à l'Agence devenue Grand Est de nouvelles réalités de gouvernance, des cadres d'actions fédérant et structurant les filières des écosystèmes culturels à l'échelon régional et des partenariats publics repensant les modes d'interventions dans les territoires.

I. CONTEXTUALISATION

L'esprit général de ce projet d'établissement est de l'inscrire au carrefour d'enjeux nationaux, régionaux et locaux en travaillant à plus d'interconnexions avec les dispositifs publics dans la réalité de la compétence partagée accordée aux collectivités territoriales.

A. L'environnement national

1) Le contexte politique et institutionnel

La réforme institutionnelle voulue par l'Etat impacte significativement l'architecture des collectivités territoriales et par voie de conséquences la nature et l'ampleur des politiques publiques. La nouvelle carte territoriale prévoit des modalités d'actions pour les collectivités territoriales, ceci à tous les échelons territoriaux. Ces dispositions ont pour corolaires de préciser les priorités des collectivités et l'impérieuse nécessité de repenser les cadres de leur coopération.

2) Le contexte des politiques culturelles

La culture n'échappe pas aux conséquences de cette réorganisation institutionnelle qui questionne en premier lieu l'exercice des compétences attribuées aux collectivités territoriales. La culture qui relève d'une compétence partagée, amplifie le besoin de concertation, de partage de diagnostics entre les collectivités elles-mêmes mais également avec l'Etat pour dessiner, dans ce contexte de mutation générale, des politiques publiques soucieuses d'équilibres et de cohérences territoriales.

B. L'environnement régional

Si le contexte national n'est pas sans influences majeures sur l'action régionale, le volontarisme politique des anciennes Régions Alsace, Champagne Ardenne et Lorraine en faveur de la culture a permis à la Région Grand Est de disposer puis de renforcer ses capacités d'interventions politiques et financières. La politique culturelle régionale a été entièrement redessinée en étroite concertation avec les acteurs culturels des filières du cinéma et de l'audiovisuel, de l'Image, des arts de la scène, secteurs à forts enjeux économiques, sociaux et d'attractivité. De cette réflexion partagée, sont sortis des dispositifs d'intervention mis en application dès

2017. La création de nouvelles synergies entre culture, économie, formation et transfrontalier y apparait comme un objectif politique nouveau pour la Région Grand Est. Il en va de la capacité de la culture à participer plus directement aux objectifs de développement et de rayonnement de la région.

L'évolution de la politique régionale tout comme celle menée par l'Etat territorial, les conseils départementaux et les collectivités de proximité impacte très directement le projet culturel de l'Agence culturelle Grand Est.

II. L'AGENCIFICATION DE L'ACTION PUBLIQUE CONFORTEE

A. Création d'une agence culturelle régionale

Si la volonté politique de préserver un accompagnement opérationnel des acteurs culturels par une agence parapublique n'a pas été questionnée, le choix d'une agence unique résultait d'une analyse prenant en considération les structures existantes, leur positionnement stratégique, l'impact de leurs actions et leur mode opératoire.

Moyennant des aménagements juridiques, organisationnels, partenariaux et de gouvernance, l'Agence culturelle d'Alsace a été retenue par la Région puis par l'Etat territorial comme étant dans cet inventaire des possibles, la meilleure base de développement de cette agence régionale. Le chantier de création de cette Agence culturelle Grand Est s'est ouvert en 2017 pour aboutir en avril 2018.

Caractéristiques générales

L'Agence culturelle Grand Est mène un projet culturel au positionnement singulier dans le paysage national des agences culturelles régionales. Celui si se caractérise par :

- ✓ Une approche artistique et culturelle pluridisciplinaire : spectacle vivant, cinéma et image animée,

- ✓ Des partenariats publics avec la Région, l'Etat, les départements dont ceux de l'Alsace et des intercommunalités.
- ✓ un projet axé sur la transversalité de ses interventions sur l'ensemble de la chaine de valeur de la culture (production, création, diffusion, formation, médiation).
- ✓ un soutien direct aux forces vives du spectacle vivant, du cinéma et de l'action territoriale en leur apportant son expertise, son ingénierie et ses ressources. Elle développe des cadres de coopération et des méthodologies prônant la transversalité des pratiques, le partage des outils et la mutualisation des compétences.
- ✓ une position d'accompagnateur et d'ensemblier dans le développement et la structuration des équipes et filières professionnelles mais également dans la conception des projets,
- ✓ une mission d'ingénierie auprès des collectivités publiques et d'aide à la décision politique pour les élus reposant sur la mise à disposition d'expertises et d'observations pour définir des axes stratégiques et des méthodologies débouchant sur des préconisations de programmes opérationnels.

B. Les valeurs fondant son action

L'Agence culturelle Grand Est défend dans son projet d'établissement et managérial des valeurs se regroupant autour des piliers suivants :

- ✓ Humanisme : responsabilité / respect / intégrité
- ✓ Proximité : écoute / échange / travail collaboratif
- ✓ Qualité : réactivité / rigueur / engagement
- ✓ Service public : accessibilité / intérêt général / efficience

Devant le constat partagé d'un accroissement de l'individualisme et d'un désengagement social dans la vie associative, il apparait plus que jamais déterminant pour une structure parapublique comme l'Agence culturelle Grand Est de bâtir son action sur des valeurs identitaires fondamentales. L'Agence entend être identifiée et reconnue pour les valeurs qu'elle porte, qu'elle s'emploie à partager avec ses collaborateurs et surtout à décliner dans son action. Son organisation

repose sur un management participatif ou l'esprit d'initiative et l'intelligence collective sont mobilisés.

III. LES AXES STRATEGIQUES DU PROJET CULTUREL 2018 / 2021

L'Agence culturelle agit pour augmenter la capacité d'action de la collectivité régionale, de l'état territorial et des départements partenaires – en premier lieu ceux du Bas-Rhin et du Haut-Rhin - en créant les conditions de la coopération autour des projets des artistes du Grand Est. Elle a pour vocation d'accroitre le service public de la culture.

Sans remettre en cause les totems structurants de son action, l'Agence déploie une approche de transversalité notamment par l'entrepreneuriat culturel, la formation continue, la mise en réseau des acteurs et la ressource. Autant de domaines d'actions qui favorisent la compréhension des différentes problématiques de l'écosystème culturel, le partage des connaissances et l'exploration de solutions mutualisées.

A. Renforcer l'engagement dans la chaîne de valeur de la culture en faveur des pratiques artistiques et culturelles professionnelles

Priorité a été donnée ces dernières années dans l'action de l'Agence culturelle à l'élaboration de programmes traitant de problématiques de formation, de création et de diffusion. L'amélioration des conditions de pratique des acteurs culturels et de réalisation de leurs projets demeure un objectif majeur ces prochaines années compte tenu d'un environnement concurrentiel et économique particulièrement agressif. L'évolution de la situation réclame cependant plus d'interactions dans les programmes et d'agir avec les porteurs de projets dans une globalité d'intervention. Par cet accompagnement transversal, l'Agence entend créer un effet levier pour faciliter le montage, la viabilité et la qualification des projets. L'enjeu est de développer un écosystème mettant en mouvement et en articulation les intelligences, les sensibilités, les capacités.

Les programmes liés aux questions de formation, de mise en lien des étapes de création et de diffusion se poursuivent mais se lient désormais plus fortement à des enjeux d'entrepreneuriat et d'intégration territoriale devenus majeurs dans le montage des projets devant la transformation rapide des modèles économiques des objets artistiques mais également des pratiques culturelles. Cette approche se coordonne également inévitablement à des problématiques territoriales liées à l'attractivité métropolitaine et à des besoins d'équilibrage géographique auxquels les politiques publiques ont vocation à répondre. L'Agence culturelle entend accentuer ainsi sa fonction d'ensemblier qui fait sa spécificité dans le paysage culturel.

Pour mener ces dynamiques à l'échelon du territoire du Grand Est, l'Agence développe des collaborations avec les réseaux professionnels régionaux dont elle soutient le développement et la structuration. Pour limiter toute verticalité dans les programmes de développement avec les différents réseaux constitués, des coopérations transversales sont suscitées notamment par une mutualisation des ressources (méthodologies, documents…) et le croisement des publics dans les programmes d'actions (formations...). Elle joue son rôle d'incubateur de réseaux lors des étapes de structuration et d'organisation collectives dans la perspective attendue d'un fonctionnement autonomisé. La mission de constitution et d'animation d'un réseau des Festivals du Grand Est relève de cet objectif d'ici 2020.

B. Structurer l'action de proximité par une démarche territorialisée appuyant les enjeux de politique publique de la culture dans l'espace Intercommunal.

La mission générale de l'Agence culturelle est de contribuer au développement artistique et culturel de la région. Sa fonction d'aménageur culturel ne s'opère cependant qu'en coopération avec les acteurs du territoire et très directement les collectivités locales. Le poids des communes dans les politiques publiques de la culture dont celles des Départements et de leur financement n'ouvre d'autres perspectives que de les accompagner dans les mutations qu'elles vivent actuellement dans l'organisation des services aux habitants. Vecteur de développement des territoires comme l'attestent de nombreuses études officielles, la culture fédère également une galaxie sociale en demande de services de proximité, de qualité et accessibles économiquement. L'action publique locale s'est

cependant bâtie ces dernières décennies essentiellement dans l'espace communal sans appréhender véritablement l'évolution comportementale des habitants et de leurs pratiques. Ainsi, la notion de territoire de vie s'est-elle profondément modifiée en termes de mobilité, de consommation et de sélectivité, obligeant les acteurs publics à penser désormais l'action publique et sa gestion à un échelon géographique plus large. Le traitement de la culture à un niveau intercommunal est un niveau pertinent de réflexion et d'action. L'intercommunalité culturelle n'apparait encore que modestement dans les pratiques publiques observées dans le grand est. Un mouvement s'observe toutefois dans ce sens, laissant augurer l'apparition progressive mais prochaine d'un nouveau paysage de l'action publique. Le développement d'une culture de la coopération dans ce domaine ne peut qu'être encouragé pour rendre plus efficaces les politiques territoriales mais également donner aux infrastructures culturelles et aux porteurs de projets des perspectives de viabilité plus durables. L'action concertée devient un objectif de bon sens et prosaïquement un impératif économique.

En coordination avec la Région, l'Etat territorial et des départements disposant de leviers dans ce sens, L'Agence culturelle entend structurer plus précisément ses relations avec les territoires dans lesquels elle intervient. Cet apport d'ingénierie, de mise en réseaux, de ressources multiples, formalisé par des cadres contractualisés précisant la durée et les contenus des responsabilités de chaque signataire se construit en articulation directe avec les dispositifs émanant de l'état, de la région et des départements. Le volontarisme politique des collectivités de proximité participe au choix des territoires à accompagner tout comme se cible prioritairement la notion de projet culturel d'ensemble à toute finalité disciplinaire.

C. Consolider l'expertise et la dimension ressource

Les capacités d'expertise en matière artistique et de développement culturel sont renforcées à l'Agence culturelle pour étendre ses connaissances des territoires. Elles s'imposent par l'axe stratégique d'accompagnement défini par la direction au vu des besoins croissants d'assistance observés dans la communauté culturelle. Elles traversent l'ensemble des activités sectorielles de l'agence et de ses programmes d'activités. Assurés par les ressources internes de l'agence, le conseil et l'assistance aux porteurs de projets se situent en amont (phases de diagnostic), en cours d'élaboration (méthodologie) et en aval des actions (évaluation). Il induit des

compétences très spécifiques (artistiques, méthodologiques, techniques, entrepreneuriales) dont se dote l'agence et impose un fort engagement dans le suivi des projets.

Le territoire du Grand Est est une terre d'implantation de nombreuses équipes artistiques. Plus de 300 cies professionnelles y sont recensées. La diversité des situations tout comme la disparité des implantations constitue une problématique qui supposent une fine cartographie des situations. C'est un axe d'intervention de l'Agence passant par la rencontre des équipes, le visionnement de leur travail artistique et l'identification de leur positionnement sur l'échiquier régional. Ce chantier ne peut s'engager que dans la durée car il suppose de suivre les équipes dans leurs parcours. Il induit parallèlement un travail de compréhension des modes de fonctionnement individuels et collectifs des lieux de diffusion, de leurs influences territoriales et de leur capacité d'intervention en termes de production et d'accompagnement des projets artistiques. Pour enrichir les interventions directes de son pôle spectacle vivant, l'Agence met en production début 2019 une plateforme web consacrée au spectacle vivant. Réalisée en trois phases d'ici janvier 2020, son lancement s'envisage lors d'Avignon 2019.

Elle se donne pour objectifs :

- De participer à la lisibilité et à l'attractivité du territoire
- D'offrir des informations pratiques et techniques aux publics su spectacle vivant
- D'accompagner le potentiel de croissance de la filière spectacle vivant
- De favoriser l'interconnaissance

La mission d'accueil des tournages confiée à l'Agence culturelle répond à des enjeux culturels mais également économiques, d'emplois et de valorisation des territoires. Adossée à la Région Grand Est pour élaborer et mettre en œuvre une stratégie d'accueil dans le territoire d'œuvres audiovisuelles diverses (Fictions, documentaires, longs et courts métrages, fictions TV…), l'Agence déploie une palette d'actions complémentaires. Elles vont de l'accompagnement des auteurs (par son bureau des auteurs), à la mise en réseau des collectivités locales investies dans l'accueil des productions (Réseau PLATO), au partage de savoir-faire avec les agents territoriaux en lien avec les sociétés de production, la montée en

qualification de techniciens et à la promotion du Grand Est comme terre de tournages.

L'accompagnement par l'Agence des élus dans l'aide à la prise de décision repose sur des dispositifs se partageant entre ingénierie, formation individuelle et collective et management de projets. L'Agence dispose pour cela de ressources humaines internes, ponctuellement renforcées par des intervenants spécialisés. Elle s'appuie également sur les plateformes numériques qu'elle constitue, véritables boites à outils destinées à ces publics. Librement accessibles, ces ressources numériques ciblent autant les élus que les personnels administratifs et techniques travaillant à leur coté au sein des collectivités.

D. Développer des collaborations à l'interrégional, au national, et au transfrontalier

L'identité d'un territoire se forge en particulier sur la capacité de ses acteurs à produire des richesses susceptibles de s'exporter au-delà de ses frontières. Le Grand Est porte cette ambition et s'organise en conséquence pour promouvoir un discours fédérateur, exigeant et structurant. De toutes les dimensions du développement à valoriser, la culture est certainement l'une des plus transversales car présente dans de nombreux secteurs (économie, tourisme, cadre de vie, connaissance, éducation, loisirs…) ce qui la rend d'autant plus complexe à positionner dans des orientations stratégiques générales. Le « Grand Est culturel » doit savoir s'y inscrire en se définissant plus efficacement, plus sélectivement et plus collectivement. La marque de cette richesse culturelle est à retenir comme respectueuse des pratiques mais également attentive aux influences contemporaines, ouverte aux différents langages, réceptive à la circulation des œuvres et des artistes en et hors région.

Dans cet objectif, l'Agence culturelle s'est mise en situation de s'impliquer dans des réseaux ad hoc susceptibles de favoriser la mobilité des équipes artistiques et de leurs projets. L'inscription de l'Agence culturelle dans les réseaux Film France pour le cinéma, nouvellement dans la charte d'aide à la diffusion ONDA pour le spectacle vivant et dans le collectif *La Collaborative* regroupant cinq agences culturelles régionales participe de cette ambition. Ces nouveaux partenariats ont pour effets directs : une meilleure identification des équipes artistiques du grand Est et de leurs projets, le croisement des expertises, la mutualisation de moyens pour des moments

de visibilité nationale, l'inscription du Grand est dans une chaine de coopérations multiples. Le transfrontalier demande un investissement sur le long terme passant par la réalisation d'une cartographie des situations de chaque territoire à partir de laquelle se définira une stratégie et des plans d'action avec les partenaires publics.

Pour le cinéma, elle se positionne avec la Région (en charge du financement de la production) sur les grands évènements nationaux et internationaux (Cannes, Berlin, Clermont Ferrand, la Rochelle, Paris…) où elle y promeut les capacités d'accueil du Grand Est. L'organisation d'Eductours régionaux et transfrontaliers nourrit la connaissance des sociétés de production et des réalisateurs de nos potentialités régionales. Par ses compétences techniques et sa réactivité, par la création de plateformes numériques facilitant l'accès immédiat aux informations (fichiers comédiens, techniciens, prestataires, fiches décors…), l'Agence culturelle contribue à faire du Grand Est une terre de tournages et à positionner favorablement le territoire dans un contexte national particulièrement concurrentiel.

E. Agir pour une fertilisation croisée des enjeux culturels, économiques et de développement

La globalisation des problématiques inhérentes au développement impose de réviser des matrices qui ont marqué l'histoire de certaines politiques publiques. Il en est ainsi pour la culture dont le traitement sectoriel et le pilotage public ont pu contribuer à son isolement progressif et entraîné sa relative marginalisation dans le débat sociétal. Sa fonction fut parfois réduite dans des politiques publiques territorialisées à une contribution à la résolution de maux sociaux ou économiques. Dans ce contexte général, ses rapports avec son environnement restent complexes et parfois ambigus. C'est le cas avec le monde de l'économie et plus largement du développement dont les enjeux, les modes de représentation et de financement apparaissent très éloignés de ceux de la culture. Amplificateur de ce malaise, la valeur économique de la culture reste un objectif mal appréhendé dans ses différentes réalités territoriales et sectorielles.

La situation dans le Grand Est n'échappe pas à cette réalité. Elle dicte de travailler pour une fertilisation croisée entre ces secteurs d'activités, pour l'élaboration de stratégies plus perméables et pour la production d'éléments de

langage communs. Il s'agit également de développer une culture de l'entrepreneuriat dans le milieu culturel en l'insérant à la source dans les parcours de formation dédiés à ce secteur, en formation initiale comme en formation continue et dans un même temps d'appréhender toutes les dimensions de l'innovation et de la création via l'art et la culture dans des cursus de gestion (Ecoles Management) et scientifiques (Ecoles d'ingénieur). La mission entrepreneuriat créée en 2018 au sein de l'Agence culturelle à vocation à travailler sur ces enjeux en lien avec les autres structures, souvent généralistes, émanant plus ou moins directement de la puissance publique. Il importe de proposer aux acteurs culturels une offre nouvelle à construire à partir d'un existant souvent éparse et mal identifié par le milieu culturel.

F. Intensifier le champ collaboratif avec la Région, la Drac, les départements et le préciser avec les collectivités de proximité

L'interconnexion croissante des dispositifs et des actions portés par la Région et l'Agence culturelle renforce l'importance d'une approche partagée des problématiques et d'une complémentarité des interventions. La concordance des objectifs ciblés induit une connaissance approfondie des cadres d'intervention respectifs et un rapprochement des expertises, des diagnostics et des modalités d'accompagnement de la filière culturelle. L'évolution des organisations, des politiques et des ressources commande de le calibrer conjointement en fonction des actions.

Plus largement, ce travail collaboratif va s'intensifier avec l'Etat, nouveau partenaire de l'agence culturelle, et se préciser avec des collectivités départementales dont le Bas-Rhin et le Haut-Rhin. Le croisement des enjeux des politiques publiques de la culture, quel que soit l'échelon d'action, recommande de mutualiser les ressources d'ingénierie et d'évaluation afin d'optimiser l'aide publique.

IV. LA GOUVERNANCE

L'activité pluridisciplinaire n'a cessé de se développer cette dernière décennie, pointant de fait la capacité de l'Agence à traiter de domaines spécifiques tout en veillant à une cohérence d'action générale. L'ADN de l'Agence se définit par une approche globale des problématiques posées aux filières professionnelles. Pour prendre en compte toutes les réalités de l'écosystème culturel dans lequel elle

intervient, Il est adopté un mode de gouvernance soucieux d'équilibres politiques et territoriaux.

Au-delà d'instances statutaires construites dans l'objectif d'impliquer très directement les partenaires publics (Etat, région, collectivités locales), et des acteurs culturels dans le management général de son projet, il est créé un comité stratégique composé des têtes de réseaux des filières du spectacle vivant et du cinéma et de représentants de collectivités territoriales. Cette instance consultative régulièrement réunie, apporte ses réflexions et sa connaissance des problématiques pour guider l'action de l'agence. Par ce comité, l'agence entend également structurer ses relations avec le milieu artistique et culturel régional et disposer d'espaces d'échanges pour aborder des problématiques générales.

V. L'ORGANISATION SOCIALE ET TERRITORIALE

A. Ressources Humaines

L'architecture sociale de l'Agence culturelle se structure autour d'une équipe de permanents, d'intermittents et de vacataires. Une vingtaine de métiers compose ce collectif dont la force est de croiser des compétences spécialisées et transversales et de mobiliser ainsi des capacités d'expertises internes et externes dans ses domaines de compétence. Par la formation régulière de ses collaborateurs, l'agence expérimente et renouvelle les méthodologies de travail collectif qu'elle met en œuvre dans l'accompagnement des porteurs de projets. En adoptant un mode de management participatif, la direction de l'agence entend renforcer les liens interpersonnels au sein de son équipe et favoriser leur contribution active au progrès de l'entreprise. Ce management véhicule des valeurs profitables à la construction de partenariats durables avec ses publics externes : sens de l'écoute, communication, respect de l'autre, responsabilisation.

B. Organisation territoriale

L'étendue du territoire régional et la grande diversité des situations impliquent d'agir dans la proximité des acteurs et de leurs projets. Il en va de la bonne compréhension des réalités locales et des pratiques dont l'hétérogénéité constitue une caractéristique majeure. Pour entreprendre sa mission dans les meilleures

conditions, l'Agence est implantée à Sélestat (siège de l'association), à Epinal, Nancy, Reims et Saint Martin Sur le Pré (Chalons). Dotées de collaborateurs affectés à l'animation des réseaux artistiques et culturels œuvrant en Alsace, Lorraine et Champagne Ardenne, ces antennes accueillent par ailleurs les différentes activités menées par l'agence (réunions, rencontres professionnelles, formation…). Les installations nouvellement investies à Saint Martin sur le Pré en Champagne Ardenne offrent de belles perspectives de développement pour ce parc de matériels scéniques désormais géré par l'agence. La gestion mutualisée des parcs placés sous la responsabilité directe de l'Agence accroit l'offre de services aux opérateurs culturels. L'organisation de cette offre technique s'enrichira en 2019 de nouvelles possibilités en Lorraine par le biais d'opérateurs associatifs accompagnés par l'Agence culturelle, en charge d'animer ces ressources à l'échelon régional.

CONCLUSION

Ce projet d'établissement 2018 / 2021 se construit sur des fondations structurelles, économiques et politiques qui lui autorisent d'aborder l'avenir avec une certaine confiance malgré les mutations en cours dans l'action publique et les pratiques culturelles et artistiques. Ce projet porte l'ambition de participer activement au développement d'une région soucieuse d'attractivité culturelle pour ses habitants et porteuse de dynamiques artistiques en termes de rayonnement infra et extra régional.

Les fondamentaux de nos programmes d'actions seront consolidés pour parfaire la structuration des filières et accroitre la qualité des projets. Ils sauront s'enrichir des nouvelles pratiques artistiques et culturelles contemporaines inhérentes notamment aux évolutions technologiques. Les mutations en cours dictent d'agir avec exigence en étant en capacité de s'adapter rapidement aux événements. L'investissement dans la compétence des ressources et la modernisation des outils s'oriente dans ce sens.

Enfin, la cohérence de l'action publique se verra renforcée par l'accroissement des synergies et des complémentarités entre l'Agence et la Région mais également par un nouveau partenariat avec la Drac GE et une précision des missions avec les départements d'Alsace. L'ouverture de ce partenariat public à

d'autres conseils départementaux du Grand Est et aux collectivités intercommunales constitue un objectif à atteindre. Plus largement, le développement d'espaces de partage de ressources et d'expertises entre acteurs publics, en lien avec la communauté culturelle satisfera un besoin de mutualisation des réflexions et de simplification des procédures auxquels aspirent nos concitoyens.

L'Agence culturelle Grand Est porte l'ambition de construire ce projet d'établissement sur la période 2018 / 2021. Cette culture de l'accompagnement des acteurs par une agence apparait comme une pratique nouvelle dans plusieurs territoires du grand Est. Le besoin de bien situer ce positionnement avec les financeurs publics, de coordonner dans son projet cette commande publique, de faire partager aux acteurs culturels ses modalités d'intervention et ses différentes ressources, induit de l'information, de l'échange, de la clarification, de l'expérimentation. Gagner la confiance des acteurs culturels et artistiques, positionner avec justesse son intervention selon les publics et les territoires est au cœur des ambitions de l'agence pendant cette période de construction. Elle s'y emploiera avec détermination et engagement.

Francis GELIN

Directeur général
Agence culturelle Grand Est

ANNEXE CONVENTION 2021

AGENCE CULTURELLE GRAND EST / COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE

Perspectives d'actions 2021

L'importance du contexte sanitaire

Nous vivons depuis mars 2020 dans une période de grande instabilité liée à une situation sanitaire exceptionnelle. Celle-ci a mis à l'arrêt tout un pan de l'activité sociale et économique dont le secteur culturel. L'impact sur la vie professionnelle des acteurs artistiques et culturels est très important : fermeture au public des établissements culturels avec annulations et reports des programmations / festivals, créations et diffusions des spectacles et productions cinématographiques mises à l'arrêt / politiques publiques réorientées vers des plans d'urgence / programmes d'investissements différés…Les conséquences pour l'écosystème de la culture sont nombreuses sur le plan économique et social, la reprise d'activité au premier trimestre 2021 n'étant toujours pas d'actualité.

L'Agence culturelle n'échappe pas aux difficultés avec l'arrêt de plusieurs de ses missions (location de matériel, accompagnement de la diffusion de spectacles…), un différé pour d'autres tout en s'adaptant en permanence au gré des situations rencontrées. De nouvelles alternatives d'activités sont proposées via une offre digitale qui s'est très largement étendue. Ainsi, pour palier à l'absence de mobilité, à l'isolement et à la fragilisation psychologique des acteurs et à une déstructuration de filières, l'Agence innove continuellement dans ses modes d'interventions en multipliant les services numériques par ses plateformes et par la création de nouveaux concepts interactifs (carnets de découverte, cafés techniques, grands ateliers…) vite adoptés par ses publics.

Cette prévision 2021 s'inscrit donc dans l'incertitude de pouvoir réaliser le programme initialement prévu, de devoir reprogrammer souvent dans l'urgence. Cela induit de la réactivité et de l'agilité, ce dont fait preuve l'Agence en gardant le contact avec un milieu culturel particulièrement affaibli et déstabilisé.

C'est dans cette réalité que se mènera le programme 2021.

Le cadre d'action de l'Agence culturelle

- Un projet d'établissement pluriannuel

L'activité et le fonctionnement de l'agence culturelle se définissent dans le cadre d'un projet d'établissement précisant ses lignes d'actions et son mode opératoire pour la période 2019 / 2021. Les axes stratégiques qui structurent ses programmes sont ainsi définis :

- Renforcer l'engagement dans la chaine de valeur de la culture en faveur des pratiques artistiques et culturelles professionnelles en privilégiant la notion de parcours,
- Structurer l'action de proximité par une démarche territorialisée appuyant les enjeux de politique publique de la culture en privilégiant l'espace intercommunal,
- Consolider l'expertise, l'ingénierie et la dimension ressource,
- Développer des collaborations à l'infrarégional, à l'interrégional, au national et au transfrontalier,
- Agir pour une fertilisation croisée des enjeux culturels, économiques et de développement

Un partenariat ciblé avec la Collectivité Européenne d'Alsace

Dans le cadre d'une convention désormais annualisée, les actions prioritairement soutenues par la CEA tendent à :

- Renforcer l'irrigation, la dynamique et la cohésion territoriales avec notamment l'accompagnement de projets de territoire dans un cadre concerté, en relation avec les priorités d'intervention de la Collectivité Européenne d'Alsace et l'ingénierie mobilisable dans les projets, l'appui aux coopérations territoriales, le prêt de matériel scénique pour l'organisation de manifestations culturelles.

- Appuyer la création artistique dans les domaines du spectacle vivant, au travers de ses dispositifs d'accompagnement des filières de structuration des projets artistiques (Plateau de Répétition Sélestat, tutorat, qualification des professionnels).

- Conforter et développer la fonction « ressources-expertise-conseil » dans les missions que l'Agence développe, avec une dimension d'accompagnement des politiques publiques et de prospective et la formation des élus en partenariat avec les associations alsaciennes.
- Développer la coopération transfrontalière en proposant des cadres de rencontres et d'échanges favorisant l'interconnaissance et le partage de pratiques entre réseaux professionnels. Par des programmes de coaching, la préparation d'équipes artistiques en amont de salons et de marchés lors de déplacements collectifs est recherchée.

Les perspectives d'activités 2021

Le programme s'oriente vers les projets suivants :

- **Spectacle Vivant (équipes artistiques)**
  - **Résidence** Pour accompagner les équipes artistiques professionnelles dans la réalisation d'un projet de création, l'Agence culturelle met à leur disposition un plateau de répétition parfaitement équipé et adapté aux exigences scéniques du spectacle vivant d'aujourd'hui. La priorité d'accès au plateau est donnée :
    - aux projets bénéficiaires des « résidences de coopération »
    - aux projets portés par des équipes artistiques émergentes

    Compte tenu de la situation économique des équipes artistiques, ces projets prioritaires pourront bénéficier d'une prise en charge d'une partie des frais liés à la mobilité (dépenses de transport de l'équipe et des décors) pour leur venue à Sélestat.

  - L'Agence culturelle propose des **parcours spécifiques** aux équipes artistiques professionnelles pour participer à des rendez-vous majeurs du spectacle vivant (festivals et plateformes professionnelles). Destinés à aider les équipes artistiques à préparer leur présence sur des festivals et plateformes du spectacle vivant aux échelles nationale et transfrontalière, ces parcours visent à renforcer la mise en œuvre efficiente de la stratégie de communication et de diffusion des équipes artistiques.

Composés d'espaces individuels et collectifs, ces parcours interviennent en amont, pendant et en aval de ces trois temps forts ci-dessous : Festival Off d'Avignon, Internationale Kulturbörse Freiburg, Internationale Tanzmesse de Düsseldorf.

❖ **Formations, rencontres et parcours**

Un programme de formation pour renforcer des compétences, structurer des parcours, favoriser l'interconnaissance entre équipes artistiques mais également entre équipes artistiques et lieux de diffusion pour encourager la diffusion des projets artistiques.

- **Des ateliers et rendez-vous**
  - ➔ **Découverte du secteur :** Faciliter l'insertion professionnelle des équipes artistiques débutant dans le secteur par la découverte du cadre juridique du spectacle vivant.
  - ➔ **Nouvelles directions** : Convier des directions nouvellement nommées à la tête de lieux culturels de la région pour échanger sur les projets artistiques et culturels qu'elles développent.
  - ➔ **Partenaires de l'accompagnement** : Découvrir d'autres formes d'accompagnement proposées par des organismes extérieurs afin d'aider à la structuration et au développement d'une activité professionnelle (avec le témoignage d'équipes artistiques ayant bénéficié des accompagnements présentés).
  - ➔ **Rencontres professionnelles** : Mettre en valeur, à travers une thématique choisie, les actions d'acteurs culturels du secteur tout en offrant l'occasion de nourrir une réflexion à travers la découverte et l'échange.
- **Des parcours et rendez-vous**
  - ➔ **Espace de découverte artistique** : Présenter un projet en création ou un spectacle déjà créé dans le cadre d'un temps fort à l'attention de responsables de programmation.
  - ➔ **Parcours festivals** : Un parcours conjoint avec des responsables de programmation pour

découvrir des festivals, affirmer son projet artistique, l'enrichir par le visionnage de spectacles, favoriser les partages d'expériences et les échanges entre professionnels.

➔ **Accompagnement coordonné** : Cet accompagnement s'adresse exclusivement aux équipes artistiques et aux lieux de diffusion soutenus à travers le dispositif d'aide à la mobilité dans le cadre des "Résidences de coopération".

➔ **Parcours pro / en partenariat avec le TJP CDN Strasbourg - Grand Est** : Explorer des pistes de travail à partir de l'univers d'un artiste intervenant, croiser les regards et pratiques. Animés par des artistes proches du projet Corps-Objet-Image, les Parcours Pro sont des espaces de recherche et d'expérimentation.

- **Conseils individualisés**

  Chaque projet étant singulier, il mérite de recevoir une réponse personnalisée. Les rendez-vous individuels sont une occasion de présenter son projet artistique, questionner sa place au sein de l'environnement du spectacle vivant et porter un regard prospectif sur son développement. De là, les conditions d'un accompagnement adapté peuvent se préciser.

❖ **Spectacle vivant (Lieux de diffusion)**

Un ensemble de dispositifs existe afin d'accompagner les structures/lieux de diffusion, plus particulièrement non labellisés, dans leurs projets et leur développement : d'une aide à la mobilité pour favoriser la circulation des spectacles à leur accueil en résidence, en passant par un service de conseil individualisé, plusieurs possibilités s'offrent à eux.

❖ **Aide à la mobilité**.

L'Agence culturelle défend les enjeux tant en création qu'en diffusion en proposant une aide à la mobilité dans le cadre des résidences de coopération et des tournées de coopération. L'objectif premier est de renforcer le lien entre équipes artistiques professionnelles et lieux de diffusion de la région dans une volonté

d'accompagner la création et de favoriser la diffusion des spectacles.

- **Dans le cadre des résidences de coopération** : Les résidences de coopération ont pour objectifs de renforcer la production de spectacles régionaux et faciliter leur intégration dans les réseaux de diffusion. L'aide concerne les frais de mobilité (ensemble des dépenses de transport de l'équipe et des décors) d'un spectacle ou des spectacles porté(s) par une équipe artistique professionnelle implantée en Grand Est accueillie en résidence en dehors de son département d'origine.
- **Dans le cadre des tournées de coopération**
  Les tournées de coopération ont pour objectifs de favoriser la diffusion des spectacles sur le territoire régional, participer à mieux les faire connaître et prolonger leur durée d'exploitation.
  Elles sont favorisées par les rendez-vous appelés « échanges artistiques » réservés exclusivement aux responsables de programmation des lieux de diffusion de la région.
  De la même façon que pour les résidences de coopération, l'aide concerne les frais de mobilité (ensemble des dépenses de transport de l'équipe, des décors, des hébergements et des repas) d'un spectacle ou des spectacles porté(s) par une équipe artistique professionnelle implantée en Grand Est et programmée dans le cadre d'une tournée au sein de trois lieux de diffusion en dehors de son département d'origine.

❖ **Formations, rencontres et parcours**

Un programme de formation pour renforcer des compétences, structurer des parcours, enrichir une programmation culturelle, favoriser l'interconnaissance entre lieux de diffusion mais également entre lieux de diffusion et équipes artistiques afin d'encourager la création et la diffusion des projets artistiques.

- **Des ateliers et rendez-vous**
  - ➔ **Échanges artistiques** : Partager des informations artistiques sur les projets en création ou en diffusion d'équipes artistiques pour développer des tournées de coopération, accueillir des résidences avec d'autres lieux de diffusion,

s’engager dans un accompagnement coordonné autour d’une équipe artistique avec des pairs (réservé aux responsables de programmation)

➔ **Espace de découverte artistique** : Découvrir les projets en création ou déjà créés d’équipes artistiques dans le cadre d’un temps fort.

➔ **Nouvelles directions** : Découvrir les projets artistiques et culturels développés par des directions nouvellement nommées à la tête de lieux culturels de la région.

➔ **Partenaires de l’accompagnement** : Découvrir d’autres formes d’accompagnement proposées par des organismes extérieurs afin d’aider à la structuration et au développement d'une activité professionnelle.

➔ **Rencontres professionnelles** : Mettre en valeur, à travers une thématique choisie, les actions d’acteurs culturels du secteur du spectacle vivant tout en offrant l’occasion de nourrir une réflexion à travers la découverte et l’échange.

➔ **Étapes de travail** : Découvrir les projets présentés par les équipes artistiques accueillies sur le plateau de répétition de l’Agence culturelle à Sélestat.

- **Des parcours**

➔ **Parcours festivals** : Un parcours conjoint avec des équipes artistiques pour découvrir des festivals, affirmer son projet artistique et culturel, l’enrichir par le visionnage de spectacles et favoriser les partages d’expériences et les échanges entre professionnels.

➔ **Accompagnement coordonné** : Cet accompagnement s'adresse exclusivement aux équipes artistiques et aux lieux de diffusion soutenus à travers le dispositif d'aide à la mobilité dans le cadre des "Résidences de coopération".

➔ **Parcours EPCI :** Renforcer la programmation spectacle vivant du projet culturel de territoire développé par les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI). Au programme : visionnage de spectacles, rencontres professionnelles et temps de formation.

- L'Agence culturelle fait partie de **La Collaborative**, une union entre 5 agences régionales qui partagent un objectif commun : la diffusion des œuvres et l'accompagnement des équipes artistiques et responsables de programmation dans leur mobilité à l'intérieur et à l'extérieur de leur territoire régional. Créée en 2016, l'association La Collaborative réunit l'Agence culturelle Grand Est, l'OARA Nouvelle-Aquitaine, Occitanie en scène, l'ODIA Normandie et Spectacle vivant en Bretagne. Ces 5 agences régionales de développement artistique et culturel sont principalement dédiées au spectacle vivant et partagent une vision opérationnelle du service public de la culture.

  La Collaborative intervient à plusieurs niveaux pour favoriser la mobilité des équipes artistiques et des responsables de programmation au-delà des frontières régionales avec, notamment, l'organisation de temps de rencontres, la mise en place de la Charte d'aide à la diffusion, la création du dispositif "Faire-part" ou encore un service de veille ainsi que d'accompagnement assuré par "On the Move". Par la collaborative, les liens de l'Agence avec l'ONDA se sont renforcés ce qui est à l'avantage
- **Réseaux Grand Est** : L'Agence culturelle est en lien régulier avec les réseaux du Grand Est qui participent à la structuration des équipes artistiques et des structures culturelles du spectacle vivant sur le territoire. Au gré des évolutions et des demandes, elle peut être amenée à accompagner plus particulièrement à la structuration ou au développement d'un réseau. L'enjeu est de favoriser les mobilités entre les départements afin d'accroitre les potentialités d'activités des équipes artistiques notamment. Le constat d'un repli dans le département d'attache des compagnes invite à cette mesure essentielle sur le plan économique. La collaboration avec le réseau Quint'est dans sa partie Alsacienne est intense dans cette action.

❖ **Communication ressources**

- Actualisation permanente du site COVID 19 créé par l'Agence.
- Développement de la plateforme numérique du spectacle vivant « Tréto » à considérer comme une vitrine régionale et un outil de collaboration entre les professionnels du secteur. De nouvelles fonctions sont programmées (offres d'emploi, agenda de disponibilité de plateaux de répétition dans les salles alsaciennes...)
- Développement de la boite à outils multimédia notamment à destination des collectivités territoriales.
- EPCI et culture : plan d'action 2020/2021 avec un programme d'étude et des actions ciblant plus directement élus et territoriaux (salons des maires du haut rhin)
- Poursuite de la refonte de la collection des guides techniques numériques édités par l'agence pour plus d'interconnexions entre les ressources et dynamiser les accès.
- Développement de la plateforme numérique de location de matériels du parc de Sélestat vers de nouveaux services en ligne.

❖ **Techniques de la scène**

❖ **Développement des services rendus aux utilisateurs du parc de matériel de Sélestat**

- Réalisation d'une étude sur le développement de la technologie LED et lancement d'un programme de formation/sensibilisation auprès des techniciens (avec le réseau Reditec), des directions d'établissements de diffusion et de festivals, des élus et territoriaux.
- Orientation massive de la politique d'investissement vers des équipements de génération LED (crédits investissement CEA 2021)
- Maintenir une offre de stages techniques à destination des techniciens des collectivités locales, des bénévoles associatifs et des professionnels du Bas Rhin et du Haut Rhin avec des priorités sur la LED pour la lumière.
- Conseil aux décideurs publics lors de la création ou la modernisation d'équipements de diffusion de spectacles

- **Action territoriale** par l'apport aux décideurs publics **d'ingénieries et de méthodologies**.
  - Apporter aux élus un soutien méthodologique et des outils pour le développement de projets culturels de territoires intercommunaux en recherchant une intervention publique concertée.
  - Organisation de sessions avec le réseau des DAC autour de l'intercommunalité culturelle
  - Améliorer la connaissance des réalités culturelles publiques intercommunales par la réalisation d'une étude, d'une cartographie et la production de ressources ad hoc lors de sessions spécifiques en 2021.

- **Responsabilité sociale de l'Agence :** elle se vérifie par un comportement éthique et engagé en faveur du développement durable depuis des années. L'agence intègre cette dimension dans ses programmes d'action (ex séminaires : *festivals, vous avez dit durable* ? *Green shooting* pour l'accueil de tournages, formation envisagée en 2021 avec AFDAS pour lieux de diffusion de spectacles…), son fonctionnement interne (achats responsables), et sa politique d'investissement en matériels scéniques dans les LED grâce aux financements de la CEA.

ALSACE
Collectivité européenne

Opérateur culturel

NON AFFECTE SUR UN TERRITOIRE

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00004130	ASSOCIATION INDUSTRIE & TERRITOIRES	réalisation de la 2ème édition de l'Industrie Magnifique, du 3 au 13 juin 2021 à Strasbourg				25 000,00 €
TRANCHE:P162O017T06 - NATURE:(3416) 65-65748-35 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**25 000,00 €**

Convention financière 2021
entre
la Collectivité européenne d'Alsace
et
l'association Industrie & Territoires

portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°…. du 10 mai 2021,

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

Et

L'association Industrie & Territoires représentée par son Président, M. Jean HANSMAENNEL,

Ci-après dénommée « le bénéficiaire »,

* *

*

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1111-4, selon lequel la compétence en matière culturelle demeure partagée entre tous les échelons de collectivités,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace, en vigueur à la date de la délibération portant attribution de la subvention, et notamment sa partie relative à la gestion des subventions,

Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021 relative au Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable,

Vu la demande de subvention du 16 avril 2021,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de financement de l'association Industrie & Territoires par la CeA, sous la forme d'une subvention de fonctionnement et en tenant compte du programme d'actions suivant que le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre :

- Création par chaque artiste d'une œuvre d'art originale et monumentale symbolisant l'entreprise partenaire de son projet, à partir et avec ses ressources propres (savoir-faire, matériaux, valeurs, collaboration avec les salariés…),
- Exposition des œuvres créées sur les places publiques d'une ville, dans le cadre d'une galerie d'art à ciel ouvert,
- Explication du processus de coopération, de création, d'exposition et du sens de la démarche et de l'œuvre auprès des publics.

La subvention de la CeA devra uniquement être employée pour réaliser le programme d'actions tel que précisé ci-avant.

La CeA n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Détermination du montant de la subvention

La CeA contribue financièrement pour un montant maximal de 25 000 € (vingt-cinq mille euros) pour la réalisation du programme d'actions précisé dans l'article 1er.

Le montant notifié de la subvention constitue un plafond non susceptible de révision, sauf accord convenu entre les parties dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

Article 3 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide de la CeA

3.1. Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter du 1er janvier 2021 et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

3.2. Durée de validité de la subvention

La subvention attribuée doit être affectée aux dépenses de fonctionnement portant sur le programme d'actions mentionné à l'article 1er, lequel devra être réalisé au plus tard le 31 décembre 2021 sous peine de sanction prévue à l'article 9.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée en une seule fois, par dérogation au règlement budgétaire et financier de la collectivité et conformément aux modalités du Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable approuvé par délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021, après signature de la présente convention par les deux parties.

Article 5 : Justificatifs

Le bénéficiaire s'engage :

- à fournir un compte-rendu quantitatif et qualitatif certifié par le responsable légal ou toute personne habilitée, attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention précisé à l'article 1er ;
- à fournir, dans les 6 mois suivant la clôture de chaque exercice comptable du bénéficiaire, un bilan et un compte de résultat, conformes au plan comptable général révisé, certifiés conformes par le président ou par le commissaire aux comptes si sa désignation est obligatoire, ainsi que le rapport d'activité de l'année de mise en œuvre du programme d'actions.
- à désigner, si l'ensemble des aides publiques perçues par le bénéficiaire excède 153 000 euros, un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code du commerce);

Article 6 : Obligations à la charge du bénéficiaire de la subvention

Le bénéficiaire s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1er ;
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique ;
- à faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services de la CeA de la réalisation de l'objet défini à l'article 1er, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autres documents ;
- à tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- à communiquer à la CeA les modifications déclarées au tribunal d'instance et fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire ;
- à informer sans délai le service de la CeA gestionnaire de l'attribution de la subvention, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- à informer la CeA de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire le concernant ;
- à informer la CeA de toute cession de créance concernant la subvention objet de la présente convention de sorte à permettre à la CeA de vérifier si toutes les conditions pour le maintien de la subvention 2021 et les conditions pour son versement sont remplies, et à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution de la subvention, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, notamment ses articles 8 et 9.

Article 7 : Information et communication

Sous peine de reversement de tout ou partie de l'aide de la CeA, le bénéficiaire doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier de la CeA selon les moyens de communication dont il dispose.

Cette information se matérialise par la présence du logotype de la CeA sur les documents édités par le bénéficiaire et par tout autre moyen de communication (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, ...). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la CeA, le bénéficiaire pourra prendre contact auprès de la Direction de la communication de la CeA.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, inauguration, visite de chantier, première pierre…), le bénéficiaire devra systématiquement,

d'une part, faire apparaître le concours de la CeA sur tous les supports de communication utilisés (courriers, cartons d'invitation ...) et d'autre part, adresser une invitation à la CeA pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu.
Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie de l'aide allouée.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement et/ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures…).

Article 8 : Interruption et reversement de tout ou partie de la subvention

Après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire, le non-respect total ou partiel des clauses stipulées de la présente convention par le bénéficiaire pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets la demande de reversement en totalité ou partie du montant alloué.

La CeA en informe le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Résiliation

9.1. La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

9.2. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

9.3. En cas de motif d'intérêt général, la CeA peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

9.4. En cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire du bénéficiaire, la CeA se réserve le droit de résilier la présente convention au motif de l'impossibilité pour le bénéficiaire et/ou son repreneur de poursuivre le projet. En outre, la CeA se réserve le droit d'inscrire son éventuelle créance, née du versement indu de tout ou partie de sa subvention, au passif du bénéficiaire, dans le cadre de la procédure de déclaration de créance adressée au mandataire judiciaire.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation du bénéficiaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la CeA pourra procéder au paiement prorata temporis de la subvention, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie de la subvention déjà versée, selon les modalités précisées à l'article 8.

Article 10 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la CeA et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 11 : Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier de la CeA dans

sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant la subvention, objet de la présente convention, dont la communication à l'organisme peut être demandée à la CeA à tout moment.

Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

Article 12 : Règlement des litiges

12.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter une conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

12.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 12.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg le

Pour La CeA, Le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace	Pour le bénéficiaire, Le Président
Frédéric BIERRY	Jean HANSMAENNEL

Soutien aux organismes oeuvrant dans le domaine culturel et patrimonial

Centre Alsace

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00002809	COMMUNE DE SELESTAT	Biennale d'art contemporain Selest'art, du 26 septembre au 1er novembre 2021 à Sélestat				9 000,00 €
00002867	COMMUNE DE SELESTAT	Festival en Mai Chante ! ... ce kil te plaît 2021				3 000,00 €
R21D000023	COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE BARR	organisation de l'édition 2021 du festival Clair de Nuit				2 500,00 €
	TRANCHE:P163O007T01 - NATURE:(1233) 65-657348-311 - Subventions - Autres communes			**Total Imputation**		**14 500,00 €**
00002560	ASSOCIATION O THEATRE LES JEUNES	Création théâtre musical jeunesse Obernai				1 800,00 €
00002742	ASSOCIATION CHOEUR DE CHAMBRE VOIX DE STRAS	Projet "Breitenbach, la Vallée de Villé & Voix de Stras" : Promenades Chantées en juin et juillet 2021 à Breitenbach				1 000,00 €
00002851	MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE DE VILLE LE VIVARIUM	Projet La Vallée vagabonde				3 500,00 €
00002862	ASSOCIATION ZONE 51	Editions 2021 des festivals Epidemic Experience, Summer Vibration et Rock Your Brain				11 000,00 €
00002865	ASS CULTURELLE ESPACE ATHIC	Festival Pisteurs d'Etoiles 2021				14 900,00 €
00002912	ASSOCIATION LACUISINE	Programmation estivale 2021 sur le parvis de La Cuisine et clôture avec le festival "L'avide Jardin"				1 000,00 €
00002918	ASSOCIATION ACCES SOIR	Création du spectacle "BOUM la famille et l'harmonie, est-ce que c'est possible"				2 000,00 €

Soutien aux organismes oeuvrant dans le domaine culturel et patrimonial

Centre Alsace

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00002921	COMPAGNIE LE VEILLEUR STRASBOURG	Projet de création "La Balle - c'est à se tirer une sacrée balle dans la tête cette histoire"				2 000,00 €
00003013	ASSOCIATION CITAR	Projet de transmission "Les images violentes sur la toile"				0,00 €
00003885	APEI CENTRE ALSACE	organisation d'un évènement fédérateur "Handicap et création artistique" en octobre 2021 à Sélestat				4 500,00 €
00003887	APEI CENTRE ALSACE	Mise en place d'un dispositif d'artiste/ compagnie associée à Sélestat				0,00 €
R21D000102	ASSOCIATION MUSIQUE A OBERNAI	réalisation de l'édition 2021 du Festival de musique de chambre d'Obernai.				2 000,00 €
R21D000129	ASSOCIATION LES AMIS DE L'EGLISE ABBATIALE D'EBERSMUNSTER	programmation de concerts dans l'église abbatiale d'Ebersmunster.				1 500,00 €
TRANCHE:P163O007T01 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**45 200,00 €**

Total territoire	**59 700,00 €**

615

Eurométropole de Strasbourg

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00002804	COMMUNE DE GEISPOLSHEIM	Master Class d'improvisation et de Musique Contemporaine avec l'Ensemble Accroche Note à l'école de musique de Geispolsheim, du 15 novembre 2020 au 11 avril 2021				0,00 €
R21D000108	COMMUNE DE SCHILTIGHEIM	réalisation de l'édition 2021 du salon de l'illustration et du livre de jeunesse Schilick on carnet				1 000,00 €
	TRANCHE:P163O007T01 - NATURE:(1233) 65-657348-311 - Subventions - Autres communes			**Total Imputation**		**1 000,00 €**
00002675	LA MESNIE H CIE JACQUES BACHELIE	Projet de création de Oliver Twist de Charles Dickens				2 000,00 €
00002679	RENCONTRES CINEMATOGRAPHIQUES D'ALSACE - CINEMA ODYSSEE	Projet de diffusion "Patrimoine des cinémas", pendant l'année 2021 à l'Odyssée à Strasbourg				1 000,00 €
00002680	ASSOCIATION PULS'VISION	Festival Ose-ce-court, de janvier à mai 2021, sur le territoire de l'Eurométropole				700,00 €
00002681	ASSOCIATION VUE D'ENSEMBLE	Projet de diffusion "Entendez-voir"				2 000,00 €
00002684	ASSOCIATION LE FAUBOURG	Activités de sensibilIsation à l'art contemporain et de soutien aux artistes émergents, pendant l'année 2021 à Strasbourg et Schiltigheim				5 000,00 €
00002688	ENSEMBLE VOCAL DE CI DE LA	Projet de diffusion "Du Gloria de Vivaldi au Magnificat de Pärt", du 17 au 23 avril 2021 sur le territoire de l'Eurométropole				0,00 €
00002690	COMPAGNIE THEAT 'REIS - PEDAGOGIE ET CREATION	Projet de médiation D'hier à demain, Paroles de contes" 2019-2021 - An 3, à Strasbourg				1 000,00 €
00002705	EPIK HOTEL	Projet de création d'un spectacle Meeting Point (HEIM), en 2021				2 000,00 €

616

Eurométropole de Strasbourg

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00002713	ASSOCIATION LA RECIDIVE	Projet de création Le Témoin, en 2021 sur le territoire de l'Eurométropole				2 000,00 €
00002715	ASSOCIATION LA CHAMBRE	Programme d'actions d'éducation artistique, pendant l'année 2021 à Strasbourg				6 000,00 €
00002731	ASSOCIATION APACA GRAINE DE CIRQUE	Organisation d'ateliers autour du cirque, pendant l'année 2021à Strasbourg				9 000,00 €
00002733	COLLECTIF OFF	organisation de l'édition 2021 du festival Giboul'Off				2 500,00 €
00002740	ASSOCIATION ESPRIT JOUEUR	Projet Le Curieux Festival, du 19 au 30 avril 2021 sur le territoire de l'Eurométropole				5 000,00 €
00002746	ASSOCIATION LES FILMS DU SPECTRE	Organisation du Festival européen du film fantastique de Strasbourg, du 10 au 19 septembre 2021				4 000,00 €
00002749	ASSOCIATION STIMULTANIA	Projet d'insertion professionnelle par la photographie, pendant l'année 2021 à Strasbourg et Schiltigheim				5 000,00 €
00002770	ASSOCIATION LA PIERRE LARGE	saison culturelle 2021 du LAB à Strasbourg				1 500,00 €
00002857	COMPAGNIE TANGRAM	Projet de création Crossroads				2 000,00 €
00002861	COMMUNE DE VENDENHEIM	Festival Les Ephémères du 15 au 25 mai 2021 à Vendenheim				1 500,00 €
00002863	ASSOCIATION PELPASS ET COMPAGNIE	Saison artistique 2021				10 000,00 €
00002864	ASSOCIATION WOLFI JAZZ	Festival Wolfi Jazz 2021				6 000,00 €
00002889	ASSOCIATION NOUVELLE LIGNE	Développement de la scène musiques actuelles lors du festival NL Contest				3 000,00 €

617

Eurométropole de Strasbourg

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00002894	ASSOCIATION ERNEST PRODUCTION	Projet de création "Anachronicoscope"				3 000,00 €
00002919	ASSOCIATION STURM PRODUCTION	Projet de diffusion - création d'un festival " Jazz à St Thomas"				2 000,00 €
00002923	ASSOCIATION ORIGINAL TAPE RECORDS	Création du nouveau spectacle de Funkindustry en 2021				2 000,00 €
00002926	LE CIRQUE SE FAIT LA MALLE	Ateliers de pratique et de découverte des arts du cirque en milieu scolaire				5 000,00 €
00002947	CIRA CENTRE INTERNATIONAL DE RENCONTRES ARTISTIQUES	Projet de création "La bête de Vaccarès (nous sommes tous des migrants)"				1 500,00 €
00002949	CIRA CENTRE INTERNATIONAL DE RENCONTRES ARTISTIQUES	Cycles d'activités culturelles autour de la danse durant les vacances scolaires à destination d'enfants de 4 à 13 ans				1 500,00 €
00002950	CIRA CENTRE INTERNATIONAL DE RENCONTRES ARTISTIQUES	Projet Strasbourg danse l'été, du 20 au 27 août 2021				2 000,00 €
00002965	ASSOCIATION LE TUBE	Projet "Lieu d'effervescence : espace d'expérimentation en faveur de la jeune création contemporaine"				1 000,00 €
00002967	ASSOCIATION SCHIVANO CO	Projet de création artistique "Man's Madness"				2 000,00 €
00002979	COMPAGNIE LU²	Projet "L■art est au coin de la rue" du 1er mars au 30 septembre 2021 dans le quartier de la Meinau à Strasbourg				2 000,00 €
00002983	AZAD PRODUCTION	Projet de transmission artistique "VERTIGES"				1 800,00 €
00002988	ASSOCIATION REBONDS D'HISTOIRES	Projet de création "Les Runes d'Odin"				2 000,00 €
00003021	ASSOCIATION LE FIL ROUGE THEATRE	Création de "L'OPÉRA IMAGINAIRE" - théâtre musical				2 000,00 €

618

Eurométropole de Strasbourg

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003276	ASSOCIATION BREAKOUT	projet de création In terra				2 500,00 €
00003436	ASSOCIATION INACT	Festival des arts mutants - "Inframince"				2 500,00 €
00003509	ASSOCIATION DES AMIS DU DIVANOO	organisation d'animations au café culturel Divanoo, pendant l'année 2021				0,00 €
00003965	COMPAGNIE 12:21	Projet de transmission "Regarder - Raconter - Montrer", pendant l'année 2021 à Strasbourg				2 000,00 €
R21D000005	COMPAGNIE NO-MA	réalisation du projet de création House is my world				2 000,00 €
R21D000007	LES ENSEMBLES 2 2	réalisation des activités musicales du collectif de musiciens				2 500,00 €
R21D000008	ASSOCIATION NO LIMIT ORCHESTRA	réalisation du projet éducatif autour des jeux-vidéo et de ciné-concerts				2 500,00 €
R21D000010	ASSOCIATION STRASBOURG MÉDITERRANÉE	organisation de l'édition 2021 du Festival Strasbourg Méditerranée				15 000,00 €
R21D000011	ASSOCIATION LES SONS D'LA RUE	réalisation des projets Les Studios Les Sons d'la Rue et Mémoires Urbaines dans le cadre de la F.A.C.C.				12 960,00 €
R21D000012	ASSOCIATION MISTRAL EST	organisation du projet Trajectoires pour l'année 2021				2 800,00 €
R21D000016	ASSOCIATION LA GRENZE	réalisation du projet de terrasse culturelle estivale				3 000,00 €
R21D000019	ASSOCIATION BECOZE	réalisation de l'édition 2021 de la cérémonie Hopl'Awards				0,00 €
R21D000022	ASSOCIATION DODEKAZZ	organisation de l'édition 2021 du festival Contre-Temps				5 000,00 €

619

Eurométropole de Strasbourg

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
R21D000024	ASSOCIATION LE KAFTEUR	réalisation du projet de diffusion de spectacles et d'activités pédagogiques				2 000,00 €
R21D000026	COLORS URBAN ART	réalisation de l'édition 2021 du Colors festival				3 000,00 €
R21D000028	COMPAGNIE MEMOIRES VIVES	réalisation des actions Mémoires et Cultures Urbaines				2 500,00 €
R21D000029	ASSOCIATION DIRTY 8	réalisation du projet La Maison Bleue				3 000,00 €
R21D000032	COMPAGNIE LES GLADIATEURS	réalisation du projet de transmission RACE de Pascal Rambert				0,00 €
R21D000085	ASSOC DES AMIS DU MUSEE VODOU	réalisation d'une exposition temporaire et programmation d¿évènements autour de celle-ci				0,00 €
R21D000089	ASSOCIATION LA PLUME DE PAON	réalisation de l'édition 2021 du Festival européen du livre audio				1 000,00 €
R21D000092	ASSOCIATION LE PARLEMENT DE MUSIQUE	réalisation des activités musicales et de médiation culturelle				3 000,00 €
R21D000099	ASSOC DES AMIS DU MUSEE VODOU	réalisation des activités éducatives et culturelles 2020 ¿ 2021				0,00 €
R21D000104	ASSOCIATION ELEKTRAMUSIC ALSACE	Projet de diffusion et création en musique électroacoustique et contemporaine				0,00 €
R21D000115	ACCROCHE NOTE	réalisation de la saison artistique et culturelle 2021 de l'Ensemble Accroche-Note				1 500,00 €
R21D000116	ASSOCIATION LINEA	réalisation de la programmation artistique de l'ensemble musical pour 2021.				0,00 €
R21D000123	CENTRE D ENSEIGNEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE L IMPROVISATION	Organisation d'ateliers et concerts, pendant l'année 2021				6 000,00 €

620

Eurométropole de Strasbourg

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
R21D000127	ASSOCIATION STRAS'ORGUES	réalisation des activités de diffusion et de promotion de l'orgue				1 500,00 €
TRANCHE:P163O007T01 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**175 260,00 €**
00003006	HOPITAUX UNIVERSITAIRES DE STRASBOURG	Ateliers de pratique et de création artistiques pour le centre d'accueil médico-psychologique pour adolescents (CAMPA)				1 500,00 €
TRANCHE:P163O007T01 - NATURE:(3077) 65-657381-311- Subventions - Autres établissements publics locaux				**Total Imputation**		**1 500,00 €**
				Total territoire		**177 760,00 €**

621

Soutien aux organismes oeuvrant dans le domaine culturel et patrimonial

Nord Alsace

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00002805	COMMUNE DE BISCHWILLER	Projet de diffusion "Claude Vigée : une vie entre les lignes", de janvier à août 2021 à Bischwiller				1 500,00 €
00002866	COMMUNE DE WISSEMBOURG	L'Outre Festival 2021				3 500,00 €
R21D000128	COMMUNE DE WISSEMBOURG	organisation de l'édition 2021 du Salon du livre de jeunesse				1 000,00 €
TRANCHE:P163O007T01 - NATURE:(1233) 65-657348-311 - Subventions - Autres communes				**Total Imputation**		**6 000,00 €**

622

Soutien aux organismes oeuvrant dans le domaine culturel et patrimonial

Nord Alsace

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00002687	COMPAGNIE THEAT 'REIS - PEDAGOGIE ET CREATION	Projet Le théâtre dans sa classe, pendant l'année scolaire à Bischwiller				1 000,00 €
00002737	COMPAGNIE DU MATAMORE	Projet de diffusion de « Sauvage » itinérance en patrimoine, du 5 juillet au 15 septembre 2021				3 000,00 €
00002772	ASSOCIATION FESTIVAL SUMMERLIED	organisation de l'édition 2021 du Festival Summerlied à Ohlungen				28 000,00 €
00002773	ASSOCIATION THEATRE DE LA CHIMERE	Projet de création 1870 Froeschwiller L'Alsace dans la Tourmente, du 8 au 18 juillet 2021				5 000,00 €
00002774	ASSOCIATION WEITBRUCH LIBERE	Diffusion de "Sur les pas de nos Libérateurs", les 8 et 9 mai 2021 à Weitbruch				0,00 €
00002775	ASSOCIATION FESTIVAL SUMMERLIED	Projet de transmission Summerlied fer Kinder, de janvier à juin 2021 dans les écoles de la CA de Haguenau				5 000,00 €
00002776	ASSOCIATION FESTIVAL SUMMERLIED	Concerts Summerlied, du 1er juin au 25 juillet dans les salles de spectacles de la CA de Haguenau				2 000,00 €
00002883	L OFFICE DES SPORTS ET LOISIRS DE LA VILLE DE HAGUENAU	Festival du Houblon 2021				2 500,00 €
00002896	MULTI CULTURELLE ASSOCIATION D A D ARTS ET CULTURE	Sunshine Reggae Festival 2021				0,00 €
R21D000124	SISTEMA ALSACE	réalisation du projet d'orchestres symphoniques d'enfants et de jeunes				1 000,00 €
TRANCHE:P163O007T01 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**47 500,00 €**

623

Soutien aux organismes oeuvrant dans le domaine culturel et patrimonial

Nord Alsace

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
				Total territoire		**53 500,00 €**

624

NON AFFECTE SUR UN TERRITOIRE

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00002685	ASSOCIATION LES INSUPPORTES	Projet Soirs à Pressoirs, du 30 juillet au 8 août 2021 à Reichsfeld et Strasbourg				1 500,00 €
00002734	COMPAGNIE LES EUMENIDES	Projet de création "Les Petites Pierres", du 1er juin au 30 septembre 2021 à Obernai, Barr, La Broque et Séléstat				2 000,00 €
00002735	ASSOCIATION DEMOSTRATIF	Diffusion du spectacle "Les Rats quittent le navire ou une histoire sans fin", pendant l'année 2021 dans le Bas-Rhin				2 000,00 €
00002739	COMPAGNIE NI	Projet de création du spectacle Terre Brûlée, de janvier à juin 2021 à Vendenheim, Strasbourg et Haguenau				2 000,00 €
00002744	ASSOCIATION THEATRE LUMIERE	Création "Conte de fées à l'usage des moyennes personnes" de Boris Vian, de septembre à décembre 2021 dans le Bas-Rhin				1 000,00 €
00002830	LES SCENES DU NORD ALSACE	Festival Décadanse 1ère édition				3 000,00 €
00002834	ASSOCIATION L'ART SCENE PROD	réalisation du projet The Moorings et Chansigne				3 000,00 €
00002868	ASSOCIATION BAAL NOVO	Festival du théâtre jeune public transfrontalier Allez hop!				2 500,00 €
00002888	ASSOCIATION BARDAF	diffusion des créations et actions culturelles en 2021				1 000,00 €
00002891	ASSOCIATION WEEPERS CIRCUS	Création et diffusion du spectacle "Panic dans la forêt"				2 000,00 €
00002906	JAZZIN' TRANSLATION	Création du spectacle "Chants révolutionnaires" par Les Chapeaux Noirs (INK) en 2021				2 000,00 €

625

NON AFFECTE SUR UN TERRITOIRE

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00002908	AZAD PRODUCTION	Création du spectacle "L'Etat des choses" par Anak-anak				2 500,00 €
00002909	ASSOCIATION FEDELAB	Projet de diffusion "Strasbouge encore ! "				1 500,00 €
00002910	ASSOCIATION ERNEST PRODUCTION	Programme de sensibilisation et d'actions culturelles pour 2021				2 500,00 €
00002915	COLLECTIF OH !	Création du spectacle "Circle and the Trees" en 2021				1 500,00 €
00002920	ASSOCIATION DIFFERENT UNIVERSE	Création du spectacle "BOOM BAP SWING" de Lyre le Temps				1 000,00 €
00002925	ASSOCIATION DIFFERENT UNIVERSE	Programme d'actions culturelles en 2021				2 000,00 €
00002989	COMPAGNIE LA GRANDE ROUE	Projet de création "Perroquet !"				2 000,00 €
00003016	ASSOCIATION UN NOUVEAU REG'ART	Projet de diffusion culturelle Regards, Espoir en décembre 2020 dans le Bas-Rhin				0,00 €
00003018	ASSOCIATION LA MAIN DE L'HOMME	Projet de transmission "Trajectoires"				1 700,00 €
00003022	ASSOCIATION QUAI NUMERO 7	Projet de création accompagné d'actions de médiation en direction des publics cibles du département				2 000,00 €
00003024	ESPACE EUROPEEN GUTENBERG	Transmission et valorisation du patrimoine régional et transfrontalier, des techniques et des savoir-faire de l'Imprimerie et des Arts Graphiques				2 500,00 €
00003028	ASSOCIATION LE TROISIEME SOUFFLE	projet de cinéma plein air et d'actions de médiation et de pratiques artistiques et culturelles				1 000,00 €
00003030	ASSOCIATION L'ARRACH'CHOEUR	Projet de création Rhapsodie en Folles majeur				2 000,00 €

626

NON AFFECTE SUR UN TERRITOIRE

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003048	ASSOCIATION EXPRESSO FORMA	Projet global d■actions de sensibilisation et d■éducation artistique de la Cie Ez3_Ezio Schiavulli				2 500,00 €
00003050	ASSOCIATION ALSAMUSE	Création et diffusion d'une ■uvre musicale auprès des collégiens du Bas-Rhin				800,00 €
00003051	ASSOCIATION MASTERPEACE	Initiation à la danse Hip hop				1 000,00 €
00003300	ARTENREEEL#1	"Création et diffusion du spectacle TOUCHE Aire de Jeu(x) par le Collectif POM"				2 000,00 €
00003301	ARTENREEEL#1	Création du spectacle chorégraphique "Tentative d'évaporation" de la compagnie Muutos				1 500,00 €
00003510	ASSOCIATION FIATABEC	Activités de l'orchestre de flûtes à bec en 2021				1 500,00 €
00003857	ARTENREEEL#1	projet de création Les fables à table par la compagnie Les Toiles des deux Mains				1 000,00 €
00003922	ASSOCIATION POUR LA CREATION ET L ANIMATION MUSICALE	Projet de création Ruptures, du 22 au 24 juin 2021 dans le Bas-Rhin				0,00 €
R21D000001	COLLECTIF OH !	réalisation du projet de création Invisible				2 000,00 €
R21D000009	LA SOUPE COMPAGNIE	création d'un spectacle jeune public professionnel et création d'un spectacle avec des collégiens				2 000,00 €
R21D000014	TIPPING POINT PRODUCTION	réalisation du projet de création Amazonia par le duo Shapiri				2 000,00 €
R21D000018	COMPAGNIE LE BRUIT QU CA COUTE	réalisation d'actions dans le cadre de l'édition 2021 de la Semaine du son de l'UNESCO				2 000,00 €
R21D000025	ASSOCIATION L IMAGINARIUM	réalisation du projet de création du spectacle Pister les créatures fabuleuses				2 000,00 €

627

NON AFFECTE SUR UN TERRITOIRE

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
R21D000031	ASSOCIATION KIVAL	organisation de l'Operap Tour de Sdorvia Desko				1 500,00 €
R21D000090	ASSOCIATION VIREVOLTE	réalisation du projet de création des spectacles Philtre d'amour et Le Bel Indifférent et d'actions de médiation				2 500,00 €
R21D000094	ASSOCIATION LATITUDE ENSEMBLE ATRIUM	réalisation des projets de création du spectacle Le Secret de Luna, de diffusion des spectacles musicaux Cosmophonie, Bruits et d'actions culturelles				2 000,00 €
R21D000101	ASSOCIATION KREYOL'KADANS	organisation de l'édition 2021 du Festival du mois Kreyol				1 000,00 €
R21D000107	ASSOCIATION LE MASQUE	réalisation de la Saison du Masque en Alsace				1 000,00 €
R21D000110	ASSOCIATION DES AMIS DE LA MUSIQUE SUR INSTRUMENTS ANCIENS AMIA	réalisation de la saison de musique baroque				2 000,00 €
R21D000111	ASSOCIATION ECOUTER VOIR	réalisation du projet de création Fille du diable, musique, danse, conte avec une traduction simultanée en langue des signes.				1 000,00 €
R21D000118	ASSOCIATION LABO DES HISTOIRES	réalisation du projet de développement des pratiques d'écriture créative des jeunes Bas-Rhinois de moins de 25 ans				0,00 €
R21D000120	ASSOCIATION A LIVRE OUVERT WIE EIN OFFENES BUCH	réalisation du projet de Maison de la sagesse - Traduire				1 000,00 €
R21D000122	ASSOCIATION L IMAGINAIRE	réalisation du projet de création Trans-Verre				1 000,00 €
R21D000125	ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE HAGUENAU	réalisation d'un concert de Joseph Haydn en version choeur et orchestre				1 000,00 €
TRANCHE:P163O007T01 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**78 500,00 €**

628

NON AFFECTE SUR UN TERRITOIRE

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00002683	THEATRE NATIONAL DE STRASBOURG	projet d'itinérance du TNS La Traversée de l■été				1 000,00 €
00002748	THEATRE NATIONAL DE STRASBOURG	Projet de diffusion "Marc-Emmanuel Soriano, un auteur en résidence sur le territoire", du 1er juillet au 3 septembre 2021 dans le Bas-Rhin				1 000,00 €
	TRANCHE:P163O007T01 - NATURE:(3077) 65-657381-311- Subventions - Autres établissements publics locaux			**Total Imputation**		**2 000,00 €**

Total territoire	**80 500,00 €**

629

CP 10/05/2021 (P163O007T03)

NON AFFECTE SUR UN TERRITOIRE

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00002686	ASSOCIATION ORCHESTRE DU RHIN	Projet participatif "A vos marques, prêts chantez ! Le Colibri et Les Archanges", du 1er septembre 2020 au 31 juillet 2021 à Strasbourg et Bischwiller				4 000,00 €
00002716	ASSOCIATION STIMULTANIA	Actions de médiation pendant l'année 2021, à Strasbourg, Illkirch et Haguenau				4 000,00 €
00002736	ASSOCIATION ACCELERATEUR DE PARTICULES	Edition 2021 des Ateliers Ouverts dans le Bas-Rhin				5 000,00 €
00002803	ASSOCIATION BAAL NOVO	Projet de création "LENZ" d'après l'■uvre originale de Georg Büchner				5 000,00 €
00002941	MUSIQUESACTUELLES.NET	Plateforme du centre de ressources et actions de prévention des risques auditifs en Alsace				3 000,00 €
00003033	ASSOCIATION BAAL NOVO	Projet de création « Der fröhliche Weinberg / 's lüschtiche Rablànd » d■après Carl Zuckmayer				5 000,00 €
00003439	ASSOCIATION RESEAU EST CINEMA IMAGE TRANSMISSION	Festival Augenblick				11 000,00 €
00003856	ARTENREEEL#1	organisation du festival L'Art et L'Etre par la compagnie Les Toiles des deux Mains				3 500,00 €
00003860	ASSOCIATION RESEAU EST CINEMA IMAGE TRANSMISSION	Projet Passeurs d'images, dispositif national d■éducation à l■image				5 000,00 €
R21D000088	ASSOCIATION LES PERCUSSIONS DE STRASBOURG	diffusion de concerts de musique contemporaine et médiation				9 000,00 €
R21D000100	ASSOCIATION DU FESTIVAL DES MUSIQUES SACREES DU MONDE	organisation de l'édition 2021 du Festival des Musiques Sacrées du Monde				3 000,00 €

630

NON AFFECTE SUR UN TERRITOIRE

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
R21D000103	ASSOCIATION AXISMODULA	création du spectacle Anamorphoses et diffusion du spectacle SooonnGe				1 500,00 €
R21D000105	ASSOCIATION ALSACE BANDE DESSINEE	réalisation de l'édition 2021 du Festival StrasBulles				3 000,00 €
R21D000106	SAISON INTERNATIONALE DE MUSIQUE SACRÉE ET D ORGUE D ALSACE	réalisation de la 13ème saison internationale de musique sacrée et d'orgue d'Alsace.				6 000,00 €
R21D000119	ASSOCIATION HANATSU MIROIR	réalisation de concerts et de médiation dans le Bas-Rhin				6 000,00 €
R21D000121	ASSOCIATION DES JEUNES ARTISTES MUSICIENS AJAM	organisation de la saison musicale 2021				10 000,00 €
R21D000126	ASSOCIATION ARTS ET LUMIERES EN ALSACE	réalisation de l'édition 2021 du Festival Voix et Route Romane				27 000,00 €
TRANCHE:P163O007T03 - NATURE:(3416) 65-65748-35 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**111 000,00 €**

Total territoire	**111 000,00 €**

631

TOTAL : CP 10/05/2021 (P163O007T03)	**111 000,00 €**

Convention financière 2021
entre
la Collectivité européenne d'Alsace
et
l'association Festival International de Colmar

portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°…. du 10 mai 2021,

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

Et

L'association Festival International de Colmar – représentée par son Président, dûment habilité pour ce faire, sise Office du Tourisme, 8 rue Kléber - 68000 COLMAR,

Ci-après dénommée « le bénéficiaire »,

* *

*

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1111-4, selon lequel la compétence en matière culturelle demeure partagée entre tous les échelons de collectivités,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace, en vigueur à la date de la délibération portant attribution de la subvention, et notamment sa partie relative à la gestion des subventions,

Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021 relative au Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable,

Vu la délibération de la Commission permanente de la Collectivité européenne d'Alsace n° A COMPLETER du 10 mai 2021 relative au soutien au développement culturel,

Vu la demande de subvention du 9 décembre 2020 présentée par l'association Festival International de Colmar,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de financement par la CeA, sous forme d'une subvention de fonctionnement, des actions de l'association Festival International de Colmar, dans le cadre de la réalisation de la 32ème édition du Festival International de Colmar qui se déroulera du 3 au 14 juillet 2021 à Colmar.

Sous la direction artistique de Vladimir Spivakov, le Festival International de Colmar est devenu, grâce à sa qualité et à sa programmation, un des temps forts de la vie musicale colmarienne. Pour l'édition 2021, le Festival rendra hommage au violoniste Ivry Giltis, au travers d'une série de concerts proposés en la Chapelle St-Pierre et en l'Eglise St-Matthieu. Parmi les artistes prestigieux accueillis pour cette 32ème édition figurent le violoniste Renaud Capuçon, le pianiste russe Grigori Sokolov et les chefs d'orchestres Vladimir Spivakov, Pierre Bleuse et Michel Plasson.

La subvention de la CeA devra uniquement être employée pour réaliser les actions dans le cadre de ce festival.

La CeA n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Détermination du montant de la subvention

La CeA contribue financièrement pour un montant maximal de 33 000 € (trente-trois mille euros) à la réalisation de la 32ème édition du Festival International de Colmar.

Le montant notifié de la subvention constitue un plafond non susceptible de révision, sauf accord convenu entre les parties dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

Article 3 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide de la CeA

3.1. Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter du 1er janvier 2021 et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

3.2. Durée de validité de la subvention

La subvention attribuée doit être affectée aux dépenses de fonctionnement portant sur le programme d'actions mentionné à l'article 1er, qui devra être réalisé au plus tard le 31 décembre 2021 sous peine de sanction prévue à l'article 9.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée en une seule fois, par dérogation au règlement budgétaire et financier de la collectivité et conformément aux modalités du Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable approuvé par délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021, après signature de la présente convention par les deux parties.

Article 5 : Justificatifs

Le bénéficiaire s'engage :

- à fournir un compte-rendu quantitatif et qualitatif certifié par le responsable légal ou toute personne habilitée, attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention précisé à l'article 1er ;

- à fournir, dans les 6 mois suivant la clôture de chaque exercice comptable du bénéficiaire, un bilan et un compte de résultat, conformes au plan comptable général révisé, certifiés conformes par le Président ou par le commissaire aux comptes si sa désignation est obligatoire, ainsi que le rapport d'activité de l'année de mise en œuvre du programme d'actions.
- à désigner, si l'ensemble des aides publiques perçues par le bénéficiaire excède 153 000 euros, un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code du commerce);

Article 6 : Obligations à la charge du bénéficiaire de la subvention

Le bénéficiaire s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1er ;
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique ;
- à faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services de la CeA de la réalisation de l'objet défini à l'article 1er, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autres documents ;
- à tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- à communiquer à la CeA les modifications déclarées au Tribunal d'instance et fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire ;
- à informer sans délai le service de la CeA gestionnaire de l'attribution de la subvention, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- à informer la CeA de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire le concernant ;
- à informer la CeA de toute cession de créance concernant la subvention objet de la présente convention de sorte à permettre à la CeA de vérifier si toutes les conditions pour le maintien de la subvention 2021 et les conditions pour son versement sont remplies, et à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution de la subvention, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, notamment ses articles 8 et 9.

Article 7 : Information et communication

Sous peine de reversement de tout ou partie de l'aide de la CeA, le bénéficiaire doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier de la CeA selon les moyens de communication dont il dispose.

Cette information se matérialise par la présence du logotype de la CeA sur les documents édités par le bénéficiaire et par tout autre moyen de communication (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, ...). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la CeA, le bénéficiaire pourra prendre contact auprès de la Direction de la communication de la CeA.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, inauguration, visite de chantier, première pierre…), le bénéficiaire devra systématiquement, d'une part, faire apparaître le concours de la CeA sur tous les supports de communication utilisés (courriers, cartons d'invitation ...) et d'autre part, adresser une invitation à la CeA pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu.
Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie de l'aide allouée.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement et/ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures…).

Article 8 : Interruption et reversement de tout ou partie de la subvention

Après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire, le non-respect total ou partiel des clauses stipulées de la présente convention par le bénéficiaire pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets la demande de reversement en totalité ou partie du montant alloué.

La CeA en informe le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Résiliation

9.1. La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

9.2. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

9.3. En cas de motif d'intérêt général, la CeA peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

9.4. En cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire du bénéficiaire, la CeA se réserve le droit de résilier la présente convention au motif de l'impossibilité pour le bénéficiaire et/ou son repreneur de poursuivre le projet. En outre, la CeA se réserve le droit d'inscrire son éventuelle créance, née du versement indu de tout ou partie de sa subvention, au passif du bénéficiaire, dans le cadre de la procédure de déclaration de créance adressée au mandataire judiciaire.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation du bénéficiaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la CeA pourra procéder au paiement prorata temporis de la subvention, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie de la subvention déjà versée, selon les modalités précisées à l'article 8.

Article 10 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la CeA et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 11 : Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier de la CeA dans sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant la subvention, objet de la présente convention, dont la communication à l'organisme peut être demandée à la CeA à tout moment.

Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

Article 12 : Règlement des litiges

12.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter une conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

12.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 12.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg le

Pour La CeA,
Le Président du Conseil de la
Collectivité européenne d'Alsace

Frédéric BIERRY

Pour le bénéficiaire,
Le Président de l'association Festival
International de Colmar

Francis HIRN

Ouest Alsace

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00002689	ASSOCIATION FRUITS VERTS ENTERTAINMENT	Projet de diffusion de "La Grosse Icare", festival itinérant de spectacle vivant, du 16 juin au 29 août 2021				1 500,00 €
00002732	ASSOCIATION NOTRE CAIRN	Les scènes sauvages - un festival de théâtre pour la Vallée de la Bruche, de janvier à juillet 2021 dans la Vallée de la Bruche				4 000,00 €
00002778	ASSOCIATION OTANDEMO	Projet de transmission OtandemO, la tournée !, sur le territoire du Parc Naturel Régional des Vosges du Nord de février à août 2021				1 500,00 €
00002886	ASSOCIATION LES MERIDIENS	Projet de transmission - Préfiguration pour une résidence triennale sur le territoire de l'Alsace Bossue				5 000,00 €
00002914	COMPAGNIE LUC AMOROS	Projet "La Maison derrière les Arbres"				6 000,00 €
00002966	FEDERATION DES MAISONS DES JEUNES ET DE LA CULTURE ALSACE	Projet "Pratiques culturelles et artistiques à la campagne (territoire du pays de la Zorn)"				3 000,00 €
00002969	CENTRE CULTUREL MARIE HART	Projet "VISIONS - exposition d■art contemporain en dialogue Art et médiation"				2 000,00 €
00002985	COMPAGNIE LUC AMOROS	Projets de création et de diffusion à Reipertswiller, pendant l'année 2021				2 000,00 €
00003011	GROUPEMENT D INTERETS CULTURELS DE LA REGION DE SARRE UNION	Projet "Art sous les tilleuls", du 4 au 5 août 2021 à Sarre-Union				0,00 €
R21D000004	ASSOCIATION SOCIO CULTURELLE LE REPERE	réalisation de la saison culturelle 2020				2 000,00 €
R21D000006	COMITE DES FETES DE LA VILLE DE SAVERNE	création du spectacle Les secrets de la Licorne				2 000,00 €

Ouest Alsace

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
R21D000015	GRANGE AUX PAYSAGES D ALSACE BOSSUE	réalisation d'un programme d'actions d'éducation artistique pour l'année 2021				6 800,00 €
R21D000017	GRANGE AUX PAYSAGES D ALSACE BOSSUE	programmation et la diffusion de spectacles lors d'événementiels				3 500,00 €
R21D000020	INDIGO MOONSHINE	édition 2021 du festival Poutay Jazz & Blues				1 000,00 €
R21D000021	ASSOCIATION IN(D)EX	organisation de l'édition 2021 du festival Kuckuck				2 000,00 €
R21D000030	LA MAISON CARRE	réalisation du projet de lectures à la Maison Carré				1 500,00 €
R21D000084	ASSOCIATION LE FESTIVAL DE FÉNÉTRANGE	réalisation du projet de diffusion Vienne Budapest au Centre socio-culturel de Sarre-Union				0,00 €
R21D000086	ASSOCIATION ALSACE BOSSUE CULTURELLE	Salon du livre, Croqu'livre" sur le territoire de l'Alsace Bossue.				700,00 €
R21D000109	ENSEMBLE DULCIS MELODIA ENSEMBLE DE MUSIQUE ANCIENNE	réalisation de la saison musicale 2021, Les échappées Baroques				1 500,00 €
R21D000113	ASSOCIATION DES AMIS DE L ORGUE DE SAESSOLSHEIM	réalisation des activités musicales				1 500,00 €
TRANCHE:P163O007T01 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**47 500,00 €**
00002885	SYNDICAT DE COOPERATION PARC NATUREL REGIONAL VOSGES DU NORD	Festival au Grès du Jazz 2021				10 000,00 €
TRANCHE:P163O007T01 - NATURE:(3077) 65-657381-311- Subventions - Autres établissements publics locaux				**Total Imputation**		**10 000,00 €**

638

Ouest Alsace

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
				Total territoire		**57 500,00 €**

TOTAL : AAP culture et solidarité (P163O007T01)	**428 960,00 €**

639

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001502-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-8-3
Séance du lundi 10 mai 2021

PROPOSITION DE DIVERSES TRANSACTIONS FONCIERES

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, BURGER Etienne, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
HOLDERITH Nadine donne procuration à BURGER Etienne
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-04 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU le rapport du Président de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

- Décide de la cession, au profit de l'Etat, des 14 parcelles situées à DUTTLENHEIM et KOLBSHEIM, soit 97,03 ares au total, au prix de 10 674,00 € et listées ci-dessus :

* Sur le ban communal de DUTTLENHEIM, 2 parcelles sont concernées :

Section	N° parcelle	Contenance totale (en ares)	Nature	Lieu dit	Emprises (en ares)	Reliquats (en ares)
57	293	0ha12a69ca	terres	Neubruch	12,69	0
57	294	0ha71a03ca	terres	Neubruch	71,03	0
				Total	83,72	0

* Sur le ban communal de KOLBSHEIM, 12 parcelles sont concernées :

Section	N° parcelle	Contenance totale (en ares)	Nature	Lieu dit	Emprises (en ares)	Reliquats (en ares)
10	54	0ha00a05ca	BT	Kohlenplatz	0,05	0
10	71	0ha00a87ca	BT	Kohlenplatz	0,87	0
10	114	0ha00a35ca	BT	Kohlenplatz	0,35	0
10	73	0ha00a35ca	BT	Kohlenplatz	0,35	0
10	116	0ha00a20ca	BT	Kohlenplatz	0,20	0
10	81	0ha06a40ca	BT	Kohlenplatz	6,40	0
10	122	0ha01a96ca	BT	Kohlenplatz	1,96	0
10	89	0ha00a08ca	BT	Kohlenplatz	0,08	0
10	90	0ha00a08ca	BT	Kohlenplatz	0,08	0
10	126	0ha01a55ca	BT	Kohlenplatz	1,55	0
13	236	0ha00a52ca	NC	In Der Wolfschoelhle	0,52	0
13	268	0ha00a90ca	NC	In Der Wolfschoelhle	0,90	0
				Total	13,31	0

- Décide que les actes seront rédigés sous forme d'actes administratifs, authentifiés par le représentant de l'Etat dûment habilité ;

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001502-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

- Décide de conclure des promesses unilatérales de vente en la forme administrative, authentifiées par le représentant de l'Etat dûment habilité, préalablement à la signature des actes administratifs ;

- Décide d'autoriser la prise de possession anticipée, justifiant une indemnisation d'un montant total de 1 651,00 € ;

- Autorise le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à signer les actes afférents à ces transactions ;

- Décide de la cession, au profit de l'Etablissement Public Foncier d'Alsace, de la parcelle cadastrée à ODRATZHEIM sous-section 4 n°110 de 8,34 ares, pour un montant de 5 004,00 € ;

- Décide que l'acte de vente sera passé en la forme administrative et authentifiée par l'EPFA ;

- Décide de désigner le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace ou son représentant à signer cet acte ;

- Décide de la vente à la société NEXITY IR PROGRAMMES EST, ou toute autre personne morale venant s'y substituer, de la parcelle située à Saverne, cadastrée sous-section 28 n°216/77 de 44,24 ares, au prix de 380 880,00€, soit 8 609,40 € l'are, en application de l'article L.3213-1 du Code général des collectivités territoriales ;

- Décide que l'acte de vente sera rédigé sous forme d'un acte notarié, dont le coût sera pris en charge par l'acquéreur ;

- Autorise Monsieur Etienne BURGER, vice-président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, à signer l'acte notarié afférent à cette transaction ;

- Décide de désaffecter la parcelle cadastrée sous-section 1 n°438 de 0,88 are située à SIEWILLER ;

- Décide de prononcer son déclassement et son intégration au domaine privé de la CeA ;

- Décide de l'acquisition de 7 parcelles cadastrées à CHATENOIS et listées ci-dessus, soit 148,02 ares, pour un montant total de 8 930,70 € ;

Section	Numéro	Lieu-dit	Surface (en are)
44	19	Volgenloch	115,58
44	20	Volgenloch	5,17
44	21	Volgenloch	19,76
45	315	Alter Giessen	1,36
45	313	Zollhausaecker	1,45
16	367	Eichwaeldel	2,45
16	330	Eichwaeldel	2,25
TOTAL			148,02

- Décide que l'acte afférent à cette transaction sera passé en la forme administrative, conformément aux dispositions de l'article L.1311-14 du Code général des collectivités territoriales ;

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001502-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

- Décide de désigner Monsieur Rémy WITH, premier vice-président de la Collectivité européenne d'Alsace, comme signataire de cet acte, le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace étant authentificateur ;

- Décide de l'acquisition, auprès de l'Association Foncière de Bergbieten, de la parcelle cadastrée à SOULTZ-LES-BAINS sous-section 14 n°201/78 de 3,60 ares, pour un montant de 414,00 € ;

- Décide que l'acte afférent à cette transaction sera passé en la forme administrative, conformément aux dispositions de l'article L.1311-14 du Code général des collectivités territoriales ;

- Décide de désigner Monsieur Rémy WITH, premier vice-président de la Collectivité européenne d'Alsace, comme signataire de cet acte, le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace étant authentificateur ;

- Précise que les crédits liés aux opérations précitées seront imputés sur le budget comme suit :

OPERATION		**IMPUTATION**	**DEPENSES**	**RECETTES**
P066O018	Cessions foncières routes	75 75888 843		12 325,00 €
P066O018	Cessions foncières routes	77 775 843		385 884,00 €
P067O004	Déviation de Châtenois	21 2111 843	8 930,70 €	
P066O018	Acquisitions foncières routes	21 2151 843	414,00 €	
TOTAL			**9 344,70 €**	**398 209,00 €**

Mme Marie-Paule LEHMANN, en sa qualité de présidente de l'EPFA, ne participe ni au débat ni au vote.
M. Rémi BERTRAND, en sa qualité de vice-président de l'EPFA, ne participe ni au débat ni au vote.
M. Denis HOMMEL, en sa qualité de membre de l'AG de l'EPFA au titre de la CC du Pays Rhénan, ne participe ni au débat ni au vote.
M. Pierre BIHL, en sa qualité de membre de l'AG de l'EPFA au titre de la CC du Pays de Ribeauvillé, ne participe ni au débat ni au vote.
M. Sébastien ZAEGEL, en sa qualité de membre de l'AG et du CA de l'EPFA au titre de l'Eurométropole de Strasbourg, ne participe ni au débat ni au vote.

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001502-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

Mme Michèle ESCHLIMANN, en sa qualité de 1ère vice-présidente en charge du Budget, fiscalité, GEMAPI, Friche Kolb, Résidences séniors au sein de la Communauté de Communes Mossig et Vignobles, ne participe ni au débat ni au vote.

Le Président



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001502-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001547-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-12-2
Séance du lundi 10 mai 2021

PROJET DE CONVENTION D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE DES FEUX DE SIGNALISATION DU CARREFOUR DE RÉGULATION A ICHTRATZHEIMM (RD83), EN ENTRÉE SUD DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG.

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, BURGER Etienne, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
HOLDERITH Nadine donne procuration à BURGER Etienne
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas

VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

VU la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU le Plan Territoires Connectés et Attractifs 2017-2021 adopté par la délibération du Conseil Départemental du Bas-Rhin n° CD/2017/026 du 19 juin 2017,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-04 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-3-1-2 du 15 février 2021 relative à la Politique Infrastructures, Routes et Mobilité,

VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'avis de la Commission territoriale Centre Alsace du 16 avril 2021,

VU le rapport du Président de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

- Décide de la mise en place d'un partenariat entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Collectivité européenne d'Alsace pour l'entretien et la maintenance des feux de signalisation et équipements annexes du carrefour de régulation d'Ichtratzheim-Faubourg (RD83). Les crédits nécessaires à cette opération sont prévus dans le cadre du budget primitif 2021 sur l'opération P083O001 - Entretien courant des routes, chapitre 011 – nature 615231 – fonction 843.

- Approuve le projet de convention à conclure entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Collectivité européenne d'Alsace relatif à l'entretien et la maintenance des feux de signalisation et équipements annexes du carrefour de régulation d'Ichtratzheim-Faubourg (RD83), joint en annexe à la présente délibération.

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001547-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

- Autorise le Président de la Collectivité européenne d'Alsace à signer cette convention.

Le Président



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001547-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

CONVENTION PARTENARIALE

relatif à l'entretien et maintenance des feux tricolores du carrefour de régulation en entrée de l'Eurométropole Strasbourg à Ichtratzheim-Faubourg

Entre les soussignés

La Collectivité européenne d'Alsace,

dont le siège est sis Hôtel de la Collectivité européenne d'Alsace de Strasbourg, Place du Quartier Blanc, à 67964 STRASBOURG,

représentée par Monsieur Frédéric BIERRY, Président de le Collectivité européenne d'Alsace,
dûment habilité à l'effet des présentes en vertu de la délibération n° CP/2021/ de la Commission permanente de la Collectivité européenne d'Alsace en date du 19 avril 2021,

ci-après dénommée « la CeA »,

d'une part,

et

L'Eurométropole de Strasbourg,

dont le siège est sis 1 Parc de l'Etoile à 67076 STRASBOURG,

représentée par sa Présidente en exercice, Mme Pia IMBS, dûment habilitée à l'effet des présentes par délibération de la Commission permanente (Bureau) du 29 septembre 2017,

ci-après dénommée « l'EMS »,

d'autre part,

ci-après désignées collectivement « les Parties »,

Vu l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités territoriales,
Vu les articles L. 2122-1 et R. 2122-3 du Code de la commande publique,

il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La Collectivité européenne d'Alsace est propriétaire du carrefour de régulation à feux suivant :
RD.83 / Voie d'accès station-service à Ichtratzheim-Faubourg

Bien que situé en-dehors du territoire de l'EMS, ce carrefour a pour objet d'assurer un contrôle d'accès vers le réseau routier géré par l'EMS en cas de saturation de celui-ci.

La CeA et l'EMS partagent un intérêt commun d'optimisation de la régulation des feux, de la gestion du trafic, de l'entretien préventif ou curatif de premier niveau, dans les meilleures conditions possibles notamment de rapidité d'intervention et de sécurité pour les usagers.

Or, il apparaît que l'expertise du Service de l'information et de la régulation automatique de la circulation (SIRAC) de l'EMS en matière de gestion des flux de circulation et des carrefours à feux tricolores peut faciliter la mise en œuvre au plan technique de ces objectifs.

La CeA souhaite donc confier à l'EMS une mission d'entretien et de maintenance des feux tricolores présents sur ce carrefour.

En application de l'article R. 2122-3, 2° du Code de la commande publique, les circonstances techniques particulières sus rappeléesjustifient que la présente convention soit conclue sur le fondement de l'article L. 2122-1 du Code de la commande publique.

ARTICLE 1er – Objet de la Convention

La présente convention a pour objet de fixer :

- les modalités d'entretien et de maintenance des ouvrages, objet de la présente convention,

- les conditions de financement des interventions de l'EMS.

La présente convention n'a nullement pour objet de confier à l'EMS quelque mission de police que ce soit ni de permettre à cette dernière d'y contribuer.

En particulier, l'EMS n'assurera en aucun cas la gestion ou la surveillance du carrefour objet des présentes.

ARTICLE 2 – Champ d'application de la convention

Au titre de la présente convention, l'EMS interviendra exclusivement sur les feux de signalisation et leurs équipements annexes implantés au carrefour de régulation en entrée de l'Eurométropole situé à Ichtratzheim-Faubourg.

L'intervention s'effectuera tant sur le domaine public de la CeA que sur le domaine public communal, sur les routes ouvertes à la circulation.

ARTICLE 3 - Description des missions

Article 3-1 : Mise aux normes et rénovation

L'EMS interviendra sur les feux tricolores et leurs équipements annexes aux fins de leur mise aux normes et de leur rénovation suite à une éventuelle vétusté.

Article 3-2 : Paramétrage des feux

Sans préjudice de l'exclusion de la mise en œuvre des pouvoirs de police du président de la CeA, l'EMS sera chargée de paramétrer techniquement les feux, et notamment les mécanismes techniques de phasage.

Ce paramétrage s'effectuera exclusivement sur les directives de la CeA et sous sa responsabilité.

Article 3-3 : Maintenance préventive

La maintenance préventive sera effectuée au même rythme que celui des feux de l'EMS à savoir 1 fois par an minimum. Chaque campagne donnera lieu à un rapport annuel (fiche de maintenance). Une copie du rapport sera transmise à la CeA.

La maintenance préventive portera sur le fonctionnement général de l'installation. Ces travaux comprennent :

- Contrôle des systèmes de détecteurs de véhicules, et remplacement éventuels,
- Contrôle du capteur de viabilité hivernal,
- Contrôle des stations de mesure,
- Contrôle de la présence des dossiers,
- Contrôle de l'état extérieur de l'armoire et du répartiteur,
- Contrôle de l'état intérieur de l'armoire et du répartiteur et nettoyage si nécessaire,
- Contrôle des serrures,
- Contrôle visuel des supports de feux,
- Contrôle de l'état des boucles,
- Contrôle du disjoncteur différentiel,
- Contrôle du parafoudre,
- Contrôle du chauffage,
- Contrôle des sources lumineuses et nettoyage si nécessaire,
- Contrôle et Mesure des prises de terre,
- Vérification de l'état des panneaux de police,
- Vérification des Panneaux lumineux A17 et B14,
- Dépose d'affichage sauvage et enlèvement de tags.

Article 3-4 : Maintenance curative de premier niveau

La maintenance curative comprend les travaux de remise en état de fonctionnement des matériels et équipements nécessaires au bon fonctionnement des feux tricolores. Ces travaux consistent en la réparation ou remplacement des appareils défectueux. Ces travaux sont inclus dans le forfait d'entretien annuel de chaque installation.

Ces travaux comprennent notamment :

- Les interventions normales pendant les heures de service,
- Les interventions d'urgences en dehors des heures de service,
- Le matériel compris dans la maintenance curative :

Pour les feux type R11 :

- Les fixations aux mats et potences,
- Les blocs optiques,
- Les lentilles de couleurs,
- Les visières,
- La porte d'accès au mat,
- Les connecteurs électriques,
- Les fixations et visseries.

Pour les répétiteurs :

- Les fixations au mat ou potence,
- Les lentilles de couleurs,
- Les visières,
- Les connecteurs électriques,
- Les fixations et visseries.

Pour l'armoire et le répartiteur :

- Tout équipement et matériel sauf les différentes cartes électroniques,
- Sont compris également les câblages électriques et connecteurs propre à chaque équipement.

Pour le réseau de communication :

- Les câbles optiques,
- Les boitiers de raccordement.

Article 3-5 : Travaux neufs, travaux de modification ou travaux sur sinistres

La présente convention porte sur l'assistance technique nécessaire à la bonne exécution des travaux : cohérence et compatibilité avec les installations et leur gestion, délais d'intervention, remise en exploitation des systèmes.

Les travaux en eux-mêmes ne sont pas compris dans la présente convention. Ils seront pris en charge directement par la CeA.

Pour mémoire :

Ces travaux portent sur le remplacement, par du matériel neuf ou le rajout d'un équipement nouveau.
Ces travaux interviendront soit après sinistre, soit après dégâts importants dus à la foudre, soit après des actes de vandalismes, soit après modification du carrefour demandé par la CeA, comme par exemple une ligne de feu nouvelle.

Ils comprennent :

- La fourniture et pose du contrôleur et sa programmation,
- La fourniture et pose des blocs signaux sur potences ou poteaux,
- La fourniture et pose des potences ou supports de signaux,
- La fourniture et pose des boucles de détection,
- Tous les travaux de génie civil nécessaires,
- La démolition et confection des massifs en béton.

Les frais correspondants à ces travaux sont pris en charge directement par la CeA. L'EMS conseillera la CeA à sa demande pour optimiser le bon fonctionnement des feux tricolores en période de travaux. L'EMS conseillera également la CeA pour ce qui concerne la phase technique de remise en service des équipements.

Article 3-6 : Signalisation horizontale

La signalisation horizontale ne fait pas partie de la présente convention et reste de la compétence de la CeA.

Article 3-7 : Propriété

La CeA conserve la propriété des équipements, objet de la présente convention.

ARTICLE 4 - Conditions d'organisation de l'entretien

Article 4-1 : Modalités pratiques

L'entretien et la maintenance des feux tricolores et de leurs équipements accessoires seront assurés par le SIRAC de l'EMS pour le compte de le CeA.

Le SIRAC intervient selon son propre planning d'entretien des feux, ou après une panne détectée par son système de télégestion, ou après une demande d'intervention déclenchée par la CeA. Ceux-ci saisiront directement le SIRAC 7 jours sur 7, 24h sur 24, au 03.88.84.84.84.

Pour une intervention urgente, nécessitant un balisage spécifique, la CeA mettra les moyens nécessaires à disposition pour assurer la protection du personnel du SIRAC. Le SIRAC prendra directement contact avec la CeA. Les numéros de téléphone sont indiqués dans la présente convention.

Toutes les interventions se feront sous couvert d'un arrêté permanent.

Article 4-2 : Coordonnées des responsables

	NOM	tél	courriel	observation
PC-Routes de la CeA	PC-Routes	03 69 06 72 00	Pc-routes@alsace.eur	24/24. En cas d'incident, le PC joint un responsable d'intervention du CEI
Centre Entretien et Intervention d'Erstein	P. Scheibling	03 68 33 81 16	philippe.scheibling@alsace.eu	Pour intervention pendant les heures de service ou prépa chantier
SIRAC		03 88 84 84 84	sirac@strasbourg.eu	24/24, pour toute intervention
Directeur SIRAC	Y. Laugel	03 68 98 73 92	yves.laugel@strasbourg.eu	Pour préparation des chantiers programmés

ARTICLE 5 - Financement des travaux

Le coût de la mise à disposition du SIRAC pour ces missions de gestion, d'entretien et de maintenance des feux est fixé forfaitairement à 3.000 € HT soit 3.600 € TTC pour la première année.
Ce montant sera révisé chaque année selon la grille tarifaire de l'Eurométropole.

Le paiement s'effectuera sur présentation d'un avis de paiement qui sera adressé à la CeA, et sera effectué par virement bancaire au compte suivant :

IBAN : FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056
BIC : BDFEFRPPCCT

Pour la première échéance, la redevance sera calculée prorata temporis de l'occupation effective jusqu'au 31 décembre de l'année. Tous les mois seront comptés pour 30 jours et pour les fractions de mois ; chaque jour sera compté pour 1/360 de l'année.

ARTICLE 6 - Durée et effet de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter du 1er janvier 2021 pour une durée d'un an jusqu'au 31 décembre 2021 et est renouvelable par tacite reconduction, par période annuelle, pour une durée maximale de 12 ans.

ARTICLE 7 – Dénoniciatio et Résiliation de la convention

La présente convention pourra être dénoncée ou résiliée pour tout motif par l'une ou l'autre partie avec un préavis de 3 mois par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

ARTICLE 8 - Litiges

En cas de litige entre les Parties, celles-ci s'engagent avant tout recours contentieux à rechercher une solution amiable sans pouvoir dépasser 3 mois. À défaut de solution amiable, les litiges auxquels pourraient donner lieu l'interprétation ou l'exécution de la présente convention seront de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Annexes : Plans du carrefour (récolement et signalisations V et H) + liste des équipements

Fait en deux exemplaires

à Strasbourg, le

Pour la Collectivité européenne d'Alsace	**Pour l'Eurométropole de Strasbourg**
Le Président	La Présidente
Monsieur Frédéric BIERRY	Mme Pia IMBS

LEGENDE

- Bordure T2
- Bordure T2 basse
- Bordurette P1
- Bordure IA85
- Rang pavés 16x24x14
- Caniveau CS2
- Talus
- Enrobés voirie
- Enrobés trottoir
- Espaces verts
- Béton désactivé
- Berme
- Réseau existant SDEA
- Réseau eaux pluviales

Légende signalisation horizontale

- Lignes continues
- Lignes discontinues
- Zebras

Panneaux existants à décaler de 7,50 m vers le Sud

Récupéré sur chantier Wisches

316m

266 m

On conserve les 2 B14 existants

On y ajoute 2 "M1" 200m

FIN DES TRAVAUX DBA

< RD 1083 vers Sélestat

Support DBA

166 m

Support LED panneaux sens EST

FIN DES TRAVAUX CHAUSSEE

116 m

66 m

D 83 ICHTRATZHEIM - FAULQUEMONT

D 83 ICHTRATZHEIM - FAULQUEMONT

D1083 COLMAR CENTRE STRASBOURG ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN FESSENHEIM AUTOROUTE PARIS

D1083 COLMAR CENTRE STRASBOURG AUTOROUTE PARIS

Mono Mât avec sabot SSP

Mono Mât avec sabot SSP

STATION SERVICE

STRASBOURG ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN FESSENHEIM D1083

Commune de Lipsheim

Chemin 2

Parvis

150 m

Espace vert

Accès riverain

Accès riverain

Accès riverain sur 80m

Barrière

Rue d'Ostwald

Récupéré sur chantier Wisches

RD 1083 vers Strasbourg >

FIN DES TRAVAUX

ALSACE BAS-RHIN

Mission Réseaux et Infrastructures
Secteur des Investissements Routiers
Service des Projets d'Infrastructures

Hôtel du Département-Place du Quartier Blanc-67964 Strasbourg Cedex 9-Tel 03.88.76.67.67-Fax 03.88.76.67.73

RD 1083
CARREFOUR ICHTRATZHEIM

N° opération : AST041

Plan d'exécution

Plan de signalisation verticale et horizontale et SLT

Echelle: 1/500

Indice	Date	Modification
0	26/06/2019	Création
1	11/09/2019	Modification
2	19/09/2019	Modification limite d'emprise
3	10/09/2019	Modification panneaux
4	30/09/2019	Ajout du plan SLT
5	07/11/2019	Modification panneaux
6	07/11/2019	Mesh de retournement
7	06/11/2019	Modification panneaux

Classement

Fichier: **2020-07-03_Plan Exe-SV-SH-ind9.dwg**

Equipe projet / Maître d'oeuvre

Dressé par le technicien	Vérifié par le chef du B.E.T.	Vérifié par le Directeur du SIR
Strasbourg le:	Strasbourg le:	Strasbourg le:
D. FEIGENBRUGEL	E. BELOT	A. HOUSSEMENNE

LEGENDE

Réseau électrique
Réseau ORANGE
Réseau Fibre Optique
Réseau SLT
Réseau éclairage public

Boucle de détection feux tricolore

Maître d'ouvrage:

ALSACE BAS-RHIN

Maître d'oeuvre:

ALSACE BAS-RHIN

RD 1083
Carrefour Ichtratzheim

Plan de récolement

RESEAUX SECS

Ind	Modifications	Date
A	Edition originale	22/06/2020
B	Modification GBA : Voir nouvelle signalisation sols prévu sous N-O 4/06	19/08/2021
C		
D		
E		
F		

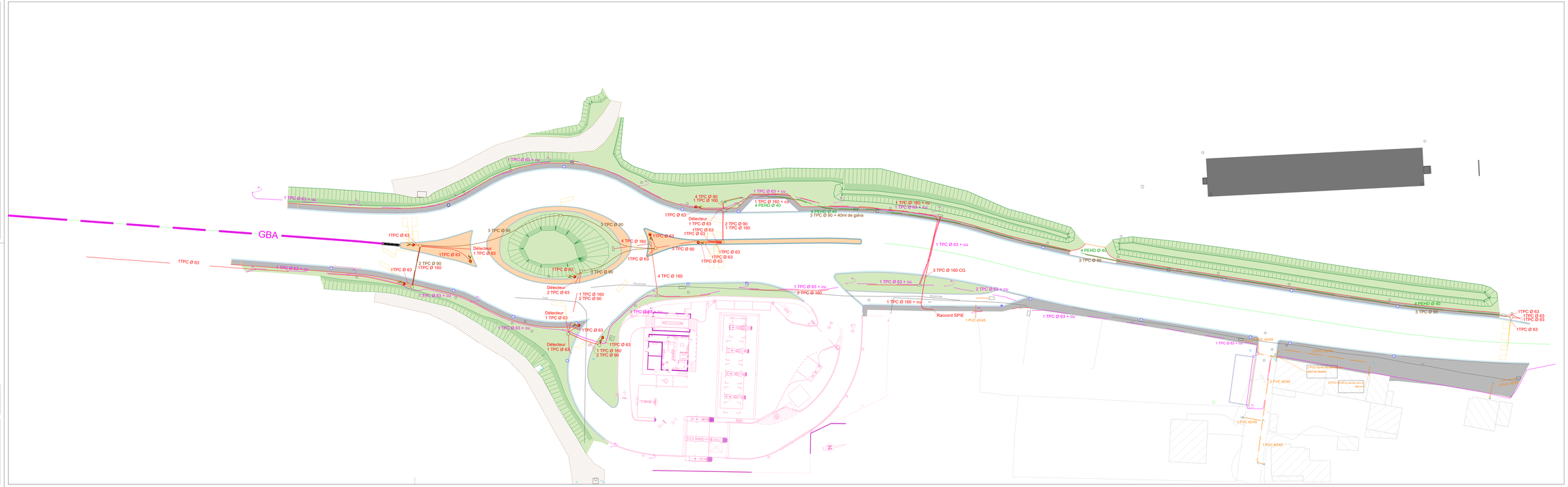
Numéro d'affaire : *n°1083.SEB1967330*
Numéro de DT :
Référence certification: *n° 713410/1A-1*
Géoréférencement: Lambert I

Echelle: 1/250
Date: 22/06/2020

EUROVIA ALSACE LORRAINE
11 Rue Jacques de la Reze 67118 BLAESHEIM
Tél. : 03 88 78 76 76 - Fax : 03 88 78 76 77
Mail : eurovia@eurovia.com

Dessiné par : AKG
Vérifié par : SEB

Fichier Schwerlikon RD 1083 Plan de récolement A 3000000.dwg



Liste du matériel au carrefour n°1089 RD1083 - Giratoire Ichtratzheim

1 - signalisation lumineuse

Dénomination	Nombre
Feu SEA NIXEA R11v diamètre 300	2
Feu SEA NIXEA R11v diamètre 200	9
Feu SEA NIXEA R11v diamètre 100	9
Panneau Lumineux A17	1
Panneau Lumineux B14	1

2 -Support de feu

Dénomination	Nombre
Mat droit de 6m RAL 7022	2
Poteau bisection de 3,8m RAL 7022	7

3 - Armoires

Dénomination	Nombre
Armoire de commande en ALUMINIUM RAL 7022 taille 1	1
Répartiteur en ALUMINIUM taille 0 RAL 7022	1

4 - Contrôleur de carrefour à feu

Dénomination	Nombre
Bloc CPU FARECO GALLERY 12LF	1
Module 24 Entrées / 8 Sorties	1

5 - Equipements additionnels dans l'armoire de commande et répartiteur

5.1 - Equipements additionnels dans l'armoire de commande

Dénomination	Nombre
Détecteurs magnétiques	19
modem GENPRO 300 GPRS	1
modem COPPERWAY CXR BIS	1
Capteur de viabilité Hivernale IRS31 Pro -UMB	1
coffret électrique Hager avec commande prise + éclairage	1

5.2 - Equipements additionnels dans le répartiteur

Dénomination	Nombre
Détecteurs magnétiques	4
coffret électrique Hager avec commande prise + éclairage	1

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001528-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-9-4
Séance du lundi 10 mai 2021

CONVENTION POUR L'ACCUEIL DES ETUDIANTS DE L'IUT DE HAGUENAU AU RESTAURANT SCOLAIRE DU COLLEGE KLEBER

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, BURGER Etienne, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
HOLDERITH Nadine donne procuration à BURGER Etienne
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-04 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'avis de la Commission Nord Alsace - Haguenau- Wissembourg du 15 avril 2021,

VU le rapport du Président de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

- Approuve la convention d'accueil des étudiants de l'IUT Foch d'Haguenau au collège Kleber d'Haguenau, jointe en annexe à la présente délibération,

- Autorise le Président de la Collectivité européenne d'Alsace à la signer.

M. Nicolas MATT ne participe ni au débat ni au vote en sa qualité de Vice-Président de l'Université de Strasbourg (Unistra)

Le Président



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001528-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

CONVENTION POUR L'ACCUEIL DES ETUDIANTS DE L'IUT DE HAGUENAU AU RESTAURANT SCOLAIRE DU COLLEGE KLEBER

Entre

Le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (C.R.O.U.S.) de l'Académie de Strasbourg 1, quai du Maire Dietrich CS 50 168 – 67004 Strasbourg cedex, représenté par la Directrice générale, Madame Lina RUSTOM, ci-après dénommé « Crous»

Et

Le collège Kléber 22 rue Kléber, 67500 Haguenau, représenté par son principal, Monsieur Roland MAHR, ci-après dénommé « collège »

Et

L'Institut Universitaire de Technologie d'Haguenau (IUT), 30 rue du Maire André Traband, 67500 Haguenau représenté par le Directeur, Monsieur Yann GAUDEAU, ci-après dénommé « IUT »

Et

La Collectivité Européenne d'Alsace (CeA), Place du Quartier Blanc, 67964 Strasbourg Cedex, représentée par, le Président de la Collectivité européenne d'Alsace, ci-après nommée « CeA »

PREAMBULE

L'Institut Universitaire de Technologie d'Haguenau (IUT), partie intégrante de l'Université de Strasbourg, accueille une population étudiante pour laquelle le Crous ne dispose pas de service de restauration. L'objectif est de permettre aux étudiants de se restaurer et de bénéficier de l'extension exceptionnelle et temporaire du repas à 1€ pour les étudiants boursiers à tous les étudiants, telle qu'annoncée par le Président de la République le 21 janvier 2021.
Le collège Kléber, en accueillant les étudiants de l'IUT d'Haguenau, participe à la mission de service public des œuvres universitaires.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

À la demande de l'IUT d'Haguenau, le collège Kléber s'engage à accueillir les étudiants inscrits à l'IUT au restaurant scolaire du collège.

ARTICLE 2 : MODALITÉS D'ACCÈS DANS LE RESTAURANT DU COLLEGE

Le collège Kleber accepte de fournir aux étudiants un repas dont le tarif est de 5.40€. Il accepte que ce repas soit payé 1€ par les étudiants, étant entendu que la différence sera à la charge du Crous de Strasbourg.
L'IUT communique au collège et au Crous la liste nominative de ses étudiants, en distinguant boursiers et non boursiers. Toute modification de cette liste est communiquée au collège.
Les services de l'IUT fourniront le vendredi, avant midi, la liste détaillée par jour des étudiants prenant leur repas la semaine suivante au collège
L'accès de l'étudiant au restaurant du collège est à condition que celui-ci dispose d'un solde créditeur sur sa carte d'un montant suffisant pour régler sa quote-part du repas. L'approvisionnement de la carte se fera les lundi et jeudi auprès du service d'intendance du collège.

ARTICLE 3 : **HORAIRES DU RESTAURANT DU COLLEGE**

Le restaurant du collège est accessible aux étudiants de l'IUT pour le déjeuner du midi, du lundi au vendredi (à l'exception du mercredi) à partir de 13h00, pendant toute l'année scolaire-hors vacances scolaires.

ARTICLE 4 : LA PRESTATION PROPOSÉE PAR LE COLLEGE

Les étudiants bénéficient de prestations qualitativement et quantitativement équivalentes à celles offertes dans les restaurants gérés par le Crous.
Composition du repas : 3 items

- une entrée,
- un plat principal,
- un dessert.

Le restaurant du collège s'engage à respecter les mesures d'hygiène et de sécurité prévues par les lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 : PARTICIPATION DU CROUS

La participation que le Crous s'engage à verser au collège est de **4.40€** pour chaque repas payé 1€ par l'étudiant.
La participation est calculée sur la base des états mensuels fournis avant le 10 du mois suivant qui détaillent et retracent pour chaque étudiant outre sa qualité de boursier et de non boursier le nombre de repas pris.

ARTICLE 6 : FACTURATION DE LA PARTICIPATION DU CROUS

Le collège s'engage à fournir au Crous : le relevé mensuel, avant le 10 du mois suivant, du nombre de repas servis aux étudiants boursiers et non boursiers par le restaurant du collège pendant la période où les étudiants se restaurent au collège.
Le versement de la participation financière du Crous est assuré mensuellement, sur la base du relevé.

ARTICLE 7 : MOYENS MOBILISES PAR LA CEA

Outre les moyens de production de restauration déployés pour organiser le fonctionnement de la demi-pension du collège, la CeA mobilise son personnel, au travers des moyens ressources humaines actuellement affectés à l'établissement.

ARTICLE 8 : RESPONSABILITE

Le collège est responsable juridiquement et financièrement vis-à-vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages, de quelque nature qu'ils soient, et fait son affaire de tous les risques et litiges résultant de l'activité du restaurant du collège.

ARTICLE 9 : EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 8 février 2021 et jusqu'au 30 juin 2021.
Chaque partie peut résilier la présente convention en adressant un courrier simple aux autres parties moyennant un préavis de 15 jours (ou 1 mois).

La résiliation par l'une ou l'autre partie n'entraîne pas d'indemnités.

Les parties évalueront cette prestation de partenariat à son issue.

ARTICLE 10 : LITIGES

.
La logique de partenariat dans laquelle cette convention s'inscrit implique que toute difficulté, avérée ou supposée, fera l'objet d'une tentative de conciliation amiable.
Dans cette optique, les parties s'engagent, avant d'ester en justice, à tenter de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention sans que cette tentative de conciliation amiable ne puisse être inférieure à 1 mois et supérieure à 2 mois.
En cas d'échec de la tentative de conciliation amiable, les litiges relèveront de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention est établie en quatre exemplaires originaux.

Fait à Strasbourg, le 5 février 2021

Pour l'IUT d'Haguenau	Pour le Crous de Strasbourg	Pour le collège KLEBER
Le Directeur	La Directrice générale	Le Principal
Yann GAUDEAU	Lina RUSTOM	Roland MAHR

Le Président de la CeA

Pour le Président par délégation

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001510-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-15-2
Séance du lundi 10 mai 2021

3LAND : CONVENTION DE PLANIFICATION TRINATIONALE POUR L'ANNÉE 2021

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, BURGER Etienne, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
HOLDERITH Nadine donne procuration à BURGER Etienne
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

VU la délibération n°CP-2020-10-2-3 de la Commission Permanente du Conseil départemental du Haut-Rhin du 23 octobre 2020 concernant la convention INTERREG V relative à la création d'une cellule de coordination pour le projet 3Land à l'Eurodistrict Trinational de Bâle pour la période 2020-2022,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-04 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-3-3-2 du 15 février 2021 relative au Budget Primitif 2021 des politiques en faveur de l'attractivité, du tourisme et de la montagne,

VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'avis de la Commission territoriale Sud Alsace - Saint-Louis, Sundgau et Thur-Doller lors de sa réunion du 23 avril 2021,

VU le rapport du Président de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

- Accorde, dans le cadre de l'aménagement du projet 3LAND, une participation de la Collectivité européenne d'Alsace d'un montant de 10 635,29 € pour l'année 2021, sous réserve de l'inscription des crédits complémentaires lors de la DM1 2021 ;

- Approuve la convention de planification trinationale 3Land pour l'année 2021, jointe en annexe à la présente délibération, et autorise le Président à la signer ;

- Autorise le versement de la subvention à l'Eurodistrict Trinational de Bâle (ETB) en un seul versement après validation du montant global et de l'engagement des crédits correspondants à l'issu du vote de la DM1 2021 et de la signature de la convention de planification 2021 ;

- Autorise le prélèvement des crédits correspondants sur l'opération P056O022, chapitre 204, nature 20421, fonction 60 du budget de la Collectivité européenne d'Alsace.

Le Président



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001510-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

Convention de planification trinationale pour l'année 2021

sur la coopération pour le développement du « Dreiländereck » situé entre le pont du Palmrain et le pont Dreirosenbrücke (« 3Land ») /

Trinationale Planungsvereinbarung für 2021

über die Zusammenarbeit zur Entwicklung des Gebiets um das Dreiländereck zwischen Palmrainbrücke und Dreirosenbrücke („3Land")

Entre les porteurs de projet

- le Canton de Bâle-Ville
- la ville de Weil am Rhein
- la ville de Huningue
- le Landkreis de Lörrach
- Saint-Louis Agglomération (ci-après désignée SLA)
- la Collectivité européenne d'Alsace (ci-après désignée CeA)
  qui succède au Département du Haut-Rhin dans tous ses droits et obligations en application de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019, et plus particulièrement de son article 10, à compter du 1er janvier 2021.

et le partenaire de projet

- la ville de Saint-Louis

et

- l'Eurodistrict Trinational de Bâle (ci-après ETB),
- l'Exposition Internationale IBA Basel 2020,

désignés tous ensemble les parties,

il est convenu ce qui suit sur la base

- de la Convention INTERREG V pour le projet n°11.14 « Création d'une cellule de coordination pour le projet 3Land à Eurodistrict Trinational de Bâle » du 10/11/2020 (annexe 4)
- de la Convention de planification 2016-2020 (annexe 5) ainsi que ses additifs pour 2018 (annexe 7) et 2019-2020 (annexe 6)
- du concept urbain 3Land 2015 (annexe 8).

Zwischen den Projektträgern

- dem Kanton Basel-Stadt,
- der Stadt Weil am Rhein,
- der Stadt Huningue,
- dem Landkreis Lörrach
- Saint-Louis Agglomération (nachstehend SLA),
- der Collectivité européenne d'Alsace (nachstehend CeA),
  die in Anwendung des Gesetzes n° 2019-816 vom 2. August 2019, insbesondere seines Artikels 10, ab dem 1. Januar 2021 die Nachfolge des Departements du Haut-Rhin in allen seinen Rechten und Pflichten antritt.

und dem Projektpartner

- der Stadt Saint-Louis

und

- dem Trinationalen Eurodistrict Basel (nachstehend TEB),
- der internationalen Bauausstellung IBA Basel 2020,

nachstehend gesamthaft als die Parteien bezeichnet,

wird Folgendes auf Grundlage

- der INTERREG V-Vereinbarung für das Projekt Nr. 11.14 « Koordinationszelle für das Projekt 3Land beim Trinationalen Eurodistrict Basel » vom 10/11/2020 (Anhang 4)
- der Planungsvereinbarung 2016-2020 (Anhang 5) sowie ihren Zusätzen für 2018 (Anhang 7) und 2019-2020 (Anhang 6)
- des Raumkonzepts 3Land 2015 (Anhang 8)

vereinbart.

Proposition / Entwurf

Préambule

1. Finalité du 3Land

Les porteurs et partenaires de projet veulent développer un nouveau pôle urbain pour l'agglomération trinationale de Bâle (« 3Land »), le long du Rhin, aux alentours du coin des trois frontières - entre le pont Dreirosenbrücke et le pont du Palmrain.

2. Objectifs de développement

Les porteurs de projet et le partenaire de projet poursuivent en particulier les objectifs de développement suivants :

a) l'extension de quartiers existants et la création de nouveaux quartiers, qui tiennent compte de leurs développements respectifs, tout en poursuivant des processus de transformation exemplaires du point de vue urbanistique,

b) une attention portée à la société et à l'environnement, à la coordination avec l'économie portuaire ainsi que la prise en considération de l'histoire et de la culture préexistante du site,

c) le renouvellement urbain avec une densification architecturale spécifique par secteur / zone,

d) une ouverture de grandes parcelles délimitées à usage monofonctionnel, en développant un nouveau réseau viaire plus dense,

e) l'implantation de logements aux endroits les plus appropriés, de zones d'activités de qualité créant des emplois supplémentaires ainsi que des fonctions ayant un rayonnement régional et répondant à un intérêt public élevé,

f) une mixité des nouvelles occupations du sol avec des infrastructures et des possibilités d'approvisionnement intégrées, pour éviter une ségrégation sociale tant en termes de logement que d'activités existantes,

Präambel

1. Zweck des 3Land

Die Projektträger und der Projektpartner wollen den Stadtraum entlang des Rhein rund um das Dreiländereck – zwischen Dreirosen- und Palmrainbrücke – zu einem neuen urbanen Pol der trinationalen Agglomeration Basel entwickeln („3Land").

2. Entwicklungsziele

Die Projektträger und der Projektpartner verfolgen insbesondere folgende Entwicklungsziele unter inhaltlichen Gesichtspunkten:

a) die Erweiterung bestehender und die Entstehung neuer Quartiere, die Bezug aufeinander nehmen, wobei die Transformationsprozesse städtebaulich exemplarisch sind,

b) eine Verantwortung gegenüber Gesellschaft und Umwelt die Abstimmung mit der Hafenwirtschaft sowie die Berücksichtigung historischer und kultureller Bestände,

c) die Entwicklung nach innen mit einer gebietsspezifischen baulichen Verdichtung,

d) eine Öffnung von grossen, monofunktional genutzten, abgeschlossenen Arealen mit einer neuen, engmaschigeren Erschliessungsstruktur,

e) die Ansiedlung von Wohnen an dafür geeigneten Orten, von höherwertigen Arbeitsnutzungen mit zusätzlichen Arbeitsplätzen sowie von Nutzungen mit regionaler Ausstrahlung und hohem öffentlichen Interesse,

f) eine vielfältige Durchmischung der neuen Nutzungen mit integrierten Infrastrukturen und Versorgungsmöglichkeiten, so dass keine gesellschaftliche Segregation gegenüber den bestehenden Wohn- und Arbeitsnutzungen entsteht,

Proposition / Entwurf

g) l'accessibilité et la libre circulation sur les rives du Rhin,

h) la création de plus d'espaces verts et de loisirs de haute qualité pour la population,

i) la préservation d'espaces naturels précieux, avec le Rhin comme espace libre central,

j) de meilleures liaisons transfrontalières rendant la zone accessible avec les transports en commun et la mobilité douce, au fur et à mesure de son développement,

k) une stratégie globale des transports priorisant la mobilité douce et les transports en commun, et enrayant la progression du transport individuel motorisé engendrée par le développement urbain,

l) un processus de transformation respectueux de l'environnement, afin d'inscrire ce développement dans une démarche écologique permettant, malgré une utilisation plus intensive de l'espace, de maintenir la pollution à un niveau constant ou de la baisser,

m) une consommation d'énergie globale qui minimise autant que possible la consommation d'énergie d'origine externe,

n) la mise en œuvre de la planification sous des conditions générales économiquement acceptables pour toutes les parties, tout en sachant que le financement de la transformation doit surtout être assuré par de nouvelles activités.

Sur le plan des procédés et des démarches choisis, les porteurs de projet et le partenaire de projet poursuivent en outre les objectifs de développement suivants:

o) la conception et la perception du développement comme processus de transformation à long terme,

g) die Zugänglichkeit und Durchgängigkeit der Rheinufer,

h) die Schaffung von mehr Grün- und Freiräumen für die Bevölkerung von hoher Qualität,

i) die Wahrung wertvoller Naturräume, vorrangig des Rheins als zentralen Freiraum,

j) bessere grenzüberschreitende Verkehrsverbindungen, sodass das Gebiet – dem jeweiligen Entwicklungsstand entsprechend – sehr gut mit dem öffentlichen Verkehr und dem Fuss- und Veloverkehr erreichbar ist,

k) eine Gesamtverkehrsstrategie mit Priorität auf Fuss-, Velo- und öffentlichem Verkehr, welche eine proportionale Zunahme des motorisierten Individualverkehrs zur baulichen Entwicklung entgegenwirkt,

l) die umweltschonende Umsetzung des Transformationsprozesses, wobei die Entwicklung dann als umweltschonend eingestuft werden kann, wenn trotz intensiverer Nutzung die Umweltbelastung innerhalb des Perimeters gleichbleibend oder abnehmend ist,

m) einen Gesamtenergieverbrauch, der den Verbrauch extern bezogener Energie soweit möglich minimiert,

n) die Umsetzung der Planung unter für alle Parteien wirtschaftlich tragbaren Rahmenbedingungen, wobei die Finanzierung der Transformation vor allem durch neue Nutzungen erfolgen soll.

Zudem verfolgen die Projektträger und der Projektpartner folgende Entwicklungsziele unter prozessualen Gesichtspunkten:

o) die Gestaltung und das Verständnis der Entwicklung als langfristigen Transformationsprozess

Proposition / Entwurf

p) une planification menée de manière partenariale et transfrontalière et qui représente un processus commun d'apprentissage, de communication et de coopération,

q) l'implication mutuelle lors de la mise en oeuvre d'outils de planification spécifiques aux différents pays,

r) une information mutuelle sur tous les autres projets ayant un lien spatial ou fonctionnel, ainsi qu'une concertation réciproque lorsqu'il est nécessaire d'avoir une coordination de contenu ou de procédure,

s) le financement des infrastructures publiques et de leur fonctionnement par les porteurs et partenaires de projet compétents,

t) la garantie du maintien des objectifs poursuivis et des intérêts des collectivités lors de la réalisation des projets (p.ex. partenariat privé-public),

u) la prise en compte des intérêts des différentes parties prenantes et de l'opinion publique sous une forme adéquate en particulier vers les quartiers environnants,

v) la communication commune vers l'extérieur.

p) eine Planung, die partnerschaftlich und grenzüberschreitend erfolgt. Sie stellt einen Prozess des gemeinsamen Lernens, Kommunizierens und Kooperierens dar,

q) der gegenseitige Einbezug bei der Umsetzung in jeweilige länderspezifische Planungsinstrumente,

r) die gegenseitige Information zu allen weiteren betroffenen Projekten in räumlichem oder funktionalem Zusammenhang sowie die gegenseitige Abstimmung beim Bedarf einer inhaltlichen oder prozessualen Koordination,

s) die Sicherung der Finanzierung für die öffentlichen Infrastrukturen und deren Betrieb durch die jeweils zuständigen Projektpartner,

t) die nutzungsplanerische Sicherung der Zielsetzungen und die Sicherung der Interessen der öffentlichen Hand bei der Realisation von Projekten (z.B. Private Public Partnership),

u) den Einbezug aller relevanter Interessen und der Öffentlichkeit – insbesondere der umliegenden Quartiere – in geeigneter Form,

v) die gemeinsame Kommunikation nach aussen.

Proposition / Entwurf

Article 1. Objets et durée d'application de la convention

La présente convention de planification 2021 a pour objet de

- coordonner les planifications et les projets nationaux, bi- et trinationaux entre les porteurs et le partenaire de projet au sein du périmètre de planification (annexe 3)
- fixer les mesures applicables en 2021

afin de réaliser le concept urbain 3Land de 2015.

La présente convention entre en vigueur le 1er janvier 2021 et prend fin le 31 décembre 2021. Les partenaires du projet s'engagent à signer une convention de planification au plus tard le 31.12.2021, qui posera les jalons pour la période de planification à partir de 2022 (après la décision sur la construction du pont sur le Rhin).

Artikel 1. Gegenstand und Anwendungsdauer der Vereinbarung

Gegenstand der vorliegenden trinationalen Planungsvereinbarung für 2021 ist

- die Abstimmung der nationalen, bi- und trinationalen Planungen und Projekte zwischen den Projektträgern und dem Projektpartner innerhalb des Planungsperimeters (Anhang 3)
- die Festlegung der im Jahr 2021 vorgesehenen Massnahmen.

zur Umsetzung des Raumkonzepts 3Land von 2015.

Die vorliegende Vereinbarung tritt am 1. Januar 2021 in Kraft und läuft am 31. Dezember 2021 aus. Die Projektpartner verpflichten sich, bis spätestens 31.12.2021 eine Planungsvereinbarung zu unterzeichnen, welche die Weichen für den Planungszeitraum ab 2022 stellt (nach dem Entscheid über den Bau der Rheinbrücke).

Proposition / Entwurf

Article 2. Articulation avec la Convention Interreg

Conformément à l'additif à la convention de planification signé en 2019, une demande pour le financement de l'accompagnement de l'ETB par le programme INTERREG Rhin supérieur a été déposée. Cette demande a été approuvée par le Comité de suivi du programme INTERREG Rhin supérieur le 12 décembre 2019. La cellule de coordination du projet 3Land à l'ETB reçoit ainsi un cofinancement du programme INTERREG Rhin Supérieur du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2022.

Les modalités de cet accompagnement par l'ETB du projet INTERREG 3Land font l'objet d'une convention distincte, « Convention de partenariat », signée par les porteurs de projet et la Région Grand-Est en tant que porteur du programme INTERREG Rhin supérieur.

Dans le cadre de cette convention de partenariat INTERREG, la mise en œuvre des mesures suivantes est prévue pour l'année 2021 :

- **l'accompagnement du projet** par l'ETB, c'est-à-dire la gestion administrative et le monitoring financier du projet ainsi que l'animation de la cellule de coordination 3Land et la coordination des partenaires
- **la préparation de l'avenir du 3Land** sous la forme de la préparation de la nouvelle convention de planification 2022-2026 et de nouvelles demandes de cofinancement
- **la rédaction d'une fiche d'information** pour la planification concertée d'un quartier trinational
- la rédaction d'un cahier des charges pour l'élaboration d'une étude **juridique sur le droit des marchés publics applicable** dans les trois pays
- la refonte du **site internet** 3-land.net

Ces mesures s'ajouteront à celles visées à l'article 3 de la présente convention de planification et seront financées par le budget du projet INTERREG.

Artikel 2. Beziehung zur Interreg-Vereinbarung

Gemäss des 2019 unterzeichneten Zusatzes zur Planungsvereinbarung wurde ein Antrag zur Finanzierung der Projektbegleitung des TEB über das Programm INTERREG Oberrhein gestellt. Dieser wurde am 12. Dezember 2019 durch den Begleitausschuss des Programms INTERREG Oberrhein bewilligt. Die Koordinationszelle für das Projekt 3Land beim TEB erhält somit eine Kofinanzierung durch das Programm INTERREG Oberrhein vom 1. Januar 2020 bis zum 31. Dezember 2022.

Die Begleitung des TEB im Rahmen von INTERREG ist Gegenstand einer separaten Vereinbarung, „Projektvereinbarung", zwischen den Projektträgern und der Région Grand-Est als Träger des Programms INTERREG Oberrhein.

Im Rahmen dieser INTERREG-Projektvereinbarung ist die Durchführung der folgenden Maßnahmen im Jahr 2021 vorgesehen:

- **Projektbegleitung** durch den TEB, d.h. die Projektverwaltung und das finanzielle Monitoring sowie die Betreuung der Koordinationszelle 3Land und die Koordination der Partner
- **Vorbereitung der Zukunft des 3Lands** in Form der Vorbereitung der neuen Planungsvereinbarung 2022-2026 und neuer Förderanträge
- **Erstellung eines Infoblatts** zur gemeinsamen Planung eines trinationalen Quartiers
- Vorbereitung eines Pflichtenhefts für die **Erstellung eines rechtlichen Gutachtens zum Vergaberecht**
- Überarbeitung der **Internetseite** 3-land.net

Diese Massnahmen werden zusätzlich zu den in Artikel 3 der vorliegenden Planungsvereinbarung genannten Massnahmen durchgeführt und über das INTERREG-Projektbudget finanziert.

Proposition / Entwurf

Article 3. Mesures 2021

Les porteurs de projet et le partenaire de projet s'impliquent mutuellement dans les planifications sur le périmètre du 3Land, s'informent mutuellement sur d'autres opérations d'aménagement ayant un impact sur le 3Land et coordonnent les conditions cadres, dans la limite de leurs compétences respectives.

Les thématiques suivantes seront traitées en commun dans le cadre du projet 3Land. Les autres thématiques seront traitées au niveau national ou binational. Les calendriers seront coordonnés de manière cohérente afin de rendre possible la meilleure coordination réciproque.

3.1. Ponts / mobilité / faisabilité économique

Une première priorité du concept urbain 3Land est la création de nouvelles liaisons et dessertes. Ces conditions sont le moteur de développements initiaux et durables et elles sont déterminantes dans la création d'une nouvelle centralité. C'est pourquoi la poursuite de ces objectifs est une priorité.

En plus des mesures prévues dans la convention de partenariat Interreg, les parties conviennent de mettre en œuvre les mesures suivantes dans le champ thématique des ponts / mobilité / faisabilité économique entre le 1er janvier 2021 et le 31 décembre 2021 :

- la préparation d'un cahier des charges pour l'élaboration du **concept de mobilité trinational** qui approfondit l'étude des transports trinationale
- la réalisation d'une **étude préparatoire au concours pour le pont sur le Rhin** qui, entre autres, définit les questions de portage, attribution ainsi que les coûts et le déroulement du concours.

3.2. Paysage

La deuxième priorité du concept urbain 3Land est la thématique du paysage, avec la valorisation de l'espace de vie du Rhin, la création de nouveaux espaces verts ainsi que l'interconnexion des espaces naturels

Artikel 3. Massnahmen 2021

Die Projektträger und der Projektpartner beziehen sich gegenseitig in Planungen innerhalb des 3Land-Perimeters ein, informieren über weitere Planungen mit Auswirkungen auf das 3Land und stimmen die Rahmenbedingungen im Rahmen ihrer Zuständigkeitsbereiche aufeinander ab.

Die folgenden Themenbereiche werden im Rahmen des Projekts 3Land gemeinsam bearbeitet. Weitere Themen werden national oder binational abgestimmt. Die Terminpläne werden soweit sinnvoll aufeinander abgestimmt, um die gegenseitige Koordination zu verbessern.

3.1. Brücken / Mobilität / Wirtschaftlichkeit

Neue Verbindungen und Verkehrserschliessungen sind ein erster Schwerpunkt des Raumkonzepts 3Land. Als Motor für initiale und langfristige Entwicklungen und die Bildung einer neuen Zentralität kommt ihnen grosse Bedeutung zu. Daher werden sie prioritär weiterverfolgt.

Zusätzlich zu den in der Interreg-Vereinbarung vorgesehen Massnahmen beschliessen die Parteien, im Themenfeld Brücken / Mobilität / Wirtschaftlichkeit zwischen dem 1. Januar 2021 und dem 31. Dezember 2021 die folgenden Massnahmen durchzuführen:

- die Vorbereitung eines Pflichtenhefts zur Erarbeitung eines trinationalen **Mobilitätskonzeptes**, welches die trinationale Verkehrsstudie vertieft
- die Durchführung einer **Studie als Grundlage des Brückenwettbewerbs**, die Trägerschaft, Beauftragung, sowie dessen Kosten und Ablaufplan klärt.

3.2. Landschaft

Das Thema Landschaft mit dem Lebensraum Rhein, neuen Grünräumen sowie der Vernetzung von Natur- und Lebensräumen stellt im Raumkonzept 3Land einen zweiten Schwerpunkt dar. Die Landschaft ist ein

Proposition / Entwurf

et espaces de vie. Le paysage est un facteur primordial pour la qualité et l'identification avec le développement de la ville.

En plus des mesures prévues dans la convention de partenariat Interreg, les parties conviennent de mettre en œuvre les mesures suivantes dans le champ thématique du paysage entre le 1er janvier 2021 et le 31 décembre 2021 :

- la **coordination trinationale des mesures d'adaptation au climat**, sous la forme de la création d'un échange régulier entre les partenaires ainsi que la préparation d'un cahier des charges et la réalisation d'analyses d'impact climatique pour trois projets pilotes. La réalisation de ces analyses pourrait faire l'objet d'un projet Interreg à partir de 2022.

- la **préparation d'une étude de faisabilité sur les corridors écologiques**, mettant l'accent sur les ponts (nouveau pont sur le Rhin, pont du port, Dreirosenbrücke)

3.3. Usages initiaux

La troisième priorité du concept urbain 3Land est constituée par les trois sites prioritaires de développement urbain. Ces sites doivent être dotés d'usages initiaux particuliers afin de satisfaire aux objectifs énumérés par le préambule.

En plus des mesures prévues dans la convention de partenariat Interreg, les parties conviennent de mettre en œuvre les mesures suivantes dans le champ thématique des usages initiaux entre le 1er janvier 2021 et le 31 décembre 2021 :

- l'appui à la réalisation et à la communication **du catalogue de critères trinational** par un comité d'experts trinational

3.4. Communication

Une communication active accompagne les travaux du 3Land.

wesentlicher Faktor für Qualität und Identifikation mit der Stadtentwicklung.

Zusätzlich zu den in der Interreg-Vereinbarung vorgesehen Massnahmen beschliessen die Parteien, im Themenfeld Landschaft zwischen dem 1. Januar 2021 und dem 31. Dezember 2021 die folgenden Massnahmen durchzuführen:

- die **trinationale Koordination von Klimaanpassungsmassnahmen**, in Form der Schaffung eines regelmäßigen Austauschs zwischen den Projektpartnern sowie der Erstellung eines Pflichtenhefts und der Durchführung von Klimawirkungsanalysen für drei Pilotprojekte. Die Durchführung dieser Analysen könnte ab 2022 Gegenstand eines Interreg-Projekts sein.

- die Vorbereitung einer **Machbarkeitsstudie zum Biotopverbund** mit dem Fokus Brücken (neue Rheinbrücke, Hafenbrücke, Dreirosenbrücke)

3.3. Initialnutzungen

Die im Raumkonzept 3Land aufgezeigten drei Fokusbereiche der Stadtentwicklung bedürfen als dritten Schwerpunkt besonderer trinationaler Initialnutzungen für eine Qualifizierung gemäß den Entwicklungszielen der Präambel.

Zusätzlich zu den in der Interreg-Vereinbarung vorgesehen Massnahmen beschliessen die Parteien, im Themenfeld Initialnutzungen zwischen dem 1. Januar 2021 und dem 31. Dezember 2021 die folgenden Massnahmen durchzuführen:

- die Begleitung der Realisierung und Kommunikation des **trinationalen Kriterienkatalogs** durch ein trinational besetztes Expertengremium

3.4. Kommunikation

Eine aktive Kommunikation begleitet die Arbeiten im 3Land.

Proposition / Entwurf

En plus des mesures prévues dans la convention de partenariat Interreg, les parties conviennent de mettre en œuvre les mesures suivantes dans le champ thématique de la communication entre le 1er janvier 2021 et le 31 décembre 2021.

- le **développement continu de la communication sur le projet** sous forme d'événements, de mise à jour du site Internet, de relations publiques et de communication et d'intervention auprès d'un public spécialisé.

Les processus de concertation ayant pour objectif de faire participer la population et les groupements locaux d'intérêts se déroulent de manière générale à l'échelon national. Les processus binationaux et trinationaux ou des processus de dialogue sont possibles selon les besoins et en fonction des projets.

Zusätzlich zu den in der Interreg-Vereinbarung vorgesehen Massnahmen beschliessen die Parteien, im Themenfeld Kommunikation zwischen dem 1. Januar 2021 und dem 31. Dezember 2021 die folgenden Massnahmen durchzuführen:

- die **kontinuierliche Entwicklung der Projektkommunikation** in Form von Veranstaltungen, Überarbeitung der Internetseite, Medienarbeit und der Ansprache von Fachpublikum.

Mitwirkungsverfahren zum Einbezug der Bevölkerung und lokaler Anspruchsgruppen finden in der Regel national statt. Bi- oder trinationale Verfahren oder Dialogprozesse können bei Bedarf projektbezogen erfolgen.

Proposition / Entwurf

Article 4. Financement des mesures 2021

4.1. Budget 2021

Le cofinancement total du 3Land en 2021 s'élève à 211 764,74 euros. Il comprend

- Cofinancement des mesures du projet Interreg « Cellule de coordination 3Land » d'un montant total de 31 764,74 €,
- Cofinancement des mesures mises en œuvre en plus du projet Interreg au niveau trinational d'un montant total de 140 000,00 €,
- Cofinancement des mesures réalisées en complément du projet Interreg en vue de la construction du pont sur le Rhin, d'un un montant total de 40 000,00 €.

Les cofinancements par partenaire sont indiqués dans le tableau financier annexé à la présente convention de programmation.

Les parties conviennent que le taux de change de 1 € = 1,10 CHF restera valable pendant la durée de la présente convention.

Les montants ci-dessus s'entendent sous réserve de l'approbation du budget par les porteurs de projet et doivent être approuvés par leurs instances délibérantes.

La convention est caduque dans l'hypothèse où l'ensemble des organes délibérants des porteurs de projet ne validaient pas le budget. Dans ce cas, les signataires de la présente convention entameraient de nouvelles négociations. Les dépenses exposées pour la réalisation des mesures décrites plus haut restent à la charge de la partie qui les a engagées.

Cofinancement des mesures du projet Interreg « Cellule de coordination 3Land »

Les montants de cofinancement des mesures du projet Interreg "Cellule de coordination 3Land" et les modalités de leur versement sont définies dans l'accord Interreg du 10/11/2020. Ils restent inchangés. D'autres cofinancements sont fournis par Interreg et la nouvelle politique régionale (CH).

Artikel 4. Finanzierung der Massnahmen 2021

4.1. Budget 2021

Die Gesamtkofinanzierung des 3Lands beläuft sich im Jahr 2021 auf 211 764,74 €. Sie umfasst

- Kofinanzierungsbeiträge für die Massnahmen des Interreg-Projekts „Koordinationszelle 3Land" in Höhe von insgesamt 31 764,74 €,
- Kofinanzierungsbeiträge für Massnahmen, die zusätzlich zum Interreg-Projekt auf trinationaler Ebene durchgeführt werden in Höhe von insgesamt 140 000,00 €,
- Kofinanzierungsbeiträge für Massnahmen, die zusätzlich zum Interreg-Porjekt in Vorbereitung auf den Rheinbrückenbau durchgeführt werden in Höhe von insgesamt 40 000,00 €.

Die Kofinanzierungsbeiträge pro Partner sind in der Finanztabelle im Anhang der vorliegenden Planungsvereinbarung aufgeführt.

Die Parteien vereinbaren, dass für die Dauer der vorliegenden Vereinbarung der Wechselkurs von 1 € = 1,10 CHF gültig bleibt.

Diese genannten Beträge sind vorbehaltlich der Annahme des Budgets durch die Projektträger und müssen von den zuständigen Beschlussfassungsorganen genehmigt werden.

Wird die Finanzierung des Budgets nicht durch die verschiedenen zuständigen Beschlussfassungsorgane der Projektträger genehmigt, ist diese Vereinbarung gegenstandslos. In diesem Fall nehmen die Vereinbarungsparteien neue Verhandlungen auf. Für bereits getätigte Planungsaufwendungen haftet in diesem Fall die Auftraggeberschaft.

Kofinanzierungsbeiträge für die Massnahmen des Interreg-Projekts «Koordinationszelle 3Land»

Die Kofinanzierungsbeiträge für die Massnahmen des Interreg-Projekts «Koordinationszelle 3Land» und die Modalitäten für ihre Zahlung sind in der Interreg-Vereinbarung vom 10/11/2020 festgelegt. Sie

Proposition / Entwurf

bleiben unverändert. Weitere Kofinanzierungsbeiträge werden durch Interreg und die Neue Regionalpolitik (CH) erbracht.

Cofinancement des mesures mises en œuvre en plus du projet Interreg au niveau trinational

Le cofinancement de 140 000 euros est réparti entre les partenaires suisses (50 %, 70 000 euros), les partenaires allemands (25 %, 35 000 euros) et les partenaires français (25 %, 35 000 euros) conformément à la clé de répartition des coûts appliqué jusqu'à présent. Ils assureront le financement des mesures suivantes :

- Elaboration du cahier des charges du concept de mobilité trinational
- Elaboration du cahier des charges et réalisation de l'étude de faisabilité des corridors écologiques
- Atelier thématique sur la coordination trinationale des mesures d'adaptation au climat
- Préparation du cahier des charges pour les analyses d'impact climatique
- Coordination de la communication et réalisation du catalogue de critères
- Communication du projet
- Réserve pour les traductions

Kofinanzierungsbeiträge für Massnahmen, die zusätzlich zum Interreg-Projekt auf trinationaler Ebene durchgeführt werden

Der Kofinanzierungsbeitrag von insgesamt 140 000 Euro wird mit dem bisher angewandten Kostenteiler auf die Schweizer Partner (50 %, 70 000 €), die deutschen Partner (25 %, 35 000 Euro) und die französischen Partner (25 %, 35 000 Euro) aufgeteilt. Sie stellen die Finanzierung der folgenden Massnahmen sicher:

- Erstellung des Pflichtenhefts für das länderübergreifende Mobilitätskonzept
- Erstellung des Pflichtenhefts und Durchführung der Machbarkeitsstudie zum Biotopverbund
- Thematischer Workshop zur trinationalen Koordination von Klimaanpassungsmassnahmen
- Erstellung des Pflichtenhefts für Klimawirkungsanalysen
- Koordinierung der Kommunikation und Realisierung des Kriterienkatalogs
- Projektkommunikation
- Reserve für Übersetzungen

Cofinancement des mesures mises en œuvre en plus du projet Interreg en vue de la construction du pont sur le Rhin

Les mesures indiquées ci-dessous sont estimées à un coût total de 70 000,00 euros (60 000 euros pour l'étude préparatoire au concous pour le pont sur le Rhin, 10 000 euros pour la révision juridique de l'accord-cadre sur le pont du Rhin). Pour financer ces mesures, il est possible de recourir aux 30 000 euros prévus pour une étude juridique dans le cadre du projet Interreg.

Le reste des coûts, soit 40 000 euros, est réparti entre les partenaires suisses (50 %, 20 000 euros), les partenaires allemands (15 %, 6 000 euros) et les partenaires français (35 %, 14 000 euros) sur la base d'une clé de répartition des coûts ajustée. Ils assureront le financement des mesures suivantes :

Kofinanzierung der Massnahmen, die zusätzlich zum Interreg-Projekt in Vorbereitung auf den Rheinbrückenbau durchgeführt werden

Für die unten aufgeführten Massnahmen wird mit Kosten von insgesamt 70 000,00 Euro (60 000 Euro für Studie zur Vorbereitung des Wettbewerbs zur Rheinbrücke, 10 000 Euro zur juristischen Überprüfung der Rahmenvereinbarung zur Rheinbrücke) gerechnet. Zur Finanzierung dieser Massnahmen kann auf 30 000 Euro, die im Rahmen des Interreg-Projekts für ein rechtliches Gutachten vorgesehen sind, zurückgegriffen werden.

Die verbleibenden Kosten von insgesamt 40 000 Euro werden mit einem angepassten Kostenteiler auf die Schweizer Partner (50 %, 20 000 Euro), auf die deutschen Partner (15 %, 6 000 Euro) und die französischen Partner (35 %, 14 000 Euro) aufgeteilt. Sie stellen die Finanzierung der folgenden Massnahmen sicher:

Proposition / Entwurf

- Étude préparatoire au concours pour le pont sur le Rhin
- Révision juridique de l'accord-cadre sur le pont du Rhin.

- Studie zur Vorbereitung des Wettbewerbs um die Rheinbrücke
- Juristische Überprüfung der Rahmenvereinbarung zur Rheinbrücke.

4.2. Reliquats de 2019-2020 auprès de Saint-Louis-Agglomération

Pour Saint-Louis Agglomération, l'additif à la Convention de planification 2016-2020 pour 2019-2020 prévoyait un cofinancement max. de 29 062,61 euros pour l'année 2020. Pour les mesures du projet Interreg en 2020, le montant de 12 067,78 euros a été payé. La participation de SLA aux dépenses pour les mesures supplémentaires au projet Interreg s'élèvait à 17 767,34 €. Afin de ne pas dépasser le montant de cofinancement max., le déficit de 772,49 € est rattrapé avec la convention de planification 2021.

4.2. Restmittel von Saint-Louis Agglomération

Der Zusatz zur Plaunungsvereinbarung 2016-2020 für 2019-2020 sieht für Saint-Louis Agglomération einen Kofinanzierungsbeitrag von max. 29 062,61 Euro für das Jahr 2020 vor. Für die Massnahmen im Rahmen des Interreg-Projekts im Jahr 2020 wurde der Beitrag von 12 067,78 Euro gezahlt. Der Beitrag von SLA für die Ausgaben für Massnahmen, die zusätzlich zum Interreg-Projekt durchgeführt wurden, beträgt 17 767,34 Euro. Um den maximalen Kofinanzierungsbeitrag nicht zu überschreiten, wird das Defizit mit der Planungsvereinbarung 2021 ausgeglichen.

4.3. Attribution des marchés

Le budget pour les marchés avec des tiers n'est validé que sur présentation d'un cahier des charges. L'attribution formelle du marché est assurée par le maître d'ouvrage (titulaire des comptes) qui en est en charge sur proposition du groupe de pilotage global du projet (GPS). Elle procède à l'attribution du marché conformément à la règlementation en vigueur.

4.3. Auftragsvergabe

Projektmittel für Aufträge werden nur bei Vorliegen eines Pflichtenhefts gesprochen.
Die formelle Vergabe von Aufträgen an Dritte wird durch die jeweilige kontoführende Stelle auf Vorschlag der Gesamtprojektsteuerung (GPS) durchgeführt. Das Vergabeverfahren richtet sich nach dem jeweiligen Recht.

4.4. Versement des cofinancements

Le groupe de pilotage global du projet (GPS) désigne les instances titulaires d'un compte pour le projet 3Land. Des conventions bilatérales portant sur les modalités de versement du cofinancement avec les porteurs de projet seront signées entre les instances titulaires de compte et les porteurs de projet. Les instances titulaires d'un compte 3Land transmettent toute information sur les mouvements de compte à l'ETB aux fins de la supervision financière.

4.4. Auszahlung der Kofinanzierung

Die Gesamtprojektsteuerung (GPS) bezeichnet die kontoführenden Stellen. Diese schliessen mit den Projektträgern bilateral Vereinbarungen zur Auszahlung der Kofinanzierung ab. Die kontoführenden Stellen geben Informationen zu Kontobewegungen dem TEB zum Zweck des finanziellen Monitorings weiter.

4.5. Objectif et emploi des subventions

Le budget 2021 s'entend avec contribution européenne (INTERREG) et de la Confédération suisse (NRP). Les parties à la convention veilleront à prévoir le financement de futures constructions à partir de 2022 dans le cadre des programmes de subvention correspondants.

4.5. Ziel und Umgang bezüglich Subventionen

Das Budget 2021 wird auf eine Finanzierung mit europäischer Subvention (INTERREG) und Bundesgelder (NRP) ausgelegt. Im Hinblick auf weitere bauliche Umsetzungen wird eine Verankerung in entsprechenden Förderprogrammen im insbesondere für den Zeitraum ab 2022 angestrebt.

Proposition / Entwurf

Article 5. Obligations des parties

5.1. Généralités et définitions

Les parties signataires ont différents compétences et rôles. Les parties au contrat sont :

a) les porteurs de projet qui cofinancent le projet,
b) le partenaire de projet,
c) l'ETB,
d) l'IBA Basel 2020.

Leurs obligations sont décrites ci-après.

5.2. Obligations des porteurs de projet

Les porteurs de projet mettent à disposition du projet les moyens en personnel (techniques et administratifs) suffisants pour l'élaboration des mesures.

L'ensemble des porteurs de projet définit de manière concertée et consensuelle les objectifs politiques de développement et de planification du 3Land ainsi que les étapes et les processus permettant de les atteindre.

Les porteurs de projet assurent le financement des mesures conformément aux dispositions de l'article 2, de l'article 3 et de l'article 4 de la présente convention de planification, lorsque celles-ci entrent dans leur domaine de compétence. Ils peuvent également, indépendamment de la présente convention, et dans le cadre de leur compétence décider de la mise à disposition de financements complémentaires pour des projets.

Les porteurs de projet s'assurent de la bonne intégration du projet 3Land dans le tissu urbain environnant ainsi qu'à l'échelle de l'ensemble de l'agglomération. En outre, ils coordonnent l'interface avec d'autres projets.

Le périmètre 3Land s'étend sur les bans des trois villes de Huningue, de Weil am Rhein et de Bâle. En raison de leur compétence en matière de planification, elles ont un rôle de chef de file parmi les porteurs de projet et assurent la présidence tournante du Comité de pilotage politique (PS).

Artikel 5. Pflichten der Vertragsparteien

5.1. Allgemeines und Definitionen

Die Vereinbarungsparteien haben unterschiedliche Kompetenzen und Rollen. Es handelt sich um:

a) die Projektträger, die das Projekt kofinanzieren,
b) den Projektpartner,
c) den TEB,
d) die IBA Basel 2020.

Ihre jeweiligen Zuständigkeiten werden im Weiteren angeführt.

5.2. Pflichten der Projektträger

Die Projektträger stellen die personellen, (fachlichen und administrativen) Ressourcen für die Erarbeitung der Massnahmen bereit.

Die Projektträger legen die politischen Entwicklungs- und Planungsziele des 3Land, sowie das Vorgehen und die Prozesse zur Erreichung dieser Ziele gemeinsam und im Konsens fest.

Die Projektträger stellen die Finanzierung der Massnahmen gemäss den Bestimmungen in Artikel 2, Artikel 3 und Artikel 4 der vorliegenden Planungsvereinbarung bereit, sofern diese in ihre Zuständigkeit fallen. Sie können auch unabhängig von der vorliegenden Vereinbarung und im Rahmen ihrer Zuständigkeit zusätzliche Finanzmittel für Projekte bereitstellen.

Die Projektträger stellen die Einbettung des Projekts 3Land in das angrenzende Stadtgefüge sowie in der gesamten Agglomeration sicher. Sie koordinieren zudem die Schnittstellen mit anderen Projekten.

Der Perimeter des 3Land befindet sich auf dem Gebiet der drei Städte Huningue, Weil am Rhein und Basel. Auf Grund ihrer Planungskompetenz haben sie eine Führungsrolle unter den Projektträgern inne und übernehmen abwechselnd die Präsidentschaft des Politischen Ausschusses (PS).

Proposition / Entwurf

Elles gardent également un rôle privilégié en matière de représentation vis-à-vis de l'extérieur.

5.3. Obligation du partenaire de projet

Le ban de la Ville de Saint-Louis est limitrophe du périmètre du 3Land. La Ville est directement concernée par l'impact qu'aura le développement du 3Land notamment dans le domaine de la mobilité. La Ville de Saint-Louis est consultée tout au long du déroulement du projet et associée aux discussions par les porteurs de projets. Elle contribue ainsi à définir les principes de développement, les étapes et processus nécessaires du projet 3Land. Elle garantit également l'interface entre les projets menés sur son ban communal et le 3Land.
Dans la mesure où le périmètre du projet 3Land ne chevauche pas son ban communal, la ville de Saint-Louis ne cofinance pas le processus de planification.

5.4. Obligations de l'ETB

L'administration de l'Eurodistrict Trinational de Bâle (ETB) est mandatée par les porteurs de projet pour assurer la fonction de plateforme de coordination et de secrétariat du projet 3Land.

Son administration
- coordonne, organise et assiste le groupe de po afin d'assurer la cohérence de l'ensemble du processus de planification et de sa mise en œuvre,
- est en charge du monitoring financier des financements français et allemands pour la période 2021, ainsi que du monitoring de l'ensemble des dépenses afférentes aux actions 2021,
- procède à l'ensemble des appels de fonds, à savoir auprès des villes de Huningue et de Weil à Rhein, de Saint-Louis Agglomération ainsi qu'auprès de la Collectivité européenne d'Alsace, auprès du Landkreis de Lörrach et auprès du Canton de Bâle-Ville et relatifs au financement des actions programmées en 2021,
- soutient la présidence du comité de pilotage politique (PS) et du groupe de pilotage global du projet (GPS) dans le cadre du pilotage de la réunion et assure le secrétariat des réunions (coordination des points à l'ordre du jour, invitations, compte-rendu),

Sie vertreten das Projekt federführend gegenüber der Öffentlichkeit.

5.3. Pflichten des Projektpartners

Das Gemeindegebiet der Stadt Saint-Louis grenzt unmittelbar an den Perimeter des 3Land. Die Stadt ist direkt von den Auswirkungen der 3Land-Entwicklung betroffen, insbesondere im Bereich der Mobilität. Die Stadt Saint-Louis wird während des gesamten Projektablaufs und in die Diskussionen der Projektträger einbezogen. Sie hilft somit mit, die Entwicklungsprinzipien, die notwendigen Schritte und Prozesse im 3Land zu definieren. Sie stellt die Schnittstellen zu Projekten im Gemeindegebiet von Saint-Louis sicher.

Sofern der Projektperimeter 3Land nicht auf dem Gemeindegebiet der Stadt Saint-Louis liegt, kofinanziert die Stadt Saint-Louis nicht den Planungsprozess.

5.4. Pflichten des TEB

Die Geschäftsstelle des Trinationalen Eurodistrict Basel (TEB) wurde von den Projektträgern beauftragt, die Funktion einer Koordinationsplattform und das Sekretariat des Projekts 3Land zu gewährleisten.

Die Geschäftsstelle
- koordiniert, organisiert und unterstützt die GPS, um die Kohärenz des gesamten Planungsprozesses und seiner Umsetzung zu gewährleisten,
- ist mit dem Finanzmonitoring für die deutschen und französischen Kofinanzierungen für den Zeitraum 2021, sowie dem Monitoring sämtlicher Ausgaben in Bezug auf die Massnahmen 2021 betraut,
- nimmt alle Zahlungsaufforderungen für die Finanzierung der für 2021 geplanten Massnahmen vor, und zwar an die Städte Huningue und Weil am Rhein, an Saint-Louis Agglomération und an die Collectivité européenne d'Alsace, an den Landkreis Lörrach, sowie an den Kanton Basel-Stadt,
- unterstützt die Präsidentschaft des Politischen Steuerungsausschusses (PS) sowie den Vorsitz der Gesamtprojektsteuerung (GPS) bei der Leitung

Proposition / Entwurf

- assure le pilotage et le secrétariat des réunions groupe de gestion globale du projet (GPL) (coordination des points à l'ordre du jour, invitations, compte-rendu, y compris sa traduction),
- assure la traduction de documents décisionnels à la demande du groupe de pilotage global du projet (GPS),
- participe aux réunions du groupe de travail 1,
- assure le pilotage et le secrétariat du groupe de travail 2, en lieu et place de l'IBA Basel 2020, ainsi que le pilotage et le secrétariat du groupe de travail communication,
- agit en tant qu'interface avec les autorités du programme INTERREG Rhin supérieur et prend en charge la gestion du projet Interreg « Cellule de coordination 3Land ». Pour le nouveau programme Interreg, élabore les demandes de subvention et assure le suivi opérationnel de celles-ci,
- assure l'interface avec les autres projets de l'ETB.

L'accompagnement administratif et procédural par l'ETB est financé par le projet Interreg « Cellule de coordination 3Land ».

5.5. Rôle de l'IBA Bâle 2020

Considérant que le projet IBA Basel sera achevé après la clôture de l'IBA Expo en Juin 2021, le bureau IBA n'assume plus aucune compétence et rôle dans le projet à compter du 15 juin 2021.

der Sitzung und übernimmt das Sekretariat der Sitzungen (Koordination der Traktanden, Einladungen, Protokoll),
- übernimmt die Leitung und das Sekretariat der Sitzungen der Gesamtprojektleitung (GPL) (Koordination der Traktanden, Einladungen, Protokoll, inkl. deren Übersetzungen),
- übernimmt die Übersetzung von wichtigen Abschlussdokumenten auf Bitte der Gesamtprojektsteuerung (GPS),
- nimmt Einsitz in die Arbeitsgruppe 1,
- ist für die Leitung und das Sekretariat der Arbeitsgruppe 2 anstelle der IBA Basel 2020 zuständig, sowie für die Leitung und das Sekretariat der Arbeitsgruppe Kommunikation.
- fungiert als Schnittstelle zu den Behörden des Programms INTERREG Oberrhein und übernimmt die Projektleitung des Interreg-Projekts «Koordinationszelle 3Land». Für die kommmende Förderperiode erarbeitet der TEB die INTERREG-Anträge und übernimmt die ihre operationelle Begleitung,
- stellt die Schnittstellen mit anderen Projekten des TEB sicher.

Die Administration und Prozessunterstützung durch den TEB wird über das Interreg-Projekt „Koordinationszelle 3Land“ finanziert.

5.5. Rolle der IBA Basel 2020

In Anbetracht der Tatsache, dass das Projekt IBA Basel nach dem Ende der IBA Expo im Juni 2021 abgeschlossen sein wird, übernimmt die IBA-Geschäftsstelle ab dem 15.Juni 2021 keine Kompetenz und Rolle mehr im Projekt.

Proposition / Entwurf

Article 6. Organisation

6.1. Généralités

Les instances du projet 3Land sont

- un comité de pilotage politique (PS)
- un groupe de pilotage global du projet (GPS)
- un groupe de gestion globale du projet (GPL)
- un groupe de travail 1 (GT1) : Ponts / mobilité / faisabilité économique
- un groupe de travail 2 (GT 2) : Espaces ouverts / usages initiaux
- un groupe de travail communication

La composition des instances, à tous les niveaux, est trinationale. Les porteurs de projet, le partenaire de projet, l'ETB et l'IBA désignent leurs représentants de manière autonome.

La composition des instances est fixée par l'organigramme 3Land 2021 détaillé (voir annexe 2). Le comité de pilotage politique peut par décision adapter l'organisation du projet.

6.2. Décisions

Les décisions des instances citées ci-dessous de tous les niveaux sont prises à l'unanimité des membres présents.
Les compte-rendus des groupes de PS, GPS, GPL et des groupes de travail sont établis par l'ETB.

6.3. Missions du Pilotage Politique (PS)

Le Pilotage Politique (PS) pilote le projet au niveau politique-stratégique. Il décide de l'orientation et du financement global du projet. En outre, il assure l'ancrage du projet 3Land dans le milieu politique trinational.

Le comité de pilotage politique se réunit environ trois fois par an; au moins une fois dans chacune des trois villes (Huningue, Weil am Rhein et Bâle). La présidence du comité de pilotage politique est assurée par la ville qui accueille la réunion avec l'assistance de l'administration de l'ETB pour le pilotage de la réunion.

Artikel 6. Organisation

6.1. Allgemeines

Die Gremien des 3Land Projektes sind:

- Politischer Steuerungsausschuss (PS)
- Gesamtprojektsteuerung (GPS)
- Gesamtprojektleitung (GPL)
- Arbeitsgruppe 1 (AG1): Brücken, Mobilität, Wirtschaftlichkeit
- Arbeitsgruppe 2 (AG2): Freiraum, Initialnutzungen
- Arbeitsgruppe Kommunikation

Die Gremien aller Ebenen werden trinational besetzt. Die Projektträger, der Projektpartner, der TEB und die IBA bestimmen ihre Vertretungen autonom

Die Besetzung der Gremien wird in dem Organigramm 3Land 2021 detailliert beschrieben (s. Anhang 2). Die Projektorganisation kann mit Beschluss der politischen Steuerung angepasst werden.

6.2. Entscheidungen

Entscheidungen der nachfolgenden Gremien aller Stufen sind einstimmig durch die Anwesenden Mitglieder zu fällen.
Die Sitzungsprotokolle des PS, GPS, GPL und der Arbeitsgruppen werden durch den TEB erstellt.

6.3. Aufgaben Politische Steuerungsausschuss (PS)

Die politische Steuerung (PS) steuert das Projekt auf der politisch-strategischen Ebene. Sie entscheidet über die Ausrichtung und Finanzierung des Gesamtprojekts. Zudem stellt sie die Verankerung des Projekts 3Land im trinationalen politischen Umfeld sicher.

Es finden ca. drei Mal jährlich politische Steuerungssitzungen statt, möglichst rotierend in den drei Städten (Huningue, Weil am Rhein und Basel). Die Leitung des Politischen Ausschusses wird von der Stadt übernommen, in der die Sitzung stattfindet. Der TEB unterstützt die jeweilige Stadt bei der Sitzungsleitung.

Proposition / Entwurf

6.4. Missions du groupe de Pilotage global du projet (GPS)

Le groupe de pilotage global du projet (GPS) pilote le projet au niveau stratégique à l'échelle technique. Il prépare les réunions du PS, ainsi que les propositions de décisions et rend compte de l'état d'avancement du projet devant le PS.

Le GPS peut inviter à ses réunions en concertation réciproque d'autres acteurs concernés par le processus de planification (GPS élargi).

Il fixe les lignes budgétaires du projet 3Land et valide les résultats du GPL et des différents groupes de travail (cahiers des charges, proposition d'attribution des marchés aux maîtres d'ouvrages, conclusion des contrats). Le GPS veille à ce que l'enveloppe globale du budget soit respectée.

6.4. Aufgaben Gesamtprojektsteuerung (GPS)

Die Gesamtprojektsteuerung (GPS) steuert das Gesamtprojekt auf der strategisch-fachlichen Ebene. Sie bereitet die Sitzungen der PS und die Beschlussanträge vor und berichtet der PS über den Projektstand.

Die GPS kann zu ihren Sitzungen in gegenseitiger Absprache weitere Akteure des Planungsprozesses einladen („Erweiterung GPS“).

Sie entscheidet über die Zuteilung des Budgets nach Aufgabenbereichen und genehmigt die Resultate aus der GPL und den Arbeitsgruppen (Pflichtenhefte, Auswahl von Auftragnehmern, Abschluss Aufträge). Die GPS ist dafür verantwortlich, dass das Gesamtbudget eingehalten wird.

6.5. Mission du groupe de gestion globale du projet (GPL)

Le GPL pilote le projet au niveau technique et assure la coordination des différents groupes de travail.

Il prépare les réunions du GPS, ainsi que les propositions de décisions et rend compte de l'état d'avancement du projet devant le GPS.

6.5. Aufgaben Gesamtprojektleitung (GPL)

Die Gesamtprojektleitung (GPL) leitet das Projekt auf der fachlichen Ebene und stellt die Koordination der einzelnen Aufgabenbereiche sicher.
Sie bereitet zudem die Sitzungen der GPS und die Beschlussanträge vor und berichtet der GPS über den Projektstand.

6.6. Missions des groupes de travail (GT)

Les groupes de travail (GT) réalisent leurs missions et leurs projets respectifs selon leurs compétences techniques. Ils ont pour mission : la rédaction des cahiers des charges techniques, les appels d'offres et le suivi des marchés, l'organisation du groupe de travail et la responsabilité pour les enveloppes financières accordées.

6.6. Aufgaben Arbeitsgruppen (AG)

Die Arbeitsgruppen (AG) führen einzelne Aufgabenbereiche / Projekte im Rahmen ihrer fachlichen Zuständigkeit durch. Dazu gehören das Erstellen der Pflichtenhefte von Drittaufträgen, das Ausschreiben und Begleiten von Aufträgen, die Organisation der AG und die Verantwortung für die Einhaltung des zugeteilten Budgets.

Proposition / Entwurf

Article 7. Dispositions finales

7.1. Clause de sauvegarde

Si l'application d'une disposition de la présente convention devait s'avérer impossible ou sans effet pour des raisons juridiques, la validité de la convention dans son ensemble reste néanmoins intacte. Les porteurs de projet, le partenaire de projet, l'ETB et l'IBA remplaceront dans ce cas la disposition concernée par une disposition équivalente, effective ou réalisable.

7.2. Modifications

Toute modification et/ou complément doit être effectué par écrit et avec l'accord de l'ensemble des parties.

7.3. Résiliation

La présente convention peut être résiliée par chacune des parties en respectant un préavis de 6 mois débutant à la fin du mois en cours.

7.4. Nombre d'exemplaires

La convention de planification est rédigée en neuf exemplaires. Il sera transmis un exemplaire à chacun des porteurs de projet, au partenaire de projet, à l'ETB et à l'IBA.

7.5. Entrée en vigueur de la convention et compétence juridictionnelle

La présente convention entrera en vigueur à la signature par l'ensemble des porteurs de projet, du partenaire de projet, de l'ETB et de l'IBA et sous réserve de l'approbation de leurs organes compétents.

La convention est rédigée en langue française et allemande. En cas de litige ou de difficulté d'interprétation la version française prime sur la version allemande.

Le tribunal compétent pour connaître d'éventuels différents liés à l'additif est le tribunal administratif de Strasbourg.

Artikel 7. Schlussbestimmungen

7.1. Salvatorische Klausel

Sollten einzelne Bestimmungen dieser Vereinbarung undurchführbar oder aus rechtlichen Gründen unwirksam sein, so wird die Gültigkeit der Vereinbarung im Übrigen davon nicht berührt. Die Planungspartner werden in einem solchen Fall die betreffende Bestimmung durch eine gleichwertige, wirksame oder durchführbare Bestimmung ersetzen.

7.2. Änderungen

Jede Änderung oder Ergänzung muss schriftlich und mit Zustimmung aller Parteien erfolgen.

7.3. Kündigung

Die Projektträger, der Projektpartner, sowie der TEB und die IBA können die vorliegende Vereinbarung mit einer Frist von 6 Monaten auf das Ende eines Monats kündigen.

7.4. Ausfertigung

Diese Vereinbarung wird neunfach ausgefertigt. Die Projektträger, der Projektpartner, sowie der TEB und die IBA erhalten je eine Ausfertigung.

7.5. Inkrafttreten der Vereinbarung und Gerichtsbarkeit

Die vorliegende Vereinbarung tritt unter Vorbehalt der erforderlichen Zustimmung der zuständigen Organe der Projektträger mit der Unterzeichnung durch alle Projektträger in Kraft.

Die Vereinbarung ist auf Französisch und Deutsch verfasst. Im Streitfall oder bei Auslegungsschwierigkeiten ist die französische Version rechtskräftig.

Im Streitfall ist das Verwaltungsgericht Strasbourg zuständig.

Proposition / Entwurf

7.6. Pièces annexes

Les annexes suivantes font partie intégrante de la convention :

- Annexe 1 : Tableau de financement
- Annexe 2 : Organigramme
- Annexe 3 : Carte du périmètre du projet 3Land
- Annexe 4: Convention INTERREG V pour le projet n°11.14 « Création d'une cellule de coordination pour le projet 3Land à Eurodistrict trinational de Bâle » du 10/11/2020
- Annexe 5 : Convention de planification 2016-2020
- Annexe 6 : Additif à la convention de planification 2016-2020 pour 2019-2020
- Annexe 7 : Additif 2018 à la convention de planification du 17 avril 2018
- Annexe 8 : Concept urbain 3Land 2015

7.6. Anhänge

Die folgenden Anhänge sind Bestandteile der Vereinbarung:

- Anhang 1: Finanzierungstabelle
- Anhang 2: Organigramm
- Anhang 3 : Perimeterkarte 3Land
- Anhang 4: INTERREG V-Vereinbarung für das Projekt Nr. 11.14 « Koordinationszelle für das Projekt 3Land beim Trinationalen Eurodistrict Basel » vom 10/11/2020
- Anhang 5: Planungsvereinbarung 2016-2020
- Anhang 6: Zusatz zur Planungsvereinbarung 2016-2020 für 2019-2020
- Anhang 7: Zusatz 2018 zur Planungsvereinbarung vom 17. April 2018
- Anhang 8: Raumkonzepts 3Land 2015

Proposition / Entwurf

UNTERSCHRIFTEN	SIGNATURES
Für den Kanton Basel Stadt	
---------- Ort und Datum	---------- Regierungsrat Dr. Hans Peter Wessels
Für den Landkreis Lörrach	
---------- Ort und Datum	---------- Landrätin Marion Dammann
Für die Stadt Weil am Rhein	
---------- Ort und Datum	---------- Oberbürgermeister Wolfgang Dietz
Pour la ville de Huningue	
---------- Lieu et date	---------- Le Maire, Jean-Marc Deichtmann
Pour Saint-Louis Agglomération	
---------- Lieu et date	---------- Le Président, Jean-Marc Deichtmann
Pour la Collectivité européenne d'Alsace	
---------- Lieu et date	---------- Le Président, Frédéric Bierry
Pour la ville de Saint-Louis	
---------- Lieu et date	---------- La Maire, Pascale Schmidiger
Pour l'Eurodistrict Trinational de Bâle	
---------- Lieu et date	---------- La Présidente, Marion Dammann
Pour l'IBA Basel 2020	
---------- Lieu et date	---------- Le Président de l'IBA, Hans-Peter Wessels

Proposition / Entwurf

PROPOSITION : Récapitulatif des cofinancements 2021 / VORSCHLAG: Zusammenfassung der Kofinanzierungsbeiträge 2021

Partenaires cofinanceurs / Kofinanzierungspartner	Projet Interreg / Interreg-Projekt 2021	Mesures supplémentaires au projet Interreg 2021 / zusätzlich zum Interreg-Projekt durchgeführte Massnahmen 2021		Total (par partenaire) 2021 / Gesamt (pro Partner) 2021
		Cofinancement trinational 2021 / Trinationale Kofinanzierung 2021	Cofinancement TRINATIONAL 2021 - Pont / Trinationale Kofinanzierung 2021 - Brücke	
Kanton Basel-Stadt	- €	70 000,00 €	20 000,00 €	90 000,00 €
NRP	- €	ne soutient que le projet Interreg / unterstützt nur Interreg-Projekt		- €
Participation Suisse / Anteil Schweiz	**- €**	**70 000,00 €**	**20 000,00 €**	90 000,00 €
Stadt Weil am Rhein	- €	26 250,00 €	4 500,00 €	30 750,00 €
Landkreis Lörrach	- €	8 750,00 €	1 500,00 €	10 250,00 €
Participation Allemagne / Anteil Deutschland	**- €**	**35 000,00 €**	**6 000,00 €**	41 000,00 €
Saint-Louis Agglomération	- €	14 588,00 €	5 600,00 €	20 188,00 €
Ville de Huningue	- €	14 588,00 €	5 600,00 €	20 188,00 €
CEA	2 011,29 €	5 824,00 €	2 800,00 €	10 635,29 €
Participation France / Anteil Frankreich	**2 011,29 €**	**35 000,00 €**	**14 000,00 €**	51 011,29 €
Interreg	29 753,45 €	ne soutient que le projet Interreg / unterstützt nur Interreg-Projekt		29 753,45 €
Total / Gesamt	31 764,74 €	140 000,00 €	40 000,00 €	211 764,74 €

Plan de financement pour le projet INTERREG "Cellule de coordination 3Land" (2020-2022) / Finanzierungsplan für das INTERREG-Projekt "Koordinationszelle 3Land" (2020-2022)

Base: formulaire de demande INTERREG / INTERREG-Projektantrag, projet de convention INTERREG / Entwurf der INTERREG-Vereinbarung

Recettes 2020-2022

Partenaires cofinanceurs Kofinanzierungspartner	Cofinancements / Kofinanzierungen 2020	Cofinancements / Kofinanzierungen 2021	Cofinancements / Kofinanzierungen 2022	Cofinancement / Kofinanzierungen 2023	Total des cofinancements / Gesamt Kofinanzierungen
"Contreparties nationales au FEDER" (=40% de deux tiers du budget du projet) / "Nationale Kofinanzierungen zum EFRE" (= 40 % von zwei Dritteln des Projektbudgets)					
Stadt Weil am Rhein (15%)	13 576,24 €	0,00 €	0,00 €	13 576,24 €	27 152,48 €
Landkreis Lörrach (5 %)	3 620,34 €	0,00 €	3 620,34 €	1 810,17 €	9 050,84 €
Participation Allemagne / Anteil Deutschland	**17 196,58 €**	**0,00 €**	**3 620,34 €**	**15 386,41 €**	**36 203,32 €**
Saint-Louis Agglomération (8,33%)	12 067,78 €	0,00 €	0,00 €	3 016,94 €	15 084,72 €
Ville de Huningue (8,33%)	7 542,36 €	0,00 €	0,00 €	7 542,36 €	15 084,72 €
CEA (ancien Département du Haut-Rhin) (3,33%)	2 011,29 €	2 011,29 €	2 011,30 €	0,00 €	6 033,88 €
Participation France / Anteil Frankreich	**21 621,43 €**	**2 011,29 €**	**2 011,30 €**	**10 559,30 €**	**36 203,32 €**
Sous-total "contreparties nationales au FEDER" / Zwischentotal "nationale Kofinanzierungen zu EFRE"	**38 818,00 €**	**2 011,29 €**	**5 631,63 €**	**25 945,71 €**	**72 406,64 €**
INTERREG (60% de deux tiers du budget du projet / 60% von zwei Dritteln des Projektbudgets)	**34 376,39 €**	**29 753,45 €**	**44 480,12 €**	**0,00 €**	**108 609,96 €**
Financement suisse (non éligible au financement FEDER) (= un tiers du budget du projet) Schweizer Finanzierungsmittel (nicht durch EFRE förderfähig) (=ein Drittel des Projektbudgets)					
Kanton Basel-Stadt	22 608,70 €	0,00 €	22 608,70 €	11 304,35 €	56 521,74 €
NRP	13 594,62 €	0,00 €	13 594,62 €	6 797,31 €	33 986,56 €
Participation Suisse / Anteil Schweiz	**36 203,32 €**	**0,00 €**	**36 203,32 €**	**18 101,66 €**	**90 508,30 €**
Gesamt	**109 397,70 €**	**31 764,74 €**	**86 315,07 €**	**44 047,37 €**	**271 524,89 €**

Un crédit-relais sera nécessaire pour le projet INTERREG : La première tranche de cofinancement de 40, 50 ou 80 % de la contribution totale des partenaires sera versée à la fin de 2020. La tranche suivante ne sera versée qu'après réalisation de 80 % du budget du projet ou à l'achèvement du projet. Toutefois, d'ici là, d'autres dépenses continueront à être effectuées.

Für das INTERREG-Projekt wird ein Überbrückungskredit notwendig sein: Die erste Kofinanzierungsrate in Höhe von 40, 50 oder 80 % des Gesamtbeitrags der Projektpartner wird Ende 2020 gezahlt. Die nächste Tranche wird erst nach der Realisierung von 80 % des Projektbudgets bzw. bei Projektabschluss gezahlt. Bis dahin werden jedoch weiter Ausgaben getätigt.

Dépenses 2020-2022

Budget pour les mesures INTERREG / Massnahmen INTERREG				
	2020	**2021**	**2022**	**Total**
Accompagnement et coordination / Begleitung und Koordination				
Accompagnement ETB (frais de personnel pour cheffe de projet) *TEB-Begleitung (Personalkosten für Projektleiterin)*	48 522,00 €	48 522,00 €	48 522,00 €	145 566,00 €
Accompagnement ETB (frais de personnel pour stagiaire) *TEB-Begleitung (Personalkosten für PraktikantIn)*	1 166,67 €	2 333,33 €	0,00 €	3 500,00 €
Sous-total accompagnement et coordination / Zwischentotal Begleitung und Koordination	**49 688,67 €**	**50 855,33 €**	**48 522,00 €**	**149 066,00 €**
Frais de bureau et frais administratifs (= 15 % des frais de personnel) *Büro- und Verwaltungsausgaben (= 15% der Personalkosten)*	**7 453,30 €**	**7 628,30 €**	**7 278,30 €**	**22 359,90 €**
Coûts des expertises et services externes / Kosten für externe Expertise und Dienstleistungen				
Frais de comptabilité et de contrôle des comptes *Buchhaltungs- und Rechnungsprüfungskosten*	5 400,00 €	5 400,00 €	5 400,00 €	16 200,00 €
Etude juridique (1. partie) *Rechtliches Gutachten (1. Teil)*	0,00 €	5 000,00 €	25 000,00 €	30 000,00 €
Organisation d'évènements et de réunions / *Organisation von Events und Sitzungen*	0,00 €	0,00 €	4 500,00 €	4 500,00 €
Communication (réalisation + impression de supports de communication / *Kommunikation (Realisierung + Druck von Kommunikationsmitteln)*	0,00 €	0,00 €	13 500,00 €	13 500,00 €
Formations / Fortbildungen	2 500,00 €	0,00 €	0,00 €	2 500,00 €
Modification du site web *Überarbeitung der Internetseite*	0,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	10 000,00 €
Traductions / Übersetzungen	0,00 €	0,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €
Sous-total expertises et services externes / *Zwischentotal externe Expertise und Dienstleistungen*	**7 900,00 €**	**15 400,00 €**	**54 900,00 €**	**78 200,00 €**
Frais de voyage et d'hébérgement *Reise- und Unterbringungskosten*	**899,00 €**	**500,00 €**	**500,00 €**	**1 899,00 €**
Frais de préparation du projet (forfait) / Projektvorbereitungskosten (Pauschale)	**20 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**20 000,00 €**
TOTAL de tous les mesures prévues / GESAMT aller vorgesehenen Massnahmen	**85 940,97 €**	**74 383,63 €**	**111 200,30 €**	**271 524,90 €**

PROPOSITION - 3Land: Budget TRINATIONAL 2021 - mesures TRINATIONALES supplémentaires à Interreg (CH+D+F)

VORSCHLAG - 3Land: Trinationales Budget 2021 - Trinationale Massnahmen zusätzlich zu INTERREG (CH+D+F)

Mise à jour: 04/01/2020

Recettes / Einnahmen 2021

Partenaires cofinanceurs Kofinanzierungspartner	Cofinancement trinational 2021 (supplémentaire à
Kanton Basel-Stadt (50 %)	70 000,00 €
Participation Suisse / Anteil Schweiz (50 %)	**70 000,00 €**
Stadt Weil am Rhein (18,75 %)	26 250,00 €
Landkreis Lörrach (6,25 %)	8 750,00 €
Participation Allemagne / Anteil Deutschland (25 %)	**35 000,00 €**
Saint-Louis Agglomération (10,42 %)	14 588,00 €
Ville de Huningue (10,42 %)	14 588,00 €
CEA (4,16 %)	5 824,00 €
Participation France / Anteil Frankreich (25 %)	**35 000,00 €**
Reliquat 2019-2020	0,00 €
Total	**140 000,00 €**

Dépenses TRINATIONALES / TRINATIONALE Ausgaben 2021

Budget 2021 - mesures trinationales sans INTERREG / Trinationale Massnahmen ohne INTERREG		
Volet thématique Teilmodul	**Mesure Massnahme**	**montant 2021 Betrag 2021**
GT 1 / *AG 1*	Préparation du cahier des charges pour un concept de mobilité trinational / *Erstellung des Pflichtenhefts für länderübergreifendes Mobilitätskonzept*	20 000 €
TOTAL GT 1 / *GESAMT AG 1*		**20 000,00 €**
GT2: Corridors écologiques *AG 2: Biotopverbund*	*Elaboration des cahiers des charges pour l'etude de faisabilité corridors écologiques* / Erstellung des Pflichtenhefts zur Machbarkeitsstudie Biotopverbund	10 000,00 €
GT2: Corridors écologiques *AG 2: Biotopverbund*	Étude de faisabilité corridors écologiques *Machbarkeitsstudie zum Biotopverbund*	45 000,00 €
SOUS-TOTAL GT 2 pour les corridors écologiques / Teilsumme AG 2 für Biotopverbund		**55 000,00 €**
GT 2: Adaptation au climat / AG 2: Klimaanpassung	Atelier thématique pour la coordination trinationale des adaptations au climat / *Thematischer Workshop zur trinationalen Koordinierung*	5 000,00 €
GT 2: Adaptation au climat / AG 2: Klimaanpassung	Elaboration du cahier des charges pour les analyses d'impact sur le climat urbain / *Erstellung des Pflichtenhefts für die Klimawirkungsanalysen*	15 000,00 €
SOUS-TOTAL GT 2 pour l'adaptation au climat / Teilsumme AG 2 für Klimaanpassung		**20 000,00 €**
GT2: Usages initiaux *AG 2: Initialnutzungen*	Coordination de la communication et la réalisation du catalogue de critères / *Koordinierung der Kommunikation + Realisierung des Kriterienkatalogs*	20 000,00 €
TOTAL GT 2 / *GESAMT AG 2*		**95 000,00 €**
GT communication	Communication sur le projet / *Projektkommunikation*	20 000,00 €
TOTAL GT COMMUNICATION / GESAMT AG KOMMUNIKATION		**20 000,00 €**
Divers *Diverses*	Réserve pour traductions / *Reserve für Übersetzungen*	5 000,00 €
TOTAL DIVERS / GESAMT DIVERSES		**5 000,00 €**
Total des coûts pour les mesures supplémentaires trinationales à INTERREG / Gesamtkosten der zusätzlich zu INTERREG durchgeführten trinationalen Massnahmen		**140 000,00 €**

PROPOSITION - 3Land: Budget TRINATIONAL 2021 - mesures supplémentaires à INTERREG (Pont sur le Rhin)

VORSCHLAG - 3Land: TRINATIONALES Budget 2021 - Massnahmen zusätzlich zu INTERREG (Rheinbrücke)

Mise à jour: 04/01/2020

Recettes TRINATIONALES / TRINATIONALE Einnahmen 2021 - Pont / Brücke

Partenaires cofinanceurs Kofinanzierungspartner	Cofinancement trinational 2021 - pont
Kanton Basel-Stadt (50 %)	20 000,00 €
Participation Suisse / Anteil Schweiz (50 %)	**20 000,00 €**
Stadt Weil am Rhein (11,25 %)	4 500,00 €
Landkreis Lörrach (3,75 %)	1 500,00 €
Participation Allemagne / Anteil Deutschland (15 %)	**6 000,00 €**
Saint-Louis Agglomération (14 %)	5 600,00 €
Ville de Huningue (14 %)	5 600,00 €
CEA (7 %)	2 800,00 €
Participation France / Anteil Frankreich (35 %)	**14 000,00 €**
Reliquat 2019-2020	0,00 €
Total	**40 000,00 €**

Prüfen, ob Landkreis höheren Anteil übernehmen kann / Vérifier si le Landkreis peut prendre en charge une part plus importante

Dépenses TRINATIONALES / TRINATIONALE Ausgaben 2021 - Pont/Brücke

Budget 2021 - mesures trinationales sans INTERREG / Trinationale Massnahmen ohne INTERREG		
Volet thématique Teilmodul	**Mesure Massnahme**	**montant 2021 Betrag 2021**
GT 1 / *AG 1*	Étude préparatoire au concours pour le pont sur le Rhin (initialement prévu : 60 000 € --> 20 000 € pourraient être financés par l'étude juridique prévue dans le projet Interreg) / *Studie zur Vorbereitung des Wettbewerbs um die Rheinbrücke* (ursprünglich vorgesehen: 60 000 € --> 20 000 € könnten über die im Interreg-Projekt vorgesehene rechtliche Studie finanziert werden)	40 000 €
TOTAL GT 1 / *GESAMT AG 1*		**40 000,00 €**
TOTAL GT 2 / *GESAMT AG 2*		**0,00 €**
TOTAL GT COMMUNICATION / GESAMT AG KOMMUNIKATION		**0,00 €**
Divers *Diverses*	Contrôle juridique de la convention cadre sur le pont sur le Rhin (initialement prévu : 10 000 € --> Le montant pourrait être financé par le budget prévu pour une étude juridique dans le cadre du projet Interreg - 30 000 €) / *Juristische Überprüfung der Rahmenvereinbarung zur Brücke (ursprünglich vorgesehen: 10 000 € --> Der betrag könnte über die im über das Budget für die im Interreg-Projekt vorgesehene rechtliche Studie - insg. 30 000 € - finanziert werden)*	0,00 €
TOTAL DIVERS / GESAMT DIVERSES		**0,00 €**
Total des coûts pour les mesures trinationales supplémentaires à INTERREG - pont / Gesamtkosten der zusätzlich zu INTERREG durchgeführten trinationalen Massnahmen - Brücke		**40 000,00 €**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001504-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-6-3
Séance du lundi 10 mai 2021

SUBVENTIONS AUX STRUCTURES D'ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, BURGER Etienne, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
HOLDERITH Nadine donne procuration à BURGER Etienne
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

VU la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace, et notamment son article 10 prévoyant la substitution de cette Collectivité aux deux anciens Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin dans tous leurs actes et obligations à compter du 1er janvier 2021,

VU la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du Haut-Rhin n° CP-2017-10-7-3 du 10 novembre 2017 relative au soutien au développement culturel,

VU la délibération du Conseil départemental du Haut-Rhin n° CD-2017-6-7-1 du 8 décembre 2017 validant le Schéma Départemental des Enseignements Artistiques applicable sur le territoire du Haut-Rhin pour les années 2018-2023,

VU la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du Haut-Rhin n°CP-2019-3-7-2 du 15 mars 2019 relative au soutien au développement culturel et au patrimoine,

VU les conventions pluriannuelles d'objectifs 2019/2023 conclues entre les Villes de Colmar, de Mulhouse et de Saint-Louis pour leur conservatoire et le Département du Haut-Rhin du 21 mars 2019,

VU les conventions pluriannuelles d'objectifs 2019/2023 conclues entre le Département du Haut-Rhin et les 11 Ecoles « Centre » représentées par les Villes de Huningue, de Wittenheim, la Communauté de communes du Pays Rhin-Brisach, les écoles associatives d'Altkirch, de Brunstatt-Didenheim, de Guebwiller, de la Vallée de Kaysersberg, de la Vallée de Munster, de Thann-Cernay, la MJC de Bollwiller et le CREA de Kingersheim en date du 8 avril 2019,

VU la délibération du Conseil départemental du Bas-Rhin n° CD/2020/013 du 22 juin 2020 validant le Schéma de Développement des Pratiques Artistiques applicable sur le territoire du Bas-Rhin pour les années 2020-2023,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-4 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

VU la délibération de la Commission permanente de la Collectivité européenne d'Alsace n° CP-2021-1-6-1 du 25 janvier 2021 relative à la subvention au Groupement d'Employeurs de l'Enseignement Musical dans le cadre du Schéma des Enseignements Artistiques,

VU la convention entre la Collectivité européenne d'Alsace et le Groupement d'Employeurs de l'Enseignement Musical (GEEM) pour le versement d'une subvention de fonctionnement en 2021 signée le 12 février 2021,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-3-6-1 du 15 février 2021 relative au rapport budgétaire 2021 : politique de la Culture et du Patrimoine,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021 relative au Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable,

VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'avis des Commissions territoriales qui se sont tenues en avril 2021,

VU le rapport du Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001504-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

APRES EN AVOIR DELIBERE

I. Au titre du Schéma Départemental des Enseignements Artistiques (SDEA) applicable sur le territoire du Haut-Rhin

- attribue et autorise le versement des subventions de fonctionnement suivantes aux Villes de Colmar, de Mulhouse et de Saint-Louis pour le fonctionnement de leur conservatoire :

  - 112 000 € pour Colmar
  - 112 000 € pour Mulhouse
  - 50 000 € pour Saint-Louis

  à prélever sur l'opération P167O004 - Ligne 65-657348-311-37, conformément à l'annexe 2,

- attribue et autorise le versement des subventions aux 86 structures d'enseignement de Musique, de Danse et de Théâtre, pour un montant total de 563 289 €,

  à prélever sur les opérations P167O003 – Ligne 65-65748-311-37 (associations) et P167O003 – Ligne 65-657348-311-37 (Communes) comme mentionnés dans les tableaux joints en annexe 1 à la présente délibération,

- décide, pour l'enseignement artistique et pratique et par dérogation aux dispositions du Schéma précité actuellement en vigueur, de ne pas conditionner, au titre de 2021, l'octroi et le versement de la subvention de la Collectivité européenne d'Alsace à l'attribution d'une subvention de même montant versée par la collectivité siège (commune ou intercommunalité), ni à la réception de l'attestation de cette dernière,

- attribue et autorise le versement d'une subvention de fonctionnement de 60 000 € au Groupement d'Employeurs de l'Enseignement Musical, correspondant à une subvention complémentaire pour la mise en œuvre de ses missions, portant ainsi la subvention annuelle de fonctionnement à 100 000 € pour 2021,

  à prélever sur l'opération P167O005 imputation 65-65748-311-37, conformément à l'annexe 2,

- approuve en conséquence l'avenant n°1 à la convention financière du 12 février 2021 joint en annexe 4 à la délibération, à intervenir avec le Groupement d'Employeurs de l'Enseignement Musical et autorise le Président à le signer.

II. Au titre du Schéma de Développement des Pratiques Artistiques (SDPA) applicable sur le territoire du Bas-Rhin

- attribue et autorise le versement d'une subvention de fonctionnement à la Ville de Strasbourg pour le fonctionnement de son conservatoire pour un montant total de 37 000 €,

  à prélever sur l'opération P167O004 Ligne 65-657348-311-37,

- attribue et autorise le versement des subventions aux établissements d'enseignements artistiques, pour un montant total de 737 037 €, conformément à l'annexe 2,

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001504-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

à prélever sur les opérations P167O003 – Ligne 65-65748-311-37 (associations) et P167O003 – Ligne 65-657348-311-37 (Communes) comme mentionnés dans l'annexe 2 jointe à la présente délibération,

- approuve en conséquence la convention financière, jointe en annexe 3 à la délibération, à intervenir avec l'association Ecole de Musique de Sélestat et autorise le Président à la signer.

III. Au titre de l'ensemble des subventions octroyées dans le cadre de la présente délibération

- rappelle que le versement de l'ensemble des subventions de fonctionnement précitées, octroyées aux associations au titre des deux schémas actuellement en vigueur dans le cadre de la présente délibération, aura lieu en une seule fois, quel que soit le degré de réalisation des actions, par dérogation au règlement budgétaire et financier de la Collectivité et conformément aux modalités du Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable approuvé par délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD- 2021-4-8-4 du 26 mars 2021,

- autorise, par dérogation au règlement budgétaire et financier de la collectivité et par analogie aux principes du Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable approuvé par délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021 adoptés en faveur du monde associatif, le versement en une seule fois des subventions précitées octroyées dans le cadre de la présente délibération en faveur de collectivités publiques ou groupement de collectivités publiques, quel que soit le degré de réalisation des actions.

M. Pierre VOGT et M. Philippe MEYER, en leur qualité de membres du CA de la FDMC, ne participent ni au débat ni au vote.

M. Bernard FISCHER, en sa qualité de maire de la commune d'Obernai, ne participe ni au débat ni au vote.

Mme Nathalie KALTENBACH-ERNST, en sa qualité de maire de la commune de Barr, ne participe ni au débat ni au vote.

M. Yves SUBLON, en sa qualité de maire de la commune d'Eschau, ne participe ni au débat ni au vote.

Mme Catherine GRAEF-ECKERT, en sa qualité de maire de la commune de Lingolsheim, ne participe ni au débat ni au vote.

M. Jean-Louis HOERLE, en sa qualité de maire de la commune de Bischheim, ne participe ni au débat ni au vote.

Mme Cécile DELATTRE, en sa qualité de maire de la commune d'Oberhausbergen, ne participe ni au débat ni au vote.

M. Vincent DEBES, en sa qualité de maire de la commune de Hoenheim, ne participe ni au débat ni au vote.

Mme Pascale JURDANT-PFEIFFER, en sa qualité de membre du CA du CSC Neuhof, ne participe ni au débat ni au vote.

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001504-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

M. Eric ELKOUBY, en sa qualité de membre du CA du CSC de la Montagne Verte et membre du CA du CSC Joie et Santé Koenigshoffen Camille Claus, ne participe ni au débat ni au vote.

M. Mathieu CAHN, en sa qualité de membre du CA du CSC Neudorf, ne participe ni au débat ni au vote.

Mme Martine JUNG, en sa qualité de membre du CA du CSC de l'Elsau, ne participe ni au débat ni au vote.

M. Serge OEHLER, en sa qualité de membre du CA du CSC de Hautepierre, ne participe ni au débat ni au vote.
M. Eric STRAUMANN, en sa qualité de maire de la commune de Colmar, ne participe ni au débat ni au vote.

Mme Pascale SCHMIDIGER, en sa qualité de maire de la commune de Saint-Louis, ne participe ni au débat ni au vote.

Le Président



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001504-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Aides aux frais d'enseignement des écoles de musique

Commission permanente
du 10 mai 2021
ANNEXE 1

SUBVENTIONS ALLOUÉES AUX ECOLES "CENTRE"

Ville Tiers	Tiers	Intitulé	Profil	Montant forfaitaire
OPERATION P167O 003 - LIGNE 65-65748-311-37				
Altkirch	Ecole de Musique du Sundgau (EMS)	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	A	19 564 €
Brunstatt-Didenheim	Ecole de Musique et de Théâtre de Brunstatt-Didenheim	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	A	17 280 €
Guebwiller	Ecole de Musique de la Région de Guebwiller	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	A	15 168 €
Kaysersberg Vignoble	Ecole de Musique de la Vallée de Kaysersberg	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	A	27 677 €
Munster	Ecole de Musique et de Danse de la Vallée de Munster	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	A	13 052 €
Thann	Ecole Artistique Thann-Cernay	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	A	31 263 €
SOUS-TOTAL				***124 004 €***
OPERATION P167O 003 - LIGNE 65-657348-311-37				
Huningue	Académie des Arts de Huningue	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	A	22 578 €
Volgelsheim	Ecole de musique, de théâtre et de cirque Pays Rhin-Brisach	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	A	25 638 €
Wittenheim	Ecole Municipale de Musique et de Danse de Wittenheim	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	A	21 048 €
SOUS-TOTAL				***69 264 €***

TOTAL **193 268 €**

695

SUBVENTIONS ALLOUÉES AUX ECOLES "CENTRE"

Ville Tiers	Tiers	Intitulé	Profil	Montant forfaitaire
OPERATION P167O 003 - LIGNE 65-65748-311-37				
Bollwiller	Maison des Jeunes et de la Culture de Bollwiller	Subvention à l'Ecole pour la Danse : année scolaire 2020/2021 Versement unique	A	18 450 €
Kingersheim	CREA de Kingersheim	Subvention à l'Ecole pour le Théâtre : année scolaire 2020/2021 Versement unique	A	3 000 €
SOUS-TOTAL				***21 450 €***

TOTAL **214 718 €**

SUBVENTIONS ALLOUÉES AUX STUCTURES D'ENSEIGNEMENT DE LA MUSIQUE

Ville Tiers	Tiers	Intitulé	Profil	Montant forfaitaire
OPERATION P167O 003 - LIGNE 65-65748-311-37				
Baldersheim	Ecole de Musique de Baldersheim	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	4 706 €
Bantzenheim	Ecole de Musique Espérance de Bantzenheim	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	851 €
Bartenheim	Société de Musique Union de Bartenheim	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	3 103 €
Berrwiller	Centre Musical de Berrwiller	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	875 €
Blotzheim	Musique Municipale de Blotzheim	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	1 943 €
Bruebach	Ecole de Musique de Bruebach	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	2 211 €
Burnhaupt-le-Haut	Ecole de Musique "Les Mélodies de la Doll'Air"	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	4 723 €
Buschwiller	Ecole de Musique Liberté de Buschwiller	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	1 623 €
Cernay	Association Musicale & d'Animation de Cernay	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	1 950 €
Dannemarie	Ecole de Musique de la Région de Dannemarie	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	12 023 €
Ensisheim	Musique Municipale d'Ensisheim	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	6 977 €

SUBVENTIONS ALLOUÉES AUX STUCTURES D'ENSEIGNEMENT DE LA MUSIQUE

Ville Tiers	Tiers	Intitulé	Profil	Montant forfaitaire
Eschbach-au-Val	Ecole de Musique de l'Harmonie de la Petite Valllée	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	1 588 €
Ferrette	Ecole de Musique et d'Art "le Bœuf sur le toit"	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	6 059 €
Hartmannswiller	Ecole de Musique d'Hartmannswiller	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	2 808 €
Hégenheim	Société de Musique Union de Hégenheim	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	3 061 €
Heimsbrunn	Ecole de Musique Henri Reber de Heimsbrunn	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	1 961 €
Herrlisheim-près-Colmar	Association D'Éducation Musicale et Orchestre de Herrlisheim	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	2 144 €
Hésingue	Ecole de Musique Jean-Louis MONTICELLI	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	7 481 €
Hochstatt	Ecole de Musique de la Musique de Hochstatt	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	3 254 €
Hombourg	Maison des Jeunes et de la Culture de Hombourg	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	1 676 €
Horbourg-Wihr	Ecole de Musique de Horbourg-Wihr	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	3 586 €
Husseren-Wesserling	Ecole de Musique de la Haute Thur	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	10 476 €

SUBVENTIONS ALLOUÉES AUX STUCTURES D'ENSEIGNEMENT DE LA MUSIQUE

Ville Tiers	Tiers	Intitulé	Profil	Montant forfaitaire
Illzach	Ecole de Musique "Echo" d'Illzach	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	5 596 €
Illzach	Espace 110 - Centre Culturel d'Illzach	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	6 724 €
Ingersheim	Ecole de Musique "Les petits vents" / Echo de la Fecht	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	3 075 €
Kingersheim	CREA de Kingersheim	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	9 942 €
Le Haut-Soultzbach	Société de Mandolines de Soppe/Mortzwiller	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	1 448 €
Lutterbach	Société de Musique Harmonie de Lutterbach	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	4 706 €
Masevaux-Niederbruck	Musique Municipale de Masevaux	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	3 876 €
Metzeral	Ecole de Musique Ilienkopf de Metzéral	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	2 235 €
Meyenheim	Ecole de Musique "Les notes de l'ill" de Meyenheim	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	3 229 €
Mulhouse	Ecole de Musique Saint-Barthélémy de Mulhouse	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	5 466 €
Muntzenheim	Ecole de Musique de Muntzenheim et Environs - EMME	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	1 411 €

SUBVENTIONS ALLOUÉES AUX STUCTURES D'ENSEIGNEMENT DE LA MUSIQUE

Ville Tiers	Tiers	Intitulé	Profil	Montant forfaitaire
Oberhergheim	Harmonie Municipale d'Oberhergheim	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	2 288 €
Pfastatt	Ecole de Musique de l'Union Musicale de Pfastatt	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	3 102 €
Pfastatt	MUSIQUE ESPERANCE PFASTATT	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	2 358 €
Ribeauvillé	Ecole de Musique "Les Ménétriers"	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	11 598 €
Richwiller	Ecole de Musique Municipale de Richwiller	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	2 095 €
Riedisheim	Ass. Musique Municipale Union de Riedisheim	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	17 508 €
Rixheim	Ass. Ecole de Musique de Rixheim	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	16 887 €
Rouffach	Ecole de Musique PAROVIC	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	11 502 €
Sainte-Croix-en-Plaine	C.I.M de Sainte-Croix-en-Plaine	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	3 295 €
Sainte-Marie-aux-Mines	Centre Socio-Culturel du Val d'Argent	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	2 631 €
Saint-Hippolyte	EMGH A La Portée de Tous	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	4 055 €

700

SUBVENTIONS ALLOUÉES AUX STUCTURES D'ENSEIGNEMENT DE LA MUSIQUE

Ville Tiers	Tiers	Intitulé	Profil	Montant forfaitaire
Sausheim	Ecole de Musique de Sausheim	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	5 961 €
Sierentz	Ecole de Musique du Pays de Sierentz	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	10 959 €
Turckheim	Musique Municipale de Turckheim	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	4 854 €
Ungersheim	Ecole de Musique Espérance d'Ungersheim	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	560 €
Village-Neuf	Ecole de Musique de Village-Neuf	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	6 974 €
Walbach	Société de Musique "Echo" du Hohnack	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	1 950 €
Wettolsheim	Centre d'Initiation à la Musique de Wettolsheim	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	2 814 €
Wintzenheim	Ecole de Musique et de Danse de Wintzenheim	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	10 846 €
Wittelsheim	Musique Municipale de Wittelsheim et son Ecole	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	5 989 €
SOUS-TOTAL				***261 013 €***
OPERATION P167O 003 - LIGNE 65-657348-311-37				
Kembs	Ecole Municipale de Musique de Kembs	Subvention à l'Ecole pour la Musique : année scolaire 2020/2021 Versement unique	B	8 308 €
SOUS-TOTAL				***8 308 €***

54

TOTAL **269 321 €**

701

ALSACE
Collectivité européenne

Aides aux frais d'enseignement des écoles de musique

Commission permanente
du 10 mai 2021
ANNEXE 1

SUBVENTIONS ALLOUÉES AUX STUCTURES D'ENSEIGNEMENT DE LA DANSE

Ville Tiers	Tiers	Intitulé	Nb de cours éligible	Profil	Montant forfaitaire
OPERATION P167O 003 - LIGNE 65-65748-311-37					
Altkirch	Ecole de Musique du Sundgau (EMS)	Subvention à l'Ecole pour la Danse : année scolaire 2020/2021 Versement unique	4	B	1 200 €
Colmar	C.E.R.A.C.	Subvention à l'Ecole pour la Danse : année scolaire 2020/2021 Versement unique	15	B	4 500 €
Colmar	Maison des Jeunes et de la Culture de Colmar	Subvention à l'Ecole pour la Danse : année scolaire 2020/2021 Versement unique	14	B	4 200 €
Dannemarie	Maison des Jeunes et de la Culture de Dannemarie	Subvention à l'Ecole pour la Danse : année scolaire 2020/2021 Versement unique	4	B	1 200 €
Fessenheim	Ass. Loisirs, Art et Culture de Fessenheim	Subvention à l'Ecole pour la Danse : année scolaire 2020/2021 Versement unique	9	B	2 700 €
Hombourg	Maison des Jeunes et de la Culture de Hombourg	Subvention à l'Ecole pour la Danse : année scolaire 2020/2021 Versement unique	3	B	900 €
Illzach	Espace 110 - Centre Culturel d'Illzach	Subvention à l'Ecole pour la Danse : année scolaire 2020/2021 Versement unique	6	B	1 800 €
Kingersheim	CREA de Kingersheim	Subvention à l'Ecole pour la Danse : année scolaire 2020/2021 Versement unique	6	B	1 800 €
Morschwiller-le-Bas	Cercle Saint-Ulrich de Morschwiller-le-Bas	Subvention à l'Ecole pour la Danse : année scolaire 2020/2021 Versement unique	14	B	4 200 €
Mulhouse	A.F.S.C.O. de Mulhouse	Subvention à l'Ecole pour la Danse : année scolaire 2020/2021 Versement unique	2	B	600 €
Mulhouse	C.S.C Bel-Air de Mulhouse	Subvention à l'Ecole pour la Danse : année scolaire 2020/2021 Versement unique	4	B	1 200 €

SUBVENTIONS ALLOUÉES AUX STUCTURES D'ENSEIGNEMENT DE LA DANSE

Ville Tiers	Tiers	Intitulé	Nb de cours éligible	Profil	Montant forfaitaire
Mulhouse	Fa Si La Danser de Mulhouse	Subvention à l'Ecole pour la Danse : année scolaire 2020/2021 Versement unique	10	A	4 500 €
Munster	Ecole de Musique et de Danse de la Vallée de Munster	Subvention à l'Ecole pour la Danse : année scolaire 2020/2021 Versement unique	13	B	3 900 €
Pfastatt	La Bobine, MJC | Centre socioculturel Pfastatt	Subvention à l'Ecole pour la Danse : année scolaire 2020/2021 Versement unique	4	B	1 200 €
Ribeauvillé	Ass. Ribototem de Ribeauvillé	Subvention à l'Ecole pour la Danse : année scolaire 2020/2021 Versement unique	8	B	2 400 €
Richwiller	Ass. Rich'en Danse de Richwiller	Subvention à l'Ecole pour la Danse : année scolaire 2020/2021 Versement unique	7	B	2 100 €
Riedisheim	Ass. Musique Municipale Union de Riedisheim	Subvention à l'Ecole pour la Danse : année scolaire 2020/2021 Versement unique	3	B	900 €
Staffelfelden	Ass. La Margelle de Staffelfelden	Subvention à l'Ecole pour la Danse : année scolaire 2020/2021 Versement unique	8	B	2 400 €
Thann	Ecole Artistique Thann-Cernay	Subvention à l'Ecole pour la Danse : année scolaire 2020/2021 Versement unique	9	B	2 700 €
Wattwiller	Association pour la Jeunesse et la Culture de Wattwiller	Subvention à l'Ecole pour la Danse : année scolaire 2020/2021 Versement unique	7	B	2 100 €
Wettolsheim	Centre d'Initiation à la Musique de Wettolsheim	Subvention à l'Ecole pour la Danse : année scolaire 2020/2021 Versement unique	7	B	2 100 €
Wintzenheim	Ecole de Musique et de Danse de Wintzenheim	Subvention à l'Ecole pour la Danse : année scolaire 2020/2021 Versement unique	7	B	2 100 €

SUBVENTIONS ALLOUÉES AUX STUCTURES D'ENSEIGNEMENT DE LA DANSE

Ville Tiers	Tiers	Intitulé	Nb de cours éligible	Profil	Montant forfaitaire
Wittenheim	Maison des Jeunes et de la Culture de Wittenheim	Subvention à l'Ecole pour la Danse : année scolaire 2020/2021 Versement unique	10	B	3 000 €
SOUS-TOTAL					*53 700 €*

704

SUBVENTIONS ALLOUÉES AUX STUCTURES D'ENSEIGNEMENT DE LA DANSE

Ville Tiers	Tiers	Intitulé	Nb de cours éligible	Profil	Montant forfaitaire
OPERATION P167O 003 - LIGNE 65-657348-311-37					
Huningue	Académie des Arts de Huningue	Subvention à l'Ecole pour la Danse : année scolaire 2020/2021 Versement unique	13	A	5 850 €
Wittenheim	Ecole Municipale de Musique et de Danse de Wittenheim	Subvention à l'Ecole pour la Danse : année scolaire 2020/2021 Versement unique	3	B	900 €
SOUS-TOTAL					*6 750 €*

25 **TOTAL** **60 450 €**

705

ALSACE
Collectivité européenne

Aides aux frais d'enseignement des écoles de musique

Commission permanente
du 10 mai 2021
ANNEXE 1

SUBVENTIONS ALLOUÉES AUX STUCTURES D'ENSEIGNEMENT DU THÉÂTRE

Ville Tiers	Tiers	Intitulé	Nb de cours éligible	Profil	Montant forfaitaire
OPERATION P167O 003 - LIGNE 65-65748-311-37					
Altkirch	Ecole de Musique du Sundgau (EMS)	Subvention à l'Ecole pour le Théâtre : année scolaire 2020/2021 Versement unique	2	B	800,00 €
Brunstatt-Didenheim	Association La Petite Echarde	Subvention à l'Ecole pour le Théâtre : année scolaire 2020/2021 Versement unique	2	B	800,00 €
Brunstatt-Didenheim	Ecole de Musique et de Théâtre de Brunstatt-Didenheim	Subvention à l'Ecole pour le Théâtre : année scolaire 2020/2021 Versement unique	1	B	400,00 €
Burnhaupt-le-Haut	Office des Sports et de la Culture de Burnhaupt-le-Haut	Subvention à l'Ecole pour le Théâtre : année scolaire 2020/2021 Versement unique	2	B	800,00 €
Colmar	C.E.R.A.C.	Subvention à l'Ecole pour le Théâtre : année scolaire 2020/2021 Versement unique	4	B	1 600,00 €
Colmar	Maison des Jeunes et de la Culture de Colmar	Subvention à l'Ecole pour le Théâtre : année scolaire 2020/2021 Versement unique	2	B	800,00 €
Dannemarie	Maison des Jeunes et de la Culture de Dannemarie	Subvention à l'Ecole pour le Théâtre : année scolaire 2020/2021 Versement unique	2	B	800,00 €
Illzach	Espace 110 - Centre Culturel d'Illzach	Subvention à l'Ecole pour le Théâtre : année scolaire 2020/2021 Versement unique	2	B	800,00 €
Morschwiller-le-Bas	Cercle Saint-Ulrich de Morschwiller-le-Bas	Subvention à l'Ecole pour le Théâtre : année scolaire 2020/2021 Versement unique	2	B	800,00 €

SUBVENTIONS ALLOUÉES AUX STUCTURES D'ENSEIGNEMENT DU THÉÂTRE

Ville Tiers	Tiers	Intitulé	Nb de cours éligible	Profil	Montant forfaitaire
Ribeauvillé	COMPAGNIE INDIGO THEATRE	Subvention à l'Ecole pour le Théâtre : année scolaire 2020/2021 Versement unique	2	B	800,00 €
Riedisheim	Compagnie Mosaïque de Riedisheim	Subvention à l'Ecole pour le Théâtre : année scolaire 2020/2021 Versement unique	4	B	1 600,00 €
Saint-Louis	Les Malades d'Imaginaire de Saint-Louis	Subvention à l'Ecole pour le Théâtre : année scolaire 2020/2021 Versement unique	7	A	4 200,00 €
Thann	Ecole Artistique Thann-Cernay	Subvention à l'Ecole pour le Théâtre : année scolaire 2020/2021 Versement unique	3	B	1 200,00 €
Uffholtz	Foyer Saint-Erasme d'Uffhlotz	Subvention à l'Ecole pour le Théâtre : année scolaire 2020/2021 Versement unique	3	B	1 200,00 €
Village-Neuf	Association Art'Neuf	Subvention à l'Ecole pour le Théâtre : année scolaire 2020/2021 Versement unique	1	B	400,00 €
					17 000,00 €
OPERATION P167O 003 - LIGNE 65-657348-311-37					
Huningue	Académie des Arts de Huningue	Subvention à l'Ecole pour le Théâtre : année scolaire 2020/2021 Versement unique	3	A	1 800,00 €
					1 800,00 €
16			42		**18 800,00 €**

707

REFERENTIEL

1) LES ECOLES DE MUSIQUE

a. Caractéristiques du profil A (Ecoles « centre)

Eléments pédagogiques

- 150 élèves minimum inscrits
- 12 disciplines au moins et une offre de formation en éveil musical
- Un projet d'établissement incluant la pratique collective d'esthétiques variées (minimum quatuor)
- Des évaluations de fin de cycle à l'échelon départemental
- Un directeur pédagogique identifié et rémunéré dans le respect de la législation du travail sur la base d'au moins 10 heures hebdomadaires
- 12 enseignants minimum, diplômés à hauteur de 2/3 de l'effectif total
- Animation du territoire (projet organisé en partenariat avec d'autres écoles ou acteurs du territoire…) en lien avec la stratégie haut-rhinoise de réussite éducative

Eléments financiers

- Financement communal ou intercommunal

b. Caractéristiques du profil B

Eléments pédagogiques

- 20 élèves minimum inscrits
- 4 disciplines au moins
- Un projet d'établissement incluant la pratique collective (minimum quatuor)
- Une évaluation de fin de cycle à l'échelon départemental
- Un directeur pédagogique identifié
- 3 enseignants minimum, diplômés à hauteur de 1/3 de l'effectif total

Eléments financiers

- Financement communal ou intercommunal

2) LES STRUCTURES D'ENSEIGNEMENT DE LA DANSE

a. Caractéristiques du profil A

Eléments pédagogiques

- 4 élèves minimum par cours ;
- 3 esthétiques dispensées pendant l'année scolaire par des enseignants diplômés [(1)] (groupes de 4 à 20 élèves)
- Un projet pédagogique annuel intégrant une programmation d'auditions, de master class, la présence d'artistes…
- Une évaluation des cycles 1 et 2 complets pour une esthétique dominante par élève ;
- Animation du territoire (projet organisé en partenariat avec d'autres écoles ou acteurs du territoire, auditions, restitution publique annuelle dans un espace scénique adapté…)
- Locaux en conformité avec la législation en vigueur

Eléments financiers

- Financement communal ou intercommunal

b. Caractéristiques du profil B

Eléments pédagogiques

- 4 élèves minimum par cours
- 1 esthétique dispensée pendant l'année scolaire par un enseignant diplômé [(1)] (4 à 20 élèves)
- Un projet pédagogique simplifié annuel
- Une restitution publique annuelle dans un espace scénique adapté
- Locaux en conformité avec la législation en vigueur

Eléments financiers

- Financement communal ou intercommunal

[(1)] *Titulaire du Diplôme d'Etat (loi du 10 juillet 1989), d'une dispense ou de l'Agrément départemental en danse hip hop ou africaine*

3) LES STRUCTURES D'ENSEIGNEMENT DU THEATRE

a. Caractéristiques du profil A

Eléments pédagogiques

- 4 élèves minimum par atelier
- 3 ateliers dispensés pendant l'année scolaire par un enseignant diplômé [(2)] (groupes de 4 à 14 élèves)
- Un projet pédagogique simplifié annuel justifiant d'une pratique complémentaire sur au moins 4 séances et proposant des moments d'échanges et de rencontre avec des artistes
- Une évaluation interne (format à valider par le CDMC ou à choisir entre les 3 modèles qu'il propose)
- Animation du territoire (projet à organiser en partenariat avec d'autres écoles ou acteurs du territoire, auditions, restitution publique annuelle dans un espace scénique adapté…)

Eléments financiers

- Financement communal ou intercommunal

b. Caractéristiques du profil B

Eléments pédagogiques

- 4 élèves minimum par atelier
- 1 atelier dispensé pendant l'année scolaire par un enseignant diplômé [(2)] (4 à 14 élèves)
- Un projet pédagogique simplifié annuel (facultatif)
- Une restitution publique annuelle minimum dans des locaux aménagés et bénéficiant d'une infrastructure technique

Eléments financiers

- Financement communal ou intercommunal

[(2)] *Titulaire du Certificat d'aptitude (CA) ou du Diplôme d'Etat (DE) ou de l'Agrément départemental d'enseignement du Théâtre*

4) LES CONSERVATOIRES

Conservatoire à Rayonnement Communal de Saint-Louis
Conservatoire à Rayonnement Départemental de Colmar
Conservatoire à Rayonnement Départemental de Mulhouse

Actions et projets en articulation avec les axes culturels prioritaires du Département relevant de :

a) L'éducation et l'engagement pédagogique

- Innovations pédagogiques ;
- Consolidation d'une ou plusieurs disciplines ;
- Développement des pratiques collectives ;
- Accueil d'artiste en résidence ;
- Classe à Horaires Aménagés…

b) L'animation territoriale avec l'organisation de projets

- en partenariat avec d'autres structures dont des écoles du Schéma ;
- intégrant une dimension innovante ou pluridisciplinaire ;
- en direction des publics relevant des compétences départementales : collégiens, EHPAD, personnes en situation de handicap ou de fragilité sociale…

c) L'accessibilité de l'enseignement

- Politique tarifaire spécifique permettant l'accessibilité de l'enseignement à un large public.

Annexe 3

Convention de partenariat
entre
la Collectivité européenne d'Alsace
et
L'Association Ecole de Musique de Sélestat

portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° à compléter du 10 mai 2021,

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

Et

L'Association Ecole de Musique de Sélestat, représentée Madame Marie-France ROLLIN, Présidente de l'association

Ci-après dénommée « le bénéficiaire » ou « l'association »,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application,

Vu la délibération du Conseil départemental du Bas-Rhin n° CD/2020/013 du 22 juin 2020 validant le Schéma de Développement des Pratiques Artistiques applicable sur le territoire du Bas-Rhin pour les années 2020-2023,

Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-3-6-1 du 15 février 2021 relative au rapport budgétaire 2021 : politique de la Culture et du Patrimoine,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace, en vigueur à la date de la délibération portant attribution de la subvention, et notamment sa partie relative à la gestion des subventions,

Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021 relative au Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Depuis plusieurs années, les Départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin portent ensemble une ambition pour les pratiques artistiques. Dans la perspective de la nouvelle collectivité, les Schémas départementaux de développement des « enseignements artistiques » et « pratiques artistiques » du Haut-Rhin et du Bas-Rhin ont participé à la convergence des actions publiques des deux Départements et constitue le socle d'une politique alsacienne ouverte à l'ensemble des pratiques artistiques.
Les deux Départements, ayant agi dans un cadre concerté dans la construction de leurs Schémas respectifs, la Collectivité européenne d'Alsace (CeA) s'inscrit dans leur continuité jusqu'à leurs échéances en 2023 pour notamment :
-développer une offre d'enseignement variée et équilibrée sur les territoires,
-maintenir une offre d'enseignement de proximité et accessible financièrement,
-accroitre la qualité de l'enseignement dispensé grâce à la formation continue des professeurs et des directeurs.

Conformément à son objet statutaire, l'association Ecole de Musique de Sélestat poursuit une activité générale visant à dispenser un enseignement artistique dans le domaine de la musique.

Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre du Schéma de Développement des Pratiques Artistiques applicable sur le territoire du Bas-Rhin pour les années 2020-2023, la CeA apporte son soutien aux établissements d'enseignements artistiques du réseau, ainsi qu'à la réalisation de diverses actions et manifestations contribuant à l'éducation artistique, aux pratiques amateurs et à la médiation culturelle.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de financement par la CeA, sous forme de subvention, de l'association Ecole de Musique de Sélestat au titre de l'enseignement artistique dispensé par ses soins dans le domaine de la musique et notamment pour la réalisation des actions suivantes :

- organisation de formations musicales théoriques ;
- organisation de formations musicales techniques : apprentissage d'un instrument ;
- organisation de formations musicales pratiques avec des ateliers de pratiques musicales en groupes.

La mise en œuvre de ce projet présente un intérêt général et est en adéquation avec les orientations de la politique de la CeA mentionnées ci-avant.
C'est pourquoi, par la présente convention, eu égard à la nature des activités d'enseignements artistiques mises en place par l'association et l'intérêt général qui s'y rattache, la CeA s'engage à apporter une aide financière aux frais d'enseignement de la musique et à la bonne réalisation du projet défini ci-dessus pour l'année 2021.

La subvention de la CeA devra uniquement être employée pour couvrir une partie des

- frais d'enseignement artistique de l'Association Ecole de Musique.

La CeA n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Détermination du montant de la subvention

La CeA contribue financièrement pour un montant maximal de 23 519 € (Vingt-trois mille cinq cent dix-neuf euros).

Le montant notifié de la subvention constitue un plafond non susceptible de révision, sauf accord convenu entre les parties dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

Article 3 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide de la CeA

3.1. Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter du 1er janvier 2021. Toutefois, son exécution est soumise à la condition suspensive de la réception par la CeA d'un exemplaire signé par la Présidente de l'association et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

3.2. Durée de validité de la subvention

Elle est conclue pour une durée d'un an à compter de son entrée en vigueur.

La subvention attribuée doit être affectée aux dépenses de fonctionnement portant sur les actions définies à l'article 1er.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée en une seule fois, quel que soit le degré de réalisation des actions définies à l'article 1er, par dérogation au règlement budgétaire et financier de la collectivité et conformément aux modalités du Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable approuvé par délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021, après signature de la présente convention par les deux parties.

Le versement sera effectué par prélèvement sur l'opération P167O003 – Ligne 65 65748 – 311 – 37 du budget de la CeA.

Le comptable assignataire est le Payeur Départemental de la CeA.

Article 5 : Justificatifs

L'association s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- un compte-rendu quantitatif et qualitatif certifié par le responsable légal ou toute personne habilitée, attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention précisé à l'article 1er ;
- un bilan, compte de résultat ou compte administratif de l'année N-1 certifié par toute personne habilitée.

Article 6 : Obligations à la charge du bénéficiaire de la subvention

L'association s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1er ;
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique ;
- à faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services de la CeA de la réalisation de l'objet défini dans l'article 1er, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autre documents ;

- si l'ensemble des aides publiques perçues par l'association exède 153 000 €, à nommer une commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code du commerce) ;
- à tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- à communiquer à la CeA les modifications déclarées au tribunal d'instance et fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire ;
- à informer sans délai le service de la CeA gestionnaire de l'attribution de la subvention, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- à informer la CeA de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire la concernant ;
- à informer la CeA de toute cession de créance concernant la subvention objet de la présente convention de sorte à permettre à la CeA de vérifier si toutes les conditions pour le maintien de la subvention annuelle et les conditions pour son versement sont remplies, et à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution de la subvention, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, notamment ses articles 8 et 9.

Article 7 : Information et communication

Sous peine d'interruption et/ou de reversement de tout ou partie de l'aide de la CeA, l'association doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier de la CeA selon les moyens de communication dont elle dispose.

Cette information se matérialise par la présence du logotype de la CeA sur les documents édités par l'association et par tout autre moyen de communication (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, ...). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la CeA, l'association pourra prendre contact auprès de la Direction de la communication de la CeA.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, inauguration, visite de chantier, première pierre…), l'association devra systématiquement, d'une part, faire apparaître le concours de la CeA sur tous les supports de communication utilisés (courriers, cartons d'invitation ...) et d'autre part, adresser une invitation à la CeA pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu.
Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie de l'aide allouée.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement (acompte/solde) et/ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures…).

Article 8 : Interruption et reversement de tout ou partie de la subvention

Après examen des justificatifs présentés par l'association, le non-respect total ou partiel des clauses stipulées de la présente convention par l'association pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets :

- la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués.

La CeA en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Résiliation

9.1. La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

9.2. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

9.3. En cas de motif d'intérêt général, la CeA peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

9.4. En cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire de l'association Ecole de Musique de Sélestat, la CeA se réserve le droit de résilier la présente convention au motif de l'impossibilité pour l'association et/ou son repreneur de poursuivre le projet. En outre, la CeA se réserve le droit d'inscrire son éventuelle créance, née du versement indu de tout ou partie de sa subvention, au passif de l'association, dans le cadre de la procédure de déclaration de créance adressée au mandataire judiciaire.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation de l'association, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la CeA pourra procéder au paiement prorata temporis de la subvention, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie de la subvention déjà versée, selon les modalités précisées à l'article 8.

Article 10 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la CeA et l'association Ecole de Musique de Sélestat. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 11 : Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier de la CeA dans sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant la subvention, objet de la présente convention, dont la communication à l'organisme peut être demandée à la CeA à tout moment.

Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

Article 12 : Règlement des litiges

12.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter une conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

12.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 12.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le

Pour la CeA,	Pour l'Association Ecole de Musique de Sélestat,
Le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace	La Présidente,
Frédéric BIERRY	Marie-France ROLLIN

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION ENTRE

LA COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE

ET LE GROUPEMENT D'EMPLOYEURS DE L'ENSEIGNEMENT MUSICAL (GEEM)

POUR LE VERSEMENT D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT EN 2021

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°.... du 10 mai 2021,

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

Et

L'association « Groupement d'Employeurs de l'Enseignement Musical » (GEEM), sise aux Dominicains de Haute-Alsace à Guebwiller, représentée par son Président, dûment habilité pour ce faire,

ci-après désignée sous les termes « GEEM » ou « association »,

d'autre part,

* *

*

Vu la délibération de la Commission permanente de la Collectivité européenne d'Alsace n° CP-2021-1-6-1 du 25 janvier 2021 relative à la subvention au Groupement d'Employeurs de l'Enseignement Musical dans le cadre du Schéma des Enseignements Artistiques,

Vu la convention entre la Collectivité européenne d'Alsace et le Groupement d'Employeurs de l'Enseignement Musical (GEEM) pour le versement d'une subvention de fonctionnement en 2021 signée le 12 février 2021,

Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-3-6-1 du 15 février 2021 relative au rapport budgétaire 2021 : politique de la Culture et du Patrimoine,

Vu la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021 relative au Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable,

Vu la demande de subvention présentée par l'association « Groupement d'Employeurs de l'Enseignement Musical » en date du 12 novembre 2020,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

Préambule

Par délibération du 2 janvier 2021 (n° CD-2021-1-1-9), l'Assemblée de la Collectivité européenne d'Alsace a notamment autorisé l'exécution anticipée du budget 2021, fixant à 40 % maximum de la subvention allouée en 2020, le montant de subvention pouvant être accordé par anticipation à chaque structure soutenue en 2020.

Sur cette base, la Commission permanente du 25 janvier 2021 a alloué au GEEM, une subvention de fonctionnement de 40 000 €, représentant 40 % du montant alloué en 2020 pour le fonctionnement annuel de ses missions qui consistent notamment en la mise à disposition de professeurs d'enseignement musical, chorégraphique et théâtral pour les écoles membres.

Cette subvention a été actée dans une convention annuelle de financement signée le 12 février 2021 entre la CeA et le GEEM.

Article 1 : objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet de modifier la convention de financement entre la CeA et l'association Groupement d'Employeurs de l'Enseignement Musical pour le versement d'une subvention de fonctionnement en 2021, aux fins d'y intégrer l'octroi et le versement d'une subvention complémentaire de fonctionnement au profit du GEEM.

Article 2 : modifications apportées à la convention précitée du 12 février 2021

Les articles suivants de la convention initiale sont modifiés comme suit :

L'article 3 alinéa 2 est remplacé par le paragraphe suivant :

« Pour l'année 2021, la CeA alloue une subvention complémentaire de 60 000 € au GEEM, conformément à la délibération de la Commission permanente du 10 mai 2021, portant ainsi à 100 000 € le montant de la subvention annuelle de la CeA allouée au GEEM pour son fonctionnement au titre de 2021 ».

En outre, dans les 3 derniers paragraphes de l'article 3, il est précisé que le terme "subvention" renvoie tant à la subvention initiale qu'à la subvention complémentaire. En conséquence de quoi, les termes « de démarrage » sont supprimés au 3ème paragraphe de l'article 3, tout comme sa dernière phrase.
De plus, toujours au 3ème paragraphe de l'article 3, les termes « sera automatiquement réduite » sont remplacés par « pourra être réduite ».

Enfin, l'article 3 est complété par un nouvel alinéa ainsi rédigé :
« L'octroi de cette subvention annuelle ne donne lieu à aucune contrepartie directe au profit de la Collectivité européenne d'Alsace ».

L'article 4 après son premier paragraphe est complété comme suit :

« Le montant de la subvention complémentaire de 60 000 € sera versée en une seule fois, par dérogation au règlement budgétaire et financier de la collectivité et conformément aux modalités du Plan Alsacien de Rebond, Solidaire et Durable approuvé par délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-4-8-4 du 26 mars 2021, après signature du présent avenant par les deux parties ».

Le 2ème paragraphe est modifié comme suit :
Ces versements seront effectués par prélèvement sur l'opération P167O005 imputation 65-65748-311 du budget de la CeA et viré au compte n° 14707 50891 70214933181 clé 61 ouvert auprès de la Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne de Guebwiller.

Aux articles 6 et 10, les termes « de démarrage » sont supprimés, et il est convenu que le terme « subvention » renvoie tant à la subvention initiale qu'à la subvention complémentaire.
En conséquence de quoi la dernière phrase des articles 6 et 10 est supprimée.

Article 3 : autres dispositions

Les autres articles de la convention précitée du 12 février 2021 restent inchangés.

La subvention complémentaire accordée par le présent avenant est soumise à toutes les dispositions de la convention précitée du 12 février 2021, notamment celles qui régissent plus particulièrement les modalités d'octroi, de versement, de contrôle et de maintien de l'aide financière de la CeA.

Fait en deux exemplaires originaux.

A Strasbourg, le

Pour le Groupement d'Employeurs de l'Enseignement Musical	Pour la Collectivité européenne d'Alsace
Le Président	Le Président
Jean-Michel STRASBACH	Frédéric BIERRY

Culture - Patrimoine

Aides aux frais d'enseignement des écoles de musique

Agglomération de Mulhouse

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003646	COMMUNE DE WITTENHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				21 948,00 €
	TRANCHE:P167O003T08 - NATURE:(1233) 65-657348-311 - Subventions - Autres communes			**Total Imputation**		**21 948,00 €**
00002850	MAISON DES JEUNES ET CULTURE-MJC	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				18 450,00 €
00003094	AFSCO-PETITS SOLEILS ETOILES FILANTES	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				600,00 €
00003100	ASSOCIATION LA PETITE ECHARDE	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				800,00 €
00003102	CENTRE SOCIO CULTUREL BEL AIR	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				1 200,00 €
00003106	FA SI LA DANSER-CECILE KUENTZ	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				4 500,00 €
00003109	LA BOBINE-MJC MAISON POUR TOUS	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				1 200,00 €
00003112	RICH EN DANSE	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				2 100,00 €
00003114	ASSOCIATION LA MARGELLE	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				2 400,00 €
00003117	MAISON DES JEUNES ET CULTURE WITTENHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				3 000,00 €
00003121	COMPAGNIE MOSAIQUE RIEDISHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				1 600,00 €
00003154	ECOLE DE MUSIQUE BALDERSHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				4 706,00 €
00003157	ECOLE DE MUSIQUE ESPERANCE BANTZENHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				851,00 €
00003165	ECOLE DE MUSIQUE BERRWILLER	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				875,00 €

00003171	ECOLE DE MUSIQUE BRUEBACH	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				2 211,00 €
00003235	ECOLE DE MUSIQUE DE HEIMSBRUNN	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				1 961,00 €
00003259	SOCIETE DE MUSIQUE ECHO ILLZACH	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				5 596,00 €
00003326	SOCIETE DE MUSIQUE HARMONIE LUTTERBACH	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				4 706,00 €
00003334	MUSIQUE MUNICIPALE-ECOLE DE MUSIQUE WITTELSHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				5 989,00 €
00003339	ECOLE DE MUSIQUE BRUNSTATT	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				17 680,00 €
00003340	MUSIQUE ST BARTHELEMY ECOLE DE MUSIQUE	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				5 466,00 €
00003354	UNION MUSICALE DE PFASTATT	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				3 102,00 €
00003355	MUSIQUE ESPERANCE PFASTATT	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				2 358,00 €
00003358	ECOLE DE MUSIQUE MUNICIPALE RICHWILLER	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				2 095,00 €
00003359	ECOLE DE MUSIQUE RIXHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				16 887,00 €
00003399	ECOLE DE MUSIQUE DE SAUSHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				5 961,00 €
00003605	MJC HOMBOURG	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				2 576,00 €
00003612	ESPACE 110 MAISON POUR TOUS-MJC ILLZACH	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				9 324,00 €
00003629	CREA KINGERSHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				14 742,00 €
00003633	CERCLE SAINT ULRICH MORSCHWILLER BAS	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				5 000,00 €
00003643	MUSIQUE MUNICIPALE UNION DE RIEDISHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				18 408,00 €
00003939	ECOLE DE MUSIQUE ESPERANCE UNGERSHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				560,00 €
TRANCHE:P167O003T08 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**166 904,00 €**

					Total territoire	**188 852,00 €**

Centre Alsace

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00001021	COMMUNE DE BENFELD	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				7 323,00 €
00000398	COMMUNE DE ERSTEIN	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				13 571,00 €
00003944	COMMUNE D'OBERNAI	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				18 198,00 €
00000876	COMMUNE DE RHINAU	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				4 960,00 €
00001005	COMMUNE DE MARCKOLSHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				13 220,00 €
00001016	COMMUNE DE BARR	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				13 896,00 €
00001034	COMMUNE DE DAMBACH LA VILLE	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				3 069,00 €
TRANCHE:P167O003T08 - NATURE:(1233) 65-657348-311 - Subventions - Autres communes				**Total Imputation**		**74 237,00 €**
00001732	ECOLE DE MUSIQUE DE SCHERWILLER CHATENOIS	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				7 011,00 €
00001910	ECOLE DE MUSIQUE DE SELESTAT	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				23 519,00 €
00001724	MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE DE VILLE LE VIVARIUM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				3 679,00 €
00001780	ECOLE DE MUSIQUE D ANDLAU	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				5 008,00 €
00001877	ECOLE DE MUSIQUE DE KINTZHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				1 735,00 €
00002063	ECOLE DE MUSIQUE INTERCOMMUNALE DU RIED	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				7 712,00 €
00003110	RIBOTOTEM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				2 400,00 €

00003118	INDIGO	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				800,00 €
00003320	ECOLE DE MUSIQUE DE LA VALLÉE DE KAYSERSBERG	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				27 677,00 €
00003356	ECOLE DE MUSIQUE DE RIBEAUVILLE	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				11 598,00 €
00003396	CENTRE SOCIOCULTUREL VAL D ARGENT	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				2 631,00 €
00003397	EMGH A LA PORTEE DE TOUS	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				4 055,00 €
TRANCHE:P167O003T08 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**97 825,00 €**

Total territoire	**172 062,00 €**

Eurométropole de Strasbourg

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00000292	COMMUNE DE ECKBOLSHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				6 795,00 €
00000329	COMMUNE DE ENTZHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				3 287,00 €
00000466	COMMUNE DE OSTWALD	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				4 682,00 €
00000473	COMMUNE DE ESCHAU	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				3 997,00 €
00000498	COMMUNE DE GEISPOLSHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				9 446,00 €
00000784	COMMUNE DE LA WANTZENAU	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				6 510,00 €
00000791	COMMUNE DE LINGOLSHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				13 255,00 €
00000883	COMMUNE DE SCHILTIGHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				22 337,00 €
00000898	COMMUNE DE SOUFFELWEYERSHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				6 965,00 €
00000916	COMMUNE DE WOLFISHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				6 151,00 €

00001026	COMMUNE DE BISCHHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				20 105,00 €
00001054	COMMUNE DE MUNDOLSHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				15 818,00 €
00001089	COMMUNE DE OBERHAUSBERGEN	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				9 880,00 €
00001475	COMMUNE D'ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021.				20 613,00 €
00001499	COMMUNE DE HOENHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021.				9 512,00 €
00001695	COMMUNE DE FEGERSHEIM	Participation aux Frais d'enseignement pour l'année 2021				6 797,00 €
	TRANCHE:P167O003T08 - NATURE:(1233) 65-657348-311 - Subventions - Autres communes			**Total Imputation**		**166 150,00 €**

00001519	CENTRE SOC CULTUREL NEUHOF	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021.				3 150,00 €
00001523	CENTRE SOCIO CULTUREL DE LA MONTAGNE VERTE	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021.				1 648,00 €
00001702	ASSOCIATION DES RESIDENTS DE L ESPLANADE ARES	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				14 581,00 €
00001719	CENTRE SOCIO CULTUREL DE NEUDORF	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				11 550,00 €
00001727	ASSOCIATION POLE SUD	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				3 644,00 €
00001773	JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN CSC CAMILLE CLAUSS	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				8 518,00 €
00001970	CENTRE MUSICAL DE LA KRUTENAU	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				18 106,00 €
00001973	ECOLE DE MUSIQUE DE STRASBOURG CENTRE	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				10 909,00 €
00001976	ECOLE DE MUSIQUE DE STRASBOURG CRONENBOURG	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				6 768,00 €
00001980	CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE L ELSAU	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				3 760,00 €
00001983	ASSOCIATION ECOLE DE MUSIQUE LE PELICAN MUSICIEN	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				3 110,00 €

00001988	ECOLE DE MUSIQUE DU CEMC	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				3 207,00 €
00001998	ORCHESTRE HARMONIE CAECILIA 1880 ROBERTSAU	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				2 476,00 €
00002016	ASS MUSICALE ET CULTURELLE NEUHOF STOCKFELD	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				2 785,00 €
00002073	GROUPEMENT DES ECOLES DE MUSIQUE DES CHATEAUX ET DE L ACKERLAND	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				7 655,00 €
00002081	CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE HAUTEPIERRE	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				4 893,00 €
00002718	ECOLE DE MUSIQUE SAINT THOMAS	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				7 380,00 €
TRANCHE:P167O003T08 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**114 140,00 €**

Total territoire	**280 290,00 €**

Nord Alsace – Haguenau – Wissembourg

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00000733	COMMUNE DE GEUDERTHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				2 290,00 €
00000743	COMMUNE DE HATTEN	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				3 346,00 €
00000751	COMMUNE DE HERRLISHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				7 688,00 €
00000763	COMMUNE DE HOERDT	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				5 520,00 €
00000795	COMMUNE DE MERTZWILLER	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				3 741,00 €
00000907	COMMUNE DE SOULTZ SOUS FORETS	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				6 995,00 €
00000955	COMMUNE DE KILSTETT	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				7 434,00 €
00000982	COMMUNE DE GRIES	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				3 344,00 €

00000996	COMMUNE DE WISSEMBOURG	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				19 031,00 €
00001188	COMMUNE DE HAGUENAU	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				43 342,00 €
00001865	COMMUNE DE GAMBSHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				9 212,00 €
TRANCHE:P167O003T08 - NATURE:(1233) 65-657348-311 - Subventions - Autres communes				**Total Imputation**		**111 943,00 €**

00001783	ECOLE DE MUSIQUE DE BISCHWILLER	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				3 533,00 €
00001834	ECOLE DE MUSIQUE DE LA VALLEE DE LA SAUER - ECMU	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				8 850,00 €
00001852	ECOLE DE MUSIQUE DU CANTON DE NIEDERBRONN	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				10 557,00 €
00001894	SOCIETE DE MUSIQUE HARMONIE BORD DU RHIN	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				2 472,00 €
00001956	ECOLE DE MUSIQUE D ALSACE DU NORD EMAN	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				4 739,00 €
00001963	ECOLE DE MUSIQUE DE SOUFFLENHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				6 628,00 €
00002711	ECOLE DE MUSIQUE DE BRUMATH MAISON DES ASSOCIATIONS	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				8 863,00 €
00002769	ECOLE DE MUSIQUE LA MUSE	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				16 584,00 €
TRANCHE:P167O003T08 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**62 226,00 €**

Total territoire	**174 169,00 €**

Ouest Alsace – Saverne – Molsheim

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00000804	COMMUNE DE MOLSHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				17 964,00 €
00000811	COMMUNE DE MONSWILLER	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				5 085,00 €
00000946	COMMUNE DE TRUCHTERSHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				12 218,00 €

00000977	COMMUNE DE BOUXWILLER - 67	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				14 311,00 €
00001036	COMMUNE DE DETTWILLER	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				5 318,00 €
00001079	COMMUNE DE MUTZIG	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				9 131,00 €
00001515	COMMUNE DE SCHIRMECK	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021.				8 572,00 €
00002550	COMMUNE DE SAVERNE	Participation aux frais d'enseignements pour l'année 2021				27 878,00 €
	TRANCHE:P167O003T08 - NATURE:(1233) 65-657348-311 - Subventions - Autres communes			**Total Imputation**		**100 477,00 €**

00001735	MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE DE WINGEN SUR MODER	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				2 167,00 €
00001786	ECOLE DE MUSIQUE REGION DE DRULINGEN	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				2 617,00 €
00001789	ECOLE DE MUSIQUE DE DUTTLENHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				4 237,00 €
00001870	ECOLE DE MUSIQUE INTERCOMMUNALE HERBITZHEIM KESKASTEL OERMINGEN	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				1 602,00 €
00001907	ECOLE DE MUSIQUE DE ROSHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				10 286,00 €
00002023	MUSIQUE MUNICIPALE ESPERANCE DE WASSELONNE	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				5 866,00 €
00002048	ECOLE DE MUSIQUE DES TROIS CHAPELLES	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				5 156,00 €
00002712	ECOLE DE MUSIQUE EUTERPE D'URMATT	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				2 751,00 €
00002963	ASSOCIATION AMIS PARENTS ELEVES ECOLE DE MUSIQUE ET DE DANSE DE DIEMERINGEN	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				7 789,00 €
00003035	ECOLE DE MUSIQUE INTERCOMMUNALE DE FROHMUHL- PETERSBACH- WALDHAMBACH	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				3 382,00 €
00003421	STE PHILHARMONIQUE - ECOLE DE DANSE ET DE MUSIQUE	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				6 415,00 €

00003574	ECOLE DE MUSIQUE DE HOCHFELDEN ZORN	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				6 932,00 €
TRANCHE:P167O003T08 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**59 200,00 €**

Total territoire	**159 677,00 €**

Région de Colmar

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003336	COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS RHIN BRISACH	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				25 638,00 €
TRANCHE:P167O003T08 - NATURE:(1233) 65-657348-311 - Subventions - Autres communes				**Total Imputation**		**25 638,00 €**
00003090	ASSOCIATION LAC DANSE	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				2 700,00 €
00003213	MUSIQUE MUNICIPALE D ENSISHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				6 977,00 €
00003214	HARMONIE DE LA PETITE VALLEE-ECOLE DE MUSIQUE	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				1 588,00 €
00003224	ECOLE DE MUSIQUE DE LA RÉGION DE GUEBWILLER	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				15 168,00 €
00003225	ECOLE DE MUSIQUE HARTMANNSWILLER	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				2 808,00 €
00003240	ASS EDUCATION MUSICALE OH HERRLISHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				2 144,00 €
00003251	ASS DE GESTION ECOLE DE MUSIQUE	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				3 586,00 €
00003271	SOCIETE DE MUSIQUE ECHO DE LA FECHT	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				3 075,00 €
00003322	MUSIQUE MUNICIPALE ECHO TURCKHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				4 854,00 €
00003333	MUSIQUE ECHO DU HOHNACK DE WALBACH	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				1 950,00 €
00003337	SOCIETE DE MUSIQUE ILIENKOPF	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				2 235,00 €
00003338	STE DE MUSIQUE FRATERNITE DE MEYENHEIM-LES NOTES DE L ILL	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				3 229,00 €

00003343	CENTRE ENS RECHERCHE ARTISTIQUE COLMAR	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				6 100,00 €
00003349	STE DE MUSIQUE HARMONIE DE MUNTZENHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				1 411,00 €
00003351	HARMONIE MUNICIPALE OBERHERGHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				2 288,00 €
00003353	MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE-COLMAR	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				5 000,00 €
00003394	ECOLE DE MUSIQUE DU PAROVIC-PAYS DE ROUFFACH VIGNOBLE ET CHATEAU	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				11 502,00 €
00003395	CENTRE INSTRUCTION MUSICALE-SAINTE CROIX EN PLAINE	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				3 295,00 €
00003636	ECOLE DE MUSIQUE ET DE DANSE VALLEE DE-MUNSTER	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				16 952,00 €
00003639	CENTRE D INITIATION MUSIQUE	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				4 914,00 €
00003642	ECOLE DE MUSIQUE WINTZENHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				12 946,00 €
TRANCHE:P167O003T08 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**114 722,00 €**

Total territoire	**140 360,00 €**

Sud Alsace, Saint-Louis, Sundgau, Thur-Doller

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003335	COMMUNE DE KEMBS	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				8 308,00 €
00003644	COMMUNE DE HUNINGUE	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				30 228,00 €
TRANCHE:P167O003T08 - NATURE:(1233) 65-657348-311 - Subventions - Autres communes				**Total Imputation**		**38 536,00 €**
00002849	ECOLE DE MUSIQUE DU SUNDGAU	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				21 564,00 €
00003115	ASSOCIATION JEUNESSE ET CULTURE	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				2 100,00 €

00003116	OFFICE DES SPORTS ET DE LA CULTURE-BURNHAUPT LE HAUT	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				800,00 €
00003123	LES MALADES D IMAGINAIRE	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				4 200,00 €
00003126	FOYER SAINT ERASME	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				1 200,00 €
00003159	SOCIETE DE MUSIQUE UNION BARTENHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				3 103,00 €
00003170	MUSIQUE MUNICIPALE BLOTZHEIM MMB	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				1 943,00 €
00003199	ECOLE DE MUSIQUE DE BURNHAUPT LE HAUT	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				4 723,00 €
00003201	ASS SOCIETE DE MUSIQUE LIBERTE-BUSCHWILLER	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				1 623,00 €
00003207	ASS MUSICALE ET D ANIMATION DE CERNAY-AMAC	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				1 950,00 €
00003210	ECOLE DE MUSIQUE REGION DE DANNEMARIE	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				12 023,00 €
00003216	LE BOEUF SUR LE TOIT	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				6 059,00 €
00003234	ECOLE DE MUSIQUE HEGENHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				3 061,00 €
00003242	ASSOCIATION ECOLE MUSIQUE JEAN LOUIS-MONTICELLI DE HESINGUE	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				7 481,00 €
00003244	ECOLE DE MUSIQUE DE HOCHSTATT	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				3 254,00 €
00003256	ECOLE DE MUSIQUE DE LA HAUTE THUR	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				10 476,00 €
00003321	ECOLE DE MUSIQUE DU PAYS DE SIERENTZ	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				10 959,00 €
00003323	STE DE MANDOLINES ACCORDEONS	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				1 448,00 €
00003327	MUSIQUE MUNICIPALE MASEVAUX	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				3 876,00 €
00003331	ECOLE DE MUSIQUE DE VILLAGE NEUF	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				6 974,00 €

00003361	MJC DANNEMARIE	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				2 000,00 €
00003637	ECOLE ARTISTIQUE THANN CERNAY	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				35 163,00 €
00003659	ART NEUF VILLAGE NEUF	Participation aux frais d'enseignement pour l'année scolaire 2020/2021				400,00 €
TRANCHE:P167O003T08 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**146 380,00 €**

Total territoire	**184 916,00 €**

TOTAL : Aides aux frais d'enseignement des écoles de musique	**1 300 326,00 €**

Culture

Structures ressources du SDPA

Agglomération de Mulhouse

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00002677	COMMUNE DE MULHOUSE	mise en œuvre en 2021 du projet d'établissement du Conservatoire de Musique, Danse et Art Dramatique de Mulhouse				112 000,00 €
TRANCHE:P167O004T06 - NATURE:(1233) 65-657348-311 - Subventions - Autres communes				**Total Imputation**		112 000,00 €

Total territoire	**112 000,00 €**

Eurométropole de Strasbourg

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003709	COMMUNE DE STRASBOURG	mise en œuvre en 2021 du projet d'établissement du Conservatoire de Strasbourg				37 000,00 €
TRANCHE:P167O004T06 - NATURE:(1233) 65-657348-311 - Subventions - Autres communes				**Total Imputation**		37 000,00 €

Total territoire	**37 000,00 €**

Région de Colmar

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00002725	COMMUNE DE COLMAR	mise en œuvre en 2021 du projet d'établissement du Conservatoire à Rayonnement Départemental de Colmar				112 000,00 €
	TRANCHE:P167O004T06 - NATURE:(1233) 65-657348-311 - Subventions - Autres communes			**Total Imputation**		112 000,00 €
00004085	GROUPEMENT D'EMPLOYEURS DE L'ENSEIGNEMENT MUSICAL GUEBWILLER	Subvention complémentaire de fonctionnement en 2021				60 000,00 €
	TRANCHE:P167O005T01 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au			**Total Imputation**		60 000,00 €
				Total territoire		**172 000,00 €**

Sud Alsace

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00002708	COMMUNE DE SAINT-LOUIS	mise en œuvre en 2021 du projet d'établissement du Conservatoire à Rayonnement Communal de Saint-Louis				50 000,00 €
	TRANCHE:P167O004T06 - NATURE:(1233) 65-657348-311 - Subventions - Autres communes			**Total Imputation**		
				Total territoire		**50 000,00 €**

TOTAL : Structures ressources du SDPA	**371 000,00 €**

Culture - Patrimoine

Aides aux frais d'enseignement des écoles de musique

Ouest Alsace – Saverne – Molsheim

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00000804	COMMUNE DE MOLSHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				17 964,00 €
00000811	COMMUNE DE MONSWILLER	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				5 085,00 €
00000946	COMMUNE DE TRUCHTERSHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				12 218,00 €
00000977	COMMUNE DE BOUXWILLER - 67	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				14 311,00 €
00001036	COMMUNE DE DETTWILLER	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				5 318,00 €
00001079	COMMUNE DE MUTZIG	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				9 131,00 €
00001515	COMMUNE DE SCHIRMECK	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021.				8 572,00 €
00002550	COMMUNE DE SAVERNE	Participation aux frais d'enseignements pour l'année 2021				27 878,00 €
	TRANCHE:P167O003T08 - NATURE:(1233) 65-657348-311 - Subventions - Autres communes			**Total Imputation**		**100 477,00 €**
00001735	MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE DE WINGEN SUR MODER	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				2 167,00 €
00001786	ECOLE DE MUSIQUE REGION DE DRULINGEN	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				2 617,00 €
00001789	ECOLE DE MUSIQUE DE DUTTLENHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				4 237,00 €
00001870	ECOLE DE MUSIQUE INTERCOMMUNALE HERBITZHEIM KESKASTEL OERMINGEN	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				1 602,00 €
00001907	ECOLE DE MUSIQUE DE ROSHEIM	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				10 286,00 €
00002023	MUSIQUE MUNICIPALE ESPERANCE DE WASSELONNE	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				5 866,00 €

00002048	ECOLE DE MUSIQUE DES TROIS CHAPELLES	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				5 156,00 €
00002712	ECOLE DE MUSIQUE EUTERPE D'URMATT	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				2 751,00 €
00002963	ASSOCIATION AMIS PARENTS ELEVES ECOLE DE MUSIQUE ET DE DANSE DE DIEMERINGEN	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				7 789,00 €
00003035	ECOLE DE MUSIQUE INTERCOMMUNALE DE FROHMUHL- PETERSBACH- WALDHAMBACH	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				3 382,00 €
00003421	STE PHILHARMONIQUE - ECOLE DE DANSE ET DE MUSIQUE	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				6 415,00 €
00003574	ECOLE DE MUSIQUE DE HOCHFELDEN ZORN	Participation aux frais d'enseignement pour l'année 2021				6 932,00 €
TRANCHE:P167O003T08 - NATURE:(1234) 65-65748-311 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**59 200,00 €**
				Total territoire		**159 677,00 €**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001551-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-2-7
Séance du lundi 10 mai 2021

PROPOSITIONS D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À DES ASSOCIATIONS SOCIO-ÉDUCATIVES AGISSANT EN FAVEUR DES JEUNES ALSACIENS POUR L'ANNÉE 2021

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
BURGER Etienne donne procuration à LEHMANN Marie-Paule
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

EXCUSEE :
HOLDERITH Nadine

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

VU la délibération du Conseil Départemental du Bas-Rhin n° CD-2018-021 du 25 juin 2018 fixant la politique en faveur de la jeunesse ;

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-3-2-3 approuvant le budget 2021 ;

VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'avis de la Commission de l'excellence éducative, de l'accompagnement des familles et de l'autonomie du 19 avril 2021,

VU le rapport du Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

- Attribue, pour l'année 2021, des subventions d'un montant total de 165 400 €, selon le détail joint en annexe à la présente délibération,

- Approuve la convention financière à conclure avec la Fédération des Maisons des Jeunes et de la Culture (FDMJC) d'Alsace, jointe en annexe à la présente délibération, pour un montant de 110 000 €,

- Autorise le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à signer cette convention.

Précise que le montant des subventions sera prélevé sur les crédits inscrits au BP :

- Soutien aux activités socioéducatives (36 900 €) : Opération P207O005-ligne 65-65748 -288-43 (montant du BP 2021 : 1 615 460 €)

- Engagement des Jeunes (128 500 €) : Opération P207O004–ligne 65-65748-338-43 (montant du BP 2021 : 270 500 €).

Le Président



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001551-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

Convention de partenariat
Entre

la Collectivité européenne d'Alsace
et
la Fédération des Maisons des Jeunes et de la Culture (FDMJC) d'Alsace

portant sur l'attribution d'une subvention

de fonctionnement au titre de son activité générale pour l'année 2021
(dossier PDA 2021/3777)

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°…….. du 10 mai 2021,

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

Et

La Fédération des Maisons des Jeunes et de la Culture (FDMJC) d'Alsace, représentée par Monsieur Thierry BOS, son Président,

Ci-après dénommée « le bénéficiaire »,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour son application,

Vu l'article L121-1 du code de l'action sociale et des familles,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier de la Collectivité européenne d'Alsace, en vigueur à la date de la délibération portant attribution de la subvention, et notamment sa partie relative à la gestion des subventions,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La politique en faveur de la jeunesse adoptée par l'assemblée plénière du Département du Bas-Rhin le 25 juin 2018 (délibération CD/2018/021) s'organisait principalement autour de deux enjeux :

- rendre les jeunes autonomes et confiants dans l'avenir pour de futurs adultes responsables,
- œuvrer à une société inclusive, ouverte aux jeunes et favorisant leur épanouissement.

Différents axes visent à soutenir l'engagement des jeunes, à les accompagner dans l'apprentissage de la citoyenneté, à favoriser le vivre ensemble, l'expérimentation individuelle et l'intégration sociale.

L'activité du bénéficiaire s'inscrit dans ces objectifs.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de financement par la CeA, sous la forme d'une subvention de fonctionnement pour les activités mises en œuvre en faveur de la jeunesse au titre de l'année 2021.

La poursuite de ces activités présente un intérêt général et est en adéquation avec les orientations de la politique de la CeA mentionnées ci-avant.

C'est pourquoi, par la présente convention, eu égard à la nature des activités mises en place par le bénéficiaire et l'intérêt général qui s'y rattache, la CeA s'engage à apporter une aide financière par le versement d'une subvention de fonctionnement permettant la bonne réalisation de l'action définie ci-dessus, que le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre, à son initiative et sous sa responsabilité, dans les conditions prévues par la présente convention et ses éventuels avenants.

La subvention de la CeA devra uniquement être employée pour réaliser l'action telle que précisée ci-dessus

La CeA n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Détermination du montant de la subvention

La CeA contribue financièrement pour un montant maximal de **110 000 €**.

Le montant notifié de la subvention constitue un plafond non susceptible de révision, sauf accord convenu entre les parties dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

Article 3 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide de la CeA

3.1. Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des parties et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

3.2. Durée de validité de la subvention

La subvention attribuée doit être affectée aux dépenses de fonctionnement du bénéficiaire au titre de l'exercice budgétaire déterminé à l'article 1er.

Le solde de la subvention ne pourra être versé que jusqu'au 31 décembre de l'année suivant l'exercice budgétaire déterminé à l'article 1er, soit le 31 décembre 2022. Après cette date, la subvention sera frappée de caducité et son solde ne pourra pas être versé.

Toutefois, le bénéficiaire s'engage à adresser à la CeA sa demande de versement du solde de la subvention, pièces justificatives à l'appui, au plus tôt, étant entendu que, en cas de demande ou de transmission de pièces tardives, le versement du solde pourra être reporté à l'année suivant celle durant laquelle l'action doit être terminée, après inscription du montant du solde au budget de la CeA.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée par acomptes, selon l'échéancier suivant :

- 1er acompte : 55 000 €, versés dès signature de la présente convention par toutes les parties,

- solde : 55 000 €, versés au second semestre, au titre des engagements spécifiques en faveur des jeunes, sous réserve que les objectifs négociés entre la CeA et le bénéficiaire aient fait l'objet d'une évaluation l'année précédente, attestant de leur réalisation, dans le cadre d'un dialogue de gestion.

Si le montant des dépenses réelles attestées par le bénéficiaire est inférieur au montant de la subvention attribuée, la subvention versée par la CeA sera automatiquement réduite à due concurrence.

Les versements seront effectués par prélèvement sur l'opération P207O004, chapitre 65, nature 65748, fonction 338 du budget de la CeA.

Le comptable assignataire est le Payeur Départemental de la CeA.

Article 5 : Autres justificatifs

Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- un compte rendu financier, certifié exact, qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ; ces documents étant signés par le président ou toute personne habilitée, tel que prévu par les dispositions de l'alinéa 6 de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;
- le bilan et le compte de résultat de l'année N-1 certifié par toute personne habilitée, ou pour les associations percevant plus de 153 000 euros de subventions publiques par an, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus, conformément aux articles L 612-4 et D 612-5 du code du commerce ou, à défaut, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- le rapport d'activité.

Article 6 : Obligations à la charge du bénéficiaire de la subvention

Le bénéficiaire s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1er ;

- à ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique ;
- à faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services de la CeA de la réalisation de l'objet défini à l'article 1er, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autres documents ;
- si l'ensemble des aides publiques perçues par le bénéficiaire excède 153 000 euros, à nommer un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code du commerce) ;
- à tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- à communiquer à la CeA les modifications déclarées au tribunal d'instance et fournir la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire ;
- à informer sans délai le service de la CeA gestionnaire de l'attribution de la subvention, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- à informer la CeA de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire le concernant ;
- à informer la CeA de toute cession de créance concernant la subvention objet de la présente convention de sorte à permettre à la CeA de vérifier si toutes les conditions pour le maintien de la(des) subvention(s annuelles) et les conditions pour son(leur) versement sont remplies, et à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution de la subvention, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, notamment ses articles 8 et 9.

Article 7 : Information et communication

Sous peine d'interruption et/ou de reversement de tout ou partie de l'aide de la CeA, le bénéficiaire doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier de la CeA selon les moyens de communication dont il dispose.

Cette information se matérialise par la présence du logotype de la CeA sur les documents édités par le bénéficiaire et par tout autre moyen de communication (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, ...). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la CeA, le bénéficiaire pourra prendre contact auprès de la Direction de la communication de la CeA.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, inauguration, visite de chantier, première pierre…), le bénéficiaire devra systématiquement, d'une part, faire apparaître le concours de la CeA sur tous les supports de communication utilisés (courriers, cartons d'invitation ...) et d'autre part, adresser une invitation à la CeA pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu.
Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie de l'aide allouée.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement (acompte/solde) et/ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures…).

Article 8 : Interruption et reversement de tout ou partie de la subvention

Après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire, le non-respect total ou partiel des clauses stipulées de la présente convention par le bénéficiaire pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets :

- l'interruption du versement de l'aide financière de la CeA,
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués déjà versés.

La CeA en informe le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Résiliation

9.1. La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

9.2. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

9.3. En cas de motif d'intérêt général, la CeA peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

9.4. En cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire de l'organisme bénéficiaire, la CeA se réserve le droit de résilier la présente convention au motif de l'impossibilité pour le bénéficiaire et/ou son repreneur de poursuivre le projet. En outre, la CeA se réserve le droit d'inscrire son éventuelle créance, née du versement indu de tout ou partie de sa subvention, au passif de l'organisme bénéficiaire, dans le cadre de la procédure de déclaration de créance adressée au mandataire judiciaire.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation de l'organisme bénéficiaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la CeA pourra procéder au paiement prorata temporis de la subvention, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie de la subvention déjà versée, selon les modalités précisées à l'article 8.

Article 10 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la CeA et le bénéficiaire Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 11 : Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier de la CeA dans sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant la subvention, objet de la présente convention, dont la communication à l'organisme peut être demandée à la CeA à tout moment.

Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

Article 12 : Règlement des litiges

12.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

12.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 12.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait en double exemplaire dont un pour chacune des parties

A Colmar, le…..

Pour la Collectivité européenne d'Alsace, Le Président	Pour la FDMJC d'Alsace, Le Président
Frédéric BIERRY	Thierry BOS

Jeunesse

Aide au fonctionnement des structures socio-éducatives

Eurométropole de Strasbourg

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003759	CENTRE DE LOISIRS ET DE LA JEUNESSE DE LA POLICE NATIONALE	fonctionnement de la structure au titre de l'année 2021				8 200,00 €
00003760	ASSOCIATION DEPT LES FRANCAS DU BAS RHIN	fonctionnement de la structure au titre de l'année 2021				1 500,00 €
00003762	ASSOCIATION ARACHNIMA ART ET ECHANGES	fonctionnement de la structure au titre de l'année 2021				9 000,00 €
00003763	ASSOCIATION FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE	fonctionnement de la structure au titre de l'année 2021				2 000,00 €
00003766	CENTRE CULTUREL ET SOCIAL ROTTERDAM	fonctionnement de la structure au titre de l'année 2021				5 000,00 €
TRANCHE:P207O005T01 - NATURE:(1091) 65-65748-338 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**25 700,00 €**

Total territoire	**25 700,00 €**

Aide au fonctionnement des structures socio-éducatives

NON AFFECTE SUR UN TERRITOIRE

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003777	FEDERATION DES MAISONS DES JEUNES ET DE LA CULTURE ALSACE	fonctionnement de la structure au titre de l'année 2021				110 000,00 €
00003781	FEDERATION DES CENTRES SOCIO CULTURELS DU BAS RHIN	fonctionnement de la structure au titre de l'année 2021				6 500,00 €
00003782	ASSOCIATION MIGRATION SOLIDARITE ECHANGES POUR LE DEVELOPPEMENT	fonctionnement de la structure au titre de l'année 2021				7 000,00 €
00003783	ASSOCIATION RESEAU EXPRESS JEUNES	fonctionnement de la structure au titre de l'année 2021				5 000,00 €
TRANCHE:P207O004T01 - NATURE:(1091) 65-65748-338 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**128 500,00 €**
00003770	MOUVEMENT RURAL DE JEUNESSE CHRÉTIENNE	fonctionnement de la structure au titre de l'année 2021				1 000,00 €
TRANCHE:P207O005T01 - NATURE:(1091) 65-65748-338 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**1 000,00 €**
				Total territoire		**129 500,00 €**

745

Aide au fonctionnement des structures socio-éducatives

Ouest Alsace – Saverne – Molsheim

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003767	ASSOCIATION RESEAU ANIMATION JEUNES DE MONSWILLER	fonctionnement de la structure au titre de l'année 2021				8 200,00 €
00003769	MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE DE BAREMBACH	fonctionnement de la structure au titre de l'année 2021				2 000,00 €
TRANCHE:P207O005T01 - NATURE:(1091) 65-65748-338 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**10 200,00 €**

Total territoire	**10 200,00 €**

TOTAL : Aide au fonctionnement des structures socio-éducatives	**165 400,00 €**

746

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001545-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-4-3
Séance du lundi 10 mai 2021

LANDESGARTENSCHAU NEUENBURG 2022 - IMPLICATION DE LA CEA

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, BURGER Etienne, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
HOLDERITH Nadine donne procuration à BURGER Etienne
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

VU les articles L 1115-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-04 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'avis de la Commission du territoire de l'agglomération de Mulhouse du 21 avril 2021,

VU le rapport du Président de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

- Approuve le lancement par la Collectivité européenne d'Alsace, d'un appel d'offres relatif à l'aménagement d'un terrain « Alsace » sur le site de la Landesgartenschau de NEUENBURG ;

- Approuve la convention d'occupation du terrain à titre gratuit, jointe en annexe à la présente délibération, à conclure avec la Landesgartenschau GmbH, pour la participation à l'exposition « LANDESGARTENSCHAU NEUENBURG 2022 » ;

- Autorise le Président de la Collectivité européenne d'Alsace à la signer.

Le Président



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001545-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

Convention de mise à disposition

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace (CeA), avec adresse place du Quartier Blanc à 67964 Strasbourg Cedex, et représenté(e) par Frédéric BIERRY, Président de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération de la Commission permanente du Conseil de la CeA du 10 mai 2021,

ci-après dénommée la CeA ou l'exposant, d'une part

et

La Landesgartenschau 2022 Neuenburg am Rhein GmbH, avec siège Metzgerstrasse 1, 79395 Neuenburg am Rhein, représentée par Madame Andrea LEISINGER et M. Nils DEGEN, ses directeurs, dûment habilités aux fins des présentes,

ci-après dénommée la « LGS GmbH» , d'autre part

VU L'article L.1115-1 du Code général des collectivités territoriales disposant que, dans le respect des engagements internationaux de la France, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent mettre en œuvre ou soutenir toute action internationale annuelle ou pluriannuelle de coopération, d'aide au développement ou à caractère humanitaire,

VU la délibération de la Commission Permanente de la Collectivité européenne d'Alsace ……. du 10 mai 2021, approuvant la présente convention,

Il a été préalablement exposé :

Les *Landesgartenschauen* (LGS) ont non seulement pour but d'améliorer la qualité de vie, du climat et de l'environnement dans les communes et villes mais aussi d'impulser le développement durable dans toute une région. Par le biais d'aménagements architecturaux paysagers, elles relèvent les défis urbanistiques les plus variés. Les fédérations professionnelles de paysagistes mais aussi les exposants ayant un lien local, historique ou artistique avec la thématique des jardins et paysages, de l'agriculture et de la protection de la nature s'y présentent avec diverses contributions. Les *Landesgartenschauen* donnent la possibilité aux citoyens de s'identifier à un territoire et représentent une forte attractivité touristique.

A l'occasion de la Landesgartenschau 2022 Neuenburg am Rhein, la Collectivité européenne d'Alsace contribuera à la Landesgartenschau 2022 Neuenburg am Rhein en présentant une large palette des spécificités de l'Alsace.

Il est convenu :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer :

- les conditions de mise à disposition par la LGS GmbH d'une surface d'environ 200 m² dans les « Jardins du Rhin » à Neuenburg am Rhein au profit de la CeA en prévision de la Landesgartenschau 2022 (festival des parcs et jardins) ;
- et les modalités selon lesquelles la CeA contribuera à la Landesgartenschau 2022 Neuenburg am Rhein par la réalisation d'un Pavillon Alsace et son animation consacrée aux spécificités de l'Alsace.

Article 2 : Obligations respectives des parties

2.1. Obligations à la charge de la Landesgartenschau 2022 Neuenburg am Rhein GmbH („LGS GmbH")

a) La LGS GmbH met une surface d'environ 200 m² dans les « Jardins du Rhin » à disposition de l'exposant, d'octobre 2021 à novembre 2022, à titre gratuit.
b) Elle réalisera, en concertation avec l'exposant, le terrassement selon le projet prévu par l'exposant (travaux de surface, mise en place de cheminements, mise en état des surfaces à moins 30 cm du niveau du sol) ainsi que la remise en état du terrain.
c) La LGS GmbH met gracieusement à disposition de l'exposant un raccordement eau et électricité pendant les travaux (à condition qu'ils soient déjà disponibles) et pendant toute le période de la manifestation.
d) Si souhaité, un mât, un pupitre d'informations et une boite à flyers ainsi qu'un maximum de 30 étiquettes pour plantes seront mis à disposition de l'exposant sous réserve d'en formuler la demande préalablement.
e) La LGS GmbH se chargera du ramassage des déchets.
f) Tous les évènements programmés par l'exposant seront pris en compte dans le calendrier des manifestations et dans les infos presse de la LGS GmbH. L'organisation d'évènements ponctuels, à but non lucratif, telle qu'une fête d'entreprise est autorisée, après discussion et accord écrit de la LGS GmbH.
g) Les biens d'exposition, tel que végétaux précieux, d'une valeur supérieure à 500 euros, seront assurés par la LGS GmbH contre les dégradations, vols, pertes et intempéries. A cet effet, une liste complète des objets à assurer doit être remise à la LGS GmbH, au plus tard le 22.03.2022.
h) 10 cartes d'exposants nominatives, permettant un accès normal sur le site de la LGS ainsi que 5 cartes non nominatives pour le personnel s'occupant de l'entretien, seront remises gratuitement à l'exposant. En outre, des cartes pour des intervenants ponctuels (qu'il faudra annoncer) seront disponibles sur demande.

   100 cartes journalières seront également remises gratuitement à l'exposant.

   La LGS GmbH met des cartes d'entrée à tarif préférentiel à disposition de l'exposant pour lui-même et ses visiteurs selon le tableau suivant :

   - de 20 à 99 : 16,00 euros brut (environ 15 %)
   - de 100 à 499 : 15,20 euros brut (environ 20 %)
   - de 500 à 999 : 14,25 euros brut (environ 25 %)
   - plus de 1000 : 13,30 euros brut (environ 30 %)

2.2. Obligations à la charge de la CeA / l'exposant

a) L'exposant présentera sa contribution sur un espace de 200 m² sous le titre « Pavillon Alsace ». La contribution comprend toutes les étapes, de la conception et de l'aménagement du jardin jusqu'à l'ouverture de la LGS, en concertation avec la LGS GmbH. Elle comprend également la mise à disposition des divers matériaux et constructions, de mobilier, de plantes et autre matériel d'exposition ainsi que le montage, la plantation, l'entretien de l'espace pendant toute la durée de la manifestation tout comme le démontage à la fin de la manifestation jusqu'à fin novembre 2022.
b) L'exposant supporte les frais pour le pavillon : montage, aménagement intérieur, installation ainsi que le démontage à la fin de l'exposition.
c) Tous les matériaux, constructions, mobilier, plante et autre matériel d'exposition restent en sa possession.
d) L'exposant s'intègrera dans le concept global de la Landesgartenschau par ses propres actions marketing et actions évènementielles.
e) L'exposant est responsable de l'entretien de ses espaces verts.
f) L'exposant doit veiller à être présent pendant la durée de la LGS, tout au moins tous les weekends et jours fériés.

Article 3 - Règles générales s'appliquant au site d'exposition

a) L'obligation générale d'assurer la sécurité routière incombe à la LGS GmbH. L'obligation d'assurer la sécurité sur l'espace d'exposition de l'exposant incombe à ce dernier.
b) La vente d'objets de décoration et similaire n'est pas autorisée. Seule la dégustation de mets et boissons à titre gracieux, est possible, après en avoir informé l'organisateur et en respectant les règles d'hygiène.
c) Les démarchages seront interdits.
d) La LGS GmbH se permettra de démonter les boites à flyers vides en permanence, le remplissage de ces boites étant à la charge de l'exposant.
e) Les livraisons et l'entretien de l'espace d'exposition se feront pendant les horaires de travail de l'équipe de la LGS et pendant les horaires d'ouverture du site (8h00 – 20h00). L'exposant n'aura pas de clé pour accéder au site.
f) L'accès en véhicule n'est possible que par les portails prévus à cet effet, en dehors des heures d'ouverture au public (avant 9h30).
g) L'accès au site n'est possible qu'avec un ticket d'entrée valable. L'exposant doit s'assurer que les participants sont en possession d'un ticket valable.
h) L'exposant sera informé du règlement relatif au stationnement et des consignes de sécurité avant l'ouverture de la LGS et sera prié de le respecter.
i) L'exposant devra se plier aux consignes données dans un souci de prévention et de sécurité.

Article 4 - Redevance

La présente convention est établie à titre gratuit, sans préjudice de l'acquittement, par l'une ou l'autre des parties, des frais listés à l'article 2.

Article 5 – Date d'effet et durée de l'occupation et de la convention

L'occupation du terrain débutera le 1er octobre 2021 pour se terminer le 30 novembre 2022.

La présente convention prendra effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

Article 6 - Résiliation

La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

En cas de motif d'intérêt général, chacune des parties peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention, et par conséquent l'occupation, prend fin 1 mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

Dans le cas où la CeA déciderait de cesser définitivement l'occupation avant l'expiration de la présente convention, la résiliation pourra se faire, moyennant un préavis d'un mois, par lettre recommandée adressée à la Ville.

La résiliation ne donne lieu au paiement d'aucune indemnité.

Article 7 – Litiges

La présente convention étant rédigée et signée dans deux versions, l'une en allemand et l'autre en français, en cas de divergence de rédaction posant une difficulté d'interprétation, la version en allemand primera.

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal de Freiburg.

Toutefois, les parties s'engagent, avant d'ester en justice, à tenter de résoudre à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention. L'exercice de ces voies amiables est limité à une durée maximum de 1 mois.

À ……., Le ……

Pour la Collectivité européenne d'Alsace	Pour la Landesgartenschau 2022 Neuenburg am Rhein GmbH	Pour la Landesgartenschau 2022 Neuenburg am Rhein GmbH
Le Président	La Directrice	Le Directeur
Frédéric BIERRY	Andréa LEISINGER	Nils DEGEN

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001541-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-11-2
Séance du lundi 10 mai 2021

PORTAGE DE PROJET PAR L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'ALSACE À STRASBOURG

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, BURGER Etienne, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
HOLDERITH Nadine donne procuration à BURGER Etienne
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-04 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'avis de la Commission territoriale de l'Eurométropole Strasbourg du 22 avril 2021,

VU le rapport du Président de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

- Approuve l'avenant visant à intégrer la Collectivité européenne d'Alsace à la convention de portage foncier du 8 septembre 2020 entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'Etablissement Public Foncier d'Alsace (EPFA), joint en annexe à la présente délibération,
- Autorise le Président à le signer.

Mme Marie-Paule LEHMANN, en sa qualité de présidente de l'EPFA, ne participe ni au débat ni au vote.

M. Rémi BERTRAND, en sa qualité de vice-président de l'EPFA, ne participe ni au débat ni au vote.

M. Denis HOMMEL, en sa qualité de membre de l'AG de l'EPFA au titre de la Communauté de Communes du Pays Rhénan, ne participe ni au débat ni au vote.

M. Pierre BIHL, en sa qualité de membre de l'AG de l'EPFA au titre de la Communauté de Communes du Pays de Ribeauvillé, ne participe ni au débat ni au vote.

M. Sébastien ZAEGEL, en sa qualité de membre de l'AG et du CA de l'EPFA au titre de l'Eurométropole de Strasbourg, ne participe ni au débat ni au vote.

Le Président



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001541-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

CONVENTION DE PORTAGE FONCIER

Ancien Hôpital Militaire Lyautey - Strasbourg

ENTRE :

L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'ALSACE (EPF d'Alsace), établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège est à STRASBOURG (67000), 3 rue Gustave Adolphe Hirn, identifié au SIREN sous le numéro 507 679 033 ;

Représenté par M. Benoît GAUGLER, Directeur, nommé auxdites fonctions par une délibération du Conseil d'administration du 17 décembre 2014, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes conformément à l'article L. 324-6 du Code de l'urbanisme et d'une délibération du conseil d'administration en date du 11 mars 2020 dont une copie est ci-jointe ***(Annexe 1)***.

Désigné ci-après par « L'EPF D'ALSACE »

ET :

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre créé par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 portant Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropole et du décret n° 2014-1603 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée EUROMETROPOLE DE STRASBOURG dont le siège est à STRASBOURG (67000), 1 parc de l'Etoile, identifié sous le numéro SIREN 246 700 488.

Représentée par Madame Suzanne BROLLY, Vice-Présidente, demeurant professionnellement 1 Parc de l'Etoile à Strasbourg (67000) et agissant en vertu d'un arrêté portant délégation partielle de fonction en date du 10 août 2020 dont une copie est ci-jointe ***(Annexe 2)*** et dûment habilité à l'effet des présentes :

- par délibération du Conseil Municipal du 10 février 2020 dont une copie est ci-jointe ***(Annexe 3)***
- et par délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 14 février 2020 dont une copie est également ci-jointe ***(Annexe 4)***.

Désignée ci-après par « L'EMS »

EXPOSÉ

I – Adhésion

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG est membre de l'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'ALSACE depuis le 27 décembre 2018, conformément à une délibération du Conseil de l'Eurométropole du 28 septembre 2018 et à des délibérations du Conseil d'administration et de l'assemblée générale de l'EPF d'Alsace du 12 décembre 2018.

II – Demande d'intervention

Par décision du Comité de Pilotage EMS - EPF D'ALSACE du 5 décembre 2019, L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG a sollicité l'intervention de l'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'ALSACE pour acquérir et porter le bien ci-dessous désigné.

III – Programmation de l'opération de l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG a pour objectif la reconversion du site « Lyautey » au travers d'une programmation mixte devant contribuer à la transformation du secteur en prévoyant notamment ce qui suit :

- « la création de 100 logements en accession sociale et libre : 65 à 70 logements en réhabilitation, ainsi que 30 à 35 logements neufs ;
- l'implantation du nouveau collège Solignac « 600 » (4895 m² de SDP et stationnement) ;
- la réalisation d'un équipement de 1000 m² en réhabilitation du bâtiment d'honneur (programmation à définir et possible occupation transitoire par l'ouverture au public du site) ;
- la création de voiries : réalisation d'une voie nouvelle, d'un jardin public et d'une voie douce facilitant l'accès au collège ;
- la construction d'un mur aux caractéristiques définies par le Vendeur (MRAI) séparant le projet de l'EUROMETROPOLE de l'enceinte militaire de l'EUROCORPS ;
- temporairement, et jusqu'au 31 juin 2021, le maintien de l'hébergement d'urgence dans les bâtiments 002, 003 et 004 conformément à une convention de prêt consenti par l'EPF d'Alsace à la Préfecture. »

IV – Délibération de l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG a entériné le principe de la souscription d'une convention de portage foncier auprès de l'EPF d'Alsace en vue de l'acquisition de l'ancien hôpital militaire Lyautey aux termes :

- d'une délibération du Conseil Municipal du 10 février 2020 portant avis préalable (favorable) Chevènement, qui est demeurée ci-jointe ***(Annexe 3)***,
- et d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole du 14 février 2020, qui est demeurée ci-jointe ***(Annexe 4)***.

V – Délibération de l'Etablissement Public Foncier d'Alsace

Le Conseil d'Administration de l'EPF d'Alsace a donné son accord financier pour cette acquisition aux termes d'une délibération du 11 mars 2020, qui est demeurée ci-jointe ***(Annexe 1)***.

VI – Avis du Domaine

Le bien a été évalué par le Domaine le 25 juin 2019 sous avis n° 2019/0565 rectificatif à la somme DEUX MILLION SEPT CENT MILLE EUROS (2.700.000 €), dont une copie est ci-jointe ***(Annexe 5)***. Il est ici précisé que le bien a été évalué au titre du projet de reconversion présenté par l'Eurométropole de Strasbourg et que l'évaluation a été donnée sans tenir compte du coût des opérations de désamiantage et de dépollution des sols, mis à la charge des futurs maîtres d'ouvrage.

VII – Engagement d'acquérir

Dès ou concomitamment à la signature de la présente convention de portage, l'EPF d'Alsace s'engage à signer l'engagement d'acquérir dont les termes ont été arrêtés entre la MRAI (Vendeur), l'EUROMETROPOLE de STRASBOURG et l'EPF d'Alsace, qui est demeuré ci-jointe ***(Annexe 6).***

Aux termes dudit projet d'engagement d'acquérir l'EPF d'Alsace s'engagera à acquérir le bien objet des présentes dans les conditions visées au paragraphe « 1.4 Prix d'acquisition et complément de prix éventuel » des présentes.

Préalablement à la signature des présentes, l'EMS déclare avoir toute connaissance des annexes dudit engagement d'acquérir.

Pour les conditions de la vente entre l'EPF d'Alsace et l'ETAT, il est expressément renvoyé audit engagement d'acquérir, puis à l'acte de vente qui sera régularisé.

VIII – Acte de vente à régulariser par l'ETAT au profit de l'EPF d'Alsace

Un projet d'acte de vente est en cours de rédaction par un notaire désigné conjointement entre l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG et l'EPF d'Alsace. Ledit projet fera l'objet d'une relecture et d'éventuelles discussions entre les parties aux présentes.

Ledit acte permettra de constater la vente par l'ETAT (MRAI) au profit de l'EPF d'Alsace du bien visé au paragraphe « DESIGNATION » des présentes et dans les conditions visées au paragraphe « 1.4 Prix d'acquisition et complément de prix éventuel », ci-dessous.

Il est enfin précisé que cette acquisition à l'amiable aura éventuellement lieu par l'EPF d'Alsace par exercice du droit de priorité des articles L240-1 et suivants du code de l'urbanisme.

Le Conseil de l'EMS a autorisé par délibération du 14 février 2020, qui est demeurée ci-jointe ***(Annexe 4)***, son Président à déléguer son droit de priorité à l'EPF d'Alsace.

Par ailleurs, un arrêté de délégation dudit droit de propriété au profit de l'EPF est en cours de signature par la Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg et sera régularisé dans les meilleurs délais.

Ceci exposé, il est prévu les conditions de portage suivantes :

La présente convention a pour objet de définir les conditions de portage par l'EPF d'Alsace, au profit de l'Eurometropole de Strasbourg.

ARTICLE 1 : OBJET

1.1 Désignation

Les biens constituent un ancien hôpital militaire composé de 12 bâtiments dont 7 bâtiments à conserver car classés au plan local d'urbanisme et présentant une surface de plancher totale d'environ 16.000 m².
Il s'agit d'un terrain sur-bâti situé au 1, rue des Canonniers à Strasbourg (67100), cadastré comme suit :

Figurant au cadastre :

Section	N°	Lieudit - Adresse	Nature	Zonage	Contenance cadastrale (hectares ares centiares)		
					ha	a	Ca
IW	457	Avenue du Neuhof	Sol	UD2	00	12	17
IW	458	Avenue du Neuhof	Sol	UD2	00	21	86
IW	459	Avenue du Neuhof	Sol	UD2	01	97	76
				Superficie totale	**02**	**31**	**79**

Soit pour la totalité des biens acquis une contenance cadastrale totale de 02 ha 31 a 79 ca

Tel que bien s'étend, se poursuit et se comporte avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

ci-après par « Le BIEN »

1.2 Usage des biens

Lesdits biens constituent un ancien hôpital militaire composé de 12 bâtiments d'environ 16.000 m² de surface de plancher au total, savoir :

- Les bâtiments 002, 003, 004 et 005 antérieurement affectés à un usage hospitalier, ils font l'objet d'un arrêté de réquisition dans le cadre du plan hivernal départemental ;
- Le bâtiment 022 était antérieurement affecté à un usage d'atelier et de local technique (chaufferie, stockage, etc.) et n'est aujourd'hui affecté à aucun usage particulier.
- Le bâtiment 023 était antérieurement affecté à un usage de hangar et n'est aujourd'hui affecté à aucun usage particulier ;
- Les bâtiments 001, 024, 025 et 026 étaient antérieurement affectés à un usage hospitalier et ne sont affectés aujourd'hui à aucun usage particulier ;
- Le bâtiment 027 était antérieurement affectés à un usage de production d'oxygène hospitalier et n'est affecté aujourd'hui à aucun usage particulier ;
- Le bâtiment 037 est une passerelle aérienne de liaison entre les bâtiments 004 et 005, il était antérieurement affecté à un usage hospitalier et n'est affecté aujourd'hui à aucun usage particulier ;

Un plan de masse du « Quartier LYAUTEY », précisant le repérage des bâtiments est demeuré ci-joint ***(Annexe 9)***.

L'Eurométropole ainsi qu'il est dit ci-dessus au paragraphe III de l'exposé des présente « Projet poursuivi par l'EUROMETROPOLE » entend modifier cet usage.

1.3 Occupation

- **S'agissant de l'occupation des bâtiments 002, 003, 004 et 005 :**

Les bâtiments 002, 003, 004 et 005 sont actuellement occupés au titre d'un arrêté de réquisition dans le cadre du plan hivernal départemental qui est demeuré ci-joint ***(Annexe 7)***.

L'arrêté de réquisition prévoit que « *la réquisition sera suspendue en cas d'aliénation du terrain par l'armée* » et qu'une convention conclue entre l'Etat (la Préfecture), l'EPF d'Alsace et l'Eurométropole lui sera substituée à compter de la signature de l'acte authentique et prévoira les modalités et conditions de la mise à disposition.

A cet effet, un projet de contrat de prêt à usage, a été établi par l'Eurométropole de Strasbourg, l'EPF d'Alsace et les services de la Préfecture.

Ledit projet est en cours de validation par les différentes instances de l'Eurométropole de Strasbourg, de la Préfecture, de l'EPF d'Alsace et de l'éventuelle association gestionnaire.

Une fois la convention signée elle sera annexée à l'acte de vente qui interviendra pour constater la vente des biens ci-dessus visés par l'Etat (MRAI) au profit de l'EPF d'Alsace. Une fois signé, les parties devront s'y référer pour toute question relative à son interprétation.

Au stade de la rédaction des présentes, il est prévu que ce contrat de prêt à usage arrivera à échéance le 30 juin 2021.

Une prorogation de la durée dudit contrat de prêt à usage pourra néanmoins être consentie par le prêteur à l'emprunteur, et ce, sous réserve de l'autorisation écrite de l'Eurométropole de Strasbourg. Celle-ci revêtira la forme d'un avenant audit contrat, et sera consentie pour une durée que les parties détermineront entre elles, avec l'accord écrit de l'Eurométropole de Strasbourg. Ledit avenant devra être constaté par écrit.

- **S'agissant de l'occupation des bâtiments 001, 022, 023, 024, 025, 026, 027 et 037 :**

Ces bâtiments sont actuellement libres de toute occupation.

L'ancien hôpital militaire Lyautey est actuellement à l'état de friche et fera l'objet d'une reconversion. L'acquisition dudit bien s'inscrit dans le cadre de ce projet ainsi qu'il est dit au paragraphe III de l'exposé ci-dessus.

1.4 Prix d'acquisition et complément de prix éventuel

(i) Prix d'acquisition

La valeur vénale du bien a été estimée par le service France Domaine à la somme de DEUX MILLIONS SEPT CENT MILLE EUROS (2.700.000,00€) aux termes d'un avis n° 2019/0565 rectificatif du 25 juin 2019, qui est demeuré ci-joint aux présentes ***(Annexe 5)***.

Ladite valeur vénale ne constitue néanmoins pas le prix d'acquisition réalisée par l'EPF d'Alsace auprès de l'ETAT (MRAI), dont la vente sera consentie dans les conditions suivantes :

- Moyennant un prix d'UN MILLION SIX CENT VINGT MILLE EUROS (1.620.000 euros), réglé du fait de la signature de la vente dans le mois suivant celle-ci conformément aux règles de la comptabilité publique en ce non compris les frais d'acte, et émoluments du notaire ;
- La prise en charge par la MRAI dans la limite d'UN MILLION QUATRE VINGT MILLE EUROS HORS TAXES (1.080.000 euros HT) au titre des démarches et opérations (études environnementales, travaux de démolition et de dépollution, de mise en compatibilité des sols et des sous-sols, etc.) qui seront effectuées dans le cadre de la reconversion du site dont l'EPF d'Alsace et / ou l'EUROMETROPOLE devront justifier auprès de la MRAI. À défaut de transmission par l'EPF d'Alsace ou par l'EUROMETROPOLE desdites factures, les sommes seront facturées sous la forme d'un complément de prix au profit de l'ETAT (MRAI).
- Le montant de cette prise en charge par la MRAI des opérations est basé sur les estimations réalisées conjointement par la MRAI et l'EMS. Il comprend principalement les études précédemment réalisées et celles restant à réaliser, les travaux de démolition du bâtiment 024, la suppression des sources de pollution (Démantèlement des chaufferies et évacuation des cuves, ainsi que la dépollution du site selon le scénario n°1 du plan de gestion de la société EnvirEauSol, version 2 du 29/11/2019. Le tableau récapitulatif du montant des opérations pris en charge par la MRAI est demeuré ci-joint ***(Annexe 10)***, un extrait du plan de gestion (Version 2) synthétisant les coûts de dépollution du scénario 1 est demeuré ci-joint ***(Annexe 11)***.

(ii) Complément de prix

Le complément de prix, s'il existe, fera l'objet d'un acte complémentaire à l'acte de vente entre l'ETAT (MRAI) et l'EPF d'Alsace sauf convention contraire des parties. Il sera reçu par le notaire choisi conjointement par l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG et l'EPF d'Alsace et fera l'objet d'une relecture et d'éventuelles discussions par les parties aux présentes.

Ledit complément de prix sera versé par l'EPF d'Alsace, de même que les frais d'acte complémentaire et émoluments du notaire. Il fera l'objet d'un remboursement par l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG et pourra être pris en compte dans le calcul des frais de portage.

Pour plus de précisions concernant les modalités d'acquisition ou le règlement du complément de prix, les parties se réfèreront à l'engagement d'acquérir.

ARTICLE 2 : MODALITÉS DE GESTION ET DE CESSION

Conformément au Règlement Intérieur de l'EPF d'Alsace, validé par délibération du Conseil d'Administration, les modalités d'intervention de l'EPF d'Alsace pour le portage de cette opération sont définies comme suit :

2.1. Pendant la période de portage

(i) Obligations à la charge de l'EPF d'Alsace

- L'EPF d'Alsace assume ses responsabilités de propriétaire du bien acquis, hors bâtiments réquisitionnés ou sous contrat de prêt à usage, en ce compris la garde de la chose, pour le compte de l'EMS. Il assumera notamment les devoirs et obligations suivantes sans que cette liste ait une visée exhaustive :
  - La surveillance et l'entretien du bien ;
  - La prise de mesures conservatoires telles que les travaux de sécurisation, fermeture de sites, déclaration auprès des autorités compétentes en cas d'occupation illégale, l'éventuel contentieux afférent, etc. ;
  - Le paiement des impôts de toute nature, de toutes charges, redevances, sommes dues à l'administration fiscale et afférentes à la propriété dudit bien ;
  - Sauf accord exprès contraire entre les parties : la souscription, le suivi, la résiliation en ce compris l'éventuel contentieux de la convention de prêt à usage consentie par l'EPF d'Alsace au profit de l'ETAT (Préfecture) portant l'occupation des bâtiments 002, 003, 004 et 005 au titre du plan hivernal départemental ;
  - Sauf accord exprès contraire entre les parties : la souscription, le suivi, la résiliation en ce compris l'éventuel contentieux des conventions d'occupation souscrites dans le cadre de l'occupation transitoire du bâtiment d'honneur, en accord avec les services de l'Eurométropole de Strasbourg.

- L'EPF d'Alsace s'engage à transférer à son compte les divers contrats et abonnements aux viabilités ;

- L'EPF d'Alsace s'engage à assurer le bien en tant que propriétaire non-occupant pendant toute la période de portage ;

- L'EPF d'Alsace s'engage, s'agissant des travaux à réaliser sur le site, et sans que cette liste ne soit exhaustive :

- à la réalisation de divers diagnostics, et de toutes études (environnementales, plan de gestion, etc.) qu'il jugerait nécessaire en vue de la mise en compatibilité des sols et des sous-sols avec l'usage projeté, et ce, en complément des études et diagnostics déjà réalisées tant par l'EMS que par l'ETAT (MRAI) ;
- au démantèlement des chaufferies, des cuves en ce compris leur évacuation et leur traitement en filière adaptée des bâtiments 05 et 24 ;
- à la démolition de divers éléments ou équipements, au désamiantage, la démolition des superstructures, la purge des fondations, le transport, la gestion et le traitement des déchets de démolition, etc,... des bâtiments 02, 22, 23, 24 , 27, 37 et partiellement du 05, selon plan demeuré ci-joint ***(Annexe 12)*** ;
- à la dépollution des zones concentrées en hydrocarbures des sous-sols, évacuation et élimination des déchets en filières adaptées, gestion des eaux souterraines impactées, gestion des eaux météoriques et de remblais jusqu'à la cote initiale, suivi environnemental, suivi des travaux et récolement, analyse des risques résiduels après travaux, surveillance semestrielle pendant quatre (04) ans, etc ;
- de façon générale il s'engage, en sa qualité de maître d'ouvrage, à faire réaliser ces travaux sous sa seule responsabilité afin de mettre les sols et les sous-sols en compatibilité avec l'usage projeté, et ce, en lien avec les différentes autorités compétentes et notamment avec l'Autorité Régionale de la Santé s'agissant du lot Collège.
- Ces travaux seront réalisés selon le scénario n°1 du plan de gestion de la société EnvirEauSol, version 2 du 29/11/2019, dont un extrait (page 54) est demeuré ci-joint ***(Annexe 11)***.

- L'EPF d'Alsace s'engage à conserver l'intégralité des factures relatives à la réalisation des études, diagnostics, travaux en vue de proto-aménagement et à communiquer la copie à première demande à l'Eurométropole de Strasbourg, le montant de ces travaux constituant une partie du prix d'acquisition dont la justification devra être transmise à l'Etat.

- L'EPF d'Alsace s'engage, préalablement à la souscription d'un contrat avec une entreprise pour la réalisation de travaux dont le montant ou devis dépasserait la somme de DIX MILLE EUROS (10.000 euros), à requérir l'autorisation de l'Eurométropole (Direction de territoire Neuhof-Meinau et Service de la politique Foncière). L'Eurométropole disposera d'un délai de réponse de DIX (10) jours ouvrables, au-delà de ce délai, et en l'absence de toute réponse de l'Eurométropole, l'EPF d'Alsace pourra souscrire tout contrat qu'il jugera nécessaire à la réalisation de l'opération objet des présentes ;

- L'EPF d'Alsace s'engage pendant toute la durée du portage à effectuer un suivi financier et opérationnel qui donnera lieu à une réunion qui aura lieu une (1) fois par trimestre entre l'EMS (Direction de territoire Neuhof-Meinau et Service de la politique Foncière) et l'EPF d'Alsace destinée :
  - à constater l'état d'avancement des opérations en cours, à planifier celles à venir ;
  - et mettre à jour les engagements financiers et pluriannuels.
- Dans le cas d'opérations mixtes avec reventes en direct par l'EPF d'Alsace à des opérateurs privés, bailleurs sociaux, personnes publiques ou autres, se substituant à l'EMS, le prix des reventes sera déterminé en accord avec l'EMS et devra faire l'objet d'une validation par les assemblées délibérantes compétentes de l'EMS et de l'EPF d'Alsace.

(ii) Obligations à la charge de l'Eurométropole de Strasbourg

- L'EMS s'engage à ne pas faire usage du bien sans y avoir été autorisée au préalable par l'EPF d'Alsace pour ne pas restreindre l'EPF d'Alsace dans ses missions et dans la réalisation des travaux sus-visés ; et partant, pour ne pas contrarier ou retarder la mise en œuvre du projet objet des présentes.
  A ce titre :

    - L'EMS s'engage à ne pas autoriser l'occupation de tout ou partie du bien à titre onéreux ou gratuit, sans la signature préalable d'une convention de mise à disposition des biens ;
      En cas d'occupation à titre onéreux pendant la durée de portage, les indemnités d'occupation seront perçues par l'EPF d'Alsace qui les intégrera dans le bilan de gestion annuel.

    - Ces conventions pourront prendre la forme de conventions tripartites bénéficiaire de la convention, EMS et EPF d'Alsace ;

    - Une ou plusieurs conventions *ad hoc* de mise à disposition de tout ou partie du bien pourront être signées entre l'EPF d'Alsace et l'EMS une fois l'acquisition réalisée par l'EPF d'Alsace. L'objet et l'étendue desdites conventions seront déterminés au cas par cas. De façon générale, elles permettront la réalisation de travaux de diverses natures.

- L'EMS s'engage, en cas de division foncière par voie d'arpentage, à mandater un géomètre-expert afin d'établir un projet de découpage foncier et de prendre à sa charge les frais d'arpentage en ce compris les honoraires du géomètre-expert, dont le dépôt et les formalités de publication au Livre Foncier seront réalisés en accord avec l'EPF d'Alsace, propriétaire du bien. L'EPF d'Alsace donne d'ores et déjà tous pouvoirs à l'EMS à l'effet de mandater ledit géomètre-expert. Les frais d'arpentage et honoraires du géomètre-expert payés par l'EMS ne seront pas pris en compte dans le calcul des frais de portage ;

- L'EMS s'engage à effectuer les demandes d'autorisation d'urbanisme tels que les certificats d'urbanisme d'information et pré-opérationnel ou que les permis de construire. L'EPF d'Alsace donne d'ores et déjà tous pouvoirs à l'EMS à l'effet de déposer lesdites demandes et autorisations. La délivrance desdites autorisations d'urbanisme sera faite pour le compte de l'EMS ;

- S'agissant du dépôt du permis d'aménager l'Eurométropole de Strasbourg s'engage à faire toutes les démarches nécessaires, en lien avec l'EPF, et ce en vue du dépôt et de la délivrance dudit permis d'aménager ;

- S'agissant du mur de l'EUROCORPS, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage à faire le nécessaire tant d'un point de vue administratif qu'opérationnel, et ce, directement en lien avec les services de l'Etat (Ministère des Armées, ou tout autre Ministère compétent).

2.2. A la fin du portage

(i) Obligations à la charge de l'EPF d'Alsace

- l'EPF d'Alsace n'ayant pas vocation à être aménageur ni même constructeur, la vente du bien interviendra avant la phase opérationnelle du projet détaillée dans au paragraphe III de l'« EXPOSE ».

- à la demande de l'EMS, l'EPF d'Alsace organisera soit le transfert des divers contrats et abonnements, avec un relevé des compteurs, soit leurs résiliations. Les modalités seront précisées dans l'acte ou les actes de reventes.

(ii) Obligations à la charge de l'Eurométropole de Strasbourg

- L'EMS s'engage à racheter ou à faire racheter par un tiers désigné par ses soins, à l'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'ALSACE, sans condition, au plus tard à la fin de la période de portage, le bien objet des présentes, dans son intégralité ou préalablement divisé.
- **Dans le cas d'opérations mixtes avec reventes en direct par l'EPF d'Alsace à des opérateurs privés, bailleurs sociaux, personnes publiques ou autres, se substituant à l'Eurométropole de Strasbourg, le prix des reventes sera déterminé en accord avec l'EMS compte tenu que l'EPF d'Alsace n'est pas autorisé et n'a pas vocation à réaliser de profits. Si le prix de ces reventes éventuelles ne permet pas de respecter ces règles car supérieur au prix d'acquisition, divers frais et montant des travaux déboursés par l'EPF d'Alsace, ce dernier pourra alors rétrocéder les biens à l'EMS par acte administratif et moyennant un prix qui sera déterminé avec l'EMS avant qu'elle ne puisse revendre les biens aux prix souhaités à ces tiers éventuels.**
- **Si l'EPF d'Alsace revend le bien, en tout ou partie, à des tiers désignés par l'EMS, ces derniers supporteront les frais d'acquisition (frais d'acte notarié, fiscalité éventuellement applicable...).**

ARTICLE 3 : MODALITES FINANCIERES

L'EMS s'engage à faire face aux entières conséquences financières entraînées par l'intervention de l'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'ALSACE.

3.1. Définition des postes

- **Le prix principal d'acquisition** du bien est celui figurant dans l'acte d'acquisition et dans l'acte complémentaire constatant le complément de prix éventuellement à payer par l'EPF d'Alsace.
- **Les frais d'acquisition** sont composés notamment des frais d'établissement de l'acte notarié, des indemnités d'éviction ou de remploi, des frais éventuels d'avocat, d'expert, de géomètre et/ou d'intermédiaires (agence immobilière,...).
- **Le coût du proto-aménagement,** réalisé en Maîtrise d'Ouvrage directe par l'EPF d'Alsace. Sans que cette liste ne soit exhaustive, il est composé :
  - des travaux (démolition, déconstruction, désamiantage, dépollution, réseaux et concessionnaires de réseaux,...)
  - des prestations intellectuelles nécessaires à la réalisation desdits travaux, tels qu'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage, Etudes, Expertises techniques, financières ou juridiques (en cas de contentieux), Maîtrise d'Œuvre, Indemnités de concours ou de toutes procédures prévues au CCP (Dialogue compétitif, Marché de conception-Réalisation,...), Pilote de chantier (OPC), Coordonnateur Sécurité et Protection de la santé (CSPS), Contrôleur technique, Diagnostics réglementaires avant travaux,.....
- **Les frais de gestion** du bien sont composés des impôts, taxes et charges de propriété (assurances,...) et plus généralement toute dépense liée à la bonne gestion du bien pendant la durée de portage (dont l'EMS n'aurait pas fait son affaire personnelle).

- **Les frais de portage** (ou frais d'intervention) correspondent à la rémunération de l'EPF d'Alsace pour le portage foncier du bien. Ils sont calculés au regard de la valeur du stock, c'est-à-dire :
    - Le prix d'acquisition du bien ;
    - Les frais d'acquisition ;
    - Le coût du proto-aménagement.

3.2. Pendant la période de portage foncier

- L'EMS s'engage à rembourser à l'EPF d'Alsace, chaque année, à la date anniversaire de la signature de l'acte de vente, les frais de gestion du bien éventuellement minorés des recettes de gestion (remboursement des indemnités d'occupation/loyers, d'assurances, de dépôt de garantie, de dégrèvement de taxe foncière, d'électricité,...)

- L'EMS s'engage à payer à l'EPF d'Alsace, chaque année, à la date anniversaire de la signature de l'acte de vente, les **frais de portage**, calculés comme suit :

Un taux fixe de **1,5% HT*** de la valeur du bien en stock**, pour les opérations de renouvellement urbain, de comblement de dents creuses et de reconversion de friches ;

**TVA en sus*
***La valeur du bien en stock est constituée du prix principal d'acquisition, des frais d'acquisition et des coûts du proto-aménagement, tels que définis à l'article 3.1.*

3.3. A la fin du portage foncier

L'EMS s'engage à rembourser à l'EPF d'Alsace les différents postes financiers résiduels, savoir :

- la valeur du stock résiduel (**prix principal d'acquisition**, éventuel complément de prix, **frais d'acquisition** et **coût du proto-aménagement**, tels que définis au paragraphe 3.1 ci-dessus) lors de la cession totale du bien qu'elle intervienne au terme de la durée de portage ou de manière anticipée.
- le **coût du proto-aménagement** sera minoré par la mise en œuvre du dispositif de l'EPF d'Alsace « Soutien en faveur des friches – Phase 2 - Travaux » (Version 3- Avril 2020), dont la fiche récapitulative est demeurée ci-jointe ***(Annexe 8)***.
- les **frais de gestion et des frais de portage restants dus à la date de cession**. Ils seront minorés en cas de perception d'indemnités d'occupation/loyers par l'EPF d'Alsace pour le bien porté et de remboursement anticipé en capital effectué par l'EMS ou remboursement d'assurances, de dépôt de garantie, d'électricité,... En cas d'exercice d'un droit de préemption (SAFER, preneur rural...) lors de la rétrocession du bien, le solde des frais de portage restera du et ceux déjà facturés ne seront pas récupérables par l'EMS.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

Ladite convention produira tous ses effets à compter du jour de la signature de l'engagement d'acquérir par l'EPF d'Alsace du bien porté pour le compte de l'EMS.

4.1. Durée de la convention

Le portage du bien est conclu pour une durée ferme de **CINQ (5) ans** qui prendra effet à compter du jour de la signature de l'acte d'acquisition par l'EPF d'Alsace du bien porté pour le compte de l'EMS.

Les effets produits par ladite convention prendront fin lorsque le bien concerné par la présente convention aura été rétrocédé par l'EPF d'Alsace et que les comptes financiers auront été apurés.

4.2. Prorogation de la convention

Ladite convention pourra exceptionnellement faire l'objet d'une demande unique de prorogation par l'EMS, sous réserve de l'accord préalable du Conseil d'administration de l'EPF d'Alsace et de l'organe délibérant de l'EMS. Dans ce cas, la prolongation sera soumise au vote des assemblées délibérantes de l'Eurométropole de Strasbourg et d'EPF d'Alsace.

Toute prorogation, quelque soit sa durée, fera l'objet d'un avenant à la présente convention et d'un remboursement du capital (prix principal et complément de prix et frais d'acquisition) à terme/par annuités constantes sur la durée reconduite. Cette prorogation emportera le cas échéant prorogation des éventuelles conventions de mise à disposition conclue au profit de l'EMS ou de toute autre structure cosignataire des conventions.

ARTICLE 5 : CESSION ANTICIPEE ET/OU PARTIELLE DU BIEN

Toute demande de cession anticipée du bien devra revêtir la forme d'une délibération de l'organe délibérant de l'EMS.

En cas de cession anticipée partielle, la présente convention continuera à produire tous ses effets pour la partie du bien non cédée par anticipation.

En cas de cession du bien au cours de la première année, les frais de portage restent acquis à l'EPF d'Alsace et seront facturés à l'EMS. En cas de cession au cours des années suivantes, les frais d'intervention de l'EPF seront facturés *prorata temporis*.

ARTICLE 6 : PROMESSE UNILATERALE D'ACHAT

6.1 Objet de la promesse d'achat

La présente convention vaut promesse unilatérale d'achat par l'EUROMETROPOLE, PROMETTANT, du bien objet des présentes situé à STRASBOURG, 1 rue des Canonniers, cadastrées section IW numéros 457, 458 et 459, lieudit avenue du Neuhof d'une contenance cadastrale totale de 231,79 ares.

L'EPF d'Alsace, BENEFICIAIRE accepte la présente promesse d'achat en tant que promesse, se réservant la faculté d'en demander la réalisation.

L'EUROMETROPOLE, PROMETTANT, pourra substituer le tiers ou les tiers de son choix à l'effet d'acquérir l'intégralité du bien objet des présentes, ou une fraction de celui-ci. Ce tiers acquéreur sera substitué dans ses droits et obligations à l'égard de l'EPF.

6.2 Modalités de levée d'option par l'EPF d'Alsace

La levée d'option par l'EPF d'Alsace devra intervenir au plus tard dans un délai de douze (12) mois à compter de la fin de la durée initiale ou prorogée du portage :

- par exploit d'huissier notifié au siège de l'EPF,
- par LRAR adressé au siège de l'EPF,

- par la signature de l'acte de vente au profit de l'EUROMETROPOLE, sans autre formalité préalable,
  ou par la mise en demeure prévue à l'article 7 de la présente convention.

6.3 Conséquences de la levée d'option par l'EPF d'Alsace

La levée d'option dans le délai de douze mois à compter de la fin de la convention initiale ou prorogée du portage, formera la vente de son seul fait sans rétroactivité.

Cette vente devra être constatée, par acte notarié ou administratif, dans un délai maximum de:

- TROIS (3) mois à compter de la réception de l'exploit d'huissier notifié au siège de l'EPF
- TROIS (3) mois à compter de la première présentation du courrier recommandé avec accusé de réception adressé au siège de l'EPF ;
- SANS DELAI en cas de signature de l'acte de vente au profit de l'EUROMETROPOLE ;
- TROIS (3) mois en cas de mise en demeure prévue par l'article 7 des présentes.

6.4 Prix de vente (rétrocession)

Le prix du bien objet de la présente promesse d'achat sera composé, savoir :

- Le prix d'acquisition du bien ;
- Les frais d'acquisition ;
- Le coût du proto-aménagement.

Les **frais de gestion et des frais de portage restants dus à la date de cession**. Ils seront minorés en cas de perception d'indemnités d'occupation/loyers par l'EPF d'Alsace pour le bien porté et de remboursement anticipé en capital effectué par l'EMS ou remboursement d'assurances, de dépôt de garantie, d'électricité,... En cas d'exercice d'un droit de préemption lors de la rétrocession du bien, le solde des frais de portage restera dû et ceux déjà facturés ne seront pas récupérables par l'EMS.

Si, en dépit de toutes les diligences et vérifications effectuées par l'EPF d'Alsace préalablement à l'acquisition et au portage, il est découvert pendant la durée du portage une source de pollution autre que celles déjà éventuellement connues, la présente promesse ne sera pas caduque et le prix d'acquisition ne sera pas minoré en raison de la pollution éventuellement découverte.

6.5 Sort de la promesse d'achat en cas de résiliation de plein droit

Il est ici précisé que si la résiliation de plein droit prévue à l'article 7 est poursuivie, elle n'emportera pas résiliation de la présente promesse d'achat et constituera dans ce cas le point de départ pour lever l'option.

6.6 Résiliation de la promesse d'achat

En raison de l'acceptation par l'EPF d'Alsace, BENEFICIAIRE de la promesse faite par le représentant de l'EUROMETROPOLE, PROMETTANT, en tant que promesse d'achat, il s'est formé entre elles un contrat dans les termes de l'article 1124 du Code civil. En conséquence, et pendant toute la durée du contrat, celui-ci ne pourra être révoqué que par leur consentement mutuel.

6.7 Sort de la promesse d'achat en cas de division parcellaire et de pluralité d'acquéreurs

En cas de division du bien et de reventes anticipées par l'EPF d'Alsace, à la demande et pour le compte de l'EUROMETROPOLE, à son profit ou au profit de tiers éventuels, la présente promesse d'achat continuera à produire ses effets pour le surplus restant encore appartenir à l'EPF d'Alsace.

6.8 Enregistrement

La présente promesse, à peine de nullité, sera enregistrée gratuitement et dans le délai de dix jours, conformément aux articles 1042 du Code Général des Impôts et 1589-2 du Code civil.

ARTICLE 7 : RÉSILIATION POUR INEXÉCUTION

Le manquement aux obligations contractuelles doit être entendu comme la carence de l'une des parties constituant un manquement fautif, du fait de sa volonté ou de sa négligence, à une ou plusieurs de ses obligations aux présentes.

Ledit manquement aux obligations contractuelles, par l'une ou l'autre des parties pourra justifier la résiliation des présentes pour inexécution.

Cette résiliation fera l'objet d'une mise en demeure préalable adressée par l'une des parties à la partie défaillante par lettre recommandée avec accusé de réception ou notifiée par acte d'huissier.

A compter de la première présentation de ladite lettre recommandée ou de ladite notification par acte d'huissier, la partie défaillante disposera d'un délai de deux mois pour régulariser la situation et mettre un terme au manquement.

À défaut de régularisation quant au manquement dans le délai de deux mois après la mise en demeure, une nouvelle lettre recommandée avec accusé de réception ou une notification par acte d'huissier constatant la résiliation devra être adressé par la partie demanderesse à la partie défaillante.

La convention sera résiliée de plein droit à compter de la première présentation de ladite lettre recommandée ou de ladite notification par acte d'huissier.

ARTICLE 8 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile savoir :

- Pour l'Eurométropole de Strasbourg : Service Politique Foncière et Immobilière (ou tout service substitué) de l'Eurométropole de Strasbourg, 1 Parc de l'Etoile à Strasbourg (67000) ;
- Pour l'Etablissement Public Foncier : 3 rue Gustave Adolphe Hirn, Strasbourg (67000).

CONCLUSION DU CONTRAT

Les PARTIES déclarent que les dispositions de ce contrat ont été, en respect des dispositions impératives de l'article 1104 du Code civil, négociées de bonne foi. Elles affirment qu'il reflète l'équilibre voulu par chacune d'elles.

FORCE OBLIGATOIRE DU CONTRAT

Les contrats légalement formés tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faits.

RÉCAPITULATIF DES ANNEXES

Annexe 1 : Délibération du CA de l'EPF d'Alsace en date du 11 mars 2020
Annexe 2 : Arrêté portant délégation partielle de fonction de Mme Suzanne BROLLY en date du 10 août 2020
Annexe 3 : Délibération du Conseil Municipal de Strasbourg du 10 février 2020
Annexe 4 : Délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 14 février 2020
Annexe 5 : Evaluation par le Domaine du 25 juin 2019 sous avis n° 2019/0565 rectificatif
Annexe 6 : Engagement d'acquérir
Annexe 7 : Arrêté de réquisition du 30 décembre 2019
Annexe 8 : Dispositif de l'EPF d'Alsace « Soutien en faveur des friches – Phase 2 - Travaux »
Annexe 9 : Plan de masse du SGA (Ministère de la Défense) – Repérage des bâtiments
Annexe 10 : Tableau de synthèse des frais pris en charge par la MRAI
Annexe 11 : Extrait du plan de gestion de la société EnvirEauSol (Version 2 du 29 novembre 2019) - Synthèse des couts de dépollution - Scénario 1
Annexe 12 : Plan de masse du projet de l'EMS – Repérage des bâtiments à conserver et démolir

Fait à STRASBOURG, en deux exemplaires, le 8 SEPTEMBRE 2020.

M. Benoît GAUGLER,

Directeur de l'EPF d'Alsace

Mme Suzanne BROLLY,

Vice-Présidente de l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT STRASBOURG
Le 16/09/2020 Dossier 2020 00044315, référence 6704P61 2020 A 06130
Enregistrement : 0 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Zero Euro
Montant reçu : Zero Euro
Le Contrôleur principal des finances publiques

Josépha TAGLANG
Contrôleur principal
des Finances Publiques

CONVENTION DE PORTAGE FONCIER

Ancien Hôpital Militaire Lyautey - Strasbourg

Avenant n°1

ENTRE :

L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'ALSACE (EPF d'Alsace), établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège est à STRASBOURG (67000), 3 rue Gustave Adolphe Hirn, identifié au SIREN sous le numéro 507 679 033 ;

Représenté par M. Benoît GAUGLER, Directeur, nommé auxdites fonctions par une délibération du Conseil d'administration du 17 décembre 2014, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes conformément à l'article L. 324-6 du Code de l'urbanisme et des délibérations du conseil d'administration en date des 11 mars 2020 et 17 mars 2021 dont des copies sont ci-jointes ***(Annexes 1 et 2)***.

Désigné ci-après par « L'EPF D'Alsace » ou « EPFA »

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre créé par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 portant Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropole et du décret n° 2014-1603 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée EUROMETROPOLE DE STRASBOURG dont le siège est à STRASBOURG (67000), 1 parc de l'Etoile, identifié sous le numéro SIREN 246 700 488.

Représentée par Madame Suzanne BROLLY, Vice-Présidente, demeurant professionnellement 1 Parc de l'Etoile à Strasbourg (67000) et agissant en vertu d'un arrêté portant délégation partielle de fonction en date du 13 octobre 2020 dont une copie est ci-jointe ***(Annexe 3)*** et dûment habilité à l'effet des présentes :

- par délibération du Conseil Municipal du 10 février 2020 dont une copie est ci-jointe ***(Annexe 4)***
- par délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 14 février 2020 dont une copie est également ci-jointe ***(Annexe 5)***
- par délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du XXXXX dont une copie est également ci-jointe ***(Annexe 6)***

Désignée ci-après par « L'EMS »

ET :

LA COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE (CEA), collectivité territoriale, dont le siège est à STRASBOURG (67000), Place du Quartier Blanc, identifié sous le numéro SIREN 200 094 332.

Représentée par Mxx XXXXXXX, Vice-Président, demeurant professionnellement à STRASBOURG (67000), Place du Quartier Blanc et agissant en vertu d'un arrêté portant délégation partielle de fonction en date du XXXX dont une copie est ci-jointe ***(Annexe 7)*** et

dûment habilité à l'effet des présentes et par délibération du Conseil de la Collectivité Européenne d'Alsace du XXXXXXXX dont une copie est également ci-jointe ***(Annexe 8)***.

Désignée ci-après par « LA CeA »

OBJET DE L'AVENANT N°1

Le présent avenant a pour objet :

- Une adaptation des obligations à la charge de l'EPF d'Alsace pendant le portage foncier des biens en suite aux réflexions et études menées par l'EMS, notamment en terme de d'urbanisme provisoire du lot « Bâtiment d'honneur (001) » et à la revente du bâtiment 005 à un opérateur privé,
- L'intégration de la CeA au dispositif de portage foncier du site de l'ancien hôpital militaire Lyautey, initié le 8 septembre 2020 entre l'EPF d'Alsace et l'EMS, compte tenu de l'objectif poursuivi de réaliser un nouveau collège sur une fraction dudit site.

  Le dispositif ainsi élargit prévoit notamment :

  - une prise en charge par l'EPF d'Alsace des travaux de déconstruction-dépollution (proto-aménagement) pour le compte de la CeA sur le lot qui lui sera cédé ;
  - le bénéfice, pour la CeA, d'aides à la reconversion des friches pour le lot collège ;
  - la prise en charge par la CeA de la part des frais de proto-aménagement et des frais de gestion, relatifs au lot collège ;

La modification du programme des travaux à la charge de l'EPF d'Alsace, ainsi que les modalités d'intégration au dispositif de portage par la CEA donnent lieu à la rédaction de nouveaux articles ou à la rédaction d'articles modifiés, intégrant la convention initiale :

Réf. article Convention initiale	Intitulé	Réf. article Avenant n°1	Intitulé
1 1.1	Objet Désignation	1	Désignation
		2	Périmètre d'intervention de la CEA
2 2.1	Modalités de gestion et de cession Pendant le portage (i) – Obligations à la charge de l'EPFA	3 3.1 3.2	Modalités de gestion Obligations à la charge de l'EPFA Obligations à la charge de la CEA
3 3.2 3.3	Modalités financières Pendant la période de portage foncier A la fin du portage foncier	4 4.2 4.3	Modalités financières Pendant la période de portage foncier A la fin du portage foncier
5.	Promesse unilatérale d'achat		
6	Election de domicile	5	Election de domicile
7	Conclusion de l'avenant au contrat		
Annexes		Annexes	

La convention de portage initiale signée par l'EPF d'Alsace et l'EMS en date du 8 septembre 2020 est ci-jointe ***(Annexe 13)***

EXPOSÉ

I – Adhésions

L'EMS est membre de l'EPF d'Alsace depuis le 27 décembre 2018, conformément à une délibération du Conseil de l'Eurométropole du 28 septembre 2018 et à des délibérations du Conseil d'administration et de l'assemblée générale de l'EPF d'Alsace du 12 décembre 2018.

Le Département du Bas-Rhin est membre de l'EPF d'Alsace depuis le 15 octobre 2007, conformément à une délibération du Conseil Départemental du Bas-Rhin du 15 octobre 2007 et à des délibérations du Conseil d'administration et de l'assemblée générale de l'EPF d'Alsace du 15 octobre 2007.

Le Département du Haut-Rhin est membre de l'EPF d'Alsace depuis le 28 décembre 2017, conformément à une délibération du Conseil Départemental du Haut-Rhin du 2 décembre 2016 et à des délibérations du Conseil d'administration et de l'assemblée générale de l'EPF d'Alsace du 13 décembre 2017.

Conformément à la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 et plus spécifiquement de son article 10, la CeA est née le 1er janvier 2021 de la fusion des Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, auxquels elle se substitue en qualité d'adhérente à l'EPF d'Alsace.

Cette adhésion est entérinée par l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2020 portant modification statutaire des statuts de l'EPF d'Alsace, en inscrivant notamment la CeA comme membre à part entière.

II – Demande d'intervention

Par décision du Comité de Pilotage EMS - EPF d'Alsace du 5 décembre 2019, L'EMS a sollicité l'intervention de l'EPF d'Alsace pour acquérir et porter le bien ci-dessous désigné.

III – Programmation de l'opération de l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, conjointement à la COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE

L'EMS a pour objectif la reconversion du site « Lyautey » au travers d'une programmation mixte devant contribuer à la transformation du secteur en prévoyant notamment ce qui suit :

- « la création de 100 logements en accession sociale et libre : 65 à 70 logements en réhabilitation, ainsi que 30 à 35 logements neufs ;
- l'implantation du nouveau collège du Neuhof « 600 » (4895 m² de SDP et stationnement) porté par la CEA et sous sa maitrise d'ouvrage, après acquisition de la parcelle mentionnée à l'article 2 du présent avenant.
- la réalisation d'un équipement de 1000 m² en réhabilitation du bâtiment d'honneur (programmation à définir et possible occupation transitoire par l'ouverture au public du site) ;
- la création de voiries : réalisation d'une voie nouvelle, d'un jardin public et d'une voie douce facilitant l'accès au collège ;
- la construction d'un mur aux caractéristiques définies par le Vendeur (MRAI) séparant le projet de l'EUROMETROPOLE de l'enceinte militaire de l'EUROCORPS ;
- temporairement, et jusqu'au 31 juin 2021, le maintien de l'hébergement d'urgence dans les bâtiments 002, 003 et 004 conformément à une convention de prêt consenti par l'EPF d'Alsace à la Préfecture. »

IV – Convention de portage

Afin de mener à bien cette opération, l'EMS et l'EPF d'Alsace ont signé le 8 septembre 2020 une convention de portage des biens, précisant notamment leurs modalités d'acquisition, de gestion, de réalisation des travaux de proto-aménagement et de revente.

V – Intervention de la COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE

Les conditions financières et juridiques d'acquisition des biens, la nature et l'étendue les travaux de proto-aménagement, mais aussi les modalités de revente des biens à l'issue du portage sont conditionnées à l'implantation du nouveau collège du Neuhof « 600 » par la CeA.

Aussi les parties ont jugé nécessaire la signature du présent avenant à la convention de portage initiale. La convention de portage devient par la présente tripartite.

VI – Délibération de l'Etablissement Public Foncier d'Alsace

Le Conseil d'Administration de l'EPF d'Alsace a donné son accord pour la signature du présent avenant aux termes d'une délibération du 17 mars 2021, qui est demeurée ci-jointe ***(Annexe 2)***.

VII – Délibération du conseil l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a donné son accord pour la signature du présent avenant aux termes d'une délibération du xxxxxx, qui est demeurée ci-jointe ***(Annexe 6)***.

VIII – Délibération du conseil de la COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE

Le Conseil de la Collectivité Européenne d'Alsace a donné son accord pour la signature du présent avenant aux termes d'une délibération du xxxxxx, qui est demeurée ci-jointe ***(Annexe 8)***.

Ceci exposé, il est prévu les conditions de portage suivantes :

La présente convention a pour objet de définir les conditions de portage par l'EPF d'Alsace, au profit de l'EMS et de la CeA.

ARTICLE 1 : DESIGNATION

Les biens constituent un ancien hôpital militaire composé de 12 bâtiments dont 7 bâtiments à conserver car classés au plan local d'urbanisme et présentant une surface de plancher totale d'environ 16.000 m².

Il s'agit d'un terrain surbâti situé au 1, rue des Canonniers à Strasbourg (67100), cadastré comme suit :

Figurant au cadastre :

Section	N°	Lieudit - Adresse	Nature	Zonage	Contenance cadastrale (hectares ares centiares)		
					ha	a	Ca
IW	458	Avenue du Neuhof	Sol	UD2	00	21	86
IW	462	Avenue du Neuhof	Sol	UD2	00	07	36
IW	463	Avenue du Neuhof	Sol	UD2	00	04	81
IW	464	Avenue du Neuhof	Sol	UD2	00	70	44
IW	465	Avenue du Neuhof	Sol	UD2	01	27	32
				Superficie totale	**02**	**31**	**79**

Soit pour la totalité des biens acquis une contenance cadastrale totale de 02 ha 31 a 79 ca

Lesdites parcelles sont matérialisées sur le plan parcellaire qui figure ci-annexé après mention ***(annexe 9)***.

Tel que bien s'étend, se poursuit et se comporte avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

ci-après par « Le BIEN »

ARTICLE 2 : PERIMETRE D'INTERVENTION DE LA CeA

ARTICLE 2

La CeA intervient aux présentes dans le cadre de l'implantation du nouveau collège du Neuhof « 600 » sur l'emprise foncière cadastrée Section IW numéros 463 et 464 d'une surface totale de 75,25 ares. ***(Annexe 9)***

A ce titre, la CeA sera concernée par l'opération de proto-aménagement sur les bâtiments 022, 023, 024 et 025, ainsi que les surfaces extérieures de la parcelle. ***(Annexe 10)***

ARTICLE 3 : MODALITÉS DE GESTION PENDANT LA PERIODE DE PORTAGE

Conformément au Règlement Intérieur de l'EPF d'Alsace, validé par délibération du Conseil d'Administration, les modalités d'intervention de l'EPF d'Alsace pour le portage de cette opération sont définies comme suit :

3.1 - Obligations à la charge de l'EPF d'Alsace

En complément des obligations initialement listées dans la convention,

- L'EPF d'Alsace s'engage, s'agissant des travaux à réaliser sur le site ***(Annexe 10)***, :
  - au démantèlement de la chaufferie, des cuves en ce compris leur évacuation et leur traitement en filière adaptée du bâtiment 23 ;
  - à l'issue des études de MOE menées sur maitrise d'ouvrage de l'EPF d'Alsace, l'EMS pourra mettre à la charge de l'EPF d'Alsace, le démantèlement, le transport, la gestion et le traitement des équipements techniques de la chaufferie (cuves, chaudières et leurs annexes) situés dans le bâtiment 001 ;
  - à l'issue des études de l'EPF d'Alsace (Diagnostics environnementaux complémentaires et de la MOE de l'opération de proto-aménagement), la CeA pourra mettre à la charge de l'EPF d'Alsace, le curage et le traitement des divers éléments ou équipements, le désamiantage, la démolition des superstructures, la purge des fondations, le transport, la gestion et le traitement des déchets de démolition, etc,… du bâtiment 25 ;
- Sont exclues des obligations à la charge de l'EPF d'Alsace :
  - la démolition des 3 extensions datant des années 1970 du bâtiment 005, mentionnée dans la convention initiale ;
  - la mise en compatibilité des sols et des sous-sols avec l'usage projeté du bâtiment 001 et de ses extérieurs (Lot « Bâtiment d'honneur »
- L'EPF d'Alsace s'engage à conserver l'intégralité des factures relatives à la réalisation des études, diagnostics, travaux en vue de proto-aménagement et à communiquer la copie à première demande à l'EMS et à la CeA, le montant de ces travaux constituant une partie du prix de revente à l'EMS, la CeA et tout autre opérateur désigné par l'EMS.

- L'EPF d'Alsace s'engage, préalablement à la souscription d'un contrat avec une entreprise pour la réalisation de travaux dont le montant ou devis dépasserait la somme de DIX MILLE EUROS (10.000 euros), à requérir l'autorisation de l'EMS (Direction de territoire Neuhof-Meinau et Service de la politique Foncière) et de le CeA (Direction de l'Immobilier et des Moyens Généraux - Service Grands Projets Neufs - NORD). L'EMS et la CEA disposeront d'un délai de réponse de DIX (10) jours ouvrables, au-delà de ce délai, et en l'absence de toute réponse de l'EMS ou de la CEA, l'EPF d'Alsace pourra souscrire tout contrat qu'il jugera nécessaire à la réalisation de l'opération objet des présentes ;
- L'EPF d'Alsace s'engage pendant toute la durée du portage à effectuer un suivi financier et opérationnel trimestriel. La CeA et l'EMS organiseront conjointement à cette occasion une réunion de présentation de ce suivi trimestriel destinée :
    - à constater l'état d'avancement des opérations en cours, à planifier celles à venir ;
    - et mettre à jour les engagements financiers et pluriannuels.

3.2 - Obligations à la charge de la Collectivité Européenne d'Alsace

- La CeA s'engage à ne pas faire usage du bien sans y avoir été autorisée au préalable par l'EPF d'Alsace pour ne pas restreindre l'EPF d'Alsace dans ses missions et dans la réalisation des travaux sus-visés ; et partant, pour ne pas contrarier ou retarder la mise en œuvre du projet objet des présentes.

  A ce titre :
    - La CeA s'engage à ne pas autoriser l'occupation de tout ou partie du bien à titre onéreux ou gratuit, sans la signature préalable d'une convention de mise à disposition des biens ;

      En cas d'occupation à titre onéreux pendant la durée de portage, les indemnités d'occupation seront perçues par l'EPF d'Alsace qui les intégrera dans le bilan de gestion annuel.
    - Ces conventions pourront prendre la forme de conventions tripartites bénéficiaire de la convention, la CEA et EPF d'Alsace ;
    - Une ou plusieurs conventions *ad hoc* de mise à disposition de tout ou partie du bien pourront être signées entre l'EPF d'Alsace et la CEA une fois l'acquisition réalisée par l'EPF d'Alsace. L'objet et l'étendue desdites conventions seront déterminés au cas par cas. De façon générale, elles permettront la réalisation de travaux de diverses natures.
- La CEA s'engage à effectuer les demandes d'autorisation d'urbanisme tels que les certificats d'urbanisme d'information et pré-opérationnel ou que les permis de construire. L'EPF d'Alsace donne d'ores et déjà tous pouvoirs à la CEA à l'effet de déposer lesdites demandes et autorisations. La délivrance desdites autorisations d'urbanisme sera faite pour le compte de la CEA.

ARTICLE 4 : MODALITES FINANCIERES

L'EMS et la CeA s'engagent à faire face aux entières conséquences financières entraînées par l'intervention de l'EPF d'Alsace.

4.1. Définition des postes – RAPPEL

- **Le prix principal d'acquisition** du bien est celui figurant dans l'acte d'acquisition et dans l'acte complémentaire constatant le complément de prix éventuellement à payer par l'EPF d'Alsace.
- **Les frais d'acquisition** sont composés notamment des frais d'établissement de l'acte notarié, des indemnités d'éviction ou de remploi, des frais éventuels d'avocat, d'expert, de géomètre et/ou d'intermédiaires (agence immobilière,…).
- **Le coût du proto-aménagement,** réalisé en Maîtrise d'Ouvrage directe par l'EPF d'Alsace. Sans que cette liste ne soit exhaustive, il est composé :
    - des travaux (démolition, déconstruction, désamiantage, dépollution, réseaux et concessionnaires de réseaux,…)
    - des prestations intellectuelles nécessaires à la réalisation desdits travaux, tels qu'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage, Etudes, Expertises techniques, financières ou juridiques (en cas de contentieux), Maîtrise d'Œuvre, Indemnités de concours ou de toutes procédures prévues au CCP (Dialogue compétitif, Marché de conception-Réalisation,…), Pilote de chantier (OPC), Coordonnateur Sécurité et Protection de la santé (CSPS), Contrôleur technique, Diagnostics réglementaires avant travaux,…..
- **Les frais de gestion** du bien sont composés des impôts, taxes et charges de propriété (assurances,…) et plus généralement toute dépense liée à la bonne gestion du bien pendant la durée de portage (dont l'EMS n'aurait pas fait son affaire personnelle).
- **Les frais de portage** (ou frais d'intervention) correspondent à la rémunération de l'EPF d'Alsace pour le portage foncier du bien. Ils sont calculés au regard de la valeur du stock, c'est-à-dire :
    - Le prix d'acquisition du bien ;
    - Les frais d'acquisition ;
    - Le coût du proto-aménagement.

4.2. Pendant la période de portage foncier

Note préliminaire :

L'EPF d'Alsace s'engage à distinguer au maximum les couts de proto-aménagement et les frais gestion par bâtiment et par lot, et cela notamment dans le cadre des marchés de travaux.

Néanmoins dans le cas où ces couts et frais ne pourront être affectés à un bâtiment ou un lot en particulier, ceux-ci seront répartis entre l'EMS et la CEA au prorata des surfaces concernées par la dépense en question selon les tableaux « Bilan et répartition des surfaces » ***(Annexe 11)*** *et « Principes de répartition des couts et des frais »* ***(Annexe 12).***

- L'EMS et la CEA s'engagent à rembourser à l'EPF d'Alsace, chaque année, à la date anniversaire de la signature de l'acte de vente, **les frais de gestion du bien** éventuellement minorés des recettes de gestion (remboursement des indemnités d'occupation/loyers, d'assurances, de dépôt de garantie, de dégrèvement de taxe foncière, d'électricité,…).
- L'EMS s'engage à payer à l'EPF d'Alsace, chaque année, à la date anniversaire de la signature de l'acte de vente, les **frais de portage relatifs à l'acquisition des biens** et calculés comme suit :

  Un taux fixe de **1,5% HT*** de la valeur du prix principal d'acquisition, complété des frais d'acquisition, tels que définis à l'article 4.1.;

- L'EMS et la CEA s'engagent à payer à l'EPF d'Alsace, chaque année, à la date anniversaire de la signature de l'acte de vente, **les frais de portage relatifs au coût de l'opération de proto-aménagement**, calculés comme suit :

  Un taux fixe de **1,5% HT*** de la valeur des coûts du proto-aménagement, tels que définis à l'article 4.1.;

**TVA en sus*

4.3. A la fin du portage foncier

Note préliminaire

- *Les principes de répartitions et de prises en charge des couts de proto-aménagement et des frais de gestion restent identiques à ceux énoncés en notre préliminaire de l'article « 4.2. - Pendant la période de portage foncier »*
- *Dans le cadre de l'opération de proto-aménagement, **les aides et subventions** de l'EPF d'Alsace et d'autres organismes tels que la Région, l'ADEME, l'Agence de l'eau, l'Etat, qui auraient pu être attribués à l'EPF d'Alsace, seront répartis au réel des dépenses précédemment calculées dans le cadre du cout du proto-aménagement. Dans le cas où, certains couts, frais ou aides ne pourraient pas être imputés à l'EMS ou à la CeA, ceux-ci seront répartis au prorata des surfaces de plancher des bâtiments faisant l'objet de l'opération de proto-aménagement, **soit 86 % pour la CEA et 14 % pour l'EMS**.*

La CEA s'engage à rembourser à l'EPF d'Alsace les différents postes financiers résiduels, savoir :

- la valeur du **coût du proto-aménagement** qui lui incombe, tels que définis au paragraphe 4.1 et en note préliminaire au présent article, lors de la cession totale du bien qu'elle intervienne au terme de la durée de portage ou de manière anticipée.
- le **coût du proto-aménagement** sera minoré par les aides et subventions affectées selon la méthode précisée en note préliminaire au présent article.
- les **frais de gestion et des frais de portage sur cout de l'opération de proto-aménagement qui lui incombe et restants dus à la date de cession**. Ils seront minorés en cas de perception d'indemnités d'occupation/loyers par l'EPF d'Alsace pour le bien porté et remboursements d'assurances, de dépôt de garantie, d'électricité, …

ARTICLE 5 : PROMESSE UNILATERALE D'ACHAT

5.1 Objet de la promesse d'achat

Le présent avenant à la convention vaut promesse unilatérale d'achat par la CeA, du bien objet des présentes situé à STRASBOURG, 1 rue des Canonniers, cadastrées Section IW numéros 463 et 464, lieudit avenue du Neuhof d'une contenance cadastrale totale de 75,25 ares.

L'EPF d'Alsace, BENEFICIAIRE accepte la présente promesse d'achat en tant que promesse, se réservant la faculté d'en demander la réalisation.

5.2 Modalités de levée d'option par l'EPF d'Alsace

La levée d'option par l'EPF d'Alsace devra intervenir soit de manière anticipée par rapport à la durée de portage prévue par la convention initiale, sous réserve d'une délibération de la CeA en ce sens, soit au plus tard dans un délai de douze (12) mois à compter de la fin de la durée initiale ou prorogée du portage :

- par exploit d'huissier notifié au siège de la CeA,
- par LRAR adressé au siège de la CeA,
- par la signature de l'acte de vente au profit de la CeA, sans autre formalité préalable, ou par la mise en demeure prévue à l'article 7 de la présente convention.

5.3 Conséquences de la levée d'option par l'EPF d'Alsace

La levée d'option dans le délai de douze mois à compter de la fin de la convention initiale ou prorogée du portage, formera la vente de son seul fait sans rétroactivité.

Cette vente devra être constatée, par acte notarié ou administratif, dans un délai maximum de:

- TROIS (3) mois à compter de la réception de l'exploit d'huissier notifié au siège de la CeA ;
- TROIS (3) mois à compter de la première présentation du courrier recommandé avec accusé de réception adressé au siège de la CeA ;
- SANS DELAI en cas de signature de l'acte de vente au profit de la CeA ;
- TROIS (3) mois en cas de mise en demeure prévue par l'article 7 des présentes.

5.4 Montant de rétrocession

Le prix du bien objet de la présente promesse d'achat sera composé, savoir :

- Le prix défini par l'EMS dans le cadre d'une délibération autorisant la vente du bien de façon anticipée, à savoir UN (1) EURO symbolique ;
- Le coût du proto-aménagement correspondant au lot « Collège » et tel que définit dans les présentes.

Les **frais de gestion et des frais de portage restants dus à la date de cession**. Ils seront minorés en cas de perception d'indemnités d'occupation/loyers par l'EPF d'Alsace pour le bien porté et de remboursement anticipé en capital effectué par l'EMS ou remboursement d'assurances, de dépôt de garantie, d'électricité,... En cas d'exercice d'un droit de préemption lors de la rétrocession du bien, le solde des frais de portage restera dû et ceux déjà facturés ne seront pas récupérables par l'EMS.

Si, en dépit de toutes les diligences et vérifications effectuées par l'EPF d'Alsace préalablement à l'acquisition et au portage, il est découvert pendant la durée du portage une source de pollution autre que celles déjà éventuellement connues, la présente promesse ne sera pas caduque et le prix d'acquisition ne sera pas minoré en raison de la pollution éventuellement découverte.

5.5 Sort de la promesse d'achat en cas de résiliation de plein droit

Il est ici précisé que si la résiliation de plein droit prévue à l'article 6 est poursuivie, elle n'emportera pas résiliation de la présente promesse d'achat et constituera dans ce cas le point de départ pour lever l'option.

5.6 Résiliation de la promesse d'achat

En raison de l'acceptation par l'EPF d'Alsace, BENEFICIAIRE de la promesse faite par le représentant de la CeA, PROMETTANT, en tant que promesse d'achat, il s'est formé entre elles un contrat dans les termes de l'article 1124 du Code civil. En conséquence, et pendant toute la durée du contrat, celui-ci ne pourra être révoqué que par leur consentement mutuel.

ARTICLE 6 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile savoir :

- Pour la CeA : Service xxxxx (ou tout service substitué), Place du Quartier Blanc à STRASBOURG (67000).

ARTICLE 7 : CONCLUSION DE L'AVENANT AU CONTRAT

Les PARTIES déclarent que les dispositions de ce contrat ont été, en respect des dispositions impératives de l'article 1104 du Code civil, négociées de bonne foi. Elles affirment qu'il reflète l'équilibre voulu par chacune d'elles.

FORCE OBLIGATOIRE DE L'AVENANT AU CONTRAT

Les contrats légalement formés tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faits.

RÉCAPITULATIF DES ANNEXES

Annexe 1 : Délibération du CA de l'EPF d'Alsace en date du 11 mars 2020
Annexe 2 : Délibération du CA de l'EPF d'Alsace en date du XXX
Annexe 3 : Arrêté portant délégation partielle de fonction de Mme Suzanne BROLLY en date du 13 octobre 2020
Annexe 4 : Délibération du Conseil Municipal de Strasbourg du 10 février 2020
Annexe 5 : Délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 14 février 2020
Annexe 6 : Délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du xxxxxx
Annexe 7 : Arrêté portant délégation partielle de fonction de xxxxxx en date du xxxxxx
Annexe 8 : Délibération du Conseil de la Collectivité Européenne d'Alsace du xxxxxx
Annexe 9 : Plan d'arpentage du lot Collège
Annexe 10 : Plan de repérage des travaux de proto-aménagement à réaliser
Annexe 11 : Bilan et répartition des surfaces
Annexe 12 : Principes de répartition des couts et des frais
Annexe 13 : Convention de portage initiale signée en date du 8 septembre 2020

Fait à STRASBOURG, en deux exemplaires, le XXXXXXXXX.

M. Benoît GAUGLER,

Directeur de l'EPF d'Alsace

Mme Suzanne BROLLY,

Vice-Présidente de l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Mme / M. xxxx

PROJET

Vice-Présidente de la Collectivité Européenne
d'Alsace

PROJET

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001530-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-9-5
Séance du lundi 10 mai 2021

PROJET INTERREG "DÉVELOPPEMENT DE L'OFFRE DE SOINS DE PROXIMITÉ DANS L'ESPACE PAMINA" - AVENANT À LA CONVENTION

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, BURGER Etienne, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
HOLDERITH Nadine donne procuration à BURGER Etienne
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

VU les articles L 1115 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à l'action extérieure des collectivités territoriales,

VU la délibération n°CP/2019/110 de la Commission Permanente du Conseil départemental du Bas-Rhin du 6 mai 2019,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-04 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'avis de la Commission de « Nord-Alsace » du 15 avril 2021,

VU le rapport du Président de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

- Approuve l'avenant à la convention INTERREG relative au projet « Développement de l'offre de soin de proximité dans l'espace PAMINA », joint en annexe à la présente délibération et visant à prolonger la période de réalisation du projet au 31 décembre 2022 au lieu du 31 décembre 2021.

- Autorise le Président de la Collectivité européenne d'Alsace à le signer.

M. Rémi BERTRAND, en sa qualité de président du GECT Pamina, ne participe ni au débat ni au vote.

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001530-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

M. Etienne WOLF et Mme Stéphanie KOCHERT, en leur qualité de membres du bureau du GECT Pamina, ne participent ni au débat ni au vote.

Le Président



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001530-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

Programme INTERREG V Rhin Supérieur

Programm INTERREG V Oberrhein

Avenant n° 1 à la convention relative au projet n° 11.10
« Développement de l'offre de soins de proximité dans l'espace PAMINA »

Nachtrag Nr. 1 zur Vereinbarung zum Projekt Nr. 11.10
„Weiterentwicklung der Nahversorgung im Gesundheitssektor im Eurodistrikt PAMINA“

Cofinancé par l'Union européenne
Fonds européen de développement régional (FEDER)
Von der Europäischen Union kofinanziert
Europäischer Fonds für regionale Entwicklung (EFRE)

Signataires

Entre

- la Région Grand Est, Autorité de gestion du programme INTERREG V Rhin Supérieur (Direction du Rayonnement Transfrontalier, International et de l'Europe)
- et partenaire cofinanceur (Mission Santé du Pôle Cohésion des Territoires et Proximité)

les bénéficiaires cofinanceurs français et allemands dudit projet :

- GECT Eurodistrict PAMINA, porteur du projet
- Klinikum Landau-Südliche Weinstraße GmbH
- Centre Hospitalier Intercommunal de la Lauter Wissembourg (CHIL)

les partenaires cofinanceurs français et allemands dudit projet :

- Landkreis Karlsruhe
- Landkreis Rastatt
- Landkreis Germersheim
- Landkreis Südliche Weinstraße
- CEA (Anciennement - Département du Bas-Rhin)
- Agence Régionale de Santé Grand Est
- Caisse des Dépôts

Unterzeichner

Zwischen

- der Région Grand Est als Verwaltungsbehörde des Programms INTERREG V Oberrhein (Direction du Rayonnement Transfrontalier, International et de l'Europe)
- und als kofinanzierender Projektpartner (Mission Santé du Pôle Cohésion des Territoires et Proximité)

den folgenden deutschen und französischen kofinanzierenden Begünstigten:

- EVTZ Eurodistrikt PAMINA, Projektträger
- Klinikum Landau-Südliche Weinstraße GmbH
- Centre Hospitalier Intercommunal de la Lauter Wissembourg (CHIL)

den folgenden deutschen und französischen kofinanzierenden Projektpartnern:

- Landkreis Karlsruhe
- Landkreis Rastatt
- Landkreis Germersheim
- Landkreis Südliche Weinstraße
- CEA (Bislang - Département du Bas-Rhin)
- Agence Régionale de Santé Grand Est
- Caisse des Dépôts

Préambule

Vu

La réglementation communautaire :

- le règlement (UE) n° **1303/2013** du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;

- le règlement délégué (UE) n° **480/2014** de la

Vorbemerkung

wird in Anbetracht

nachfolgender gemeinschaftlicher Rechtsakte:

- der Verordnung (EU) Nr. **1303/2013** des Europäischen Parlamentes und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates;

- der delegierten Verordnung (EU) Nr. **480/2014**

Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) no 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

der Kommission vom 3. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1303/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds;

- le règlement (UE) n° **1301/2013** du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi », et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 ;

- der Verordnung (EU) Nr. **1301/2013** des Europäischen Parlamentes und des Rates vom 17. Dezember 2013 über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung und mit besonderen Bestimmungen hinsichtlich des Ziels „Investitionen in Wachstum und Beschäftigung“ und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1080/2006;

- le règlement (UE) n° **1299/2013** du 17 décembre 2013 portant dispositions particulières relatives à la contribution du Fonds européen de développement régional à l'objectif « Coopération territoriale européenne » ;

- der Verordnung (EU) Nr. **1299/2013** des Europäischen Parlamentes und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit besonderen Bestimmungen zur Unterstützung des Ziels „Europäische territoriale Zusammenarbeit“ aus dem Europäischen Fonds für regionale Entwicklung (EFRE);

- le règlement délégué (UE) n° **481/2014** du 4 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1299/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne des règles particulières concernant l'éligibilité des dépenses pour les programmes de coopération ;

- der delegierten Verordnung (EU) Nr. **481/2014** der Kommission vom 4. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1299/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf besondere Regeln für die Förderfähigkeit von Ausgaben für Kooperationsprogramme;

<u>Les documents suivants, concernant le programme :</u>

<u>nachfolgender Bestimmungen betreffend das Programm:</u>

- l’accord de partenariat français pour la période 2014-2020 du 8 août 2014 ;

- der Partnerschaftsvereinbarung für Frankreich für die Förderperiode 2014-2020 vom 8. August 2014;

- la décision d’exécution de la Commission européenne n° C(2014) 9983 du 16 décembre 2014 portant approbation de certains éléments du programme de coopération intitulé « Interreg V-A France - Allemagne - Suisse (Rhin supérieur - Oberrhein) » (n°CCI 2014TC16RFCB039) en vue d’un soutien du Fonds européen de développement régional au titre de l'objectif « Coopération territoriale européenne » en France et en Allemagne avec la participation de la Suisse, modifiée par la décision d’exécution n°

- des Durchführungsbeschlusses Nr. C(2014) 9983 der Kommission vom 16.12.2014 zur Genehmigung bestimmter Elemente des Kooperationsprogramms „Interreg V-A Frankreich - Deutschland - Schweiz (Rhin supérieur - Oberrhein)“ (CCI Nr. 2014TC16RFCB039) für eine Unterstützung aus dem Europäischen Fonds für regionale Entwicklung im Rahmen des Ziels „Europäische territoriale Zusammenarbeit“ in Frankreich und in Deutschland unter Beteiligung der Schweiz,

C(2016) 6781 du 26 octobre 2016.

- la délibération du Conseil Régional N°17SP-2320 du 20 octobre 2017 relative à la délégation du Président du Conseil Régional du Grand Est

- la délibération de la Commission Permanente N° 17CP-2030 du 13 octobre 2017 relative à la modification de la convention-type INTERREG V Rhin supérieur 2014-2020 ;

- le manuel du programme dans sa version respectivement valable ;

Les documents suivants, concernant la France :

- le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

- l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020, modifié par l'arrêté du 25 janvier 2017 ;

- le décret n° 2015-792 du 29 juin 2015 relatif à l'autorité nationale pour les programmes de coopération territoriale européenne et le programme de coopération transfrontalière en matière de politique de voisinage pour la période 2014-2020 ;

- la circulaire du 29 juillet 2015 relative à la gouvernance des espaces et des programmes de coopération territoriale européenne et du programme de coopération transfrontalière en matière de politique de voisinage pour la période de programme 2014-2020 et à la désignation de préfets de région coordonnateurs ;

- le décret n° 2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds européens, modifié le 8 décembre 2014 ;

geändert durch den Durchführungsbeschluss Nr. C(2016) 6781 vom 26. Oktober 2016.

- des Beschlusses des Regionalrates N°17SP-2320 vom 20. Oktober 2017 bezüglich der Befugnisübertragungen an den Präsidenten des Regionalrates der Region Grand Est;

- des Beschlusses des Ständigen Ausschusses Nr. 17CP-2030 vom 13 Oktober 2017 bezüglich der Änderung des Modells für die Projektvereinbarung INTERREG V Oberrhein 2014-2020;

- des Programmhandbuchs in seiner jeweils gültigen Fassung;

nachfolgender für Frankreich relevanter Bestimmungen:

- des Dekrets Nr. 2016-279 vom 8. März 2016 zur Festlegung der nationalen Regeln für die Förderfähigkeit von Ausgaben im Rahmen der aus den europäischen Struktur- und Investitionsfonds finanzierten Programme im Zeitraum 2014-2020;

- des Erlasses vom 8. März 2016 mit Bestimmungen zur Umsetzung des Dekrets Nr. 2016-279 vom 8. März 2016 zur Festlegung der nationalen Regeln für die Förderfähigkeit von Ausgaben der europäischen Förderprogramme im Zeitraum 2014-2020, geändert durch den Erlass vom 25. Januar 2017;

- des Dekrets Nr. 2015-792 vom 29. Juni 2015 bezüglich der Nationalen Behörden für die Programme der Europäischen territorialen Zusammenarbeit und des Programms der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit in Zusammenhang mit der Nachbarschaftspolitik im Förderzeitraum 2014-2020;

- des Runderlasses vom 29. Juli 2015 bezüglich der Organisation der Räume und der Programme der Europäischen territorialen Zusammenarbeit und des Programms der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit in Zusammenhang mit der Nachbarschaftspolitik im Förderzeitraum 2014-2020 sowie der Benennung der federführenden Regionalpräfekten;

- des Dekrets Nr. 2008-548 vom 11. Juli 2008 bezüglich der interministeriellen Kommission zur Koordinierung der Kontrollen der aus den europäischen Fonds finanzierten Vorhaben in der am 8. Dezember 2014 geänderten Fassung;

Les documents suivants, relatifs au projet :

- la convention initiale relative au projet en date du 22 novembre 2019 ;

- la demande de concours communautaire modifiée comprenant les éléments substantiels relatifs aux objectifs et au contenu du projet, au plan de financement, au budget total et à la période de réalisation du projet, acceptée par le Comité de suivi en date du 29 septembre 2020, et constituée des pièces suivantes :

  - du formulaire de demande de cofinancement
  - de ses annexes, déposées dans l'outil en ligne SYNERGIE-CTE (notamment en ce qui concerne les conditions applicables au calcul des frais de personnel)
  - ainsi que des attestations obligatoires, et des éventuels documents complémentaires

En cas de modification ultérieure d'un des documents ci-dessus, la dernière version en vigueur s'applique.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1
Objet de l'avenant

L'objet de l'avenant est de modifier les modalités de mise en œuvre du projet intitulé « Développement de l'offre de soins de proximité dans l'espace PAMINA».

Article 2
Modifications apportées

Article 2.1
Modification
de la période de réalisation

L'article 4 de la convention est modifié comme suit :

La période de réalisation est comprise entre le 1er janvier 2019 et le 31 décembre 2022.

Cette période de réalisation correspond à la durée durant laquelle les bénéficiaires réalisent le projet conformément au formulaire de demande de cofinancement communautaire accepté par le Comité de suivi.

nachfolgender das Projekt betreffende Bestimmungen:

- der ursprünglichen Vereinbarung zum Projekt vom 22. November 2019

- des geänderten Antrags auf EU-Mittelförderung mit seinen wesentlichen Bestandteilen betreffend die Ziele und die Inhalte des Projektes, den Finanzierungs- und den Gesamtkostenplan sowie den Realisierungszeitraum in seiner vom Begleitausschuss am 29. September 2020 genehmigten Fassung, bestehend aus:

  - dem Antragsformular auf EU-Mittelförderung
  - seinen in SYNERGIE-CTE hinterlegten Anhängen (insbesondere zu den Bedingungen zur Berechnung der Personalkosten) und
  - den notwendigen Bestätigungen sowie ggf. allen weiteren beigefügten Unterlagen

Im Falle der späteren Abänderung eines der vorstehend genannten Dokumente kommt die zuletzt gültige Fassung zum Tragen.

Wird das Folgende vereinbart:

Artikel 1
Gegenstand des Nachtrags

Gegenstand dieses Nachtrags ist die Änderung der Durchführungsbestimmungen für das Projekt „Weiterentwicklung der Nahversorgung im Gesundheitssektor im Eurodistrikt PAMINA".

Artikel 2
Vorgenommene Änderungen

Artikel 2.1
Änderung
des Realisierungszeitraums

Artikel 4 der Vereinbarung wird wie folgt geändert:

Der Realisierungszeitraum des Projektes erstreckt sich vom 1. Januar 2019 bis zum 31. Dezember 2022.

Die Begünstigten setzen das Projekt in besagtem Zeitraum in der im vom Begleitausschuss beschlossenen Antragsformular auf EU-Mittelförderung vorgesehenen Form um.

Les dépenses sont éligibles si elles sont engagées et réalisées pendant cette période et acquittées au plus tard le 28 février 2023.

Ausgaben sind förderfähig, insofern sie während dieses Zeitraums getätigt und bis spätestens 28. Februar 2023 kassenwirksam gezahlt wurden.

Le montant maximum prévisionnel du cofinancement communautaire est établi sous réserve :

- de la réalisation du projet tel que prévu dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire accepté par le Comité de suivi ;
- du montant définitif des dépenses réalisé dans le cadre du projet et déclarées éligibles par l'Autorité de gestion ;

et des cofinancements nationaux réellement perçus, ainsi que des recettes nettes éventuellement générées par le projet.

Der vorgesehene Höchstbetrag an EU-Mittelförderung gilt vorbehaltlich:

- der Umsetzung des Projektes in der im vom Begleitausschuss beschlossenen Antragsformular auf EU-Mittelförderung vorgesehenen Form;
- des endgültigen Betrags an getätigten und von der Verwaltungsbehörde als förderfähig festgestellten Ausgaben;

sowie der tatsächlich vereinnahmten nationalen Kofinanzierungsmittel sowie ggf. durch das Projekt erwirtschafteter Nettoeinnahmen.

Article 2.2
Modification
du montant du cofinancement communautaire

Artikel 2.2
Änderung
des Betrags der EU-Mittelförderung

L'article 5 de la convention est modifié comme suit :

Artikel 5 der Vereinbarung wird wie folgt geändert:

Le cofinancement communautaire attribué au projet s'élève à un montant 393 535,87 euros maximum, soit 60,00 % du coût total éligible du projet.

Die dem Projekt zugesprochene EU-Mittelförderung beläuft sich auf einen Betrag von höchstens 393.535,87 Euro, und mithin auf 60,00 % der förderfähigen Projektgesamtkosten.

Le montant de cofinancement communautaire attribué au projet transite par le budget de la Région Grand Est, Autorité de gestion et de certification du Programme INTERREG V Rhin Supérieur. Ce montant est affecté à la section de fonctionnement (chapitre 936).

Die dem Projekt zugesprochenen EU-Mittel laufen über den Haushalt der Région Grand Est in ihrer Eigenschaft als Verwaltungs- und Bescheinigungsbehörde des Programms INTERREG V Oberrhein. Die Verbuchung erfolgt über das Kapitel Betriebskosten (Kapitel 936).

Afin de permettre le paiement des fonds au projet, le montant de cofinancement communautaire attribué doit être réparti annuellement selon un échéancier indicatif. L'échéancier indicatif du projet n° 11.10 « Développement de l'offre de soins de proximité dans l'espace PAMINA », est le suivant :

- Année 2019 : 65 589,31 €
- Année 2020 : 65 589,31 €
- Année 2021 : 65 589,31 €
- Année 2022 : 65 589,31 €
- Année 2023 : 65 589,31 €
- Année 2024 : 65 589,31 €

Voraussetzung für die Auszahlung der Mittel ist die indikative Aufteilung der zugesprochenen EU-Mittel nach Jahren. Die indikative jährliche Aufteilung der Mittel für das Projekt Nr. 11.10 „Weiterentwicklung der Nahversorgung im Gesundheitssektor im Eurodistrikt PAMINA“ ist wie folgt:

- Jahr 2019: 65 589,31 €
- Jahr 2020: 65 589,31 €
- Jahr 2021: 65 589,31 €
- Jahr 2022: 65 589,31 €
- Jahr 2023: 65 589,31 €
- Jahr 2024: 65 589,31 €

Cet échéancier prévisionnel pourra évoluer en fonction de l'avancement du projet, il n'est mentionné qu'à titre indicatif.

Diese vorläufige Aufteilung kann im Zuge der Projektumsetzung geändert werden und ist rein indikativer Natur.

Le montant maximum prévisionnel du cofinancement communautaire est établi sous réserve :

- de la réalisation du projet tel que prévu dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire accepté par le Comité de suivi ;
- du montant définitif des dépenses réalisé dans le cadre du projet et déclarées éligibles par l'Autorité de gestion ;

et des cofinancements nationaux réellement perçus, ainsi que des recettes nettes éventuellement générées par le projet.

Der vorgesehene Höchstbetrag an EU-Mittelförderung gilt vorbehaltlich:

- der Umsetzung des Projektes in der im vom Begleitausschuss beschlossenen Antragsformular auf EU-Mittelförderung vorgesehenen Form;
- des endgültigen Betrags an getätigten und von der Verwaltungsbehörde als förderfähig festgestellten Ausgaben;

sowie der tatsächlich vereinnahmten nationalen Kofinanzierungsmittel sowie ggf. durch das Projekt erwirtschafteter Nettoeinnahmen.

Article 2.3
Modification
des modalités de versement des cofinancements français et allemands

L'article 10 de la convention est modifié comme suit :

Les partenaires cofinanceurs s'engagent, par la signature de la présente convention, à verser les montants prévus dans le plan de financement du projet, dans les délais et les formes prévus.

Le GECT Eurodistrict PAMINA participe au projet à hauteur de 26 184,00 euros sous forme de dépenses directes.

Le Klinikum Landau-Südliche Weinstraße GmbH participe au projet à hauteur de 23 032,93 euros sous forme de dépenses directes.

Le Centre Hospitalier Intercommunal de la Lauter Wissembourg (CHIL) participe au projet à hauteur de 73 140,00 euros sous forme de dépenses directes.

Le Landkreis Karlsruhe participe au projet à hauteur de 7 500,00 euros. Ce montant sera versé à l'Eurodistrict PAMINA selon les modalités fixées telles que ci-après :
Le rythme de versement est le suivant :

- versement forfaitaire de 7 500€ à la signature de la convention.

Les demandes de versement des cofinancements de l'Eurodistrict PAMINA seront à adresser au Landkreis Karlsruhe selon les modalités définies entre ces partenaires.

Le Landkreis Rastatt participe au projet à hauteur de 7 500,00 euros. Ce montant sera versé à

Artikel 2.3
Änderung
der Modalitäten für die Auszahlung der deutschen und französischen Kofinanzierungsmittel

Artikel 10 der Vereinbarung wird wie folgt geändert

Die kofinanzierenden Projektpartner verpflichten sich dazu, die im Finanzierungsplan des Projekts vorgesehenen Beträge in den vorgesehenen Fristen und Formen zu überweisen.

Der EVTZ Eurodistrikt PAMINA beteiligt sich am Projekt in Höhe von 26.184,00 Euro in Form von direkten Ausgaben.

Das Klinikum Landau-Südliche Weinstraße GmbH beteiligt sich am Projekt in Höhe von 23.032,93 Euro in Form von direkten Ausgaben.

Der Centre Hospitalier Intercommunal de la Lauter Wissembourg (CHIL) beteiligt sich am Projekt in Höhe von 73.140,00 Euro in Form von direkten Ausgaben.

Der Landkreis Karlsruhe beteiligt sich am Projekt mit einem Betrag in Höhe von 7.500,00 Euro. Diese Summe wird dem Eurodistrikt PAMINA wie folgt ausbezahlt:
Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- die Auszahlung des Pauschalbetrags von 7.500€ erfolgt bei Unterzeichnung der Vereinbarung.

Die Anträge auf Auszahlung der Kofinanzierungsmittel des Eurodistrikts PAMINA sind entsprechend den zwischen den Projektpartnern vereinbarten Modalitäten an den Landkreis Karlsruhe zu richten.

Der Landkreis Rastatt beteiligt sich am Projekt mit einem Betrag in Höhe von 7.500,00 Euro. Diese

l'Eurodistrict PAMINA selon les modalités fixées telles que ci-après :
Le rythme de versement est le suivant :

- versement forfaitaire de 7 500€ à la signature de la convention.

Les demandes de versement des cofinancements de l'Eurodistrict PAMINA seront à adresser au Landkreis Rastatt selon les modalités définies entre ces partenaires.

Le Landkreis Germersheim participe au projet à hauteur de 7 500,00 euros. Ce montant sera versé à l'Eurodistrict PAMINA selon les modalités fixées telles que ci-après :
Le rythme de versement est le suivant :

- versement forfaitaire de 7 500€ à la signature de la convention.

Les demandes de versement des cofinancements de l'Eurodistrict PAMINA seront à adresser au Landkreis Germersheim selon les modalités définies entre ces partenaires.

Le Landkreis Südliche Weinstraße participe au projet à hauteur de 7 500,00 euros. Ce montant sera versé à l'Eurodistrict PAMINA selon les modalités fixées telles que ci-après :
Le rythme de versement est le suivant :

- versement forfaitaire de 7.500€ à la signature de la convention.

Les demandes de versement des cofinancements de l'Eurodistrict PAMINA seront à adresser au Landkreis Südliche Weinstrasse selon les modalités définies entre ces partenaires.

La Collectivité Européenne d'Alsace (Anciennement – Le Département du Bas-Rhin) participe au projet à hauteur de 50 000,00 euros. Ce montant sera versé à l'Eurodistrict PAMINA selon les modalités fixées telles que ci-après :
Le rythme de versement est le suivant :

- versement forfaitaire de 40 000 € à la signature de la présente convention,
- versement du solde en fin de réalisation du projet, avant le 31 décembre 2022, au prorata des dépenses réalisées, sur présentation du bilan financier du projet.

Les demandes de versement des cofinancements de l'Eurodistrict PAMINA seront à adresser à la Collectivité Européenne d'Alsace par courrier adressé au Président de la CEA.

L'Agence Régionale de Santé Grand Est participe au projet à hauteur de 20 000,00 euros. Ce montant

Summe wird dem Eurodistrikt PAMINA wie folgt ausbezahlt:
Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- die Auszahlung des Pauschalbetrags von 7.500€ erfolgt bei Unterzeichnung der Vereinbarung.

Die Anträge auf Auszahlung der Kofinanzierungsmittel des Eurodistrikts PAMINA sind entsprechend den zwischen den Projektpartnern vereinbarten Modalitäten an den Landkreis Rastatt zu richten.

Der Landkreis Germersheim beteiligt sich am Projekt mit einem Betrag in Höhe von 7.500,00 Euro. Diese Summe wird dem Eurodistrikt PAMINA wie folgt ausbezahlt:
Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- die Auszahlung des Pauschalbetrags von 7.500€ erfolgt bei Unterzeichnung der Vereinbarung.

Die Anträge auf Auszahlung der Kofinanzierungsmittel des Eurodistrikts PAMINA sind entsprechend den zwischen den Projektpartnern vereinbarten Modalitäten an den Landkreis Germersheim zu richten.

Der Landkreis Südliche Weinstraße beteiligt sich am Projekt mit einem Betrag in Höhe von 7.500,00 Euro. Diese Summe wird dem Eurodistrikt PAMINA wie folgt ausbezahlt:
Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- die Auszahlung des Pauschalbetrags von 7.500€ erfolgt bei Unterzeichnung der Vereinbarung.

Die Anträge auf Auszahlung der Kofinanzierungsmittel des Eurodistrikts PAMINA sind entsprechend den zwischen den Projektpartnern vereinbarten Modalitäten an den Landkreis Südliche Weinstrasse zu richten.

Die Collectivité Européenne d'Alsace (Bislang – Das Département du Bas-Rhin) beteiligt sich am Projekt mit einem Betrag in Höhe von 50.000,00 Euro. Diese Summe wird dem Eurodistrikt PAMINA wie folgt ausbezahlt:
Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- die Auszahlung des Pauschalbetrags von 40.000€ bei der Unterzeichnung der Vereinbarung,
- der Restbetrag am Ende der Realisierung des Projekts, bis spätestens 31. Dezember 2022, anteilig zu den tatsächlich getätigten Ausgaben, auf Vorlage einer Endabrechnung.

Die Anträge auf Auszahlung der Kofinanzierungsmittel des Eurodistrikts PAMINA sind per Brief an den Präsident der Collectivité Européenne d'Alsace zu richten.

Die Agence Régionale de Santé Grand Est beteiligt sich am Projekt mit einem Betrag in Höhe von

sera versé à l'Eurodistrict PAMINA selon les modalités fixées telles que ci-après :
Le rythme de versement est le suivant :

- versement forfaitaire de 20 000€ à la signature de la convention.

Les demandes de versement des cofinancements de l'Eurodistrict PAMINA seront à adresser à l'Agence Régionale de Santé Grand Est selon les modalités définies entre ces partenaires.

La Caisse des Dépôts participe au projet à hauteur de 20 000,00 euros. Ce montant sera versé à l'Eurodistrict PAMINA selon les modalités fixées telles que ci-après :
Le rythme de versement est le suivant :

- versement de 40% à la signature et 60% à la restitution du rapport final.;

Les demandes de versement des cofinancements de l'Eurodistrict PAMINA seront à adresser à la Caisse des Dépôts selon les modalités définies entre ces partenaires.

La Région Grand Est (Mission Santé du Pôle Cohésion des Territoires et Proximité) participe au projet à hauteur de 20 000,00 euros. Ce montant sera versé à l'Eurodistrict PAMINA selon les modalités fixées telles que ci-après :
Le rythme de versement est le suivant :

- 10 % de la subvention sur production d'une attestation de démarrage du projet;
- le solde de l'aide régionale sur justification des dépenses réalisées à hauteur de la dépense subventionnable, c'est-à-dire 18 000 € (cf. modalités de versement d'une subvention « Soutien aux Dynamiques Territoriales de Santé »).

Les demandes de versement des cofinancements de l'Eurodistrict PAMINA seront à adresser à la Région Grand Est (Mission Santé du Pôle Cohésion des Territoires et Proximité) selon les modalités définies entre ces partenaires.

Les partenaires cofinanceurs s'engagent, par la signature de la présente convention, à verser les montants prévus dans le plan de financement du projet, dans les délais et les formes prévus

Article 3
Autres disposition

Toutes les autres dispositions de la convention relative au projet restent inchangées.

20.000,00 Euro. Diese Summe wird dem Eurodistrikt PAMINA wie folgt ausbezahlt:
Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- die Auszahlung des Pauschalbetrags von 20.000€ erfolgt bei Unterzeichnung der Vereinbarung.

Die Anträge auf Auszahlung der Kofinanzierungsmittel des Eurodistrikts PAMINA sind entsprechend den zwischen den Projektpartnern vereinbarten Modalitäten an die Agence Régionale de Santé Grand Est zu richten.

Die Caisse des Dépôts beteiligt sich am Projekt mit einem Betrag in Höhe von 20.000,00 Euro. Diese Summe wird dem Eurodistrikt PAMINA wie folgt ausbezahlt:
Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- die Auszahlung von 40% bei Unterzeichnung der Vereinbarung, und 60% auf Vorlage des Schlussbrerichts..

Die Anträge auf Auszahlung der Kofinanzierungsmittel des Eurodistrikts PAMINA sind entsprechend den zwischen den Projektpartnern vereinbarten Modalitäten an die Caisse des Dépôts zu richten.

Die Région Grand Est (Mission Santé du Pôle Cohésion des Territoires et Proximité) beteiligt sich am Projekt mit einem Betrag in Höhe von 20.000,00 Euro. Diese Summe wird dem Eurodistrikt PAMINA wie folgt ausbezahlt:
Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 10 % bei Unterzeichnung der Vereinbarung;

- der Restbetrag auf Vorlage der getätigten Ausgaben in Höhe von 18.000 € (siehe Zahlungsbedingungen für eine Förderung „Soutien aux Dynamiques Territoriales de Santé“).

Die Anträge auf Auszahlung der Kofinanzierungsmittel des Eurodistrikts PAMINA sind entsprechend den zwischen den Projektpartnern vereinbarten Modalitäten an die Région Grand Est (Mission Santé du Pôle Cohésion des Territoires et Proximité) zu richten.
Die kofinanzierenden Projektpartner verpflichten sich dazu, die im Finanzierungsplan des Projekts vorgesehenen Beträge in den vorgesehenen Fristen und Formen zu überweisen.

Artikel 3
Sonstige Bestimmungen

Alle anderen Bestimmungen der Vereinbarung bleiben vom vorliegenden Nachtrag zur Vereinbarung unberührt.

Signataires du présent avenant n°1 relatif à la convention du projet n° 11.10
« Développement de l'offre de soins de proximité dans l'espace PAMINA»»

Unterzeichner des vorliegenden Nachtrags Nr. 1 zur Vereinbarung des Projekts Nr. 11.10
„Weiterentwicklung der Nahversorgung im Gesundheitssektor im Eurodistrikt PAMINA"

GECT Eurodistrict PAMINA
Porteur de projet/Projektträger

Date/Datum
Signature/Unterschrift
Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners
Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners
Cachet/Stempel

Signataires du présent avenant n°1 relatif à la convention du projet n° 11.10
« Développement de l'offre de soins de proximité dans l'espace PAMINA»»

Unterzeichner des vorliegenden Nachtrags Nr. 1 zur Vereinbarung des Projekts Nr. 11.10
„Weiterentwicklung der Nahversorgung im Gesundheitssektor im Eurodistrikt PAMINA“

Klinikum Landau-Südliche Weinstraße GmbH
Partenaire du projet / Projektpartner

Date/Datum
Signature/Unterschrift
Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners
Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners
Cachet/Stempel

Signataires du présent avenant n°1 relatif à la convention du projet n° 11.10
« Développement de l'offre de soins de proximité dans l'espace PAMINA»»

Unterzeichner des vorliegenden Nachtrags Nr. 1 zur Vereinbarung des Projekts Nr. 11.10
„Weiterentwicklung der Nahversorgung im Gesundheitssektor im Eurodistrikt PAMINA“

Centre Hospitalier Intercommunal de la Lauter Wissembourg
Partenaire du projet / Projektpartner

Date/Datum
Signature/Unterschrift
Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners
Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners
Cachet/Stempel

Signataires du présent avenant n°1 relatif à la convention du projet n° 11.10
« Développement de l'offre de soins de proximité dans l'espace PAMINA»»

Unterzeichner des vorliegenden Nachtrags Nr. 1 zur Vereinbarung des Projekts Nr. 11.10
„Weiterentwicklung der Nahversorgung im Gesundheitssektor im Eurodistrikt PAMINA“

Landkreis Karlsruhe
Partenaire du projet / Projektpartner

Date/Datum
Signature/Unterschrift
Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners
Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners
Cachet/Stempel

Signataires du présent avenant n°1 relatif à la convention du projet n° 11.10
« Développement de l'offre de soins de proximité dans l'espace PAMINA»»

Unterzeichner des vorliegenden Nachtrags Nr. 1 zur Vereinbarung des Projekts Nr. 11.10
„Weiterentwicklung der Nahversorgung im Gesundheitssektor im Eurodistrikt PAMINA“

Landkreis Rastatt
Partenaire du projet / Projektpartner

Date/Datum
Signature/Unterschrift
Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners
Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners
Cachet/Stempel

Signataires du présent avenant n°1 relatif à la convention du projet n° 11.10
« Développement de l'offre de soins de proximité dans l'espace PAMINA»»

Unterzeichner des vorliegenden Nachtrags Nr. 1 zur Vereinbarung des Projekts Nr. 11.10
„Weiterentwicklung der Nahversorgung im Gesundheitssektor im Eurodistrikt PAMINA“

Landkreis Germersheim
Partenaire du projet / Projektpartner

Date/Datum
Signature/Unterschrift
Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners
Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners
Cachet/Stempel

Signataires du présent avenant n°1 relatif à la convention du projet n° 11.10
« Développement de l'offre de soins de proximité dans l'espace PAMINA»»

Unterzeichner des vorliegenden Nachtrags Nr. 1 zur Vereinbarung des Projekts Nr. 11.10
„Weiterentwicklung der Nahversorgung im Gesundheitssektor im Eurodistrikt PAMINA“

Landkreis Südliche Weinstraße
Partenaire du projet / Projektpartner

Date/Datum
Signature/Unterschrift
Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners
Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners
Cachet/Stempel

Signataires du présent avenant n°1 relatif à la convention du projet n° 11.10
« Développement de l'offre de soins de proximité dans l'espace PAMINA»»

Unterzeichner des vorliegenden Nachtrags Nr. 1 zur Vereinbarung des Projekts Nr. 11.10
„Weiterentwicklung der Nahversorgung im Gesundheitssektor im Eurodistrikt PAMINA“

Collectivité Européenne d'Alsace
(Anciennement - Département du Bas-Rhin)
Partenaire du projet / Projektpartner

Date/Datum
Signature/Unterschrift
Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners
Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners
Cachet/Stempel

Signataires du présent avenant n°1 relatif à la convention du projet n° 11.10
« Développement de l'offre de soins de proximité dans l'espace PAMINA»»

Unterzeichner des vorliegenden Nachtrags Nr. 1 zur Vereinbarung des Projekts Nr. 11.10
„Weiterentwicklung der Nahversorgung im Gesundheitssektor im Eurodistrikt PAMINA“

Agence Régionale de Santé Grand Est
Partenaire du projet / Projektpartner

Date/Datum
Signature/Unterschrift
Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners
Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners
Cachet/Stempel

Signataires du présent avenant n°1 relatif à la convention du projet n° 11.10
« Développement de l'offre de soins de proximité dans l'espace PAMINA»»

Unterzeichner des vorliegenden Nachtrags Nr. 1 zur Vereinbarung des Projekts Nr. 11.10
„Weiterentwicklung der Nahversorgung im Gesundheitssektor im Eurodistrikt PAMINA“

Caisse des Dépôts
Partenaire du projet / Projektpartner

Date/Datum
Signature/Unterschrift
Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners
Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners
Cachet/Stempel

Signataires du présent avenant n°1 relatif à la convention du projet n° 11.10
« Développement de l'offre de soins de proximité dans l'espace PAMINA»»

Unterzeichner des vorliegenden Nachtrags Nr. 1 zur Vereinbarung des Projekts Nr. 11.10
„Weiterentwicklung der Nahversorgung im Gesundheitssektor im Eurodistrikt PAMINA“

Région Grand Est (Mission Santé du Pôle Cohésion des Territoires et Proximité)
Partenaire du projet / Projektpartner

Date/Datum
Signature/Unterschrift
Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners
Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners
Cachet/Stempel

Signataires du présent avenant n°1 relatif à la convention du projet n° 11.10
« Développement de l'offre de soins de proximité dans l'espace PAMINA»»

Unterzeichner des vorliegenden Nachtrags Nr. 1 zur Vereinbarung des Projekts Nr. 11.10
„Weiterentwicklung der Nahversorgung im Gesundheitssektor im Eurodistrikt PAMINA“

Région Grand Est
Autorité de gestion du Programme INTERREG V Rhin Supérieur
Verwaltungsbehörde des Programms INTERREG V Oberrhein

Date/Datum
Signature/Unterschrift
Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners
Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners
Cachet/Stempel

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001525-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-9-3
Séance du lundi 10 mai 2021

SIGNATURE DE LA CONVENTION INTERREG RELATIVE AU PROJET 9.5 RAD SAUER-PECHELBRONN-DAHN, DANS LE CADRE DU CONTRAT DÉPARTEMENTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DU MAILLAGE INTERCOMMUNAL DES ITINÉRAIRES CYCLABLES SUR LE TERRITOIRE DE LA CCSP

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, BURGER Etienne, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
HOLDERITH Nadine donne procuration à BURGER Etienne
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas

VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-04 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

VU la délibération n° CP/2020/153 de la Commission Permanente du Conseil Départemental du Bas-Rhin du 22 juin 2020, relative à l'attribution d'une subvention d'investissement de 377 185 euros au titre du Fonds de développement et d'attractivité à la Communauté de Communes Sauer-Pechelbronn, pour les projets de liaisons cyclables transfrontalières, ainsi que la liaison utilitaire Lobsann - Soultz-Sous-Forêts, dans le cadre du Contrat Départemental pour le développement du maillage intercommunal des itinéraires cyclables sur le territoire de la Communauté de Communes Sauer-Pechelbronn

VU la délibération n° CD/2020/021 du 22 juin 2020 du Conseil départemental du Bas-Rhin, relative à l'intégration de nouvelles dispositions dans les contrats départementaux de développement territorial et humain, pour accompagner la relance de l'activité consécutivement à la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19,

VU la délibération n° CP/2020/315 de la Commission Permanente du Conseil Départemental du Bas-Rhin du 15 octobre 2020, portant par avenant le montant de la subvention à la Communauté de Communes Sauer-Pechelbronn à 538 642 euros.

VU la convention relative au projet n° 9.5 "Rad Sauer-Pechelbronn-Dahn" dans le cadre du Programme INTERREG V Rhin Supérieur du 12 octobre 2018,

VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'avis de la Commission Nord Alsace - Haguenau - Wissembourg du 15 avril 2021,

VU le rapport du Président de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

- Approuve l'avenant n° 1 à la convention relative au projet n° 9.5 "Rad Sauer-Pechelbronn-Dahn", qui fixe le partenariat entre la Région Grand Est, Autorité de gestion du programme INTERREG V Rhin Supérieur, la Communauté de Communes Sauer-Pechelbronn, porteur du projet, le Verbandsgemeinde Dahner Felsenland et la Collectivité européenne d'Alsace, partenaires cofinanceurs français et allemands dudit projet, avenant joint en annexe à présente délibération ;

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001525-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

- Autorise le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à signer cet avenant.

Le Président



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001525-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001549-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-2-6
Séance du lundi 10 mai 2021

PROPOSITION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AU TITRE DE LA REUSSITE EDUCATIVE À L'ASSOCIATION ENTREPRENDRE POUR APPRENDRE ET A LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT-FEDERATION DES OEUVRES LAIQUES DU BAS-RHIN

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
BURGER Etienne donne procuration à LEHMANN Marie-Paule
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

EXCUSEE :
HOLDERITH Nadine

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-04 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-3-2-3 du 15 février 2021 relative à la Politique Collèges, Education et Jeunesse,

VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'avis de la Commission de Commission de l'excellence éducative, de l'accompagnement des familles et de l'autonomie du 19 avril 2021,

VU le rapport du Président de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

- Attribue à l'association « Entreprendre pour apprendre Grand Est » une subvention de 14 000 €, pour la mise en œuvre de son dispositif « Mini-entreprises » au titre de l'année 2021 et d'organiser un temps fort de lancement en début d'année scolaire 2021-2022 ;

- Attribue à l'association Ligue de l'Enseignement - Fédération des Œuvres Laïques du Bas-Rhin une subvention de 13 000 € pour l'opération « Lire et Faire lire », au titre de l'année 2021 ;

Les subventions feront l'objet d'un versement unique dès que la délibération sera exécutoire.

Le montant des subventions (27 000 €) sera prélevé sur les crédits inscrits au BP 2021, soit la somme de 190 800 €, comme suit :

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001549-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

Réussite éducative : Opération P207O001 – lignes 65-65748-288 (14 000 €) et 65-65748-338 (13 000 €).

Le Président



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001549-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

Réussite éducative (P207O001T01)

NON AFFECTE SUR UN TERRITOIRE

N° dossier	Tiers	Intitulé projet	Coût Projet	Base Eligible	Tx Aide	Mt Proposé
00003748	FEDERATION DES OEUVRES LAIQUES BAS RHIN LIGUE DE L ENSEIGNEMENT	"Lire et Faire Lire"				13 000,00 €
TRANCHE:P207O001T01 - NATURE:(1093) 65-65748-338 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**13 000,00 €**
00003745	ASS ENTREPRENDRE POUR APPRENDRE-GRAND EST	"Mini-entreprises"				14 000,00 €
TRANCHE:P207O001T01 - NATURE:(1969) 65-65748-288 - Subventions - Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux au				**Total Imputation**		**14 000,00 €**

Total territoire	**27 000,00 €**

TOTAL : Réussite éducative (P207O001T01)	**27 000,00 €**

810

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001521-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-9-1
Séance du lundi 10 mai 2021

INSTITUTION D'UNE COMMISSION COMMUNALE OU INTERCOMMUNALE D'AMENAGEMENT FONCIER A GRIES

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, BURGER Etienne, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
HOLDERITH Nadine donne procuration à BURGER Etienne
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

ABSENTES :

BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L. 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

VU les articles L. 121-14 et R.121-20 et suivants du code rural et de la pêche maritime,

VU les articles L.123-3 et suivants et R.123-2 à R.123-27 du code de l'environnement,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CeA-2021-1-1-04 du 2 janvier 2021 relative aux délégations consenties à la Commission permanente,

VU la délibération du Conseil Municipal de GRIES en date du 4 mars 2021,

VU l'avis de la Commission territoriale Nord Alsace Haguenau-Wissembourg en date du 15 avril 2021,

VU le rapport du Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Décide d'instituer, une Commission Communale ou Intercommunale d'Aménagement Foncier à GRIES, dans le cadre de la réalisation d'une étude préalable d'aménagement foncier.

Le Président



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001521-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001503-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-8-4
Séance du lundi 10 mai 2021

GARANTIE DÉPARTEMENTALE D'EMPRUNT EHPAD LE BEAU REGARD DE MULHOUSE RÉNOVATION DU BÂTIMENT DE L'EHPAD

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, BURGER Etienne, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
HOLDERITH Nadine donne procuration à BURGER Etienne
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

VU les articles L. 3231-4 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux garanties d'emprunt du Département,

VU les articles 2298 et suivants du Code Civil relatifs à l'obligation du débiteur avant implication de la caution envers le créancier,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-04 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-03 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace au Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU la demande formulée par l'EHPAD LE BEAU REGARD de Mulhouse le 23 mars 2021,

VU le contrat de prêt n° 117534 en annexe signé l'EHPAD LE BEAU REGARD, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations, prêteur,

VU le rapport du Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

- Décide d'accorder sa garantie d'emprunt à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 900 000 € (neuf cent mille euros) souscrit par l'EHPAD LE BEAU REGARD auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de Prêt n°117534, constitué d'une ligne du Prêt.

  Ledit Contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

- La garantie est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

- Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- S'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

- Autorise le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à intervenir au contrat de prêt passé entre le prêteur et l'organisme et à signer tout document relatif à la caution, y compris la prénotation hypothécaire de premier rang ainsi que les

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001503-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

constats de main levée totale ou partielle, approbation de réaménagement, de renégociations, de transfert d'emprunt.

M. Alain COUCHOT, Mme Josiane MEHLEN-VETTER et Mme Catherine RAPP, en leur qualité de membres du CA de l'EHPAD LE BEAUREGARD de Mulhouse, ne participent ni au débat ni au vote.

Le Président



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001503-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 117534

Entre

EPSCA MAISON RETRAITE LE BEAU REGARD - n° 000405391

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquesDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

EPSCA MAISON RETRAITE LE BEAU REGARD, SIREN n°: 266802099, sis(e) 18 RUE DU BEAU REGARD 68200 MULHOUSE,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **EPSCA MAISON RETRAITE LE BEAU REGARD** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.4
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.6
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.7
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.7
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.10
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.10
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.11
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.11
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.12
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.12
ARTICLE 16	GARANTIES	P.15
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.15
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.18
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.18
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.18
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.19
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.19
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Secteur médico-social, Réhabilitation lourde / Restructuration de 81 places/lits situés 18, rue du Beau Regard 68200 MULHOUSE.

Ce Contrat donne lieu à la mise en place d'un Prêt long terme sur ressources de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB) obtenues par la Caisse des Dépôts, en vue d'optimiser le financement de l'Habitat spécifique et de fournir de meilleures conditions d'habitat.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de neuf-cent mille euros (900 000,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PHARE CEB Habitat spécifique, d'un montant de neuf-cent mille euros (900 000,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

La **« Charte Sociale Européenne »** désigne la Charte Sociale Européenne en date du 3 mai 1996, CETS n°163, telle que modifiée.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquesDesTerr

La « **Convention Européenne des Droits de l'Homme** » désigne la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales, en date du 4 novembre 1950, CETS n°5, telle que modifiée.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Indemnité de Redéploiement** » désigne les coûts engendrés par le redéploiement du montant à rembourser (ou à annuler) à compter de la date de remboursement anticipé (ou de la date de calcul de l'annulation) jusqu'à la Date d'Echéance, y compris tous coûts connexes, tels que le dénouement de toute opération de couverture sous-jacente. Les coûts de redéploiement seront établis sur la base de la différence entre le taux initial et le Taux de Redéploiement, qui sera déterminé par la CEB sur la base des conditions de marché à la date de l'avis de remboursement anticipé (ou à la date de calcul de l'annulation).

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

La « **Perturbation de Marché** » désigne l'un quelconque des événements suivants :

(a) il existe, de l'opinion raisonnable du Prêteur, des événements ou circonstances affectant défavorablement l'accès du Prêteur à ses sources de financement au vu des conditions actuelles de marché ;

(b) de l'opinion du Prêteur, les fonds ne sont pas disponibles auprès de ses sources habituelles de financement pour lui permettre de financer une Ligne du Prêt de manière suffisante pour la maturité demandée, et/ou pour le profil de remboursement demandé ;

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Politique Environnementale** » désigne la politique environnementale de la CEB telle qu'approuvée par le Conseil d'administration de la CEB 1530 (2010).

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Habitat Amélioration Restructuration Extension** » **(PHARE)** est destiné à l'acquisition, à la construction, à l'amélioration et à la restructuration des projets d'habitat spécifique. Les catégories de projets éligibles au prêt sont restrictives.

Le « **Taux de Redéploiement** » désigne le taux d'intérêt annuel déterminé par la CEB sur la base des conditions de marché applicables à la date de l'avis de remboursement anticipé pour un prêt qui aura les mêmes modalités de paiement des intérêts et le même profil de remboursement résiduel du principal que la Ligne du Prêt pour laquelle un remboursement anticipé est dû.

Le « **Taux Fixe** » désigne le taux ni variable, ni révisable appliqué à une Ligne du Prêt.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **31/12/2020** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

La prise d'effet est également subordonnée à l'absence de survenance d'un cas de Perturbation de Marché tel que stipulé à l'Article "**Définitions**" et ce après notification à l'Emprunteur par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article "**Notifications**".

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquedesTerr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHARE			
Enveloppe	CEB Habitat spécifique			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5390913			
Montant de la Ligne du Prêt	900 000 €			
Commission d'instruction	540 €			
Pénalité de dédit	Indemnité de redéploiement			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,7 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,7 %			
Phase d'amortissement				
Durée	25 ans			
Index	Taux fixe			
Marge fixe sur index	-			
Taux d'intérêt	0,7 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité de redéploiement			
Modalité de révision	Sans objet			
Taux de progressivité de l'échéance	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquedesTerr

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU TAUX FIXE

Le Taux Fixe est déterminé par le Prêteur, pour chaque Ligne du Prêt. Sa valeur est définie à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquedesTerr

ARTICLE 14 COMMISSIONS

L'Emprunteur sera redevable, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

L'Emprunteur sera redevable, pour chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe, de l'Indemnité de Redéploiement prévue à l'Article **« Définitions »**. Cette indemnité est calculée à la Date Limite de Mobilisation.

L'Emprunteur sera redevable, pour chaque Ligne du Prêt le mentionnant dans l'Article **« Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt »**, d'une Pénalité de Dédit dans le cas où la somme des Versements est inférieure au montant mis à sa disposition.
Cette Pénalité de Dédit est calculée à la Date Limite de Mobilisation et correspond à l'Indemnité de Redéploiement sur la base du montant en principal non mobilisé par Ligne du Prêt.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquesDesTerr

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- conclure les marchés de fournitures, de travaux et de services dans le cadre de chaque opération conformément à la législation nationale sur les appels d'offres, si celle-ci est applicable. Au cas où ladite législation ne s'appliquerait pas, l'Emprunteur appliquera des méthodes de passation des marchés appropriées garantissant une acquisition rationnelle des fournitures, de travaux et de services à des prix marchands équitables et que leurs investissements sont effectués de façon efficace.

Par ailleurs, l'opération devra respecter les dispositions de (i) la Convention Européenne des Droits de l'Homme et (ii) la Charte Sociale Européenne.
L'opération sera conforme aux exigences prévues dans la Politique Environnementale de la CEB.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	DEPARTEMENT DU HAUT RHIN	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité forfaitaire, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquesDesTerr

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

- retrait ou non renouvellement de l'autorisation délivrée par l'autorité compétente en application des articles L. 313-1 et suivants du Code de l'action sociale et des familles ou le cas échéant en cas de non habilitation ou de retrait de l'habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale prévue par ce même Code.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

Pour chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe, ladite indemnité sera majorée d'une indemnité calculée selon les modalités visées au paragraphe « **Conditions financières des remboursements anticipés volontaires** ».

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanquedesTerr

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

En tout état de cause, en cas de remboursement anticipé obligatoire d'une Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe, l'Indemnité de redéploiement sera due quelle que soit la date du remboursement. Elle sera calculée à la date de ce dernier.

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 18.12.202

Pour l'Emprunteur,

Civilité : Mme

Nom / Prénom : SEILER Sylvie

Qualité : Directrice

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

EHPAD LE BEAU REGARD
18 rue du Beau Regard - 68200 MULHOUSE
Tél. : 03 89 42 27 37 - Fax : 03 89 59 88 36
E-mail : maisonregard@estvideo.fr
N° SIRET : 266 802 099 00017

Le, 16 décembre 2020

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : Monsieur

Nom / Prénom : JEANNOT Paul

Qualité : Directeur territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

PAUL JEANNET
DIRECTEUR TERRITORIAL

PR0090-PR0068 V3.18.4 page 20/20
Contrat de prêt n° 117534 Emprunteur n° 000405391

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
27 rue Jean Wenger Valentin - BP 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001554-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-3-2
Séance du lundi 10 mai 2021

MISE EN OEUVRE D'ACTIONS DANS LE CADRE DE LA DÉMARCHE GERPLAN

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, BURGER Etienne, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
HOLDERITH Nadine donne procuration à BURGER Etienne
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-04 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-3-3-1 relative au budget primitif – Politiques de l'environnement et de la transition écologique,

VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'avis favorable de la Commission de l'attractivité économique et de la transition énergétique et écologique réunie le 19 avril 2021, et l'avis favorable des commissions territoriales Région de Colmar et Sud Alsace réunies le 23 avril 2021,

VU le rapport du Président de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Accorde, dans le cadre de la démarche GERPLAN, des subventions dont le montant total s'élève à 11 692 € (investissement) à chacun des porteurs des opérations listées dans le tableau annexé à la présente délibération, dans lequel sont également précisées, opération par opération, les imputations budgétaires. Les subventions correspondantes feront l'objet d'un versement unique en fin d'opération.

Le Président



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001554-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

DOSSIERS EXAMINES PAR LA COMMISSION PERMANENTE
DU 10 MAI 2021

Actions GERPLAN
PROGRAMME 2021

Territoire	N° dossier	Maître d'ouvrage Libellé de l'opération	Imputation budgétaire	Montant Subventionnable	Taux	Montant de la subvention
Région de Colmar	265	**WUENHEIM** Plantation de haies vives sur le ban communal Paiement unique	P226O002T05-3026-204-2041482-54	1 817 €	40 %	727 €
Sud Alsace Saint-Louis Sundgau Thur Doller	1548	**MICHELBACH-LE-BAS** Création d'un panneau pédagogique à proximité de la zone humide Paiement unique	P226O002T05–3011-204-2041481-54	5 050 €	40 %	2 020 €
	3725	**Mon petit poney** Acquisition d'un abri bois pour des chevaux et plantation de fruitiers et arbustes Paiement unique	P226O002T05-3028-204-20421-54	13 344 €	40 %	5 337 €
Haut-Rhin	RGPL04449	**BUFO** Suivis écologiques de zones humides, préconisations de gestion, sensibilisation du pblic Paiement unique	P226O002T05-3028-204-20421-54	8 730 €	41,33 %	3 608 €
					Total	11 692 €

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001552-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-4-1
Séance du lundi 10 mai 2021

AVENANT A LA CONVENTION INTERREG V POUR LE MICRO-PROJET ALTERNA : PROLONGATION DE LA PÉRIODE DE RÉALISATION D'UNE DURÉE DE 4 MOIS

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, BURGER Etienne, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
HOLDERITH Nadine donne procuration à BURGER Etienne
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU les articles L 1115-1 et L 3211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace en matière de coopération transfrontalière et de prévention et prise en charge des situations de fragilité, de développement social et d'accueil des jeunes enfants,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-04 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

VU la délibération n° CP/2020/314 de la Commission permanente du Conseil départemental du Bas-Rhin du 30 novembre 2020 relative à l'accord de partenariat entre le Département du Bas-Rhin et l'Ortenaukreis,

VU la convention INTERREG Rhin Supérieur relative au microprojet n° 12.MP51 signée,

VU l'avis de la Commission de l'Europe, des terres transfrontalières Rhénanes et du bilinguisme émis lors de sa réunion en date du 19 avril 2021,

VU le rapport du Président de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

- Approuve l'avenant, joint en annexe à la présente délibération, à la convention INTERREG relative au micro-projet « ALTERNA : aucun enfant laissé sur le bord : innovations et alternatives au placement par-delà les frontières » et dont l'objet est prolonger le micro-projet de quatre mois jusqu'au 31 décembre 2021 ;

- Autorise le Président de la Collectivité européenne d'Alsace à signer l'avenant précité entre l'Euroinstitut, le Landratsamt de l'Ortenaukreis, l'Ecole Supérieure Européenne de l'Intervention Sociale et l'Evangelische Hochschule Freiburg.

Le Président

Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001552-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

Programme INTERREG V Rhin Supérieur

Programm INTERREG V Oberrhein

Avenant n° 1 à la convention relative au microprojet n° 12.MP51
« ALTERNA - Aucun enfant laissé sur le bord : innovations et alternatives au placement par-delà les frontières »

Nachtrag Nr. 1 zur Vereinbarung zum Kleinprojekt Nr. 12.MP51
„Kein Kind zurücklassen: Innovationen und Alternativen zur Fremdunterbringung über Grenzen hinweg“

Cofinancé par l'Union européenne
Fonds européen de développement régional (FEDER)
Von der Europäischen Union kofinanziert
Europäischer Fonds für regionale Entwicklung (EFRE)

Signataires

Entre

- la Région Grand Est, Autorité de gestion du programme INTERREG V Rhin Supérieur (Direction du Rayonnement Transfrontalier, International et de l'Europe)

les bénéficiaires cofinanceurs français et allemands dudit microprojet :

- Euro-institut : porteur du microprojet
- Landratsamt Ortenaukreis
- Evangelische Hochschule Freiburg
- Collectivité européenne d'Alsace (dénommée anciennement dans la Convention « Conseil Départemental du Bas-Rhin »)
- Ecole Supérieure Européenne de l'Intervention Sociale (ESEIS)

Préambule

Vu

La réglementation communautaire :

- le règlement (UE) n° **1303/2013** du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;

- le règlement délégué (UE) n° **480/2014** de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) no 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la

Unterzeichner

Zwischen

- der Région Grand Est als Verwaltungsbehörde des Programms INTERREG V Oberrhein (Direction du Rayonnement Transfrontalier, International et de l'Europe)

den folgenden deutschen und französischen kofinanzierenden Begünstigten:

- Euro-institut: Kleinprojektträger
- Landratsamt Ortenaukreis
- Evangelische Hochschule Freiburg
- Collectivité européenne d'Alsace (vormals in der Vereinbarung als « Conseil Départemental du Bas-Rhin » bezeichnet)
- Ecole Supérieure Européenne de l'Intervention Sociale (ESEIS)

Vorbemerkung

wird in Anbetracht

nachfolgender gemeinschaftlicher Rechtsakte:

- der Verordnung (EU) Nr. **1303/2013** des Europäischen Parlamentes und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates;

- der delegierten Verordnung (EU) Nr. **480/2014** der Kommission vom 3. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1303/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den

pêche ;

Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds;

- le règlement (UE) n° **1301/2013** du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi », et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 ;

- der Verordnung (EU) Nr. **1301/2013** des Europäischen Parlamentes und des Rates vom 17. Dezember 2013 über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung und mit besonderen Bestimmungen hinsichtlich des Ziels „Investitionen in Wachstum und Beschäftigung“ und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1080/2006;

- le règlement (UE) n° **1299/2013** du 17 décembre 2013 portant dispositions particulières relatives à la contribution du Fonds européen de développement régional à l'objectif « Coopération territoriale européenne » ;

- der Verordnung (EU) Nr. **1299/2013** des Europäischen Parlamentes und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit besonderen Bestimmungen zur Unterstützung des Ziels „Europäische territoriale Zusammenarbeit“ aus dem Europäischen Fonds für regionale Entwicklung (EFRE);

- le règlement délégué (UE) n° **481/2014** du 4 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1299/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne des règles particulières concernant l'éligibilité des dépenses pour les programmes de coopération ;

- der delegierten Verordnung (EU) Nr. **481/2014** der Kommission vom 4. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1299/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf besondere Regeln für die Förderfähigkeit von Ausgaben für Kooperationsprogramme;

Les documents suivants, concernant le programme :

nachfolgender Bestimmungen betreffend das Programm:

- l’accord de partenariat français pour la période 2014-2020 du 8 août 2014 ;

- der Partnerschaftsvereinbarung für Frankreich für die Förderperiode 2014-2020 vom 8. August 2014;

- la décision d’exécution de la Commission européenne n° C(2014) 9983 du 16 décembre 2014 portant approbation de certains éléments du programme de coopération intitulé « Interreg V-A France - Allemagne - Suisse (Rhin supérieur - Oberrhein) » (n°CCI 2014TC16RFCB039) en vue d’un soutien du Fonds européen de développement régional au titre de l'objectif « Coopération territoriale européenne » en France et en Allemagne avec la participation de la Suisse, modifiée par la décision d’exécution n° C(2016) 6781 du 26 octobre 2016.

- des Durchführungsbeschlusses Nr. C(2014) 9983 der Kommission vom 16.12.2014 zur Genehmigung bestimmter Elemente des Kooperationsprogramms „Interreg V-A Frankreich - Deutschland - Schweiz (Rhin supérieur - Oberrhein)“ (CCI Nr. 2014TC16RFCB039) für eine Unterstützung aus dem Europäischen Fonds für regionale Entwicklung im Rahmen des Ziels „Europäische territoriale Zusammenarbeit“ in Frankreich und in Deutschland unter Beteiligung der Schweiz, geändert durch den Durchführungsbeschluss Nr. C(2016) 6781 vom 26. Oktober 2016.

- la délibération du Conseil Régional N°17SP-2320 du 20 octobre 2017 relative à la délégation du Président du Conseil Régional du Grand Est

- des Beschlusses des Regionalrates N°17SP-2320 vom 20. Oktober 2017 bezüglich der Befugnisübertragungen an den Präsidenten des Regionalrates der Region Grand Est;

- la délibération de la Commission Permanente N° 17CP-2030 du 13 octobre 2017 relative à la modification de la convention-type INTERREG V Rhin supérieur 2014-2020 ;

- des Beschlusses des Ständigen Ausschusses Nr. 17CP-2030 vom 13 Oktober 2017 bezüglich der Änderung des Modells für die Projektvereinbarung INTERREG V Oberrhein 2014-2020;

- le manuel du programme dans sa version respectivement valable ;

- des Programmhandbuchs in seiner jeweils gültigen Fassung;

Les documents suivants, concernant la France :

nachfolgender für Frankreich relevanter Bestimmungen:

- le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

- des Dekrets Nr. 2016-279 vom 8. März 2016 zur Festlegung der nationalen Regeln für die Förderfähigkeit von Ausgaben im Rahmen der aus den europäischen Struktur- und Investitionsfonds finanzierten Programme im Zeitraum 2014-2020;

- l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020, modifié par l'arrêté du 25 janvier 2017 ;

- des Erlasses vom 8. März 2016 mit Bestimmungen zur Umsetzung des Dekrets Nr. 2016-279 vom 8. März 2016 zur Festlegung der nationalen Regeln für die Förderfähigkeit von Ausgaben der europäischen Förderprogramme im Zeitraum 2014-2020, geändert durch den Erlass vom 25. Januar 2017;

- le décret n° 2015-792 du 29 juin 2015 relatif à l'autorité nationale pour les programmes de coopération territoriale européenne et le programme de coopération transfrontalière en matière de politique de voisinage pour la période 2014-2020 ;

- des Dekrets Nr. 2015-792 vom 29. Juni 2015 bezüglich der Nationalen Behörden für die Programme der Europäischen territorialen Zusammenarbeit und des Programms der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit in Zusammenhang mit der Nachbarschaftspolitik im Förderzeitraum 2014-2020;

- la circulaire du 29 juillet 2015 relative à la gouvernance des espaces et des programmes de coopération territoriale européenne et du programme de coopération transfrontalière en matière de politique de voisinage pour la période de programme 2014-2020 et à la désignation de préfets de région coordonnateurs ;

- des Runderlasses vom 29. Juli 2015 bezüglich der Organisation der Räume und der Programme der Europäischen territorialen Zusammenarbeit und des Programms der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit in Zusammenhang mit der Nachbarschaftspolitik im Förderzeitraum 2014-2020 sowie der Benennung der federführenden Regionalpräfekten;

- le décret n° 2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds européens, modifié le 8 décembre 2014 ;

- des Dekrets Nr. 2008-548 vom 11. Juli 2008 bezüglich der interministeriellen Kommission zur Koordinierung der Kontrollen der aus den europäischen Fonds finanzierten Vorhaben in der am 8. Dezember 2014 geänderten Fassung;

-

-

Les documents suivants, relatifs au microprojet :

nachfolgender das Kleinprojekt betreffende Dokumente:

- la demande initiale de microprojet (DIM) comprenant les éléments substantiels relatifs aux objectifs et au contenu du microprojet, au plan de financement, au budget total et à la période de réalisation du microprojet, acceptée par le Comité de pilotage en date du 28.05.2020, et constituée des pièces suivantes :

- des Erstantrags für Kleinprojekte (EfK) mit seinen wesentlichen Bestandteilen betreffend die Ziele und die Inhalte des Kleinprojektes, den Finanzierungs- und den Gesamtkostenplan sowie den Realisierungszeitraum in seiner vom Lenkungsausschuss am 28.05.2020 genehmigten Fassung, bestehend aus:

- du formulaire de demande de cofinancement spécifique aux microprojets (DIM 1)
- de l'annexe comprenant le budget en ressources et le budget en dépenses du microprojet (DIM 2)
- ainsi que des attestations de partenariat (DIM 3), et des éventuels documents complémentaires

- dem Antragsformular speziell für Kleinprojekte (EfK 1)
- dem Anhang mit dem Kosten- und Finanzierungsplan für das Kleinprojekt (EfK 2)
- den Partnerschaftsbescheinigungen (EfK 3) sowie ggf. allen weiteren beigefügten Unterlagen

- le courrier de l'Autorité de gestion au porteur de microprojet accusant réception de la demande de microprojet initiale recevable à la date du 25.05.2020.

- des Schreibens der Verwaltungsbehörde zur Bestätigung des Eingangs eines vollständigen und formal korrekten Erstantrags für Kleinprojekte zum 25.05.2020.

- la fiche de renseignements administratifs

- des Verwaltungsbogens

En cas de modification d'un des documents ci-dessus, la dernière version en vigueur s'applique.

Im Falle der Abänderung eines der vorstehend genannten Dokumente kommt die zuletzt gültige Fassung zum Tragen.

Il est convenu ce qui suit :

Wird das Folgende vereinbart:

Article 1
Objet de l'avenant

L'objet de l'avenant est de modifier les modalités de mise en œuvre du microprojet intitulé « ALTERNA - Aucun enfant laissé sur le bord : innovations et alternatives au placement par-delà les frontières ».

Artikel 1
Gegenstand des Nachtrags

Gegenstand dieses Nachtrags ist die Änderung der Durchführungsbestimmungen für das Kleinprojekt „Kein Kind zurücklassen: Innovationen und Alternativen zur Fremdunterbringung über Grenzen hinweg".

Article 2
Modifications apportées

Article 2.1
Modification
de la période de réalisation

L'article 4 de la convention est modifié comme suit :

La période de réalisation est comprise entre le 01.09.2020 et le 31.12.2021.

Cette période de réalisation correspond à la durée durant laquelle les bénéficiaires réalisent le microprojet conformément au formulaire de demande de cofinancement communautaire accepté par le Comité de pilotage.

Les dépenses sont éligibles si elles sont engagées et réalisées pendant cette période et acquittées au plus tard le 28.02.2022.

Artikel 2
Vorgenommene Änderungen

Artikel 2.1
Änderung
des Realisierungszeitraums

Artikel 4 der Vereinbarung wird wie folgt geändert:

Der Realisierungszeitraum des Projektes erstreckt sich vom 01.09.2020 bis zum 31.12.2021.

Die Begünstigten setzen das Kleinprojekt in besagtem Zeitraum in der im vom Lenkungsausschuss beschlossenen Antragsformular auf EU-Mittelförderung vorgesehenen Form um.

Ausgaben sind förderfähig, insofern sie während dieses Zeitraums getätigt und bis spätestens 28.02.2022 kassenwirksam gezahlt wurden.

Article 3
Autres dispositions

Toutes les autres dispositions de la convention relative au microprojet restent inchangées.

Artikel 3
Sonstige Bestimmungen

Alle anderen Bestimmungen der Vereinbarung bleiben vom vorliegenden Nachtrag zur Vereinbarung unberührt.

Signataires du présent avenant n°1 relatif à la convention du microprojet n°12.MP51 « ALTERNA - Aucun enfant laissé sur le bord : innovations et alternatives au placement par-delà les frontières »

Unterzeichner des vorliegenden Nachtrags Nr. 1 zur Vereinbarung des Kleinprojekts Nr. 12.MP51 „Kein Kind zurücklassen: Innovationen und Alternativen zur Fremdunterbringung über Grenzen hinweg“

Euro-institut
Porteur de microprojet/Kleinprojektträger

Date/Datum
Signature/Unterschrift
Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners
Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners
Cachet/Stempel

Signataires du présent avenant n°1 relatif à la convention du microprojet n°12.MP51 « ALTERNA - Aucun enfant laissé sur le bord : innovations et alternatives au placement par-delà les frontières »

Unterzeichner des vorliegenden Nachtrags Nr. 1 zur Vereinbarung des Kleinprojekts Nr. 12.MP51 „Kein Kind zurücklassen: Innovationen und Alternativen zur Fremdunterbringung über Grenzen hinweg“

Landratsamt Ortenaukreis
Partenaire du microprojet/Kleinprojektpartner

Date/Datum
Signature/Unterschrift
Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners
Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners
Cachet/Stempel

Signataires du présent avenant n°1 relatif à la convention du microprojet n°12.MP51 « ALTERNA - Aucun enfant laissé sur le bord : innovations et alternatives au placement par-delà les frontières »

Unterzeichner des vorliegenden Nachtrags Nr. 1 zur Vereinbarung des Kleinprojekts Nr. 12.MP51 „Kein Kind zurücklassen: Innovationen und Alternativen zur Fremdunterbringung über Grenzen hinweg“

Collectivité européenne d'Alsace
Partenaire du microprojet/Kleinprojektpartner

Date/Datum
Signature/Unterschrift
Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners
Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners
Cachet/Stempel

Signataires du présent avenant n°1 relatif à la convention du microprojet n°12.MP51 « ALTERNA - Aucun enfant laissé sur le bord : innovations et alternatives au placement par-delà les frontières »

Unterzeichner des vorliegenden Nachtrags Nr. 1 zur Vereinbarung des Kleinprojekts Nr. 12.MP51 „Kein Kind zurücklassen: Innovationen und Alternativen zur Fremdunterbringung über Grenzen hinweg“

Evangelische Hochschule Freiburg
Partenaire du microprojet/Kleinprojektpartner

Date/Datum
Signature/Unterschrift
Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners
Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners
Cachet/Stempel

Signataires du présent avenant n°1 relatif à la convention du microprojet n°12.MP51 « ALTERNA - Aucun enfant laissé sur le bord : innovations et alternatives au placement par-delà les frontières »

Unterzeichner des vorliegenden Nachtrags Nr. 1 zur Vereinbarung des Kleinprojekts Nr. 12.MP51 „Kein Kind zurücklassen: Innovationen und Alternativen zur Fremdunterbringung über Grenzen hinweg“

Ecole Supérieure Européenne de l'Intervention Sociale (ESEIS)
Partenaire de microprojet/Kleinprojektpartner

Date/Datum
Signature/Unterschrift
Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners
Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners
Cachet/Stempel

Signataires du présent avenant n°1 relatif à la convention du microprojet n°12.MP51 « ALTERNA - Aucun enfant laissé sur le bord : innovations et alternatives au placement par-delà les frontières »

Unterzeichner des vorliegenden Nachtrags Nr. 1 zur Vereinbarung des Kleinprojekts Nr. 12.MP51 „Kein Kind zurücklassen: Innovationen und Alternativen zur Fremdunterbringung über Grenzen hinweg“

Région Grand Est
Autorité de gestion du Programme INTERREG V Rhin Supérieur
Verwaltungsbehörde des Programms INTERREG V Oberrhein

Date/Datum
Signature/Unterschrift
Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners
Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners
Cachet/Stempel

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001539-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-2-4
Séance du lundi 10 mai 2021

PROJET INTERREG GRANDE REGION SENIOR ACTIV - AVENANT AU CONTRAT DE PARTENARIAT

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, BURGER Etienne, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
HOLDERITH Nadine donne procuration à BURGER Etienne
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-1-1-04 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-3-8-5 du 15 février 2021 portant sur le budget primitif 2021,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Haut-Rhin n° CP-2019-8-4-1 INTERREG SENIOR ACTIV – contrat de partenariat du 13 septembre 2019,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Bas-Rhin n° CP/2018/029 - 60540 - Silver Développement Participation du Département du Bas-Rhin au projet "Senior'Activ" INTERREG V-A Grande Région 2018-2022 du 19 février 2018,

VU le contrat de partenariat relatif au projet « SENIOR ACTIV' – bien vieillir en Grande Région » n° 055-3-06-166 signé dans le cadre du programme INTERREG V Grande Région,

VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'avis de la Commission de l'excellence éducative, de l'accompagnement des familles et de l'autonomie du 19 avril 2021,

VU le rapport du Président de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

- Approuve l'avenant au contrat de partenariat relatif au projet INTERREG GRANDE REGION SENIOR ACTIV – bien vieillir en Grande Région, joint en annexe à la présente délibération,

- Autorise le Président à signer le présent avenant ainsi que tout document relatif aux fonds européens dont la signature serait rendue nécessaire pour permettre la mise en œuvre du projet susmentionné, dès lors qu'il n'en résultera pas de modification substantielle de l'engagement de la Collectivité.

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001539-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

- Les crédits seront prélevés sur les lignes suivantes :
  Dépenses : P100 O004 T09 SENIOR ACTIV (011-6228-4238)
  Recettes : P100 O004 T12 SENIOR ACTIV (74-74772-4238)

Le Président



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001539-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

Programme cofinancé par l'Union européenne - Fonds Européen de Développement Régional

L'Union européenne investit dans votre avenir

INTERREG V A « GRANDE REGION » 2014-2020

AVENANT N°1

AU CONTRAT DE PARTENARIAT

DU PROJET

« SENIOR ACTIV' – BIEN-VIEILLIR EN GRANDE REGION »

N° 055-3-06-166

Vu la demande de concours FEDER déposée le 23 mars 2018, ayant pour objet de réaliser le projet nommé ci-dessus,

Vu la décision du Comité de sélection du 13 septembre 2018 approuvant la demande de concours FEDER (levée des réserves le 11 décembre 2018),

Vu la convention FEDER conclue entre le bénéficiaire chef de file et l'Autorité de Gestion du programme INTERREG V A Grande Région le 6 mars 2020,

Vu le contrat de partenariat du 25 novembre 2019 conclu entre les parties suivantes :

- **Le bénéficiaire chef de file**

  Département de la Moselle
  1, rue du Pont Moreau
  F-57036 METZ

  Représenté par Monsieur Patrick WEITEN, Président

et

- **Opérateur n°2**

  Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles
  Agence pour une Vie de Qualité (AViQ)
  Rue de la Rivelaine, 21
  B-6061 CHARLEROI

  Représenté par Madame Alice BAUDINE, Administratrice générale

- **Opérateur n°3**

  Département de la Meurthe-et-Moselle
  48, Esplanade Jacques Baudot - C.O. 900 19
  F-54035 NANCY CEDEX

  Représenté par Monsieur Mathieu KLEIN, Président

- **Opérateur n°4**

  Province de Luxembourg
  Service provincial Social et Santé
  Place Léopold, 1
  B-6700 ARLON

  Représenté par Monsieur Pierre-Henry GOFFINET, Directeur général provincial

- **Opérateur n°5**

  Département de la Meuse
  Place Pierre François Gossin - BP 50514
  F-55012 BAR-LE-DUC CEDEX

  Représenté par Monsieur Claude LEONARD, Président

- **Opérateur n°6**

  Hochschule Trier - University of Applied Sciences
  Institut für Softwaresysteme
  Campusallee
  D-55768 HOPPSTÄDTEN-WEIERSBACH

  Représenté par Madame Gisela SPARMANN, Vice-Présidente

- **Opérateur n°7**

  Département du Bas-Rhin
  1, place du Quartier Blanc
  F-67694 STRASBOURG CEDEX 9

  Représenté par Monsieur Frédéric BIERRY, Président

- **Opérateur n°8**

  Département du Haut-Rhin
  100, avenue d'Alsace - BP 20351
  F-68006 COLMAR CEDEX

  Représenté par Madame Brigitte KLINKERT, Présidente

- **Opérateur n°9**

  Wallonia e-health Living Lab (WeLL)
  Pôle MecaTech asbl
  Route de Hannut
  B-5004 BOUGE

  Représenté par Monsieur Anthony VAN PUTTE, Directeur Général

- **Opérateur n°10**

  Institut Mines-Telecom (IMT) / Antenne Grand Est
  92, rue du Sergent Blandan
  F-54000 NANCY

  Représenté par Madame Odile GAUTHIER, Directrice Générale

- **Opérateur n°11**

  EUROP'age Saar-Lor-Lux e.V.
  Schloßstraße 48
  D-66117 SAARBRÜCKEN

  Représenté par Madame Marianne GRANZ, Présidente

Vu la demande de modification mineure émanant du bénéficiaire chef de file en date du 4 mai 2020,

Vu la décision de l'Autorité de Gestion du 10 mars 2021 approuvant les modifications proposées et de procéder à la rédaction d'un avenant,

Considérant ce qui précède, le présent avenant est conclu entre les signataires du contrat de partenariat en vertu des dispositions visées à l'article 1.

Les parties ont convenu de ce qui suit :

Article 1

Les opérateurs Association Innov' Autonomie, Mutuelle Générale de l'Education Nationale, Centrale de Services à Domicile de la Province de Namur et Hochschule für Technik und Wirtschaft des Saarlandes sont ajoutés au projet.

Le partenariat modifié est ainsi constitué comme suit :

- **Le bénéficiaire chef de file**

  Département de la Moselle
  1, rue du Pont Moreau
  F-57036 METZ

  Représenté par Monsieur Patrick WEITEN, Président

- **Opérateur n°2**

  Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles
  Agence pour une Vie de Qualité (AViQ)
  Rue de la Rivelaine, 21
  B-6061 CHARLEROI

  Représenté par Monsieur Jean RIGUELLE, Inspecteur général exerçant les pouvoirs de l'Administrateur général

- **Opérateur n°3**

  Département de la Meurthe-et-Moselle
  48, Esplanade Jacques Baudot - C.O. 900 19
  F-54035 NANCY CEDEX

  Représenté par Madame Valérie BEAUSERT-LEICK, Présidente

- **Opérateur n°4**

  Province de Luxembourg
  Service provincial Social et Santé
  Place Léopold, 1
  B-6700 ARLON

  Représenté par Monsieur Pierre-Henry GOFFINET, Directeur général provincial

- **Opérateur n°5**

  Département de la Meuse
  Place Pierre François Gossin - BP 50514
  F-55012 BAR-LE-DUC CEDEX

  Représenté par Monsieur Claude LEONARD, Président

- **Opérateur n°6**

  Hochschule Trier - University of Applied Sciences
  Institut für Softwaresysteme
  Campusallee
  D-55768 HOPPSTÄDTEN-WEIERSBACH

  Représenté par Monsieur Prof. Dr. Stefan DIEMER, Vice-Président

- **Opérateur n°7**

  Département du Bas-Rhin
  1, place du Quartier Blanc
  F-67694 STRASBOURG CEDEX 9

  Les Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ont fusionné le 1er janvier 2021 et sont donc devenus la Collectivité européenne d'Alsace, représentée par Monsieur Frédéric BIERRY, Président.
  En vertu de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019, cette Collectivité est substituée de plein droit, depuis le 1er janvier 2021, aux deux anciens Départements dans tous leurs droits et obligations, et a donc repris depuis cette date l'ensemble des engagements de ces deux Départements dans le cadre de l'exécution du présent contrat de partenariat.

- **Opérateur n°8**

  Département du Haut-Rhin
  100, avenue d'Alsace - BP 20351
  F-68006 COLMAR CEDEX

  Les Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ont fusionné le 1er janvier 2021 et sont donc devenus la Collectivité européenne d'Alsace, représentée par Monsieur Frédéric BIERRY, Président.
  En vertu de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019, cette Collectivité est substituée de plein droit, depuis le 1er janvier 2021, aux deux anciens Départements dans tous leurs droits et obligations, et a donc repris depuis cette date l'ensemble des engagements de ces deux Départements dans le cadre de l'exécution du présent contrat de partenariat.

- **Opérateur n°9**

  Wallonia e-health Living Lab (WeLL)
  Pôle MecaTech asbl

Route de Hannut
B-5004 BOUGE

Représenté par Monsieur Anthony VAN PUTTE, Directeur Général

- **Opérateur n°10**

  Institut Mines-Telecom (IMT) / Antenne Grand Est
  92, rue du Sergent Blandan
  F-54000 NANCY

  Représenté par Madame Odile GAUTHIER, Directrice Générale

- **Opérateur n°11**

  EUROP'age Saar-Lor-Lux e.V.
  Altes Rathaus am Schlossplatz 1-2
  D-66119 SAARBRÜCKEN

  Représenté par Madame Marianne GRANZ, Présidente

- **Opérateur n°12**

  Association Innov' Autonomie (AIA)
  92, rue du Sergent Blandan
  F-54000 NANCY

  Représenté par Monsieur Laurent TROGRLIC, Président

- **Opérateur n°13**

  Mutuelle Générale de l'Education Nationale (MGEN)
  3, square Max Hymans
  F-75015 PARIS

  Représenté par Monsieur Didier QUERCIOLI, Délégué National

- **Opérateur n°14**

  Centrale de Services à Domicile de la Province de Namur (CSD PN)
  Rue de France, 35
  B-5600 PHILIPPEVILLE

  Représenté par Madame Charlotte BOUVEROUX, Directrice Générale

- **Opérateur n°15**

Hochschule für Technik und Wirtschaft des Saarlandes (htw saar)
Goebenstraße 40
D-66117 SAARBRÜCKEN

Représenté par Monsieur Prof. Dr. Jürgen GRIEBSCH, Vice-Recteur pour la recherche et le transfert de connaissances

Article 2

L'article 7 du contrat de partenariat est modifié et prend la teneur suivante :

Article 7 : Obligations et responsabilités des opérateurs

Les opérateurs acceptent la coordination technique, administrative et financière du bénéficiaire chef de file afin de permettre à ce dernier de remplir ses obligations à l'égard de l'Autorité de Gestion / Secrétariat Conjoint, de l'Autorité d'Audit et de l'Autorité de Certification. Pour ce faire, ils s'engagent à :

En matière de suivi et d'évaluation du projet :

- désigner un interlocuteur du projet et un interlocuteur pour les questions financières afin de soutenir le bénéficiaire chef de file dans l'exécution du projet ;

- réaliser le projet et les actions prévues conjointement avec le bénéficiaire chef de file et les autres opérateurs selon les modalités et les délais prévus dans la convention FEDER ;

- participer aux comités d'accompagnement ;

- répondre rapidement à toute demande d'information ou de documents nécessaires pour la gestion du projet ;

- s'informer mutuellement, et en premier lieu le bénéficiaire chef de file, de tout événement qui pourrait provoquer une interruption temporaire ou définitive du projet ou de tout autre écart par rapport au projet prévu ;

- transmettre régulièrement au bénéficiaire chef de file les informations nécessaires à la rédaction des rapports d'activité et des autres documents spécifiques demandés par les organes de gestion du programme, afin de respecter la périodicité des rapports définie dans la convention FEDER. Les opérateurs s'engagent à contribuer à la rédaction de ces différents rapports ;

- fournir aux experts indépendants effectuant une évaluation du programme tous les documents ou informations nécessaires pour faciliter l'évaluation ;

En matière de gestion financière :

- accepter la coordination financière du bénéficiaire chef de file et s'engager à s'acquitter des obligations financières mentionnées à l'article 9 du présent contrat ;

- accepter le contrôle des organismes dûment mandatés dans le cadre du programme pour s'assurer de l'exécution du projet et de la régularité des dépenses justifiées conduisant à l'octroi de la subvention FEDER ;

- utiliser les systèmes de comptabilité distincts ou les codes comptables adéquats indiqués ci-dessous, selon les règles qui leur sont applicables, pour toutes les transactions liées au projet, conformément à l'article 125.4.b du règlement (UE) n°1303/2013 :

Pour l'opérateur n°2 AViQ : 685.121.34

Pour l'opérateur n°3 Conseil Départemental de Meurthe-et-Moselle :
Dépenses :
Frais de traduction et interprétariat : chapitre 011 art 6288 Fonction 91
Frais de restauration : chapitre 011 art 6234 Fonction 91
Frais d'études : chapitre 011 art 617 Fonction 91
Co financement..... : chapitre 011 art 6228-Fonction 91
Frais de communication et participation salons : chapitre 011 art 6233- Fonction 91
Recettes : chapitre 74 art 74772 Fonction 91

Pour l'opérateur n°4 Province de Luxembourg : 834/61320/002

Pour l'opérateur n°5 Conseil Départemental de Meuse : SENIOR_ACTIV

Pour l'opérateur n°6 Hochschule Trier : 1566-BIR-Senior Activ

Pour l'opérateur n°7 Conseil Départemental du Bas-Rhin, du démarrage du projet jusqu'au 31 décembre 2020 :
Dépenses : 44399 PROJET INTERREG SENIOR ACTIV
(imputation comptable : chapitre 011, nature 6228, fonction 538)
Recettes : 44400 RECETTES FEDER PROJET INTERREG SENIOR ACTIV
(imputation comptable : chapitre 74, nature 74772, fonction 538)

Pour l'opérateur n°8 Conseil Départemental du Haut-Rhin, du démarrage du projet jusqu'au 31 décembre 2020 :
Projet Interreg Senior Activ
Dépenses : 011-538-6228-3098-010 opération : 2019-I811-60926
Recettes : 74-538-74772-3098-010 opération : 2019-I811-59914
Ligne traduction et interprétariat : 2019-F612-58492

A compter du 1er janvier 2021, pour l'opérateur Collectivité européenne d'Alsace, en substitution des opérateurs n°7, Conseil Départemental au Bas-Rhin et n°8, Conseil Départemental du Haut-Rhin :
Dépenses : P100 O004 T09 SENIOR ACTIV (011-6228-4238)
Recettes : P100 O004 T12 SENIOR ACTIV (74-74772-4238)

Pour l'opérateur n°9 WELL : SENIORACTIV

Pour l'opérateur n°10 Institut Mines-Telecom (IMT) : DAPB 90531

Pour l'opérateur n°11 Europ'age : Interreg

Pour l'opérateur n°12 Association Innov' Autonomie :
Numéro de compte du plan comptable (libellé du compte de dépenses + Senior Activ')

Pour l'opérateur n°13 Mutuelle Générale de l'Education Nationale : SENACTI

Pour l'opérateur n°14 Centrale de Services à Domicile de la Province de Namur :
IP 3 06 166

Pour l'opérateur n°15 Hochschule für Technik und Wirtschaft des Saarlandes :
Senior Activ

En matière de contrôle :

- se soumettre à tout contrôle administratif, financier, technique et scientifique des administrations fonctionnellement compétentes pour s'assurer de la mise en œuvre et l'utilisation appropriée de la subvention accordée au projet ;
- produire tous les documents requis, fournir les informations nécessaires et donner accès aux auditeurs / contrôleurs à ses locaux et ses systèmes de stockage des données en lien avec le projet ;

- conserver à tout moment, pour l'audit, tous les fichiers, documents et données concernant la partie du projet dont ils sont responsables, selon les modalités précisées ci-dessous, pendant au moins trois ans après le paiement final au programme par la Commission Européenne soit au moins jusqu'au 31 décembre 2028 ;

  Conformément à l'article 140 du règlement (UE) n°1303/2013 :

  Les documents sont conservés sous forme d'originaux ou de copies certifiées conformes des originaux, ou sur des supports de données communément admis contenant les versions électroniques des documents originaux ou les documents existant uniquement sous forme électronique.

  La procédure de certification de la conformité des documents conservés sur des supports de données communément admis avec le document original est établie par les autorités nationales ; elle garantit la conformité des versions conservées avec les prescriptions légales nationales ainsi que leur fiabilité à des fins d'audit.

  Lorsque des documents n'existent que sous forme électronique, les systèmes informatiques utilisés respectent des normes de sécurité reconnues garantissant la conformité des documents conservés avec les prescriptions légales nationales ainsi que leur fiabilité à des fins d'audit.

- se conformer à la législation communautaire et nationale en vigueur.

Article 3

L'article 9.4 du contrat de partenariat est modifié et prend la teneur suivante :

9.4 Versement du FEDER au bénéficiaire chef de file et reversement aux opérateurs

En tant que responsable envers l'Autorité de Gestion et l'Autorité de Certification de la gestion budgétaire et financière du projet, le bénéficiaire chef de file :

- sollicite au nom de tous les opérateurs la subvention communautaire qu'il perçoit intégralement ;

- reverse à chacun des opérateurs leurs quotes-parts respectives, selon la répartition prévue à l'article 6 de la convention FEDER, dans le délai fixé à l'article 6 du présent contrat, sur les comptes bancaires ci-dessous :

Pour l'opérateur n°2 :
Agence pour une Vie de Qualité (AViQ)
Banque Carrefour des Entreprises (BCE)
IBAN : BE40 0910 2136 2863
BIC : GKCCBEBB

Pour l'opérateur n°3 :
Département de la Meurthe-et-Moselle
Banque de France
Paierie Département de la Meurthe-et-Moselle
IBAN : FR10 3000 1005 83C5 4300 0000 027
BIC : BDFEFRPPCCT

Pour l'opérateur n°4 :
Province de Luxembourg
Belfius Banque SA
IBAN : BE67 0910 0056 8487
BIC : GKCCBEBB

Pour l'opérateur n°5 :
Département de la Meuse
Banque de France
Paierie Départementale de la Meuse
IBAN : FR37 3000 1001 72C5 5100 0000 003
BIC : BDFEFRPPCCT

Pour l'opérateur n°6 :
Hochschule Trier, Umwelt-Campus Birkenfeld
Landeshochschulkasse Mainz
IBAN : DE25 5500 0000 0055 0015 11
BIC : MARKDEF1550

Pour l'opérateur n°7, du début du projet jusqu'au 31 décembre 2020 :
Département du Bas-Rhin
Banque de France
Paierie Départementale du Bas-Rhin
IBAN : FR35 3000 1008 06C6 7500 0000 051
BIC : BDFEFRPPCCT

Pour l'opérateur n°8, du début du projet jusqu'au 31 décembre 2020 :

Département du Haut-Rhin
Banque de France
Paierie Départementale du Haut-Rhin
IBAN : FR43 3000 1003 07C6 8300 0000 086
BIC : BDFEFRPPCCT

A compter du 1er janvier 2021, pour l'opérateur Collectivité européenne d'Alsace, en substitution des opérateurs n°7, Conseil Départemental au Bas-Rhin et n°8, Conseil Départemental du Haut-Rhin :
Banque de France
IBAN : FR43 3000 1003 07C6 8300 0000 086
BIC : BDFEFRPPCCT

Pour l'opérateur n°9 :
ASBL Pôle MecaTech
BNP Paribas Fortis SA
IBAN : BE54 0018 5490 1997
BIC : GEBABEBB

Pour l'opérateur n°10 :
Institut Mines-Telecom (IMT)
Banque : Trésor Public - Agence : TP Paris RGF
IBAN : FR76 1007 1750 0000 0010 0045 088
BIC : TRPUFRP1
Pour l'opérateur n°11 :
EUROP'age Saar-Lor-Lux e.V.
Sparkasse Saarbrücken
IBAN : DE97 5905 0101 0081 1158 83
BIC : SAKSDE55XXX

Pour l'opérateur n°12 :
Association Innov' Autonomie
Caisse d'épargne
IBAN : FR76 1513 5005 0008 0043 6138 628
BIC : CEPAFRPP513

Pour l'opérateur n°13 :
Mutuelle Générale de l'Education Nationale
Banque Populaire du Nord
IBAN : FR76 1350 7001 6305 1625 5190 695
BIC : CCBPFRPPLIL

Pour l'opérateur n°14 :
Centrale de Services à Domicile de la Province de Namur
NAGELMACKERS
IBAN : BE36 8781 7263 0181
BIC : BNAGBEBB

Pour l'opérateur n°15 :
Hochschule für Technik und Wirtschaft des Saarlandes
SaarLB
IBAN : DE345 905 000 000 200 229 27

BIC : SALADE55XXX

Article 4

Les modifications décrites dans les articles 1, 2 et 3 pour les opérateurs Association Innov' Autonomie, Mutuelle Générale de l'Education Nationale et Centrale de Services à Domicile de la Province de Namur entrent en vigueur à la date de la signature du présent avenant avec effet rétroactif à la date du 1er janvier 2020.

Les modifications décrites dans les articles 1, 2 et 3 pour l'opérateur Hochschule für Technik und Wirtschaft des Saarlandes entrent en vigueur à la date de la signature du présent avenant avec effet rétroactif à la date du 1er octobre 2020.

Article 5

Les autres éléments constitutifs du contrat de partenariat ne font l'objet d'aucune modification.

AVENANT N°1 AU CONTRAT DE PARTENARIAT

entre le bénéficiaire chef de file et les opérateurs du projet

« SENIOR ACTIV' – BIEN-VIEILLIR EN GRANDE REGION »

dans le cadre du Programme INTERREG V A « Grande Région »

Fait le : …… à : ……., en autant d'exemplaires originaux que de parties, chacune reconnaissant avoir reçu le sien, plus un exemplaire original pour l'Autorité de Gestion / Secrétariat Conjoint.

Le bénéficiaire chef de file : Département de la Moselle

Monsieur Patrick WEITEN

Président

.....
(Signature + Cachet)

Opérateur n°2 : Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles / Agence pour une Vie de Qualité (AViQ)

Monsieur Jean RIGUELLE

Inspecteur général exerçant les pouvoirs de l'Administrateur général

.....
(Signature + Cachet)

Opérateur n°3 : Département de la Meurthe-et-Moselle

Madame Valérie BEAUSERT-LEICK

Présidente

.....
(Signature + Cachet)

Opérateur n°4 : Province de Luxembourg

Monsieur Pierre-Henry GOFFINET

Directeur général provincial

.....
(Signature + Cachet)

Opérateur n°5 : Département de la Meuse

Monsieur Claude LEONARD

Président

.....
(Signature + Cachet)

Opérateur n°6 : Hochschule Trier - University of Applied Sciences / Institut für Softwaresysteme

Monsieur Stefan DIEMER

Vice-Président

.....
(Signature + Cachet)

Opérateur n°7 Département du Bas-Rhin et opérateur n°8 Département du Haut-Rhin

Les Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ont fusionné le 1er janvier 2021 et sont donc devenus la Collectivité européenne d'Alsace, représentée par son Président Monsieur Frédéric BIERRY.

Monsieur Frédéric BIERRY

Président

.....
(Signature + Cachet)

Opérateur n°9 : Wallonia e-health Living Lab (WeLL) / Pôle MecaTech asbl

Monsieur Anthony VAN PUTTE

Directeur Général

.....
(Signature + Cachet)

Opérateur n°10 : Institut Mines-Telecom (IMT) / Antenne Grand Est

Madame Odile GAUTHIER

Directrice Générale

.....
(Signature + Cachet)

Opérateur n°11 : EUROP'age Saar-Lor-Lux e.V.

Madame Marianne GRANZ

Présidente

.....
(Signature + Cachet)

Opérateur n°12 : Association Innov' Autonomie (AIA)

Monsieur Laurent TROGRLIC

Président

.....
(Signature + Cachet)

Opérateur n°13 : Mutuelle Générale de l'Education Nationale (MGEN)

Monsieur Didier QUERCIOLI

Délégué National

.....
(Signature + Cachet)

Opérateur n°14 : Centrale de Services à Domicile de la Province de Namur (CSD PN)

Madame Charlotte BOUVEROUX

Directrice Générale

.....
(Signature + Cachet)

Opérateur n°15 : Hochschule für Technik und Wirtschaft des Saarlandes (htw saar)

Monsieur Prof. Dr. Jürgen GRIEBSCH

Vice-Recteur pour la recherche et le transfert de connaissances

.....
(Signature + Cachet)

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001553-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations

de la Commission permanente

N° CP-2021-5-3-1
Séance du lundi 10 mai 2021

TRAVAUX DE MAINTENANCE DES BARRAGES ET DU CANAL DU RHONE AU RHIN MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE À RIVIÈRES DE HAUTE ALSACE RHA

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, BURGER Etienne, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
HOLDERITH Nadine donne procuration à BURGER Etienne
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

VU l'article L 211-7 du Code de l'Environnement,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment ses articles L 2111-7, L 2111-10, et L 2124-6,

VU le Code de la Commande publique, et notamment ses articles L 2422-5 et suivants,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-04 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-3-3-1 du 15 février 2021 relative aux politiques de l'environnement et de la transition écologique,

VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'avis de la Commission de l'attractivité économique et de la transition énergétique et écologique du 19 avril 2021,

VU le rapport du Président de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

- Valide le programme 2021 de travaux de maintenance semi-lourde sur les barrages haut-rhinois et le Canal du Rhône au Rhin déclassé, dont la Collectivité européenne d'Alsace est propriétaire, tels que précisé en annexe 1 jointe à la présente délibération,

- Approuve et autorise le Président à signer la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage à titre gratuit avec le syndicat mixte Rivières de Haute-Alsace, jointe en annexe 2 à la présente délibération, pour la réalisation du programme 2021 de travaux de maintenance semi-lourde sur les barrages, propriété de la Collectivité européenne d'Alsace, situés dans le Haut-Rhin et sur le Canal du Rhône au Rhin déclassé, pour un montant prévisionnel de travaux arrêté à 400 000 €,

- Inscrit les dépenses sur le programme P221-Chapitre 23-Nature 2315 Fonction 731.

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001553-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

M. Michel HABIG, en sa qualité de président du Syndicat Mixte « Rivières de Haute Alsace », ne participe ni au débat ni au vote.

Le Président



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

Acte Certifié Exécutoire –Télétransmission 067-200094332-20210510-0000001553-DE - *Envoi Préfecture le* 11/05/2021 - *Retour Préfecture le* 11/05/2021 - *Publication le* 17/05/2021

ANNEXE 1

LISTE DES TRAVAUX PRéVUS 2021

Maitre d'ouvrage	libellé de l'opération	montant prévisionnel TTC
Collectivité européenne d'Alsace	Amélioration des dispositifs mécaniques	34 800,00
Collectivité européenne d'Alsace	Optimisation des dispositifs topométriques	36 000,00
Collectivité européenne d'Alsace	Optimisation des dispositifs d'auscultation	26 400,00
Collectivité européenne d'Alsace	Etudes en vue des travaux sur l'ensemble des ouvrages	30 000,00
Collectivité européenne d'Alsace	Travaux complémentaires sur le déversoir du barrage du petit Neuweiher	40 000,00
Collectivité européenne d'Alsace	Travaux sur le déversoir du barrage de l'Altenweiher	36 000,00
Collectivité européenne d'Alsace	Raccordement électrique du batardeau amont Kruth	4 800,00
Collectivité européenne d'Alsace	Etudes préliminaires avant travaux	50 000,00
Collectivité européenne d'Alsace	Petits travaux divers	42 000,00
Collectivité européenne d'Alsace	Canal du Rhône au Rhin déclassé : Travaux de remise en état des écluses	30 000,00
Collectivité européenne d'Alsace	Canal du Rhône au Rhin déclassé : Travaux de remise en état des chemins de halage	70 000,00
	TOTAL	**400 000,00**

ALSACE

Collectivité européenne

CONVENTION DE MANDAT DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE

Entre,

La Collectivité européenne d'Alsace sis Place du Quartier Blanc - 67000 STRASBOURG, représenté par Monsieur Frédéric BIERRY, Président, autorisé par une délibération de la Commission Permanente en date du ,

ci-après désigné « Le Maitre d'ouvrage »

d'une part,

et

Le Syndicat Mixte « Rivières de Haute Alsace » représenté par son Président, habilité par une délibération du comité syndical en date du ,

ci-après désigné le Mandataire

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er – Objet - Durée

1.1. Objet de la convention

Par délibération en date du , le Maître d'ouvrage a arrêté le programme de travaux de maintenance semi-lourde, comprenant notamment une partie auscultation et de sécurisation, sur plusieurs de ses barrages et ouvrages situés dans le Haut-Rhin, pour un coût prévisionnel de 400 000 €TTC.

Cette convention a pour objet, conformément aux articles L 2422-5 et suivants du code de la commande publique, de confier au Mandataire, qui l'accepte, le soin de réaliser les opérations susvisées au nom et pour le compte du Maître d'ouvrage dans les conditions fixées ci-après.

1.2. Durée de la convention

La présente convention est consentie et acceptée jusqu'à la délivrance du quitus sur l'ensemble des opérations concernées.

Le Maître d'ouvrage et son Mandataire peuvent être liés par plusieurs conventions portant sur des programmes d'opérations différents.

Article 2 – Programme et enveloppe financière prévisionnelle

Le programme détaillé des opérations et les enveloppes financières prévisionnelles correspondantes sont définis par l'annexe 1 à la présente convention, pour un montant total maximum de 400 000 €TTC.

Le Mandataire s'engage à réaliser ces opérations dans le strict respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle globale ainsi définis qu'il accepte. La répartition financière entre les différentes opérations sera respectée dans une limite de + ou – 15% pour chacun des montants, sans que ces adaptations ne puissent avoir pour effet de modifier l'enveloppe financière prévisionnelle globale à la hausse.

En outre, si cette faculté devait être mise en œuvre par le Mandataire, il s'engage à en avertir par écrit et sans délai le Maître d'ouvrage, pour validation préalable des opérations concernées et des montants impactés.

Dans le cas où, au cours de la mission, le Maître d'ouvrage ou le Mandataire estimeraient nécessaire d'apporter des modifications au programme ou à l'enveloppe financière globale prévisionnelle, un avenant à la présente convention ou à son annexe devra être conclu avant que le Mandataire puisse mettre en œuvre ces modifications.

Article 3 – Mode de financement – Echéancier prévisionnel des dépenses

Le Mandataire s'engage à assurer le préfinancement des opérations et le Maître d'ouvrage s'engage, quant à lui, à rembourser le Mandataire selon les modalités définies à l'article 6.

Article 4 – Personne habilitée à engager le Mandataire

Pour l'exécution des missions confiées au Mandataire, celui-ci sera représenté par le Président du Syndicat Mixte Rivières de Haute-Alsace qui sera seul habilité à engager la responsabilité du Mandataire pour l'exécution de la présente convention.

Certains agents de Rivières de Haute Alsace, disposant d'une délégation de signature, seront toutefois habilités à signer valablement les documents se rapportant aux missions énumérées à l'article 5.

Dans tous les actes et contrats passés par le Mandataire, celui-ci devra systématiquement indiquer qu'il agit au nom et pour le compte du Maître d'ouvrage.

Article 5 – Contenu de la mission du Mandataire

La mission du Mandataire porte, pour chacune des opérations visées à l'annexe 1, sur les éléments suivants :

1. Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles les opérations seront étudiées et réalisées ;
2. Préparation du choix des maîtres d'œuvre, signature et gestion des marchés de maîtrise d'œuvre, versement des rémunérations correspondantes ;
3. Approbation des Avant-Projets et du Projet ;

4. Préparation du choix des contrôleurs techniques, coordonnateurs « sécurité et protection de la santé » et autres prestataires d'études, signature et gestion des marchés correspondants et versement des rémunérations ;
5. Préparation du choix des entrepreneurs et fournisseurs, signature et gestion des marchés ;
6. Suivi et réception des travaux;
7. Versement de la rémunération aux entreprises et fournisseurs ;
8. Gestion financière et comptable des opérations ;
9. Gestion administrative ;
10. Action en justice ;

et d'une manière générale tous actes nécessaires à l'exercice des missions telles que précisées dans l'annexe 1.

Article 6 – Remboursement

Le Mandataire sera remboursé des dépenses qu'il aura engagées, selon les modalités suivantes :

Le Maître d'ouvrage versera au démarrage un premier acompte de 50% de sa quote-part prévisionnelle toute taxe comprise sur présentation du titre émis par le Mandataire.

Le Mandataire pourra demander, sur émission du titre de recettes correspondant accompagné de tous les justificatifs utiles attestant de la réalité des dépenses en cause, le versement d'un deuxième acompte dès lors que le montant des dépenses engagées par ses soins atteindra 80 % du montant de l'enveloppe prévisionnelle.

Le Maître d'ouvrage versera le solde de l'enveloppe visée à l'article 1er sur présentation du ou des récapitulatifs des dépenses supportées par le Mandataire et qui fera apparaître :

a. le montant cumulé des dépenses supportées par le Mandataire ;
b. le montant des acomptes versés précédemment par le Maître d'ouvrage ;
c. le montant du remboursement demandé par le Mandataire qui correspond à la somme du poste a. ci-dessus diminuée du poste b.

Le Maître d'ouvrage procédera au mandatement des acomptes précités dans les 30 jours suivants la réception de la demande.

En cas de désaccord entre le Maître d'ouvrage et le Mandataire sur le montant des sommes dues, le Maître d'ouvrage mandate, dans le délai ci-dessus, les sommes qu'il a admises. Le complément éventuel est mandaté après règlement du désaccord.

En fin de mandat, le mandatement du solde de l'opération interviendra au plus tard dans les deux mois suivant le quitus donné par le Maître d'ouvrage au Mandataire dans les conditions fixées à l'article 10.

Article 7 – Contrôle financier et comptable

7.1. Le Maître d'ouvrage et ses agents pourront demander à tout moment au Mandataire la communication de toutes pièces et contrats concernant les opérations.

7.2. Pendant toute la durée de la convention, et pour chaque année civile, le Mandataire transmet au Maître d'ouvrage un compte rendu de l'avancement des opérations comportant :

- un bilan financier actualisé des opérations ;

- une note de conjoncture indiquant l'état d'avancement des opérations, les événements marquant intervenus ou à prévoir ainsi que des propositions pour les éventuelles décisions à prendre par le Maître d'ouvrage pour permettre la poursuite des opérations dans de bonnes conditions ;
- un certificat attestant la réalisation des opérations effectuées au cours de la période écoulée ;
- un calendrier de réalisation des opérations toujours en cours

7.3. Le Maître d'ouvrage doit faire connaître son accord ou ses observations dans le délai d'un mois après réception du compte rendu ainsi défini. A défaut, le Maître d'ouvrage est réputé avoir accepté les éléments du dossier remis par le Mandataire. Toutefois, si l'une des constatations ou des propositions du Mandataire conduit à remettre en cause le programme ou l'enveloppe financière prévisionnelle globale définis dans la présente convention, le Mandataire ne peut se prévaloir d'un accord tacite du Maître d'ouvrage et doit donc obtenir l'accord exprès de celui-ci et la passation d'un avenant.

7.4. En fin de mandat, conformément à l'article 10, le Mandataire établira et remettra au Maître d'ouvrage un bilan général des opérations qui comportera le détail de toutes les dépenses réalisées accompagné de l'attestation du comptable certifiant l'exactitude des facturations et des paiements résultant des pièces justificatives et la possession de toutes ces pièces justificatives.

Le bilan général deviendra définitif après accord du Maître d'ouvrage et donnera lieu, si nécessaire à régularisation du solde des comptes entre les parties dans le délai fixé à l'article 6.

Article 8 – Contrôle administratif et technique

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'effectuer à tout moment les contrôles techniques et administratifs qu'il estime nécessaires. Le Mandataire devra donc laisser libre accès à tous les dossiers concernant les opérations ainsi qu'aux chantiers.

Toutefois, le Maître d'ouvrage ne pourra faire ses observations qu'au Mandataire et en aucun cas aux titulaires des contrats passés par celui-ci.

8.1. Approbation des avant-projets

En application de l'article L2422-7 du Code de la Commande Publique, le Mandataire est tenu de solliciter l'accord préalable du Maître d'ouvrage sur les dossiers d'avant-projets.

Les dossiers correspondants aux opérations figurant à l'annexe 1 ont d'ores et déjà été présentés au Maître d'ouvrage par le Mandataire. Aussi, par la présente, le Maître d'ouvrage reconnaît avoir donné son accord sur l'ensemble des dossiers d'avant-projets présentés, qui concernaient toutes les opérations régies par la présente convention.

8.2. Règles de passation des contrats

Pour la passation des contrats nécessaires à la réalisation des opérations, le Mandataire est tenu de respecter la réglementation en vigueur en matière de commande publique, par application du code de la commande publique, notamment.

Les commissions d'appel d'offres et jurys prévus par cette réglementation seront assurées par le Maître d'ouvrage.

8.3 Accord sur la réception des ouvrages

En application de l'article L 2422-7 du code de la commande publique, le Mandataire est tenu d'obtenir l'accord préalable du Maître d'ouvrage avant de prendre la décision de réception de l'ouvrage. En conséquence, les réceptions d'ouvrages seront organisées par le Mandataire selon les modalités suivantes :

Dans le cadre des opérations préalables à la réception prévue à l'article 41.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux, le Mandataire organisera une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participeront le maître d'ouvrage, le Mandataire, le cas échéant le maître d'œuvre chargé du suivi des travaux et les entreprises. Cette visite donnera lieu à l'établissement d'un compte rendu, adressé à l'ensemble des intervenants énoncés ci-dessus.

Ce compte-rendu reprendra les observations présentées tant par le Maître d'ouvrage que son Mandataire et que ceux-ci entendent voir réglées avant d'accepter la réception.

Le Mandataire, en lien avec le maître d'œuvre le cas échéant, s'assurera ensuite de la bonne exécution de ces travaux restant à réaliser et mentionnés au procès-verbal de la réunion préalable à la réception évoquée ci-dessus.

Le cas échéant, le maître d'œuvre établira ensuite la décision de réception (ou de refus) qu'il transmettra au Mandataire pour signature. Ce dernier, en cas d'accord, le transmettra à son tour au Maître d'ouvrage qui fera connaître sa décision au Mandataire dans les 20 jours suivant la réception de ce document ; le défaut de décision du Maître d'ouvrage dans ce délai valant accord tacite.

Le même délai de 20 jours s'applique pour les opérations ne faisant pas intervenir de maître d'œuvre, à compter de la transmission, par le Mandataire, de sa proposition concernant la réception de chaque ouvrage concerné.

Une fois la décision de réception signée par le Maître d'ouvrage, le Mandataire en informe le maître d'œuvre et la notifie aux entreprises.

La réception emporte transfert au Mandataire de la garde des ouvrages. Le Mandataire en sera libéré dans les conditions fixées à l'article 9.

Article 9 – Modalités de mise à disposition de l'ouvrage

Les ouvrages sont restitués au Maître d'ouvrage après réception des travaux notifiée aux entreprises et à condition que le Mandataire ait assuré toutes les obligations qui lui incombent pour permettre une mise en service immédiate de l'ouvrage.

Si le Maître d'ouvrage demande une mise à disposition partielle, celle-ci ne peut intervenir qu'après la réception partielle correspondante.

Toutefois si, du fait du Mandataire, la mise à disposition ne pouvait intervenir, le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'occuper l'ouvrage. Il devient alors responsable de la garde de l'ouvrage ou de la partie qu'il occupe.

Dans ce cas, il appartient au Mandataire de prendre les dispositions nécessaires vis-à-vis des entreprises dans le cadre notamment des articles 41.8 et 43 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux. Le Mandataire reste alors tenu à ses obligations en matière de réception.

Toute mise à disposition ou occupation anticipée d'ouvrage doit faire l'objet d'un constat contradictoire de l'état des lieux consignés dans un procès-verbal signé du Maître d'ouvrage et du Mandataire. Ce constat doit notamment faire mention des réserves levées ou restant à lever à la date du constat.

La restitution de l'ouvrage transfère la garde et l'entretien de l'ouvrage correspondant au Maître d'ouvrage.

Entrent dans la mission du Mandataire la levée des réserves de réception et, sous réserve des dispositions de l'article 14.2, la mise en jeu éventuelle des garanties légales et contractuelles ; le Maître d'ouvrage doit lui laisser toutes les facilités pour assurer ces obligations.

Toutefois, en cas de litige au titre des garanties biennale et décennale, toute action contentieuse reste de la seule compétence du Maître d'ouvrage.

Le Mandataire ne peut être tenu responsable des difficultés qui résulteraient d'une mauvaise utilisation de l'ouvrage restitué ou d'un défaut d'entretien.

Sauf dans le cas prévu au 3ème alinéa ci-dessus, la restitution intervient à la demande du Mandataire. Dès lors qu'une demande a été présentée, le constat contradictoire doit intervenir dans le délai d'un mois maximum de la réception de la demande par le Maître d'ouvrage.

La restitution prend immédiatement effet après la date du constat contradictoire.

Article 10 – Achèvement de la mission

10.1 Délivrance du quitus

Pour chaque opération, la mission du Mandataire prend fin par le quitus délivré par le Maître d'ouvrage ou par la résiliation de la convention dans les conditions fixées à l'article 13.

Le quitus est délivré à la demande du Mandataire après exécution complète de ses missions et notamment :

- réception des ouvrages et levées des réserves de réception et mise à disposition des ouvrages ;
- expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie ;
- remise des dossiers comportant les documents contractuels, techniques, administratifs relatifs aux ouvrages détenus par le Mandataire (Décompte Global et Définitif, Dossiers techniques ...)
- établissement du bilan général et définitif des opérations et acceptation par le Maître d'ouvrage ;

Le Maître d'ouvrage doit notifier sa décision au Mandataire dans les quatre mois au maximum suivant la réception de la demande de quitus.

Si à la date du quitus il subsiste des litiges entre le Mandataire et certains de ses contractants au titre de l'opération, le Mandataire est tenu de remettre au Maître d'ouvrage tous les éléments en sa possession pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

10.2 Calendrier d'exécution

Les opérations prévues sont engagées dans l'année d'exercice pour s'achever au cours de l'année suivante. En cas d'abandon de certaines opérations, il est procédé comme en cas de modification de programme (article 2).

Article 11 – Rémunération du Mandataire

Le Mandataire exercera cette mission à titre gratuit.

Article 12 – Pénalités

Sans objet

Article 13 – Résiliation

Le Maître d'ouvrage et le Mandataire peuvent résilier la présente convention d'un commun accord, sans indemnité, à l'issue d'un préavis de trois mois notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par le Mandataire et des travaux réalisés. Le constat contradictoire fait l'objet

d'un procès-verbal qui précise, en outre, les mesures conservatoires que le Mandataire doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations et des travaux exécutés. Il indique enfin le délai dans lequel le Mandataire doit remettre l'ensemble des dossiers au Maître d'ouvrage.

Article 14 – Dispositions diverses

14.1. Assurances

Le Mandataire devra, dans le mois qui suivra la notification de la présente convention, fournir au Maître d'ouvrage la justification de l'assurance garantissant les conséquences pécuniaires des responsabilités qui lui incombent dans le cadre de son activité à la suite de dommages corporels, immatériels consécutifs ou non survenus pendant l'exécution et après la réception des travaux causés aux tiers ou à ses cocontractants.

Plus largement, le Mandataire devra souscrire toutes les assurances adéquates dans le cadre de la réalisation des missions confiées.

14.2. Capacité d'ester en justice

Le Mandataire pourra agir en justice pour le compte du Maître d'ouvrage jusqu'à la délivrance du quitus, aussi bien en tant que demandeur que défenseur. Le Mandataire devra avant toute action demander l'accord du Maître d'ouvrage.

Toutefois, toute action en matière de garantie décennale et de bon fonctionnement n'est pas du ressort du Mandataire.

Fait en deux exemplaires
A Strasbourg, le

LE PRESIDENT de la COLLECTIVITE EUROPEENNE d'ALSACE	LE PRESIDENT de RIVIERES de HAUTE ALSACE
Frédéric BIERRY	Michel HABIG

ANNEXE 1

LISTE DES TRAVAUX PRéVUS 2021

Maitre d'ouvrage	libellé de l'opération	montant prévisionnel TTC
Collectivité européenne d'Alsace	Amélioration des dispositifs mécaniques	34 800,00
Collectivité européenne d'Alsace	Optimisation des dispositifs topométriques	36 000,00
Collectivité européenne d'Alsace	Optimisation des dispositifs d'auscultation	26 400,00
Collectivité européenne d'Alsace	Etudes en vue des travaux sur l'ensemble des ouvrages	30 000,00
Collectivité européenne d'Alsace	Travaux complémentaires sur le déversoir du barrage du petit Neuweiher	40 000,00
Collectivité européenne d'Alsace	Travaux sur le déversoir du barrage de l'Altenweiher	36 000,00
Collectivité européenne d'Alsace	Raccordement électrique du batardeau amont Kruth	4 800,00
Collectivité européenne d'Alsace	Etudes préliminaires avant travaux	50 000,00
Collectivité européenne d'Alsace	Petits travaux divers	42 000,00
Collectivité européenne d'Alsace	Canal du Rhône au Rhin déclassé : Travaux de remise en état des écluses	30 000,00
Collectivité européenne d'Alsace	Canal du Rhône au Rhin déclassé : Travaux de remise en état des chemins de halage	70 000,00
	TOTAL	**400 000,00**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
067-200094332-20210510-0000001544-DE
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 11/05/2021
Retour Préfecture : 11/05/2021
Date de publication : 17/05/2021

ALSACE
Collectivité européenne

Extrait des délibérations
de la Commission permanente

Séance du lundi 10 mai 2021
N° CP-2021-5-2-5

CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIF AU DÉPLOIEMENT DU NUMERIQUE EDUCATIF DANS LES CITES SCOLAIRES

Présidence de : M. BIERRY Frédéric

PRESENTS :
ADRIAN Daniel, ALFANO Alfonsa, BAUER Marcel, BERTRAND Rémi, BEY Françoise, BIHL Pierre, BOHN Patricia, CAHN Mathieu, CARBIENER Thierry, COUCHOT Alain, DEBES Vincent, DELATTRE Cécile, DELMOND Max, DIETRICH Martine, DILIGENT Danielle, DOLLINGER Isabelle, ELKOUBY Eric, ESCHLIMANN Michèle, FERRARI Pascal, FISCHER Bernard, GRAEF-ECKERT Catherine, GRAPPE Alain, GROFF Bernadette, HEINTZ Paul, HEMEDINGER Yves, HOERLE Jean-Louis, HOMMEL Denis, JANDER Nicolas, JEANPERT Chantal, JURDANT-PFEIFFER Pascale, KALTENBACH-ERNST Nathalie, KEMPF Suzanne, KLINKERT Brigitte, KOCHERT Stéphanie, LE TALLEC Yves, LEHMANN Marie-Paule, LUTENBACHER Annick, MARAJO-GUTHMULLER Nathalie, MARTIN Monique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Philippe, MILLION Lara, MORITZ Christine, MULLER Betty, MULLER Lucien, MULLER-BRONN Laurence, MUNCK Marc, PAGLIARULO Karine, RAPP Catherine, SCHITTLY Marc, SCHMIDIGER Pascale, SCHULTZ Denis, SENE Marc, STRAUMANN Eric, SUBLON Yves, THOMAS Nicole, TRIMAILLE Philippe, VALLAT Marie-France, WITH Rémy, WOLF Etienne, WOLFHUGEL Christiane, ZAEGEL Sébastien

EXCUSES AVEC PROCURATION :
BURGER Etienne donne procuration à LEHMANN Marie-Paule
DREXLER Sabine donne procuration à JANDER Nicolas
ERBS André donne procuration à DOLLINGER Isabelle
GREIGERT Catherine donne procuration à BAUER Marcel
HABIG Michel donne procuration à MULLER Betty
HAGENBACH Vincent donne procuration à JANDER Nicolas
HELDERLE Emilie donne procuration à BIHL Pierre
JENN Fatima donne procuration à MUNCK Marc
MEHLEN-VETTER Josiane donne procuration à GROFF Bernadette
OEHLER Serge donne procuration à BEY Françoise
ORLANDI Fabienne donne procuration à M. WITH Rémy
PFERSDORFF Françoise donne procuration à MATT Nicolas
VOGT Pierre donne procuration à VALLAT Marie-France

EXCUSEE :
HOLDERITH Nadine

ABSENTES :
BUFFET Françoise
JUNG Martine

La Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU l'article L 3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences de la Commission permanente,

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 1321-1 à L 1321-9 relatifs aux biens meubles et immeubles mis à disposition dans le cadre des transferts de compétence ainsi qu'à leurs possibles transferts en pleine propriété aux collectivités territoriales gestionnaires,

VU les articles L 213-2 et suivants du Code de l'Education confiant la charge des collèges au Département,

VU les articles L 214-6 et suivants du Code de l'Education confiant la charge des lycées à la Région,

VU l'article L 216-4 du Code de l'Education disposant que « lorsqu'un même ensemble immobilier comporte à la fois un collège et un lycée, une convention intervient entre le Département et la Région pour déterminer celle des deux collectivités qui assure le recrutement et la gestion des personnels autres que ceux mentionnés à l'article L.211-8 (à la charge de l'Etat), les grosses réparations, l'équipement et le fonctionnement de l'ensemble ; cette convention précise la répartition des charges entre les deux collectivités »,

VU l'article L 421-23 du Code de l'Education prévoyant la conclusion d'une convention dont l'objet est de préciser les modalités d'exercice des compétences respectives de la collectivité de rattachement et du chef de l'établissement public local d'enseignement,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-1-1-04 du 2 janvier 2021 relative aux délégations de compétences du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace à la Commission permanente,

VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n°CD-2021-3-2-3 du 15 février 2021 relative à la Politique Collèges, Education et Jeunesse,

VU l'avis favorable de la Commission de l'excellence éducative, de l'accompagnement des familles et de l'autonomie du 19 avril 2021,

VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

VU le rapport du Président de la Collectivité européenne d'Alsace,

APRES EN AVOIR DELIBERE

- Approuve la convention de partenariat avec la Région Grand Est relatif au déploiement du numérique éducatif dans les cités scolaires de la Collectivité européenne d'Alsace et à la répartition des coûts, jointe en annexe à la présente délibération,

- Autorise le Président de la Collectivité européenne d'Alsace à signer cette convention de partenariat.

Le Président



Frédéric BIERRY

Adopté à l'unanimité

CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIF AU DEPLOIEMENT DU NUMERIQUE EDUCATIF DANS LES CITES SCOLAIRES DE LA COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE ET A LA RÉPARTITION DES COÛTS

ENTRE

La Région Grand Est, représentée par son Président en vertu de la décision de la Commission Permanente du Conseil Régional n° 21CP-XXXX du XX mois 2021

ci-après dénommée la "Région",

d'une part,

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par son Président en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° …..du XX mois 2021,

ci-après dénommée la "Collectivité",

d'autre part,

VU Le Code Général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L.1321-1 à L.1321-9 relatifs aux biens meubles et immeubles mis à disposition dans le cadre des transferts de compétence ainsi qu'à leurs possibles transferts en pleine propriété aux collectivités territoriales gestionnaires,

VU Le Code de l'éducation et notamment :

- les articles L.213-2 et suivants confiant la charge des collèges au Département,

- les articles L.214-6 et suivants confiant la charge des lycées à la Région,

- l'article L.216-4, disposant que « lorsqu'un même ensemble immobilier comporte à la fois un collège et un lycée, une convention intervient entre le Département et la Région pour déterminer celle des deux collectivités qui assure le recrutement et la gestion des personnels autres que ceux mentionnés à l'article L.211-8 (à la charge de l'Etat), les grosses réparations, l'équipement et le fonctionnement de l'ensemble ; cette convention précise la répartition des charges entre les deux collectivités.

- l'article L.421-23 prévoyant la conclusion d'une convention dont l'objet est de préciser les modalités d'exercice des compétences respectives de la collectivité de rattachement et du chef de l'établissement public local d'enseignement,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : STIPULATIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet

La présente convention définit les conditions dans lesquelles la Région Grand Est et la Collectivité européenne d'Alsace exercent les missions concernant le numérique éducatif dans *les ensembles immobiliers comportant à la fois un collège et un lycée* ci-après désignées comme « cités scolaires », hors grosses opérations immobilières relevant du programme pluriannuel d'investissement et de conventions spécifiques.

L'objectif est d'uniformiser l'infrastructure numérique de toutes les cités scolaires de la Collectivité européenne d'Alsace pour en faciliter la gestion/maintenance et permettre le développement des usages de manière harmonisée sur le périmètre de chaque établissement.

1-2. Champ d'application

La présente convention concerne les cités scolaires du second degré sises sur le territoire de la Collectivité européenne d'Alsace dont la liste est jointe en annexe 1.

1-3. Durée

Cette présente convention prendra effet à compter du 1er janvier 2022 et abroge et remplace toute convention préexistante en la matière. Elle est conclue pour une durée de 3 ans renouvelable deux fois pour 2 ans par tacite reconduction, sans que sa durée totale ne puisse excéder 7 ans.

1-4. Concertation et coordination

Les représentants des directions/services des deux collectivités en charge du numérique éducatif se rencontrent au minimum une fois par an pour assurer la cohérence des actions régionales et départementales engagées dans le cadre de la présente convention.

Ils connaissent les modalités d'application de la convention en vue, le cas échéant, d'ajuster le dispositif conventionnel sous la forme d'un avenant, à l'initiative de l'une ou l'autre des deux collectivités. La concertation a vocation à faciliter les échanges d'informations d'ordre financier, organisationnel et matériel ainsi que la mise à jour des annexes, et le cas échéant, l'actualisation des tarifs ou le partage des stratégies.

ARTICLE 2 : RECENSEMENT ANNUEL

Pour chaque cité scolaire, les interventions distinguent si possible les opérations rattachées à chaque entité éducative collège et lycée et retiennent par défaut, pour les opérations indissociables, une clef de répartition des dépenses au prorata des effectifs de lycéens et collégiens suivant les dispositions de l'article 3.

Une clef de répartition différente peut être appliquée pour certaines thématiques.

La fourniture de services, les opérations et les travaux de la présente convention font l'objet de la transmission d'un état récapitulatif des dépenses au mois de décembre de l'année de leur exécution.

ARTICLE 3 : PARTICIPATION DES COLLECTIVITÉS

La participation des collectivités est établie chaque année par thématiques selon les principes suivants :

3-1. L'Espace Numérique de Travail (ENT) commun

Un ENT commun est déployé dans les cités scolaires dans le cadre du groupement de commandes ENT « Mon Bureau Numérique ». Chaque collectivité assure l'engagement et le mandatement de l'instance de l'ENT correspond à l'entité éducative (collège ou lycée) dont elle à la charge.

3-2. L'accès internet

Les accès internet, du ou des sites de la cité scolaire, sont à la charge de la collectivité indiquée dans l'annexe 1 de cette convention. Ce coût total comporte les mensualités, les frais d'accès au service et les éventuels travaux d'aménagement s'ils sont réalisés également par la collectivité indiquée à l'annexe 1. Cette répartition peut être revue annuellement.

Le débit internet peut être augmenté en cours d'année, en cas de saturation constatée sur 2 mois consécutifs après information préalable.

Les coûts indirects (achat d'équipements réseaux, serveurs, etc.) sont détaillés ci-dessous et intégrés selon la grille fournie en annexe 1.

La clef de répartition des coûts prend en compte un indice multiplicateur indiquée dans l'annexe 1 pour le nombre de lycéens afin de tenir compte des usages accrus liés au programme « Lycée 4.0 », selon la formule suivante :

Coût Région :

$$\text{Coût Région} = \frac{indice\ multiplicateur \times nb\ d'élèves\ lyc.}{indice\ multiplicateur \times nb\ élèves\ lyc. + nb\ élèves\ col.} \times \text{coût total annuel}$$

Coût CeA :

$$\text{Coût Département} = \frac{nb\ d'élèves\ collège}{indice\ multiplicateur \times nb\ élèves\ lyc. + nb\ élèves\ col.} \times \text{coût total annuel}$$

Avec :
nb élèves col. est l'effectif des collégiens en annexe 1
nb élèves lyc. est l'effectif des lycéens en annexe 1

Coût total annuel est le cout total indiqué ci-dessus, calculé sur l'année n de la convention.
L'indice multiplicateur pourra être revu annuellement.

Les statistiques d'utilisation de la bande passante, de saturation et qualité de service sont fournies au moins une fois par trimestre et sur demande.

3-3. Les infrastructures réseaux (dont matériel actif et réseau Wifi)

Les équipements actifs du réseau wifi et filaire du ou des sites de la cité scolaire, sont à la charge de la collectivité indiquée dans l'annexe 1 de cette convention. La clef de répartition

des coûts prend en compte un indice multiplicateur indiquée dans l'annexe 1 pour le nombre de lycéens. Cet indice pourra être revu annuellement.

3-4. Les serveurs pédagogiques, équipement de sécurité et annuaires

Les serveurs pédagogiques, équipement de sécurité et annuaires du ou des sites de la cité scolaire, sont à la charge de la collectivité indiquée dans l'annexe 1 de cette convention. La clef de répartition des coûts prend en compte un indice multiplicateur indiquée dans l'annexe 1 pour le nombre de lycéens. Cet indice pourra être revu annuellement.

La collectivité en charge garantit la sécurisation des données et le respect de la réglementation concernant des données personnelles.

La répartition des coûts intègre l'achat et le renouvellement des équipements locaux (serveurs, équipement actif et licences), la quote-part des systèmes centraux sollicités (matériel, licences, hébergement et supervision) et leur maintenance.

3-5. La téléphonie

L'installation, la maintenance et le maintien en condition opérationnelle du système de téléphonie (central, équipements actifs, postes téléphoniques, et prises réseaux) du ou des sites de la cité scolaire, sont à la charge de la collectivité indiquée dans l'annexe 1 de cette convention. La répartition des coûts intègre l'achat et le renouvellement des équipements locaux (central, équipement actif et licences), la quote-part des systèmes centraux sollicités (matériel, licences, hébergement et supervision) et leur maintenance. La clef de répartition des coûts prend en compte un indice multiplicateur indiquée dans l'annexe 1 pour le nombre de lycéens. Cet indice pourra être revu annuellement

Les abonnements téléphoniques restent gérés directement par les collèges ou les lycées.

3-6. La dotation informatique

Chaque collectivité finance le renouvellement du matériel informatique de l'entité éducative (collège ou lycée) dont elle a la charge conformément à la politique appliquée sur l'ensemble de ses établissements.

Dans le cadre de ses abonnements, la Région peut être amené à fournir certaines licences (systèmes d'exploitation et bureautique) pour l'ensemble des postes pédagogiques et administratifs de la cité scolaire.

3-7. La maintenance informatique

La maintenance informatique et le maintien en condition opérationnelle du ou des sites de la cité scolaire, sont à la charge de la collectivité indiquée dans l'annexe 1 de cette convention.
Les tablettes déployées dans les collèges sont à la charge de la Collectivité européenne d'Alsace.

Le nombre de demi-journées (4h dont le coût est indiqué dans l'annexe 1 – ce coût pourra être revu annuellement) de présence d'un technicien par semaine sur les sites de la cité scolaire est déterminé par le nombre d'élèves (collège et lycée confondu) à raison d'une demi-journée par tranche de 600 élèves.

Un bilan annuel sur la base de ce calcul fera apparaitre le montant à appliquer dans le titre de recette. Le temps de présence sera réévalué chaque année en fonction des opérations techniques particulières nécessaires sur le collège ou si les usages s'orientent vers de plus en plus de BYOD.

Les locaux techniques informatiques sont sécurisés et accessibles uniquement aux équipes de la collectivité, ou son prestataire, en charge de la maintenance. L'accès à ces locaux par les équipes de la collectivité, n'étant pas en charge de la maintenance, ou de l'autorité académique de rattachement doivent faire l'objet d'une demande.

Le matériel acheté par le collège ou le lycée en dehors des marchés et des catalogues des collectivités ne rentre pas dans le matériel pris en charge par la maintenance des collectivités.

ARTICLE 4 : VERSEMENT DE LA PARTICIPATION

Chaque collectivité établit annuellement un état récapitulatif des dépenses et des recettes en tenant compte des clefs de répartition de chacune des thématiques et émet à l'encontre de l'autre collectivité un titre de recettes.

Les montants seront arrondis à l'euro inférieur ou supérieur le plus proche.

ARTICLE 5 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention doit faire l'objet d'un avenant approuvé préalablement par délibérations concordantes des deux parties.

ARTICLE 6 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

A la demande expresse de l'une des parties, par courrier recommandé avec AR valant mise en demeure, la présente convention peut être résiliée de plein droit, à l'issue d'un délai d'un an. D'un point de vue financier, la collectivité qui se retire reste tenu à l'égard de l'autre jusqu'à la fin de l'année civile en cours et à la production des états récapitulatifs de fonctionnement et d'investissement.

ARTICLE 8 : CONTENTIEUX

Toute difficulté dans l'exécution de la présente convention rencontrée par l'une des parties fait l'objet d'une saisine immédiate à l'adresse de l'autre partie.
En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'application de cette intervention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Le

Le

Le Président du Conseil Régional

Le Président de la Collectivité européenne d'Alsace

Informations sur les Cités scolaires de la Collectivité européenne d'Alsace

Cité scolaire	Numéro UAI	Effectifs (2019-2020)		Maison de Région	Secteur CeA
		Nombre de collégiens	Nombre de lycéens	Maison de région de rattachement	Secteur
André Maurois **BISCHWILLER**	Collège : 0672130B Lycée : 0670005S	922	**736** **dont 41 Post-Bac**	**Saverne Haguenau**	Nord
Henri Meck **MOLSHEIM**	Collège : 0672131C Lycée : 0670041F	347	**1237** **dont 76 Post-Bac**	**Saverne Haguenau**	Nord
Haute Bruche **SCHIRMECK**	Collège : 0670068K Lycée : 0670067J	373	**110** **dont 0 Post-Bac**	**Sélestat**	Nord
Jean Monnet **STRASBOURG**	Collège : 0672128Z Lycée : 0670078W	442	**1035** **dont 107 Post-Bac**	**Strasbourg**	Nord
Lazare de Schwendi **INGERSHEIM**	Collège : 0681654D Lycée : 0681817F	445	**271** **dont 15 Post-Bac**	**Sélestat**	Sud
Lycée Joseph Vogt Collège Conrad Alexandre Gérard **MASEVAUX**	Collège : 0681265F Lycée : 0680027K	475	**156** **dont 0 Post-Bac**	**Mulhouse**	Sud
Val d'argent **SAINTE-MARIE-AUX-MINES**	Collège : 0681394W Lycée : 0680068E	349	**317** **dont 0 Post-Bac**	**Sélestat**	Sud
		3 353	**3 862**		

Répartition des rôles et des responsabilités des deux collectivités sur le territoire de la Collectivité européenne d'Alsace (situation janvier 2022)

Cité scolaire	Numéro UAI	Connexion Internet	Câblage	Matériel Actif	Serveurs	Téléphonie	Maintenance (Poste, tablettes et périphériques)	
		Pris en charge	Pris en charge	Pris en charge	Pris en charge	Pris en charge	Pris en charge	Nb jours collège
André Maurois **BISCHWILLER**	Collège : 0672130B Lycée : 0670005S	Région	CeA	Région	Région	Région	Région / CeA*	Sur opération
Henri Meck **MOLSHEIM**	Collège : 0672131C Lycée : 0670041F	CeA	Région	Région	Région	Région	Région / CeA*	Sur opération
Haute Bruche **SCHIRMECK**	Collège : 0670068K Lycée : 0670067J	CeA	CeA	CeA	Région	CeA	Région / CeA*	Sur opération
Jean Monnet **STRASBOURG**	Collège : 0672128Z Lycée : 0670078W	CeA	Région	Région	Région	Région	Région	0,5
Lazare de Schwendi **INGERSHEIM**	Collège : 0681654D Lycée : 0681817F	Région	Région / CeA*	Région / CeA*	Région	Région	Région / CeA*	Sur opération
Lycée Joseph Vogt Collège Conrad Alexandre Gérard **MASEVAUX**	Collège : 0681265F Lycée : 0680027K	CeA	Région / CeA*	Région / CeA*	Région	CeA	Région / CeA*	Sur opération
Val d'argent **SAINTE-MARIE-AUX-MINES**	Collège : 0681394W Lycée : 0680068^{E}	Région	Région / CeA*	Région / CeA*	Région	Région	Région / CeA*	Sur opération

* : la région Grand Est en charge de la partie lycée et la CeA en charge de la partie collège

Indices de la convention :

Accès internet	Indice multiplicateur de 2,5
Infrastructures réseaux	Indice multiplicateur de 2,5
Serveurs pédagogiques, équipement de sécurité et annuaires	Indice multiplicateur de 2,5
Téléphonie	Indice multiplicateur de 2,5
Maintenance informatique	Coût de 25€ de l'heure

Annexe à la délibération
Propositions de Garanties d'emprunts-
Organismes de construction – Alsace Habitat
HAGUENAU VII et d'approbation des termes du projet de convention de garantie à conclure

Alsace Habitat

Vu les articles L.3231-4 et L.3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales.

Vu l'article 2298 du Code civil.

Vu la délibération de la Commission Permanente de la CeA en date du 10 mai 2021.

Vu le Contrat de Prêt signé entre Alsace Habitat, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Dans le cadre de la délégation de compétence :

- garantie d'emprunt accordée à Alsace Habitat à hauteur de 100%, pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total 342 000 € (capital, intérêts, intérêts de retard, indemnités et tous autres accessoires selon les modalités prévues dans le contrat de prêt) souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce Prêt constitué d'une Ligne du Prêt est destiné à financer l'opération de réhabilitation de 57 logements situés 38 – 40 rue des Carrières à Haguenau (opération Haguenau VII).

Le Contrat de Prêt qui fait l'objet de la garantie est le contrat n°120697, conclu entre Alsace Habitat et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

- Ligne du Prêt 1 : PAM n°5390047
. montant de la Ligne du Prêt : 342 000 €
. durée de la phase d'amortissement : 25 ans
. périodicité des échéances : annuelle
. taux : 0,84% fixe
. profil d'amortissement : Echéance prioritaire (intérêts différés)

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Contrat de Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La collectivité s'engage pendant toute la durée du Contrat de Prêt à libérer, en cas de besoin, les ressources nécessaires pour couvrir les charges de celui-ci.

Au titre de la contre garantie, Alsace Habitat devra s'engager par convention, à ne pas hypothéquer, vendre ou aliéner les biens concernés par la présente garantie sans l'accord de la collectivité.

Cette clause de contre garantie ne peut être opposable à la Caisse des Dépôts et Consignations et ne saurait avoir pour objet ni pour effet de remettre en cause les engagements de la collectivité envers la Caisse des Dépôts et Consignations. Par conséquent, la garantie accordée par la collectivité est, en toute hypothèse et pour quelque cause que ce soit, pleinement effective à l'égard de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les sommes que la collectivité serait amené à verser à l'organisme prêteur en application de la présente garantie devront être remboursées par l'emprunteur à la collectivité dans un délai de deux ans selon les modalités précisées dans la convention, dont le projet est joint au rapport, à conclure entre la collectivité et le bénéficiaire.

L'organisme s'engage à employer le produit de la vente des logements à rembourser l'emprunt garanti.

REPUBLIQUE FRANCAISE

COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE

_____

C O N V E N T I O N

ENTRE

- la COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace agissant en exécution de la délibération de la Commission Permanente du Conseil de la CeA en date du 10 mai 2021

d'une part,

et

- Alsace Habitat

d'autre part,

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

MODALITES D'OCTROI ET DE FONCTIONNEMENT DE LA GARANTIE

Article 1er - En vertu de la délibération de la Commission Permanente du Conseil de la CeA en date du 10 mai 2021, Collectivité européenne d'Alsace accorde sa garantie à Alsace Habitat pour le remboursement d'un prêt d'un montant prévisionnel total de 342 000 € (capital, intérêts, intérêts de retard, indemnités et tous autres accessoires selon les modalités prévues dans le contrat de prêt) souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et destiné à financer l'opération de réhabilitation de 57 logements situés 38 – 40 rue des Carrières à Haguenau (opération Haguenau VII).

Article 2 – Les caractéristiques financières de chaque ligne du prêt sont les suivantes :

Caractéristiques des prêts	PAM Ligne n°5390047
Montants	342 000 €
Durée de la période d'amortissement	25 ans
Périodicité des échéances	annuelle
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux fixe 0,84%
Profil d'amortissement	Echéance prioritaire (intérêts différés)
Taux annuel de progressivité	0%
Révisabilité des taux d'intérêts et de progressivité des échéances	Sans objet

Article 3 – La collectivité s'engage, en conséquence, au cas où le bénéficiaire de la présente garantie ne pourrait pas s'acquitter de ses obligations envers l'organisme prêteur, à assumer ces obligations en ses lieu et place et à régler à titre d'avances remboursables (conformément à l'article 1251 § 3 du code civil), les sommes restant dues au titre de l'emprunt garanti en capital, intérêts, intérêts de retard, indemnités et tous autres accessoires.

Article 4 - Au cas où la garantie serait appelée à jouer, le bénéficiaire de la présente garantie s'engage à respecter les prescriptions suivantes :

1) Prévenir la collectivité, au moins deux mois à l'avance, de son impossibilité de faire face à tout ou partie de l'une des échéances et demander la mise en jeu de la garantie par l'intermédiaire de l'organisme prêteur ;
2) Rembourser à la collectivité les avances qu'il aura faites dès que la situation financière le permettra et au plus tard dans un délai de deux ans, la capacité de rembourser ces avances étant appréciée du seul point de vue de la situation de trésorerie, sans que l'organisme défaillant soit fondé à se prévaloir de la constitution de provisions ou de réserves dont il n'aurait pas l'emploi immédiat.
   Toutefois, en aucun cas, le remboursement à la collectivité des avances consenties ne pourra porter préjudice à l'acquittement par priorité des sommes restant dues, tant en amortissement qu'en intérêts, à l'établissement prêteur. Une prolongation du délai susvisé de deux ans pourra, le cas échéant, être sollicitée par l'organisme défaillant, documents justificatifs à l'appui ;
3) Ouvrir dans ses écritures un compte d'avances de la collectivité comportant, au crédit : le montant des versements assurés par celui-ci, au débit : le montant des remboursements effectués par le bénéficiaire, le solde représentant la dette restant due à la collectivité ;
4) Fournir chaque année à la collectivité, jusqu'à apurement du compte d'avances prévu ci-dessus, ses documents comptables établis de telle sorte qu'ils fassent ressortir les résultats par opération.

Article 5 – Le bénéficiaire de la présente garantie s'engage par ailleurs :

1) A informer la collectivité de toute modification intervenant dans le plan de remboursement de l'emprunt (changement du taux d'intérêt ou de la période d'amortissement, remboursements anticipés, etc.) ;
2) A présenter annuellement à la collectivité, avant le 1er juillet, les bilans, compte d'exploitation et annexes, en prenant toutes dispositions utiles pour que sa comptabilité permette d'individualiser les opérations ayant fait l'objet de garanties distinctes ;
3) A fournir toutes justifications utiles à l'appui de ses documents comptables, sur simple demande de la collectivité, et à lui permettre de procéder à toute époque aux contrôles et vérifications qu'il jugera utiles ;
4) A ne pas hypothéquer, vendre ou aliéner les biens concernés par la présente garantie sans en informer préalablement la collectivité. L'organisme s'engage à employer le produit de la vente des logements à rembourser les emprunts garantis. Dans le cas où toute diligence n'aurait pas été faite pour mener à bien ces démarches, la garantie de la collectivité deviendra caduque.

Article 6 - La présente convention, dont un exemplaire sera transmis pour information à l'organisme prêteur, prendra fin à l'expiration de la période d'amortissement des emprunts garantis et, le cas échéant, après remboursement du solde restant dû à la collectivité sur le compte d'avances ouvert en cas de mise en jeu de la garantie.

Tous les frais auxquels pourrait donner lieu la présente convention seront à la charge du bénéficiaire de la présente garantie.

Fait à Strasbourg, le

Pour Alsace Habitat, Le Président de la CeA

ALSACE
Collectivité européenne

COLLECTIVITÉ EUROPÉENNE D'ALSACE

Place du Quartier Blanc
67964 STRASBOURG cedex 9

100 avenue d'Alsace
BP 20351 - 68006 COLMAR cedex

www.alsace.eu

Direction des services de l'Assemblée

Directeur de la publication : Frédéric Bierry, Président de la Collectivité européenne d'Alsace